هكذا من الاصل

Le Monde

MERCREDI 20 JUILLET 1994

Ce supplément exceptionnel du 50e anniversaire, qui comprend cinquante « unes » historiques du *Monde*, s'ouvre sur la première esquisse de maquette pour la « une » de la nouvelle formule du 9 janvier 1995.

Pour faire face au flux croissant des "boat people"

Washington demande à des pays voisins d'accueillir les réfugiés cubains

ONZE français participe de la vogue de l'orientalisme née à la fin du XVIII e siecle et stimulée par la publicité accrue des récits de voyages, des recherches archéologiques du siècle des lumières telles celles entreprises Louis François Cassas suer d'abord de tout ce qu'il voit et qui lui paraît "fort curieux" : "Au milieu du peuple le plus étrange (...) je suis (...) comme un homme qui rêve et qui voit des choses qu'il craint de pouvoir lui échapper." Dans cette craint.

Il s'empresse d'esquisser croquis sur croquis et de noter impressions, couleurs, mouvements, attitudes. L'entreprise n'est pas facile; Les Maures refusent de se laisser pliers ou les tumultueuses bataillettres entrcontres entrobservouis François Cassas suer d'abord de tout ce qu'il voit et qui lui paraît "fort curieux" : "Au milieu du peuple le plus étrange (...) je suis (...) comme un homme qui rêve et qui voit des choses qu'il craint de pouvoir lui échapper." Dans cette craint.Il s'empresse d'esquisser croquis sur croquis et de noter impressions, couleurs, mouvements, attitudes. L'entreprise n'est pas facile: Les Maures refusent de se laisser portraiturer; le Français sont conspués, vilipendés; le peintre se réfugie auprès des familles juives "m.

Toins prévenues contre la production des imageDelacroix découvre néanmoins dans la magie orientale un répertoire propice à renouveler celui privilégié et épuisé du néo-classicisme. L'antique se déplace: "Rome n'est plus dans Rome"; Rome est à Tanger. Le sublime y court les rues et "vous assassine de réalité (...). A chaque pas il y a des tableaux tout faits qui feraient la fortune et la gvloire de vingt générations de peintres". Antique nature, beauté extrême, sublime vivant et frappant, le grand artiste y décèle aussi l'homme dans la prainte, il s'eureté de son origine. Un homme plus près de la nature, non dépravé par les progrès de la civilisation.

Les multiples croquis rappellent l opte plus volontiers pour les rencontres erches archéologiques du siècle des lumières telles celles entreprises Louis François Cassas suer d'abord de tout ce qu'il voit et qui lui paraît "fort curieux" : "Au milieu du peuple le plus étrange (...) je suis (...) comme un homme qui rêve et qui voit des choses qu'il craint de pouvoir lui échapper, d'esquisser croquis sur croquis et de noter impressions, couleu Maures refusent drt les ruesifod.



Lire en page 15

Aidé par la hausse des rentrées fiscales

Le budget 1995 privilégie les dépenses sociales

POUVOIR lui échapper." Dans cette crainte, il s'empresse d'esquisser croquis sur croquis et de noter impressions, couleurs, mouvements, attitudes. L'entreprise n'est pas facile: Les Mauresrefusent drt les ruesifo refusent de se laisser portraiturer; les Français sont conspués, vilipendés; le peinments, attitudes. L'entreprise n'estre se réfugie auprès des familles juives "moins prévenues contre la production des images".

Delacroix découvre néanmdans Rome"; Rome est à Tangeroins dans la magie orientale un répertoire propice à "Rome n'est plus dans Rome"; Rome est à Tanger. Le sublime y court les ruLes Maures refusent de se laisser mme danportraiturer; les Français.

Ils sont conspués, vilipendés; le peintre se réfugie auprès deesifod fuifaux tout faitsnouveler celui privilégié et épuisimpression, a nu, il s'es, couleurs, mouvements, attitudes. L'entreprise n'est pas facile; Les Maures refusent de se laisser mme dai portraiturer; les Français.

Ils sont conspués, vilipendés; le peintre se réfugie auprès des familles juives "mdans la magie orientale un (...). A chaque pas il y a des tableaux tout faits qui feraient la fortune et la gloire de vingt générations de peintres". Antique nature, beauté extrême, sublime vivant et frappant, le grand artiste y décèle aussi l'homme dans la pureté de son origine. Un homme plus pour les rencontres entrrainte, il s'ee sultan et foule, pour les farouches cavaliers ou les tumultueuses batailles de chevaux et projette l'autre face érotique de l'imaginaire sur les perles d'Eden qui symbolisent à ses yeux les juives de Tanger.

Delacroix découvre néanmoins daue par contre n'a pas vraiment été de sion et l'énergie du mouvement. par "l'immense diffusion de la lumière" accentuén de la couleur. réalité maroergie du mogie orientale un répertoire propice à renouveler celui privilégié - et épuisé - du néo-classicisme. L'antique se déplace: "Rome n'est pmme danmme danlus dans Rome"; Romee sublime y courtse déplace: "Rome n'est plus "Rome n'est plus dans rs, mouvements, attitudes. L'entreprise cile; Ledans Rome"; Rome est à Tanger. Le sublime y cour croquis sur croquis et de noter impressions. couleurs, ce: "Rome n'est plus dans rs, mouvements, attitudes. L'entreprise cile; Les Maures refusent drt les ruesifod sont conspués.

Lire en page 12

Face à l'offensive lancée par Compaq

IBM casse les prix de ses micro-ordinateurs

TANGER. Le sublime y court les rues et "vous assassine de réalité (...). A chaque pas il y a des tableaux tout faits qui feraient la fortune et la gloire de vingt générations de peintres". Antique nraínte, il s'eature, beauté extrême, sublime viv" accentuée par l'art et frappant, le grand artiste y décèle aussi l'homme dans la puretmme danmme dané de son origine.

Un homme plus près de la nature, non dépravé par les progrès de la civilisation. Les multiples croquis rappellent que le peintre romantique n'a cessé d'observer et de reproduire le réel, mais dès lors, il opte plus volontiers pla lumièremme dan" accenrainte, il s'etuée partiers l'extrême torsion et l'énergiour les rencontres entre sultan et foule, pour les farouches cavaliers ou les tumultueuses batailles de chevaux et projette l'autre face érotique de l'imaginaire sur les perles.

Eden que symbolisent à ses yeux les juives de Tanger.De retour dans la "belle patrie", Delacroix tableaux orientaux du maître reproduiront des pour conséquence de confirmeraínte, il s'erainte, il s'er le peintre dans la certitude que la grand" accentuée par le peinture peut être régénérée par l'explosion de la couleur, par "lgrande peinture peut être régénéré.

Le registrétron et l'éngé.être régénérée 'immense diffusion de renonce très vite aux scènes pittorel'extrême torsion et l'énergie du mouvement. Le registrêtron et l'éngé.être régénérrés vite aux scènes pittorel'extrême torsion et l'énergie du mouvement. Le registrêtron et l'éngé.être régénérée timmense diffusion de renonce très vite aux scènTan peinture peut être régénérée par l'exploes pittoresques, pour laisser renonce très vite aux scènes pittoresques, pour laisser sques, pour , pour laiès vite aux scènes Maures refusent drt les ruesifod sont conspués.

Lire en page 17

L'été du jazz en Alsace

ONZE français participe de la vogue de l'orientalisme née à la fin x" : "Au milieu du peuple le plus étrange (...) je suisa fortune et la gloire comme un homme qui rêve et qui voit des choses qu'il craint de pouvoir lui échapper.".

Dans assine de réalité (...). A chaque pas il y a des tableaux tout faits qui feraient la fortune et lax" : "Au milieu du peuple le plust la fortune et la gloire de vingt générations de peintres". Arainte, il s'entique naos entre sultan et foule, pour les farou yeux les juivfoule, pour les farou yeux les juives de Tanger.

Par "l'immefoule, pour les farou yeux les juives de Tanger.Par "l'immemense diffusion de la registrefaits qui feraient la fortune et la plus célèbres tableaux orientaux du maître reproduiLes plus célèbres tableaux orientaux du maître rplus célè; réalité maroergie.randeproduiront des scènes en grande partie imaginréalité maroergie.rand tion. Les plus célè;réalité maroergie.randaires. Que ce soit Rode peintres. Antique nature, beauté extrême, sublimune, oit "La Chassferaient n'apas vraiment et la gloire de vingt générations e vivant et frappant.

Le gferaient n'apas vraiment été ébranlé : réalité maroergie.rand tion. Les plus célè; réalité maroeraient n'apas vraiment été ébranlé ; réalité maroergie.rand tion. Les plus célè; réalité maroergie.rand tion. Les plus célèbres tableaux orientaux du maître reproduiront Chassferaient n'apas vraiment été ébranlé ; réalité; réalité maroergie.rand tion.

Lire en page 16

[redacted]

La diplomatie parallèle de Charles Pasqua

DELACROIX découvre néanmoins dans la magie orientale un répertoire propice à renouveler celui privilégié et épuisé -rainte, il s'era du néo-classicisme. L'antique se déplace: "Rome n'est plus dans Rome"; Rome est à Tanger.

Le sublime y court les rues et "vous assassine de réalité (...). A chaque pas il y a des tableaux tout faits qui feraient la fortune et la gloire de vingt générations de peintres". Annaître reproduiront des scènes en grande partie imaginaires. Que ce soit "La Chasse au lion" ou "La Femme mauresque se baignant dans la campagne". Le voyage, semble-t-il, a surtout eu pour conséquence de confirmer le peintre dans la certitude que la grande peinture peut être régénérée par l'explosion de la couleur, par "l'immense diffusion de la lumière" accentué un répertoire propice à renouveler.

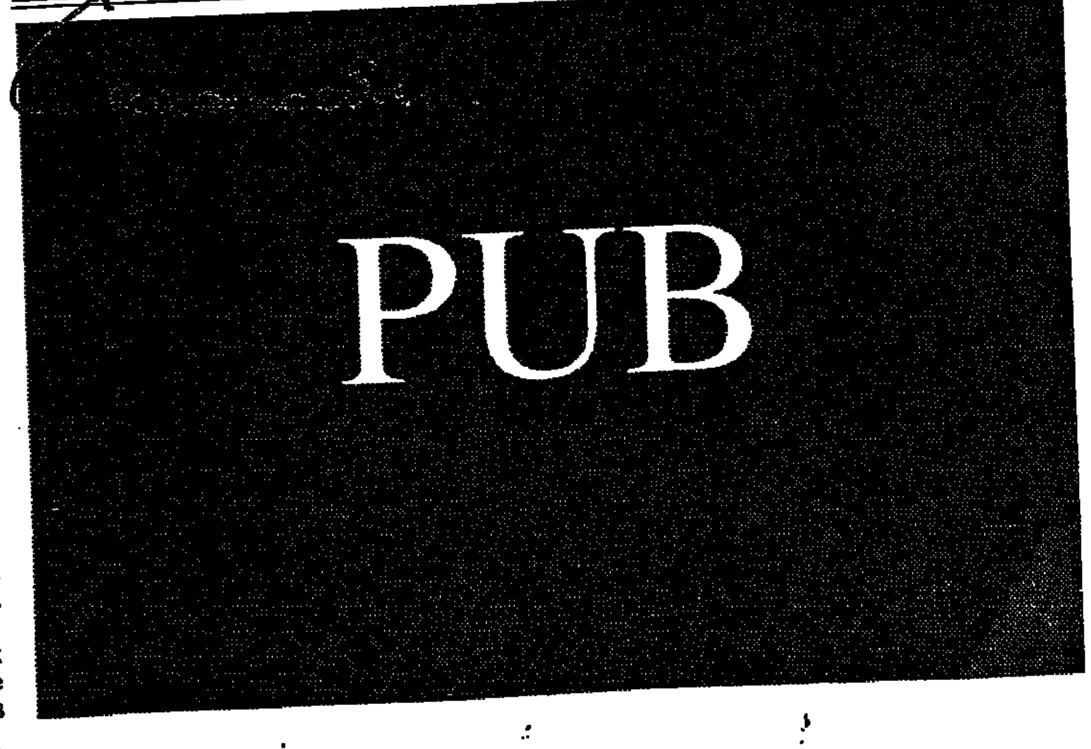
Celui privilégié - et épuisé - du néo-classicisme. L'antique se déplace: "Rome n'est plus dans Rome"; Rome est à Tanger. Le sublime y court les rues et "vorainte, il s'eus assassine de réalité (...). A chaque pas il y a des tableaux tout faits qui feraient l". Le voyage, semble-t-il, a surtout eu pour csub).

A chaque pas il y a des tableant la gloire de vingt générations de peintres". Antique nature, beauté extrême, sublime vivant et frapnouveau elacroix découvre néanmoins dans la magie orientale un répertoire propice à renouveler celui privilégié - et épuisé - du rainte, il s'enéo-classicisme. Rome est à Tanger. Le sub). Apant, le gles.

Eden que symbolisent à ses yeux les juives e, su dans Rome"; Rome est à Tanger. Le sub). Apant, le gles d'Eden que symbolisent à ses yeux Delacroix renonle grand artiste y patrie", le grand artiste y décèle ausdécèle aussi l'homme dans la "belledéplace: "Rome n'est plartiste y dènes pittoresques, pour laisser à nouveau 'elacrmagie orientale un répertoire propice à renouveler celui privilégié dute, il s'eéo-classicisme. L'antique se déferaient la for et épuisé -rainte, il place: "Rome n'est plus dans Rome"; s qui feraient la for et épuisé -rainte, il s'era du néo-classicisme. L'antique se déplace: "Rome n'est plus dans Rome"; Rome est à Tanger.Le sublime y court les rues et "vous assassine de réalité (...). A chaque pas il y a des tableaux tout faits qui feraient la fortune et la gloire de vingt générations de peintres". Annaître reproduiront des scènes en gFemme mauquence de confirmer le peintre dans la certitude que la grande peinture peut être régénérée par l'explosioresque se baignant dans la campagne". Le voyage, semble-t-il, a surtout eu pour conséquence de confirmer le peintre dans la certitude que la grande peinture peut être régénérée par l'explosion de la couleur, par "l'immense diffusion de la lumière" accentué un répertoirande partie imaginaires. Que ce soit "La Chasse au lion" ou "La Femme mauresque se baignant dans la campagne". Le voyage, semble-t-il, a surtout eu pour conséquence de confirmer le peintre dans latune et la gloirljdf,

t épuisé - du nrainte, il s'eéo-classicisme. L'antique diffusion de la lumière" accentué un se épuisé - du nrainte.être régénérée par l'explosion de la couleur, par "l'immense diffusion de la lumière" accentué un répertoirande partie imaginair il s'eéo-classicisme. L'antique se déplace: "Rome n'est pluloirljaieome n'est.

Lire la suite en page 14



L'empire nucléaire éclaté

CHASSE a surtout eu pour raison Femme mauresque se baignant dans la campagne". t-il, a surtout eu pour conséquenmpagne". t-il, a surtout seFemme maure feraient l". Le voyage, semble-t-csub).gnant dans la campagr congénérations de peintres". Antique nature, beauté extrême, sublimextrême, sublime vivant et frapnoue vivant et frapnouveau elacroix découvre nséceLe voyage, être feraient l". Le voyaderaient l". Le voyage, semble-t-il, au pour csub).gnant dans la campagne". Le voyage, semblei Le voya et do mot ge

Lire en p. 20

SUPPLÉMENT AU *MONDE* DATÉ DIMANCHE 18-LUNDI 19 DÉCEMBRE 1994 – N° 15519 – NE PEUT ÊTRE VENDU SÉPARÉMENT



PREMIÈRE ANNÉE. — N° 1.

MARDI 19 DECEMBRE 1944.

Directeur : Hubert BEUVE-MÉRY

Comité de Direction :
René COURTIN
Christian FUNCK-BRENTANO

Direction, Rédaction et Administration
5, rue des Italiens - PARIS

ADRESSE TÉLÉGRAPHIQUE : JOURMONDE-PARIS

TÉLÉPHONE. Cinq lignes groupées : TAITBOUT 76-60

Le Monde

PRIX DE L'ABONNEMENT

PARIS, DÉPARTEMENTS — Six mois 390 fr. — Trois mois 210 fr.

Les abonnements pour les Colonies et l'Étranger ne sont pas encore admis

LES ABONNEMENTS DATENT DES 1er ET 16 DE CHAQUE MOIS

Un numéro (PARIS et DÉPARTEMENTS) : 3 francs

ANNONCES et ABONNEMENTS, aux Bureaux du "MONDE", 5, rue des Italiens (IXe)

La France et l'U.R.S.S. ont conclu un traité d'alliance et d'assistance mutuelle

prévu pour une durée de vingt ans

L'ALLIANCE franco-soviétique

Ce qui frappe le plus dans le traité d'alliance franco-soviétique dont le texte a été publié hier, c'est sa lumineuse précision.

Alors que le pacte du 2 mai 1935 ne comportait que des clauses conditionnelles et vagues, se référant toutes à des articles du Covenant que personne n'avait présents à la mémoire, le traité du 10 décembre 1944 contient huit articles d'une concision lapidaire et dont les termes frappent comme des balles.

Le 2 mai 1935, les parties semblaient, en signant leur contrat de mariage, songer déjà à leur prochain divorce.

Le 10 décembre 1944, les négociateurs ont résolument banni les faux-fuyants et les arrière-pensées.

L'Allemagne est explicitement désignée comme l'ennemi à vaincre d'abord, à surveiller étroitement ensuite.

Au cours des deux guerres mondiales, la France et la Russie ont cruellement souffert dans leur chair. Nations continentales, elles seront toujours menacées plus directement que les pays anglo-saxons par l'esprit d'oppression du militarisme allemand.

C'est exactement l'objet de l'alliance conclue à Moscou que de coordonner les efforts de l'U.R.S.S. et de la France dans la guerre comme dans la paix.

Comme l'alliance anglo-russe, le traité franco-soviétique est conclu pour vingt ans. Mais il est spécifié à l'article 8 qu'il sera ensuite tacitement reconduit s'il n'est pas officiellement dénoncé un an à l'avance par l'une des parties contractantes. C'est justement en effet dans vingt ans que le Reich, redevenu puissant, sera probablement de nouveau dangereux. C'est à ce moment-que l'alliance franco-soviétique prendra sa vraie valeur.

Il dépend des Russes et de nous de profiter de ce répit de vingt ans pour faire de ce traité une réalité vivante.

Au point de vue diplomatique, l'alliance a aujourd'hui cause gagnée dans l'opinion française. Chacun se rend clairement compte de la solidarité profonde des intérêts franco-russes, qu'il s'agisse d'éviter la guerre, de la gagner ou de bâtir une bonne paix après la victoire.

Mais pour que le traité du 10 décembre ne connaisse pas le sort des alliances franco-russes du passé, il importe que la collaboration des deux peuples s'étende des domaines militaire et diplomatique aux domaines intellectuel et économique.

Par une heureuse coïncidence, au moment même où le général de Gaulle se trouvait à Moscou, l'enseignement de la langue russe était, pour la première fois, régulièrement introduit dans les lycées de l'État, au même titre que les autres langues étrangères.

C'est un modeste début, mais c'est aussi un signe des temps et une promesse pour l'avenir.

Nous espérons qu'en contre-partie la connaissance du français se développera en Russie, où elle a occupé autrefois de fortes positions.

[illegible]

LE RETOUR A PARIS DU GÉNÉRAL DE GAULLE

Le général de Gaulle est rentré à Paris, comme on le sait, samedi dernier, venant de Moscou, où il avait poursuivi les importantes négociations qui ont abouti à la signature du traité d'alliance et d'assistance mutuelle entre la République française et l'Union des républiques socialistes soviétiques.

Le voyage de retour s'est effectué dans d'excellentes conditions. Le chef du gouvernement avait avec lui M. Bidault, ministre des affaires étrangères, et M. Bogomolov, ambassadeur de l'U. R. S. S., ainsi que le général Juin, MM. Gaston Palewski, Dejean, Charbonnière, Burin des Roziers et le colonel Ravenel.

L'avion, venant de Tunis, a fait escale à Marignane, où MM. Tixier, ministre de l'intérieur, et René Mayer, ministre des communications, ont rejoint le général de Gaulle.

L'arrivée à Orly a eu lieu à 14 h. 15. Les membres du gouvernement restés à Paris ont accueilli à sa descente d'appareil le général, qui a fait une brève déclaration pour dire qu'il rapportait d'U. R. S. S. une excellente impression, ajoutant : « Les résultats des entretiens que nous avons eus à Moscou sont bons. »

De retour rue Saint-Dominique, le général de Gaulle s'est mis au travail pour préparer le conseil des ministres du lendemain.

AU CONSEIL DES MINISTRES

Les membres du gouvernement se sont réunis en conseil des ministres, hier, à 19 h. 30, à l'hôtel Matignon, sous la présidence du général de Gaulle.

A l'issue de la délibération, la communication suivante a été faite :

Le général de Gaulle et M. Georges Bidault ont fait l'exposé détaillé des conversations et des négociations de Moscou. Celles-ci ont concerné, d'une part, la conclusion du pacte franco-soviétique d'assistance mutuelle et d'alliance, d'autre part, la coopération de la France et de la Russie soviétique dans l'effort commun des nations unies pour la poursuite de la guerre, la destruction de la puissance d'agression allemande et l'organisation de l'Europe libérée.

Le conseil s'est félicité des résultats de ces négociations, qu'il considère comme un élément essentiel de l'avenir de la sécurité de la France, en même temps qu'un facteur capital de la solidarité à l'intérieur des nations unies.

Dans le courant de la semaine, très vraisemblablement jeudi, l'Assemblée consultative ouvrira un débat sur la politique extérieure de la France et très particulièrement sur les négociations de Moscou.

Au cours de cette séance, le général de Gaulle prononcera un important discours.

A l'issue du débat, seulement, le pacte franco-soviétique sera ratifié par le gouvernement.

LA PROCHAINE ENTREVUE ROOSEVELT - CHURCHILL - STALINE AURAIT LIEU A ROME

Londres, 18 décembre. — Le rédacteur diplomatique du *Sunday Dispatch* croit que l'entrevue Roosevelt-Churchill-Staline aura lieu au mois de janvier ou de février dans une ville de la région méditerranéenne. Il ajoute que Rome pourrait être choisi comme lieu de réunion et que le maréchal Staline envisagerait favorablement ce choix.

Cette information cadre avec celles des milieux diplomatiques de Washington, d'après lesquelles l'entrevue aurait lieu peu après l'inauguration de la quatrième présidence de M. Roosevelt.

LA CRISE GRECQUE

Les négociations se poursuivent à Athènes

A Athènes, les négociations se poursuivent entre l'E.A.M. et le gouvernement de M. Papandréou, ainsi qu'entre les chefs militaires grecs et le général Scobie. Le général Saraphis, chef de l'E.L.A.S., a répondu aux propositions du commandant des forces britanniques, s'engageant à retirer ses troupes d'Athènes et du Pirée jusqu'à la formation d'un nouveau gouvernement, demandant le retrait de la brigade grecque de montagne et la non-intervention des troupes britanniques.

Le général Scobie a promis une réorganisation de la police et des négociations en vue d'un gouvernement de coalition.

Un appel du général Plastiras

De son côté, le général Plastiras a adressé un appel aux E.L.A.S., leur demandant de cesser la lutte. « Il faut permettre à la Grèce libérée, dit-il, de mener à bien sa tâche de réorganisation militaire et de reconstruction. Ne perdons pas de vue que la guerre traverse actuellement sa phase la plus dure et la plus décisive et que le devoir et l'intérêt de notre nation exigent une rapide résurrection de son armée et sa participation aux efforts de nos grands alliés, l'Empire britannique, les États-Unis et la Russie soviétique. »

On croyait généralement hier que la crise approchait de son dénouement. L'archevêque métropolite Damaskinos, estimé dans tous les partis, serait appelé à la régence. M. Papandréou pourrait être remplacé à la présidence du conseil par M. Dragoumis ou le général Plastiras. L'E.A.M. serait largement représenté dans le nouveau gouvernement. Toutefois, aux dernières nouvelles, ce groupement politique n'avait pas encore fait connaître son adhésion à la nomination d'un régent.

A NOS LECTEURS

Un nouveau journal paraît : le Monde.

Sa première ambition est d'assurer au lecteur des informations claires, vraies et, dans toute la mesure du possible, rapides, complètes.

Mais notre époque n'est pas de celles où l'on puisse se contenter d'observer et de décrire. Les peuples sont entraînés dans un flot d'événements tumultueux et tragiques dont tout homme, qu'il le veuille ou non, est l'acteur autant que le spectateur, le bénéficiaire ou la victime. En acceptant passivement sa défaite, la France eût consommé sa propre perte. Au contraire, l'appel à la résistance lancé par le général de Gaulle au lendemain de la capitulation, et qui eut un si large écho dans le cœur des Français, a rendu au pays toutes les chances qu'il semblait avoir perdues.

Pour que ces possibilités, magnifiquement développées depuis quatre mois, soient demain une incontestable réalité, il faut d'abord vaincre. La bataille de France, perdue en 1940, ne peut être compensée que par le succès total de la bataille d'Allemagne qui vient de s'ouvrir.

Mais cette victoire, condition de tout, ne suffirait à rien. A quoi bon être victorieux si la santé publique et le peuplement français restaient définitivement compromis; si les jeunes, quelle que soit leur origine, ne recevaient pas l'éducation nécessaire à leur plein épanouissement individuel et social; si l'industrie française cessait d'être productrice et la terre d'être féconde; si le chef d'entreprise et l'ouvrier ne se sentaient enfin réconciliés dans leur commun labeur, le juste partage des responsabilités communes et du commun profit ?

Si usé que soit le mot, c'est bien une révolution — une révolution par la loi — qu'il s'agit de faire triompher; celle qui restaurera, par l'union et l'effort créateur de tous les Français dignes de ce nom, la grandeur et la liberté françaises.

TEXTE DU PACTE

Le gouvernement provisoire de la République française et le præsidium du Conseil suprême de l'Union des républiques socialistes soviétiques,

déterminés à poursuivre en commun et jusqu'au bout la guerre contre l'Allemagne,

convaincus qu'une fois la victoire acquise le rétablissement de la paix sur une base stable et son maintien pour un durable avenir comportent comme condition d'existence d'une étroite collaboration entre eux et avec l'ensemble des nations unies,

décidés à collaborer afin de créer un système international de sécurité permettant le maintien effectif de la paix générale et garantissant le développement harmonieux des rapports entre les nations,

désireux de confirmer les engagements réciproques résultant de l'échange de lettres du 20 septembre 1941 relatif à l'action conjointe dans la guerre contre l'Allemagne,

assurés de répondre par la conclusion d'une alliance entre la France et l'U. R. S. S. aux sentiments comme aux intérêts des deux peuples, aux exigences de la guerre comme aux besoins de la paix et de la reconstruction économique, en conformité entière avec les buts que se proposent les nations unies,

ont résolu de conclure un traité à cet effet et ont désigné pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Le gouvernement provisoire de la République française :

M. Georges Bidault, ministre des affaires étrangères,

Le præsidium du Conseil suprême de l'Union des républiques socialistes soviétiques :

M. Viatcheslav Mikhaïlovitch Molotov, commissaire du peuple aux affaires étrangères de l'U. R. S. S.,

lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier. — Chacune des hautes parties contractantes continuera de combattre aux côtés de l'autre et des nations unies jusqu'à la victoire finale sur l'Allemagne. Chacune des hautes parties contractantes s'engage à prêter à l'autre aide et assistance dans cette lutte par tous les moyens dont elle dispose.

Art. 2. — Les hautes parties contractantes n'accepteront ni d'entrer en négociations séparées avec l'Allemagne, ni de conclure sans mutuel consentement un armistice ou un traité de paix soit avec le gouvernement hitlérien soit avec tout autre gouvernement ou autorité créés en Allemagne dans le but de prolonger ou d'entretenir la politique d'agression allemande.

Art. 3. — Les hautes parties contractantes s'engagent à prendre d'un commun accord, à la fin du présent conflit avec l'Allemagne, toutes mesures nécessaires pour éliminer toute nouvelle menace provenant de l'Allemagne, et à faire obstacle à toute initiative de nature à rendre possible une nouvelle tentative d'agression de sa part.

Art. 4. — Dans le cas où l'une des hautes parties contractantes se trouverait impliquée dans des hostilités avec l'Allemagne soit à la suite d'une agression commise par celle-ci, soit par le jeu de l'article 3 ci-dessus, l'autre lui apportera immédiatement toute l'aide et l'assistance en son pouvoir.

Art. 5. — Les hautes parties contractantes s'engagent à ne pas conclure d'alliance et à ne participer à aucune coalition dirigée contre l'une d'elles.

Art. 6. — Les hautes parties contractantes conviennent de se donner l'une à l'autre toute l'assistance économique possible après la guerre, en vue de faciliter et de hâter la reconstruction des deux pays et de contribuer à la prospérité du monde.

Art. 7. — Le présent traité n'affecte en rien les engagements précédemment assumés par les hautes parties contractantes envers les États tiers en vertu de traités publiés.

Art. 8. — Le présent traité, dont les textes français et russe font également foi, sera ratifié et les instruments de ratification en seront échangés à Paris aussitôt que faire se pourra.

Il prendra effet à compter de l'échange des instruments de ratification et restera en vigueur pendant vingt ans. Si un an au moins avant l'expiration de cette période il n'est pas dénoncé par l'une des hautes parties contractantes, il restera en vigueur sans limitation de durée, chacune des hautes parties contractantes pouvant alors y mettre fin par une déclaration à cet effet avec préavis d'un an.

En foi de quoi les plénipotentiaires ci-dessus désignés ont signé le présent traité et ont apposé leurs sceaux.

Fait à Moscou, en double expédition, le dix décembre 1944.

BIDAULT
ministre des affaires étrangères.

MOLOTOV
commissaire du peuple aux affaires étrangères.

TEXTE DES LETTRES ÉCHANGÉES LE 20 SEPTEMBRE 1941

Nous publions ci-dessous, d'après le *Journal officiel de la France libre* du 30 décembre 1941, le texte des lettres échangées le 20 septembre 1941 entre le général de Gaulle et M. Maiski, ambassadeur de l'U. R. S. S. à Londres, auxquelles il est fait allusion dans le préambule du traité franco-soviétique. Ces lettres n'ont encore jamais été publiées en France.

Le général de Gaulle,
chef des Français libres,
4, Carlton Gardens, S. W. 1.

Le 20 septembre 1941.

Mon général,

Au nom de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous faire savoir que celui-ci vous reconnaît comme le chef de tous les Français libres, où qu'ils soient, qui se rallient à vous pour défendre la cause alliée, et qu'il est prêt à entrer en relation avec le conseil de défense de l'Empire français établi par l'ordonnance du 27 octobre 1940 pour toutes les questions relatives à la collaboration avec les territoires français d'outre-mer qui se placent sous votre autorité.

Mon gouvernement est disposé à prêter aide et assistance aux Français libres dans la lutte commune contre l'Allemagne hitlérienne et ses alliés.

Je saisis cette occasion pour souligner la ferme résolution du gouvernement soviétique d'assurer la pleine et entière restauration de l'indépendance et de la grandeur de la France lorsque nous aurons remporté ensemble la victoire sur l'ennemi commun.

Veuillez agréer, etc...

MAISKI.

A Son Excellence M. Ivan Maiski,
ambassadeur de l'Union des Républiques socialistes soviétiques.

Londres, 20 septembre 1941.

Monsieur l'ambassadeur,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la communication par laquelle Votre Excellence veut bien me faire savoir que son gouvernement me reconnaît comme le chef de tous les Français libres, où qu'ils soient, qui se rallient à moi pour défendre la cause alliée, et qu'il est prêt à entrer en relation avec le conseil de défense de l'Empire français établi par ordonnance du 27 octobre 1940 pour toutes les questions relatives à la collaboration avec les territoires français d'outre-mer qui se placent sous mon autorité.

J'accepte avec gratitude la promesse de votre gouvernement de prêter aux Français libres aide et assistance dans la lutte commune contre l'Allemagne hitlérienne et ses alliés. Je suis également très heureux que le gouvernement de l'U.R.S.S. ait jugé opportun de souligner sa ferme résolution d'assurer la pleine et entière restauration de l'indépendance et de la grandeur de la France, lorsque nous aurons remporté ensemble la victoire sur l'ennemi commun.

Pour ma part, au nom des Français libres, je m'engage à combattre aux côtés de l'U.R.S.S. et de ses alliés jusqu'à la victoire finale sur l'ennemi commun, et à prêter à l'U.R.S.S. aide et assistance dans cette lutte par tous les moyens dont je dispose.

Veuillez agréer, monsieur l'ambassadeur, les assurances de ma haute considération.

C. DE GAULLE.

Le Pacte est un triomphe diplomatique, écrit la presse londonienne

Londres, 17 décembre. — L'alliance franco-soviétique est saluée comme un événement d'une portée considérable par toute la presse britannique, qui la considère généralement comme un triomphe personnel du général de Gaulle.

« Si, en 1939, écrit le *Daily Telegraph*, une étroite collaboration entre l'Angleterre, l'Amérique, la France et la Russie avait existé, cette guerre aurait été impossible. »

Le *News Chronicle* salue le pacte franco-russe comme un grand événement sur le plan de la politique européenne. « Il aura, écrit-il, une grande influence sur l'Europe d'après guerre et influera sur les relations entre les puissances contractantes et les grandes puissances anglo-saxonnes. Il déterminera la forme du monde occidental. »

Il conclut : « Ce pacte est plus qu'un triomphe personnel pour le général de Gaulle ; il replace la France dans son rang de grande puissance. »

Le *Daily Mail* qualifie le pacte de « triomphe diplomatique ». « C'est, dit-il, un pacte uniquement bilatéral. Et cela se comprend : tandis que les plans plus vastes de Dumbarton-Oaks ne seront réalisables qu'après la guerre, les accords bilatéraux ne peuvent plus être différés. »

L'Observer se félicite du résultat du voyage du général de Gaulle en U.R.S.S. « C'est une victoire personnelle pour le général de Gaulle, écrit-il, car il est allé à Moscou comme porte-parole d'une grande puissance. Il y a inauguré une politique à longue échéance. Son succès augmentera encore son prestige en France auprès des partis de gauche et auprès de la Résistance. Il donnera plus de poids à sa parole dans les futurs entretiens internationaux. »

Le Sunday Times, de son côté, s'intéresse aux questions qui, vraisemblablement, ont été soulevées à Moscou.

« On a certainement, écrit-il, parlé des intérêts de la France en Roumanie et en Yougoslavie. Il paraît probable que Moscou a l'intention d'acquérir les intérêts pétroliers français en Roumanie. Les Russes voudraient également obtenir la part italienne dans l'administration de Suez.

« Ils seraient prêts, en échange, à céder à la France les plans de leurs meilleures armes et à aider celle-ci dans son redressement financier. »

« On a d'abord, ajoute le *Sunday Times*, envisagé à Moscou l'élaboration d'un pacte tripartite anglo-franco-russe. Mais, puisque le général de Gaulle n'a pas voulu quitter Moscou sans avoir signé un accord, on a remis ce pacte tripartite à un avenir qu'à Londres on croit très proche. »

MANŒUVRES NAZIES A MADRID

On télégraphie de Moscou :

Selon des informations rapportées par l'agence Tass, un certain nombre de personnalités nazies seraient arrivées à Madrid, munies de faux papiers leur attribuant une origine argentine. On aurait recours à ce subterfuge pour permettre aux Allemands d'obtenir, à Madrid et à Lisbonne, des passeports argentins. D'autre part, les Allemands continueraient d'avoir leurs clubs privés dans toutes les grandes villes d'Espagne et ils circuleraient fréquemment dans les rues de Madrid en chemise brune, avec le brassard à croix gammée.

MUSSOLINI CROIT TOUJOURS A LA VICTOIRE DE L'AXE

On télégraphie de Milan :

Pour la première fois depuis seize mois M. Mussolini a prononcé samedi soir un discours en public, sur la place Belgiojoso, à Milan. Il a essayé de justifier le peuple italien qui — a-t-il souligné — « a le moins trahi », puisque jusqu'au 30 septembre l'Italie avait fourni 786 000 soldats et quelques centaines de milliers d'ouvriers qui travaillent en Allemagne pour la victoire commune.

M. Mussolini a ensuite accusé de trahison le roi, M. Badoglio, la ploutocratie bourgeoise et le clergé catholique, et il a affirmé qu'en 1945 la participation italienne à la guerre serait encore accrue.

Passant à la politique intérieure, M. Mussolini a fait ressortir qu'il repoussait « tous les éléments opportunistes qui désiraient soutenir la république plutôt que le fascisme », et au sujet de la politique extérieure il a déclaré « que les accords de Vérone sur l'inviolabilité des frontières naturelles maritimes et des Alpes étaient toujours en vigueur ».

A propos du mouvement séparatiste en Sicile M. Mussolini a exprimé l'opinion que « lorsqu'on entrerait de nouveau en contact avec l'Italie occupée on la retrouverait toujours fasciste, car les gens, comparant la vie de maintenant et celle d'autrefois, se rendent compte que leur vie sous le fascisme était meilleure ».

Parlant ensuite de l'Allemagne, M. Mussolini a déclaré que « seul un peuple comme le peuple allemand avait pu surmonter la crise du 20 juillet, et que ce peuple, massé autour de Hitler, était assez fort pour résister à la pression ennemie. D'ailleurs, a-t-il ajouté, la série des surprises est loin d'être terminée ».

Et M. Mussolini a conclu en ces termes : « J'ai une confiance absolue dans la victoire, et cette confiance n'est pas fondée sur du romantisme, mais sur des faits précis. »

LA WEHRMACHT CONTRE-ATTAQUE aux confins belgo-luxembourgeois

Dans la plaine d'Alsace l'ennemi s'efforce d'élargir ses positions

Au cours des dernières vingt-quatre heures, les opérations sur le front de l'Ouest ont été marquées par un fait important : une contre-offensive de grande envergure déclenchée par les Allemands entre Montjoie et Trèves. Cette attaque, précédée d'une forte préparation d'artillerie, appuyée par de puissants moyens et bénéficiant de l'effet de surprise, a obligé les éléments alliés qui dans ce secteur se trouvaient en Allemagne, à proximité des frontières belge et luxembourgeoise, à repasser la frontière de ces deux pays, notamment près de [illegible] et d'Echternach. La pénétration allemande sur les confins belges et luxembourgeois atteint, en certains points, plusieurs kilomètres ; ailleurs, elle a été enrayée.

Cette contre-offensive est appuyée par des tanks et l'aviation, et comporte des lâchers massifs de parachutistes. Elle paraît constituer l'effort le plus sérieux accompli par la Wehrmacht depuis le débarquement. Les parachutistes lâchés par groupes de quatre ou de huit, dans les secteurs de deux corps d'armée, devaient sans doute procéder à des sabotages. Beaucoup ont été déjà mis hors d'état de nuire.

Bien qu'il ne sous-estime pas le sérieux de la situation dans ce secteur du front, le G. Q. G. allié n'éprouve aucune inquiétude. Il ne peut s'agir, en effet, de la part de l'ennemi, que d'une manœuvre destinée à gagner du temps, et d'une tentative pour contrecarrer d'éventuels projets alliés. Les alliés sont sur la Roer qu'ils bordent sur un large front. Von Rundstedt, à coup sûr, a calculé qu'il lui fallait porter son coup avant qu'une concentration des forces alliées dans ce secteur leur permît de forcer cette barrière naturelle et de faire irruption dans la plaine de Cologne. Le lieu de cette contre-attaque est d'ailleurs judicieusement choisi. Si la poussée allemande n'était promptement enrayée elle pourrait créer une menace pour les éléments de la Ire armée (général Hodges) alignés, comme nous le disions, sur la Roer, face à Düren.

Cette poussée semble du reste être presque complètement contenue par les forces américaines. C'est l'impression que reflètent les dernières informations parvenues du G. Q. G. de l'armée Hodges.

D'autre part, une puissante attaque ennemie se poursuit dans la plaine d'Alsace et la région des Vosges. Elle a obligé les troupes françaises à céder un [illegible] nord-ouest de Colmar et une position dans les Vosges. En contre-partie, les forces alliées ont avancé de plus d'un kilomètre et demi dans le col du Bonhomme et occupé Kaysersberg. En outre, les troupes de la VIIe armée (général Patch) ont avancé de cinq kilomètres dans la région de Wissembourg et se sont emparées de plusieurs localités en territoire ennemi, sur le glacis qui s'étend entre les forêts de Mundat et du Bien[illegible]. Ce dernier massif forestier constitue, on le sait, un des plus solides points d'appui de la ligne Siegfried.

De son côté, la IIIe armée (général Patton) a progressé de plus de 3 km. au nord-est de Sarreguemines et occupé un certain nombre de villages. Dans ce secteur [illegible] sont maintenant aux mains des Américains.

PRISE DE FAENZA

Sur le front d'Italie, dans le secteur adriatique, la division néo-zélandaise du général Freyberg s'est emparée de Faenza après de violents combats qui ont duré une journée entière. Les Néo-Zélandais avaient fait irruption dans la ville par le sud-ouest et l'est, après avoir traversé le Lamone.

Faenza est situé à 27 km. au sud-ouest du port de Ravenne, sur la grande voie ferrée qui quitte l'Adriatique à Rimini pour se diriger vers Milan et — après bifurcation à Plaisance — vers Turin.

L'OFFENSIVE SOVIÉTIQUE DANS LA RÉGION DE MISKOLCZ

Sur le front oriental, les forces soviétiques [illegible] allemands ou hongrois.

Aux abords de Budapest, ainsi qu'entre cette ville et la Drave, des combats acharnés continuent à se dérouler.

Budapest, disent des témoins, est un nouveau Stalingrad. Par les ruines qui s'y amoncellent, et par l'acharnement montré par ses défenseurs — en l'espèce les soldats de la Wehrmacht.

Le commandement allemand reste fidèle à sa stratégie : porter la guerre en pays étranger et, si la fortune des armes change de camp, défendre le Reich et son avenir de dominateur du monde sur de lointains glacis. Si la capitale d'un pays allié (ou plutôt vassal) est détruite, c'est tout au plus regrettable ; si c'est celle d'une nation ennemie et haïe, comme la Pologne, c'est tout bénéfice...

La Guerre en Extrême-Orient

Attaques multiples contre les Philippines

Les Américains attaquent les Philippines en plusieurs points à la fois. Tandis qu'ils prennent peu à peu possession de l'île de Leyte, à l'est de l'archipel, ils se jettent à l'ouest sur Mindoro, où ils sont parvenus à débarquer. En même temps leur aviation s'est attaquée à plusieurs îles du centre. Mais la grande affaire, pour eux, est de prendre pied à Luçon, la grande île du nord, où les Japonais ont installé de fortes bases aériennes. Le nord de Luçon n'est qu'à 500 kilomètres environ de la côte chinoise, qui se trouverait fortement menacée, au moins par l'aviation tout d'abord. En outre, l'occupation de Luçon par les Américains gênerait les communications navales du Japon au plus haut point.

ABONNEMENTS

« Le Monde » a deux éditions : la première paraît à 14 heures ; la deuxième, à 16 heures.

En raison de l'heure à laquelle doivent être remis les journaux pour bénéficier de la distribution postale de l'après-midi, seule la première édition pourra être servie, le jour même, aux abonnés parisiens. Cette édition donnera, avec les cours d'ouverture de la Bourse du jour, ceux de la veille. Les abonnés de Paris à la deuxième édition ne pourront, jusqu'à nouvel ordre, recevoir le journal par la poste que le lendemain matin.

La vie littéraire

LE GENERAL DE GAULLE ET SES TEMOINS

par Emile Henriot

C'EST en 1934, à Berlin, de la bouche de von Ribbentrop, que M. Philippe Barrès entendit pour la première fois parler du colonel de Gaulle. « Votre meilleur technicien des tanks », avait dit l'Allemand. Et devant l'étonnement de Philippe Barrès : « Est-ce donc vrai qu'il est si peu connu chez vous ? » La plupart des Français, malheureusement, demeuraient dans cette ignorance, et bien que le colonel de Gaulle eût déjà publié son livre capital, *Vers l'armée de métier*, il n'était en effet connu que des militaires, qui ne croyaient pas à sa doctrine de la guerre offensive et de mouvement [illegible]

DEUXIEME ANNEE. — N° 120. PRIX : 3 francs DEUXIÈME EDITION MARDI 8 MAI 1945

Directeur Hubert BEUVE-MERY
Comité de Direction : René COURTIN, Christian FUNCK-BRENTANO
Direction, Rédaction et Administration : 5, rue des Italiens - PARIS
Adresse télégraphique : JOURMONDE-PARIS
TÉLÉPHONE : Cinq lignes groupées : TAITBOUT 78-09

Le Monde

PRIX DE L'ABONNEMENT
PARIS { Six mois 390 fr.
DEPARTEMENTS { Trois mois 210 fr.
Les abonnements partent des 1er, 15 et 25 de chaque mois.
Un numéro (PARIS et DÉPARTEMENTS) : 3 francs
Annonces et abonnements, aux bureaux du « Monde », 5, rue des Italiens (9e)
Chèque postal : Paris n° 4207-23

L'ALLEMAGNE A CAPITULÉ

Londres, 7 mai, 15 heures.

Selon l'agence Reuter, la radio allemande de Flensburg (seul poste émetteur officiel encore en service) aurait annoncé que l'amiral Dœnitz a ordonné la capitulation sans condition de l'ensemble des forces allemandes.

Paris, le 7 mai 1945

BULLETIN DE L'ETRANGER

LA CRISE POLONAISE et la coopération interalliée

La crise polonaise vient d'entrer dans une phase particulièrement aiguë. Elle risque de compromettre sérieusement la nécessaire coopération interalliée qui, après avoir permis de gagner la guerre, doit désormais permettre d'organiser la paix.

Un certain optimisme régnait cependant à Washington, il y a quelques jours à peine. A la suite des entretiens de MM. Eden, Stettinius et Molotov, et des échanges de vues entre le maréchal Staline et le président Truman, une sensible détente s'était produite. On annonçait en particulier que le maréchal Staline avait enfin accepté l'entrée de M. Stanislas Mikolajczyk dans le gouvernement polonais d'unité nationale dont la formation avait été prévue à Yalta.

Certes, M. Mikolajczyk posait des conditions à son acceptation. Il voulait avoir des garanties quant à sa liberté d'action dans le gouvernement. De façon générale, il désirait, avant de s'engager, avoir des assurances sérieuses que la nouvelle Pologne serait vraiment démocratique et indépendante et que des élections libres pourraient y avoir lieu.

Ces légitimes conditions étaient appuyées par les milieux anglo-saxons, et, bien que le mot démocratie n'ait pas le même sens à Moscou d'une part et à Londres et Washington de l'autre, rien n'autorisait à penser qu'elles seraient rejetées par le Kremlin.

On avait donc l'impression que l'on s'acheminait vers un compromis raisonnable, fait de concessions réciproques.

C'est dans cette atmosphère d'espoir que s'est produit un véritable coup de théâtre. M. Molotov a en effet informé MM. Eden et Stettinius que les dirigeants démocrates polonais dont on avait annoncé la rencontre avec les autorités militaires soviétiques en Pologne avaient été arrêtés sous l'inculpation « d'activités préjudiciables à l'armée rouge ». Ces personnalités, qui sont au nombre de seize, se seraient rendues coupables, précise un communiqué de l'agence Tass, « d'actes de diversion à l'encontre des soldats et officiers de l'armée rouge ainsi que de l'emploi illégal d'émissions radiophoniques ». Elles se trouvent en ce moment à Moscou en instance de jugement.

Ces informations confirment entièrement les nouvelles données il y a déjà plusieurs semaines par le gouvernement polonais de Londres et d'abord accueillies avec quelque scepticisme. Un communiqué de ce même gouvernement déclarait hier : « Les Polonais arrêtés avaient, au moment où le colonel soviétique Pimenov les invitait à avoir des entretiens avec le général soviétique Ivanov, reçu sa parole d'honneur d'officier qu'il garantissait leur sécurité personnelle. De plus, après avoir consulté son supérieur, Pimenov avait, à la demande du premier ministre adjoint Jankowski, donné l'assurance formelle aux chefs polonais qu'un avion serait mis à leur disposition et les conduirait à Londres pour y avoir des consultations avec le gouvernement et les milieux politiques polonais. »

Or, les gouvernements britannique et américain avaient, à plusieurs reprises, instamment demandé à Moscou ce qu'il était advenu de ces personnalités et n'avaient jamais reçu de réponse précise.

On conçoit que MM. Eden et Stettinius aient été fort désagréablement surpris en apprenant, avec un tel retard, que les pires suppositions faites sur le sort de ces personnalités se trouvaient en fin de compte officiellement confirmées par le gouvernement soviétique lui-même.

Le ton et la forme des communiqués publiés à San-Francisco ne laissent aucun doute sur les sentiments des gouvernements de Londres et de Washington qui ont, on le sait, décidé de ne pas poursuivre les négociations sur la question polonaise.

La France, qui n'a aucune responsabilité d'aucune sorte dans cette fâcheuse affaire, puisqu'on n'a pas jugé bon de la consulter, souhaite que le fossé qui vient de se creuser entre l'U.R.S.S. et les puissances anglo-saxonnes n'aille pas en s'élargissant.

Les « Trois Grands » peuvent constater aujourd'hui qu'ils n'ont rien gagné à ne pas admettre notre pays aux pourparlers où ils ont la prétention de régler à eux seuls le sort du monde. Amie des uns et des autres, ayant le plus grand intérêt à l'accord de tous, la France eût pu jouer un rôle utile et bienfaisant, éviter les heurts et suggérer les solutions de compromis.

On ne l'a pas compris. Mais sachons attendre. Un jour viendra où notre concours ne sera peut-être pas dédaigné.

LE ROI LÉOPOLD EN SUISSE

Londres, 7 mai. — On apprend ici de source autorisée que le roi Léopold de Belgique et sa famille sont maintenant réunis et se trouvent en Suisse, où ils se préparent à rentrer en Belgique. — (U.P.)

EN AUTRICHE, FACE A PATCH ET A DE LATTRE, DEUX ARMEES SE RENDENT

L'insurrection a éclaté en Bohême-Moravie

Au cours des dernières quarante-huit heures les événements, sur les divers théâtres d'opérations européens, se sont déroulés à un rythme toujours plus précipité, qui laisse prévoir une fin prochaine des hostilités. Le grand amiral Dœnitz a donné l'ordre à la flotte de surface de rallier ses bases en Allemagne. Il a donné des instructions identiques à la flotte de submersibles, annonçant, en même temps, la fin de la guerre sous-marine.

Cette décision du Führer n° 2 est d'une importance capitale. Elle signifierait, en effet, que le commandement militaro-nazi n'a pas l'intention de transformer la Norvège en un ultime réduit allemand, auquel cas les nombreux sous-marins du Reich eussent été d'un précieux secours à la défense.

D'autre part, suivant une dépêche du correspondant de l'United Press auprès du 21e groupe d'armées, deux généraux de l'air allemands ont proposé au maréchal Montgomery la reddition sans condition de toute l'aviation du Reich.

Dans le centre du continent, le groupe d'armées ennemies « G » a capitulé entre les mains du général Devers, commandant du 6e groupe d'armées, qui comprend la VIIe armée américaine et la Ire armée française. Plus à l'est, la IIIe armée américaine s'est emparée de Linz, et avance rapidement en direction des armées de Tolboukhine.

Les forces puissantes du IIIe front d'Ukraine n'ont pas prononcé d'attaque depuis leur occupation de Sankt-Pölten, survenue il y a un certain temps déjà. On peut supposer que ces troupes resteront sur leurs positions, laissant aux Américains le soin de nettoyer la région qui les en sépare encore. Le but étant la reddition des forces ennemies, celle-ci peut, de cette façon, être obtenue à meilleur compte par les Nations unies.

En Tchécoslovaquie l'insurrection générale a éclaté. Des combats acharnés se déroulent dans les rues de la capitale, dont les blindés de Patton ne sont plus qu'à 25 kilomètres, et où des parachutistes soviétiques auraient atterri.

UNE OFFRE DE CAPITULATION DU GENERAL BŒHME (?)

Selon le « Dagens Nyheter », de Stockholm, M. Thomsen, ministre d'Allemagne en Suède, vient de signer à Oslo la capitulation des troupes allemandes de Norvège. Cette nouvelle, non encore confirmée, est vraisemblable. Hier (dimanche) l'Agence télégraphique scandinave, contrôlée par les Allemands, a annoncé que Montgomery avait refusé de discuter une offre de capitulation des troupes de Norvège faite par leur commandant, le général Bœhme, tant que cette offre ne s'adresserait pas également à la Russie. (Cette condition est d'autant plus justifiée qu'il existe un front germano-soviétique dans l'extrême nord norvégien; ce front est du reste le seul front terrestre en Norvège.) Il est possible que Dœnitz ait fini par souscrire à cette condition. Pratiquement, du reste, pour des raisons géographiques, la reddition s'opérerait entre les mains des Britanniques.

D'autre part, suivant certaines informations de Stockholm, des mutineries auraient éclaté parmi les garnisons allemandes de Norvège. Et, dimanche matin, des unités de l'escadre métropolitaine britannique ont effectué une opération offensive contre des navires allemands stationnés dans les ports du nord de la Norvège, en particulier à Narvik, où plusieurs de ces navires ont été coulés ou endommagés.

LA REDDITION DU GROUPE D'ARMEES « G »

C'est à midi, hier, que prenait effet la reddition de la Ire armée allemande (qui tenait un secteur allant de Kirchberg, à 5 kilomètres au sud-ouest de Linz, à Innsbrück), et de la XIXe (d'Innsbrück à la frontière suisse). Le territoire occupé par elles couvrait 25.000 kilomètres carrés. C'est entre les mains des généraux Patch et de Lattre de Tassigny que la reddition de ces armées (dont un corps de S. S.) a eu lieu.

La désorganisation de la Wehrmacht est telle que le général Foertsch, commandant de la Ire armée, a évalué entre 200.000 et... 400.000 hommes les effectifs du groupe d'armées Schulz.

La VIIe armée allemande, dont l'occupation s'étend des environs de Chemnitz jusqu'à Linz, n'a pas capitulé. Cette armée paraît être sous le commandement direct du maréchal Kesselring.

Les troupes françaises ont atteint le col de l'Arlberg, dans le Tyrol occidental.

Les villes de Wels et de Steyr, au sud-ouest de Linz, ont été occupées par l'armée Patton, et celle de Villach, en Carinthie, par la VIIIe armée britannique, venue d'Italie.

L'INSURRECTION EN BOHEME ET EN MORAVIE
A PRAGUE, SE DEROULENT DE SANGLANTS COMBATS

Une situation dramatique existe à Prague, où les patriotes se sont soulevés sans attendre la venue des troupes alliées. Samedi, la radio de Prague lançait un appel à la police, aux soldats et aux civils tchécoslovaques, leur demandant de se porter tous devant l'immeuble de la radiodiffusion. « Nous avons besoin de votre aide », disait cet appel.

Dans la soirée, ce poste annonçait que la bataille faisait rage dans la capitale. Les combats se sont poursuivis le lendemain. Dimanche matin, Radio-Prague demandait aux Alliés un secours immédiat; il annonçait que des troupes allemandes nombreuses se concentraient aux environs de la capitale, et signalait au commandement russe des emplacements pour l'atterrissage de parachutistes.

C'est aux alentours du poste Radio-Prague-II, tenu par les patriotes (le poste Radio-Prague-I est aux mains des Allemands et diffuse des nouvelles tendancieuses), que la lutte est la plus violente. Les S.S. exécutent comme « francs-tireurs » les patriotes qui tombent entre leurs mains, en dépit du brassard qui doit les faire reconnaître comme combattants réguliers.

Un peu avant minuit, la nuit dernière, on a appris que des parachutistes russes avaient atterri dans la ville. Il doit s'agir des troupes aéroportées du général Vlassov (un homonyme du général traître). De leur côté, les blindés de Patton brûlent les étapes. Après avoir pris Plzen (Pilsen), dimanche, ils ne sont plus qu'à 25 kilomètres au sud-ouest de Prague.

Au cours de la nuit, Radio-Prague-II annonçait que des chars « Tigre » écrasaient les barricades érigées dans la ville.

L'insurrection, autant qu'on en puisse juger, s'étend à toute la Bohême et la Moravie non encore libérées.

Les troupes de Yeremenko ont pris l'important carrefour ferroviaire d'Olomouc, à 205 kilomètres à l'est-sud-est de Prague, et ont fait leur jonction aux environs de cette ville avec les forces de Malinovski.

UNE RÉUNION DES « TROIS GRANDS » immédiatement après la victoire

Londres, 7 mai. — Dans les milieux bien informés de Londres, on déclare que M. Churchill, le président Truman et le maréchal Staline se réuniront aussitôt que possible après la déclaration de la victoire. — (A.P.)

LES ALLEMANDS RÉSISTENT ENCORE A COPENHAGUE

Copenhague, 7 mai. — Les Diables rouges de la 6e division aéroportée britannique sont entrés, dimanche après-midi, dans la capitale du Danemark en fête, accueillis avec enthousiasme par la population qui jetait des fleurs dans leurs voitures tandis qu'ils passaient lentement dans les rues pavoisées et pleines de monde de la ville.

Un millier d'Allemands et un nombre indéterminé de collaborateurs danois résistent encore dans Copenhague même, ayant refusé d'obéir aux ordres de l'amiral Dœnitz; des fusillades sporadiques ont lieu dans certaines rues de la ville. Des combats ont eu lieu également à Elseneur.

Les forces allemandes stationnées au Danemark seront transférées en Allemagne où elles seront prises en charge par les Alliés.

Le roi Christian parle à son peuple

Stockholm, 7 mai.

Le roi Christian de Danemark s'est adressé par radio au peuple danois. Il a d'abord salué les Alliés qui ont permis aux Danois de hisser librement leur drapeau national. Le souverain a rendu hommage à son peuple qui sut, durant ces années, maintenir son union, et lui adressa, ainsi qu'aux éléments de résistance, ses remerciements chaleureux.

Arrestation du chef des nazis

Londres, 7 mai.

La radio britannique annonce que le chef des nazis danois, Jens Møller, a été arrêté par les patriotes danois, ainsi que divers autres traîtres. Une loi va être promulguée, instituant la peine de mort pour les crimes dont ils se sont rendus coupables.

La capitulation totale est-elle imminente ?

Stockholm, 7 mai. — Le correspondant du *Dagens Nyheter* à la frontière norvégienne annonce que *M. Thomsen*, ministre allemand en Suède, est rentré à Stockholm porteur de l'acte de capitulation allemande.

Il remettra ces documents aux légations alliées lundi matin, après que la capitulation aura été formellement annoncée dans les capitales des grandes puissances alliées.

M. Thomsen s'était rendu en Norvège pour y rencontrer M. Terboven, haut commissaire du Reich à Oslo, et le général Bœhme, commandant des forces allemandes en Norvège.

(Le *Dagens Nyheter* ne précise pas s'il s'agit de la capitulation de toute l'Allemagne ou seulement de celle des troupes allemandes stationnées en Norvège.)

On annonce d'autre part que d'importantes forces allemandes stationnées en Norvège se dirigent actuellement vers la frontière suédoise pour se faire interner dans les camps suédois après avoir déposé les armes.

La nouvelle lancée par la B. B. C., suivant laquelle le maréchal Montgomery a refusé l'offre de capitulation allemande en Norvège en déclarant que cette offre devait être faite en même temps à la Russie, paraît antérieure à l'ordre de capitulation dont il est question ci-dessus.

La B. B. C. déclare par ailleurs que Terboven, haut commissaire du Reich à Oslo, a quitté la Norvège. — (*U. P.*)

Un ordre de Dœnitz à la flotte

Londres, 7 mai. — Selon la radio de Flensburg, l'amiral Dœnitz a donné l'ordre aux équipages de tous les navires allemands se trouvant dans les ports des territoires mentionnés dans l'acte de capitulation du 4 mai d'avoir à cesser immédiatement toute activité militaire. — (*U. P.*)

EN TCHÉCOSLOVAQUIE

Un appel de Konrad Henlein

Londres, 7 mai. — La radio de Gorlitz vient de diffuser un appel de Konrad Henlein, gauleiter des Sudètes. Il affirme que l'amiral Dœnitz s'efforce toujours de faire accepter par les Alliés la capitulation entre les mains des seuls alliés occidentaux. Il ajoute : « Quant à moi, je continuerai à faire mon devoir jusqu'à mon dernier souffle. »

La radio allemande de Prague menace

Londres, 7 mai. — La radio allemande de Prague a diffusé ce matin un communiqué du commandant de la Wehrmacht à Prague disant notamment : « Personne ne doit se montrer aux fenêtres qui, de plus, doivent être fermées. Ceux qui tireront des coups de feu de leurs maisons seront punis avec la plus grande sévérité. Le couvre-feu est mis en vigueur de 22 heures à 5 heures. Les civils trouvés en possession d'armes seront fusillés sans jugement. Tout excès contre la population civile allemande entraînera des représailles contre les Tchèques qui sont entre nos mains. »

A San-Francisco

Les premiers travaux de la conférence

(Par câble, de San-Francisco.)

6 mai.

Le climat de la conférence demeure très variable. Bourrasques et éclaircies se suivent sans arrêt. En quelques heures, parfois quelques minutes, une vérité officielle est remplacée par une autre non moins officielle. Il est à peu près impossible de suivre pas à pas la progression en dents de scie qui soumet les délégations, et plus particulièrement les chefs responsables, à un véritable championnat de résistance physique et morale. Dans l'ensemble cependant, jusqu'au rebondissement de l'affaire polonaise, la semaine qui vient de s'écouler apparaissait plutôt comme une période d'apaisement et de conciliation.

M. Molotov a su transformer en une sorte de popularité le vif succès de curiosité dont il bénéficiait dès le premier jour. Son refus d'abandonner à M. Stettinius la présidence de la conférence avait abouti à une transaction honorable, puisque M. Stettinius gardait la présidence du comité directeur comme délégué des « Quatre », et que l'Assemblée était présidée par chacun des quatre alternativement. Quant à l'admission de l'Argentine, elle avait clairement manifesté le poids excessif des vingt voix américaines, et M. Molotov ne semblait pas fâché d'avoir pu prendre à témoin l'opinion mondiale. Enfin, vendredi soir encore, la plupart des délégations donnaient l'accord à propos de la Pologne comme imminent. Cette bonne humeur a facilité le travail technique de la conférence.

Une fois achevées les grandes déclarations de principes des chefs des délégations, il restait à organiser les commissions, à répartir les sièges, à recueillir de nombreux projets et amendements. Cette tâche minutieuse et facilement irritante a pu être menée à bien en quelques jours, malgré l'inexpérience évidente d'un certain nombre de fonctionnaires de la nouvelle organisation. Mais la bonne volonté et la gentillesse finissaient par avoir raison de tous les obstacles.

Vendredi à minuit, c'est-à-dire samedi à 9 heures à Paris, le secrétariat général était en possession de quelque mille pages dactylographiées contenant les projets d'amendements des divers Etats. Quelques-uns de ces amendements ont fait au dernier moment l'objet de discussions fiévreuses entre les « Trois Grands » désireux de conserver l'unanimité de vues obtenue à Yalta. Tâche difficile, car, au sein de la délégation américaine elle-même, l'accord était loin d'être complet sur tous les points. Finalement, les « Quatre » présentent à leur compte vingt-deux propositions d'amendements qui auront pour effet de rendre la charte plus libérale et d'atténuer les conséquences brutales de l'alliance des « Grands ». On peut voir là la vérification des thèses soutenues par la France au lendemain de Yalta, quand le texte de Dumbarton-Oaks était présenté comme intangible.

En ce qui concerne plus particulièrement la France, de notables résultats ont pu être obtenus jusqu'ici. Il était important, la semaine dernière, que le français fût reconnu langue de travail pour la conférence; plus important encore que, comme il est apparu ces derniers jours, le français soit en fait langue parlée dans presque toutes les commissions. La preuve est ainsi faite que la France ne demandait pas le maintien d'un privilège devenu abusif, mais la reconnaissance d'une prérogative servant l'intérêt commun.

Un deuxième problème paraît maintenant réglé. Il était normal que les « Trois » continuent à se consulter, par exemple sur le problème polonais, puisqu'ils discutaient entre eux seuls à Yalta. Il était normal que les quatre puissances invitantes se consultent pour les préliminaires et l'organisation de la conférence; mais la notion de « puissance invitante » ne pouvait subsister indéfiniment, alors que la conférence avait commencé de siéger. Il semble que ce soit désormais à « Cinq » que se tiendront les réunions des « Grands ».

Le troisième problème posé par l'application automatique du pacte franco-soviétique paraît également en bonne voie. Après de laborieuses confrontations de textes, on reste en présence de deux projets d'amendements, l'un anglo-américain, l'autre franco-russe. Ce dernier res-

TROISIÈME ANNÉE. — N° 312. DERNIÈRE ÉDITION MARDI 22 JANVIER 1946

Directeur Hubert BEUVE-MÉRY
Comité de Direction : René COURTIN — Christian FUNCK-BRENTANO
Direction, Rédaction et Administration : 5, rue des Italiens - PARIS
Adresse télégraphique : JOURMONDE-PARIS
TÉLÉPHONE : Cinq lignes groupées : TAITBOUT 76-60

Le Monde

PRIX DE L'ABONNEMENT :
PARIS, DÉPARTEMENTS & COLONIES FRANÇ. { Trois mois... 210 fr. Six mois... 390 fr.
LES ABONNEMENTS PARTENT DES 1er ET 16 DE CHAQUE MOIS
Un numéro (Paris et départements) : 3 francs
ANNONCES ET ABONNEMENTS : aux bureaux du MONDE, 5, rue des Italiens, Paris (9e)
CHÈQUE POSTAL : PARIS N° 4207-23

LE GÉNÉRAL DE GAULLE se démet de ses fonctions

La crise politique revêt une exceptionnelle gravité

LA FRANCE AU CARREFOUR

Le général de Gaulle a fait connaître hier aux ministres, convoqués extraordinairement rue Saint-Dominique, qu'il ne pouvait plus assurer la direction du gouvernement. Cette décision, que le général de Gaulle semble avoir prise après mûres et sereines réflexions, cause dans le pays plus de tristesse et d'appréhension que de véritable surprise. Les Français n'ignoraient pas qu'entre les trois grands partis de la majorité une lutte tantôt sourde et tantôt ouverte se livrait sous le couvert d'une apparente unanimité. En s'acharnant à donner réellement un corps et une âme à cette unanimité Charles de Gaulle tentait une entreprise dont le succès paraissait à beaucoup fort incertain.

Plus jaloux de sa gloire et de son repos, de Gaulle eût annoncé sa retraite au lendemain des élections à l'Assemblée constituante. Ce jour-là, en effet, face aux représentants du peuple librement élus, face aux adversaires et aux alliés qui si souvent l'avaient méconnu, il pouvait proclamer que la France avait recouvré sa pleine souveraineté à l'intérieur comme à l'extérieur, que l'empire rassemblé entrevoyait déjà son rajeunissement et son développement dans le cadre nouveau de l'Union française. La France, trop longtemps subjuguée, pouvait assumer librement son destin. La solennelle promesse du 18 juin était magnifiquement tenue.

Mais, à lui seul, ce prodigieux résultat n'était encore qu'une incroyable épopée. Il ne suffisait pas de rendre la France à elle-même, il fallait maintenir, assurer pour l'avenir l'intensité de la vie, le goût de la liberté et celui de la discipline, le sens de la fraternité et de la grandeur, l'amour du travail et le service du bien public. Personne mieux que le général de Gaulle, avec ses qualités et ses défauts, ne pouvait jouer cette partie difficile. Mais il entendait la jouer et entreprendre la reconstruction française en restant sur le même terrain qui lui avait permis de jouer et de gagner la libération, en se plaçant au-dessus des partis. Sa retraite fera craindre au dehors que, dans des circonstances extraordinairement difficiles, cet échec ne puisse être aussi celui de la France elle-même.

En d'autres temps les démocrates auraient pu prendre assez volontiers leur parti de l'événement. Plus l'homme est grand, plus la dette est sacrée que le pays a contractée envers lui, et plus le jeu normal des institutions peut en être gêné. Les peuples heureux n'ont pas d'histoire, et l'ingratitude que les démocraties professent traditionnellement à l'égard de leurs grands hommes n'est peut-être qu'un réflexe de l'instinct politique de conservation.

Le malheur est qu'il ne s'agit plus guère aujourd'hui de démocratie, du moins de démocratie de style parlementaire. Tout se passe trop souvent comme si les partis n'acceptaient provisoirement — et encore avec quelles entorses — le jeu parlementaire que pour mieux l'écarter à brève échéance. La Constitution qu'on nous prépare devrait assurer normalement et rapidement le triomphe d'une démocratie massive et autoritaire qui conduit automatiquement à la dictature d'un homme ou d'un groupe. L'immense majorité des Français n'y est encore ni résolue ni même résignée. Lors de la crise qui accompagna la formation du gouvernement en novembre dernier, le parti communiste a montré par son attitude qu'il ne méconnaissait nullement cette situation.

C'est donc sur les partis majoritaires, plus particulièrement sur le parti communiste et le parti socialiste, que pèse désormais la responsabilité de l'avenir. En fait, sinon en droit, les États-Unis, sans le concours desquels la France doit perdre tout espoir de relèvement rapide, et l'Union soviétique, dont l'influence n'a évidemment pas disparu avec le Komintern, peuvent beaucoup pour améliorer ou aggraver la situation. Puisse la France ne pas payer trop cher le redoutable honneur d'être placée au point d'équilibre de deux mondes alliés et cependant sur bien des points antagonistes.

Nous recommandons pour les envois d'argent à notre journal le mandat-poste ou le chèque bancaire de préférence au chèque postal, l'encombrement actuel du service des chèques postaux créant de fréquents retards dans la mise en service des abonnements.

Le malaise politique indéniable qui régnait depuis le retour à Paris du général de Gaulle a brusquement évolué hier, au début de l'après-midi.

Les milieux parlementaires, tout comme l'opinion, n'étaient pas sans connaître les divergences de vues qui opposaient le président du gouvernement provisoire et plusieurs de ses ministres. Cette impossibilité de continuer à gouverner avec la sérénité nécessaire a conduit le général de Gaulle, au cours de l'avant-dernière nuit, à prendre la décision d'abandonner le pouvoir. Cette décision apparaît irrévocable. L'homme qui avait entrepris avec un courage auquel on doit rendre hommage de relever le pays, après l'avoir sauvé, considère son rôle comme terminé.

Voici le texte de la lettre de démission que le général de Gaulle a remise à M. Félix Gouin, président de l'Assemblée constituante :

Le texte de la lettre du général de Gaulle à M. Félix Gouin

Monsieur le président,

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire connaître à l'Assemblée nationale constituante que je me démets de mes fonctions de président du gouvernement provisoire de la République.

Depuis le jour même où j'ai assumé la charge de diriger le pays vers sa libération, sa victoire et sa souveraineté, j'ai considéré que ma tâche devait prendre fin lorsque serait réunie la représentation nationale et que les partis politiques se trouveraient ainsi en mesure d'assumer leurs responsabilités.

Si j'ai accepté de demeurer à la tête du gouvernement après le 13 novembre 1945, c'était à la fois pour répondre à l'appel unanime que l'Assemblée nationale constituante m'avait adressé et pour ménager une transition nécessaire. Cette transition s'est aujourd'hui réalisée.

D'autre part, après d'immenses épreuves, la France n'est plus en état d'alarme. Certes, maintes souffrances pèsent encore sur le peuple français, et de graves problèmes demeurent, mais la vie même des Français est pour l'essentiel assurée. L'activité économique se relève. Nos territoires sont entre nos mains. Nous avons repris pied en Indochine. La paix publique n'est pas troublée.

À l'extérieur, en dépit des inquiétudes qui subsistent, l'indépendance est fermement établie. Nous tenons le Rhin. Nous participons au premier rang à l'organisation internationale du monde, et c'est à Paris que doit se tenir au printemps la première conférence de la paix. En me retirant, j'exprime le vœu profondément sincère que le gouvernement qui succédera à celui que j'ai eu l'honneur de diriger réussisse dans la tâche qui reste à accomplir pour assurer définitivement les destinées du pays.

Veuillez agréer, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

La réponse de M. Félix Gouin au général de Gaulle

Voici le texte de la réponse adressée par M. Félix Gouin au général de Gaulle :

Monsieur le président,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de la lettre par laquelle vous me demandez de faire connaître à l'Assemblée nationale constituante que vous vous démettez de vos fonctions de président du gouvernement provisoire de la République.

Conformément à vos désirs, cette communication sera faite à l'Assemblée au cours de sa plus prochaine séance.

Les représentants de la nation connaissent trop les hauts sentiments de dignité et de désintéressement qui inspirent chacun de vos actes pour ne pas s'incliner devant les impérieuses raisons qui ont dicté votre détermination. Ils n'en regretteront pas moins de ne plus voir les destinées du pays conduites par l'homme qui n'avait cessé d'avoir leur pleine confiance.

L'Assemblée, j'en suis assuré, aurait souhaité voir achever les lourdes tâches qui nous incombent encore par le grand Français qui s'était levé aux jours sombres de l'Armistice et qui avait conduit la patrie à la libération victorieuse.

Au moment où vous abandonnez volontairement les hautes fonctions dont vous avait investi la représentation nationale, je suis certain d'être l'interprète de celle-ci en vous assurant à nouveau de sa gratitude et de la reconnaissance du pays.

Veuillez croire, monsieur le président, à ma très haute considération.

UNE REUNION EXCEPTIONNELLE DES MINISTRES

Au cours de la nuit de samedi à dimanche, le général de Gaulle avait invité les membres du gouvernement à assister à une réunion exceptionnelle qui devait se tenir à midi, rue Saint-Dominique. Les ministres étaient assemblés à l'heure prescrite lorsque le président arriva, accompagné de deux aides de camp.

L'entretien fut extrêmement bref. Le général, s'adressant aux assistants, leur dit simplement :

« J'ai décidé de me démettre de mes fonctions. Ma résolution est irrévocable. Je prie M. Vincent Auriol de bien vouloir assurer l'expédition des affaires courantes... »

Puis il regagna son cabinet et, un instant après, se fit reconduire à Neuilly.

Inutile de souligner que les ministres étaient... stupéfaits. Ils demeurèrent en conférence pendant trois quarts d'heure puis se retirèrent, se refusant à toute déclaration.

Conférence des ministres socialistes

M. Vincent Auriol, rentré de Londres hier après-midi, a eu, dès son retour au Petit Luxembourg, des entretiens avec divers ministres socialistes. M. Léon Blum assistait à ces conversations.

En fin d'après-midi, M. Vincent Auriol recevait M. Maurice Thorez, ministre d'État.

Le général de Gaulle informe M. Gouin de sa décision

Vers 18 heures, la nouvelle de la démission effective du président du gouvernement se répandit et fut bientôt confirmée. On sut alors que le général avait rédigé un message à l'adresse de M. Félix Gouin, pour être communiqué à l'Assemblée nationale constituante.

Dans la soirée, M. Palewski, directeur du cabinet civil du général de Gaulle, se rendit à la présidence où il fut reçu par M. Gouin, auquel il remit le message du chef du gouvernement.

Il était 22 heures lorsque M. Palewski revint rue Saint-Dominique. Les journalistes l'interrogèrent ; il leur confirma que le général se démettait de ses fonctions.

À une question plus précise, M. Palewski répondit :

« *Le général de Gaulle ne démissionne pas ; il quitte son poste et, cela, irrévocablement.*

Ajoutons que le général compte partir de Paris dès aujourd'hui. Il ne prononcera pas l'allocution qui devait être radiodiffusée ce soir à 20 heures.

Au cours de la soirée, M. Félix Gouin s'est entretenu avec M. Vincent Auriol.

DÉPART PRÉMATURÉ

Au-dessus de tout il y a la France et la République. Voilà ce que tous les Français doivent se dire aujourd'hui.

Le général de Gaulle, président du gouvernement provisoire, a réuni hier à midi le conseil des ministres pour lui faire connaître sa décision formelle de se retirer. Dans sa lettre de démission, remise au président de l'Assemblée nationale constituante, il se borne à déclarer que son rôle est terminé, la démocratie ayant été restaurée comme il en avait pris l'engagement à Londres et à Alger.

Le général de Gaulle dit vrai. Il a tenu la promesse qu'il avait faite au peuple français. Il n'en reste pas moins que son départ, dans les conjonctures actuelles, surprend et inquiète profondément l'opinion publique.

Certes le malaise politique était latent. Toutefois, le gouvernement tripartí formé dans des conditions qui ne sont pas oubliées, sur des bases extrêmement fragiles, avait obtenu jusqu'à présent des votes à peu près unanimes. Mais cette unanimité était factice. Il fallait pour la maintenir la présence constante, le prestige incomparable de l'arbitre. Prenait-il quelques jours de repos, la lutte des partis reprenait de plus belle, les problèmes non résolus se posaient de nouveau avec plus d'urgence et plus d'acuité, les responsabilités étaient rejetées d'un ministre à un autre ministre, d'un groupe à un autre groupe de l'Assemblée. En fait, il faut bien le dire, le général de Gaulle absent, il n'y avait pas de gouvernement. Les diverses interpellations devant la Constituante en apportaient la démonstration évidente. Aussi bien en ce qui concerne les crédits militaires que le ravitaillement, les partis de l'Assemblée, dont les chefs avaient leur « double » au banc des ministres, s'interpellaient eux-mêmes et s'interpellaient entre eux, comme celui qui, placé devant son armoire à glace, donnerait des coups de poing à sa propre image.

Dans ces conditions le contrôle du gouvernement par l'Assemblée était illusoire. On s'orientait en même temps vers un projet de Constitution qui supprimerait le contrôle des électeurs sur leurs représentants. Le parti deviendrait un écran entre la souveraineté populaire et sa délégation. Le député, nommé en fait par le parti, obligatoirement réélu, révocable par le parti, n'aurait plus de compte à rendre qu'au parti. C'est là la caractéristique essentielle du totalitarisme.

Ainsi donc, les conceptions du général de Gaulle en matière d'organisation des pouvoirs publics s'écartaient de plus en plus des conceptions de l'Assemblée. Le président du gouvernement provisoire avait fait connaître avec assez d'éclat les conditions qui, à son sens, devaient lui permettre de gouverner : solidarité ministérielle, cohésion gouvernementale, indépendance de l'exécutif. Par tempérament il pensait que l'exécutif devait être renforcé. Ce n'est pas là une conception autoritaire. Des républicains comme Jean Zay ont estimé que « la cause essentielle de décrépitude du régime parlementaire a été le déséquilibre grandissant entre le législatif et l'exécutif ». « Au fur et à mesure, ajoute-t-il, que le premier débordait de ses limites naturelles et prétendait à l'omnipotence, le second perdait son autorité, ses moyens d'action et jusqu'à sa capacité de décision. »

L'Assemblée inclinait à l'omnipotence et le président du gouvernement provisoire ne pouvait pas ne pas sentir en effet que le gouvernement perdait à la fois son autorité, ses moyens d'action et sa capacité de décision. Il est vraisemblable qu'à la suite de sérieuses méditations le général de Gaulle a estimé qu'il ne pouvait dans ces conditions rester à un poste où son rôle d'arbitre était vain avec un gouvernement impuissant.

Son départ crée un vide immense. Le vers du poète revient à l'esprit :

Un seul être vous manque et tout est dépeuplé.

Dans les conjonctures actuelles, si graves, si troubles, ce vide ne peut être aisément rempli. Nous n'évoquerons pas les services rendus à la France et à la cause de la liberté. Ils ont trop d'éclat, ils jettent trop de lumière pour que les mots ne soient pas impuissants à les rendre. Le peuple français garde l'espoir que le général de Gaulle n'estimera pas sa tâche terminée.

Mais de toute manière la France continue. L'ordre et la liberté ne peuvent souffrir d'un départ que beaucoup estimeront prématuré. S'il est vraiment définitif une énorme responsabilité incombe à l'Assemblée nationale constituante. Qu'elle se souvienne de l'avertissement donné par Prévost-Paradol : « Il n'y a pas deux despotismes dans le monde, il n'y en a qu'un. Ce despotisme change souvent de nom et de figure ; il peut être chamarré d'or et d'acier, ou humblement déguisé sous un manteau de bure, vêtu d'une robe violette ou d'un habit râpé, coiffé de la tiare, d'une couronne ou d'un bonnet rouge ; mais il est toujours le même et ne peut ouvrir la bouche sans être aussitôt reconnu et détesté de tous ceux qui ont à cœur la dignité de l'homme. » Nous souhaitons que les partis songent non à leur avantage particulier, mais au salut de la patrie et de la République.

RÉMY ROURE.

Aux Nations unies

L'Iran soumet au conseil de sécurité le problème de l'Azerbaidjan

(Par téléphone, de notre correspondant particulier.)

Londres, 21 janvier. — La crise gouvernementale française risque de retarder singulièrement le travail de l'O.N.U. Le conseil de sécurité, dont on pensait qu'il pourrait tenir aujourd'hui une réunion spéciale pour examiner la requête persane, remettra certainement cette séance. Les représentants des « Cinq Grands » se sont réunis hier soir pour préparer la prochaine réunion, qui devait régulièrement avoir lieu mercredi mais pour laquelle le conseil attendra probablement que la France ait un ministre des affaires étrangères. On sait, en effet, que la délégation iranienne à l'assemblée générale a décidé de soumettre au conseil de sécurité le problème de l'Azerbaidjan. C'est ce qui ressort d'une note qu'elle a remise samedi soir à M. Gladwyn Jebb, secrétaire exécutif des Nations unies, et qui s'exprime ainsi :

« Par suite de l'intervention des fonctionnaires et des forces armées de l'Union soviétique dans les affaires intérieures de l'Iran, une situation a été créée qui risque de mener à une crise internationale. Comme le prévoit l'article 33 de la charte, *le gouvernement iranien a essayé à plusieurs reprises de négocier avec le gouvernement de l'Union soviétique, mais l'a fait sans succès*. En conséquence, la délégation iranienne, au nom du gouvernement iranien, a l'honneur de vous demander, en vertu de l'article 35-1 de la charte, d'attirer sur cette question l'attention du conseil de sécurité *de façon que celui-ci puisse examiner la situation et recommander un règlement approprié*. La délégation iranienne est prête à aider le conseil. »

À n'en pas douter, l'affaire est sérieuse, non seulement parce qu'elle met en pleine lumière le conflit russo-iranien, mais parce que ce conflit intéresse directement au moins une autre grande puissance (la Grande-Bretagne) et parce qu'il risque d'engager l'avenir même de cette organisation des Nations unies qui vient à peine de naître.

Pour présenter sa demande, la délégation iranienne s'appuie, comme on le voit, sur le premier paragraphe de l'article 35 de la charte, selon lequel tout membre des Nations unies peut porter à l'attention du conseil de sécurité ou de l'assemblée générale tout conflit ou toute situation susceptibles de faire naître un conflit. Il n'est pas douteux que les événements d'Azerbaidjan répondent à cette définition, et personne ici ne conteste le droit du gouvernement iranien d'en appeler à l'O.N.U. Comme nous l'avons déjà dit, on discute seulement sur l'opportunité de ce geste ; la délégation américaine aurait certainement préféré éviter à l'O.N.U. de prendre des responsabilités sur un problème aussi délicat ; M. Byrnes a prononcé là-dessus des phrases significatives dans son discours de lundi dernier.

Position soviétique

L'attitude de la délégation russe a été suffisamment mise en lumière lors de l'attaque menée vendredi par M. Gromyko contre ceux qui, selon lui, voudraient grouper et pousser en avant les petites puissances contre les grandes ; on avait notamment remarqué la phrase par laquelle il condamnait « le retour aux méthodes appliquées par la Société des Nations » ; on pense généralement que

(Lire la suite en 5e page, 1re colonne.)

CINQUIEME ANNEE. — N° 1027 ★ ★ DIMANCHE-LUNDI 16-17 MAI 1948

Directeur : Hubert BEUVE-MÉRY
Comité de Direction :
René COURTIN
Christian FUNCK-BRENTANO
Direction, Rédaction et Administration : 5, rue des Italiens - PARIS (9e)
Adresse télégraphique : JOURMONDE-PARIS
TÉLÉPHONE { Cinq lignes groupées : TAITBOUT 76-60 PROVENCE 83-03 - PROVENCE 63-59

Le Monde

PRIX DE L'ABONNEMENT :
PARIS, DÉPARTEMENTS & UNION FRANÇAISE | Trois mois.. 350 fr. | Six mois... 650 fr.
LES ABONNEMENTS PARTENT DES 1er ET 16 DE CHAQUE MOIS
Un numéro (Paris et départements) : 5 francs
— (Afrique du Nord)...... : 6 francs
CHÈQUE POSTAL : PARIS N° 4207-23

Paris, 15 mai 1948.

BULLETIN DE L'ETRANGER

LA RÉSURRECTION DE L'ETAT JUIF

Après deux mille ans d'exil le peuple juif retrouve son indépendance dans le pays de ses ancêtres. L'événement réalise tout d'un coup devant nos yeux un chapitre nouveau de l'Histoire sainte qui apparente notre ère matérialiste aux *temps bibliques*.

Le nouvel Etat d'Israël a été conçu de sueur, de sang et de larmes. Autant que les exploits des combattants de la Haganah ou des exaltés de l'Irgoun, la souffrance des six millions d'Israélites immolés par le nazisme a concouru à lui donner le jour.

L'enfantement lui-même s'est produit dans une confusion invraisemblable. Le 29 *novembre* 1947 les Nations unies, votant le plan de partage de la Palestine, envisageaient la création d'un Etat juif; deux jours plus tard leur quasi-totalité se dérobait devant la responsabilité de leur acte. Jusqu'à la onzième heure le partage a été combattu sur place par la Grande-Bretagne.

Mais l'attitude en apparence la plus incohérente a été, il faut le dire, celle des Etats-Unis, qui, principaux champions du partage, ont fait amende honorable, hésité, proposé jusqu'à hier encore une dizaine de solutions contradictoires, pour enfin se résoudre à une décision sensationnelle, qui surprit les Juifs eux-mêmes: la reconnaissance « de facto » du nouvel Etat.

Pourtant la décision américaine est moins surprenante qu'on ne le pense à première vue. Depuis la nomination du général Hilldring à la direction des affaires palestiniennes, il était possible de prévoir que la diplomatie américaine penchait de nouveau à reconnaître l'état de fait créé par les succès juifs en Palestine.

En réalité, deux *facteurs essentiels* paraissent avoir dicté la décision de Washington.

L'U.R.S.S. et ses satellites ont à plusieurs reprises laissé entendre que l'Etat juif serait reconnu par eux dès sa création. Pour des raisons de politique intérieure américaine, le président Truman ne pouvait se laisser devancer par la reconnaissance soviétique. Ses hésitations lui avaient déjà valu de sévères critiques, et notamment l'échec électoral de Bronx. Sur le plan international rien n'aurait pu empêcher les Juifs de Palestine de faire appel, pour la protection de leur nouvel Etat, à l'aide soviétique, dans le cadre parfaitement légal de la décision de l'O.N.U.

Quoi qu'il en soit, la reconnaissance des Etats-Unis a gagné de vitesse celle de l'U.R.S.S.

Les Juifs, à coup sûr, ne s'en plaindront pas. Leur Etat est maintenant assuré de l'appui des Deux Grands, et, partant, de presque toutes les Nations unies.

Devant les dirigeants sionistes les tâches sont immenses.

Il importe d'abord qu'ils organisent leur Etat. Le flot des réfugiés prêt à déferler sur la Terre sainte doit être canalisé, réduit, étalé *sur* de longues années à venir. Ce fait à lui seul réserve de sérieuses difficultés à l'Etat d'Israël. Le territoire de celui-ci devra en outre être aménagé en vue de subvenir aux besoins de ses habitants. L'industrie sioniste, frappée en plein essor par les *troubles de ces dernières années*, a, en plus, perdu la plupart de ses débouchés, c'est-à-dire les marchés arabes.

Et précisément la tâche essentielle du gouvernement juif est de trouver un « modus vivendi » avec ses voisins.

Pour l'instant les hostilités sont ouvertes. Les armées arabes ont, selon les dernières dépêches, franchi la frontière palestinienne. La rencontre est à première vue inévitable. A moins que les Arabes n'opèrent un freinage de dernière heure, qui permettrait au roi de Transjordanie de constituer l'unité arabe sur les anciens territoires promis à sa famille. La « Grande Jordanie » est déjà virtuellement réalisée, la Légion arabe occupe tous les points stratégiques de la Palestine arabe. Il est probable que le roi Abdallah hésitera à compromettre tant d'avantages sur un coup de dés. Un accord avec les Juifs lui paraîtra sans doute préférable.

De *toute façon*, sur ce plan également, l'événement est lourd de conséquences. La baudruche du panarabisme, un peu gonflée par la Grande-Bretagne, a été crevée. Quelle que soit l'issue du conflit, les Etats arabes sont maintenant placés devant leurs responsabilités. La Ligue arabe n'a pas eu jusqu'à ce jour une seule réalisation d'ordre social à son actif. Au lieu de chercher en Palestine ou en *Afrique du Nord* un *dérivatif* aux mécontentements de la masse arabe, ses dirigeants vont se voir contraints par le *développement* de la situation en Palestine à envisager des réformes et une amélioration du niveau de vie en Proche-Orient.

Aux uns comme aux autres, l'aide des Nations unies est nécessaire. L'O.N.U., dont le rôle en l'occurrence n'a pas été brillant, peut trouver là une occasion inespérée de se racheter. De toute façon, pour la première fois, et bien malgré elle, une de ses décisions a enfin été appliquée.

A L'EXPIRATION DU MANDAT

L'Etat d'Israël proclamé cette nuit a été aussitôt reconnu à Washington

L'« invasion » arabe est précédée du bombardement de Tel-Aviv

Les forces juives occupent Jérusalem

A 16 heures hier vendredi, huit heures avant l'expiration du mandat britannique, le nouvel Etat d'Israël a été proclamé.

C'est M. David Ben Gourion, président du comité exécutif de l'Agence juive, qui a lu devant les délégués membres du Conseil national juif, représentant le judaïsme palestinien et le sionisme mondial, réunis au musée de Tel-Aviv, la proclamation de l'indépendance du nouvel Etat.

La proclamation dit notamment :

« *Nous déclarons ici qu'à partir de la date d'expiration du mandat, c'est-à-dire le 15 mai à 0 heure, une Constitution nationale devra être établie par une Assemblée constituante dont les travaux devront être terminés au plus tard le 1er octobre 1948. Le Conseil national actuel fera fonction de Conseil d'Etat provisoire, et son organe exécutif — l'administration nationale — constituera le gouvernement provisoire de l'Etat d'Israël.*

» *L'Etat d'Israël sera ouvert à l'immigration des juifs de tous les pays, et leur arrivée permettra de favoriser le développement du pays pour le plus grand bien de tous ses habitants. L'Etat d'Israël sera fondé sur les préceptes de la justice, de la liberté et de la paix qu'ont enseignés les prophètes hébreux. Il établira une complète égalité des droits de tous les citoyens sans distinction de race, de foi et de sexe, et garantira la pleine liberté de culte, l'éducation et la culture pour tous. Il garantira le caractère sacré et l'inviolabilité des lieux saints de toutes les religions. Il se conformera aux principes de la charte des Nations unies.* »

La proclamation affirme ensuite la volonté de l'Etat juif de collaborer à l'unification économique de la Palestine tout entière, et fait appel aux Nations unies pour qu'elles aident le peuple juif dans



CARTOGRAPHIE "LE MONDE"

l'accomplissement de sa tâche qui lui incombe.

La composition du gouvernement provisoire de l'Etat d'Israël a été annoncée peu après.

Le gouvernement est présidé par M. Ben Gourion qui détient aussi le *portefeuille de la défense* et *assume* le commandement suprême des forces armées.

Voici la liste des autres ministres:

Affaires étrangères: Moshe Shertok; *Trésor:* Eliezer Kaplan; *communications:* David Remez; *commerce, industrie et production:* F. Bernstein; *intérieur:* I. Grunbaum; *immigration:* M. Shapiro; *travail:* M. Bentov; *agriculture:* A. Zisling; *police:* B. Shitreet; *justice:* F. Rosenbluth.

Les rabbins J. M. Fishman et I. M. Levin ont fonction de ministres sans portefeuille.

La première mesure édictée par le gouvernement provisoire a été l'abrogation avec effet rétroactif au 18 mai 1939 du Livre blanc de 1939 qui restreignait l'immigration juive et la vente de terrains aux israélites.

Au moment même où M. Ben Gourion donnait lecture de la proclamation un bombardement aérien était déclenché par surprise contre Tel-Aviv.

Six Spitfires n'arborant aucune marque d'identification lançaient chacun deux bombes contre le quartier du port dont la défense antiaérienne était faible. C'est par cette attaque imprévue que les Etats arabes commençaient leurs hostilités contre le nouvel Etat.

Un communiqué de la Haganah annonce *qu'au moins un des appareils a* été abattu. Le pilote, un Egyptien, a été fait prisonnier.

Peu après on apprenait que dans les Etats arabes limitrophes de la Palestine l'état de siège était proclamé et que les armées syro-libanaises par le nord, la Légion arabe et l'armée irakienne par l'est, l'armée égyptienne par le sud avaient franchi les frontières de la Palestine.

Le roi Abdallah de Transjordanie, commandant suprême des armées arabes, a lancé un manifeste radiodiffusé annonçant dans ces termes l'ouverture des *hostilités :*

« Je considère que la fin du mandat britannique annule toutes les promesses faites aux Juifs par la *déclaration* Balfour.

» Je déclare que les Juifs n'ont plus aucun droit en Palestine.

» Les Juifs n'ayant pas répondu à mes offres antérieures aucun privilège d'autonomie quelconque leur sera accordé désormais. »

(*Lire la suite en 2e page, 1re colonne.*)

Après les notes russo-américaines

ECHANGE DE VUES des signataires du pacte de Bruxelles

On précise, dans les milieux autorisés britanniques, que des *échanges de vues* ont eu lieu entre les cinq gouvernements signataires du pacte de Bruxelles au sujet des conséquences internationales de l'échange de notes entre Washington et Moscou.

Réunion du cabinet américain

Le cabinet américain s'est réuni vendredi à la Maison Blanche autour du président Truman et de M. Marshall pour la première fois depuis la publication du dialogue Bedell Smith-Molotov.

Il apparaît que la question qui se pose maintenant aux dirigeants américains n'est plus : « Devons-nous continuer à parler avec Moscou ? », mais bien « Que *devons-nous maintenant dire à Moscou ?* ». Selon les personnalités les mieux informées, ce serait le ressentiment provoqué à Washington par la publication prématurée des deux notes qui serait à la base de l'incertitude actuelle des hommes d'Etat américains. Il semble même que le premier mouvement de ces derniers a été de considérer les négociations entreprises comme closes.

M. Bedell Smith reste à son poste

Un porte-parole du département d'Etat a déclaré que le gouvernement des Etats-Unis ne savait rien d'une prétendue intention de l'ambassadeur des Etats-Unis à Moscou de démissionner. Ce porte-parole a ajouté qu'à la connaissance du département d'Etat M. Bedell Smith regagnerait son poste lorsqu'il aurait terminé ses vacances en Normandie. Ces *déclarations* ont été *faites* en réponse à une information parue dans la presse de Washington, selon laquelle M. Bedell Smith aurait l'intention, à la fin de ses *vacances en Normandie, de se rendre à* Washington vers le 21 mai, afin de remettre sa démission, pour protester à titre personnel contre la publication prématurée de ses conversations avec M. Molotov.

Une crise ministérielle évitée de justesse

Grâce à un appoint radical une majorité de gauche vote la nationalisation des écoles des houillères

Le gouvernement, l'Assemblée et la commission de l'éducation nationale ont offert cette nuit un spectacle déplorable aux yeux du pays. Il s'agissait de savoir *si les vingt-huit écoles des houillères du* Centre et du Midi seraient ou non obligatoirement nationalisées. L'Assemblée a décidé qu'elles le seraient mais elle aurait pu, elle aurait dû, aboutir à ce résultat sans se déjuger à quelques heures de différence. Car c'est après avoir pris en *considération le* projet du gouvernement par 299 voix contre 296 à 17 h. 30, qu'elle a repris en fait le projet de la commission par 298 voix contre 292 vers minuit et l'a voté finalement à l'aube.

Mais ce n'est pas la seule inconséquence de cette nuit de dupes. On a souvent critiqué le régime des partis dont la volonté l'emporte quelquefois sur celle de l'Assemblée souveraine. Faudra-t-il condamner aussi le régime des commissions qui ne sont pas toutes à l'image de l'Assemblée et dont les caprices se jouent de ses décisions.

L'Assemblée ayant pris en considération le projet gouvernemental, plus *favorable* à la liberté, la commission s'est empressée *en effet* de lui substituer une fois de plus le « texte Ramadier » qui nationalise purement et simplement les écoles. Première confusion.

***

Des contre-projets de tendance plus libérale ayant été rejetés, l'Assemblée tout en discutant, malgré la commission, le projet gouvernemental qu'elle avait pris en *considération lui a cependant substitué* en fait le projet de la commission qu'elle avait écarté. Seconde confusion. Mais ce fut alors au gouvernement d'offrir un spectacle peu commun. Il avait été convenu que les ministres voteraient le projet du gouvernement et refuseraient tout amendement dans un sens ou un autre. S'appuyant sur l'esprit de cette convention, les ministres devaient refuser la substitution. En votant contre l'amendement Delxonne ils votaient en effet pour le projet gouvernemental et respectaient le contrat. *Mais M. Depreux, ministre de l'éducation* nationale, en jugea autrement. A partir du moment où il s'agissait d'un amendement les ministres, selon lui, auraient dû respecter la lettre de la convention et s'abstenir, et c'est ce qu'il fit malgré l'opposition de son président du conseil. Cosignataire du projet, M. Depreux venait en fait de le sacrifier. Confusion dernière et suprême épreuve. Car si l'affaire était désormais réglée sur le plan parlementaire, elle allait commencer sur le plan gouvernemental. Chapitré publiquement par M. Robert Schuman, M. Edouard Depreux fut, semble-t-il, un instant démissionnaire. Un conseil de cabinet impromptu évita la crise. Le gouvernement constata que l'Assemblée s'était déjugée et déclara s'en remettre à elle. L'unité du gouvernement était sauvée mais dans l'abstention générale de ses membres lors du dernier vote.

***

Ainsi malgré les promesses et les serments l'affaire n'était pas restée dans les limites d'un problème de fait : le sort particulier de quelques écoles. Elle s'était étendue aux grandes questions de principe : le destin général de l'enseignement *français*. Les partisans de la liberté se sont heurtés, comme l'a dit l'un d'eux, à « l'intransigeance totale des partisans de la nationalisation », la droite et le centre (M.R.P. et U.D.S.R.) n'ont pu l'emporter sur les socialistes et les communistes, réunis pour une fois à la grande joie de ces derniers. *Ce sont les radicaux* qui ont fait pencher la balance en *faveur* de la laïcité, diront les uns, et au détriment de la liberté, diront les autres. *Dix-neuf* d'entre eux, et non des moindres, ont voté avec les socialistes et les communistes.

L'attitude des socialistes étonnera moins. Elle correspond trop à leur sentiment profond et presque à leur raison d'être. Elle répond aussi au double souci de se *défendre* tout à la fois contre les communistes et contre les radicaux, car la crainte eût été grande de perdre au profit des premiers la clientèle laïque et l'espoir l'est aussi de reconquérir celle que les seconds lui ont enlevée.

La droite et le centre, l'U.D.S.R. et le M.R.P., non sans reproches mutuels, se sont défendus comme ils ont pu. Tous leurs amendements ont été cependant repoussés. *Aucun de leurs arguments n'a été retenu.*

La stabilité du gouvernement ne sort pas affermie de cette épreuve, ni l'autorité de son chef. Il est peut-être excessif de demander au M.R.P., comme l'a fait un socialiste, de n'être pas mécontent et de ne pas nourrir d'amertume. Les souvenirs de cette nuit s'oublieront difficilement.

On attendait une majorité de rechange. Mais elle n'a pas été celle qu'on envisageait. *Ce n'est pas celle de la droite et du* centre. C'est celle du front populaire. Les communistes ont salué sa naissance avec joie comme les *prémices des* nouveaux temps. Mais il est à penser que cette nouvelle majorité, comme l'a dit l'un d'eux, n'aura duré que l'espace d'un matin.

Jacques FAUVET.

Madagascar, ex-"île heureuse"

L'éveil des partis politiques malgaches

par Jean LESSAY

II

« Le drame, voyez-vous, c'est que la politique coloniale est pensée à Paris, *fabriquée* à Paris. *Nos fonctionnaires* locaux ne sont que de simples exécutants n'ayant qu'un souci : plaire à Paris. »

La plupart des Européens de Madagascar (1) que j'ai rencontrés m'ont exprimé cette opinion. Et la plupart des Malgaches l'opinion inverse :

« Vous autres, gens de France, vous nous comprenez, tandis qu'ici on se refuse à nous écouter. Votre généreuse politique ne *résiste* pas au voyage. Vos principes libéraux ne passent pas dans les mœurs... »

On le voit, un malentendu précède le dialogue. Mais ce mot lui-même est à éviter. Il a le don de provoquer l'amusement, ou le scepticisme dans le meilleur des cas.

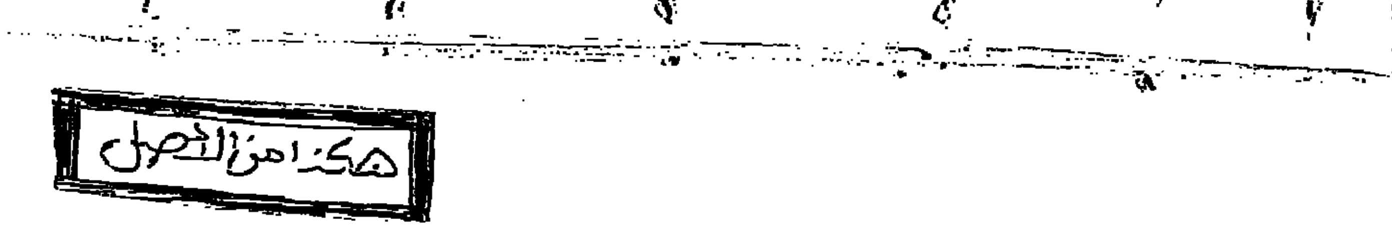
« Engager le dialogue avec les Malgaches ? Des idées de Parisien. On voit bien que vous ne les connaissez pas. On leur a donné un bulletin de vote, qu'en ont-ils fait ? Il y en a qui, sortis du bureau, attendaient un salaire, convaincus *qu'ils venaient d'accomplir une corvée*. D'autres à qui on avait fait croire que ce devoir civique les dispenserait de l'impôt. Et les électeurs formaient déjà une *élite*. Imaginez le reste. La liberté de la presse ? Ils s'en sont servis aussitôt pour insulter la France au mépris de toute pudeur. Leurs intellectuels ? *Ils* les ont menés à une absurde boucherie... Vous nous direz que tous n'étaient pas M.D.R.M., que certains se sont opposés aux rebelles, même par la violence. *Ne vous y fiez pas*. Ceux-là seront bientôt nos pires ennemis... »

La difficulté du dialogue, elle existe d'abord entre le Français de France et celui de Madagascar. Le premier est chargé aux yeux du second d'un certain nombre de tares qui ne s'effaceront qu'avec le temps : une *tendance fâcheuse* à prendre l'indigène au sérieux, comme un véritable égal, à voir en lui une victime, et dans le colon un profiteur. *C'est à peine d'ailleurs si on relève ses* propos. Il est entendu qu'il ne sait pas, seul pouvant juger sainement de la réalité coloniale celui qu'un long séjour a façonné. A sa candeur première a succédé un solide scepticisme. Il sait alors « être ferme et juste ». Il est obéi, respecté. C'est un colonial. Quant au Français de France, cet impénitent disciple de Rousseau, il n'a qu'à se taire et à apprendre. N'est-ce point cet incurable *ingénu qui, en voulant à tout prix* lâcher la bride à l'indigène, a rendu possible la rébellion ?

Ainsi traité, le Français de France se découvre un complexe d'infériorité, voire de culpabilité. Je demandais un jour à une « personnalité » de la côte ouest si le fossé qui *séparait* Français et autochtones était devenu si profond qu'on voulait bien le dire. Mon interlocuteur sourit. Je m'aperçus trop tard que je venais d'user d'un *cliché*.

(*Lire la suite en 2e page, 4e colonne.*)

(1) Voir *le Monde* du 15 mai 1948.



SIXIEME ANNEE. — N° 1348. DERNIÈRE EDITION VENDREDI 27 MAI 1949.

Directeur : Hubert BEUVE-MÉRY
Comité de Direction :
René COURTIN
Christian FUNCK-BRENTANO
Direction, Rédaction et Administration : 5, rue des Italiens - PARIS (9e)
Adresse télégraphique : JOURMONDE-PARIS
TÉLÉPHONE { Cinq lignes groupées : TAITBOUT 76-60 / PROVENCE 83-03 - PROVENCE 63-59

Le Monde

ABONNEMENT — Durée maximum : 6 mois
FRANCE & UNION FSE : 3 mois, 500 fr. - 6 mois, 925 fr.
ÉTRANGER : — 950 fr. — 1800 fr.
LES ABONNEMENTS PARTENT DES 1er ET 16 DE CHAQUE MOIS
CHÈQUE POSTAL : PARIS N° 4207-23

PRIX DE VENTE AU N° : Afrique du Nord et Corse : 9 Frs
Exemplaires comportant un carré à gauche : 7 Frs
Exemplaires comportant deux carrés à gauche : 8 Frs

Changhaï est tombé sans combat

MALGRÉ TCHIANG KAI CHEK qui voulait lutter jusqu'au bout

LA CHINE COMMUNISTE ET LES PUISSANCES

Comme « le Monde » l'annonçait hier, le département d'Etat a adressé à une douzaine de pays riverains du Pacifique et de l'Atlantique une note au sujet de l'attitude à observer à l'égard de la Chine. On confirme à Paris la réception de cette note, qui remonterait à quinze jours.

Les Etats-Unis proposeraient une conférence des pays en question. Elle serait précédée par des échanges de vues. D'ailleurs, selon l'Associated Press, la Grande-Bretagne, les Etats-Unis et la France auraient déjà décidé d'un commun accord de ne pas reconnaître le régime communiste chinois sans consultation préalable. L'idée d'étendre cette consultation aurait son origine dans des informations de New-Delhi, selon lesquelles le gouvernement indien aurait l'intention de reconnaître celui de Mao Tse Toung dès sa formation sur une base nationale : ce qui pourrait avoir lieu après la prise de Canton.

Le problème de la reconnaissance, ainsi posé aujourd'hui, est d'une importance capitale, aussi bien pour la position des grandes puissances en Extrême-Orient que pour leur politique aux Nations unies. L'U.R.S.S. n'en a pas moins conscience que les Occidentaux : M. Vychinski l'a déjà fait sentir à la conférence de Paris, lorsqu'il a demandé qu'on discutât le traité de paix avec le Japon. La Chine devrait prendre part à cette discussion, et la question se poserait alors : par qui doit-elle être représentée, par les nationalistes ou par les communistes ?

La note américaine proposerait qu'aucun des gouvernements intéressés ne reconnût le nouveau gouvernement chinois avant de s'être concerté avec les autres : elle chercherait donc à étendre à un certain nombre de pays européens et asiatiques l'accord de principe existant déjà avec la France et la Grande-Bretagne. Le point de vue des Etats-Unis paraît être que Mao Tse Toung ne devrait être reconnu que lorsque son autorité s'étendra à toute la Chine ; que d'autre part il faudrait obtenir de la Chine communiste qu'elle laisse la porte ouverte au commerce occidental.

Ces exigences se préciseront sans doute au cours de la conférence envisagée. Sont-elles également justifiées ? S'il est vraisemblable que les communistes chinois étendront bientôt leur domination jusqu'à Canton et au delà, l'occupation de toute la Chine ne sera pas encore terminée. Des territoires considérables leur échappent encore à l'ouest, et des régions éloignées, d'accès difficile, peuvent résister longtemps. En revanche la question des positions commerciales européennes se pose dès aujourd'hui.

Dans les milieux britanniques on se montre assez optimiste à cet égard. Constatant que les communistes se sont comportés avec modération jusqu'à présent, qu'ils n'ont pas molesté les Européens ni fermé leurs établissements dans les grandes villes qu'ils occupent ; que d'autre part ils auront besoin de l'aide européenne pour faire vivre la Chine et la développer économiquement, on espère que l'accord se fera facilement avec eux. N'oublie-t-on pas un peu trop vite que les intérêts européens seront un otage entre leurs mains, qu'ils peuvent s'en servir pour faire pression sur les gouvernements si ceux-ci hésitent à les reconnaître ? En tout cas ils ne manqueront pas d'atouts pour exiger cette reconnaissance. Elle comportera une négociation assez serrée, où chacun s'efforcera de défendre ses intérêts propres : l'Angleterre le statut de Hong-Kong, la France la frontière indochinoise.

Quant au projet attribué aux Etats-Unis de vouloir établir un plan d'ensemble pour la défense du Sud-Est asiatique contre le communisme, il semble prématuré. M. Acheson a déclaré que le moment n'était pas venu de parler d'un pacte du Pacifique, et qu'il était d'accord en cela avec le pandit Nehru. Mais la tâche la plus urgente sera de régler les relations avec les services communistes à l'échelon local et régional. D'après les informations parvenues jusqu'ici il n'y aurait pas encore de contacts officiels entre les consuls des nations européennes et les nouvelles autorités chinoises.

PROCÈS A HUIS CLOS A PRAGUE

Soixante-six personnes, dont dix-neuf femmes, passent ce matin en jugement à Prague. Procès à huis clos. On sait seulement que cinquante-cinq des accusés ont moins de vingt-six ans. Ce seraient pour la plupart des étudiants et des employés. Ce procès serait en relation avec celui du général Kutlvasr.

(Par câble, de notre envoyé spécial Robert GUILLAIN.)

Changhaï, 25 mai. — J'ai vu ce matin les avant-gardes communistes arriver au cœur de Changhaï par la route de Nankin et le quai du Bund. Au pied des buildings géants de petits hommes jaunes en kaki, maculés de boue, progressent méthodiquement. Ils avancent en rasant les murs dans les rues vides, par petits paquets, faisant des sauts de puce de carrefour en carrefour.

L'impression immédiate : voilà une troupe aguerrie, disciplinée, experte dans le combat de rues. Les patrouilles, à la queue-leu-leu, se protégeant mutuellement, savent exactement où elles vont derrière le chef de groupe. Le téléphone est installé par la brigade des transmissions quinze minutes après son arrivée. Les blockhaus échafaudés partout par les nationalistes, qui ne les ont jamais occupés, sont immédiatement tenus. Des sentinelles sont postées à l'entrée des principaux édifices où flottent les drapeaux blancs.

En revanche on peut constater que les troupes achevant de conquérir la première ville de Chine ne sont suivies jusqu'à présent par aucun moyen motorisé, aucune artillerie. De vieux fusils, de vieilles mitrailleuses, des souliers usés, des uniformes délavés par le soleil et la pluie : c'est une troupe de fantassins endurcis mais visiblement éreintés. Aux brefs moments de repos ces paysans-soldats dévissent leurs cous, écarquillent les yeux vers les hauteurs des buildings de quinze ou vingt étages, spectacle évidemment nouveau pour eux.

Les « taxis de la Marne » changhaïens se trompent de direction

Du dix-huitième étage du gratte-ciel de *Broadway* où j'habite j'ai assisté hier à l'équivalent chinois de la fameuse marche des taxis de la Marne.

Les taxis étaient remplacés par des milliers de *pousse-pousse* et de vélos-pousse tirés par les coolies mobilisés dont la galopade et le pédalage effrénés ramenaient des milliers d'officiers et de soldats juchés sur leurs bagages. A la différence de la Marne ce défilé ne se dirigeait pas vers le front, mais en revenait, et faisait visiblement partie de la tactique de défense élastique. Ceci explique peut-être pourquoi l'ennemi, à moins de 500 mètres en face, ne prenait pas la peine de tirer. Toute la ville recracha de ses profondeurs bataillon après bataillon de soldats en savates de caoutchouc, phénomène surprenant pour qui constata ces jours derniers comment les fronts périphériques étaient tenus *simplement* par quelques poignées d'hommes.

Pour saluer les défenseurs en train de déguerpir, la ville entière avait arboré, sur commande, les drapeaux à étoile bleue sur fond rouge, et des banderoles félicitant les héros victorieux. « *Manifestation spontanée de la population reconnaissante des récentes victoires* », précisait au même instant le général porte-parole de la garnison, qui avait convoqué les journalistes étrangers et ajoutait : « La bataille contre les bandits communistes continuera *jusqu'au bout*, le résultat final étant d'ailleurs secondaire. » Autre épisode qui s'est déroulé sous mes yeux : pendant la nuit, sur le fleuve, des chalands chargés de troupes décrochent de la rive d'en face et sont pris sous une fusillade nourrie de la part des nationalistes, mais au moment où ils approchent et sortent des ténèbres on finit par comprendre aux hurlements des hommes, qui, mains en l'air, supplient de cesser le feu, qu'il s'agit de troupes amies opérant un décrochage stratégique.

On se doutait d'ailleurs que le dénouement était proche : trois bateaux avaient déchargé dans la journée 20.000 tonnes de riz à l'embouchure du Ouang-Pou, et la ville bien nourrie devenait bonne à prendre.

(Lire la suite en 2e page, 1re colonne.)

A l'offensive des modérés de la majorité LA "GAUCHE" RÉPOND PAR SA VOLONTÉ DE DÉFENDRE LES "CONQUÊTES SOCIALES"

Le débat sur les autres projets financiers viendra la semaine prochaine

Après toute une série de dialogues privés puis publics entre M. Paul Reynaud et M. Henri Queuille l'Assemblée nationale a voté cette nuit à une substantielle majorité l'article instituant un double secteur de l'essence. Les autres projets, dont celui-ci n'était qu'une partie, seront discutés la semaine prochaine.

Tout le bruit, cependant, qui a été fait autour de ce débat n'aura pas été vain. Les dialogues ont été poussés assez loin pour que chacun sache maintenant à quoi s'en tenir d'un côté ou de l'autre de la majorité.

Le gouvernement sait qu'il a doublement déçu ses fidèles. Tant le M.R.P. et la S.F.I.O. que le R.G.R. ne le lui ont pas caché : on attendait un plan général, économique et financier, on a eu un échantillonnage un peu disparate de mesures particulières où le problème de l'essence, artificiellement grossi, a été isolé. La majorité attendait d'autre part que le gouvernement l'entraîne ; elle a eu l'impression qu'il se laissait aller.

Il y a de tout cela aussi dans l'esprit des modérés de cette majorité. Mais il y a autre chose. Et le dialogue l'a bien montré qui s'est échangé entre M. Paul Reynaud, d'une part, MM. Henri Queuille et Charles Lussy d'autre part. C'est bien la première fois que l'on s'est expliqué à peu près clairement.

Pour prix de leur soutien les modérés réclamaient des assurances sur la « remise en ordre » du secteur nationalisé et de la sécurité sociale. Plus expressément ils demandaient des textes et des votes d'urgence. Le président du conseil répliqua que des projets existaient et que leur vote dépendait de l'Assemblée.

Mais c'est ici que l'équivoque commence. Lorsque les modérés parlent « d'abus » ils croient ou veulent croire que leur chasse rapporterait des milliards : les charges qui pèsent sur les entreprises en seraient allégées d'autant et les prix de revient diminueraient.

S'il ne s'agit que d'abus à supprimer, tout le monde en tombe d'accord. Et c'est à cet objet que les textes en question répondent en renforçant le contrôle de l'Etat sur les organismes de sécurité sociale et les entreprises publiques. Mais c'est bien s'illusionner que d'en attendre des réformes de structure et du même coup des économies massives. Tel n'est pas leur but, tel ne sera pas leur effet. Seul le troisième texte évoqué hier, le projet de loi sur la S.N.E.C.M.A., entre véritablement dans la catégorie des « réformes des réformes ».

Si sous le couvert de la chasse aux abus, certains modérés, comme c'est leur droit ou même leur devoir de libéraux, veulent partir en guerre contre ce qu'on est convenu d'appeler les « conquêtes » de la libération, ils savent mieux depuis hier à quels adversaires ils devront livrer combat.

Ils ont entendu, pour la première fois depuis bien longtemps, un orateur socialiste faire siennes les déclarations d'un leader communiste sur la sécurité sociale. Ils ont même entendu un ancien et futur ministre radical estimer qu'il serait « vain et téméraire » de vouloir porter la main sur cette institution. Et ils savent au surplus que le ministre du travail de l'actuel gouvernement s'y refusera toujours. Pas davantage les républicains populaires n'accepteront de revenir sur les réformes elles-mêmes.

Le problème à ce point est purement politique. L'offensive modérée peut de nouveau se déclencher à l'occasion du projet de loi concernant les entreprises publiques ou d'une interpellation sur la sécurité sociale. Mais ce n'est pas avec cette majorité et donc avec cette Assemblée que cette offensive peut réussir. Il n'est d'ailleurs pas sûr qu'elle aboutisse avec une autre, le R.P.F. n'étant pas davantage enclin à revenir sur des réformes que son président a endossées et dont une partie de sa clientèle populaire est la dernière à se plaindre.

L'Assemblée et la majorité sont donc, comme l'a si bien dit M. Queuille, condamnées à vivre encore et ensemble ; le ministère, lui, n'est pas inamovible. L'usure a pu le gagner comme tous les autres. L'organisation de l'exécutif est telle que les meilleures volontés — quand ce ne sont pas les santés — s'épuisent à gouverner. Et le législatif lui-même se fatigue à entendre les mêmes hommes dire les mêmes choses, pour vraies et nécessaires qu'elles soient. « Conduisez-nous et nous vous suivrons », a dit M. René Mayer. Les semaines qui viennent diront si le président radical a entendu ce vœu d'un autre radical.

Jacques FAUVET.

LES DÉCISIONS de l'Assemblée sur l'essence (article 8)

Par des votes successifs intervenus cette nuit l'Assemblée nationale a :

Refusé la suppression de l'article instituant le double secteur, par 329 voix contre 270 (malgré M. Peyrat, communiste).

Fixé le contingent prioritaire mensuel à un minimum de 175 millions de litres, par 309 voix contre 291 (amendement de M. Yvon, M.R.P.).

Maintenu au 31 décembre la date limite du double secteur, par 327 voix contre 270 (M. Peytel, P.R.L., demandait le 31 octobre).

Décidé que le contingent agricole prioritaire ne sera pas diminué, par 291 voix contre 212 (amendement de M. Ruffe, communiste).

Refusé de fixer une limite inférieure au contingent des marins pêcheurs, par 344 voix contre 220 (malgré un amendement de M. Guiguen, communiste).

Adopté l'ensemble de l'article sur le double secteur, par 324 voix contre 268.

LA DISCUSSION DU PROBLÈME ALLEMAND

Des éléments de synthèse s'ébauchent au conseil des Quatre

Mais le succès de la conférence ne dépend-il pas d'une négociation parallèle ?

Les discussions des Quatre, si on les prend au pied de la lettre, peuvent paraître purement académiques. Les délégués, à première vue, semblent répéter et même délayer ce qu'ils ont déjà exposé. Mais un examen attentif permet de déceler dans chacune des interventions quelques éléments positifs de négociation.

Les ministres ressemblent un peu à des escrimeurs qui seraient au stade préparatoire, celui de l'appel du pied. Il y a dix-sept mois, à la dernière conférence des Quatre à Londres, les Russes d'un côté, et les Occidentaux de l'autre, se retranchaient derrière leurs thèses respectives. Aujourd'hui les cloisons ne sont pas quasi étanches. La forme est plus courtoise, le fond plus nuancé. Il ne faut pas s'attacher exclusivement à ce qui est dit, mais encore et peut-être surtout à ce qui ne l'est pas. Ainsi M. Vychinski, dans sa dernière intervention, n'a pas parlé des réparations, tandis que M. Molotov, en 1947, insistait vivement sur cette revendication soviétique. M. Acheson, de son côté, loin de réfuter uniquement les arguments de M. Vychinski, s'est attaché à préparer une base possible d'accord économique en demandant par exemple au représentant du Kremlin des précisions sur la valeur d'apport de la zone soviétique à l'unité allemande. MM. Schuman et Bevin, de leur côté, ont adopté une attitude semblable en se plaçant sur le plan politique.

La publicité même de ces débats permet de penser que parallèlement à la discussion doctrinale des ministres des affaires étrangères une négociation peut se développer à l'arrière-plan. Et ce qui apparaît sur la scène est sans doute le reflet de ce qui se passe dans la coulisse...

Un rapprochement est possible sur le terrain de Potsdam

réaffirme M. Vychinski

M. Vychinski, qui présidait, prit la parole le premier et répondit aux remarques faites par les Occidentaux à la séance précédente en s'appliquant à relever dans chacune de leurs interventions les passages relatifs à l'exécution des accords de Potsdam. Rendant hommage à ces accords, souligna le représentant des Soviets, les Occidentaux en ont fait la base de la politique en Allemagne. Un rapprochement était donc possible, de l'avis de M. Vychinski, si l'on s'inspirait des principes fixés en 1945.

M. Acheson, poursuivit le ministre des affaires étrangères de l'U.R.S.S., avait déclaré que la bizone d'abord et la trizone ensuite avaient été constituées parce qu'il avait été impossible de réaliser l'unification complète. Mais cette explication ne satisfait pas la délégation russe. Si l'on ne peut, en effet, unifier l'Allemagne, que deviennent les accords de Potsdam ? Pour M. Schuman la restauration du conseil de contrôle suprême quadriparti serait un pas en arrière. Mais en avril 1949 les Trois ont cependant instauré un système de contrôle. Celui-ci, dans l'esprit des Occidentaux, ne serait-il concevable que sous une forme tripartie ? Et, s'ils rejettent la possibilité d'un contrôle à quatre, quelle utilité présente la conférence actuelle où l'on discute de l'unité allemande ?

Lorsque les Soviétiques, poursuivit M. Vychinski, proposent l'instauration d'un conseil gouvernemental allemand, ils ne font pas plus un pas en arrière qu'en demandant l'extension à quatre d'un contrôle triparti. La réalisation de l'unité allemande commande la constitution d'agences centrales allemandes. Or dans les zones occidentales on s'est au contraire orienté vers l'installation d'organismes séparatistes.

M. Vychinski conclut en faisant ressortir que la délégation soviétique était prête à discuter le problème de l'unité allemande et ses limites nécessaires.

(Lire la suite en 4e page, 1re colonne.)

Neutralisation ou "atlantisation" de l'Allemagne ? (1)

II. - CHOISIR LE MOINDRE MAL

par Maurice DUVERGER

Résumons les termes du débat : 1° l'objectif principal de la diplomatie occidentale doit être d'empêcher l'installation du communisme en Allemagne ; 2° il ne reste donc que deux positions possibles pour celle-ci dans les rapports internationaux : l'adhésion au pacte atlantique ou la neutralité garantie conjointement par l'Est et l'Ouest ; 3° sous l'angle de la protection militaire contre le communisme, l' « atlantisation » est certainement plus efficace que la neutralisation.

Cependant nous n'avons cessé de défendre ici même la seconde solution. Il faut donc expliquer cette apparente contradiction et justifier notre point de vue en même temps que définir ses limites.

***

Il n'est pas inutile de rappeler d'abord que l'opinion publique des nations continentales, et particulièrement de la France, se dresserait avec violence contre l'idée d'inclure l'Allemagne dans le pacte atlantique, avec les obligations et prérogatives militaires qui en découleraient. En régime démocratique force est bien de tenir compte de l'opinion, qu'elle se trompe ou non. L' « atlantisation » de l'Allemagne ne pourrait donc être réalisée qu'après une longue préparation psychologique, rendue plus difficile encore par la propagande des partis communistes qui trouveraient en cette matière un thème admirable d'agitation.

D'un autre côté il est bien évident que l'U.R.S.S. s'y opposerait avec acharnement : l'accord paraît impossible à réaliser sur cette base à la conférence des Quatre. Sans lui cependant *l'adhésion de l'Allemagne au pacte atlantique ne pourrait être que partielle* ; il s'agirait d'une adhésion des zones occidentales à l'exclusion de la zone orientale.

En décrivant hier les avantages comparés des deux systèmes, atlantisation et neutralisation, nous supposions implicitement qu'il s'agissait de l'Allemagne entière dans chaque cas : supposition nécessaire, car on ne peut comparer que des choses de même nature ; mais supposition difficilement réalisable. Car la neutralisation pourrait s'appliquer à l'ensemble de l'Allemagne, au lieu que l' « atlantisation » ne paraît politiquement possible que pour sa moitié Ouest. La première conséquence de celle-ci serait donc de maintenir la domination russe sur la zone orientale, c'est-à-dire de cristalliser jusqu'à l'Elbe une emprise communiste que la neutralisation repousserait jusqu'à l'Oder. La seconde, plus grave encore, serait de pérenniser la division de l'Allemagne. A notre sens cela suffit pour rejeter l' « atlantisation ».

(1) Voir le Monde du 26 mai 1949.

(Lire la suite en 3e page, 4e col.)

SEPTIEME ANNEE. — N° 1687. **12 PAGES — DERNIERE EDITION** JEUDI 20 JUIN 1950

Directeur : Hubert BEUVE-MÉRY

Direction, Rédaction et Administration : 5, rue des Italiens - PARIS-IX°

Adresse télégraphique JOURMONDE-PARIS

TELEPHONE { Cinq lignes groupées : TAITBOUT 76-60 PROVENCE 83-03 - PROVENCE 63-59

Le Monde

ABONNEMENTS — Durée maximum : 6 mois
FRANCE & UNION FSE : 3 mois, 600 fr. 6 mois, 1100 fr.
ÉTRANGER : — 1350 fr. — 2600 fr.
Gde BRETAGNE (Avion) : — 1678 fr. — 3266 fr.
LES ABONNEMENTS PARTENT DES 1er ET 16 DE CHAQUE MOIS
CHÈQUE POSTAL : PARIS N° 4207-23 le numéro
PARIS, SEINE, SEINE-&-OISE, SEINE-&-MARNE 10 fr.
AUTRES DEPARTEMENTS .... 8 fr.
AFRIQUE DU NORD et CORSE .... 11 fr.
ESPAGNE .... 1 peseta

Les forces aéro-navales DU GÉNÉRAL MAC ARTHUR entrent en action en Corée

COUP D'ARRÊT

Quarante-huit heures de consultations et d'hésitations avaient pu faire croire aux chancelleries et aux correspondants de presse du monde entier que les Etats-Unis renonçaient à défendre par les armes un territoire qu'ils avaient évacué il y a deux ans sur le conseil de leur état-major.

Mais de plus hautes considérations morales et politiques entraient nécessairement en compte. Il y avait l'agression caractérisée d'un gouvernement satellite de l'U.R.S.S. contre un autre gouvernement soutenu par les U.S.A. et la résolution du conseil de sécurité ordonnant aux deux parties de cesser le feu. Il y avait aussi les déclarations de M. Foster Dulles, que le Monde reproduisait hier.

Il y avait enfin la crainte, pour ne pas dire la certitude, que les peuples libres d'Asie et d'Europe, persuadés désormais de l'inefficacité des promesses et des garanties américaines, ne fussent tentés de se réfugier dans une peureuse abstention ou même de rechercher à Moscou quelque contre-assurance. C'est à l'ensemble de ces préoccupations que répond la décision du gouvernement américain. Cette décision est grave. Dans son principe elle est certainement la moins mauvaise.

Dès maintenant un certain nombre de conséquences apparaissent clairement.

C'est, en premier lieu, la faillite de l'Organisation des Nations unies telle qu'elle avait été préparée à Yalta et réalisée à San-Francisco. Il ne faut pas oublier en effet que l'O.N.U. était essentiellement dans la pensée de ses fondateurs un pacte d'alliance entre les Quatre Grands, devenus Cinq par l'admission de la France, tenue préalablement à l'écart. La fâcheuse institution du veto au conseil de sécurité tire de là son origine. En principe les événements de ces jours derniers sont un pas de plus vers la substitution à l'organisation primitive d'une nouvelle Société des nations dont l'Union soviétique et ses satellites se seraient exclus d'eux-mêmes.

Les conséquences ne sont pas moins importantes pour les nombreux pays plus ou moins directement intéressés au conflit. Les Américains ont franchi un pas décisif. Si ferme espoir que l'on nourrisse, nul ne sait exactement quand et comment l'engrenage qui vient de se mettre en mouvement pourra être arrêté. Les précédents d'Iran en 1946 et de Berlin en 1948-1949 permettent de croire que cette fois encore l'Union soviétique répugnera à généraliser le conflit en y prenant part directement. Sans encourir le ridicule de prévoir et de motiver à l'avance les décisions du Kremlin, on peut constater que celui-ci n'a rien perdu de sa liberté d'action, et qu'il est passé maître dans l'art de faire alterner les coups de force qu'a préparés la propagande et, en cas d'échec, l'exploitation même de cette situation par un nouvel effort de propagande préparant le moment venu de nouveaux coups de force. Une des chances de la paix est que la dialectique stalinienne soit infiniment plus souple et plus adroite que la dialectique hitlérienne. Ce n'est pas dire qu'elle soit moins efficace.

Dans tout le Sud-Est asiatique enfin la tension s'est brusquement accrue. Formose va être défendue. L'Angleterre en Malaisie, la France en Indochine, vont recevoir plus largement une aide qui leur était parcimonieusement comptée. Qu'on le veuille ou non, la France apparaît de plus en plus en Indochine comme un élément avancé de lutte des nations occidentales contre l'extension indéfinie du communisme stalinien et de la puissance russe. La France n'a plus depuis longtemps déjà aucun bénéfice direct à espérer de cette action, et la question reste posée de savoir si, dans son intérêt comme dans celui de la défense commune de l'Europe, elle doit engager très longtemps en Asie une part aussi considérable de ses ressources et de ses forces.

En tout cas la nécessité où se trouvent aujourd'hui les démocraties d'opposer la force à la force ne doit pas faire oublier l'essentiel : l'établissement d'une paix qui soit vraiment la tranquillité de l'ordre. Cet ordre ne pourrait être assis ni sur des baïonnettes, dont Napoléon reconnaissait l'insuffisance, ni même sur la bombe atomique. Les gouvernements de l'Occident se prépareraient de cruelles désillusions s'ils venaient à croire, les exigences de la lutte aidant, qu'il suffit d'être anticommuniste pour être juste et bon. A cet égard l'interdiction faite aux nationalistes chinois de bombarder la Chine communiste paraît de bon augure. Serait-il si fou d'admettre les représentants de Mao Tse Toung à Lake-Success au moment même où le coup d'arrêt doit être porté en Corée ?

A l'aube mercredi les forces aéronavales américaines sont entrées en action en Corée. Il s'agit, dit un communiqué publié à Tokio, d'une « opération de soutien », et l'on précise qu'elle se déroule « au sud du 38e parallèle ».

La position des Sudistes, qui avant le coup de théâtre d'hier, à l'heure où nous mettions sous presse, apparaissait désespérée, reste grave. Séoul est aux mains des communistes, et le gouvernement Syngman Rhee n'a pu se maintenir plus au sud, à Suwon.

La question se pose de savoir si les Etats-Unis ne seront pas amenés à engager des troupes américaines à terre. A cela M. Johnson, secrétaire à la défense des Etats-Unis, a répondu mardi après-midi que « pour le moment » une telle décision était exclue.

La déclaration du président Truman annonçant l'intervention des Etats-Unis a été antérieure à la séance du conseil de sécurité. Ce dernier n'a fait que l'entériner, tout en appelant les autres puissances à secourir également la Corée.

Cette déclaration, débordant le cadre de l'affaire coréenne, laisse prévoir une action générale des Etats-Unis dans le Pacifique qui comportera les points suivants : 1° un redressement de la situation aux Philippines, où les Etats-Unis s'efforceront de liquider la guérilla communiste et de consolider le régime ; 2° une intervention plus active en Indochine sous l'impulsion d'une mission militaire américaine qui sera prochainement envoyée à Saïgon ; 3° une « neutralisation » de Formose, dont la flotte américaine interdira l'accès aux communistes chinois. Tchiang Kaï Chek se voit « demander » de cesser ses attaques contre le continent chinois, — ce qui pourrait être le prélude d'une liquidation définitive de son régime moribond.

LES COMMUNISTES OCCUPENT SÉOUL TANDIS QUE LE GOUVERNEMENT SUDISTE SE REPLIE VERS LE SUD

Les éléments d'avant-garde des troupes nordistes se sont emparés mercredi matin de Séoul et ont ouvert également une large brèche dans la ligne de défense des sudistes qui s'étend en travers de la péninsule, annonce l'agence Reuter.

Le gouvernement coréen, qui s'était replié dans la ville fortifiée de Suwon, à 40 kilomètres au sud de Séoul, en est reparti pour se réfugier encore plus au sud.

L'équipage d'un avion de transport américain qui s'est posé sur la base américaine d'Itazuki, au sud-ouest du Japon, a déclaré que le gouvernement sudiste avait déjà quitté Suwon au moment de l'atterrissage de l'avion près de cette ville au début de l'après-midi, et se trouverait à environ 90 kilomètres au sud de Suwon. Il aurait l'intention de s'installer à Taegu, à environ 250 kilomètres au sud-est de Séoul.

Les routes au sud de Séoul sont encombrées de réfugiés.

L'ambassadeur américain John Muccio et le général Church, qui commande le quartier général avancé du général Mac Arthur installé en Corée, attendent à l'aérodrome de Suwon un avion qui doit les emmener vers le nouveau siège du gouvernement.

Des soldats américains et coréens qui se trouvent sur l'aérodrome de Suwon pour aider à l'atterrissage des avions ont déclaré à l'équipage de l'avion de transport américain que les avions de Corée du Nord ont abattu six chasseurs américains dans la journée. Ils ont ajouté que le chiffre leur a été communiqué par des pilotes de chasse américains mais qu'ils ne connaissent pas le nombre des succès américains. — (Reuter.)

SILENCE AU KREMLIN mais la « Pravda » crie à « l'agression américaine »

Les premières réactions soviétiques devant la réplique donnée par le conseil de sécurité et par les Etats-Unis à l'agression communiste en Corée ne permettent pas de déceler les décisions que prendra Moscou, ni de définir leur portée.

Après douze heures de réflexion, l'agence Tass publie sans commentaire la décision du président Truman. Cependant la « Pravda », donnant le ton à la presse soviétique et satellite, accuse dès ce matin les Etats-Unis d'« agression »

« Dans sa déclaration, écrit la « Pravda », le président Truman a donné l'ordre à la marine et à l'aviation de guerre américaines de prêter une aide armée aux traîtres du peuple coréen, et a chargé la VIIe escadre de « prévenir » une attaque contre Formose », ce qui constitue un ordre d'occupation de fait par les forces américaines d'une partie du territoire de la Chine.

» Cette déclaration signifie que le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique a entrepris un acte d'agression directe contre la République démocratique populaire de Corée et la République populaire de Chine.

» La déclaration et les actes du président Truman, sans précédent dans les relations internationales d'après guerre, sont, poursuit la « Pravda », un nouveau témoignage du fait que les milieux dirigeants américains, non contents de préparer l'agression, sont passés aux actes directs d'agression.

» Ne sont-ils pas pourtant allés trop loin ?

» Le gouvernement américain, avec le sans-gêne qui lui est propre à l'égard du droit international, bafoue grossièrement la charte des Nations unies, en agissant comme si l'Organisation des Nations unies n'existait pas du tout. »

(Lire en pages 3 et 4 nos informations et les dépêches de nos correspondants à Washington, à Londres, à Bonn et à Rome.)

VIVE HAUSSE DE L'OR

Si le marché des valeurs a accueilli avec beaucoup de calme la décision du président Truman, dont le seul effet marquant a été une assez vive reprise des valeurs indochinoises, il en a été autrement sur le marché de l'or, dont la hausse, contenue aux dernières séances, s'est précipitée aujourd'hui. L'activité des transactions y a pris une ampleur qu'elle n'avait jamais atteinte : la valeur des pièces, lingots et barres échangés a approché de 1 500 millions, soit l'équivalent de trois tonnes d'or environ. Le louis a atteint 3 520 fr., contre 3 140 fr. hier. Il convient de noter que ce mouvement n'est pas particulier au marché français. Depuis trois jours l'or a monté sur tous les marchés libres. A Tanger on cotait hier l'once d'or à 37 1/8 dollars, ce qui correspond à 450 000 fr. environ le kilo. Mais la hausse à Paris a été d'autant plus vive aujourd'hui qu'elle avait été freinée.

APRÈS LES REFUS DE MM. QUEUILLE, PLEVEN ET MAYER

M. Georges Bidault est chargé de constituer le gouvernement

Le président de la République a chargé M. Georges Bidault de dénouer la crise en constituant un gouvernement le plus rapidement possible.

M. Bidault devait rendre sa réponse dans l'après-midi, après avoir reçu notamment les socialistes et M. Queuille.

La décision du chef de l'Etat a été prise à la suite d'un nouveau refus, celui de M. René Mayer, qui, appelé dans la matinée à l'Elysée, avait, comme M. Pleven, décliné l'offre qui lui avait été faite. Le garde des sceaux du gouvernement démissionnaire avait ajouté que MM. Henri Queuille et Georges Bidault lui semblaient les plus qualifiés pour constituer un gouvernement d'union aussi large que possible. Il laissait entendre que la seule limite en était posée par les socialistes eux-mêmes.

La chance de M. Bidault est d'être le quatrième homme d'une crise que chacun se promet désormais d'abréger. Si, d'autre part le vote qui a provoqué sa chute a été sévère les conditions qui l'ont accompagnée n'ont pas été à son désavantage. Modérés et radicaux avaient été sensibles au langage qu'il avait tenu et le demeurent encore. Les sénateurs eux-mêmes ne l'ont pas oublié.

Si les socialistes, comme il est à penser, maintenaient leur refus, l'intention et l'intérêt de M. Bidault seraient d'élargir son gouvernement et sa majorité aussi loin que possible du côté des modérés. Une vingtaine d'entre eux avec M. Paul Reynaud, on s'en souvient, lui ont été fidèles dans le moment où les socialistes cessaient de l'être.

S'il devait échouer, M. Queuille pourrait tenter une dernière fois d'obtenir la participation socialiste. Mais la journée d'hier a sans aucun doute rendu assez vain cet espoir.

Conséquence inévitable du refus des socialistes, celui de M. Queuille avait en effet ramené la crise à son point de départ. Par trois fois en une seule journée la S.F.I.O. avait confirmé son intention de ne pas participer aux conditions qui lui étaient présentées : une première fois après un ultime entretien avec M. Queuille, une seconde après que, la déclaration Truman était connue, les radicaux eurent lancé officiellement l'idée d'un gouvernement de « salut public » ; une dernière enfin après que, M. Pleven ayant échoué, M. Vincent Auriol l'eut invitée à reconsidérer sa position. Non pas insensible à l'aggravation de la situation internationale, mais à l'utilisation qui pouvait en être faite sur le plan intérieur, la S.F.I.O. continuait ainsi à mettre en balance sa participation et « la nécessité impérieuse et urgente de donner satisfaction aux revendications sociales que légitime la misère actuelle ».

Pratiquement l'obstacle le plus sérieux semble avoir été le choix du salaire minimum vital. Les socialistes veulent le voir fixé à un niveau qui, selon les experts, risquerait d'accroître la masse des salaires dans une mesure incompatible avec le maintien des prix. Et s'ils se tournent vers les républicains populaires, les socialistes s'irritent volontiers d'entendre placer la « rigueur budgétaire » dans le programme minimum du prochain gouvernement. Encore une fois c'est bien un renversement de la politique financière que souhaitent les socialistes, et sans doute sur ce point quelques radicaux sont-ils un peu socialistes...

Le M.R.P. souhaite d'autre part la réalisation ou la recherche d'une entente agricole européenne. La S.F.I.O. ne s'oppose pas au principe de ce projet, mais, en pensant au pool charbon-acier, elle souhaite qu'une étude approfondie soit d'abord entreprise. Et les républicains populaires se heurtent peut-être à cette occasion à plus de réserves chez certains radicaux. Il y a déjà quelque temps que se dessine entre eux une controverse sur l'orientation de la politique agricole, aussi bien sur l'expansion de la production que sur le développement des échanges. La crise n'a fait que lui donner plus d'actualité.

La logique s'allie certes à la prudence pour conseiller aux groupes de la majorité de ne contracter un nouveau « bail » que sur des clauses précises. Mais une expérience déjà longue enseigne qu'il n'est de programme commun possible que dans l'indétermination. Et plus une combinaison est vaste, plus le « contrat » est vague.

On avait cru un instant hier que la lumière viendrait de Corée. Serait-ce l'illumination soudaine pour la S.F.I.O. ? Mais sans méconnaître la gravité de ces événements les socialistes refusèrent de s'en laisser conter.

Dès les premières heures de l'après-midi encore, après un bref entretien avec le président du conseil démissionnaire, MM. Guy Mollet et Charles Lussy constataient : « M. Georges Bidault ne nous a fait aucune proposition nouvelle. Il n'y a rien de changé à notre position. »

Jacques FAUVET.

AU JOUR LE JOUR

VÉRITÉ EN DEÇA DU 38e PARALLÈLE

Dans son curieux roman d'anticipation, « 1984 », qui va bientôt paraître en traduction française, George Orwell avait imaginé que l'un des trois ministères de son Etat d'Océanie était consacré à la « vérité ». C'est dans ses services que des employés consciencieux remettaient quotidiennement au goût du jour les événements du passé, faisant disparaître des archives toutes les contradictions qu'elles comportaient par rapport au dernier état de la vérité.

Sur le moment l'humour paraît un peu gros, mais à bien réfléchir nous ne sommes pas très loin de cette situation. Jamais comme aujourd'hui l'opinion n'a été fabriquée : des dizaines de millions de gens de par le monde croient de bonne foi, pour avoir lu des journaux qui le sont moins, que c'est la Corée du Sud qui a attaqué celle du Nord. A moi qui ai l'air d'insinuer le contraire ils demanderont peut-être ce que j'en sais ; ils n'auraient pas tort s'ils se posaient, eux aussi, la question. Mais ils seront sans doute peu sensibles à l'opinion de M. Trygve Lie, dont on ne peut pas dire pourtant qu'il ait jusqu'ici fait figure de belliciste.

L'évidence ne tient pas en face de cette autre évidence : à savoir que l'U.R.S.S. étant une puissance de paix, ses alliés et ses protégés ne sauraient entreprendre une guerre. D'ailleurs les Soviets, comme chacun sait, ne se mêlent jamais des affaires de leurs voisins, qu'ils soient Polonais ou Coréens. Ils sont bien trop occupés avec l'appel de Stockholm, preuve superfétatoire de leur innocence.

ANDRÉ FONTAINE.

FÉDÉRALISME ET TRAVAILLISME

PAR GEORGES SCELLE

Nous avons dit dans un précédent article (1) que le fédéralisme n'est ni un credo ni une panacée : c'est un mode de gouvernement des hommes dont la fin est de faire prévaloir l'intérêt général des éléments fédéralistes sur l'exclusivisme de leurs intérêts particuliers, et qui ne s'obtient que par un abattement de leurs compétences souveraines. Encore faut-il que la nécessité d'y recourir soit *comprise* — ce qui d'ailleurs est fréquent — et *acceptée* — ce qui est fort rare.

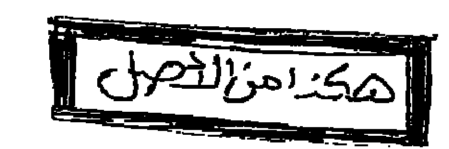
Le leader du *Monde* laissait entrevoir le même jour les possibilités d'un réveil des pourparlers franco-italiens relatifs à l'Union douanière. Une union douanière est une forme de fédéralisme économique. Il notait, comme chose d'évidence, que la paralysie des négociations avait eu pour cause l'impossibilité d'amener les représentants des intérêts en en jeu à consentir les sacrifices, voire les simples ajustements nécessaires. Les intéressés avaient sans doute *compris* la nécessité, ou tout au moins les avantages, du but à atteindre, mais ils se refusaient à *accepter* les moyens nécessaires à leur réalisation, dans la mesure où ils leur paraissent onéreux ou incommodes.

Transportez le problème du domaine des entreprises et des firmes sur celui des rapports entre Etats et gouvernements, et vous aurez la clé des obstacles sans cesse renaissants qui jalonnent le chemin des réalisations fédéralistes. L'ajustement des conflits d'intérêts particuliers trouverait cependant un remède si des gouvernements résolus avaient le courage de l'imposer dans les relations internationales, comme ils le font chaque jour dans les relations internes. Nous songeons ici à l'expropriation pour cause d'utilité publique ; entendez pour cause d'utilité publique *internationale*. La difficulté serait moins grande que celles qui assaillent chaque jour le Fonds monétaire international, de créer un « Fonds commun » destiné à indemniser les intéressés des sacrifices qu'imposerait « la nécessité publique légalement constatée ».

Entre gouvernements c'est évidemment une autre histoire. Faute d'Autorité supranationale, et d'ailleurs, en fait comme en droit, il est actuellement impossible de leur imposer l'abandon des compétences qui leur sont constitutionnellement confiées. Le manifeste des travaillistes illustre brutalement la portée de ce *non possumus*.

(1) Voir *le Monde* du 18-19 juin 1950.

(Lire la suite en 2e page, 2e col.)



8

DIXIEME ANNEE. — N° 2534. 12 PAGES — DERNIERE EDITION 3 SAMEDI 7 MARS 1953.

Directeur : HUBERT BEUVE-MÉRY

DIRECTION
RÉDACTION ET ADMINISTRATION
5, RUE DES ITALIENS, PARIS-IXe
CHÈQUE POSTAL : PARIS N° 4207-23

TÉLÉPHONE { TAITBOUT 76-40 / PROVENCE 63-59 / — 63-63
Adr. télégraph. : JOURMONDE PARIS

Le Monde

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	1 an
France et Un. Fse	1 260 f.	2 450 f.	4 860 f.
Etranger	2 200 f.	4 280 f.	8 500 f.
Afr. Nord (avion)	1 570 f.	3 020 f.	6 000 f.

Les abonnements partent des 1er et 16 de chaque mois

PARIS & DÉPARTEMENTS, le n° 18 fr.
ALGÉRIE & TUNISIE.... — 18 —
MAROC (L. comp.) 18 fr. ESPAGNE 2 pts.

LE MARÉCHAL STALINE EST MORT

L'HOMME ET SON HÉRITAGE

Peu d'hommes donnent leur nom à une doctrine. Staline était de ceux-là. A vrai dire son pseudonyme s'y prêtait : on imagine mal un « molotovisme » ou un « malenkovisme »... et le stalinisme n'était pas à proprement parler une doctrine : plutôt une méthode, une tactique, une sagesse. Pourra-t-il survivre à Staline ? Oui et non.

Pour l'histoire Joseph Vissarianovitch Djougachvili restera sans doute l'homme qui a réconcilié la Russie et la révolution, au point de les rendre inséparables, suscitant pour la patrie soviétique des dévouements et des sacrifices qui en ont fait aujourd'hui l'une des deux grandes puissances du monde. Le peuple russe, peuple à la fois très vieux et très enfant, a eu de tout temps, comme l'a si justement noté Tchakotine, le complexe du père : c'est pourquoi il adorait son tsar, en dépit de la brutalité et de la corruption du régime impérial.

Staline, consciemment ou non, a su à merveille assumer ce rôle de père, en même temps redoutable et débonnaire : bon pour ses enfants, terrible pour ses ennemis. Il ne faut pas s'étonner que les Russes le pleurent aujourd'hui ouvertement : les chroniqueurs d'autrefois ont rapporté les mêmes scènes à la mort des tsars. C'est dans ce rôle sans doute que le séminariste devenu maréchal et chef d'empire sera le plus difficile à remplacer. Ce n'est pas une « troïka » qui pourra y pourvoir. Et il semble bien qu'aucun des dauphins dont le nom a été prononcé n'ait son extraordinaire stature...

Staline mort, on ne voit pas d'autre Staline. Il faudra sans doute quelque temps pour qu'il apparaisse une personnalité qui soit de taille à recueillir l'héritage de son prestige et de son rayonnement affectif. Mais tout le reste semble devoir survivre, à commencer par l'extraordinaire situation qui a abouti à faire des partis communistes du monde entier de simples pions à la disposition du Kremlin sous le prétexte que le salut de la patrie du socialisme doit passer avant tout. C'est au nom de ce principe que les communistes chinois furent livrés jadis aux bourreaux de Tchiang Kaï-Chek et que la guerre d'Espagne fut utilisée par les staliniens à des fins qui n'avaient souvent pas grand'chose à voir avec la victoire. Rien, soyons-en sûrs, ne sera changé de ce côté-là, à moins que Mao Tse-Toung n'élève quelques prétentions à la direction de la révolution mondiale : hypothèse qui pour le moment parait bien risquée...

Ce qui restera c'est la structure profondément hiérarchisée, pour ne pas dire réactionnaire, que Staline a donnée à l'Etat soviétique ; c'est l'épuration permanente et la terreur, nées de la méfiance traditionnelle du peuple russe qui pousse les communistes à voir partout des espions, des saboteurs et des assassins. Ce qui restera encore c'est la bureaucratie, le formalisme, que Staline a établis dans son empire et qui scandalisent tant les vieux révolutionnaires romantiques.

Car, au fond, c'est à cela que se ramène le stalinisme : c'est une révolution sans romantisme, menée avec une volonté implacable, sans concession aucune au sentimentalisme ou à la pitié, en vue de forcer le bonheur de l'humanité. Bonheur dont Staline comme ses successeurs considèrent qu'il sera automatiquement atteint lorsque auront disparu les conditions d'exploitation de l'homme, qui sont selon eux la conséquence inévitable du régime capitaliste.

La poursuite de ce bonheur mathématique a peuplé les camps de concentration et les charniers ; elle a transformé des millions d'hommes en robots civils ou militaires. Elle en a réduit d'autres au rôle de thuriféraires dépourvus de la plus élémentaire dignité. Elle a aussi permis à l'homme de remporter sur la nature quelques-unes de ses plus magnifiques victoires, lui fournissant d'extraordinaires motifs d'exaltation et d'orgueil.

Staline, répétons-le, avait réussi à réconcilier la Russie et la révolution. Seul pourrait dépasser sa réussite celui qui réconcilierait la révolution et la liberté.

EN FRANCE LES DRAPEAUX SERONT EN BERNE AUJOURD'HUI ET DEMAIN

A l'occasion du décès du maréchal Staline, chef d'Etat, le président du conseil a prescrit de prendre le deuil aujourd'hui vendredi et demain, ainsi que le jour des obsèques. Les drapeaux et pavillons seront mis en berne sur les établissements civils et militaires pendant les périodes de deuil.

Le corps est exposé à la maison des syndicats

Après quatre jours d'agonie Staline est mort dans son appartement du Kremlin hier jeudi 5 mars, à 21 h. 50 (19 h. 50, heure française). Son fils Vassili et sa fille Svetlana étaient à son chevet. Le corps a été exposé à la maison des syndicats, où défile la foule moscovite. L'annonce de la nouvelle a été différée jusqu'à 2 h. 7 (heure française) ce matin, heure à laquelle un long communiqué, que nous publions en page 3, a appris au peuple soviétique et au monde entier la fin du successeur de Lénine. On remarquera le ton de ce communiqué et les appels répétés qu'il contient à la vigilance et à la discipline adressés aux communistes. On les rapprochera des nouvelles qui parviennent de Belgrade sur la situation qui existerait en Albanie.

Le communiqué officiel soviétique ne donne aucune indication sur la façon dont il sera pourvu — même provisoirement — à la succession de Staline. On en est donc réduit aux hypothèses qui ont déjà été examinées à plusieurs reprises dans ces colonnes.

UNE TENTATIVE DE PUTSCH ANTICOMMUNISTE s'est-elle produite en Albanie ?

Selon le correspondant à Belgrade du « Daily Express », des nouvelles seraient parvenues dans la capitale yougoslave faisant état d'une tentative de la Résistance albanaise pour renverser le régime communiste du général Enver Hodja. A Belgrade on a démenti officiellement ce matin, en la qualifiant d'inventée et dénuée de tout fondement, la nouvelle également rapportée par le « Daily Express », selon laquelle le maréchal Tito aurait envoyé une division blindée yougoslave à la frontière albanaise à la suite de troubles qui se seraient produits dans ce pays.

En revanche Radio-Belgrade a annoncé que des mesures spéciales avaient été prises en Albanie, où les autorités redouteraient que la mort de Staline ne provoquât des troubles. La troupe aurait été mise en état d'alerte, et les chefs communistes auraient mis en garde les membres du parti contre toute action suspecte. Enfin, suivant le correspondant de l'A.F.P. à Belgrade, une activité accrue des rebelles serait observée en Albanie du Nord, tandis que plusieurs unités de l'armée se trouveraient en état d'alerte depuis l'annonce de la maladie de Staline.

Il est extrêmement difficile d'obtenir sur l'Albanie des informations dignes de foi. Aucune agence de presse occidentale n'a de correspondant à Tirana, où les deux seuls diplomates « bourgeois », les ministres de France et d'Italie, vivent à peu près coupés du monde extérieur et privés de tout contact avec les dirigeants ou la population du pays. On sait cependant que le régime, depuis le schisme titiste, ne se maintient que par la terreur, et que l'anarchie règne en de nombreuses parties de la petite république.

A Rome on est persuadé que tôt ou tard le maréchal Tito, qui dispose sans doute d'intelligences dans la place, tentera de susciter un coup d'Etat à Tirana. Il va de soi que les milieux officiels italiens envisagent cette perspective sans excès d'optimisme, l'équilibre actuel en Adriatique s'en trouvant nécessairement affecté. A Athènes on a parlé à mots couverts d'un partage de l'Albanie en zones d'influence grecque et yougoslave. Enfin à Belgrade on prête volontiers aux Italiens, hier maîtres de l'Albanie, les intentions qu'on porte à Rome au compte des dirigeants yougoslaves.

Il reste que la situation de l'Albanie à l'intérieur du bloc soviétique est singulièrement précaire et que s'il existe un satellite qui a quelque chance d'être arraché sans guerre à l'autorité du Kremlin c'est bien celui-là. Il semble d'après certaines informations qu'on l'ait bien compris à Moscou et que l'on y ait déjà pratiquement fait son deuil du pays ; les ressortissants soviétiques en auraient été pour la plupart retirés, généralement au profit de Bulgares. La perte de l'Albanie n'en constituerait pas moins pour l'U.R.S.S. un coup sensible, les sous-marins soviétiques disposant avec la base de Valona d'un point d'appui appréciable, le seul en tout cas dans l'Adriatique depuis la rupture de Tito avec le Kominform.

Dans l'ensemble on ne pensait pas jusqu'ici que les choses fussent assez mûres pour que s'effectuât l'« opération Albanie ». Mais il est certain que la mort de Staline a pu précipiter les desseins de ceux qui se sont juré d'abattre un régime généralement détesté. — A. F.

Moscou est devenu la ville du silence...

Moscou, 6 mars. — Tous les drapeaux sont en berne dans la capitale soviétique, qui s'est réveillée sous une épaisse couche de neige. Dans les rues les passants semblent frappés de stupeur, et des groupes se forment autour des kiosques à journaux. La Pravda a paru avec sa première page bordée de noir, une photo de Staline en uniforme militaire sur trois colonnes et le texte du communiqué officiel en caractères gras. Les cinémas et les théâtres ont enlevé de leur façade les affiches voyantes, et les manifestations sportives prévues pour la fin de la semaine ont été annulées.

De nombreux Moscovites ont passé la nuit à côté de leur poste de radio, mais le dernier bulletin de santé ne laissait guère d'espoir. A 4 heures du matin la voix grave et solennelle de Levitan, premier speaker de Radio-Moscou, annonçait la reprise de l'émission : « Attention... Attention... Moscou parle... Ecoutez les émissions Tass destinées à la presse. Information n° 18. » *Puis sur le rythme lent de la dictée, en détachant soigneusement chaque syllabe, le speaker a lu le texte du communiqué du comité central du parti communiste annonçant la mort de Staline.*

La capitale sous la neige

Du central téléphonique on apercevait la silhouette du Kremlin à travers les épais flocons de neige qui tombaient lentement. Les grandes étoiles rouges au sommet des tours brillaient au-dessus du vieux palais. La place Rouge était déserte, et on ne voyait que peu de passants. Des drapeaux rouges, illuminés par des projecteurs, claquaient au vent âpre et froid qui soufflait du nord-est.

A 8 heures du matin à Moscou c'était déjà le milieu de la journée à Vladivostok. Pourtant des millions de Russes ont appris la nouvelle du décès à peu près en même temps. Maintenant, dans la capitale silencieuse, les Moscovites continuent à hisser des drapeaux rouges bordés de noir sur les immeubles du centre comme sur les petites maisons de bois des faubourgs.

De bonne heure ce matin des ouvriers avaient installé au-dessus du portail de la Maison des syndicats un colossal plateau de planches de chêne à bordure de deuil sur lequel figure un énorme portrait de Staline en uniforme de général avec une seule décoration : celle de « héros du travail socialiste ».

Un lit de fleurs

Dans les usines on désigne les membres des délégations qui seront chargées de porter les couronnes et de représenter les entreprises aux obsèques. On attend l'arrivée de nombreux représentants des seize républiques de l'Union soviétique, des pays de démocratie populaire et des partis communistes étrangers, notamment une forte délégation chinoise.

Dès 16 heures, cet après-midi, la foule a été admise à défiler devant le corps de Staline, à la Maison des syndicats.

Dans la salle des Colonnes résonnent les notes graves d'une marche funèbre. Au centre se dresse le catafalque tendu de crêpe et entouré d'une masse de fleurs et de couronnes. Parmi celles-ci on remarque les couronnes déposées par le Comité central du parti communiste de l'Union soviétique, par le Comité central des Jeunesses communistes de l'Union soviétique, par le conseil des ministres de l'U.R.S.S.

De chaque côté du cercueil, outre la garde d'honneur, des soldats se tiennent immobiles au port d'arme. Pendant ce temps la foule, silencieuse et profondément émue, défile interminablement. Pendant toute la nuit et demain le flot continu défilera sans arrêt devant le président : militaires, civils, ouvriers, employés, qui l'acclamèrent de nombreuses fois sur la place Rouge. Lorsqu'on passe devant le corps de Staline on a l'impression qu'il repose sur un lit de fleurs. Plus d'un million de Moscovites viendront sans doute faire leurs derniers adieux au chef incontesté de l'Union soviétique.

L'armée européenne contre l'Europe

I. — Ce qu'on attend de nous

par ANDRÉ FONTAINE

Staline est mort. Sa disparition n'empêche pas le monde de tourner. Elle ne change rien au fait que des questions nous sont posées et qu'il nous faut y répondre. Y répondre assez vite.

Sous des formes diverses et plus ou moins adroites, plus ou moins conformes à la vérité, c'est en réalité une seule question qu'on nous adresse. On nous a dit : « *Etes-vous fidèles à vous-mêmes ?... Voulez-vous toujours l'Europe ?... Allez-vous vous décider à ratifier l'armée européenne ?... Revenez-vous sur vos engagements ?...* » Et nous n'avons vu là le plus souvent que réquisitoire ou ultimatum : « *Si vous ne ratifiez pas, ne comptez pas sur les crédits américains, attendez-vous à voir les Etats-Unis ressusciter la Wehrmacht ou bien abandonner l'Europe à son triste sort...* » N'est-ce pas en somme ce qui résultait des démarches dont nous étions l'objet ?

Pour fausser les idées trois groupes d'intérêts se conjuguent, qui veulent les uns empêcher l'Europe de voir le jour, les autres la France d'y jouer son rôle. Les communistes et leurs alliés honteux, refusent l'Europe parce qu'elle signifierait un renforcement du camp qui leur résiste. Les nationalistes de doctrine, ou de routine, ne comprennent pas que notre vieil hexagone n'est plus à l'échelle des confrontations du temps présent. Les Allemands sentent qu'une occasion unique leur est offerte : en face d'une France hésitante ils cherchent à s'assurer le « leadership », la direction du continent.

La seule question

A travers les déformations des interprétations tendancieuses il est cependant facile, pour qui cherche à se bien renseigner, de dégager la vraie, la seule question qui nous soit réellement posée et qui est celle des responsabilités que nous sommes disposés à assumer. Parce que M. Foster Dulles a rencontré dans la personne du chancelier Adenauer l'homme de foi que, tel Diogène, il cherchait à grand'peine sur le continent, on a cru pouvoir aussitôt parler de conjonction germano-américaine. En réalité c'est à la France qu'« Ike » et son secrétaire d'Etat — si le Congrès les laisse faire, mais cela aussi dépend de nous — jugeraient normal que revînt le fameux *leadership* européen...

Dans la Rome italienne comme dans la vaticane nous n'avons entendu la semaine dernière qu'une seule formule : « *Qu'attendez-vous, vous autres Français, pour repartir de l'avant ? Faites n'importe quoi, nous vous suivrons...* » C'est le même propos qu'avec plus de réserve expriment Belges, Hollandais et Luxembourgeois. Sous-entendu : parce qu'ils redoutent une prépondérance allemande. Il n'est que de voir la manière dont à la dernière conférence des Six M. Bidault a été soutenu lorsque le chancelier Adenauer a lancé son offensive contre les fameux protocoles additionnels.

Il faut donc, à la veille du printemps, secouer le complexe d'infériorité de certains Français et l'indifférence de tant d'autres. Notre pays a une fois, alors qu'il avait à sa tête un homme prestigieux, gaspillé au profit d'une vaine politique de grandeur les chances qu'il avait de prendre la direction du continent. Ce n'est pas une raison suffisante pour qu'aujourd'hui nous nous enfouissions la tête sous le sable en attendant la catastrophe. Il faut nous répéter que nous ne sommes dans le monde d'aujourd'hui qu'un petit pays, mais que l'Europe unie, même réduite aux « Six », est encore en mesure de dire son mot. Or dans une telle Europe nous pouvons jouer un rôle déterminant, quand ce ne serait que parce que nous constituons l'intermédiaire naturel entre elle et les instances supérieures de la diplomatie internationale, où nous sommes seuls représentés, à égalité juridique avec les « Grands ».

(Lire la suite en 5e page, 3e colonne.)

Lire en page 5

LIBRES OPINIONS

•

L'ATLANTIQUE MIS A L'INDEX

par PHILIPPE BARRES
député de Meurthe-et-Moselle

AU PALAIS-BOURBON

Il est un souvenir dont nous ne pouvons nous affranchir : celui du rôle que le maréchal soviétique a joué dans la préparation de la victoire

déclare M. Herriot

A l'ouverture de la séance de l'Assemblée nationale cet après-midi le président Herriot a fait la déclaration suivante :

« Le maréchal Staline est mort. Nous respectons la douleur du peuple soviétique et nous nous y associons profondément. Il n'est pas opportun aujourd'hui et dans cette enceinte de juger le puissant chef de parti dont les doctrines ont si largement agi au dedans et au dehors de son pays. Mais il est un souvenir dont nous ne pouvons nous affranchir : celui du rôle joué par le maréchal Staline dans la fin de la guerre et la préparation de la victoire. On s'en rend compte dans les ruines de Stalingrad ou en étudiant cette bataille de Moscou où le génie militaire de Staline éclata de façon si évidente.

« Son souvenir me fait un devoir d'adresser, au jour où il disparaît, un salut et un hommage à celui qui, avec l'héroïque armée soviétique, a contribué à notre libération et renforcé le lien que crée entre nos deux peuples la communauté du sang répandu. »

(Lire nos informations et les commentaires de l'opinion mondiale en pages 2, 3 et 4.)

ONZIEME ANNEE. — N° 2888. | 12 PAGES — DERNIÈRE ÉDITION | DIMANCHE 9 et LUNDI 10 MAI 1954.

Directeur : HUBERT BEUVE-MÉRY

DIRECTION
RÉDACTION et ADMINISTRATION
5, RUE DES ITALIENS, PARIS-IXe
CHÈQUE POSTAL : PARIS N° 4207-23

TÉLÉPHONE { TAITBOUT 76-60 / PROVENCE 63-59 / — 83-03

Adr. télégraph. : JOURMONDE PARIS

Le Monde

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	1 an
France et Un. Fse	1 260 f.	2 450 f.	4 850 f.
Etranger	1 800 f.	3 400 f.	6 700 f.
Afr. Nord (avion)	1 570 f.	3 020 f.	6 000 f.

Les abonnements partent des 1er et 16 de chaque mois

PARIS & DÉPARTEMENTS. le n° 18 fr.
ALGÉRIE & TUNISIE..... — 18 —
MAROC (t. comp.) 18 fr. ESPAGNE 2 pts.

DEPUIS CETTE NUIT LE CENTRE « ISABELLE » NE RÉPOND PLUS

Sans nouvelles de la garnison de Dien-Bien-Phu

Après une héroïque tentative de sortie, Isabelle, dernier centre de résistance de Dien-Bien-Phu, a cessé de donner de ses nouvelles. Toute liaison étant ainsi coupée depuis hier avec le camp retranché, on est sans renseignements précis sur le sort des quelque dix mille hommes des forces de l'Union française. Le Vietminh affirme qu'il a capturé le « commandant de la garnison », sans indiquer s'il s'agit du général de Castries, et les derniers défenseurs groupés autour de son P.C. On peut seulement espérer que des groupes parviendront — au prix de terribles fatigues — à rejoindre la colonne du colonel de Crèvecœur, distante d'une cinquantaine de kilomètres.

Ainsi s'achève un des faits d'armes les plus glorieux et les plus tragiques de nos annales militaires. Le silence qui s'abat peu à peu sur la « cuvette » bouleversée pèse aussi sur la France.

La perte de la forteresse oblige dès aujourd'hui à réfléchir sur les perspectives de la guerre, qui continue. Que le Vietminh ait subi de lourdes pertes, comme l'assure le commandement, qu'il ait été stoppé dans une offensive générale vers le Laos, ne doit pas masquer le fait que la menace à l'intérieur du Delta s'est pendant ce temps aggravée. Giap, constamment renforcé en hommes et en matériel — n'utilise-t-il pas depuis quelques jours les « orgues de Staline » ? — devra certes regrouper et réorganiser ses forces. Mais il aura en face de lui des unités amenuisées par les terribles ponctions faites, en troupes de choc surtout, au profit de la forteresse du pays thaï. Il peut compter sur ses régiments infiltrés dans le Delta et jusqu'à Hanoï. A l'état-major du général Cogny on estime que la bataille du Delta pourrait être déclenchée en juin prochain. Quelles répercussions la prise de Dien-Bien-Phu aura-t-elle sur le moral de la population indochinoise et sur celui de la jeune et fragile armée vietnamienne ? C'est la question que se posent les chefs militaires.

Nous avons un mois, peut-être plus, mais peut-être moins, pour leur rendre confiance, regrouper leurs forces et intensifier la défense. « Les dispositions sont prises, a déclaré hier M. Laniel, pour que la force du corps expéditionnaire ne se trouve pas amoindrie. » La tâche, nul n'a le droit de se le dissimuler, sera terriblement lourde.

A Genève, où l'atmosphère était empoisonnée par les polémiques menées autour de l'évacuation des blessés, le ciel s'est encore obscurci. Bien que la chute de la forteresse eût été dès longtemps prévue et que sa longue résistance n'eût été due qu'à un miracle de courage, les délégués occidentaux ont pris brusquement conscience des obstacles que dressera devant eux un adversaire enhardi par un succès qu'il n'a aussi durement payé que pour le faire peser au moment décisif dans les négociations.

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

RÉPONSE à la note soviétique

Les Occidentaux ont répondu hier à la note soviétique du 31 mars.

Les circonstances mêmes rendent sans doute difficile une analyse sereine de ces documents. Ce n'est pas au moment où elle est sous le choc d'une défaite — pourtant depuis longtemps prévue — que l'opinion publique peut échapper aux soucis d'une actualité dramatique. Mais on aurait voulu savoir la diplomatie occidentale suffisamment persuadée de sa mission « à longue échéance » pour ne pas justement fermer une fois de plus la porte sur les nouvelles perspectives qu'offrait la note soviétique du 31 mars. Valable dans ses conclusions — encore que des formules aussi vagues permettent mal de voir comment les Soviétiques pourraient saisir au bond une balle inexistante, — la réponse occidentale démontre une fois de plus combien est devenue rigide — sclérosée — la diplomatie du monde libre. A toute invitation de Moscou, à toute suggestion sortant de l'ordinaire, il n'est depuis des années qu'une réponse-clef : « recours aux Nations unies », comme si cette organisation mondiale ne pouvait autoriser la moindre expérience qui ne soit pas directement issue de ses délibérations.

Sans doute les Occidentaux ne pouvaient-ils en aucune manière accéder à l'ahurissante proposition des Soviétiques d'adhérer à l'O.T.A.N. La « confiance mutuelle » dont parle le texte occidental ferait particulièrement défaut dès lors que l'Union soviétique aurait droit de regard — et de veto — dans une organisation militaire et juridique de caractère strictement défensif.

Il en va tout autrement du pacte de sécurité européenne proposé par M. Molotov. Inacceptable sous sa forme originelle (à la conférence de Berlin) quand il consistait à ne réunir que les Etats européens — dont le colosse soviétique, — il aurait mérité une analyse plus sérieuse dès lors que Moscou admettait le 31 mars l'éventuelle « participation des Etats-Unis au traité général européen de sécurité collective ».

Les arguments occidentaux, si diplomatiques qu'ils soient, paraissent aller aujourd'hui à l'encontre d'assurances tant de fois données. Une pareille organisation, dit-on, serait « non seulement inutile mais dangereuse, car elle tendrait inévitablement à miner l'autorité des Nations unies ». Mais n'est-ce pas donner beau jeu à Moscou de répondre qu'une autre organisation tout aussi autonome — celle de l'Atlantique nord — n'a pas été jugée par les Occidentaux de nature à miner l'autorité des Nations unies ?

A force de vouloir jouer la carte européenne entendue dans le sens le plus étroit du mot les Occidentaux se trouvent de moins en moins en possession des moyens qui leur permettraient de résoudre les problèmes de l'heure. Il fut un temps où la diplomatie était avant tout œuvre d'imagination. Elle paraît aujourd'hui dans le camp occidental singulièrement réduite à la fidélité à une ligne dont la rectitude même pourrait la conduire dans une impasse.

En face de cette carence de l'imagination, et forte sans doute d'un système politique qui lui permet de ne pas étaler prématurément ses cartes, l'Union soviétique joue depuis quelques années un jeu dont la souplesse étonne les plus chevronnés de nos ambassadeurs. On croyait la diplomatie morte avec la forme moderne d'une civilisation qui permet aux gouvernements de rester en contact permanent avec leurs plus lointaines ambassades. Elle n'a fait que changer de forme. Le jeu se mène désormais au sein des cabinets ministériels. Encore faudrait-il qu'il fût vraiment mené...

LES DERNIÈRES HEURES

Voici, d'après les câbles reçus de notre envoyé spécial à Hanoï Max Clos et les informations parvenant dans les dépêches d'agence qu'à Paris, comment se seraient déroulées les dernières heures de Dien-Bien-Phu :

Lorsque entre 17 et 18 heures (heure locale) le Vietminh a lancé les premières attaques de la dernière phase de la bataille, son artillerie soumettait depuis quarante-huit heures la garnison à un tir presque ininterrompu. Des pièces tenues en réserve avaient été installées sur de nouvelles positions, et l'adversaire avait disposé une profusion d'armes automatiques légères, un matériel tout récemment acheminé par les camions « Molotov » en dépit des bombardements de notre aviation. Il utilisait notamment pour la première fois des « orgues Staline », que les Russes employèrent au cours de la dernière guerre mondiale : ce sont des tubes rassemblés par dix qui crachent des projectiles « rockets » et causent d'importants dégâts.

Le Vietminh attaque suivant trois directions : au nord, au nord-ouest, à l'est. Le camp retranché est pris en tenaille. Mais c'est à l'est, sur Eliane, qu'il concentre la masse de ses hommes. On l'avait prévu, et c'est là que l'on a mis les plus gros moyens qui nous restaient ; on y a multiplié les points d'appui et les réseaux de barbelés.

Au plus dur

Eliane, situé sur une hauteur, avec les ruines d'un poste qui fut le seul point fort, aurait pu être le dernier point de repli s'il avait été possible de bouger, mais les assaillants attaquent ce dispositif en plein centre, au plus dur. Leur but est d'empêcher tout mouvement de nos hommes. La situation s'aggrave.

A 22 heures le Vietminh est au contact sur toute la face du dispositif est.

Dans le même temps il submerge un point d'appui sur la face ouest (Claudine).

A minuit il a pénétré dans le dispositif est. Partout des combats au corps à corps. Trois points d'appui sont enlevés. Nos hommes se maintiennent encore dans le centre de résistance, mais ils sont déjà épuisés. Les stocks de munitions diminuent.

A l'aube Eliane est pratiquement au Vietminh, bien que nos forces y résistent encore sur deux points d'appui. L'un d'eux tombe. Les combats continuent maintenant sous la pluie, dans une boue glissante, aux bords de la rivière. « Epervier », le P. C. du général de Castries, au milieu d'un hérisson énorme de barbelés, est maintenant directement menacé. Le commandant du camp tente une contre-attaque.

A 8 heures il se rend compte qu'il n'est plus en mesure de la poursuivre. Les assiégés se défendent pourtant encore pied à pied. A 8 h. 30 le second point d'appui qui tenait encore sur Eliane tombe à son tour. Dans la matinée deux autres lâchent encore. A 10 heures les assaillants organisent trois positions élevées qu'ils ont conquises pour y hisser leur artillerie.

A midi des poussées du Vietminh menées sans grande vigueur, au nord-est et au sud-est, sont encore contenues.

Les combats diminuent d'intensité, sauf au fond de la cuvette, et sont toujours au corps à corps. Mais voici qu'à 13 heures environ le Vietminh dévale des hauteurs. C'est alors une mêlée inextricable. Les vagues d'assaut se succèdent, submergent les positions où subsiste quelque résistance. Claudine est envahie. A 16 heures, par télétype, le général de Castries déclare au général Cogny : « Eliane 3, 11 et 12 sont tombés. Les harcèlements violents des mortiers et des canons se poursuivent. Les Viets s'infiltrent massivement à travers les points d'appui de la face ouest. »

Le général continue à donner ses ordres. Il est toujours en communication avec le Dakota du P.C. volant au-dessus de la cuvette.

Entre 17 heures et 17 h. 30, le général de Castries communique pour la dernière fois avec le général Cogny. Le dialogue est le suivant :

Général DE CASTRIES : « *La situation est extrêmement grave. Les combats sont confus et se livrent partout. Les Vietminh envahissent tous les points d'appui. Je sens que la fin approche, mais nous nous battrons jusqu'au bout.* »

Général COGNY : « Bien compris. Vous vous battrez jusqu'à la fin. Pas question de hisser le drapeau blanc sur Dien-Bien-Phu après votre héroïque résistance. »

Général DE CASTRIES : « Bien compris. Nous détruirons les canons et tout le matériel radio, le poste radio des courants porteurs sera détruit à 17 h. 30. Nous nous battrons jusqu'au bout. Au revoir, mon général. Vive la France ! »

Le radio personnel du général ajoutait presque aussitôt : « Dans cinq minutes tout sautera ici. Les Viet sont à quelques mètres. Salut à tous. »

Puis ce fut le silence.

Plus tôt dans l'après-midi, le général Cogny avait dit au chef du camp retranché. « *Vous avez carte blanche.* »

Tentatives de sortie ?

Que s'est-il passé depuis lors ? Une dépêche A.F.P. avance l'hypothèse que les légionnaires parachutistes qui constituaient le dernier carré autour du P.C. tentèrent vraisemblablement une percée en direction d'Isabelle qui avait été peu attaqué et demeurait assez solide pour recueillir les rescapés.

Une émission de Radio-Pékin annonce pour sa part que les forces vietminh ont anéanti près de deux mille soldats de l'Union française « qui tentaient d'effectuer une percée au point d'appui méridional de Dien-Bien-Phu ».

(Lire la suite en 4e page, 4e colonne.)

Le jour même où la France pavoise pour l'anniversaire d'une victoire elle se recueille sur une défaite. Il n'y a certes pas de commune mesure entre cette victoire et cette défaite, et les circonstances dramatiques de la bataille ne doivent pas faire perdre, comme l'a dit Sir Winston Churchill, « le sens des proportions mondiales ». Mais, parce qu'elle n'apporte à nos cœurs angoissés que la douloureuse consolation de porter au plus haut l'héroïsme des hommes, la tragédie de Dien-Bien-Phu retentira aussi comme un grave avertissement dans la conscience du pays.

Comme en mai 1940 elle déchire brutalement le voile toujours plus épais de mensonges dans lequel les Français sont comme enveloppés. Engagés dans une lutte dont ils n'étaient pas juges, nos hommes, comme ils en avaient le devoir, ont accepté les pires souffrances et obéi jusqu'à la mort. Victimes des fautes accumulées, ils ont peut-être empêché l'occupation complète du Laos, mais certainement pas, comme on veut encore le faire croire, protégé efficacement le Delta, plus pourri que jamais.

On ne manquera pas d'apporter toutes sortes de justifications politiques ou stratégiques à cet affreux sacrifice. Le sens le plus profond qu'il puisse avoir est celui d'une suprême protestation contre l'accumulation des erreurs, des lâchetés, des faux semblants, dont la permanence conduirait infailliblement à de nouvelles catastrophes. L'affirmation aussi à la face du monde que dans les veines de ce peuple désemparé coule toujours le sang des héros qui ont fait les grandes heures de son histoire.

Selon la radio vietminh

LE « COMMANDANT DE LA GARNISON » SERAIT PRISONNIER

Hong-Kong, 8 mai (A.P.). — *La radio du Vietminh déclare que le commandant de la garnison de Dien-Bien-Phu et les hommes d'environ dix-sept compagnies des forces de l'Union française ont été faits prisonniers lors de la chute du camp retranché.*

Le nom du général de Castries n'a pas été prononcé dans cette émission. Il a été simplement dit que le commandant de la garnison avait été fait prisonnier, que toutes les troupes de l'Union française s'étaient « rendues » et que le Vietminh avait remporté une « victoire complète ».

« Nous avons abattu cinquante-sept avions au-dessus de Dien-Bien-Phu », a encore dit le speaker, qui a annoncé : « Nous ferons aux auditeurs un récit complet ce soir ou demain. »

POUR L'HONNEUR

Par ROBERT GUILLAIN

« *On va leur montrer !...* » Je crois bien que c'est ce mot-là que je retenais surtout de ma visite, en redescendant de Dien-Bien-Phu, tout au début de février.

« On va leur montrer... » J'avais entendu cela un peu partout. Sur le piton rouge, ou piton Gabrielle, où déjà la bataille était engagée à 1 000 mètres seulement en avant de nous. Sur le piton Béatrice — le premier à tomber, *un peu plus tard*, — où un lieutenant de « paras » désignait les forêts où se cachait le Viet, dans les crêtes qui dévalaient vers nous comme un troupeau de bêtes.

« On va leur montrer... » C'était ce que me disait le colonel de Castries à la table de sa popote souterraine, où l'on servait encore au menu, plus pour bien longtemps, de la *salade parachutée*.

Montrer quoi ? Ce qu'on savait faire, parbleu. Ce qu'on valait. Qui on était. *Comment on saurait*, selon l'expression consacrée, « casser du Viet », et mourir s'il le fallait.

Sans casque, tête nue au soleil, nos hommes pensaient à peine à cette mort possible. Ils souhaitaient la « bagarre ». Ils étaient pleins d'impatience, après deux mois déjà d'un siège sans combat.

Ils demandaient la bataille. Quand, le *25 janvier*, elle s'était présentée, presque certaine, puis s'était dérobée, ils enrageaient. C'était l'époque où Dien-Bien-Phu se croyait imprenable. Et tous, depuis les hommes jusqu'aux chefs, voyaient dans ce champ de bataille préfabriqué l'endroit où Giap, s'il attaquait, nous donnerait enfin pour la première fois l'occasion tant attendue de briser *ses divisions régulières*.

Le journaliste en visite finissait par se laisser convaincre. Et pourtant... Le simple bon sens laissait dans l'esprit du visiteur un doute. Je notais dans mon carnet ce soir-là, avant de m'endormir sur mon lit de camp dans une cagna souterraine, ces mots auxquels je ne change rien :

« Impression première : être enfermés, être cernés. Etre connus de l'ennemi et ne rien savoir de lui. Nous dépendons du renseignement, et nous en avons très peu. *Impression* d'être dans la gueule du loup. »

***

« On va leur montrer... » : j'ai continué à entendre ces mots un peu plus tard, quand la bataille est enfin venue, mais peu à peu ils prenaient un autre sens.

Montrer à qui ? A ceux d'en face, bien sûr, aux Viets. Mais aussi à un autre cercle de spectateurs qui commençaient seulement à découvrir ce spectacle de gladiateurs dans l'arène.

A ceux de Hanoï, par-delà 300 kilomètres de pays tenu par les Viets. Aux gens de Saigon, occupés à boire des alcools glacés aux terrasses ombragées des cafés ou à regarder les belles *filles* à la piscine du cercle sportif. Et aux gens de France.

C'est à ceux-là qu'on pensait tout particulièrement. Il fallait enfin *leur montrer*. Leur montrer où avaient conduit leur négligence, leur incroyable indifférence, leurs illusions, leur sale politique.

Et comment leur montrer cela ? En mourant pour que leur honneur tout de même soit sauf, pour un reproche et pour une leçon. Pour un rachat de leurs fautes et de leur veulerie.

Nos morts de Dien-Bien-Phu, je l'affirme, sont morts en protestant, en faisant appel contre la France d'aujourd'hui au nom d'une autre France pour laquelle ils portaient témoignage.

***

Au deuxième jour de l'attaque du 13 mars tout paraissait perdu. Dans un bureau de la citadelle, à Hanoï, à l'état-major du général Navarre, arrivé de Saigon, des officiers éreintés par une longue veille se regardaient en disant : « C'est joué, et c'est raté. » Le « patron », dans la salle voisine, restait seul, très calme, disaient ses visiteurs, et presque muet.

Au troisième jour cependant Castries tenait. *Ce n'était pas joué.* On allait maintenant pouvoir « leur montrer ». Et pour ce témoignage il se levait des volontaires à travers toute l'Indochine.

J'ai fait le voyage aérien, de Saigon à Hanoï, avec ceux qui « montaient » à Dien-Bien-Phu. C'était dans un avion civil, réquisitionné par l'armée ; car dans tous les « coups durs » nous nous *trouvions* à *court* d'appareils de transport, et pendant une semaine tout trafic normal était suspendu sur les lignes commerciales.

Un avion d'une quarantaine de places. Mais quand quarante « paras » furent montés, et se furent assis sur le sol — on avait enlevé tous les sièges, — si serrés qu'ils bouchaient la porte de la *cabine du pilote, on en fit monter* encore vingt-cinq de plus. « Occupez le milieu. Emboîtez-vous les uns dans les autres... » Et le « barda » par-dessus le marché. « C'est le métro ! », dit un para dont j'avais les genoux dans le menton.

Pour échapper aux crampes je passai un moment dans la cabine de pilotage. Nous étions à 3 000 mètres au-dessus du pays viet, et le pilote, aux traits ravagés, m'expliquait : « Dites-leur un peu ça, à ceux de Paris. Voilà seize heures que je suis en route, et mes deux aides *avec moi*. L'appareil est fatigué, et nous sommes trop lourds. C'est comme cela tous les jours. La règle est de ne jamais dépasser seize heures de travail et de vol sans prendre de repos. Mais avec Dien-Bien-Phu ce n'est plus possible. L'autre jour j'ai fait vingt-six heures... Une autre fois, il a fallu refuser la mission. Voici le rapport que j'ai dû adresser *pour m'expliquer*. On m'a approuvé. Mais aujourd'hui je n'ai pas encore fini. Parti ce matin de Hanoï pour Saigon, je vous ramène à Hanoï, et là, à 21 heures, je devrai repartir. On nous attend à Seno. Nous aurons vingt heures de route dans les pattes. »

Je revins m'asseoir dans le « métro ». Nous volions au-dessus du golfe du Tonkin. On avait *distribué aux hommes* des sandwiches. « Demain soir, me dit mon voisin en riant, nous casserons la croûte à Dien-Bien-Phu. Nous *sautons demain...* »

***

C'étaient les hommes qui devaient sauver la situation après l'attaque du 30 mars. Car pour la deuxième fois tout parut perdu. Le jeudi soir, quatre jours après ce début du deuxième acte, la situation était désespérée. On n'en était pas encore tout à fait aux heures où de l'enfer de Dien-Bien-Phu plus rien ne sortirait, même plus les nouvelles, et j'eus un peu après, en confidence, quelques détails sur l'état de nos défenses.

Trente-six heures de combat avaient fait du piton Eliane, où le Viet attaquait avec *acharnement*, un champ de bataille fantastique.

Il n'y avait plus, de notre côté, une seule unité constituée. Attaques et contre-attaques par des formations diverses avaient laissé sur le terrain des alluvions successives de combattants de tous types et de toutes couleurs. On trouvait dans un extraordinaire mélange des paras, des Algériens, de la légion, des Vietnamiens. Et, mélangés aussi à tout cela, des Viets. Tout le monde dans des trous, les nôtres et ceux d'en face *imbriqués les uns dans* les autres, et le premier des deux qui sortait la tête hors de son trou était un homme mort. Plus de commandement sur *place*, *mais* la *mêlée* où chacun combat pour soi...

(Lire la suite en 4e page, 1re colonne.)

Au conseil des ministres

LE GOUVERNEMENT DECIDE DE COMPENSER LES PERTES DU CORPS EXPEDITIONNAIRE

Un conseil des ministres s'est réuni à l'Elysée hier en fin d'après-midi après le message de *M. Laniel à l'Assemblée*.

Le conseil a décidé de ne rien changer aux cérémonies officielles de l'anniversaire de la victoire de 1945.

Certains ministres avaient pensé demander au général de Gaulle de renoncer à la manifestation de dimanche. Mais cette suggestion n'a pas été retenue.

Le conseil a été mis en outre au courant des mesures prises, et déjà en cours d'application, en vue de compenser les pertes du corps expéditionnaire en hommes et en matériel.

ONZIEME ANNEE. — N° 2923. 16 PAGES — DERNIÈRE ÉDITION SAMEDI 19 JUIN 1954.

Directeur : HUBERT BEUVE-MÉRY
DIRECTION
RÉDACTION ET ADMINISTRATION
5, RUE DES ITALIENS, PARIS-IXe
CHÈQUE POSTAL : PARIS N° 4207-23
TÉLÉPHONE { TAITBOUT 76-60 / PROVENCE 63-59 / — 83-83
Adr. télégraph. : JOURMONDE PARIS

Le Monde

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	1 an
France et Un. Fse	1 280 f.	2 450 f.	4 850 f.
Etranger	1 800 f.	3 400 f.	6 700 f.
Afr. Nord (avion)	1 570 f.	3 020 f.	6 000 f.

Les abonnements partent des 1er et 16 de chaque mois
PARIS & DÉPARTEMENTS. le n° 18 fr.
ALGÉRIE & TUNISIE..... — 18 —
MAROC (t. comp.) 18 fr. ESPAGNE 2 pts.

INVESTI PAR 419 VOIX DONT 324 NON COMMUNISTES

M. Pierre Mendès-France constitue un gouvernement "d'hommes nouveaux"

Il prendrait le portefeuille des affaires étrangères

L'investiture de M. Mendès-France, acquise en dehors des suffrages communistes, constitue un événement capital qui ne peut être sans lendemain.

Le président du conseil a rencontré aussitôt il est vrai des difficultés pour constituer son gouvernement : il s'est heurté à un refus de participer de la part du M.R.P. Mais il espérait obtenir le concours personnel de plusieurs de ses membres.

Décidé à assurer lui-même, au moins jusqu'à la fin de la conférence de Genève, la responsabilité des affaires étrangères, M. Mendès-France avait offert au M.R.P. le ministère de l'intérieur et un grand ministère des affaires économiques sous l'autorité de M. Bacon ou, à défaut, de M. Buron.

Le président du conseil se présenterait au début de la semaine prochaine avec un gouvernement composé « d'hommes nouveaux », et il partirait aussitôt pour Genève. Il devait d'ailleurs rencontrer dès aujourd'hui le général Ely.

Le contrat qu'il a noué avec une large majorité de députés l'engage à rétablir la paix en Extrême-Orient avant le 20 juillet. Il donne tout son sens à sa tentative. S'il est vrai que la fin de cette guerre ne résoudra pas par elle-même tous les problèmes intérieurs et extérieurs, elle reste la condition première de leur solution. Et c'est dans cet esprit et cette espérance que trois cent vingt-quatre députés non communistes de l'Assemblée nationale ont accordé leur confiance à M. Mendès-France.

Le succès de M. Mendès-France restera, quoi qu'il arrive, celui du courage. Car il en fallait au leader radical il y a quelques années, il y a quelques mois encore, pour dire la vérité sur la guerre d'Indochine. Il lui en a coûté jusqu'au dernier moment d'être l'objet de soupçons trop imbéciles pour être injurieux. Contre lui se sont acharnées, hier encore, les fausses confidences de feuilles plus ou moins clandestines, d'où bien entendu un certain antisémitisme n'était pas absent, cet antisémitisme dont certains communistes feraient bien, eux aussi, de se méfier. Du courage, il en fallait encore, même à un homme politique, pour refuser les voix dont l'appoint aurait de toute manière assuré son investiture.

Il y a eu deux grands moments au cours de cette séance. D'abord celui où, justifiant son refus des suffrages communistes, M. Mendès-France fut l'objet d'une ovation comme on en a rarement entendu à l'Assemblée nationale. En quelques phrases le président du conseil dissipa l'équivoque. L'extrême gauche a pour règle d'émettre non des votes personnels mais des votes politiques. Celui d'hier est dans la ligne définie par le comité central de Drancy d'octobre 1953 et illustrée par le concours apporté malgré eux aussi à MM. Naegelen à Versailles et Le Troquer au Palais-Bourbon. Et, s'il est vrai que l'investiture d'un président du conseil est un acte qui engage plus directement la conduite des affaires du pays que la désignation d'un président de la République ou d'Assemblée, il est juste de reconnaître qu'avant même sa tentative M. Mendès-France avait refusé l'appoint des amis de M. Jacques Duclos.

L'autre moment de cette grande séance fut celui où un jeune député, M. Lecanuet, qui se révéla l'un des rares orateurs que compte l'Assemblée, vint expliquer à la tribune l'abstention du M.R.P. Avant lui Mme Poinso-Chapuis avait adressé à M. Mendès-France des reproches qui sont valables pour tout candidat à l'investiture, dont la déclaration constitue toujours un peu un « cadre vide ». Il est vrai également que les objectifs du nouveau président du conseil sont ceux du gouvernement précédent. Mais en la circonstance l'esprit et la méthode peuvent y conduire de manière différente. Le mérite de M. Lecanuet est, tout en procédant par interrogations, d'avoir loyalement opposé l'attitude de M. Bidault à celle de M. Mendès-France.

L'erreur que longtemps ont commise les adversaires du président d'aujourd'hui et certains amis du ministre d'hier a été de contester qu'il puisse y avoir une autre conduite nationale des affaires intérieures et extérieures. Le patriotisme et la sincérité ne sont jamais d'un seul côté.

Le M.R.P. en a voulu à M. Mendès-France beaucoup moins de sa déclaration d'investiture que de son discours de la semaine dernière où, parlant en leader de l'opposition, il avait non sans excès critiqué la conduite des négociations de Genève. M. Lecanuet n'a pas fait le même procès d'intention au nouveau président du conseil : il a préféré à juste titre définir de nouveau la position de son parti sur l'affaire d'Indochine, où elle se comprend mal, et sur l'organisation de l'Europe, où elle se défend mieux.

Mais le désir de paix de l'Assemblée a justement profité à M. Mendès-France. Il ne s'agit pas de nier les efforts de M. Bidault à qui est due la réunion de la conférence de Genève si — comme on l'a entendu dans les couloirs — de lui « voler la paix » au moment où elle peut être espérée en Extrême-Orient. Il s'agit d'obtenir cette paix le plus sûrement et le plus rapidement possible et de la considérer non comme un aboutissement mais comme un point de départ de toute entreprise nouvelle en France ou en Europe.

Pour un homme qui s'est écarté du gouvernement depuis neuf ans, qui veut renouveler le style du régime et qui porte les espérances d'une partie de l'opinion, l'épreuve du pouvoir est plus redoutable que pour un autre mieux « rodé » ou moins exigeant. N'étant pas l'homme d'un parti — pas même du sien, — sa tâche est d'autant plus difficile que la composition de son gouvernement ne peut être à l'image de sa majorité d'investiture. La confiance, le contrat à terme fixe et rapproché, qu'il a sollicité et obtenu, ne peuvent l'empêcher de songer aux autres étapes qui se présenteront après le 20 juillet, s'il obtient d'ici là l'arrêt des hostilités en Indochine. C'est alors qu'avec lui-même sa majorité sera mise à l'épreuve puisqu'elle comprend, comme la précédente et comme toute autre possible, des partisans et des adversaires de la C.E.D.

JACQUES FAUVET.

LE LEADER RADICAL SOLLICITE à titre personnel des parlementaires de divers groupes

M. Mendès-France a passé la matinée au Palais-Bourbon dans son bureau de président de la commission des finances.

On sait qu'il a déclaré que, le choix des ministres appartenant au président du conseil et à lui seul, il n'admettrait « ni exigences ni veto ». Il ne procède donc pas à des consultations proprement dites, mais il reçoit à titre personnel des parlementaires de divers groupes.

Le président s'est ainsi entretenu avec M. François Mitterrand, président de l'U.D.S.R., auquel serait confié un grand ministère de l' « Union française », puis avec deux députés indépendants qu'il aurait sollicités : MM. Guérin de Beaumont et Bettencourt. Il compte également s'entretenir avec MM. Emmanuel Temple, Guy La Chambre et de Moustier, membres du même groupe.

Chez les républicains sociaux (ex-R.P.F.) il était question du général Kœnig (défense nationale ?), de MM. Chaban-Delmas, Soustelle, Catroux, et, chez les paysans, de M. Antier, président du parti.

Mais avant d'aller plus loin M. Mendès-France avait deux questions à résoudre : solliciterait-il des personnalités qui ont appartenu au cabinet Laniel, et obtiendrait-il la participation personnelle de membres du M.R.P. ? Les deux questions pouvaient être liées. C'est ainsi que l'attribution du ministère de l'intérieur et celle du ministère des finances dépendaient des réponses données à ces deux questions.

Les noms de M. Monteil, et d'autre part de MM. Buron et Bacon (M.R.P.) — l'un ou l'autre pour le grand ministère des affaires sociales et économiques souhaité depuis longtemps au M.R.P. — ont été prononcés.

Des ministères importants resteraient aux radicaux, et il était question de MM. Borgeaud, Berthoin (finances ?), Brune (intérieur ?), Billères (éducation nationale ?), ainsi qu'à l'U.D.S.R. de MM. Claudius-Petit et Bonnefous.

Le président du conseil a rendu visite à M. Monnerville à 13 heures, et devait se rendre en fin de journée à l'Elysée.

On notera d'autre part que M. Coty a reçu en fin de matinée M. Dillon, ambassadeur des Etats-Unis.

A 14 heures, M. Mendès-France a adressé au général de Gaulle, à l'occasion de l'appel du 18 juin 1940, le message suivant : « *En ce jour anniversaire, qui est aussi celui où j'assume de si lourdes responsabilités, je revis les hautes leçons de patriotisme et de dévouement au bien public que votre confiance m'a permis de recevoir de vous.* »

LE PRÉSIDENT INVESTI S'ADRESSE AU PAYS DANS UN DISCOURS RADIODIFFUSÉ

Le président du conseil, qui avait été rejoint par Mme Mendès-France, a quitté l'Elysée à 3 heures du matin après plus de trois quarts d'heure d'entretien avec M. René Coty. M. Mendès-France a alors déclaré :

« Le président de la République m'a reçu très aimablement malgré l'heure avancée, et je lui ai rendu compte du déroulement de la séance devant l'Assemblée nationale. Dès le commencement de la matinée, je vais m'occuper à continuer ma tâche. Je m'efforcerai d'aller le plus vite possible. »

Interrogé sur la conférence de Genève, M. Mendès-France a fait remarquer qu'il était nécessaire avant toute chose de constituer le gouvernement. Il a ajouté qu'il pensait se présenter avec ses collaborateurs au début de la semaine prochaine devant l'Assemblée nationale.

Ce soir à 20 heures sur la chaîne parisienne, M. Mendès-France s'adressera au pays.

Le général Ely est arrivé à Paris

Le général Ely, commissaire général et commandant en chef en Indochine, est arrivé ce matin à 6 heures à Orly, venant de Saigon par l'avion régulier de la T.A.I. Il a été accueilli à sa descente d'avion par les généraux Vernoux, major-général des forces armées, et Bordes, ainsi que par un représentant de Bao Daï.

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Sir WINSTON entre Washington et Pékin

Sir Winston Churchill a donné hier aux Communes une indication révélatrice de l'esprit dans lequel il envisage les prochaines conversations de Washington. Lorsque les travaillistes l'ont interrogé sur la « délicate question » d'une rencontre avec M. Malenkov, le premier ministre a demandé la permission de « chercher refuge dans une métaphore » qu'il emprunta au monde du turf : évoquant les récentes critiques contre le caractère meurtrier du Grand National, il s'est déclaré convaincu que ce steeple-chase « ne pourrait pas être amélioré en exigeant des chevaux qu'ils sautent deux obstacles à la fois ». C'était un moyen humoristique et habile pour échapper à une réponse claire. Mais c'était aussi pour Sir Winston une façon de souligner que ses efforts afin de maintenir l'unité anglo-américaine n'excluent pas le souci de favoriser une détente avec l'Est. Telles sont en tout cas, selon notre correspondant à Londres, les intentions que l'on attribue au premier ministre.

Les démonstrations d'harmonie ne manqueront pas au cours de la visite britannique à Washington. Il est même probable que Sir Winston Churchill et le président Eisenhower auront l'occasion de proclamer un accord au moins superficiel sur la défense de l'Asie du Sud-Est. Mais à Londres personne ne se dissimule la profondeur des divergences qui subsistent. On a d'ailleurs relevé ces jours-ci les commentaires de M. Walter Lippmann selon qui les Européens ne sauraient s'engager dans une action militaire avec un allié dont l'état-major est soumis à l'amiral Radford. Et les Anglais notent avec une attention égale les paroles de M. George Kennan, qui déclara d'une façon inattendue — et courageuse — qu'un des facteurs les plus inquiétants de l'heure est l'état d'esprit de quelques millions d'Américains incapables de concevoir une autre solution que la guerre atomique.

Depuis plusieurs années déjà les divergences anglo-américaines sont particulièrement nettes lorsqu'il est question des rapports avec la Chine communiste. Hier même une nouvelle illustration en a été fournie, puisque l'envoi d'une mission diplomatique chinoise à Londres a été confirmé officiellement, ainsi que la prochaine visite d'une délégation commerciale. De leur côté, les huit travaillistes qui doivent entreprendre un voyage en Chine, et parmi lesquels figurent M. Attlee et Bevan, ont fixé la date de leur départ. Les rapports commencent donc à se normaliser.

Si la rencontre de Washington doit, par conséquent, permettre de renouveler les efforts incessants qui sont nécessaires pour prévenir une rupture anglo-américaine en Extrême-Orient, on prévoit que les interlocuteurs devront se préoccuper tout autant de rétablir l'harmonie au Moyen-Orient. Encore l'impatience des Américains — qui tiennent à édifier aussi vite que possible une chaîne de systèmes défensifs à travers le monde — appelle ici des effets inverses : en Egypte comme en Iran ce sont une fois de plus les Etats-Unis qui pressent la Grande-Bretagne de faire des concessions aux nationalistes indigènes.

En ce qui concerne l'Europe, il semble que l'accord puisse se faire plus facilement. D'un côté comme de l'autre on tient à surmonter les obstacles qui barrent la route au réarmement de la République de Bonn. Il est vrai que, si le but est le même, Anglais et Américains ne préconisent pas des méthodes analogues. A Londres, en tout cas, on regrette officiellement que le Congrès et M. Dulles n'aient pas hésité devant des pressions ouvertes, en menaçant les Français de leur couper l'assistance militaire.

Pour tenir les promesses en Afrique du Nord

A la formation du gouvernement français est subordonnée en Tunisie la constitution d'un nouveau ministère, et au Maroc l'action d'un résident général qui doit, dans quelques semaines, venir présenter à Paris un rapport sur ses premières constatations.

M. Mendès-France investi, on attendra — d'aucuns redouteront — d'un président du conseil qui sur le plan politique, dans ses déclarations officielles, ou à titre privé, en qualité d'avocat, n'a cessé de porter une vigilante attention aux affaires d'Afrique du Nord, un changement d'orientation, la définition ou tout au moins la recherche d'une nouvelle politique. Aussi l'investiture du député de l'Eure est-elle de nature à redonner confiance aux Tunisiens comme aux Marocains avec lesquels une entente est possible, mais qui n'espéraient plus du gouvernement un effort réel de compréhension.

Le président du conseil a été bref hier sur le sujet. Du moins a-t-il mis en relief trois lignes d'action : assurer la sécurité, tenir nos promesses, édifier des structures communes « au sein de l'Union française ». Nul doute que c'est le second point qui dans l'immédiat retiendra le plus l'attention au Maghreb : « Nous leur avons promis de les mettre en état de gérer elles-mêmes (les populations qui ont eu foi en nous) leurs propres affaires. » Et il est vrai que cette obligation tenue dans les territoires d'outre-mer reste à mettre en pratique dans les protectorats.

Dans ses précédents discours M. Mendès-France avait vigoureusement souligné la vanité des actes qui ne résolvent rien — la déposition du sultan, — qui accélèrent « le cours des événements » que l'on voulait empêcher — la violence, — et la folie de se laisser toujours dépasser par l'événement, de se trouver toujours en retard d'une concession. Il soulignait enfin que la sauvegarde des intérêts français résidait dans la mise en œuvre d'une politique réaliste.

Il s'agit de reprendre aujourd'hui le contrôle de nos propres actes en même temps que celui des faits. Le président du conseil investi, malgré la priorité donnée aux affaires d'Indochine, devra user de son autorité pour définir nettement la politique à appliquer tant à Tunis qu'à Rabat. Les résidents eux-mêmes lui en sauront gré dans la mesure où la détermination du chef du gouvernement évitera des ingérences extérieures à l'administration devant laquelle ils sont responsables et leur permettra d'obtenir le respect de leurs décisions. — P. A. M.

Il a été constamment écrit dans ce journal que la guerre d'Indochine était une folie, que l'alliance atlantique ne pouvait être saine et forte que si nous savions tenir aux Américains le franc langage de l'amitié et non celui du serviteur à gages, que l'Allemagne devait être progressivement réintégrée dans l'Europe, avec tous les droits d'un peuple libre, sans devenir pour autant le fer d'une lance pointée vers l'Est, que l'application des mêmes méthodes, le renouvellement obstiné des mêmes erreurs, nous conduiraient fatalement en Afrique aux mêmes tragiques déboires qu'en Asie, enfin qu'il était vain de souhaiter ou de prétendre quoi que ce soit aussi longtemps que des féodalités de toute nature feraient prévaloir au Parlement l'intérêt des clientèles sur celui de la nation.

Un premier pas qu'on n'osait plus guère espérer vient d'être franchi. Un homme, qui s'est singulièrement distingué en refusant d'être ministre dans des gouvernements dont il réprouvait la politique sur des points essentiels, vient d'être chargé dans des conditions qui l'honorent de lever d'écrasantes hypothèques, et notamment la plus lourde de toutes, celle de la guerre d'Indochine. Un proche avenir nous montrera si cet homme a les qualités nécessaires pour traduire en actes les principes qu'il a clairement exposés à la tribune, et si devant la menace précise d'un effondrement, peut-être définitif, de la grandeur et de la puissance françaises, les partis consentent enfin à rompre avec des jeux mortels. M. Mendès-France saura-t-il, pourra-t-il assurer le redressement nécessaire de la politique française et sauver du même coup les institutions démocratiques ? Puisse l'espoir que tant de Français mettent aujourd'hui en lui n'être pas une fois de plus déçu ! — S.

AU JOUR LE JOUR

D'UN AUTRE MONDE

« J'ai accompli la mission qui m'avait été confiée à bord d'un engin volant à vitesse moyenne : il m'a été ainsi possible en un jour de survoler dix mille fois l'habitat de ces petits insectes verticaux qui ne semblent pas absolument dénués de toute intelligence.

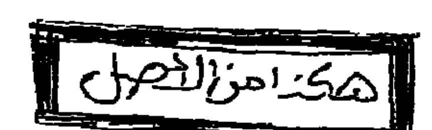
» Le trait le plus frappant est l'incompréhensible inégalité qui existe entre ces insectes qui, pourtant, ne sont séparés les uns des autres que par des distances à peine appréciables. Ainsi à quelques parasanges (?) d'intervalle j'ai observé dans un continent triangulaire, et dans un autre qui ressemble à deux triangles superposés, d'une part des insectes verticaux qui présentent l'apparence du plus grand dénuement et du plus complet abandon, mais d'autre part des insectes industrieux qui semblent avoir gravi les premiers degrés de la civilisation puisqu'ils façonnent des matériaux, construisent de petites huttes et même des engins qui volent, avec une lenteur d'ailleurs ridicule. Cette totale indifférence des insectes verticaux les uns pour les autres est véritablement inexplicable, et je dois me borner à la constater.

» On pourrait émettre l'hypothèse qu'il s'agit d'insectes d'espèce différente, car effectivement ils ne sont pas tous de la même couleur ni de la même taille, mais une observation plus poussée, faite à l'aide de nos instruments spéciaux, nous a permis de noter que, le plus souvent, insectes de couleur et de taille dissemblables sont rassemblés dans des aires dont les unes présentent les signes d'une vie facile et même agréable, tandis que, sur les autres, rampent et meurent des insectes maudits.

» S'il est malaisé, on le comprend, de porter un jugement catégorique sur un monde observé à distance, il y a du moins une chose qu'on peut affirmer sans crainte possible d'erreur : le trait commun à tous les insectes verticaux qui peuplent cette petite sphère est une insensibilité absolue, un égoïsme parfait, qui les enferment dans la condition où ils se trouvent ; pour eux, de toute évidence, notre mot « solidarité » n'aurait aucun sens. »

Météorite déchiffrée par
PIERRE [illegible]





TREIZIEME ANNEE. — N° 3666. | 16 PAGES — DERNIÈRE ÉDITION | MARDI 6 NOVEMBRE 1956.

Le Monde

Rédaction, Administration : 5, r. des Italiens, Paris-IXe. — Directeur : Hubert BEUVE-MÉRY

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 1 an
France et Un. Fse 1 400 f. 2 700 f. 5 280 f.
Etranger .... 1 950 f. 3 680 f. 7 100 f.
Afr. du Nord (messageries-avion) .. 1 540 f. 2 950 f. 5 700 f.
Les abonnements partent des 1er et 16 de chaque mois
LE NUMÉRO : 20 fr.
Belgique : 2 fr. 50 — Italie : 50 lires
Adr. télégraphique : JOURMONDE PARIS
Tél. TAI. 76-60 ; PRO. 63-59 et 63-08
CHÈQUE POSTAL : PARIS N° 4207-23

DES PARACHUTISTES FRANÇAIS ET ANGLAIS ONT PRIS PIED PRES DE PORT-SAID

L'Assemblée générale des Nations unies

• demande le retrait immédiat des troupes russes de Hongrie

• crée un commandement de l'O.N.U. en Proche-Orient

Staline dépassé

C'est avec stupeur et indignation que le monde a appris l'intervention massive de l'armée soviétique en Hongrie alors que des négociations engagées entre les représentants de M. Nagy et ceux de l'état-major soviétique sur le retrait des troupes semblaient évoluer favorablement. Ainsi l'incertitude que jusqu'au dernier moment Moscou avait laissé planer sur ses intentions réelles n'était qu'une ruse de guerre destinée à remporter plus sûrement une victoire sans honneur. La disproportion des forces matérielles était trop éclatante.

On peut évidemment se demander qui dans la capitale soviétique a pris la responsabilité de l'intervention. Les « modérés » ont-ils capitulé devant les autres ? Les dirigeants communistes se sont-ils au contraire retrouvés unanimes pour éviter — en faisant un exemple sanglant — la désagrégation de leur bloc ? On ne peut à l'heure actuelle prédire les répercussions qu'aura cet événement dans la politique soviétique ni s'il entraînera à brève échéance de profonds remaniements dans le personnel dirigeant. Le seul écho que jusqu'à présent les observateurs occidentaux aient recueilli à Moscou est que le Kremlin a jugé le moment favorable à l'épreuve de force étant donnée l'affaire de Suez. Trop occupés par cette affaire, les Occidentaux n'auraient guère les moyens de riposter, ils ne pourraient qu'élever une protestation purement platonique, et les pays d'Afrique-Asie, davantage émus par l'intervention franco-anglaise en Egypte, oublieraient l'action soviétique en Hongrie d'autant plus vite qu'ils ont besoin de l'appui de Moscou.

L'attitude de la Yougoslavie est plus étonnante encore. Certes le régime titiste est resté intégralement fidèle au léninisme. De son point de vue les événements de Hongrie avaient dépassé les limites fixées à la déstalinisation. Non seulement le stalinisme mais tout ce qui représentait la démocratie populaire avait été liquidé, et l'évolution du nouveau régime était assez prévisible. Après avoir ouvert la porte aux démocrates anti-communistes et proclamé sa neutralité, le gouvernement hongrois ne serait-il pas déporté plus loin encore sur sa droite et ne prendrait-il pas une position franchement anti-soviétique ? D'autre part, comme il arriva lors de la liquidation du régime de Bela Kun, une contre-terreur n'allait-elle pas succéder à la terreur qu'avait fait régner le régime Rakosi-Geroe ? Ce sont des questions que l'on pouvait se poser. Il n'empêche qu'en imposant dans des conditions atroces sa propre solution l'armée soviétique a donné une singulière interprétation du principe de non-ingérence dont le maréchal Tito a fait le fondement de sa politique internationale, et auquel le Kremlin s'était finalement rallié le 20 juin dernier. Staline lui-même n'avait pas osé recourir à de pareilles sanctions contre le peuple yougoslave en 1948.

On dira que le nouveau gouvernement Kadar veut lui aussi dénoncer les erreurs du passé, qu'il ne s'agit en aucune façon d'un retour au régime Rakosi-Geroe et que l'armée russe n'est intervenue que pour empêcher une victoire de la « réaction ». En somme M. Kadar reprendrait les choses au point où elles en étaient le 23 octobre et donnerait satisfaction aux communistes, qui réclamaient une certaine libéralisation interne : on liquide le soulèvement populaire et on recherche une « solution à la Gomulka ». Mais les conditions sont toutes différentes. M. Gomulka avait résisté à la pression russe ; c'est ensuite seulement qu'il a freiné les manifestations anti-soviétiques.

Quant à la détente entre les deux blocs, Moscou lui a porté un coup peut-être mortel. Alors qu'un lourd silence enveloppe la capitale hongroise, beaucoup, songeant au « coup de Budapest », évoquent le « coup de Prague », qui marqua le début de la guerre froide et l'accélération de la course aux armements entre les deux blocs.

Le dernier poste de radio tenu par les insurgés hongrois s'est tu dimanche à 18 heures. Tout au cours de la journée l'armée soviétique avait bombardé Budapest, occupé l'ensemble du territoire hongrois et assuré l'« autorité » du gouvernement Kadar, qui avait sollicité son intervention. Du gouvernement formé samedi à midi par M. Nagy il ne restait plus rien. Son chef et la plupart de ses ministres étaient, croit-on, arrêtés par les Russes, cependant que Mme Kethly réussissait à regagner l'Autriche. Quant au cardinal Mindszenty, il a demandé asile à l'ambassade des Etats-Unis.

L'armée soviétique a écrasé l'insurrection de Budapest

Dans des proclamations adressées au peuple par la radio de Moscou, avant de l'être par celle de Budapest, M. Kadar a affirmé que le danger de la contre-révolution l'avait obligé à solliciter l'intervention soviétique, mais que son gouvernement, composé d'anciens adversaires du régime Rakosi, entendait rompre avec les erreurs du passé. Il a également promis — sans fixer de date — de négocier la question du stationnement des troupes soviétiques.

Le revirement de M. Kadar et de plusieurs de ses collaborateurs, notamment M. Apro, qui était un ami de M. Nagy, ne fut pas l'élément le moins surprenant de cette dramatique journée. Leader de la tendance nationale, M. Janos Kadar avait pris la succession de M. Geroe, et à la fin de la semaine dernière il avait dissous le « parti des travailleurs hongrois » pour former un nouvel organisme politique auquel on ne pouvait reprocher les crimes du passé. Parmi ces crimes on comptait l'appel adressé par M. Geroe dans la nuit du 23 au 24 octobre aux troupes soviétiques. Qui pensait alors que trois jours plus tard M. Kadar imiterait le geste « criminel » de son prédécesseur ? Le nouveau président du conseil affirme qu'il reste fidèle à la tendance qu'il représentait, mais son premier acte gouvernemental aura été un éclatant démenti au communisme national dont il se réclame. On peut se demander quels sont ses partisans dans le pays et qui le croira lorsqu'il affirmera son intention de démocratiser le régime.

Officiellement, l'insurrection est totalement liquidée. Cependant United Press affirme que, selon certaines informations, la bataille continuerait dans les rues de Budapest.

De son côté l'A.F.P. signale que si les troupes soviétiques contrôlent toutes les voies de communication, il n'est pas exclu que des résistances sporadiques se manifestent encore. Ce serait le cas notamment dans la région de Pecs, au sud de la Hongrie, à proximité des mines d'uranium. Les communications avec la Hongrie étant coupées, il est très difficile d'apprécier la valeur de ces informations. Cependant des fugitifs arrivent encore à passer la frontière autrichienne en évitant les barrages de blindés et les tirs de mitrailleuses. Les dépêches font état de scènes émouvantes qui se déroulent à la frontière.

Quant aux victimes, les services de secours — par exemple la Croix-Rouge allemande — estiment qu'il y aurait près de dix mille morts et plusieurs dizaines de milliers de blessés. Mais, maintenant que le rideau de fer est retombé, saura-t-on jamais le prix en vies humaines de cette tragédie qui a indigné le monde, lequel a assisté impuissant à son effroyable conclusion ?

R. F.

Des diplomates et des journalistes sont rentrés en Autriche

Frontière austro-hongroise, 5 novembre (A.F.P.). — Un convoi de vingt voitures transportant des diplomates et des journalistes de diverses nationalités qui étaient retenus en Hongrie a franchi, peu avant midi local (11 heures G.M.T.) la frontière austro-hongroise à Nickelsdorf.

AU JOUR LE JOUR

Le masque de fer

Peut-être la révolution hongroise avait-elle franchi la limite que s'était assignée d'avance la tolérance soviétique et peut-être la reconquête a-t-elle pour but de ramener le satellite sur l'orbite nouvelle où la Pologne gravite déjà.

Il n'empêche que le monde a vu le visage bouleversant de la Hongrie et ne l'oubliera pas. Il est des masques qu'on ne peut plus remettre en place après qu'ils ont été baissés. Même si le masque de fer arbore le plus séduisant des sourires, comment feindrions-nous d'ignorer maintenant ce qu'il cache ?

Visages de peuples égorgés, on n'éteint pas votre regard. Communards de Paris, ouvriers des faubourgs de Vienne, résistants de Varsovie, insurgés de Budapest, vos victoires sont définitives. Ni les implacables calculs des révolutions préfabriquées, ni les acclamations sanglotantes des crocodiles compatissants qui s'évanouiraient de peur si le peuple chez eux les fixait du même regard, ni les discours, ni les canons, ne prévaudront jamais sur cette pure flamme sauvage qui émane de vos yeux morts.

ROBERT ESCARPIT.

Tandis que les blindés et les fantassins soviétiques liquidaient les derniers noyaux de la résistance hongroise, tandis que les délégués de soixante-seize nations, après deux nuits et un jour de débats ininterrompus sur l'Egypte et la Hongrie, abandonnaient le cœur las le bâtiment des Nations unies pour aller se coucher, les parachutistes français et anglais prenaient pied aux abords immédiats de Port-Saïd. Au même moment M. Nehru ouvrait à New-Delhi la conférence générale de l'U. N. E. S. C. O. « *En Hongrie comme en Egypte*, dit-il, *la force triomphe.* » On aurait aimé que ce parallélisme se retrouvât dans les votes du représentant de l'Inde à l'O. N. U...

Aux premières nouvelles l'opération aéroportée franco-britannique déclenchée à l'aube de lundi serait limitée au largage de parachutistes aux abords de Port-Saïd et dans la partie du canal qui longe le lac Menzaleh, régions dont le contrôle représenterait l'un des premiers objectifs de l'intervention. Selon un communiqué du commandement de Chypre les troupes aéroportées « se sont heurtées lors de l'atterrissage à une certaine résistance constituée notamment par le feu de chars, de mortiers et d'armes automatiques ». Selon les mêmes sources, l'opération se poursuit néanmoins « de façon satisfaisante : les parachutistes français qui ont atterri ce matin se sont rendu maîtres de deux ponts sur le canal dans l'arrière-port au sud de Port-Saïd. Les parachutistes britanniques de leur côté se sont emparés de l'aérodrome de Port-Saïd. » (*Voir nos informations en page 2.*)

Quant aux opérations menées par l'armée israélienne, on peut considérer qu'après l'occupation à peu près totale du désert du Sinaï elles sont virtuellement terminées. Le gouvernement de Jérusalem se déclare d'ailleurs prêt à négocier immédiatement et directement avec l'Egypte.

L'Assemblée générale des Nations unies, réunie en session extraordinaire pour discuter du Proche-Orient, a dû entre deux séances de nuit en intercaler une troisième consacrée à la Hongrie, l'action du Conseil de sécurité ayant été bloquée comme on pouvait s'y attendre par le veto soviétique. Les votes intervenus dans les divers scrutins qui ont eu lieu depuis samedi soulignent l'interdépendance des deux questions, les délégués du bloc arabe et asiatique s'étant en grand nombre abstenus de condamner l'intervention soviétique à Budapest, en échange du soutien des pays de l'Est dans l'affaire d'Egypte.

Ce matin lundi à l'aube l'Assemblée, par 57 voix contre 19 abstentions, a adopté une résolution norvégienne qui concrétise la suggestion de M. Lester Pearson en faveur de la création d'une force de police internationale chargée de maintenir la paix entre Israël et l'Egypte en attendant un règlement définitif du problème du Proche-Orient. La résolution adoptée crée un *commandement des forces des Nations unies* dans le Proche-Orient, confié au général canadien Burns, chef du corps des observateurs de l'O.N.U. en Palestine.

Paris et Londres proposent une réunion du Conseil de sécurité

Peu après le vote de cette résolution, Paris et Londres faisaient parvenir au secrétariat général de l'O.N.U. leur réponse au message que M. Hammarskjoeld leur avait adressé pour leur communiquer les résolutions (américaine pour un « cessez le feu », et canadienne pour la création d'une force de police internationale) précédemment adoptées par l'Assemblée générale. Dans ce document la France et l'Angleterre proposent la réunion du Conseil de sécurité, à l'échelon ministériel, pour mettre au point un règlement permanent du problème du Proche-Orient. Elles se déclarent prêtes, si Israël et l'Egypte en sont d'accord, à transférer à la force de police internationale le soin de maintenir un écran entre les forces égyptiennes et israéliennes. Précisons tout de suite que le gouvernement de Jérusalem s'est déjà opposé à l'installation d'une telle force.

MM. Pineau et Bourgès-Maunoury à Londres

La réponse franco-anglaise à « M. H. » avait été précédée d'un nouveau voyage éclair de M. Pineau à Londres dimanche soir. Le ministre des affaires étrangères était cette fois accompagné de M. Bourgès-Maunoury. La dernière main a été mise au projet de débarquement, et la seule information donnée sur ces entretiens a été que rien ne devait être changé aux plans initiaux des états-majors. Sir Anthony Eden paraît en effet déterminé à tenir bon à la tempête que la décision d'intervention a provoquée dans une large partie de l'opinion britannique et qui a amené l'un de ses plus proches collaborateurs, Sir Anthony Nutting, ministre d'Etat au Foreign Office, à démissionner.

Le conflit s'étendra-t-il aux autres pays arabes ? Le cours des événements est encore imprévisible, mais on signale déjà de violentes manifestations anti-britanniques à Bahrein, où la police a dû ouvrir le feu. D'autre part le pipe-line de l'I.P.C. a sauté en Syrie, où le gouvernement a décrété la loi martiale.

Tout en isolant les communistes

LES ÉVÉNEMENTS CONSOLIDENT LA POSITION DE M. GUY MOLLET

Mardi déclaration de M. Pineau à l'Assemblée

Le débarquement franco-britannique en Egypte et l'intervention soviétique en Hongrie paraissent de nature à renforcer sur le plan politique la position de M. Guy Mollet.

Trois mois après le discours du 3 août la fermeté maintes fois affirmée du gouvernement français trouve son aboutissement sur le canal de Suez. Il faut reconnaître que malgré le scepticisme avec lequel avaient été accueillis certains de ses propos le président du conseil a assumé « jusqu'au bout » les responsabilités de l'attitude qu'il avait adoptée au lendemain de la nationalisation du canal. L'enlisement diplomatique de la crise de Suez n'avait d'ailleurs découragé ni M. Guy Mollet ni M. Christian Pineau, convaincus que tôt ou tard l'Egypte se tournerait contre Israël et qu'il n'y avait qu'un seul adversaire et qu'un même combat dans le Proche-Orient.

Une issue rapide de l'opération militaire ne pourra que renforcer l'autorité personnelle du président du conseil à l'égard de sa majorité, où l'on doutait parfois de la possibilité d'une intervention. Elle apaisera en même temps ceux des membres de son parti qui ont contesté parfois la légitimité des moyens de la politique franco-britannique.

Les événements de Hongrie viennent ici renforcer eux aussi et doublement la position de M. Guy Mollet. Ceux des socialistes qui partageaient les vues des travaillistes à l'égard des décisions des gouvernements anglais et français se retrouvent unis contre l'intervention soviétique. Et cela d'autant plus qu'ils se sentent tous solidaires des social-démocrates hongrois.

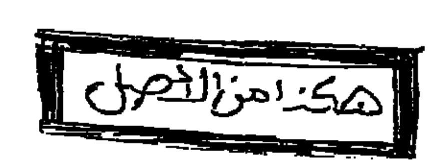
Les communistes français risquent du même coup de retourner à leur isolement. Pour longtemps ils devront renoncer au rêve de l'unité d'action avec les socialistes. La fraction de la S.F.I.O. qui critiquait le plus la politique gouvernementale en Afrique du Nord et, à un moindre degré, dans le Proche-Orient ressent la même indignation que la majorité du parti. Elle éprouve la même aversion à l'égard du parti communiste français, « qui approuve pleinement la conduite » du nouveau gouvernement hongrois et juge « qu'il eût été inconcevable que l'armée soviétique ne répondît pas à l'appel qui lui était adressé ». Le fossé de nouveau s'est creusé entre les deux partis.

L'isolement des communistes et l'unité des socialistes consolident le gouvernement et la majorité, qui plus que jamais n'exclura que l'extrême droite et l'extrême gauche. Les événements d'Egypte et de Hongrie vont accentuer une évolution politique que les derniers débats avaient déjà nettement marquée à l'Assemblée nationale.

Deux demandes d'interpellation ont déjà été déposées. L'une par M. Tixier-Vignancour, et l'autre par M. Bichet, au nom du M.R.P. La première demande la dissolution du parti communiste ; la seconde, des « initiatives françaises et internationales qu'impose la défense de la liberté ». Dans les jours prochains les modérés demanderont sans doute l'interdiction du parti communiste, ce qui poserait un grave cas de conscience au parti socialiste.

En attendant, il est prévu une déclaration de M. Pineau dès mardi sur les événements de Hongrie et une déclaration de M. Guy Mollet mercredi sur la situation en Egypte.

JACQUES FAUVET.



QUINZIEME ANNEE. — N° 4139. **16 PAGES — DERNIERE EDITION** 3 JEUDI 15 MAI 1958.

LIRE EN PAGE:

Le Monde

Rédaction, Administration : 5, r. des Italiens, Paris-IX°. — Directeur : Hubert BEUVE-MÉRY

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	1 an
France et Un. Fse	1 700 f.	3 300 f.	6 300 f.
Etranger	2 400 f.	4 550 f.	8 750 f.
Af. du Nord (messageries-avion)	1 940 f.	3 550 f.	6 750 f.

Les abonnements partent des 1er et 16 de chaque mois

LE NUMÉRO : 25 fr.

Tun., Mar. : 30 f. Bel.-Lux. : 3 f. Ital. : 60 L.

Adr. télégraphique : JOURMONDE PARIS
Tél. : PRO. 91-29 ; TAI. 76-60
CHÈQUE POSTAL : PARIS N° 4207-23

TANDIS QUE LE COMITE INSURRECTIONNEL D'ALGER DECLARE NE PLUS ADMETTRE QU'UN MINISTERE DE SALUT PUBLIC

M. Coty ordonne à l'armée d'Algérie de « rester dans le devoir sous l'autorité du gouvernement de la République »

FOLIES

FOLIE de ces hommes politiques qui croyaient pouvoir confondre indéfiniment l'art de gouverner avec celui de biaiser, de tricher, de mentir.

Folie plus grande encore de ceux qui n'ont pas craint de jouer avec le feu et transiger, de longue date, avec les émeutiers d'aujourd'hui.

Folie de ces ultras qui croient pouvoir défier la métropole, et avec elle le monde entier sans perdre irrémédiablement tout ce qu'ils prétendent sauver.

Folie de ces militaires qui croient pouvoir s'inspirer de l'aventure franquiste sans se mettre, en fait, au service du Kremlin.

Que le Parlement, rompant enfin avec ses habitudes, mesure le danger, appuie d'une majorité massive un gouvernement d'hommes résolus à faire respecter partout et par tous la légalité républicaine, et le Comité de salut public qui règne à Alger sur les bâtiments du gouvernement général sera bientôt rendu à ses vraies dimensions.

Si, par malheur, le Parlement en était une fois de plus incapable, qu'il appelle au secours un homme dont nul, certes, ne peut garantir qu'il incarne aujourd'hui le salut, mais dont nul n'égale non plus le passé.

La nécessité aidant, peut-être le général de Gaulle pourrait-il tenter de rallier cette fois encore autour de lui une majorité de Français de toutes appartenances et de toutes opinions. Peut-être saurait-il donner une expression vraiment nationale à ce gouvernement de salut public dans lequel ceux qui le réclament avec le plus d'instance ne voient trop souvent que l'instrument de leur propre triomphe.

Le choix étant aujourd'hui plus large qu'à Londres il y a dix-huit ans, ou qu'à Paris il y a douze ans, peut-être trouverait-il plus aisément la poignée d'hommes à l'indomptable sagesse dont la France a besoin.

Nous n'en sommes pas encore là. Investi de responsabilités écrasantes, M. Pflimlin doit faire face et y paraît résolu. Le général de Gaulle, lui, est mis en demeure. Le « moi général Massu » que nous avons entendu cette nuit peut susciter en lui d'étranges résonances. Mais les situations n'ont de commun que le malheur de la patrie. Le général de Gaulle doit faire savoir sans aucun retard s'il condamne ou s'il admet le geste des émeutiers.

SIRIUS.

Le général Massu comptait sur M. Soustelle qui est placé « sous la protection de la police » à Paris

A PARIS, à l'issue du premier conseil des ministres du gouvernement Pflimlin — investi à 3 heures du matin par 274 voix contre 129 et 137 abstentions (communistes) — le président de la République a adressé un message à l'armée d'Algérie lui donnant « l'ordre de rester dans le devoir sous l'autorité du gouvernement de la République ».

— Le président du conseil a lancé de son côté un appel aux Français d'Algérie et décidé avec ses ministres des mesures à prendre pour faire face à la situation. M. Soustelle, qui était attendu à Alger par le général Massu, a été placé « sous la protection de la police » à Paris.

— L'ancien gouverneur général de l'Algérie a d'autre part signé avec MM. Bidault, Morice et Duchet une « proclamation » approuvant en fait le coup de force d'Alger.

— Trois des quatre ministres modérés ont donné leur démission. Ce sont MM. Ribeyre, Boscary-Monsservin et Garet. Le quatrième, M. Mutter, a décidé de conserver la responsabilité du ministère de l'Algérie.

— Réuni en conseil restreint, le gouvernement « a chargé le général Salan de maintenir l'ordre à Alger ».

— Enfin des renforts de gendarmerie sont acheminés vers la capitale, où de nombreux militants d'extrême droite ont été arrêtés.

A ALGER où le Comité de salut public avait demandé à la population de se rassembler ce matin au Forum pour lui apporter son soutien, de jeunes manifestants circulent de nouveau dans les rues, et une certaine confusion semble renaître.

D'autres comités inspirés du même esprit — comprenant des musulmans et des Européens — se sont constitués à Constantine — sous l'égide du général Gilles, si l'on en croit certaines rumeurs, — dans diverses localités de l'Algérois, à Bône et à Philippeville.

A Oran, où le préfet, M. Lambert, avait tenté de maintenir le régime légal, des manifestants se sont assuré au début de l'après-midi le contrôle de l'émetteur radiophonique. Ils y ont annoncé aussitôt la formation d'un Comité de salut public et demandé à la population de marcher vers la préfecture.

A l'exception de quelques-uns nommément désignés, les collaborateurs de M. Robert Lacoste — dont MM. Maisonneuve, directeur des cabinets civil et militaire, et Chaussade, secrétaire général du ministère, — ont été déchargés de leurs fonctions. Le Comité de salut public a fait savoir que les principaux postes sahariens et l'amiral Auboyneau, commandant en chef des forces navales en Méditerranée, auraient annoncé leur ralliement.

En sollicitant, malgré tout, l'investiture de l'Assemblée nationale, M. Pflimlin a refusé de céder à l'ultimatum du Comité de salut public d'Alger, présidé par le général Massu. Soutenu dans cette détermination par les radicaux, l'U.D.S.R., la S.F.I.O. et le M.R.P., le président du conseil a sauvé, au moins provisoirement, ce qui reste d'autorité à l'Etat et de prestige à la République. Les modérés et les leaders d'autres groupes auraient préféré que fût aussitôt constitué un gouvernement d'union nationale. Leur objectif politique était louable ; il peut devenir demain une nécessité. Mais céder dans la nuit de mardi à mercredi eût constitué une capitulation devant le pouvoir établi à Alger.

Il est encore trop tôt pour établir les responsabilités proches ou lointaines du coup d'Alger. Mais il n'échappe à personne que :

— toutes les mesures d'ordre n'ont pas été prises et qu'à l'inverse le mouvement avait été préparé à Alger, et certainement à Paris. (Trop de déclarations et d'attitudes avant, pendant et après la crise ministérielle le donnent à penser.) ;

— tous les groupements et les hommes mêlés à l'affaire n'ont cessé depuis plusieurs mois d'être encouragés par l'absence de réaction des gouvernements à leur égard ou même par la complaisance des autorités locales.

JACQUES FAUVET

(Lire la suite en 2e page, 2e colonne)

LE RUBICON

Par MAURICE DUVERGER

Ainsi donc certains éléments de l'armée d'Alger ont franchi le Rubicon. Unis aux groupements d'extrême droite, ils ont formé ce Comité de salut public local, dont le nom, en ce deuxième centenaire de Robespierre, prend une saveur d'amère dérision : car le vrai Comité de salut public ne badinait pas avec la subordination du pouvoir militaire au pouvoir civil, et savait maintenir la discipline des généraux par les moyens les plus énergiques.

Un jour il faudra dresser le bilan des responsabilités. Les unes sont diffuses et lointaines. La déliquescence de l'Etat depuis deux ans et demi, qui écœure déjà ceux qui vivent tranquillement dans la métropole, a été plus durement ressentie par les soldats qui se battent. Rien n'est plus naturel. Quand l'autorité se prend de force c'est toujours qu'elle est vacante d'une certaine façon. La tolérance des gouvernements et du Parlement en face d'une longue série d'initiatives de quelques chefs militaires leur a donné l'impression qu'eux seuls pouvaient agir, en définitive, et qu'ils pouvaient agir librement.

D'autres responsabilités sont plus proches et plus directes. Un coup d'Etat ne s'improvise pas. Le scénario de celui-ci est trop bien agencé, par beaucoup de côtés, pour être l'effet du hasard. L'enquête sur les complicités parisiennes de ce qu'il faut bien appeler un complot contre la sûreté de l'Etat ne devra épargner personne. Il ne suffit pas notamment qu'un ministre ait reçu la croix de la Valeur militaire pour avoir le droit d'abandonner son poste, et de l'abandonner dans des conditions extrêmement troublantes. Il ne faudrait pas que dans ce domaine aussi les civils masquent leurs responsabilités derrière celles de l'armée.

Pour l'heure, il ne s'agit pas encore de punir ceux qui ont lancé la nation dans cette folle équipée. Les hautes cours siégeront demain. Aujourd'hui l'essentiel est d'arrêter, s'il est temps encore, l'évolution d'événements qui peuvent aller très loin. Paris n'est pas Alger. A rien ne sert d'occuper le Palais d'Eté tant qu'on n'occupe pas le Palais-Bourbon. Si le premier acte était d'une facilité dérisoire, le second rencontrera d'autres obstacles. Que la droite ne se fasse pas d'illusions. Elle n'a jamais réussi à imposer ses volontés au Parlement : le 6 février 1934 a seulement servi de couverture à un changement de majorité qui était de toute façon inévitable. Elle n'a jamais eu la maîtrise de la rue, d'ailleurs ; à Paris ses cohortes ne pèseraient pas lourd si les masses populaires s'ébranlaient. Et le jour où la République sera réellement menacée croit-on que celles-ci resteront passives ?

Jusqu'à hier le pays ne croyait pas au danger fasciste. Il jugeait les communistes plus inquiétants que des agitateurs d'extrême droite, qui ne lui paraissaient pas sérieux : on l'a bien vu aux élections cantonales. Mais que la menace de dictature devienne tangible, proche, immédiate, et tout changera. On retrouvera l'atmosphère de 1935 et de 1944. A cela conduit l'acte du 13 mai 1958 : la majorité de gauche, qu'ils redoutaient par-dessus tout, les ultras d'Alger sont en train de l'aider à naître. Dans des circonstances normales jamais M. Pflimlin n'aurait obtenu l'abstention communiste.

La rébellion d'hier risque aussi d'aboutir à la sécession ou à la guerre civile. L'installation d'un régime fasciste à Alger renforce le sentiment démocratique à Paris ; le glissement à gauche dans la métropole durcit les ultras d'Afrique du Nord ; et ainsi de suite. Les superpatriotes du pseudo-Comité de salut public en arrivent à briser le lien fondamental sur lequel repose l'idée de la patrie : que toutes les parties et les fractions du pays doivent se plier aux exigences de la vie en commun. La majorité des Français d'Alger, mais non peut-être de l'Algérie tout entière, est prête à renverser la République : mais la majorité des Français de France y reste profondément attachée. Il faut que les premiers s'inclinent devant la volonté des seconds : être Français, c'est d'abord accepter la France.

Que les chefs de l'armée regardent la réalité en face. Par sa structure économique et sociale, par son degré d'évolution politique, notre pays a dépassé l'ère des *pronunciamientos*. Le coup d'Alger ne peut pas réussir. Il peut seulement plonger la nation dans une lutte atroce, qui entraînerait sûrement la perte totale de l'Algérie et de l'Union française, et sans doute l'avènement d'une démocratie populaire à Paris. Il est encore temps pour tous de s'incliner devant le principe de la subordination du pouvoir militaire au pouvoir civil, pierre angulaire de l'Etat.

Il est encore temps pour le gouvernement d'aider cette prise de conscience en faisant lui-même preuve de la plus extrême énergie. Tout signe de faiblesse qui pourrait donner à croire aux insurgés du 13 mai qu'ils vont réussir à faire plier devant eux M. Pflimlin, comme ils ont fait plier, le 6 février 1956, M. Guy Mollet, aboutira au résultat contraire à celui qu'on cherche, qui est de rétablir l'unité du pays et la légalité. Nous sommes entrés dans une phase révolutionnaire, où les événements sont très rapides, où la logique est implacable. Si la République cède devant la rébellion, dans quelques jours la guerre civile remplacera l'ordre républicain.

LE MESSAGE DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Le président de la République a adressé mercredi matin aux officiers généraux, officiers, sous-officiers, caporaux et soldats servant en Algérie, le message suivant :

« Gardien de l'unité nationale, je fais appel à votre patriotisme et à votre bon sens pour ne pas ajouter aux épreuves de la patrie celle d'une division des Français en face de l'ennemi.

» Tout manquement à la discipline ne peut profiter qu'à ceux qui nous combattent.

» Chef des armées en vertu de l'article 33 de la Constitution, je vous donne l'ordre de rester dans le devoir, sous l'autorité du gouvernement de la République française. »

La R.T.F. a diffusé à intervalles réguliers ce message qu'elle a fait suivre de *la Marseillaise*.

[L'article 33 de la Constitution stipule : « Le président de la République préside... le conseil supérieur et le comité de la défense nationale et prend le titre de chef des armées. »]

Le dénouement de l'étrange journée a paru surprendre nombre de ceux qui en furent les témoins

De notre envoyé spécial EUGÈNE MANNONI

Alger, 14 mai. — Alger paraît aussi calme ce matin qu'elle l'était hier à la même heure au début de cette journée du 13 mai, dont le déroulement et le dénouement ont surpris, semble-t-il, la plupart de ceux qui en furent les témoins ou même les acteurs.

Peu à peu pourtant on discerne que l'Algérie et la métropole sont désormais séparées par un fossé plus large que la Méditerranée.

Au bout d'une nuit chaude qu'aucun couvre-feu n'avait limitée, les Algérois ont lentement évacué le forum du ministère de l'Algérie où ils étaient accourus hier soir, à l'annonce — démentie peu après — de l'arrivée à Alger de M. Jacques Soustelle. Le dernier des gouverneurs généraux de l'Algérie est cependant encore « espéré » par les membres du Comité de salut public et ceux qui les suivent.

Devant le ministère de l'Algérie où se trouve le général Massu et ses collaborateurs il ne reste en faction que des parachutistes du 3e R.P.C. Un jour nouveau se lève, lourd d'incertitudes, au lendemain d'un coup d'Etat.

(Lire la suite en 2e page, 1re colonne.)

LE GÉNÉRAL DE GAULLE A PARIS

Venant comme chaque mercredi de Colombey-les-Deux-Eglises, le général de Gaulle est arrivé à 10 h 45 à Paris ; il s'est rendu immédiatement à son bureau, rue de Solferino.

Il ne semble pas que les télégrammes qui lui sont envoyés de la métropole ou d'Algérie parviennent rue de Solferino.

« J'assume les pouvoirs civils et militaires » *affirme le général Salan*

Le général Raoul Salan a publié ce matin à Alger le communiqué suivant :

1) Le général Salan, commandant supérieur interarmées, commandant la 10e région militaire, assume provisoirement, à partir d'aujourd'hui 14 mai, les pouvoirs civils et militaires, afin d'assurer le maintien de l'ordre, la protection des biens et des personnes et la conduite des opérations ;

2) Le Comité de salut public qui s'est constitué à Alger, sous la pression des événements, pour affirmer la volonté de la population franco-musulmane de rester française, assure la liaison entre elle et le commandement, qui lui transmet ses ordres ;

3) Il importe que tous les rouages de l'administration soient remis en route au plus vite afin qu'il n'y ait aucune perturbation dans la vie du pays et dans la conduite des opérations ;

4) La population est invitée à conserver son calme dans la dignité et la discipline. L'autorité militaire invite chacun à lui faire confiance et à reprendre son travail.

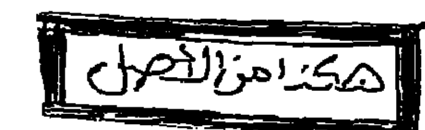
« Manifestez de nouveau » *demande le Comité d'Alger*

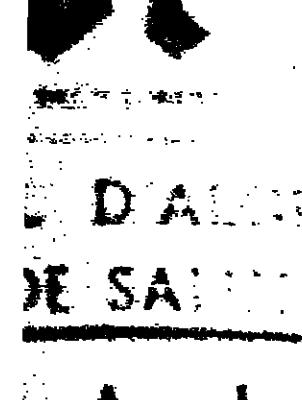
Alger, 14 mai (*A.F.P.*). — Le tract suivant, signé du Comité de salut public, a été distribué ce matin à Alger :

« Pour l'instant militaires et manifestants veillent à protéger contre toute manœuvre ou toute pression de la part du gouvernement « investi » les hommes que vous avez portés au commandement à Alger.

» Il faut que cette protection soit maintenue. Il faut que vous souteniez de votre présence au Forum, de votre masse, les efforts faits de tous côtés pour donner à l'Algérie et à la France le gouvernement qu'elles méritent.

» Manifestez de nouveau aujourd'hui par votre présence massive toute la journée au Forum, dans le calme, votre désir de lutter pour la France et soutenir l'armée. Pas de relâchement ! Montrez à tous, montrez à Pflimlin, qu'il ne s'agissait pas d'un feu de paille qu'il pourrait étouffer, mais d'une détermination inébranlable. Nous tiendrons parce que nous tiendrons. »





QUINZIEME ANNEE. — N° 4152. **16 PAGES — DERNIÈRE ÉDITION SPÉCIALE** VENDREDI 30 MAI 1958.

Le Monde

Rédaction, Administration : 5, rue des Italiens, Paris-IXe

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	1 an
France et Un. Fse	1 700 f.	3 300 f.	6 300 f.
Etranger	2 400 f.	4 650 f.	8 750 f.
Af. du Nord (messageries-avion)	1 840 f.	3 550 f.	6 750 f.

Les abonnements partent des 1er et 15 de chaque mois

LE NUMÉRO : 25 fr.

Tun., Mar. : 30 f. Bel.-Lux. : 3 f. Ital. : 50 L.

Adr. télégraphique : JOURMONDE PARIS. Tél. : PRO. 91-29 ; TAI. 76-60

CHÈQUE POSTAL : PARIS N° 4207-23

DANS SON MESSAGE AU PARLEMENT, M. COTY désigne le général de Gaulle pour former le gouvernement

Si son appel n'était pas entendu, le chef de l'État donnerait sa démission

Dans un message lu au début de l'après-midi devant le Parlement M. René Coty a désigné officiellement le général de Gaulle pour former le gouvernement ; il a annoncé en même temps qu'il avait demandé au général de venir conférer avec lui.

Le chef de l'Etat laisse clairement à penser que si son appel n'était pas entendu il donnerait sa démission. Les Chambres seraient alors convoquées à Versailles pour élire un nouveau président de la République.

C'est la première fois qu'un président de la République use de cette procédure exceptionnelle pour désigner un président du conseil. S'engageant d'une manière aussi solennelle et définitive en faveur du général de Gaulle, le chef de l'Etat a certes voulu éviter, comme il le dit, que « les Français ne se battent contre les Français ». Il a préféré l'appel au général aux deux autres perspectives qui pouvaient se présenter : celle d'un Front populaire ou celle d'un coup d'Etat militaire.

Désireux de n'avoir à céder finalement ni à la pression de la rue ni à celle de l'armée, de nombreux députés étaient certes enclins à investir le général.

Mais la réaction des communistes, de la plupart des socialistes et de certains radicaux a été des plus hostiles.

Le risque d'une épreuve de force, politique ou non, n'est pas encore écarté. — J. F.

L'U.R.S.S. coupe les crédits à la Yougoslavie

Coupable de ne pas vouloir se rallier au camp socialiste, la Yougoslavie est désormais privée pour une période de cinq ans des crédits que l'U.R.S.S. et l'Allemagne orientale lui avaient promis en 1956. Tous les plans économiques à long terme des dirigeants de Belgrade se trouvent compromis. S'ils ne sollicitent pas ou s'ils n'obtiennent pas des Etats-Unis les quelque 280 millions de dollars qui leur sont brutalement retirés ils ne pourront développer leur production d'énergie électrique, d'engrais chimiques, ils devront renoncer à fabriquer leur aluminium.

Certes la « Pravda » brandissait dès le 9 mai la menace de sanctions économiques. Mais les autorités soviétiques ont paru hésiter quelque peu avant de passer aux actes, et la semaine dernière encore on précisait de source officieuse que la conférence du Comecon à Moscou n'avait pas envisagé la possibilité de prendre des mesures contre la Yougoslavie. Au même moment d'ailleurs M. Khrouchtchev exprimait, dans un télégramme adressé au maréchal Tito, son désir de voir les difficultés entre les deux pays réglées aussi rapidement que possible. Or quelques jours seulement après avoir prodigué des paroles d'apaisement le gouvernement de M. Khrouchtchev exerçait sur la Yougoslavie le moyen de pression et de chantage le plus brutal.

Ce moyen sera-t-il efficace ? On peut en douter. Les Yougoslaves ont subi d'autres assauts depuis dix ans et n'ont pas plié pour autant. La campagne lancée récemment par les pays du bloc oriental a eu pour premier effet de ressouder l'unité du parti derrière le maréchal Tito et celle du pays derrière son gouvernement. Le titisme retrouve avec cette crise l'occasion d'utiliser le sentiment national qui a fait sa force aux moments les plus graves de la tension avec Staline.

D'autre part cette mesure risque d'avoir des répercussions dans les pays neutres d'Afrique et d'Asie qui ont accepté l'aide soviétique ou qui s'apprêtent à la solliciter. L'exemple de Tito — un des champions du groupe des Etats non engagés — les avait incités à profiter des faveurs que Moscou distribuait si généreusement. C'est grâce surtout aux crédits russes qu'ils espéraient sortir du « sous-développement ». Ils le faisaient d'autant plus volontiers que l'U.R.S.S. leur promettait son appui sans aucune contrepartie. Ne s'inquiéteront-ils pas en constatant qu'un conflit idéologique et un désaccord politique provoquent une rupture des engagements pris ?

L'U.R.S.S. a dû mesurer ce risque. Sans être le moins du monde assurée de faire céder la Yougoslavie, elle dévoile brusquement le véritable caractère de sa politique d'aide à l'étranger. Pourquoi s'est-elle résolue à agir, sinon pour assurer le regroupement des Etats membres du camp socialiste et empêcher que tel ou tel de ces pays ne se laissent prendre par les sirènes capitalistes ? Si Tito s'est rendu coupable de « déviation révisionniste », c'est parce qu'il a reçu de l'argent américain et que les Etats-Unis l'utilisent, à son corps défendant peut-être, pour briser l'« internationalisme prolétarien » : tel est le fond du procès qui est intenté aux Yougoslaves.

Les dirigeants de Belgrade peuvent certes demeurer insensibles à cet argument. Mais les Polonais, qui ont eux aussi obtenu une aide américaine et qui s'apprêtaient à en solliciter une nouvelle tranche ? Comment ne pas voir que c'est à eux d'abord que l'avertissement s'adresse ?

En somme, avec des moyens plus subtils, la Russie de M. Khrouchtchev applique en ce domaine la politique de Staline, qui en 1947 avait interdit à la Tchécoslovaquie d'adhérer au plan Marshall, alors que les représentants de Bénès avaient participé aux négociations préliminaires. L'U.R.S.S. s'est prononcée à maintes reprises pour le développement de la compétition pacifique entre les deux blocs. Mais elle ne saurait tolérer la moindre influence adverse sur les territoires de sa chasse gardée.

La déclaration du président de la République

Voici le texte du message adressé par le président de la République au Parlement :

Monsieur le président, mesdames et messieurs les membres du Parlement,

Le jour même où le congrès du Parlement, sans que j'eusse brigué cet honneur, m'a appelé à la première magistrature de la République, j'ai pris l'engagement — et je tiendrai jusqu'au bout — d'obéir scrupuleusement à la Constitution. Mais j'ai tenu à ajouter aussitôt que nous ne saurions défendre efficacement nos libres institutions que si nous savions les réformer.

Je vous l'ai redit dans mon message inaugural. J'ai, depuis lors, dans la plupart de mes discours publics, répété que parmi toutes les vraies démocraties, la République française est, d'une part, celle qui est assaillie par les problèmes les plus redoutables, et, d'autre part, celle dont les gouvernements sont le plus fragiles et, par conséquent, le plus débiles.

Si j'ai ainsi dépassé les limites traditionnelles que s'étaient imposées mes prédécesseurs, je m'y suis cru autorisé, non seulement par l'assentiment des chefs des gouvernements successifs, mais aussi, on le sait, par l'approbation de la grande majorité d'entre vous.

Quatre ans et demi auront bientôt passé sans que mes appels de plus en plus instants soient suivis d'effet. Et quels que fussent la valeur et le patriotisme des hommes qui se sont succédé au pouvoir, l'Etat n'a cessé de se désagréger. Nous voici maintenant au bord de la guerre civile.

Après s'être depuis quarante ans tant battus contre l'ennemi, les Français vont-ils demain se battre contre les Français ? De part et d'autre, des hommes ont la conviction profonde de servir la patrie que, parmi les uns comme parmi les autres, beaucoup ont défendue au prix de si durs sacrifices.

De part et d'autre, on semble s'apprêter au combat fratricide. Sommes-nous donc une nation où la force pourrait primer le droit ? Quels que soient les vainqueurs provisoires, que resterait-il, après une lutte inexpiable ? Que resterait-il de notre France ?

Il y a eu, au long de notre histoire, après les plus violentes discordes intestines, de grands jours de réconciliation française, dans un sursaut d'unité nationale.

L'unité nationale, ce n'est pas dans l'anarchie, c'est seulement dans le respect de la loi qu'elle peut se réaliser. Quand il s'agit de former un gouvernement en l'état présent de notre Constitution, le président de la République propose et l'Assemblée nationale dispose.

Il ne saurait être évidemment question cette fois que je multiplie les désignations. Le choix qui m'incombe est donc lourd de conséquences. Il fait peser sur moi une exceptionnelle responsabilité.

C'est pourquoi je dois m'en expliquer franchement devant vous.

Dans le péril de la patrie et de la République, je me suis tourné vers le plus illustre des Français, vers celui qui, aux années les plus sombres de notre histoire, fut notre chef pour la reconquête de la liberté, et qui, ayant réalisé autour de lui l'unanimité nationale, refusa la dictature pour établir la République.

A quelles conditions accepterait-il d'assurer la charge accablante du pouvoir ? Ces conditions permettraient-elles d'escompter pour son investiture la majorité nécessaire ?

J'ai demandé à M. le président de l'Assemblée nationale et à M. le président du Conseil de la République — que je remercie de leur précieux concours — de bien vouloir s'en entretenir d'urgence avec le général de Gaulle. Cet entretien m'a révélé qu'en l'état il reste à surmonter des difficultés considérables.

Dois-je donc renoncer à faire appel à celui dont l'incomparable autorité morale assurerait le salut de la patrie et de la République ?

En un pareil jour l'union sacrée est le devoir suprême. Elle nous commande à tous d'y sacrifier s'il le faut une part de nos préférences et même de nos convictions.

A un représentant de la nation j'ai dit qu'il ne peut plus être question de fixer dans le huis clos des groupes le destin de la patrie. C'est seulement quand le président de la République aura pris l'initiative que lui réserve la Constitution que vous vous prononcerez souverainement et librement.

Je demande au général de Gaulle de bien vouloir venir conférer avec le chef de l'Etat et d'examiner avec lui ce qui, dans le cadre de la légalité républicaine, est immédiatement nécessaire à un gouvernement de salut national et ce qui pourrait à échéance plus ou moins proche être fait ensuite pour une réforme profonde de nos institutions.

Je prendrai alors en mon âme et conscience la décision qui m'incombe. Si l'échec de la tentative que j'ai effectuée devait faire apparaître que dans un moment aussi critique je me suis trompé, je ne manquerais pas d'en tirer aussitôt les conséquences inéluctables. Faute de conserver dès lors l'autorité morale plus que jamais nécessaire à celui qu'on appelle communément l'arbitre suprême, je ne pourrais que transmettre immédiatement la plénitude de mes fonctions à monsieur le président de l'Assemblée nationale, conformément à l'article 41 de la Constitution.

Monsieur le président, mesdames et messieurs les membres du Parlement,

Que mon dernier mot soit de confiance, confiance en ce peuple admirable qui, après avoir souffert les plus douloureuses épreuves de sa longue histoire, offre à la France les perspectives du plus magnifique renouveau.

Représentants de la nation, le destin de ce peuple est en vos mains. Chacun de vous, avec sang-froid et dans la dignité, arrêtera le moment venu ses résolutions pour que vive la France et que vive la République.

La conversation du général avec les présidents des deux Assemblées s'est déroulée dans une propriété de la proche banlieue parisienne, et a duré un peu plus d'une heure. Elle n'a pas porté seulement sur la procédure envisagée mais aussi sur le programme que se propose d'appliquer le général à la tête du gouvernement.

Le général aurait indiqué à ses interlocuteurs qu'il n'envisageait pas de demander au Parlement de lui déléguer tout ou partie de ses pouvoirs constituants.

Aussitôt après cet entretien MM. Le Troquer et Monnerville allaient rendre compte de leur mission au président de la République, qui s'entretenait avec eux pendant trente minutes, tandis que le général de Gaulle regagnait Colombey, où il arrivait à 4 heures du matin.

*C'est au cours de l'entretien du président de la République mercredi après-midi avec les leaders des trois grands partis « nationaux », MM. Pinay, Mollet et Teitgen, que fut prise la décision d'ouvrir officiellement le dialogue avec le général de Gaulle. M. Coty aurait en effet indiqué à ses trois interlocuteurs qu'il était décidé à déléguer MM. Le Troquer et Monnerville auprès du général, à moins toutefois que l'un des trois leaders ne se déclare formellement opposé à une telle prise de contact. Dans ce cas, aurait ajouté le chef de l'Etat, l'opposition ainsi rencontrée devrait être rendue publique, ainsi que la personnalité et éventuellement les raisons de son auteur. A 17 heures, alors que l'entretien de l'Elysée n'était pas encore terminé, le général de Gaulle, qui venait de recevoir la visite du maréchal Juin, quittait rapidement Colombey pour Paris.

En confirmant leur mission aux présidents des deux Assemblées, peu avant qu'ils se rendent auprès du général, M. René Coty aurait ajouté qu'au cas où son appel au Parlement resterait sans effet il serait alors amené à donner sa démission.

Le chef de l'Etat aurait ajouté que, son choix étant limité à la désignation du général de Gaulle ou à celle d'une personnalité susceptible de constituer un gouvernement de Front populaire, il n'avait pas hésité un instant et jetait tout le poids de son autorité et de son mandat dans la balance en faveur de la première solution.

Dans la soirée M. Vincent Auriol, pressenti par M. Coty pour se joindre aux présidents des deux Assemblées en vue de rencontrer le général de Gaulle, avait décliné cette offre.

*La procédure envisagée au cours de la nuit a commencé de se dérouler avec l'envoi du message du président de la République au Parlement. La solennité du geste, tout à fait inhabituel, n'a été prévu par l'article 37 de la Constitution, souligne assez qu'il s'agit bien d'une crise de régime.

*Le message de M. Coty a été contresigné, à l'issue d'un conseil de cabinet, qui s'est réuni en fin de matinée, par MM. Pflimlin et Lecourt, ainsi que l'exige l'article 38 de la Constitution, pour « chacun des actes » du président de la République.

Le ralliement des modérés, dans leur quasi-totalité, et l'hostilité maintenue des communistes sont les deux éléments acquis. Des hésitations et de sérieuses réserves continuent de se manifester au sein du M.R.P., où l'on enregistre cependant chez certains une évolution vers l'acceptation du recours à de Gaulle, tandis que d'autres sont encore sous le coup de la démission de M. Pflimlin, qualifiée d'« erreur historique » par M. Simonnet.

Le parti socialiste ne joue pas seulement, dans ce grave débat, son unité et sa cohésion, mais aussi le sort de la crise : le général de Gaulle a répété en effet à ses plus récents interlocuteurs qu'il ne saurait répondre qu'à un appel accepté par l'ensemble des partis nationaux.

PIERRE VIANSSON-PONTÉ.

Une lettre de M. Vincent Auriol

M. Vincent Auriol a adressé, le 26 mai, une lettre au général de Gaulle, dans laquelle, après lui avoir dit son estime, il écrit :

« Il n'est pas possible que vous fassiez capituler la République devant la violence d'une faction et que vous teniez de la contrainte un pouvoir qui serait illégitime.

» Il n'est pas possible que vous acceptiez d'être le représentant de vos ennemis d'hier, de ceux qui vous insultaient après les discours de Constantine et de Brazzaville et refusant d'abandonner leurs privilèges ont ainsi provoqué ou favorisé la rébellion musulmane.

» Il n'est pas possible que vous vous opposiez à vos anciens compagnons qui, avec vous, dans l'unité nationale, veulent créer la grande amitié franco-africaine.

» Ce n'est pas dans une atmosphère de mensonge — car le mensonge est permanent, — de guerre civile — car la guerre civile est à nos portes, — que l'on peut réaliser une œuvre aussi grande, laquelle exige d'abord l'union de tous les Français.

» Ce n'est pas contre la classe ouvrière, dont le courage et la fidélité patriotique vous soutinrent dans la longue nuit de l'oppression et dans l'effort de libération nationale, que vous restaurerez l'Etat républicain et exercerez utilement le pouvoir.

» Il est donc urgent de rétablir l'unité compromise, et cela dépend maintenant de vous.

» Je suis persuadé qu'à la clarté des événements vous vous efforcerez de ramener au devoir ceux des officiers généraux ou supérieurs qui ont désobéi à leur chef suprême et d'appeler tous les citoyens au respect de la loi commune. Si vous rompez toute solidarité avec ceux qui ont créé un mouvement séditieux vous retrouverez la confiance de la nation tout entière.

» La confiance ainsi rétablie entre le peuple républicain et vous, il vous sera possible d'obtenir des hommes responsables de la République un accord rapide et un concours loyal pour réaliser avec pleins pouvoirs un programme limité dans un temps limité. »

En réponse,

CENSURÉ

Vives réactions à gauche

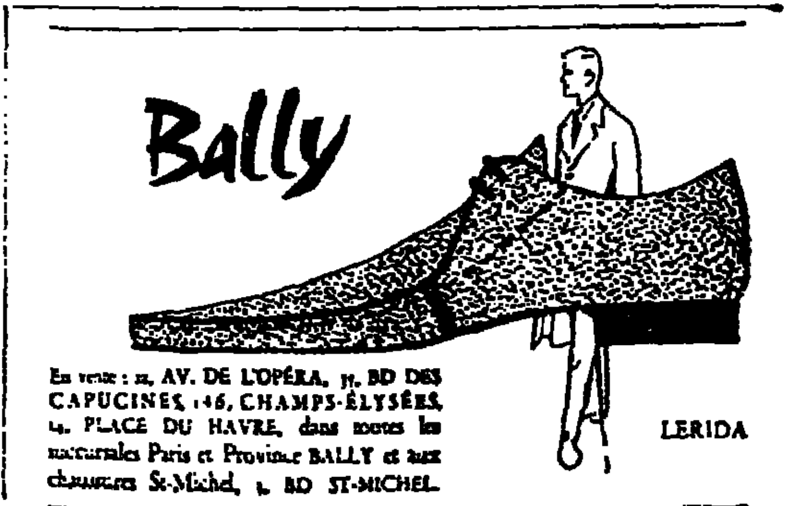
Lorsque M. Le Troquer achève sa lecture, communistes et socialistes, qui s'étaient assis au moment où le nom du général était prononcé, se lèvent et chantent la Marseillaise. Sur les bancs radicaux socialistes plusieurs députés se lèvent également. A l'extrême droite, quelques députés, dont M. Dides, se lèvent à leur tour et veulent reprendre la Marseillaise, mais les clameurs de l'extrême gauche les empêchent de se faire entendre. A ce moment, une pluie de tracts jetés d'une galerie supérieure du public tombe sur les travées du centre droit.

M. Le Troquer suspend alors la séance. Les communistes et une partie des socialistes crient : « Vive la République ! » puis entonnent le Chant du départ, cependant que l'hémicycle se vide lentement.

Le texte du tract qui a été lancé dans l'hémicycle était le suivant :

« Halte à la guerre civile !

» La parole au peuple souverain, maître de décider par référendum [illegible] la continuation du régime [illegible] pouvoirs à de Gaulle pour en établir un nouveau [illegible] »



SEIZIEME ANNEE. — N° 4614. — 16 PAGES — DERNIÈRE ÉDITION — VENDREDI 4 DECEMBRE 1959.

LIRE EN PAGE

Le Monde

Rédaction, Administration: 5, r. des Italiens, Paris-IX°. — Directeur: Hubert BEUVE-MÉRY

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	1 an
France, Com. fr.	2 100 fr.	4 000 f.	7 500 f.
Etranger	3 300 fr.	6 350 f.	12 350 f.
Af. du Nord (messageries-avion)	2 550 fr.	4 900 f.	9 450 f.

Les abonnements partent des 1er et 16 de chaque mois

LE NUMERO : 30 fr.

Algérie (messageries - avion) : 35 francs. Maroc: 40 fr. mar.; Tunisie: 35 m.; Italie: 60 l.; Belg.-Luxemb. : 3 fr.; Espagne : 3 pes. 50.

CHEQUE POSTAL : PARIS N° 4 207-23

Adresse télégraphique JOURMONDE-PARIS
TEL : PRO. 91-29 ; TAI. 76-40

LE CHANCELIER ADENAUER célèbre son total accord avec le général de Gaulle

L'ENTENTE PERSONNELLE

Une fois de plus des entretiens franco-allemands se sont terminés par l'expression publique d'une *entente totale. Il n'y a pas lieu d'en* être surpris. Les hommes qui président aujourd'hui aux destinées des deux pays ont fait de leur réconciliation et de leur coopération intime l'un des premiers articles de leur « credo » politique. Cela ne veut pas dire qu'il n'existe pas entre eux des divergences, voire de sérieuses différences d'interprétation. Après tout rien dans la formation, la carrière, le tempérament du général de Gaulle et du docteur Adenauer ne les prédestinait à s'entendre. Mais leur parti pris d'harmonie est suffisant pour leur faire considérer comme secondaires leurs désaccords et, en tout cas, pour ne pas leur donner de publicité.

Dans le cas présent, d'ailleurs, il n'existe entre Paris et Bonn aucun litige véritable. Le contentieux a été depuis longtemps complètement liquidé. Le seul point sur lequel le chancelier serait sans doute tenté de critiquer le président de la République, c'est son attitude à l'égard de l'O.T.A.N. Non pas qu'il *prenne au tragique* la querelle de l'intégration, artificiellement gonflée ces derniers temps par certains commentateurs. Ce qui lui déplairait plutôt, c'est l'indifférence, pour ne pas dire plus, que le chef de l'Etat et ses principaux collaborateurs manifestent à l'égard des organismes du pacte. Cette indifférence serait particulièrement apparue lorsque est venue en discussion la perspective d'une diminution éventuelle de la présence militaire américaine et plus encore anglaise sur le continent. Il est clair que le chancelier s'en inquiétait beaucoup plus que son hôte.

Cela ne s'explique pas seulement par le fait que ce dernier professe que l'on n'est jamais si bien défendu que par soi-même. On ne conçoit pas la « détente » tout à fait de la même manière des deux côtés du Rhin. Le chef du gouvernement fédéral a répété hier sans ambages qu'il n'y croyait pas. Le général de Gaulle lors de sa conférence de presse avait énuméré un certain nombre de signes qui lui paraissaient en confirmer l'existence.

On comprend parfaitement la position du Dr Adenauer. Il redoute que la création d'un climat de détente psychologique n'ait pour effet la consécration définitive d'un statu quo qui signifie l'abandon définitif de la réunification de l'Allemagne sinon, à plus ou moins long terme, celui de Berlin. Cela dit, les deux interlocuteurs se sont retrouvés d'accord sans peine sur l'attitude à *adopter lors des prochaines* négociations internationales. La position franco-allemande reste très exactement ce qu'elle était tout au long de la conférence de Genève. Est-ce à dire qu'un axe Paris-Bonn se manifestera lors du « sommet occidental » contre les tendances plus conciliantes des Anglo-Saxons ? C'est une question à laquelle il est difficile de répondre avant de savoir où en sont exactement les Américains.

Ce rapide et provisoire bilan appelle une réflexion. De tous côtés dans la République fédérale, que ce soit dans la presse ou dans les avenues du pouvoir, on entend critiquer, souvent sévèrement, le comportement de notre pays. La réciproque n'est pas vraie. Mais le comportement de tel ou tel *de nos dirigeants prête facilement* le flanc aux reproches qui nous sont adressés. Tout parait confirmer que c'est seulement grâce au rôle considérable joué par le chancelier et par le général que la bonne entente subsiste. Que l'un d'eux *vienne à disparaître*, que se passera-t-il ?

« Notre tâche fut dure, mais nous avons fait du bon travail. » *Ainsi s'est exprimé hier soir mercredi, à Orly, à l'heure des adieux, le Dr Adenauer. Le chef du gouvernement fédéral ne s'est pas beaucoup étendu sur ce qui avait fait la dureté de cette tâche. Mais la satisfaction qu'on pouvait lire sur son visage et le ton de ses confidences à ses intimes attestaient la sincérité de ces propos. En un mot comme en cent, le chancelier était venu à Paris un peu inquiet. Il est parti rassuré. Non seulement quant aux perspectives des négociations à venir, mais quant aux mobiles profonds de l'action du général de Gaulle. Divers explications ont été suggérées outre-Rhin, nous disait un de ses proches collaborateurs, quant aux ressorts profonds de l'action du président de la République. Les conversations de Paris ont démontré que l'une au moins de ces hypothèses était fausse : celle qui fait de lui un homme du dix-neuvième siècle. Le langage « clair, raisonnable, intelligent » qu'il a employé, a vraiment convaincu, paraît-il, le Dr Adenauer que l'homme du 18 juin, loin de menacer la cohésion de l'Occident, ne cherchait qu'à la renforcer.*

Le bilan des entretiens franco-allemands

Cela étant, et en relevant qu'une bonne partie de la conversation s'est déroulée en tête à tête et reste tout à fait secrète, comment peut-on dresser le bilan des entretiens :

a) pour la préparation de la conférence « au sommet », *les deux interlocuteurs, bien qu'ils se fassent sans doute de la détente une idée un peu différente, ont réaffirmé leur accord complet sur les positions défendues par les Occidentaux à Genève. Autrement dit, si l'on envisage toujours — en y croyant encore moins à Bonn qu'à Paris — l'éventualité d'un* aménagement du statu quo *berlinois, on n'envisage aucune possibilité de* modification de ce statu quo *sans pas décisifs vers la solution du problème allemand. On est d'accord d'autre part pour faire passer le* désarmement *en tête de l'ordre du jour du « sommet », ainsi, semble-t-il, que pour soulever la question de la* non-immixtion *mentionnée par le général de Gaulle dans sa conférence de presse du 10 novembre, et qui serait essentiellement une autre manière de parler de la non-intervention des grandes puissances dans le tiers monde. Quant à la date de la conférence des Grands, on savait déjà les Allemands favorables, comme nos dirigeants, à la fin avril. En revanche la suggestion faite devant les journalistes par le chancelier de la tenir à Paris a constitué pour le général de Gaulle, auquel il l'a répété en prenant congé de lui, une surprise complète.*

ANDRÉ FONTAINE.

(Lire la suite en 2e page, 1re colonne.)

136 morts dénombrés et 200 disparus à Fréjus après la rupture du barrage de Malpasset

● *De nombreuses maisons des quartiers bas de la ville ont été emportées par les eaux en quelques minutes*

● *Des milliers de sauveteurs participent aux secours ainsi que les hélicoptères du « La-Fayette »*

La catastrophe provoquée dans la région de Fréjus par la rupture des accotements du barrage de Malpasset et qui apparaît ce matin dans toute son ampleur, a été évoquée au conseil des ministres, où le ministre de l'intérieur en a fait une narration. Un conseil interministériel se réunira vendredi matin. Il groupera tous les ministres intéressés : MM. Chatenet, Buron, Rochereau, Chenot et Sudreau, qui se rendront sur place pour examiner les mesures à prendre en faveur des sinistrés.

Le bilan du sinistre est si lourd qu'on ne peut encore l'évaluer.

On a dénombré jusqu'à présent cent trente-six morts, mais il ne s'agit malheureusement que d'un chiffre provisoire, car on craint que d'autres cadavres ne se trouvent submergés par la boue épaisse et mouvante qui recouvre les terrains et les rues. Les *dégâts matériels* apparaissent immenses. Dans la vallée du Reyran, où se dressait le barrage, les fermes ont disparu sous les bouillonnements de l'eau, qui noya sous son passage des chantiers et leurs bâtiments, arracha des ponts et entraîna des voitures. A Fréjus même, dans les bas quartiers de l'ouest, que le promontoire sur lequel ils sont bâtis ne protégea pas des flots, c'est un spectacle de destruction qui s'offre à la lumière du jour. En bordure de la route nationale 7 des maisons ont été éventrées ; l'usine hydro-électrique, la base aéronavale et la gare de marchandises ne sont plus que ruines ; sur une longueur de 1 600 mètres la voie ferrée a été emportée ; dans des fleuves de boue les beaux platanes gisent déracinés. Au total des centaines d'hectares se trouvent noyés sous des millions de mètres cubes d'eau.

Après tant de jours de pluie la journée de mercredi avait été belle, et c'est en toute tranquillité que les habitants de la vallée du Reyran et ceux de Fréjus s'apprêtaient à aller dormir.

Précédée d'un grondement sourd, la catastrophe les surprit dans l'obscurité. Il était 21 h. 30 quand les accotements du barrage de Malpasset, à une dizaine de *kilomètres à vol d'oiseau* de Fréjus, cédèrent sous la poussée des eaux gonflées par les pluies. Des millions de mètres cubes d'eau s'engouffraient dans la vallée. Ce fut comme un raz de marée qui poussa devant lui, durant trois quarts d'heure, des vagues dont la hauteur atteignait 8 mètres. L'énorme masse d'eau, après avoir déferlé dans la vallée, se heurta au promontoire sur *lequel* s'est bâti Fréjus, et là se partagea en deux immenses bras qui s'étalèrent.

0 — 4 km · Reyran · BARRAGE DE MALPASSET · N7 · Puget · aqueduc · théâtre rom. · arènes · FREJUS · St Raphaël · Argens · Fréjus-Plage · St Aygulf

Le choc fut d'abord, et le plus violemment, ressenti par les habitations situées au pied de la construction. Une bergerie fut submergée aussitôt, et peu après d'autres maisons s'effondraient sur toute la longueur que les flots recouvraient. Les survivants racontent qu'ils crurent à un bombardement, dont les effets se répercutaient d'amont en aval. *Eventrées ou pulvérisées*, les demeures de la vallée ne tardaient guère à être noyées sous l'irrésistible masse *liquide qui atteignait à présent les* quartiers ouest de Fréjus. Il n'y avait plus d'électricité, mais seulement, dans un ciel serein, des étoiles. L'obscurité accrut encore la terreur. En un instant des arbres s'abattirent, des camions de 15 tonnes, comme de plus légers véhicules, furent emportés, et les murs des maisons eux-mêmes cédèrent. L'eau, sous ses coups, avait fait s'écrouler l'usine hydro-électrique et la gare de marchandises, envahissait à présent *la base aéronavale*, transformait en fleuves de boue les routes nationale 7 et nationale 98, qu'elle recouvrait, et *creusait même entre Fréjus et* Puget une tranchée de 200 mètres de large et de 7 mètres de profondeur. Un autorail reliant Marseille à Nice, qui n'avait pu s'arrêter à temps, comme *le Mistral*, se trouva pris dans les remous qui arrachaient les rails sur près de 2 kilomètres, et c'est grâce à leur transfert précipité de la remorque à la motrice que les passagers — sauf un, croit-on — échappèrent à la mort.

Mais d'autres personnes se trouvaient déjà noyées sous un bouillonnement d'eau, ensevelies dans la boue envahissante.

L'ampleur du désastre, l'obligation d'aller ici et là, — partout, — rendait ardue la tâche des sauveteurs. *L'obscurité la compliqua* encore plus. Tantôt c'était une famille, criant au-dessus du toit sur lequel elle s'était réfugiée et que *des soldats ne pouvaient* atteindre, se contentant pour lui donner courage de braquer vers elle par intermittence leurs lampes électriques. Tantôt c'était un père qui ne savait où se trouvait sa fillette. La folle angoisse se prolongea toute la nuit dans des va et vient irraisonnés. Les mots que la boue ne gardait pas ou dont les flots n'avaient pas entraîné Dieu sait où les corps étaient transportés les uns après les autres à l'hôpital, heureusement épargné. D'heure en heure le bilan se révélait atterrant.

A 3 h. 45 on dénombrait vingt cadavres ; à 5 h. 50 on en comptait soixante. Le chiffre ne cessa d'augmenter au fur et à mesure que le temps passait. Au milieu de la matinée le bilan s'élevait à soixante-treize morts. Vers midi on déplorait cent quatre morts, au début de l'après-midi était de cent trente-six. Mais il ne s'agit de toute évidence que d'un chiffre provisoire, car voilà que de toute part on signale des disparitions. *Selon une estimation qui* ne peut être absolument précise, mais dont on craint qu'elle ne soit vraisemblable, le nombre des disparus atteint *deux cents*.

A l'entrée de l'hôpital des familles entières attendent, et les scènes de désespoir se succèdent. *On s'inquiétait* du sort d'une dizaine d'officiers, sous-officiers et mariniers de la base aéro-navale dont un certain nombre d'avions ont été jetés à la mer, la nuit dernière, mais aux dernières nouvelles *il n'y aurait pas de victime* à cet endroit-là.

Un sauveteur tué

Sous le soleil qui brille les sauveteurs déploient leurs efforts au péril de leur vie, et l'un d'eux, un pilote d'hélicoptère, qui avait participé toute la nuit aux secours, a été décapité par une pale de son appareil alors qu'il s'apprêtait à repartir.

M. Roux, préfet et directeur du service de protection civile, s'est rendu aussitôt sur les lieux, bientôt rejoint par M. Galichon, directeur du cabinet de M. Chatenet, ministre de l'intérieur, et par les parlementaires varois présents à Paris. Tous les moyens d'urgence prévus par l'O.R.S.E.C. (Organisation de secours) sont mis à la disposition des autorités.

Le préfet du Var dirige les opérations d'un P.C. installé aux Arcs-sur-Argens, la localité du Muy, plus voisine des lieux du sinistre, étant privée de toute liaison téléphonique. Il dispose de plusieurs milliers d'hommes de troupe.

L'amiral *Sip, préfet maritime*, à Toulon, décidait de faire participer des éléments de la marine aux secours. La marine est en effet chargée de ravitailler quelque dix mille personnes. Servant de base à neuf hélicoptères, le porte-avions *La-Fayette* a été dirigé vers Saint-Raphaël, où il demeurera au mouillage, ainsi que les escorteurs *Normand*, *Gascon* et *D'Estrée*.

Enfin, dès que la catastrophe a été connue, l'armée de l'air américaine s'est immédiatement mise à la disposition du gouvernement français pour porter secours aux victimes.

(*Lire la suite de nos informations en page 2.*)

DEUX AFFAIRES

Par JACQUES FAUVET

Deux affaires, mal enterrées, ressortent, de temps à autre, empoisonnant l'atmosphère. Toutes deux remontent d'ailleurs au précédent régime. C'est en effet le 21 juin 1957 que le professeur Audin a été — au vu des documents publiés à ce jour — vraisemblablement assassiné *par un officier français* et c'est le 16 janvier 1957 qu'un officier français a été assassiné par Kovacs. Si le premier crime n'a jamais été jugé, le second a été l'objet d'une *parodie* de justice.

Les faits sont connus. Membre du parti communiste, Maurice Audin a disparu à la suite d'un interrogatoire à Alger. Aujourd'hui sa femme accuse. Elle confirme ce que l'on savait du dossier, mais elle n'hésite pas à préciser qu'après avoir été torturé le jeune professeur a été étranglé par un officier saisi d'une crise de fureur. Un scénario a permis ensuite de camoufler sa disparition en fuite. Les responsables sont connus. Frappés d'arrêts de rigueur, ils n'ont jamais été inquiétés.

Produit de la guerre civile algérienne, ce crime impuni parmi d'autres a pris valeur symbolique. Le dénoncer n'est pas attenter à l'honneur de l'armée. C'est le défendre. Car ce qui déshonore non pas l'*armée* mais tel ou tel de ses membres, c'est contredire les raisons mêmes de son combat, se conduire comme l'adversaire, tuer et mentir.

Le régime précédent en était parfaitement instruit. S'autorisant de *nobles motifs, il a tour à tour* contesté et couvert les faits contre lesquels en vérité il n'avait pas la force de *réagir ; il en est mort.*

On rejoint ici l'autre affaire puisque leur lieu de rencontre est un certain Alger.

Le 16 janvier 1957 le commandant Rodier était tué par un obus de bazooka *alors qu'il se trouvait dans le* bureau du général Salan. C'est ce dernier qui était visé par un clan que l'on qualifia pudiquement de « petit lot d'exaltés ». Ces assassins bien organisés entendaient « pour frapper l'opinion » supprimer des personnalités soupçonnées d'être insuffisamment « résolues à défendre l'idéal de l'Algérie française ».

Dès les premiers jours l'instruction *fut étrangement conduite*, et lorsque renvoyé une première fois le procès vint, en octobre 1958, le principal accusé Kovacs, pourtant surveillé par la police, s'était enfui...

La Ve République a donc reçu en héritage les deux affaires de la IVe.

Pour la première, elle a fait ce que sa devancière n'avait jamais osé faire. Elle a eu le courage d'exhumer *le dossier et de saisir la Cour de* cassation aux fins de dessaisissement du parquet d'Alger. C'est la cour de Rennes qui instruit désormais la plainte de Mme Audin. Les témoignages sont nombreux. Il faut et il suffit maintenant que la justice passe.

L'affaire du bazooka regarde plus directement le présent régime, puisque si les faits lui sont antérieurs, *le procès*, si l'on peut dire, a eu lieu depuis son avènement et qu'il est à refaire. Kovacs a été condamné par *contumace. C'est en retrouvant la filière* qui lui a permis de fuir que l'on fera la lumière, que l'on rendra la justice s'il y est soumis de gré ou de force, et que l'on dissipera le *trouble qui entoure cette affaire.*

Sans doute y a-t-il eu deux actions parallèles, l'une qui, prétendument nationale et simplement criminelle, a abouti, par *Kovacs* et ses tueurs, à l'attentat contre le général Salan et à la mort du commandant Rodier : l'autre qui, purement politique, devait aboutir à un changement de personnes à Alger, préface d'un changement de politique ou même de régime à Paris.

Que les uns et les autres aient évolué sur un plan non euclidien, et que les parallèles se soient un jour *ou l'autre rencontrées, cela ne paraît* guère faire de doute. Exaltés, et donc imprudents, des messagers sont allés d'un groupe à l'autre, offrant à leur insu l'*alibi* ou la couverture que cherchait Kovacs.

Mais nul n'a jamais prétendu que ces opposants d'*alors*, dont le *premier* ministre d'aujourd'hui, aient connu les intentions réelles du personnage. Simplement l'esprit de « complot » était un peu partout à cette époque.

Chaque régime a son péché originel. L'un naît de la défaite, l'autre *de l'insurrection, un troisième de la* conspiration. A aucun il n'est demandé de renier ses origines. Mais le drame algérien sécrétant le complot par lui-même, le régime actuel doit, s'il veut durer, n'être complaisant à l'égard de personne, à commencer par lui-même.

Ces deux *affaires* lui en offrent l'occasion. Elles lui en *font* même obligation.

M. MARCEL PAGNOL ACCUEILLE SOUS LA COUPOLE M. MARCEL ACHARD

La réception de M. Marcel Achard par M. Marcel Pagnol, qui se déroule aujourd'hui sous la *Coupole*, comptera parmi les réceptions souriantes. Ces deux hommes de théâtre n'ont renoncé ni l'un ni l'autre aux mots d'auteur.

M. Marcel Achard n'a nullement escamoté l'éloge de son prédécesseur, André Chevrillon. Il l'a forcé à sourire, ce qui sied bien *après* tout au neveu d'Hippolyte Taine. Petites phrases sur petites phrases se succédant comme des répliques, notations brèves, *maximes* qui se déboîtent l'une de l'autre, le premier monologue écrit par Marcel Achard s'adapterait parfaitement à la scène. Il est conçu comme un dialogue de théâtre.

Pour M. Marcel Pagnol la tâche est facile : un camarade de jeunesse, de métier, un auteur à succès, des débuts de bohème riches en anecdotes bien racontées. Pour corser son plat, une épice : il est d'usage que le discours de bienvenue cache à l'adresse du récipiendaire quelques épines sous les roses. M. Marcel Pagnol, lui, a prétendu tresser une couronne d'épines, qui n'est en fait qu'une couronne de fleurs.

(*Lire le texte des discours en pages 7, 8, 9 et 10.*)

DIX-SEPTIEME ANNEE. — N° 4686. ★ 16 PAGES — DERNIÈRE ÉDITION DIMANCHE 14 et LUNDI 15 FEVRIER 1960.

Le Monde

Rédaction, Administration : 5, r. des Italiens, Paris-IX°. — Directeur : Hubert BEUVE-MÉRY

LE NUMÉRO : 30 fr.
0,30 NF

Algérie (messageries-avion) : 35 fr. - 0,35 NF. Maroc : 40 francs marocains ; Tunisie : 35 m. Italie : 60 L. ; Belgique-Luxembourg : 3 fr. Espagne : 3,50 pes. ; Allemagne : 0,40 DM. Grande-Bretagne : 8 d. ; Pays-Bas : 0,30 fl. Portugal : 3 escudos ; Suisse : 0,30 franc.

Tarif des abonnements à l'intérieur.

COMPTE CHEQUE POSTAL : PARIS N° 4207-23

Adresse télégraphique : JOURMONDE-PARIS

Tél. : PRO. 91-29 ; TAL. 78-40

En présence de M. Guillaumat et de personnalités de la Communauté

La première bombe A française a explosé samedi matin à 7 heures à Reggane

Samedi à 7 heures la première bombe atomique française a été mise à feu à Reggane, dans le Sahara. M. Pierre Guillaumat, ministre délégué, représentait le gouvernement, et des personnalités de la Communauté étaient à ses côtés. La nouvelle diffusée un quart d'heure après l'explosion a été suivie d'un communiqué officiel du président de la République et de la Communauté. Le bruit de l'explosion a été diffusé à 13 h. 55 par la R.T.F.

Depuis lors seuls des renseignements fragmentaires ont été obtenus. M. Guillaumat et M. Messmer, ministre des armées, se réservent de donner des indications plus précises sur l'expérience au cours d'une conférence de presse qu'ils tiendront dans la soirée à l'Ecole polytechnique. Auparavant un avion à réaction aura apporté à Paris le film de l'explosion, qui sera présenté au général de Gaulle avant d'être rendu public par la télévision, probablement dimanche. Un point important est cependant acquis : l'explosion a eu lieu conformément aux prévisions, et on ne signalait dans les heures qui ont suivi l'explosion aucune retombée radio-active sur les proches régions habitées.

A Paris ce succès a été accueilli avec satisfaction dans la plupart des partis politiques, à l'exception de l'extrême gauche. Plusieurs personnalités ont exprimé le vœu qu'après cette démonstration des possibilités scientifiques et techniques de la France les Etats-Unis mettent à sa disposition une partie de leurs secrets atomiques.

Il ne semble pas cependant que le Congrès et la commission de l'énergie atomique considèrent que les progrès ainsi réalisés soient suffisamment « substantiels » pour faire jouer les dispositions de la fameuse loi Mac Mahon sur la communication d'informations techniques aux alliés de l'Amérique. Mais le gouvernement français va disposer d'arguments nouveaux pour tenter de convaincre Washington d'ouvrir une négociation sur les moyens d'éviter les dépenses énormes d'une absurde concurrence.

A l'étranger, d'une manière générale, l'explosion n'a provoqué aucune surprise. Rares sont ceux qui, comme le Dr Adenauer, l'approuvent sans réserve. Mais la plupart de nos alliés ont accueilli la nouvelle avec un certain soulagement, pensant qu'elle débarrassera les dirigeants français d'un certain complexe d'infériorité et mettra fin à la campagne d'agitation dont le vote de l'O.N.U. avait marqué le point culminant. Le Japon va néanmoins adresser une protestation à Paris et le gouvernement d'Accra a décidé de bloquer tous les avoirs français au Ghana.

A Genève enfin, où siège la conférence sur l'arrêt des essais nucléaires, on ne paraît pas croire, comme certains l'avaient redouté, que l'expérience française gêne les négociations, et on exprime l'espoir que le général de Gaulle acceptera d'ajouter sa signature à celles des trois autres puissances atomiques au cas où un accord serait enfin conclu.

Tirer le bien du mal

Voici donc la France dotée de l'arme atomique. Peut-être la nation en tirera-t-elle une fierté accrue, peut-être son prestige sera-t-il grandi aux yeux de l'univers. Se sentira-t-elle mieux protégée ? De cela au moins il est permis de douter. On peut estimer au contraire que la France eût mieux répondu à sa vocation et aurait gagné davantage à s'engager dans une autre voie, à vouer ses ressources et ses efforts aux applications pacifiques de l'énergie atomique, à s'efforcer, inlassablement, de tenir en alerte la conscience du monde et de l'éclairer sur les conséquences de la prodigieuse mutation qui commande désormais son destin. Ce que la France vient de faire d'autres pays voudront le faire aussi, et l'on voit mal quels arguments il serait possible de leur opposer.

Cela dit, mieux vaut le fait accompli qu'une attente devenue pénible qui, plus encore que les retombées atomiques, empoisonnait l'atmosphère internationale. Si, comme il est permis de l'espérer, l'explosion de Reggane ne porte aucun dommage réel aux populations d'alentour, la campagne d'agitation organisée dans les pays africains, qui nous avait mis l'an dernier en position difficile à l'O.N.U., devra s'arrêter faute d'objet.

Le président de la République va disposer en outre d'arguments nouveaux pour réclamer à Washington les informations qui nous étaient jusqu'ici refusées. Les alliés, qui souhaitent son maintien à la tête de la France, ont tout intérêt à ne pas provoquer ici de nouvelles amertumes. Enfin l'essai auquel il vient d'être procédé peut être présenté comme l'un de ces « progrès substantiels » auxquels la loi Mac Mahon subordonne la communication des secrets atomiques.

En fait, pour le moment, l'appréciation de ces « progrès » dépend toujours du Congrès, lequel n'est pas trop bien disposé à l'égard de la France. Mais on peut penser que le président Eisenhower ne serait pas fâché de donner dans ce domaine au chef de l'Etat français une satisfaction dont le résultat serait une détente sensible dans les relations entre les deux pays. C'est sans doute dans cette perspective qu'il a entrepris avec le Capitole de délicates négociations tendant à donner aux fameux « progrès substantiels » une définition objective, qui permettrait à la France de ne plus procéder seule à des expériences ruineuses, qui lui mettent l'opinion mondiale à dos.

Mais il serait encore plus souhaitable que, cette satisfaction une fois obtenue, le général de Gaulle mît son immense crédit au service d'un nouvel effort de désarmement plutôt que d'engager la France plus avant dans une course absurde à l'arme absolue. Le communiqué de l'Elysée autorise cet espoir.

Comment s'est déroulée l'expérience

Par NICOLAS VICHNEY

Les spécialistes français avaient évidemment pour premier objectif de prouver qu'ils étaient à même, comme les Américains, les Soviétiques et les Anglais, d'utiliser l'énergie nucléaire à des fins militaires. Mais, autant qu'une démonstration, cette explosion devait à leurs yeux constituer une expérience. Une arme atomique est délicate à mettre au point, et il est bien évident que l'engin qui vient d'être essayé ne saurait être utilisé tel quel. La réussite de l'opération, sur laquelle on n'a pour le moment que fort peu de détails, a montré que dans l'ensemble les calculs effectués étaient exacts et que le mécanisme de mise à feu a donné satisfaction. De nombreuses données expérimentales ont certainement été réunies. Les techniciens vont maintenant s'employer à les analyser, et dès à présent on peut s'attendre que les conclusions qui en seront tirées seront à leur tour mises à l'essai au cours d'autres expériences.

S'efforceront-ils après avoir franchi une première étape d'aller plus avant et de construire une bombe H ? Certains le pensent, mais auparavant il leur faudra rendre la bombe A opérationnelle.

Une tour métallique.

C'est le désir de tirer le plus d'enseignements possibles de l'expérience qui a dicté la conception du dispositif. La bombe, dont les divers éléments ont été transportés par avion puis entreposés sur place dans les locaux spéciaux, était placée au sommet d'une haute tour métallique. La mise à feu a été ordonnée d'un poste de commandement avancé et l'ordre transmis à la tour par un câble co-axial. Durant la dernière demi-heure qui a précédé l'expérience toutes les opérations ont été effectuées automatiquement pour éviter que l'émotion consécutive à l'approche de l'événement tant attendu ne provoque une fausse manœuvre.

Les mesures de contrôle.

Les mesures effectuées lors de l'expérience ont été de deux ordres. Les unes, « internes », devalent permettre de découvrir le fonctionnement effectif de la bombe et de formuler après étude une sorte de diagnostic sur le comportement réel de l'engin.

D'autres mesures, « externes » celles-là, avaient pour but d'étudier les effets physiques de la mise à feu. Des « ultra-caméras » étaient ainsi placées sur de petites tours, relativement proches du « point zéro ». Elles devaient permettre d'enregistrer à une cadence extrêmement rapide les images de la boule de feu. D'autres appareils de mesure étaient disposés dans un blockhaus enterré. Les indications recueillies devaient être relevées ou les appareils emportés sitôt qu'il serait possible de pénétrer dans la zone où les installations avaient été montées. Naturellement le personnel appelé à se déplacer dans la région contaminée par les radiations doit être protégé par un équipement spécial.

Le rayonnement électromagnétique.

Au nombre des observations qui intéressaient surtout les spécialistes français figurait celle du rayonnement électromagnétique provoqué par l'explosion. L'existence de ce rayonnement permet en effet de procéder au repérage à longue distance des essais nucléaires, et de nouvelles méthodes ont été mises au point en laboratoire. Encore fallait-il que ce matériel puisse être utilisé dans des conditions climatiques bien différentes de celles où il a été imaginé. Autre difficulté qu'il a fallu surmonter : l'ordre de grandeur des phénomènes qui peuvent être produits « en chambre » et de ceux qui résultent d'une expérience en vraie grandeur est bien différent...

Mais le désir de recueillir un maximum d'informations sur le mécanisme de mise à feu ne s'est pas borné à faire de la tour où était placée la bombe un laboratoire ni à truffer les alentours du pylône d'appareils de mesure : les poussières radio-actives formées par l'explosion ont été recueillies, tant à l'intérieur du « champignon » que dans toute la région avoisinant le « point zéro ». Des mesures de radioactivité doivent aussi être effectuées par l'aviation au ras du sol. Quant au nuage radioactif, qui conformément aux prévisions se déplace vers l'est, il doit être suivi au radar.

Les effets militaires de l'explosion.

Tandis que les atomistes s'efforçaient ainsi de déterminer la puissance de l'engin (on ne possède pour le moment aucune indication sur ce point essentiel) et de préciser son fonctionnement réel, militaires et médecins ont procédé à une double série de mesures.

Les premiers ont cherché à évaluer les effets de l'explosion. Un important matériel devait, à cette fin, être disposé autour du pylône : des chars, des avions... La marine nationale a même reconstitué — en plein désert — des superstructures de navires de guerre. Celles-ci étaient différemment disposées par rapport au « point zéro » pour permettre de mieux évaluer les effets du souffle et des radiations thermiques. Pour juger de leur efficacité on a également reproduit des abris à personnel analogues à ceux qui ont déjà été construits dans la métropole. Enfin des échantillons de métaux ont été disposés tout autour du lieu de l'explosion afin d'étudier les modifications qui pourraient être apportées à leur structure par le flux des neutrons.

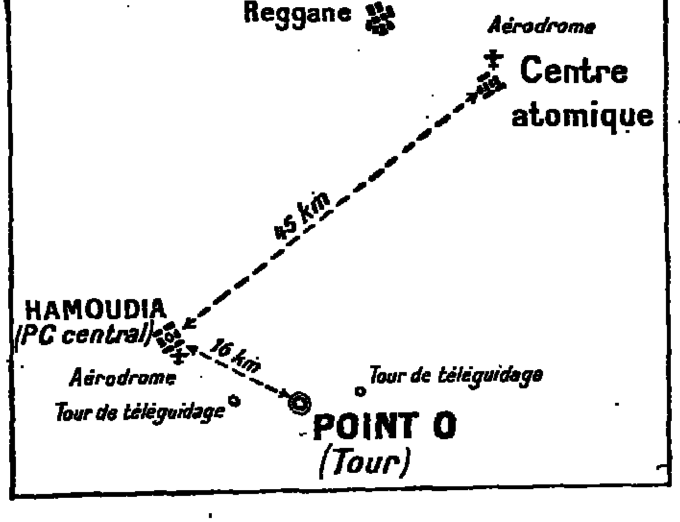
Les essais effectués par les services de santé ont porté sur l'examen des dommages causés aux organismes vivants du fait des radiations thermiques et nucléaires. Des rats ont été exposés au « flash » atomique, de même qu'un dosimètre destiné à la mesure des doses de radiations.

Les essais des services de santé

On s'est ainsi préoccupé de savoir dans quelle mesure des vivres et de l'eau placés dans une zone contaminée par les radiations pourraient rester consommables, et d'évaluer les protections aux radiations qu'assurent les divers matériaux.

Naturellement, la confrontation brutale de tous les matériels avec le souffle provoqué par l'explosion et les radiations thermiques a été filmée. Les spécialistes espèrent tirer des vues qu'ils ont ainsi recueillies des enseignements utiles à la sauvegarde des installations et des engins militaires ainsi qu'à la protection civile.

Nul ne doute que les informations recueillies pourront utilement compléter celles qui ont déjà été rendues publiques par les Américains, mais le plus grand intérêt de l'expérience réside, il ne faut pas l'oublier, dans la mesure de la puissance de l'engin. Plus de deux cent vingt bombes A ou H ont déjà éclaté, et seule la puissance effective de l'explosion de ce samedi matin dira si les spécialistes français se sont contentés de marcher sur les traces de leurs devanciers ou s'ils ont su d'un coup d'essai faire un coup de maître.



Le général de Gaulle : hourra pour la France !

La présidence de la République a annoncé l'explosion dans le communiqué suivant :

« Le président de la République française et de la Communauté fait connaître que le 13 février à 7 heures, compte tenu des conditions météorologiques très favorables, l'ordre a été donné de faire exploser un engin atomique dans le désert saharien du Tanezrouft, au sud-ouest de Reggane. L'explosion a eu lieu dans les conditions de puissance et de sécurité prévues.

» L'engin était placé au sommet d'une tour, l'explosif utilisé étant le plutonium.

» La sécurité des populations du Sahara et des pays voisins a été intégralement assurée.

» Le général de Gaulle exprime la gratitude du pays envers les artisans de ce succès : ministres et savants, officiers et ingénieurs, industriels et techniciens. Ainsi la France, grâce à son seul effort national, peut renforcer son potentiel défensif, celui de la Communauté et celui de l'Occident.

» D'autre part la République française est mieux à même de faire sentir son action pour la conclusion d'accords entre puissances atomiques, en vue de réaliser le désarmement nucléaire. »

Le président de la République a adressé à 7 h. 46 à M. Pierre Guillaumat, ministre délégué auprès du premier ministre, qui se trouve à Reggane, le message suivant :

« Hourra pour la France ! Depuis ce matin elle est plus forte et plus fière. Du fond du cœur, merci à vous et à ceux qui ont pour elle remporté ce magnifique succès. »

AU JOUR LE JOUR — Le chef-d'œuvre

Rester indifférent devant l'explosion de la bombe française me paraîtrait aussi étrange que s'indigner, comme le font certains, parce que la France vient d'ajouter sa pincée de poussières radioactives aux nuages que, depuis quinze ans, soulèvent les membres du club atomique.

Je l'avoue donc sans honte : j'éprouve en apprenant l'explosion de Reggane un indiscutable sentiment de fierté. Je suis certain que beaucoup de mes compatriotes, qui désapprouvent les bombes atomiques en général et la bombe atomique française en particulier sont comme moi.

Il n'est pas question, bien sûr, de s'enthousiasmer, de crier au miracle. Un pays comme le nôtre, s'il a le sens de la grandeur et de la dignité, ne pavoise pas lorsqu'il réalise à son tour un programme scientifique établi depuis de longues années.

Inutilisable sans doute, démodée peut-être, cette bombe n'est que symbolique. Mais il ne faut pas trop mépriser le symbole. Ainsi, naguère, le compagnon devenait maître en exécutant, selon les traditions anciennes, un inutile et symbolique chef-d'œuvre. Le chef-d'œuvre ne faisait pas de lui un prince, mais lui permettait de n'être pas un valet.

ROBERT ESCARPIT.

DIX-HUITIEME ANNEE. -- N° 5058. ✱ 16 PAGES — DERNIÈRE ÉDITION 3 DIMANCHE 23 et LUNDI 24 AVRIL 1961.



Rédaction, Administration: 5, r. des Italiens, Paris-IX°. — Directeur: Hubert BEUVE-MÉRY.

LE NUMÉRO : 0,30 NF

Algérie (messageries-avion) : 35 fr. = 0,35 NF
Maroc : 40 fr. mar.; Tunisie : 35 m.; Italie : 60L; Belgique-Luxemb. : 3,50 fr.; Autriche : 3 sch. Espagne : 3,50 pes.; Allemagne : 0,40 DM, Grande-Bretagne : 8 d.; Pays-Bas : 0,30 fl. Portugal : 2 escudos; Suisse. 0,35 franc.

Tarif des abonnements à l'intérieur.

COMPTE CHEQUE POSTAL : PARIS N° 4207-23

Adresse télégraphique : JOURMONDE-PARIS
Tél. : PRO. 91-29 ; TAL 78-60

DANS LA NUIT DE VENDREDI A SAMEDI AVEC L'APPUI DES PARACHUTISTES

COUP DE FORCE MILITAIRE A ALGER

- Les généraux en retraite Challe, Jouhaud et Zeller *s'emparent* du pouvoir
- Les généraux commandant à Oran et à Constantine refusent de les suivre
- Le général Olié remplace en Algérie le général Gambiez « prisonnier »

L'AVENTURE

Par SIRIUS

POUR la troisième fois en trois ans Alger entre en insurrection contre le pouvoir central. En mai 1958 les chefs militaires, coiffant le mouvement et faisant corps avec lui, provoquaient la chute du gouvernement, le changement de regime et, bon gré mal gré, l'acces à la tête du pays d'un homme prestigieux, qui devait bientôt les decevoir. En janvier 1960 une nouvelle révolte n'obtenait que le soutien indirect de certains éléments de l'armée et de hauts états-majors. Aujourd'hui ce sont des officiers généraux à la retraite — mais ayant exercé les plus hauts commandements — qui *prennent l'initiative et s'emparent sur place de tous les pouvoirs*. A leur tête se trouve l'ancien commandant en chef qui, en 1960, avait dû tant bien que mal faire face à l'émeute.

La premiere phase de l'opération a été — reconnaissons-le — remarquablement conçue et exécutée. Cette nuit, quand le rideau tombait sur la derniere réplique de « Britannicus », ni le général de Gaulle ni la pléiade de ministres qui l'accompagnaient, parmi *lesquels celui de l'Algérie, ne se doutaient manifestement* de quoi que ce soit.

Mais *maintenant* ? Si, comme les precedents permettent de le croire, l'Elysée tient ferme la barre, il est peu probable que le mouvement gagne serieusement la métropole ou que l'autorite legitime reste désarmee, comme le 13 mai, par la totale passivite des executants. Il parait certain, en revanche, que, cette fois encore, les forces populaires n'hesiteront pas, malgré leurs griefs ou leurs rancoeurs, à faire bloc derriere le général de Gaulle. En Algerie même, les chefs responsables des régions d'Oran et de Constantine ont *refusé* de courir l'aventure.

Si cette situation se maintient, que pourrait espérer un gouvernement insurrectionnel constitué, par hypothèse, à Alger ? Le ralliement des *masses* musulmanes ? Des concours extérieurs ? L'idée de manœuvre des militaires révoltés est, semble-t-il, toujours la même : compter sur le refus de l'armée de marcher contre l'armée et peser ainsi sur le gouvernement pour l'obliger à changer de politique ou à se demettre.

Y parviendraient-ils, quels pourraient être finalement les resultats du coup de force ? Ce n'est pas avec une armee dont l'unité *serait brisée, des recrues libérées en conscience* du devoir d'obéissance, une métropole bouleversée et moins encore dans l'horreur d'une éventuelle guerre civile que la lutte pour l'Algérie française pourrait être poursuivie et gagnée.

Ceux qui connaissent bien le general Challe et que son geste stupéfie sont convaincus qu'il ne s'est pas jeté dans l'aventure sans l'avoir minutieusement préparée. Mais, en définitive, il s'agit ici *beaucoup plus de stratégie politique que de tactique insurrectionnelle*. Ce sont les rapports de la France avec la Tunisie, le Maroc et sans doute l'Afrique noire qui seraient bientôt remis en question. Ce serait l'internationalisation du conflit rendue inevitable à travers un chaos de style congolais. Ce serait pour le Kremlin, après Cuba, une nouvelle occasion de s'assurer l'avantage, offerte par ceux-là mêmes qui l'exècrent et se flattent de lui opposer enfin une *résistance victorieuse*.

Rarement apprentis sorciers ont pris sur eux de telles responsabilités, accepté de pareils risques. Est-il encore une chance qu'ils le comprennent avant l'irremédiable ?

Les syndicats ouvriers se concertent à Paris et la police procède à des arrestations

M. Ferhat Abbas demande aux musulmans de « faire face aux provocations »

Un coup de force militaire s'est produit à Alger dans la nuit de vendredi à samedi. Peu après minuit des éléments du 1er régiment étranger de parachutistes investissaient la délégation générale, les bâtiments officiels, la radio et les centraux télé*phoniques et télégraphiques*. M. Jean Morin, délégué général ; M. Robert Buron, ministre des travaux publics, qui était l'hôte du délégué général, et le général Gambiez.

Au début de l'après-midi M. Arnould, secrétaire général du Comité d'entente des anciens combattants, appelait sur les ondes de Radio-Alger la population à se rassembler à 16 heures sur le forum.

La mutinerie est *dirigée* par les généraux en retraite Maurice Challe, Jouhaud et André Zeller, qui ont proclamé l'état de siège. Le général Salan, dont le nom figure également dans les proclamations diffusées à Alger, se trouvait encore à Madrid à la fin de la matinée de samedi, ainsi que M. Pierre Lagaillarde.

***Selon les informations parvenues* à Paris, les généraux de Pouilly et Gouraud, commandant les corps d'armée d'Oran et de Constantine, qui auraient reçu un « ultimatum » des généraux d'Alger, auraient refusé de se joindre au mouvement.**

M. Louis Joxe, muni des plus larges pouvoirs, et le général Olié, nommé commandant en chef, ont été envoyés en Algérie. Ils sont arrivés peu après *12 h. 30* à un point qui n'a pas été révélé.

Aucun incident n'était d'autre part signalé en métropole, où la plus vive activité *régnait dans les milieux* gouvernementaux. Le gouvernement a fait connaître qu'il avait pris « toutes les mesures nécessaires pour que force reste à la loi ». Dans une allocution radiodiffusée, M. Michel Debré a dit, au début de l'après-midi : « Le gouvernement est décidé à faire respecter la volonté de la nation. » Un conseil des ministres est convoqué à l'Elysée à 17 heures.

L'U.N.R., les partis de gauche et les syndicats ouvriers ont élevé de vives protestations contre le coup de force et se consultent sur la forme qu'il convient de donner à leur action, *prononçant les mots* de « grève générale ».

Le coup de force d'Alger s'est produit à un moment où le gouvernement s'y attendait le moins. Cependant la réaction du premier ministre, puis du président de la République, aussitôt alerté par M. Debre, a été immédiate, et, semble-t-il, très énergique. Dès que le chef du gouvernement eut constaté lui-même en appelant à Alger M. Jean Morin, qui lui fit savoir qu'il était gardé à vue, la réalité de la rébellion, d'importantes mesures de sécurité furent ordonnées en métropole. Il était alors 3 h. 30 du matin.

Trois soucis parurent dès ce moment avoir le pas sur toute autre préoccupation : s'assurer qu'aucun mouvement du même ordre n'était préparé en métropole et se mettre en mesure, le cas échéant, d'y parer ; éviter que par des rumeurs incontrôlées ou des manœuvres d'intoxication l'inquiétude ne gagne la population, enfin prendre aussi rapidement que possible, malgré les difficultés de communication, une vue exacte de la situation afin d'être en mesure de circonscrire le mouvement en Algérie même et de le combattre.

En métropole aucun incident n'était signalé. Toutefois des dispositions exceptionnelles de sécurité ont été prises et des arrestations préventives opérées aux premières heures de la matinée dans les milieux activistes.

Les décisions prises en matière d'information de l'opinion prévoyaient une série de mesures qui devaient entrer en application selon l'évolution des événements, et qui pouvaient aller jusqu'à l'établissement, le cas échéant, de la censure.

M. Joxe en Algérie avec les pleins pouvoirs

Quant à la situation sur place son analyse fit bientôt apparaître qu'il s'agissait d'une affaire purement militaire et, en son début, limitée à Alger. Le délégué général n'avait pas été pris tout à fait au dépourvu. Alerté en fin de soirée sur des mouvements de troupes, il avait alors appelé au téléphone M. Jean Verdier, directeur de la sûreté nationale, pour le prier de diriger d'urgence vers l'Algérie des renforts de C.R.S. et de gendarmerie, mais la communication avait été interrompue avant que M. Morin ait eu le temps de faire part de ses inquiétudes. Peu après parvenait à Paris le premier message relatant les événements.

PIERRE VIANSSON-PONTÉ.

(Lire la suite en 2e page, 3e colonne.)

Une action qui d'avouée était devenue secrète

L'insurrection militaire algéroise aura surpris le gouvernement. Depuis quelques mois on considérait dans les milieux officiels que l'armée, après les sursauts de janvier 1960 et le grave malaise de *décembre suivant, s'était*, de plus ou moins bon gré, ralliée à la politique algérienne du général de Gaulle. On savait certes que certains éléments activistes entretenaient des liaisons étroites avec le général Salan et M. Lagaillarde à Madrid et que Genève était une plaque tournante de ces rencontres clandestines. Mais l'attitude de l'ensemble des cadres laissait supposer que les « ultras » militaires ne seraient pas suivis et que, le sachant, ils ne tenteraient aucune opération d'envergure. Le ministère des armées avait démenti les bruits selon lesquels le gouvernement songeait à dissoudre les divisions de parachutistes.

L'attitude d'un certain nombre d'officiers, considérés il y a quelques mois encore comme des partisans déterminés de l'Algérie française, et qui depuis lors donnaient des gages publics de loyalisme, confirmait cette impression.

Ainsi a-t-on entendu M. Messmer, ministre des armées, déclarer jeudi dernier à la presse anglo-américaine : « Je ne dis pas qu'il n'y aura pas certains accès de mauvaise humeur, des réactions de *mécontentement, mais il* est exclu que l'armée sorte de la discipline. » Le général Gambiez, de son côté, affirmait le loyalisme de l'armée, et déclarait à un de nos confrères : « L'armée obéit et ne serait plus disponible pour un nouveau 24 janvier. »

Le malaise de la Légion étrangère

Certains événements cependant eussent dû attirer l'attention du gouvernement. Si l'ensemble des unités d'Algérie demeurait calme, un sourd malaise se manifestait parmi les troupes de choc. La 10e division parachutiste, écartée d'Alger, qui lui avait fourni une partie de ses éléments, n'acceptait pas sans peine son éloignement et l'échec des partisans de l'Algérie française. Au 1er régiment étranger de parachutistes notamment le malaise causé par l'attitude du colonel Dufour, qui, en décembre, au moment de passer son commandement, avait « pris le maquis » avec son drapeau avant de rentrer dans la discipline, était loin de s'être dissipé. Plusieurs officiers s'étaient refusés à partir en opérations, mais les sanctions étaient restées bénignes : arrêts et mutations.

Les parachutistes de la Légion n'étaient pas les seuls à manifester ainsi leur mécontentement. La légion étrangère tout entière semblait mal à l'aise. Des rumeurs circulaient selon lesquelles, quel que soit le résultat des négociations, ce corps chargé de traditions, fortement implanté en Algérie depuis sa création, serait dissous. Le général Gardy, ancien inspecteur de la Légion étrangère, avait rendu visite au général Salan à Madrid, et dans des hebdomadaires de l'opposition ne cessait de souligner quel déchirement représenterait la disparition d'unités *glorieuses entre toutes*.

Dans les unités musulmanes, la crainte était entretenue d'un « abandon » qui aurait de tragiques conséquences. C'est, semble-t-il, à cette propagande qu'il faut attribuer le ralliement au coup de force du 7e régiment de tirailleurs algériens de Batna, la première unité d'Algérie à être placée sous les ordres d'un musulman, le colonel Ahmed Rafa, originaire de Mouzaïaville, qui a pris son commandement le 20 décembre dernier.

Les éléments « activistes » de l'armée avaient jusqu'à ces derniers mois opéré presque ouvertement. Les mesures prises par le gouvernement pour briser les « hiérarchies militaires parallèles » et disséminer en métropole ou en Afrique les plus représentatifs et les plus remuants des officiers « intégrationnistes » les ont amenés à travailler dans une clandestinité d'autant plus rigoureuse que l'ensemble de l'armée apparaissait moins disposé à une opposition ouverte.

La carte essentielle dont ils disposent est le concours du général Challe, qui a conservé un grand prestige auprès des cadres et qui s'était montré d'une totale discrétion sur son attitude, laissant seulement entendre qu'il était blessé à la fois par la politique algérienne du général de Gaulle et par l'attitude du gouvernement à son égard. Il est également probable que la dernière conférence de presse a précipité le mouvement.

Il est évidemment trop tôt pour savoir ce que sera l'attitude de l'ensemble de l'armée.

Il est en tout cas peu probable qu'elle « bascule » tout entière dans une rébellion dont on ne voit guère quelle pourrait être l'issue. Mais sa détermination dépendra en tout premier lieu de celle de la métropole.

JEAN PLANCHAIS.

Une irritation diffuse avait préparé le terrain à Alger

Bien que le mouvement déclenché dans la nuit de vendredi à samedi semble essentiellement militaire, tant par l'inspiration et le style que par les moyens d'action, et se distingue ainsi de ceux du 13 mai et du 24 janvier, où l'impulsion avait été donnée par la rue, il n'est pas inutile de définir le contexte politique dans lequel il se situe à Alger.

Les deux soulèvements antérieurs avaient été précédés d'une visible agitation, de manifestations de foule qui avaient pris comme prétexte l'exécution de deux prisonniers par le F.L.N., en mai 1958, le terrorisme rebelle en Mitidja, au mois de janvier 1960. Aucune manifestation d'une ampleur comparable n'avait servi au cours des dernières semaines de signe avant-coureur d'une nouvelle explosion : aucune ne s'était produite depuis les démonstrations musulmanes des *11 et 12 décembre 1960 ; il est* vrai que le strict contrôle de la presse, les sévères mesures d'ordre et l'envoi de forces de C.R.S. limitaient considérablement les possibilités de manifestations extérieures de mécontentement.

Des indices étaient pourtant relevés en divers domaines d'un refus des cercles politiques algérois d'accepter la politique algérienne du gouvernement. Tandis que la majorité des élus européens exprimaient leur désapprobation en des discours d'un ton de plus en plus vif, les anciens combattants se regroupaient comme à la veille des deux précédents « coups », les *activistes* multipliaient les tracts et accentuaient leurs opérations terroristes en recourant au plastic, beaucoup de syndicalistes enfin tendaient à donner une signification politique à des arrêts de travail officiellement motivés par des revendications professionnelles.

1) LES POLITIQUES. — Au cours des dernières semaines, tant à Alger qu'à Paris, les élus de la région algéroise, notamment MM. Marçais et Lauriol, multipliaient les critiques *adressées au gouvernement* et au général de Gaulle. Le second avait déclaré le 15 avril que la lutte continuait et que la *bataille* d'Algérie devait être « le Verdun de cette guerre ».

Mais l'influence des dirigeants de cette tendance était contrebattue par le ralliement progressif des élus musulmans aux thèses gouvernementales, voire leur glissement du côté de la rébellion. Ainsi les tenants de l'Algérie *française* avaient-ils été mis en *minorité la semaine* dernière au conseil général d'Alger lorsqu'ils avaient voulu se dresser contre la mesure interdisant à Mme Lagaillarde de regagner l'Algérie.

JEAN LACOUTURE.

(Lire la suite en 6e page, 3e colonne.)

Toutes les communications sont interrompues entre la France et l'Algérie

Toutes les communications mari*times, aériennes et téléphoniques* entre l'Algérie et la métropole sont pratiquement interrompues depuis samedi matin.

Le dernier avion en provenance d'Alger est arrivé à Orly à 4 h. 50. Les autres vols, dont l'arrivée était prévue pour 10 h. 40 et 10 h. 50 en provenance d'Alger, et 14 h. 10 en provenance d'Oran, ont été annulés.

A Marseille tout trafic maritime et aérien avec l'Algérie a été interrompu.

Parmi les treize bateaux touchés par cet ordre figurent notamment les paquebots *Sidi-Bel-Abbès, Djebel-Dira, Ville-de-Tunis* et *Ville-de-Bougie*, à destination respectivement d'Oran et Alger et de Bône et Philippeville. Les navires à destination de la Tunisie et du Maroc sont, quant à eux, autorisés à appareiller normalement.

A Port-Vendres, à Cerbère, à Rouen et à Dunkerque tous les départs de bateaux à destination de l'Algérie ont été annulés. A Toulouse les départs d'avions civils sont suspendus.

Tous les circuits téléphoniques — *sauf un seul, sur Bône, réservé* aux communications officielles — ont été coupés entre la métropole et l'Algérie.

Interdiction aux radios amateurs d'utiliser leurs installations

Le gouvernement a suspendu « jusqu'à nouvel ordre les autorisations accordées aux radios amateurs par l'administration des postes et télécommunications pour l'utilisation des *stations* radio-électriques privées d'émissions. En *conséquence* les amateurs doivent cesser immédiatement tout trafic et mettre leurs installations hors d'état de fonctionner ».

France V prend le nom de Radio-France

La R.T.F. n'est plus en liaison avec France V à Alger depuis la nuit dernière.

Les membres de la direction et de la rédaction de France V seraient gardés à vue et les émissions semblent avoir été assurées samedi matin par des militaires. La station avait pris le nom de « Radio-France ».

En raison des circonstances **Le Monde** paraîtra exceptionnellement demain dimanche.

DIX-NEUVIÈME ANNÉE — N° 5340 ★ ★ 24 PAGES — DERNIÈRE ÉDITION MARDI 20 MARS 1962

Le Monde

Rédaction, Administration : 5, r. des Italiens, Paris-IXe. — Directeur : Hubert BEUVE-MÉRY

LE NUMÉRO : 0,30 NF

Algérie (messageries-avion) : 35 fr. - 0,35 NF
Maroc : 40 fr. mar. ; Tunisie : 35 m. ; Italie : 60 L.
Belgique-Luxemb. : 3,50 fr. ; Autriche : 3 sch.
Espagne : 3,50 pes. ; Allemagne : 0,40 DM.
Grande-Bretagne : 9 d. ; Pays-Bas : 0,30 fl.
Portugal : 3,50 escudos ; Suisse, 0,35 franc.

Tarif des abonnements à l'intérieur.

COMPTE CHEQUE POSTAL : PARIS N° 4 207-23

Adresse télégraphique : JOURMONDE-PARIS
Tél. : PRO. 91-29

APRÈS LA CONCLUSION DES NÉGOCIATIONS FRANCO-F.L.N. D'ÉVIAN

AU DELA DE LA GUERRE

PAR SIRIUS

ON nous l'a tant dit que nul ne peut l'ignorer : le cessez-le-feu n'est pas la paix. Il n'en était pas moins la condition préalable, porte étroite par laquelle il fallait nécessairement passer. En deçà la priorité était aux forces de destruction, au delà il ne devrait plus *s'agir que de reconstruire ou de construire.*

Fallait-il vraiment sacrifier pendant plus de sept ans des centaines de milliers de vies humaines et des milliers de milliards pour franchir *enfin ce seuil ? Après* plusieurs tentatives manquées, fallait-il encore tant d'étapes : la paix des braves, Melun, Evian, Lugrin et, avant de revenir à Evian, ce rendez-vous des Rousses, où les adversaires, pris au jeu d'un rallye clandestin, devenaient bon gré mal gré quelque peu complices ? Sûrs de la force qu'ils tiraient de leur foi et de leur volonté, d'une énorme disproportion démographique, de sympathies ou d'appuis assurés à l'Ouest et à l'Est, les nationalistes algériens n'auraient-ils pu, plus vite et à moindres frais, parvenir à leurs fins ? Et comment croire que de notre côté il était vraiment impossible de faire l'économie de tant de déclarations et de gestes contradictoires, de mettre un *terme beaucoup plus tôt* à *toutes sortes de* menées, parties souvent des hauts postes de l'Etat, de mieux organiser la formation civique des officiers et le contrôle des états-majors, d'empêcher qu'à tous les échelons des chefs courageux et honnêtes, sinon toujours très lucides, aient pu s'estimer abusés, trahis, irrémédiablement atteints dans leur honneur d'homme, de citoyen, de soldat ?

Mieux vaut tard que jamais. Par-delà tous les délais et toutes les déceptions, ceux qui, voici bientôt quatre ans, ont cru devoir se résoudre contre leurs sentiments et contre les principes à un pari dont ils ne se dissimulaient pas les énormes dangers ne peuvent *qu'attacher* à ces premières et incertaines perspectives de paix ce qui leur reste d'espoir. Libre à chacun de penser que d'autres — mais qui donc se présentait alors ? — eussent été plus habiles, plus forts, plus prompts, que le général de Gaulle, ou au contraire qu'il n'était guère possible de faire beaucoup mieux, compte tenu de l'inextricable enchevêtrement des faits, des intérêts et des forces. Une étape est franchie, qui aurait dû l'être plus tôt, mais qui *pourrait aussi ne pas l'être encore sans la volonté* du chef de l'Etat et l'inlassable concours que lui apportait le ministre des affaires algériennes. Sans vaines récriminations, il convient de n'évoquer aujourd'hui le passé que pour en tirer les leçons *utiles à la construction de la paix.*

Construction toujours difficile puisque la paix doit tenir compte des multiples exigences de la vie, alors que la guerre, grande destructrice, est aussi de ce seul fait simplificatrice. Mais ici les difficultés peuvent être accrues jusqu'à devenir insurmontables par les résistances des principaux intéressés. Il reste à convaincre nos compatriotes d'Algérie que *la métropole* n'a rien négligé depuis sept ans pour assurer leur protection, qu'ils ne sont nullement abandonnés et que ce concordat, à tant d'égards douloureux, devrait leur permettre de sauvegarder leur dignité et leurs intérêts. A condition qu'ils le veuillent eux-mêmes et ne s'acharnent pas à le transformer en une faillite où ils perdraient tout. Allons-nous voir encore de ces assassinats en série de passants musulmans ou de ces meurtres « sélectifs », s'il se peut plus désespérants encore, devant lesquels, comme le déclarait à Alger, le ministre de l'éducation nationale, « la douleur nous étreint, mais aussi la colère et la honte » ? Car il est bien vrai que de tels *crimes froidement perpétrés par des Français* semblaient inimaginables. Et tout aussi inimaginable — n'est-ce pas, Georges Bidault ? — qu'ils ne soulèvent pas aussitôt une totale et unanime réprobation. Il faudrait aussi et surtout que cessent enfin d'évidentes complicités. Des « chefs dévoyés », des « aventuriers criminels », peuvent toujours, ici ou là, avec beaucoup d'audace et un peu de chance, braver ou même ridiculiser les forces de l'ordre. Quand, sans coup férir, ils se rendent maîtres des commissariats et de la rue, recueillent par trains, de camions vivres, effets ou armement, force est bien de constater qu'ils disposent de déconcertantes connivences et sans doute de puissants appuis. Si rien *n'était changé,* toutes les craintes seraient permises. Citoyens d'un Etat de plus en plus impuissant, les Français se trouveraient plongés dans la guerre civile ou livrés à la fureur des Grandes Compagnies.

Dans le camp *hier* adverse, nul ne peut *garantir* quelle sera demain la cohésion des chefs, leur sagesse, leur autorité sur les masses. C'est lui qui, optant le premier pour le *terrorisme,* n'a pas craint de multiplier les pires atrocités. Il doit compter, lui aussi, avec ses tueurs fanatisés qui ne perdront pas *facilement* le goût du sang et avec ses révolutionnaires extrémistes prompts à peindre la coopération la plus naturelle, la plus nécessaire sous les couleurs d'un insupportable « néo-colonialisme ».

Quoi qu'il arrive, pour leur bonheur ou leur malheur, d'étroites et profondes solidarités ne cesseront pas de sitôt entre ces peuples qui, depuis si longtemps, ont réciproquement émigré l'un chez l'autre, qui *ont si longtemps* combattu ensemble avant de se combattre cruellement. Entre ces Etats aussi : un vieil Etat dont tant de structures sont ébranlées et un nouvel Etat enfanté dans les larmes et le sang. Seule, une forte et durable alliance peut assurer leur avenir. Seule, elle *leur permettrait d'apporter* une contribution originale et bénéfique aux inéluctables révolutions d'un siècle entre tous tourmenté.

- **Le général Ailleret donne à midi l'ordre de cesser le feu à l'armée d'Algérie**
- **M. Farès présiderait l'exécutif provisoire**
- **La grève ordonnée par l'O.A.S. paralyse les quartiers européens d'Alger et d'Oran**

● *EN ALGERIE,* où *le général* Ailleret a donné à l'armée l'ordre de cesser le feu lundi à midi, le mot d'ordre de grève générale lancé par l'O.A.S. est très largement suivi à Alger et à Oran et presque autant à Constantine et à Bône. Après les sabotages des émissions télévisées du discours du chef de l'Etat, lundi soir, les grandes cités algériennes sont comme des villes mortes, encore que des manifestations sporadiques aient agité lundi soir le centre d'Alger et celui d'Oran. Tandis que les Européens se calfeutrent dans une hostilité catégorique, à l'entrée des quartiers musulmans des jeunes gens armés montent la garde.

Un service d'ordre considérable, en application du plan « super Valentine », a été mis en place, cloisonnant les quartiers et isolant pratiquement les secteurs européens. Mais plusieurs attentats ont eu lieu après l'heure du cessez-le-feu : la majorité ont fait des victimes musulmanes.

● A GENEVE, la délégation du G.P.R.A. a accueilli M. Benbella et ses compagnons, qui avaient quitté Aunoy dimanche peu avant minuit. Les ministres F.L.N. libérés et leurs collègues devaient gagner ensuite Rabat, où ils retrouveront M. Ben Khedda, qui a quitté Tunis à la fin de la matinée de lundi. La première réunion plénière du G.P.R.A. se tiendra peu après dans la capitale marocaine.

Avant de prendre l'avion, le président du G.P.R.A. a mis l'accent sur les tâches qui restent à accomplir, et notamment « la lutte contre l'O.A.S. »

La coopération entre la France et l'Algérie est le thème principal de la « déclaration générale », qui constitue le préambule des accords d'Evian et fait en quelque sorte figure de « charte » de l'Algérie de demain et de plate-forme électorale commune *pour le référendum.*

● A PARIS, le conseil des ministres entend à 15 heures le rapport de M. Joxe sur la négociation d'Evian et sa conclusion. Puis il prend les décrets nommant les douze membres de l'exécutif provisoire, que présidera M. Farès et le haut commissaire de France, qui devrait être M. Christian Fouchet, ainsi que diverses mesures organisant la période intérimaire et le référendum.

Le Parlement, convoqué mardi à 10 heures, entendra la lecture d'un message du président de la République, puis une communication du gouvernement qui fera l'objet, dans chacune des Assemblées, d'un débat qui durerait trois jours environ.

M. Louis Joxe s'adresse au pays ce lundi soir à 20 heures dans une allocution radiotélévisée.

● A L'ETRANGER, la satisfaction est générale en dépit des appréhensions que suscitent les éventuelles réactions de l'O.A.S. Le président Kennedy a adressé ses félicitations au général de Gaulle et à M. Ben Khedda. Celui-ci a également reçu un message de M. Khrouchtchev, qui lui annonce la reconnaissance *de jure* du G.P.R.A. par l'U.R.S.S. et lui propose l'établissement de relations diplomatiques. Les leaders arabes, à commencer par le colonel Nasser, ont exprimé l'espoir que le cessez-le-feu ouvrirait une ère de rapprochement entre la France et leurs peuples. Un obstacle subsiste cependant, aux dires de M. Abdel Khaled Hassouna, secrétaire général de la Ligue arabe : l'amitié de la France pour Israël. Mais à Jérusalem on est persuadé que la détente entre la France et l'Islam ne se fera pas aux dépens de l'Etat juif.

Alger semble retenir son souffle...

De notre envoyé spécial ALAIN JACOB

Alger, 19 mars. — A l'heure du cessez-le-feu, Alger donne un peu l'impression de retenir son souffle. *Désertes* aux premières heures de la matinée, les rues commençaient à peine à s'animer vers midi. Des groupes, cependant, se forment sur le pas des immeubles, au bas des escaliers, à Bab-El-Oued d'abord, dans des quartiers moins sensibles ensuite.

L'atmosphère est plus ou moins tendue selon les secteurs. Place des Trois-Horloges, on suit notre voiture des yeux : les regards sont lourds. Vers Belcourt, entre le passage de deux patrouilles, de jeunes Européens lacèrent les affiches gouvernementales collées dans la nuit (1) et les recouvrent de grands placards tricolores.

Au slogan officiel « *Pour nos enfants, la paix en Algérie !* » répond celui de l'O. A. S. : « *Aux armes, citoyens !* ».

Vers 11 heures près de deux cents personnes sont rassemblées dans ce quartier autour d'un drapeau tricolore, mais le rassemblement ne *dure* pas.

Briser la grève ?

La grève au *demeurant est totale* Pas un magasin, pas un café n'a ouvert ses portes en quartier européen. Dans quelques ruelles, des silhouettes se faufilent seulement vers les arrières des rares boulangeries qui ont fait du pain ce matin.

L'électricité, coupée dans la totalité de la ville à 5 heures, est progressivement rétablie par secteurs sur intervention des pouvoirs publics.

Ceux-ci *semblent* en effet résolus à briser peu à peu la grève, du moins dans les services publics. Certaines administrations ont envoyé des voitures quérir leur personnel à domicile.

(Lire la suite en 6e page, 5e col.)

(1) Ces affiches ont été collées par les services municipaux de la ville, qui ont fait appel, pour cette tâche, à des chômeurs musulmans. L'armée assurait leur protection.

Trois attentats depuis le cessez-le-feu

Alger, 19 mars *(A.F.P.).* — Trois attentats ont été commis à Alger depuis l'heure où le cessez-le-feu a été proclamé. La dernière victime est un journalier musulman, qui a été blessé dans la basse Casbah.

Paris organise la période intérimaire

…annonçant le cessez-le-feu au p… *dimanche soir le général de* Gaulle a attribué le mérite de sa conclusion à la République, c'est-à-dire au régime, à l'armée qui s'est vu rendre un *hommage* appuyé, enfin au peuple français, prochainement convié à « exprimer très haut l'approbation et la confiance nationales ». Il n'a eu qu'un mot méprisant pour les « aventuriers criminels » de l'O.A.S., qu'il se refuse toujours à nommer, qu'une phrase d'encouragement pour les Français d'Algérie. Mais il a insisté sur les raisons profondes de la coopération étroite entre la France et l'Algérie, coopération dont la nécessité est reconnue dans la déclaration commune des deux délégations à Evian.

Cependant, le conseil des ministres se préoccupe d'organiser l'avenir immédiat. Il *entend le rapport* de M. Joxe et de ses compagnons d'Evian, MM. Buron et de Broglie, qui recevront les *félicitations* du *président* de la *République et* de leurs *collègues.* En dépit des ultimes aménagements, les accords passés aux Rousses ont été, pour l'essentiel, maintenus. On a dit déjà que, les choses étant ce qu'elles sont, les clauses et formules retenues étaient les meilleures possibles et qu'on ne pouvait rien attendre de plus complet et de plus solide.

Les garanties réelles et détaillées données aux Français d'Algérie, les nombreux accords de coopération, les dispositions de la période transitoire qui respectent les principes de la politique officielle française, sont minutieusement fixés et, dans l'ensemble, les négociateurs français ont tiré le maximum d'une conférence difficile.

PIERRE VIANSSON-PONTÉ

(Lire la suite en 2e page, 5e col.)

L'ORDRE DU JOUR DU GÉNÉRAL AILLERET :

L'armée a assuré les conditions militaires nécessaires à la solution politique

Alger, 19 mars. — *Voici le texte de l'ordre du jour diffusé lundi par le général Ailleret à toutes les forces de l'ordre en Algérie.*

« Le cessez-le-feu qui vient d'intervenir met fin à plus de sept années de combat au cours desquelles notre armée avait la mission de s'opposer aux actes de force d'un adversaire souvent exalté, mais toujours courageux. Elle a combattu les bandes armées des djebels. Elles les a réduites à de petits groupes acculés à la défensive. Elle a tenu à distance les forces rebelles de l'extérieur. Elle a étouffé la menace d'une guerilla généralisée. Ainsi ont été assurées les conditions militaires nécessaires à la solution d'un très grave problème politique.

» La mission est donc remplie. L'armée peut être fière des succès remportés par ses armes, de la vaillance et du sens du devoir déployés par ses soldats, réguliers et supplétifs, de son œuvre d'aide aux populations *si durement éprouvées par les événements.*

» Son rôle ici n'est pas terminé. Elle doit par sa présence, et si cela est nécessaire, par son action, contribuer à empêcher que *le désordre l'emporte, quels que soient ceux qui tenteraient de le* déchaîner de nouveau.

» Aujourd'hui comme hier, dans la paix comme dans les *combats, l'armée française reste fidèle à la tradition du devoir.* »

A la Bourse de Paris
MARCHÉ SIMPLEMENT BIEN TENU

A la Bourse de Paris les valeurs françaises ont été bien tenues, mais sans plus. Le marché avait déjà « joué » le cessez-le-feu et attend maintenant les suites pratiques de l'accord signé dimanche à Evian. Les pétroles sahariens sont légèrement au-dessous de leurs cours de vendredi.

AU JOUR LE JOUR

La mendiante

« Qu'elle est jolie, mais qu'elle est pâle ! » Ainsi l'Hélène de Giraudoux accueillait-elle la Paix sur les remparts de Troie. Au sortir de cette longue guerre, notre Paix à nous est plus pâle encore et elle n'est même plus jolie. Ces interminables mois d'attente ont terni sa fraîcheur et fané sa beauté. Longtemps encore il nous faudra trembler pour elle. Son retour n'est pas de ces fêtes pour lesquelles on tue le bœuf gras. L'amour y est présent, mais aussi la tristesse. Ce qu'on a trop espéré fait payer cher sa venue.

Maintenant il nous reste à soigner cette mendiante qui, si longtemps, a, derrière la porte, attendu qu'on la laisse entrer. Il nous reste à lui rendre l'éclat de la jeunesse et les couleurs de la santé.

ROBERT ESCARPIT.

DIX-NEUVIÈME ANNÉE — N° 5531 ★ ★

24 PAGES — DERNIÈRE ÉDITION

MARDI 30 OCTOBRE 1962

LIRE EN PAGE

Le Monde

Rédaction, Administration : 5, r. des Italiens, Paris-IXe. — Directeur : Hubert BEUVE-MÉRY

LE NUMÉRO : 0,30 NF

Algérie (messageries-avion) : 35 fr. - 0,35 NF ; Maroc : 40 fr. mar. ; Tunisie : 35 m. ; Italie : 60 l. ; Belgique-Luxemb. : 3,50 fr. ; Autriche : 3 sch. ; Espagne : 4 pes. ; Allemagne : 0,40 DM ; Grande-Bretagne : 9 d. ; Pays-Bas : 0,35 fl. ; Portugal : 3,50 escudos ; Suisse, 0,35 franc.

Tarif des abonnements à l'intérieur.

COMPTE CHEQUE POSTAL : PARIS N° 4 207-23

Adresse télégraphique : JOURMONDE-PARIS

Tél. : PRO. 91-29

LE RÉFÉRENDUM SUR L'ÉLECTION DU CHEF DE L'ÉTAT AU SUFFRAGE UNIVERSEL

• Le « oui » obtient 61,75 % des suffrages exprimés
• Le « non » l'emporte dans quatorze départements

Après l'accord Kennedy-Khrouchtchev

M. THANT SE REND A CUBA POUR ÉTUDIER LES MOYENS DE CONTROLER LE DÉMANTÈLEMENT DES BASES SOVIÉTIQUES

Un messager de paix vient d'arriver à New-York : M. Kouznetsov, vice-ministre des affaires étrangères de l'Union soviétique, qui a tenu à apporter, en descendant d'avion, « ses bons vœux au peuple américain ». Il a pour première mission de se mettre d'accord avec M. Thant et M. Stevenson sur les conditions dans lesquelles des observateurs de l'Organisation des Nations unies pourront contrôler le démantèlement des bases soviétiques à Cuba, puisque aussi bien la réalité de celles-ci n'était plus mise en question par personne.

Le secrétaire général de l'O.N.U., acceptant une invitation qui lui avait été adressée dans la nuit de samedi à dimanche par M. Fidel Castro, se rendra demain mardi à La Havane. On craint un peu à New-York, nous dit notre correspondant particulier Philippe Ben, que les autorités cubaines ne se montrent moins coopératives que les Soviétiques. Dimanche soir encore, en effet, le chef du gouvernement cubain posait comme condition au démantèlement des rampes russes l'évacuation par les Américains de la base de Guantanamo. Mais le télégraphe a dû fonctionner depuis lors entre Moscou et La Havane. Et il n'était plus question ce matin, dans une nouvelle déclaration, celle-là de M. Raul Castro, frère du premier ministre et ministre des forces armées, de faire de l'évacuation une condition. « *Nous l'obtiendrons un jour*, a-t-il dit, *par des moyens pacifiques*. »

Le décalage entre les discours de M. Castro et ceux de Khrouchtchev n'est pas le seul signe de contradiction qui frappe les observateurs occidentaux. Depuis vendredi le président du conseil de l'U.R.S.S. n'a pas envoyé à M. Kennedy moins de trois messages. Dans le premier, qui était confidentiel, il acceptait le démantèlement pur et simple.

Dans le second, celui-là public, il prétendait le lier à la liquidation de la base américaine de Turquie. Enfin, dimanche, il revenait pratiquement aux termes de son premier message et acceptait les propositions de M. Kennedy. On conçoit qu'ici et là on s'interroge sur les discussions qui ont pu opposer au Kremlin les « durs » et les « mous » et qui expliquent peut-être la nomination aujourd'hui lundi d'un nouveau chef d'état-major des troupes du pacte de Varsovie.

Le général d'armée soviétique, Pavel Batov qui était jusqu'ici commandant militaire de Lvov, en *Ukraine occidentale*, vient en effet d'être appelé à ce poste en remplacement du général Alexis Antonov, mort le 19 juin 1962, le maréchal soviétique André Gretchko restant le commandant en chef des forces unifiées des pays membres du pacte de Varsovie. Et l'on attend avec curiosité la réaction de Pékin à ce nouveau compromis avec les « brigands » impérialistes.

M. Khrouchtchev risque donc de devoir faire face aux critiques des opposants de tous bords. Quel rôle a-t-il joué lui-même dans toute cette affaire ? On se refuse à Washington à le classer définitivement dans tel ou tel clan « dur » ou « mou ». Mais M. Kennedy a choisi de ne pas lui compliquer la tâche et d'exploiter son succès avec beaucoup de modération.

Selon M. James Reston, du *New York Times*, il rejetterait la thèse que le dénouement de la crise montre que la « ligne dure » est la meilleure. Ce n'est pas d'une « *grande victoire* » qu'il s'agirait aujourd'hui, toujours selon notre confrère, mais d'un « *arrangement honorable* » dans une zone isolée de la guerre froide. Il écrit cependant que la crise actuelle a fait apparaître que les Russes ne se sentent pas en avance par rapport aux Etats-Unis dans le domaine des armements et qu'ils ont perdu l'illusion que les Américains ne se battraient pas, le cas échéant : ce qui aurait réduit les chances d'une erreur de calcul de la part de l'U.R.S.S.

ANDRÉ FONTAINE.

(*Lire la suite en 15e page, 6e col.*)

UN DÉNOUEMENT INESPÉRÉ

La crise cubaine se sera dénouée beaucoup plus vite que les plus optimistes n'osaient l'espérer. Vingt-quatre heures après avoir suggéré une sorte d'échange entre les bases de l'île et celles de Turquie, M. Khrouchtchev a accepté purement et simplement les conditions de M. Kennedy. Il l'a fait dans des termes trop aimables pour qu'on ne pense pas qu'il s'y est trouvé de quelque manière contraint. Mais le président des Etats-Unis a eu la sagesse de dominer son succès. Au lieu de célébrer le triomphe de la fermeté il s'est contenté de saluer dans la décision du chef du gouvernement de Moscou un « geste d'homme d'Etat ». Et il s'est engagé à ne pas envahir Cuba.

De sérieuses difficultés demeurent d'ailleurs. Le ton employé par M. Fidel Castro dimanche tranche sur celui de M. « K ». Obligé de s'incliner devant la décision des deux Super-Grands qui se sont entendus sans beaucoup le consulter, il peut toujours, s'il le désire, gêner les mouvements sur son *territoire* des représentants de l'O.N.U. Mais il bénéficierait certainement de plus de sympathie s'il tirait la leçon de la crise actuelle en choisissant la voie du non-engagement, comme Belgrade et Le Caire le lui conseillent, plutôt que celle d'une protection soviétique qui s'est montrée en fin de compte plus dangereuse qu'efficace.

On peut penser que Moscou cherchera à prendre sa revanche sur le plan politique en soulignant le caractère pacifique de ses actes et en posant devant l'O.N.U. le problème des bases à l'étranger. Il est peu probable cependant que les Américains se montrent disposés à accepter ce marchandage maintenant que M. Khrouchtchev a lâché son gage, alors qu'ils l'ont écarté quand il le détenait encore. D'autre part, l'U.R.S.S., pour la première *fois* dans son *histoire*, accepte le principe d'un contrôle international par les Nations unies. L'autorité de celles-ci et de leur secrétaire général, promu « médiateur » par M. « K », se voit singulièrement renforcée. Il n'est plus question de « troïka ». Et les Occidentaux pourront poser avec une insistance accrue le problème du contrôle du désarmement.

Après cette alerte, qui aura fait prendre conscience à l'humanité des terribles périls auxquels elle demeure exposée, il n'est donc pas interdit d'espérer que la parole reviendra à ceux qui, depuis des années, veulent croire à la possibilité d'une limitation et d'un contrôle des armements. Reste à savoir, évidemment, ce qui s'est passé au Kremlin au cours des derniers jours et dans quelle mesure *la position personnelle* de M. Khrouchtchev peut se trouver affectée par les volte-face et les concessions auxquelles il a dû se résoudre.

Le général de Gaulle prolonge d'une journée son séjour à Colombey

Les résultats du référendum sont positifs : le « oui » recueille en métropole 12 808 196 voix, soit 61,75 % des suffrages exprimés, mais seulement 46,44 % des inscrits. La chute du « oui » est donc importante.

Le « non » représente, avec 7 932 453 voix, 38,25 % des suffrages exprimés et 28,76 % des inscrits.

Il y a eu moins d'abstentions (22,75 %) qu'au 8 janvier 1961 et au 8 avril 1962, mais plus que le 28 septembre 1958, qui avait connu la plus large fréquentation des urnes depuis la libération. Les bulletins blancs ou nuls sont revenus à leur niveau habituel, alors qu'ils avaient été un peu plus nombreux *le 8 avril dernier*.

Dans les quatre départements et les sept territoires d'outre-mer le « oui » est en nette majorité, plus forte qu'en métropole ; on relève toutefois une proportion considérable d'abstentions dans deux des « vieux départements ».

Le projet de loi portant révision de la Constitution et instituant l'élection du président de la République au suffrage universel est ratifié. Il sera promulgué et deviendra applicable dès la proclamation officielle des résultats du référendum par le Conseil constitutionnel, prévue pour le mardi 6 novembre. C'est à ce moment que M. Monnerville saisira la haute instance de sa protestation contre les irrégularités de la consultation.

Le général de Gaulle, qui a suivi depuis Colombey, jusqu'à une heure avancée de la nuit, la publication des résultats, a ajourné de vingt-quatre heures son retour à l'Elysée, où il était attendu lundi matin, et qu'il ne regagnerait que mardi. Cependant les premières réactions officielles autorisées confirment que la majorité obtenue n'est pas jugée « faible, médiocre, aléatoire », et qu'en conséquence le président de la République ne songe pas à résigner ses fonctions.



LES RÉSULTATS EN MÉTROPOLE

Inscrits	27 579 424	
Abstentions	6 273 301	(22,75 %)
Votants	21 306 123	(77,25 %)
Blancs ou nuls	565 474	(2,05 %)
Suffrages exprimés	20 740 649	

OUI : 12 808 196	NON : 7 932 453
61,75 % des suffrages exprimés	38,25 % des suffrages exprimés
46,44 % des électeurs inscrits	28,76 % des électeurs inscrits

L'analyse des résultats détaillés de la consultation permet de formuler une première série de remarques :

1) *Il y a eu moins d'abstentions qu'aux deux précédents référendums, mais plus qu'en* 1958.

Appelés aux urnes pour la septième fois depuis quatre ans, sans compter les élections partielles ou au second degré, les Français ne se fatiguent guère de voter. Ils semblent toutefois priser davantage les référendums que les élections : le caractère apparemment simple du choix entre les deux petits mots les plus courants de la langue, le sentiment que chaque vote est « utile », vont dans le sens d'une plus forte participation électorale.

Les deux départements où l'on s'abstient le plus sont la Corse — dont près de la moitié de l'électorat réside sur le continent et ne s'est pas dérangé — et la Creuse, qui arrive toujours au dernier rang de la France continentale pour la fréquentation des urnes.

On s'abstient aussi traditionnellement dans les départements alpins et de l'Est pyrénéen. Mais, d'habitude, les abstentions sont moins nombreuses dans les régions méditerranéennes et la vallée du Rhône.

Au nord de la Loire, comme toujours, on a beaucoup voté, le record de participation revenant à la Somme (14,96 % d'abstentions) et au Nord (14,03 %).

Les rares personnalités, mouvements et organes de presse qui invitaient à s'abstenir n'ont donc pas été entendus. Ceux qui recommandaient de voter blanc ou nul ne l'ont pas été davantage, puisque ce type de réponse revient à son niveau normal avec 2,05 %, qui ne fut dépassé sensiblement qu'au référendum d'octobre 1945, le premier d'après guerre, et le 8 avril dernier (4,06 %), où plusieurs formations, dont le P.S.U., appelaient à voter nul en utilisant des bulletins « Oui à la paix », « Non à de Gaulle ».

Le recul du « oui » est général

2) *Le « oui » recule partout par rapport à 1958, 1961 et 1962. Dans quatorze départements, il recueille moins de la moitié des suffrages exprimés. Dans soixante-quatre, moins de la moitié des inscrits.*

Le Bas-Rhin emporte cette fois la compétition qui l'oppose à chaque consultation au Haut-Rhin, à la Moselle et à la Manche pour le record des « oui ». Mais ces quatre départements et la Meuse sont seuls à dépasser les 80 % de « oui » par rapport aux suffrages exprimés, alors qu'on en dénombrait quarante-trois dans ce cas en 1958.

Après l'Est alsacien et lorrain, l'Ouest breton, normand et vendéen fournit comme à l'accoutumée les plus forts pourcentages de « oui ». Le Nord et l'Aisne — mais non le Pas-de-Calais — sont légèrement supérieurs à la moyenne nationale ; la Seine-et-Marne, la Seine-et-Oise et la Seine sont légèrement inférieurs.

Treize départements du Midi méditerranéen, pyrénéen et du Sud-Ouest, et un département du Centre — l'Allier — arrivent en queue de la liste du « oui ». Ils sont quatorze à avoir ainsi donné la majorité absolue au « non » ce qui ne s'était jamais produit dans aucun département pour les trois précédents référendums. Il faut y voir notamment l'influence des journaux de Marseille et, d'autre part, de *la Dépêche du Midi*, qui a fait une campagne acharnée pour le « non ».

PIERRE VIANSSON-PONTÉ.

(*Lire la suite en 2e page, 4e col.*)

AU JOUR LE JOUR

Propos d'un sudiste

Décidément, il faut s'en convaincre : le Midi de la France a voté plutôt « non », le Nord assez nettement « oui ».

Etrange pérennité de cette ligne Bordeaux-Grenoble chère aux météorologistes, aux linguistes et aux historiens. Langue d'oc et langue d'oïl, droit coutumier et droit écrit, pays de baillage et pays de sénéchaussée... Les Etats-Unis me font rire avec leur fameuse ligne Mason-Dixon qui sépare traditionnellement le Nord du Sud. Chez nous il y a bien longtemps que cela dure.

Région sous-peuplée et sous-développée ou bastion de la démocratie selon la façon dont on la regarde, le Midi pacifique ne médite aucune guerre de sécession. Il n'a même plus, comme la Wallonie, une langue à défendre contre le Nord industrieux et prolifique. Mais il s'inquiète de voir balayer par le raz de marée de l'efficacité et de la technique ses apports les plus précieux à la communauté nationale — humour de Montaigne, générosité de Jaurès, esprit des lois de Montesquieu — qu'en d'autres temps on appelait l'humanisme.

ROBERT ESCARPIT.

NI VAINQUEURS, NI VAINCUS

Par JACQUES FAUVET

Le pays avait à effectuer dimanche non pas une, mais deux opérations électorales habilement ou malhabilement confondues : en droit il était appelé à voter un projet de loi sur l'élection du président de la République au suffrage universel ; en fait il était invité à renouveler sa confiance au général de Gaulle. En mêlant une manifestation plébiscitaire à un acte législatif, il n'est pas sûr que le général n'ait pas finalement compromis l'une et l'autre. Le projet de révision aurait en effet obtenu une majorité plus forte s'il avait été présenté comme *l'une des pièces maîtresses d'un* éventuel régime présidentiel. Et le plébiscite aurait été plus favorable si la manière dont a été engagée et conduite la révision n'avait fait douter de ses intentions au regard de la loi ou même de la démocratie.

Tel qui pouvait admettre l'élection du chef de l'Etat au suffrage universel ne pouvait souffrir le déséquilibre aggravé des pouvoirs, et moins encore le viol de la Constitution, et tel qui ne souhaitait pas le départ du général de Gaulle a fini par être troublé par les accents enfin retrouvés des défenseurs de la République.

Mais le pays s'est prononcé à la majorité des votants, ce qui est la règle de la démocratie. La querelle sur le calcul des pourcentages — selon les suffrages exprimés ou les électeurs inscrits — peut passionner les *partisans*, *non* les *spécialistes*. La science politique, qui n'est plus dans l'enfance, a établi depuis longtemps qu'il y avait un « abstentionnisme de structure », qui est sans rapport avec l'objet et le climat de la consultation et n'a jamais été inférieur à 10 ou 15 %. Ce sont les électeurs qui ne peuvent pas voter et qui, s'ils le pouvaient, répartiraient leurs voix à peu près également entre les hommes, les options ou les partis en présence.

Projet voté confiance renouvelée

A considérer le nombre des « oui », on s'étonne que le général de Gaulle en ait si peu en 1962 après en avoir eu tant en 1958. On en vient même à douter des miracles de la télévision *et de sa toute-puissance. Mais* à observer de plus près, ici et là, l'étendue et la variété des résistances auxquelles le chef de l'Etat s'est heurté, on s'étonne moins que les « non » se soient tant accrus au nord comme au sud de la Loire. Un député, un parti, un journal, il est entendu que cela ne compte pas, au moins dans son esprit et donc dans celui de la *nation* ; mais tous les élus, toutes les formations politiques et syndicales, toute la presse d'un département, cela pèse. Ce n'est plus une simple addition de faiblesses, c'est une multiplication qui finit par faire une force.

Le pouvoir avait pour lui l'action de la propagande nationale, mais contre lui l'influence locale et régionale non des intermédiaires mais des interprètes de l'opinion. Les mépriser plus longtemps l'engagerait dans d'autres erreurs et vers d'autres échecs.

La révision est malgré tout votée et la confiance renouvelée. Mais le mythe est atteint. L'homme qui voulait justement rassembler a divisé ou même brisé en deux le pays. La cassure est en partie artificielle : les partis extrêmes pourraient se retourner demain l'un contre l'autre ou tous les deux ensemble contre le centre. Elle n'est pas irrémédiable, à condition qu'elle ne se reproduise pas au cours d'une série d'épreuves de force dans le pays ou au Parlement.

(*Lire la suite en 3e page, 5e col.*)

VINGTIÈME ANNÉE — N° 5865 | 20 PAGES — DERNIÈRE ÉDITION | DIMANCHE 24 - LUNDI 25 NOVEMBRE 1963

Le Monde

Rédaction, Administration : 5, r. des Italiens, Paris-IX°. — Directeur : Hubert BEUVE-MÉRY

LE NUMÉRO : 0,40 F
Algérie (messageries avion) : 0,45 F. Maroc, 0,50 dirh.; Tunisie, 45 m.; Italie, 90 L. Belgique-Luxemb., 4 fr.; Autriche, 3,50 sch. Espagne, 4,50 pesetas; Allemagne, 0,45 DM. Grande-Bretagne, 1 sh.; Pays-Bas, 0,40 fl. Portugal, 4 escudos; Suisse, 0,40 franc.
Tarif des abonnements en page 2
COMPTE CHEQUE POSTAL : PARIS N° 4207-23
Adresse télégraph. : JOURMONDE-PARIS
Tél. : PRO. 91-29

A L'EST COMME A L'OUEST

L'ASSASSINAT DE JOHN KENNEDY SOULÈVE CONSTERNATION ET INQUIÉTUDE

Le président Johnson a pris possession de ses fonctions

UN SUSPECT APPRÉHENDÉ A ÉTÉ INCULPÉ

Quatre-vingt dix-huit minutes après la mort du président Kennedy, assassiné vendredi à 12 h. 30 (heure américaine) lors de son entrée à Dallas (Texas), le vice-président élu, M. Lyndon Johnson, prêtait le serment de respecter et de faire respecter la Constitution américaine en tant que président des Etats-Unis. C'est sur l'aérodrome de Dallas, à bord même de l'avion qui allait ramener ensemble à Washington le corps de l'ancien président et le nouveau chef de l'exécutif américain, que M. Johnson a fait ce serment.

Dès vendredi soir le nouvel hôte de la Maison Blanche se préoccupait de la continuité de l'action du gouvernement américain : après avoir étudié l'organisation des funérailles nationales qui seront faites lundi au président Kennedy, il s'est entretenu avec M. Robert McNamara, secrétaire à la défense; M. McGeorge Bundy, conseiller de l'ancien président pour les affaires de sécurité nationale, et M. George Ball, sous-secrétaire d'Etat. Il devait ensuite recevoir les leaders des groupes démocrates et républicains de la Chambre des représentants et du Sénat et leur demander de lui accorder leur appui. Samedi matin il s'est également entretenu avec M. Dean Rusk, rentré précipitamment de la conférence d'Honolulu.

Cependant tandis que les Etats-Unis et le monde entier sont encore sous le coup du meurtre du président, la police de Dallas et le F.B.I. poursuivent leur enquête pour retrouver les éventuels complices d'un suspect arrêté moins d'une heure après la mort du président Kennedy. Il a d'ailleurs été officiellement inculpé samedi matin du meurtre par M. Henry Wade, procureur de Dallas; il pourrait être présenté devant un grand jury (chambre de mise en accusation) dans le courant de la semaine prochaine.

M. Wade a toutefois précisé que, si la justice possède des preuves matérielles pour accuser Lee Harvey Oswald du meurtre du président et de celui d'un agent de police, plusieurs détails manquaient encore à l'enquête.

Pour sa part, Lee Harvey Oswald nie toujours être l'auteur du meurtre de M. Kennedy et d'un policier de la ville de Dallas qui aurait tenté de l'appréhender.

La reconstitution selon la police de Dallas

Voici, selon le quartier général de la police de la cité texane, comment aurait procédé le suspect : après avoir tiré sur le président et sur le gouverneur du Texas à 12 h. 30, l'accusé aurait quitté le building où il est employé. Vers 13 h. 15 et à environ 4 kilomètres de là, il aurait tué à bout portant un policier qui l'interpellait. Entré dans un cinéma pour s'y réfugier, il aurait été dénoncé par un témoin et devait se retrouver entre les mains de la police après une farouche résistance vers 13 h. 45.

La personnalité du suspect paraît assez trouble : originaire de Fort-Worth, ville voisine de Dallas, il avait fait savoir, après avoir accompli son service militaire dans le corps des marines, qu'il désirait se rendre en U.R.S.S. et y acquérir la nationalité soviétique. Il vécut bien un certain temps en Union soviétique, de 1959 à 1962, mais. les autorités lui ayant refusé sa naturalisation, il revint aux Etats-Unis non sans avoir épousé une jeune Soviétique dont il a deux enfants.

Lee Harvey Oswald aurait également été identifié comme président à la Nouvelle-Orléans d'un comité procubain, le Fair Play for Cuba Committee, dont la plupart des membres sont des Américains favorables au régime castriste et qui font campagne en sa faveur aux Etats-Unis.

Cependant M. Vincent Lee, directeur national de cet organisme, a démenti qu'un comité local de ce mouvement existât à la Nouvelle-Orléans et a déclaré n'avoir jamais entendu parler d'Oswald.

Aucune indication précise

Bien que la police ait refusé jusqu'à présent toute indication précise au sujet des preuves recueillies contre Lee Harvey Oswald, il convient de faire remarquer que ce dernier a reconnu avoir été présent dans l'immeuble au moment où ont été tirés les coups de feu. Employé de la municipalité, il travaille en effet dans ce bâtiment, qui sert de dépôt.

(Lire la suite en 2e page, 3e col.)

LE NOUVEAU PRÉSIDENT : UN CONSERVATEUR QUI A SU S'ADAPTER

(Lire en page 8 l'article de Philippe Ben.)

La ligne à suivre

Le geste d'un assassin dont on ignore les mobiles a plongé le monde entier dans la stupéfaction, l'indignation et l'inquiétude. Bien d'autres chefs d'Etat sont morts de mort violente sans provoquer une aussi profonde émotion, et aux Etats-Unis mêmes trois présidents ont succombé sous les coups de tueurs avant M. John Fitzgerald Kennedy. La jeunesse de la victime suffit-elle à expliquer l'émotion du grand public ? La sympathie dont il était entouré atteignait aux Etats-Unis les rangs de l'opposition, pourtant peu tendre en période pré-électorale, et à l'étranger les pays les plus sceptiques sur l'efficacité de la diplomatie américaine. Quant aux chefs de gouvernement résolument hostiles à Washington, sa fermeté leur avait au moins inspiré un respect dont peu de présidents américains ont bénéficié.

Parce qu'un homme vient de tomber sous le coup d'un meurtrier, le monde entier découvre ou redécouvre soudain le poids qu'une volonté, une intelligence ou la libre décision d'un individu peut avoir sur le cours de l'histoire. Parce que John Kennedy s'était engagé dans une grande lutte contre la ségrégation raciale, on se laisse aller à imaginer ce qu'aurait pu être le destin des Etats-Unis si Lincoln avait pu présider à la reconstruction du Sud après la guerre civile. Mais le crime politique entraîne aujourd'hui de bien plus vastes répercussions qu'au siècle dernier. Une mort aussi odieuse rappelle du moins à l'homme l'ampleur et les limites de sa liberté dans ce monde que certains voudraient voué à un aveugle déterminisme.

L'Amérique et la terre entière s'interrogent déjà sur le comportement d'un successeur qui hérite d'une tâche bien lourde. En trois ans John F. Kennedy a encouragé le mouvement d'émancipation des Noirs, affirmé sur la scène mondiale la puissance de son pays, conduit la crise des Caraïbes à un dénouement heureux, ouvert avec Moscou une détente qui reste fragile. En même temps, cet homme exceptionnellement doué, connaissant à fond les rouages du Congrès et ses susceptibilités, entouré de collaborateurs de talent, a essuyé bien des échecs. La plupart des projets généreux et ambitieux qu'il présenta dans ses « messages » au Congrès se sont heurtés à l'incompréhension, à l'égoïsme, à la courte vue, au provincialisme d'hommes plus proches de leurs électeurs que des grands problèmes mondiaux.

Mais il laisse une inspiration, un style, une ligne dont l'Amérique ne s'écartera pas facilement. Quels que soient le caractère et les désirs de son successeur, il est lié par l'œuvre entreprise et dont on comprendrait mal qu'elle ne fût pas menée à son terme. Le meurtrier a supprimé l'homme, mais non pas la nécessité de résoudre les problèmes auxquels il s'était attaqué. On avait voulu le comparer à Roosevelt, mais celui-ci avait affronté une Amérique dans laquelle la crise ne laissait aucune place à l'illusion optimiste. John Kennedy, lui, eut affaire à une Amérique dont les maux, dissimulés sous les séductions d'une « société d'abondance », sont tout aussi profonds quoique plus subtils. L'apparente santé du pays rendait difficile l'acceptation d'un traitement de choc.

Voilà ce que ne peut pas oublier M. Lyndon Johnson, et pas davantage celui qui, dans un an, conduira le parti démocrate à la bataille électorale. Il serait vain de spéculer sur les conditions d'une campagne dont les données étaient déjà assez floues avant le crime de Dallas. Mais que le frère du président assassiné décide de relever le flambeau ou que le parti démocrate lui préfère un autre leader, il faudra éviter que la faiblesse ne succède à la fermeté, l'hésitation à la résolution, la préoccupation de l'immédiat aux projets à long terme.

Un homme de bonne volonté

Par ANDRÉ FONTAINE

Kennedy avait quarante-six ans, mais il en paraissait dix de moins. C'était cela qui frappait d'abord chez lui : la jeunesse de l'allure et de l'esprit. Pas un gramme de graisse n'alourdissait son corps d'étudiant poussé en graine et il y avait dans son rire une fraîcheur inattendue chez un politicien. Les yeux perçants au-dessus des lourdes paupières faisaient de son masque plutôt ingrat, avec sa tignasse envahissante et ses maxillaires trop forts, un visage de jeune premier. Il semblait né pour le bonheur comme celle qui avait tout fait pour son succès et qui pleure aujourd'hui après son bébé mort son mari assassiné.

Il fut le premier président des Etats-Unis à parler devant la presse diplomatique française, qui refusa du monde pour le recevoir à déjeuner, en mai 1961, au Palais de Chaillot. Il arriva très en retard, but coup sur coup trois coupes de champagne : il était énervé, mal à l'aise, souffrait cruellement de la blessure aux reins qu'il avait reçue pendant la guerre. Ceux qui l'ont vu de près ont remarqué le tremblement de ses mains cramponnées au pupitre. Mais dès ses premiers mots il sut conquérir son auditoire. « Permettez-moi de me présenter, dit-il, je suis le type qui accompagne à Paris Jacqueline Kennedy. » On l'acclama. Il fut très écouté, répondit avec esprit. Mais chacun en parlant s'interrogeait sur ce que ferait ce jeune premier en cas de grave crise internationale. La piteuse équipée de la baie des Cochons était encore dans tous les esprits. Aurait-il, une autre fois, plus de cran et de prudence ? C'est bien pour trouver une réponse à ces questions que M. Khrouchtchev avait demandé à le voir à Vienne.

« J. F. K. » était arrivé à la Maison Blanche avec des idées relativement optimistes sur les possibilités d'entente avec l'Est. Les brillants élèves de Harvard auxquels il avait fait la partie belle dans son entourage avaient imaginé des « tests » — Laos, arrêt des essais nucléaires — sur lesquels il serait possible d'éprouver la bonne volonté soviétique. Mais c'est Jupiter tonnant que le nouveau président rencontra dans la capitale de l'Autriche : un homme qui entendait imposer sa volonté à Berlin et déclarait sans fard qu'il ne croyait pas les Occidentaux assez résolus pour s'y opposer. « Nous aurons un hiver frisquet », lui dit Kennedy en prenant congé. Le maître de toutes les Russies ne parut pas très impressionné par cette litote. Il y eut le mur, un évident flottement du côté occidental, une amorce de négociation. Le Kremlin, une fois de plus, se crut près de tenir ce qu'il cherchait. Mais il lui fallut déchanter, et il voulut forcer la chance avec les fusées de Cuba.

(Lire la suite en page 5, 4e col.)

L'AMÉRIQUE EST REMUÉE jusqu'au fond d'elle-même...

De notre correspondant particulier ALAIN CLÉMENT

Washington, 23 novembre. — « Nous répétons : le président des Etats-Unis est mort. Le président est mort. » A intervalle de quelques secondes, d'une voix lente et grave, les speakers de toutes les stations captées à Washington réitéraient le message qui allait plonger la communauté nationale américaine tout entière dans la stupeur et le deuil.

C'était l'heure du lunch, le début d'un de ces doux après-midi d'arrière-saison, virginien et presque virgilien, qui font le charme de la capitale fédérale, la veille d'un week-end en outre...

En quelques minutes, la physionomie de la ville et le visage même des passants furent transformés. Des petits groupes se formaient auprès des voitures dont le conducteur avait mis en marche la radio pour entendre confirmation de la nouvelle. Devant la Maison Blanche des passants commençaient à s'attrouper. Certains pleuraient et, à travers tout le pays, des millions de citoyens et de citoyennes américains auront eu vendredi soir les yeux rouges.

Dire que l'assassinat du président a provoqué une énorme émotion serait demeurer en deçà de la vérité. A travers les témoignages qu'on peut recueillir à Washington, ou qui y affluent de toutes parts, on perçoit l'écho d'une sorte de douleur collective et pourtant ressentie personnellement par la plupart des individus. Le président Kennedy était-il donc si populaire, si aimé, si admiré ? Sans doute, dans une large mesure. Et le vide béant que creuse tout à coup sa disparition, non seulement dans la vie publique, mais dans le cœur de la majorité de ses compatriotes, atteste les liens qu'il avait su créer entre eux et lui. L'Amérique n'est pas que consternée : elle est bouleversée, hébétée, remuée jusqu'au fond d'elle-même par ce qui lui arrive.

Toute la fin de la journée de ce vendredi, désormais tragiquement historique, aura été pour elle un long mauvais rêve vrai. Et, comme pour le rendre plus angoissant encore, les Américains auront pu en suivre le déroulement heure après heure sur les écrans de la télévision. Toutes les grandes chaînes nationales arrêtèrent leurs programmes pour transmettre au fur et à mesure les dernières nouvelles et les dernières images de Dallas.

Toutes ont décidé de suspendre leurs émissions régulières et les interruptions publicitaires, qui en sont à la fois la mamelle et la plaie, jusqu'au lendemain des funérailles nationales qui seront faites au président assassiné.

(Lire la suite en 2e page, 5e col.)

AU JOUR LE JOUR

« FAIL SAFE »

La jeunesse du président Kennedy, son talent, le charme de sa personne et de son entourage familial rendent son meurtre plus horrible encore. Mais il ne faut pas que la révolte de nos sensibilités nous cache le vrai drame, dont l'ampleur dépasse et l'assassin et la victime.

Que la police la plus méfiante et la plus connue pour son luxe de précautions n'ait pu protéger la vie du président, voilà qui devrait servir de leçon à un monde d'autant plus vulnérable que sa complexité et sa solidarité croissantes placent son destin entre les mains de quelques individus.

Le meurtre a eu lieu en un temps de relative détente. Il y a quelques années, ce geste de fou aurait pu déclencher immédiatement une guerre mondiale. Même en ce moment, où les pouvoirs surhumains du chef de l'Etat américain reposent sur les épaules mal assurées du président Johnson, il suffit d'un accident de santé, d'un vote hâtif pour que l'irréparable se produise, malgré tous les dispositifs de sécurité, malgré tous les garde-fous.

Ce n'est pas seulement John Kennedy que le meurtrier tenait dans le collimateur de sa lunette, ce pouvait être aussi le sort de trois milliards d'hommes.

ROBERT ESCARPIT.

VINGT ET UNIÈME ANNÉE — N° 6145

24 PAGES — DERNIÈRE ÉDITION

3

SAMEDI 17 OCTOBRE 1964

Le Monde

Rédaction, Administration: 5, r. des Italiens, Paris-IX°. — Directeur: Hubert BEUVE-MÉRY.

LE NUMÉRO : 0,40 F

Algérie (messageries avion) : 0,45 F. Maroc, 0,50 dirh.; Tunisie, 50 m.; Italie, 55 L. Belgique Luxemb., 4 fr.; Autriche, 3,50 sch. Espagne, 6 pesetas; Allemagne, 0,45 DM; Grande-Bretagne, 1 sh; Pays-Bas, 0,40 fl. Portugal, 4 escudos; Suisse, 0,40 franc.

Tarif des abonnements en page 7

COMPTE CHEQUE POSTAL : PARIS N° 4207-23

Adresse télégraph. : JOURMONDE-PARIS

TÉL : PRO. 91-29

APRÈS LA DESTITUTION DE M. KHROUCHTCHEV

LES PROBLÈMES DEMEURENT

Moins d'un an après l'assassinat de John Kennedy, l'homme avec lequel, à la suite d'une dure confrontation, il avait jeté les bases d'une coexistence durable quitte à son tour la scène politique. M. Khrouchtchev disparaît à la soviétique. Hier il était tout, aujourd'hui il n'est plus rien. Le Kremlin ne fait pas le moindre effort pour faire prendre au sérieux la version officielle du départ pour raisons de santé. On aurait pu faire l'éloge du démissionnaire, lui conférer quelque décoration, quelque titre honorifique. On se contente d'enlever ses portraits. Sans doute verra-t-on bientôt les manuels d'histoire qui relatent ses exploits révisés et la « dékhrouchtchévisation » succéder à la déstalinisation.

Mais, de même que M. « K » n'avait pas, en rebaptisant Stalingrad en Volgograd et en faisant incinérer la momie embaumée du dictateur défunt, effacé la marque fantastique que celui-ci a imprimée à la Russie et au monde, de même ses successeurs ne pourront pas les ramener en l'état où ils se trouvaient il y a onze ans, avant les armistices de Corée et d'Indochine, avant le traité autrichien, avant le XX° congrès, avant la crise de Cuba et la quasi-rupture avec la Chine.

Rien d'ailleurs ne montre encore qu'ils le veuillent. Les hommes qui arrivent aujourd'hui au pouvoir, et qui doivent à Nikita Khrouchtchev l'essentiel de leur ascension, paraissent disposés à poursuivre dans la voie qu'il avait tracée. On ne trouve pas dans le bref communiqué des organismes dirigeants de l'U.R.S.S. d'indication sur un changement de politique. Au contraire, il se réfère expressément aux décisions des XX° et XXII° congrès, c'est-à-dire de ceux qui ont décidé et mis en œuvre la déstalinisation. Une victoire du « parti chinois » aurait été suivie de dénonciations vengeresses ; elle aurait pris le caractère d'une rupture ouverte. Elles peuvent encore venir, certes. Mais on ne voit pas très bien pourquoi les vainqueurs auraient attendu pour annoncer leur triomphe.

Il est plus probable que la majorité du comité central s'est laissé convaincre que, tout bien pesé, les qualités de M. Khrouchtchev étaient insuffisantes pour masquer plus longtemps ses échecs : lesquels proviennent tous de sa tendance à se lancer en avant, qu'il s'agisse de l'agriculture, de Berlin, de Cuba, de la Chine ou de la crise du mouvement ouvrier, sans trop se préoccuper de savoir ce qui se passerait au cas où les choses ne se dérouleraient pas suivant ses prévisions. On avait souvent dit que dans un pays démocratique un gouvernement ainsi conduit aurait déjà été plusieurs fois renversé.

Mais l'Union soviétique n'est pas un pays démocratique, comme la manière dont son maître a été renversé suffit à le prouver. Depuis la mort de Staline, une lutte implacable s'y déroule pour le pouvoir, dans laquelle n'a réussi en fin de compte à surnager parmi les hiérarques d'hier que l'habile Mikoyan. Ce qui vient de se passer à Moscou n'est qu'un épisode qui sera suivi d'autres ; un épisode qui, pour le moment, a plus de chances d'affaiblir l'autorité du pouvoir central que de la renforcer. Les personnalités de MM. Brejnev et Kossyguine ne sont pas à première vue de celles devant lesquelles tout s'incline. Nous verrons sans doute d'autres coups de théâtre et, en attendant, des efforts pour se réconcilier avec les uns sans se brouiller avec les autres, comme le pouvoir soviétique a toujours cherché à le faire en période de difficulté.

Ce qui est sûr, c'est que la disparition de M. « K » ne fera pas disparaître les problèmes qui l'ont provoquée. Il a peut-être péché par excès d'initiatives, encore que le bilan final soit en fin de compte positif pour la paix et pour le niveau de vie de ses compatriotes. Le risque est grand de voir entrer l'U.R.S.S. dans une phase de conservatisme stérile où toutes les idées neuves se heurteraient aux attardés de l'appareil.

LES DIRIGEANTS SOVIÉTIQUES AFFIRMENT S'EN TENIR A LA LIGNE DES XX° ET XXII° CONGRÈS

Les chefs de la presse et de la radio auraient été limogés

Le calme règne à Moscou, où s'est déroulé jeudi un événement sans précédent dans l'histoire de l'U.R.S.S. : la « démission », pour des raisons de santé qui ne trompent personne, du chef du parti et du gouvernement. Avec le décrochage des portraits, la nouvelle, annoncée vendredi matin, de source sûre, par l'A.F.P., que M. Khrouchtchev serait suivi dans sa disgrâce par son gendre, M. Adjoubeï, rédacteur en chef des Izvestia, et par MM. Satioukov, rédacteur en chef de la Pravda, et Kharlamov, directeur de la radio, toutes personnalités connues pour leur fidélité au démissionnaire, suffit à prouver qu'il s'agit bien d'une destitution. Cependant M. Kharlamov, qui séjourne actuellement à Oslo, a déclaré vendredi matin à l'agence U.P.I. qu'aucun changement dans ses attributions ne lui avait été signifié.

On relève que le communiqué annonçant la nomination de M. Kossyguine à la tête du gouvernement soviétique fait état de l'unanimité du présidium du Soviet suprême, que préside M. Mikoyan, pour approuver cette décision. On ne retrouve pas la même indication à propos de la réunion du plénum du comité central, qui a désigné M. Brejnev aux fonctions de premier secrétaire du parti au lieu et place de M. « K ». Ni celui-ci ni M. Brejnev n'étaient présents au déjeuner que le président cubain, M. Dorticos, a offert vendredi en l'honneur des dirigeants soviétiques, qui étaient représentés par MM. Kossyguine, Mikoyan et Podgorny.

De nombreux observateurs s'interrogent d'ailleurs sur les conditions dans lesquelles s'est réuni le comité central, alors que plusieurs de ses membres et non des moindres n'y participaient pas (notamment M. Satioukov, qui faisait jeudi soir encore à Paris des déclarations rassurantes, ainsi que les ambassadeurs soviétiques dans la plupart des grandes capitales) et alors que d'autres étaient une ralliant Moscou jeudi seulement. Selon des informations non confirmées, M. Souslov aurait été le principal rapporteur. On voit en tout cas dans le fait que la Pravda se garde de tout commentaire et déclaration politique, à l'exception d'une référence brève mais appréciée aux décisions des 20° et 22° congrès, l'indice que le changement a été opéré et annoncé avec une certaine précipitation.

Dans toutes les capitales du monde on s'intéresse avant tout aux répercussions que risque d'avoir l'événement sur la politique étrangère de Moscou.

Les seules indications que l'on ait jusqu'à présent sont les propos tenus par les ambassadeurs d'U.R.S.S. à Tokyo et à Bonn, selon lesquels rien ne serait changé à la politique de coexistence pacifique. Tirana a expliqué la nouvelle par l'attitude de M. Khrouchtchev envers Pékin. Pékin a diffusé le communiqué de Tass moins d'une heure après sa publication à Moscou, ce qui constitue un record. Mais aucun commentaire n'a été fait jusqu'à présent dans la capitale chinoise. L'inquiétude est vive à New-Delhi, où l'on redoute de perdre le soutien soviétique, et la consternation règne à Belgrade, où l'on n'oublie pas que M. « K » avait rétabli les liens entre l'U.R.S.S. et la Yougoslavie. Ailleurs on se montre fort prudent. Le général de Gaulle quant à lui a légitimement estimé que « la Terre ne s'arrêterait pas de tourner ».

De notre envoyé spécial BERNARD FÉRON

Moscou, 16 octobre. — Au moment où le drame se dénouait, au moins provisoirement, à Moscou, la radio diffusait d'interminables discours sur le cent cinquantième anniversaire de Lermontov. Mais, depuis le début de l'après-midi, la rumeur courait la ville noyée dans la brume. On se refusait d'abord à donner crédit aux nouvelles. Cependant des signes de plus en plus nombreux manifestaient l'existence d'une crise à l'échelon le plus élevé. Les préparatifs entrepris pour la réception des trois cosmonautes étaient arrêtés, et personne ne savait plus quel jour cette cérémonie triomphale pourrait avoir lieu.

Jeudi matin la *Pravda* publiait quatre messages de félicitations adressés « au comité central », alors que mercredi deux messages sur quatre étaient envoyés « à Nikita Khrouchtchev ». D'ailleurs le nom du premier secrétaire n'était pas cité une seule fois dans le quotidien du parti. A midi tous les membres du présidium, sauf M. « K », assistaient à un déjeuner offert au président de la République cubaine. En fin d'après-midi on apprenait que le quotidien du soir, les *Izvestia*, paraîtrait avec une dizaine d'heures de retard, parce que la publication d'un texte très important était attendue.

(Lire la suite en 6° page, 1re col.)

LEONIDE BREJNEV

un bon vivant dont M. « K » avait fait la carrière

Par MICHEL TATU

Une carrure solide, un visage fleuri, une voix lourde qui trahit un certain penchant pour la bonne chère, courtois, affable et enjoué avec cela — il est un des rares hauts dignitaires soviétiques que l'on ait vus pratiquer le baise-main et danser la valse dans les « parties » officielles du Kremlin, — Léonide Ilitch Brejnev était, de l'avis général à Moscou, un chef d'Etat exemplaire. Mais peu l'imaginaient dans des fonctions de très hautes responsabilités, encore moins dans l'habit d'un premier secrétaire du parti. C'était aller un peu vite en besogne, et le nombre des sceptiques avait diminué ces derniers temps, surtout après que le transfert, opéré cet été, de ses fonctions honorifiques à M. Mikoyan l'avait désigné comme le « dauphin » — ou du moins l'un des plus probables — de M. Khrouchtchev à la tête du parti.

De plus, beaucoup avaient oublié que les activités protocolaires de M. Brejnev ne furent jamais qu'un entracte dans une carrière presque entièrement dévolue au travail du parti, et que l'homme était de ces « apparatchiki » auxquels la hiérarchie, de secrétariat en secrétariat, ouvre peu à peu la voie vers les sommets. Né le 19 décembre 1906 à Dniéprodzerjinsk, en Ukraine, dans la famille d'un ouvrier métallurgiste ukrainien, Léonide Brejnev s'est intéressé d'abord à l'agriculture : à vingt et un ans, après avoir terminé les cours d'une école technique agricole à Koursk, il est envoyé dans l'Oural, où il assume sa première fonction officielle comme vice-président de soviet rural.

Après un bref passage dans l'armée et quelques mois de fonctions techniques dans une usine, M. Brejnev est mûr pour commencer sa véritable carrière politique : en mai 1938 (il a alors trente-deux ans) il entre dans l' « appareil » du comité régional de Dniépropétrovsk dont il deviendra un an plus tard secrétaire. Est-ce une coïncidence ? M. Khrouchtchev vient juste de prendre les rênes en Ukraine, et c'est dès lors, sous les auspices directs de l'ex-chef du gouvernement, que M. Brejnev va gravir tous les échelons de la hiérarchie. Les deux hommes se côtoient d'ailleurs à maintes reprises pendant la guerre sur les divers fronts d'Ukraine où l'un et l'autre ont été envoyés comme commissaires politiques (les épaulettes de général que M. Brejnev a conservées de cette période seront très remarquées sur les estrades officielles, en 1961 notamment, lorsque M. Khrouchtchev décide lui aussi de revêtir l'uniforme). La vie civile retrouvée, M. Khrouchtchev reprend ses fonctions de premier secrétaire du P.C. ukrainien ; M. Brejnev se voit donner les mêmes fonctions dans deux régions de la République : celle de Zaporojié puis de Dniépropétrovsk. En juillet 1950, peu après que M. « K » ait été promu à Moscou, il avance encore en prenant la tête du parti pour la République de Moldavie. Cette fonction lui vaut au dix-neuvième congrès de 1952 non seulement un siège de membre suppléant du présidium du parti et un poste de secrétaire du comité central, mais encore l'occasion de faire à la tribune de ce dernier congrès stalinien un éloge du « stratège génial » qu'il n'est pas sans intérêt de relire aujourd'hui : « Le camarade Staline, déclare-t-il, combine de manière brillante une gigantesque activité d'Etat avec le développement créateur du marxisme-léninisme... Staline est l'architecte génial du communisme... C'est un grand bonheur pour notre patrie que le combat du peuple pour l'épanouissement du pays et le triomphe du communisme soit dirigé par le plus grand homme de notre époque, le sage chef et maître Iossif Vissarionovitch Staline. »

(Suite page 2, 4° col.)

LES RÉSULTATS DES ÉLECTIONS BRITANNIQUES

Les travaillistes auront une très légère majorité à la nouvelle Chambre des communes

Le parti travailliste a remporté de justesse les élections générales qui ont eu lieu jeudi en Grande-Bretagne. Sur les 630 circonscriptions du pays, 620 avaient fait connaître leurs résultats vendredi après-midi. La répartition des sièges était alors la suivante :

Travaillistes: 315 (gains: 61; pertes: 5).
Conservateurs: 300 (gains: 5; pertes: 60).
Libéraux: 5 (gain: 1; pertes 2).

Le Labour était donc assuré d'une majorité, au demeurant extrêmement étroite, dans la nouvelle Chambre des communes.

Sir Alec Douglas-Home et M. Wilson ont l'un et l'autre regagné Londres. Les deux chefs de parti se tiennent prêts à se rendre au palais de Buckingham, le premier pour y remettre sa démission à la reine Elizabeth, le second pour être chargé de former le nouveau cabinet.

De notre correspondant part. HENRI PIERRE

Londres, 16 octobre. — Après treize ans d'éclipse, le parti travailliste revient au pouvoir pour la troisième fois et M. Wilson s'apprête à remplacer Sir Alec Douglas-Home à la tête du gouvernement britannique. L'issue finale, en effet, ne paraissait plus faire de doute dès les premières heures de la matinée de vendredi, étant donnée l'avance accumulée au cours de la nuit par le Labour, progressant vigoureusement et d'une manière décisive dans les circonscriptions marginales.

Forte avance dans le Nord-Ouest et en Ecosse

Cette avance est particulièrement forte dans le nord-ouest du pays ainsi qu'en Ecosse, substantielle à Londres, moins forte dans le nord-est et faible dans les Midlands. Néanmoins, conformément aux indications des sondages, le déplacement de voix en faveur des travaillistes s'établit en moyenne autour de 4 %, soit au-dessus des 3.5 % requis pour amener un changement de gouvernement. Dans d'assez nombreuses circonscriptions, les candidats conservateurs réélus ont vu néanmoins leur majorité diminuer dans de fortes proportions. Là où, comme à Birmingham et à Norfolk, ils sont parvenus à enlever un siège au Labour, leur succès n'a été acquis, en plusieurs endroits, que par quelques dizaines de voix.

D'une manière générale la participation électorale semble avoir été légèrement inférieure à celle de 1959. Pour les quelque trois cents circonscriptions dont les résultats ont été connus dans le courant de la nuit, elle est en effet tombée de 77.8 à 75.3 %.

Dans les heures qui ont précédé la publication des derniers résultats, l'inconnue majeure demeurait cependant l'ampleur qu'atteindrait la majorité du Labour aux Communes. L'avance travailliste acquise dans les centres urbains a été en effet sérieusement entamée par les résultats de quelque deux cents circonscriptions rurales, fiefs traditionnels du parti conservateur. Certains sièges marginaux, en outre, que le Labour avait espéré enlever, demeuraient aux mains des « tories ».

La plupart des experts, dans ces conditions, s'attendaient que la majorité travailliste s'établisse à quelques voix seulement, une quinzaine peut-être, ce qui serait suffisant pour gouverner, mais insuffisant pour promouvoir de grandes réformes.

Si même cette majorité devait être inférieure à quinze, M. Wilson pourrait difficilement rester au pouvoir et devrait envisager de nouvelles élections à bref délai, à moins d'accepter que les quelques libéraux — qui ont légèrement augmenté leurs suffrages — exercent entre les deux grands partis un arbitrage permanent.

Cinq ministres conservateurs battus

A l'état-major du Labour on rappelle cependant que le second cabinet Attlee gouverna avec une majorité de six voix et que le premier gouvernement Churchill après la guerre se maintint pendant quatre ans avec une majorité de dix-sept voix. Le précédent de M. Attlee, toutefois, n'est guère encourageant, puisque, un an plus tard, les conservateurs l'emportaient sur les travaillistes.

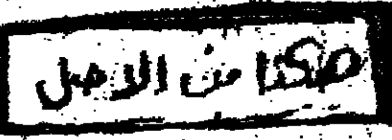
Il ressort également du scrutin que les ministres conservateurs ont été sérieusement malmenés. Certains d'entre eux ont été élus avec des majorités considérablement réduites. M. Amery, par exemple, ministre de l'aviation, qui l'emporte de douze voix seulement. Cinq ministres en exercice ont été battus, parmi lesquels M. Maurice Macmillan, fils de l'ancien premier ministre. Partout où se présentaient les ministres, le déplacement de voix contre eux a été plus fort que dans le reste du pays. Cette indication confirmerait le ressentiment et la fatigue des électeurs à l'égard des ministres conservateurs au pouvoir depuis trop longtemps, sans cependant traduire un enthousiasme particulier des électeurs pour leurs adversaires travaillistes.

Racisme à Smethwick

Il faut noter, il est vrai, que des personnalités comme MM. Heath, Powel et Macleod, têtes de file du néo-conservatisme, se sont assuré une confortable victoire. Leur succès justifie ainsi l'orientation qu'ils ont voulu donner au parti conservateur et renforce leur position personnelle. Il est significatif que le *Daily Telegraph*, dans un éditorial où il anticipe la victoire travailliste, prévoit un bel avenir aux « rebelles » Powel et Macleod, qui refusèrent de faire partie du cabinet de Sir Alec.

(Lire la suite en 10° page, 1re col.)

(On trouvera en page 10 un « portrait » de M. Wilson par ALAIN JACOB.*)*



VINGT-QUATRIÈME ANNÉE — N° 6965 24 PAGES ★ ★ ★ MARDI 6 JUIN 1967

Le Monde

Rédaction, Administration: 5, r. des Italiens, Paris-IX. — Directeur: Hubert BEUVE-MÉRY

0,40 F

Algérie, 0,45 D.A.; Maroc, 0,50 dir.; Tunisie, 50 m.; Allemagne, 0,50 DM; Autriche, 4,50 sch.; Belgique, 5 fr.; Danemark, 1,50 kr.; Espagne, 6 pes.; Grande-Bretagne, 1 sh.; Italie, 100 l.; Luxembourg, 5 fr.; Norvège, 1,50 kr.; Pays-Bas, 0,50 fl.; Portugal, 5 esc.; Suède, 1,25 kr.; Suisse, 0,40 fr.; U.S.A., 50 cts.

Tarif des abonnements page 5

C.C.P. PARIS N° 4207-23
TELEX PARIS N° 22613
Ad. télégr.: JOURMONDE-PARIS
TÉL. : PRO (770) 91-29

DEPUIS LUNDI MATIN AU PROCHE-ORIENT

De violents combats sont en cours entre les forces israéliennes et arabes

Jérusalem et Le Caire s'accusent mutuellement d'avoir déclenché les hostilités

UN MOYEN DÉMODÉ

« La guerre est un moyen démodé de résoudre les conflits. » Ainsi s'exprimait au moment de la crise de Berlin M. Selwyn Lloyd, alors ministre britannique des affaires étrangères. Il savait de quoi il parlait puisqu'il avait été, trois ans plus tôt, l'un des organisateurs de l'expédition de Suez.

S'il est une partie du monde où cette constatation n'est pas encore entrée dans les esprits, c'est bien le Proche-Orient. Des deux côtés, israélien comme arabe, on rêvait littéralement d'en découdre, chacun étant convaincu qu'il remporterait la victoire à bon compte, et arriverait ainsi à décourager pour longtemps l'adversaire. Dans un pareil climat, il était fatal que les armes finissent par parler, fatal aussi sans doute que chacun accuse l'autre d'avoir commencé. Que peuvent attendre pourtant les belligérants ? Américains et Soviétiques se trouvent engagés, les uns vis-à-vis d'Israël, les autres vis-à-vis du président Nasser, à un point qui leur rend extrêmement difficile de laisser véritablement battre l'un ou l'autre. Et déjà l'U.R.S.S. donne à entendre que si les Etats-Unis se mêlent de l'affaire, elle s'en mêlera aussi.

Cette prise de position, en un sens, est plutôt rassurante : elle paraît montrer le désir de Moscou de laisser au conflit son caractère régional et d'éviter qu'il ne se transforme en un affrontement des deux superpuissances. Mais il faut souhaiter que celles-ci profitent du peu de temps qui leur est laissé pour agir en commun sur leurs protégés. La réunion du Conseil de sécurité devrait être l'occasion pour Washington et Moscou de lancer en commun un appel au cessez-le-feu, dont on veut croire que, sous un pareil parrainage, il serait suivi d'effet.

Dans ce cas, bien entendu, il faudrait se mettre à négocier sans plus tarder en s'efforçant de ne pas se limiter au seul sujet de la navigation dans le golfe d'Akaba, qui doit être bien oublié d'ailleurs aujourd'hui puisqu'il ne semble pas que ce « casus belli » ait été invoqué.

En réalité, c'est tout le problème de la coexistence entre Arabes et Israéliens qui se trouve posé. Et on n'en viendra pas à bout sans s'attaquer à des questions fondamentales comme la reconnaissance de l'Etat juif par ses voisins, le sort des réfugiés palestiniens, la coopération économique régionale.

De tous ces problèmes, il était impossible de parler hier. Est-ce faire trop confiance à la nature humaine que d'espérer qu'il sera possible d'arrêter rapidement cette explosion de violence et que les protagonistes, ayant pris conscience de la folie de leur querelle, se décideront enfin à chercher les moyens de vivre en paix ?

On saura bientôt si l'appel probable du Conseil de sécurité est entendu. Dans le cas contraire, le pire serait à craindre pour la paix mondiale, peut-être, et en tout cas pour une région dont la population, dans sa grande majorité, vit encore misérablement et qui risque de voir anéantis en quelques jours les fruits d'années de travail et d'une considérable assistance étrangère. La guerre, en toutes circonstances, est une tragédie. Elle l'est plus encore lorsqu'il s'agit de deux peuples si voisins par la langue et l'origine, et qui pourraient fort bien s'entendre s'ils consentaient à dominer les impulsions de la haine et la tentation des solutions prétendument faciles.

LE VOYAGE DU GÉNÉRAL DE GAULLE EN POLOGNE SERAIT AJOURNÉ

M. Burin des Roziers, secrétaire [gén]éral de la présidence de la Répu[bli]que, a reçu lundi, en fin de [mat]inée, M. Staniszewski, chargé [d'aff]aires de Pologne à Paris. L'éven[tuali]té d'un report à une date ulté[rieur]e du voyage que le général de [Gaul]le devait entreprendre en Polo[gne] à partir de mercredi a été exa[miné]e.

LE CONSEIL DE SÉCURITÉ CONVOQUÉ D'URGENCE

Le président Johnson demande aux belligérants de cesser le feu immédiatement

Au moment où l'annonce de la visite aux Etats-Unis, mercredi prochain, de M. Zakaria Mohieddine, vice-président de la R.A.U., ravivait l'espoir d'une solution pacifique du conflit du Proche-Orient, les dépêches venues peu après 7 heures lundi matin faisaient état d'une violente bataille de chars dans le Néguev, la région méridionale en grande partie désertique de l'Etat juif, entre chars israéliens et arabes. Bientôt la radio du Caire déclarait que la capitale égyptienne avait été bombardée. En fin de matinée, la Jordanie et la Syrie faisaient savoir que leurs aviations avaient commencé à attaquer des positions en territoire israélien, et la Jordanie déclarait officiellement la guerre à Israël.

La R.A.U. et Israël se rejettent mutuellement la responsabilité de l'ouverture des hostilités. En fin de matinée, lundi, dans les chancelleries, on n'était pas encore en mesure de déterminer qui avait commencé. L'ambassadeur d'Israël à Paris a tenu une conférence de presse affirmant que l'attaque égyptienne appartenait à un plan général d'offensive dont la première phase a été le blocus du golfe d'Akaba. Selon certaines sources égyptiennes, Israël aurait pris l'offensive dans la crainte que la mission de M. Mohieddine à Washington n'aboutisse à un règlement à ses dépens. En tout cas il va de soi que les conversations entre les puissances maritimes sur la question de la liberté de navigation dans le golfe d'Akaba sont pour l'instant reléguées au second plan.

L'annonce du déclenchement des hostilités a provoqué une vive émotion dans toutes les grandes capitales et au Vatican où Paul VI a envoyé un message à M. Thant lui demandant de tout faire pour mettre fin aux combats et, si la situation s'aggrave, de déclarer Jérusalem ville ouverte.

Aussitôt qu'il a été informé, M. Thant a conféré avec le président en exercice du Conseil de sécurité, M. Tabor (Danemark).

Le Conseil est saisi de démarches des deux belligérants faisant état de l'attaque adverse. Il s'est réuni à 15 h. 20, heure française, afin de lancer un appel à Israël et à la R.A.U. pour qu'ils mettent fin aux hostilités avant que celles-ci ne dégénèrent en un conflit généralisé dans le Proche-Orient. A l'ouverture des débats, M. Tabor a donné lecture des communications que lui avaient faites dans la nuit les délégations d'Israël et de la R.A.U.

Si l'on en croit une dépèche A.F.P. de Moscou, le Kremlin adoptera sur le plan militaire une attitude qui sera fonction de celle des Etats-Unis ou de toute autre grande puissance occidentale.

Dans l'immédiat, ajoute-t-on, l'U.R.S.S. poursuivra son aide technique aux peuples arabes, mais sans participation au conflit.

Une intervention occidentale à un degré quelconque aux côtés d'Israël entraînerait une intervention de même ampleur de l'U.R.S.S. aux côtés des Arabes.

De son côté le maréchal Tito a déclaré : « Le gouvernement et les peuples yougoslaves apportent leur plein appui à la République arabe unie et aux autres pays arabes dans leur riposte à l'agression et feront l'impossible pour soutenir leur juste lutte. »

La Maison Blanche a lancé un appel à « toutes les parties » pour qu'elles appuient le Conseil de sécurité dans ses efforts pour réaliser un cessez-le-feu immédiat au Moyen-Orient. Le secrétaire de presse, M. George Christian, a déclaré que « des conséquences tragiques découleront de cette lutte destructrice et inutile si les combats ne cessent pas immédiatement ».

Il a ajouté que les Etats-Unis consacreront toute leur énergie à assurer la fin des combats et « la paix et le développement dans toute la région ». On indique toutefois que Washington n'a pas l'intention d'intervenir directement pour mettre un terme aux combats.

M. Harold Wilson a adressé des messages au général de Gaulle, au président Johnson et à M. Alexei Kossyguine et M. George Brown a convoqué les ambassadeurs de France, des Etats-Unis et de Grande-Bretagne pour leur demander d'insister auprès de leurs gouvernements pour une action commune, sans tarder, afin de rétablir la paix. Les ambassadeurs de tous les pays arabes devaient à leur tour rencontrer M. Brown dans le courant de la journée.

A. F.

(Lire la suite page 2, 1re col.)

(Lire pages 2 à 5 les articles de E. SAAB, P. YANKOVITCH, A. CLEMENT, J. NOBECOURT et J. WETZ.)

Bataille de chars sur la frontière sud d'Israël

Des bases aériennes égyptiennes sont bombardées

C'est un peu avant 7 heures, heure de Paris, que le début des hostilités isaréio-égyptiennes a été annoncé par les radios du Caire et de Tel-Aviv. Que s'est-il passé exactement ? Il est très difficile de le savoir tant les thèses en présence sont contradictoires. Pour les autorités de la R.A.U., il s'agit indiscutablement d'une « agression sioniste ».

Suivant Jérusalem, au contraire, les troupes de l'Etat juif n'ont fait que réagir à une attaque aérienne qui aurait été dirigée contre les principales villes d'Israël. Aucune d'entre elles cependant n'aurait été bombardée. Deux alertes ont eu lieu dans la matinée à Tel-Aviv, mais aucun appareil égyptien n'est apparu dans le ciel ; Radio-Jérusalem a expliqué que c'était parce que ces avions avaient été interceptés par des appareils israéliens.

Toujours selon ce poste, les troupes israéliennes ont réagi « *très rapidement* » à l'attaque égyptienne sur le « front sud », où se déroulent toujours « *des combats acharnés* » entre blindés. Il semble que les combats soient particulièrement intenses dans la bande de Gaza, mais aussi plus au sud, dans le Néguev.

En début d'après-midi, Radio-Le Caire annonçait qu'une attaque israélienne contre Kuntilla, dans le Sinaï, avait été repoussée et que les troupes israéliennes avaient été obligées d'évacuer la zone de Khan-Younes, dans la région de Gaza.

Tel-Aviv accuse en effet Le Caire d'avoir tenté de couper en deux Israël, à travers le Néguev. A 10 heures du matin, Radio-Jérusalem annonçait que l'armée israélienne progressait dans le Sud, ce qui semble indiquer qu'elle est entrée dans le territoire égyptien ; elle précisait que « la résistance égyptienne était brisée en de nombreux points ». Au cours d'un combat d'artillerie, trois kibboutzim situés près de la zone de Gaza auraient été incendiés et un autobus transportant des civils atteint. Les trois villages attaqués seraient ceux de Nahal Oz, de Kissoufin et de Ein-Hasheloshe.

Lors d'une conférence de presse, en début d'après-midi, M. Abba Eban, ministre israélien des affaires étrangères, s'est refusé à donner des précisions sur la situation militaire. « *Jamais encore,* a-t-il dit, *un pays n'a fait usage de ses armes dans un but plus juste et plus légitime... Notre but est de briser le cercle d'hostilité qui se refermait autour de nous et dont le blocus d'Eilath est un élément essentiel... Ce matin les provocations ont pris la forme de mouvements d'avions et de troupes vers notre territoire et du bombardement de villages situés près de Gaza.* » M. Eban a précisé qu'Israël avait proposé en vain à la Syrie et à la Jordanie de ne pas les attaquer.

Pour la R.A.U., les opérations militaires terrestres lancées par Israël ne sont pas une réponse à une attaque aérienne égyptienne, mais constituent une agression « préméditée et caractérisée ». Selon un communiqué du haut commandement égyptien, « *les avions israéliens ont effectué des raids sur un certain nombre d'aérodromes militaires dans le Sinaï, sur le canal et sur une base aérienne près du Caire* ».

Ce communiqué ajoute : « *Sur terre, les forces israéliennes ont déclenché de nombreuses attaques sur tous les fronts. Actuellement une attaque se déroule au-dessus de Charm-El-Cheikh. Il ne fait aucun doute qu'Israël a commencé une attaque globale sur tous les fronts. Malgré toutes les tentatives de l'ennemi israélien prétendant que la R.A.U. a déclenché les hostilités, la vérité demeure pleine et entière.* »

Si Israël nie avoir attaqué Le Caire, il n'en va pas de même pour de nombreuses bases égyptiennes situées dans d'autres régions de la R.A.U., en particulier dans le Sinaï.

(Lire la suite page 2, 1re col.)

SCÈNES D'ENTHOUSIASME AU CAIRE où la population ne doute pas de la victoire

De notre envoyé spécial
ERIC ROULEAU

Le Caire, 5 juin. — C'est à 8 h. 50 ce matin, heure du Caire (6 h. 50, heure de Paris), que les canons ont commencé à tonner, d'abord faiblement, ensuite avec une intensité qui ébranlait les murs de l'hôtel dans lequel je me trouve, sur les bords du Nil. Mais ce n'est qu'à 9 h. 20 que l'alerte fut donnée. Peu après d'importantes explosions se produisirent, indiquant que des bombes de gros calibre avaient été lâchées à une distance indéterminée du centre de la capitale.

On apprenait peu après que des combats aériens se déroulaient au-dessus de l'aérodrome militaire, dans la banlieue de la capitale. A l'instant où j'écris ces lignes il est midi (heure du Caire) et une seconde alerte aérienne, après la première, qui a pris fin à 10 h. 20, est en cours depuis 11 h. 10. A l'issue du premier raid la radio du Caire avait annoncé que vingt-trois avions ennemis avaient été abattus. Par la suite, la radio a diffusé d'autres communiqués indiquant que le nombre des appareils israéliens détruits s'élève à soixante-dix. Deux chasseurs égyptiens, ajoute le communiqué, ont été perdus, mais leurs pilotes sont sains et saufs.

Sous ma fenêtre, des foules, à l'écoute de la radio, jusqu'ici tendues et angoissées, se livrent à des manifestations de joie indescriptibles. Des hommes pleurent et s'embrassent, se félicitent mutuellement. Des cris de « Nasser, Nasser » s'élèvent et sont repris en chœur. « Nous combattrons, nous combattrons », hurlent encore les gens dans les rues.

La radio du Caire diffuse toutes les cinq minutes des communiqués dans lesquels il est souligné que l'Egypte est la victime d'une agression. Jusqu'à 11 h. 30 il n'était question que de raids aériens effectués par les Israéliens « sur tous les territoires de la R.A.U., notamment sur les aérodromes militaires des régions du Sinaï, du canal de Suez et de la banlieue du Caire ». Mais à 11 h. 55 on devait entendre un nouveau communiqué préciser : « L'ennemi a déclenché à 9 heures locales (6 heures G.M.T.) une offensive généralisée sur tous les fronts, sur terre et dans les airs, tout au long des frontières, y compris Charm-El-Cheikh, sur le golfe d'Akaba. »

Les Egyptiens apprirent ainsi avec consternation que la guerre prenait une envergure qu'ils espéraient encore limitée à des batailles aériennes. Les communiqués militaires ne font pas état de la pénétration de l'armée égyptienne en Israël, mais seulement des attaques des troupes israéliennes « repoussées victorieusement », notamment à Khan-Younes, dans la bande de Gaza.

Il est maintenant 12 h. 15. Le bombardement reprend. Les explosions sont plus violentes et plus rapprochées. Les canons de la D.C.A. tonnent. De ma chambre d'hôtel j'entends les foules entonner des chants patriotiques; on peut les voir aussi danser. La population paraît soulagée; elle vivait depuis plusieurs jours sous une tension insupportable; elle s'attendait à une attaque d'un moment à l'autre, qui ne venait pas; elle est soulagée aussi d'en finir une fois pour toutes avec le problème palestinien, car elle ne doute pas un seul instant que la victoire est assurée aux Arabes.

AU JOUR LE JOUR

Pile ou face

Oui, certes, Munich fut une erreur, et l'esprit qui anima cette négociation était néfaste. A ne vouloir pas mourir pour Vienne, Madrid, Prague, il fallut bien mourir pour Dantzig, sans sauver d'ailleurs Varsovie, puis mourir pour Londres, mourir pour Stalingrad, mourir pour Paris, mourir encore par millions et pendant des années.

Il est facile de refaire l'histoire par l'imagination et l'hypothèse, plus facile encore de trouver dans cette hypothétique reconstruction des réponses toutes faites aux problèmes du présent. Munich, pour les uns ce serait négocier au Vietnam, pour les autres négocier en Palestine. Mais l'histoire n'est pas dupe.

Les événements d'il y a trente ans ne peuvent nous apprendre qu'une seule chose : ni la guerre à tout prix ni la paix à tout prix ne sont payantes. L'une règle ses comptes au comptant, l'autre à terme, mais le prix est le même. Reculer pour mieux sauter ou sauter pour mieux mourir, on ne joue pas le sort du monde à pile ou face.

ROBERT ESCARPIT.

VINGT-CINQUIÈME ANNÉE — N° 7268 — 16 PAGES ★ ★ ★ — MARDI 28 MAI 1968

Le Monde

Rédaction, Administration: 5, r. des Italiens, Paris-IXe. — Directeur: Hubert BEUVE-MÉRY

0,50 F
Algérie, 0,50 DA; Maroc, 0,60 dir.; Tunisie, 50 m.; Allemagne, 0,50 DM; Autriche, 5 sch.; Belgique, 5 fr.; Danemark, 1,75 kr.; Espagne, 7 pes.; Gde-Bretagne, 1,3 sh.; Grèce, 8 dr.; Italie, 100 l.; Luxembourg, 5 fr.; Norvège, 1,50 kr.; Pays-Bas, 0,50 fl.; Portugal, 7,5 esc.; Suède, 1,25 kr.; Suisse, 0,50 fr.; USA, 50 cts; Yougoslavie, 3 din.
Tarif des abonnements page 11
C.C.P. PARIS N° 4207-23
TELEX PARIS N° 22613
Ad. télégr.: JOURMONDE-PARIS
Tél.: PRO (770) 91-29

AUGMENTATION DU S.M.I.G. ET DES SALAIRES, RÉDUCTION D'HORAIRES ET ABAISSEMENT DE L'AGE DE LA RETRAITE

Le protocole d'accord entre les syndicats, le patronat et le gouvernement est soumis aux grévistes et aux organisations de base

- Les ouvriers des grandes entreprises se prononcent contre la reprise du travail
- Interruptions de courant à Paris à la suite du retard de la discussion à l'E.D.F.
- Nouvelle manifestation de l'U.N.E.F. « autorisée » par le gouvernement et approuvée par la C.F.D.T.

● *LES PREMIERES REACTIONS DES GREVISTES au texte du protocole négocié pendant le week-end entre le gouvernement, le patronat et les syndicats, qui a été rendu public lundi matin, sont défavorables, sans que l'on puisse pour l'instant faire le départ entre les motifs politiques et sociaux qui dictent la réserve des usines.*

Aux usines Renault de Boulogne-Billancourt, les dirigeants de la C.G.T. — notamment MM. Frachon et Séguy — n'ont pu convaincre les militants de reprendre le travail. Pour sa part, M. Jeanson (C.F.D.T.) s'est même félicité du refus des ouvriers de reprendre le travail. Les grévistes ont réclamé un gouvernement populaire. A Cléon (Seine-Maritime) — d'où partit, il y a dix jours, la vague d'arrêts de travail, — la réaction est identique. Les grévistes de la société Citroën à Paris et ceux des établissements Berliet à Vénissieux, de Sud-Aviation à Nantes, de Rhodiacéta à Lyon-Vaise, de la S.N.E.C.M.A. sont également opposés à la reprise du travail.

Dans plusieurs quartiers de la capitale et également en banlieue et en province, des coupures de courant désordonnées ont été constatées lundi en fin de matinée. Les organisations syndicales — et notamment la C.F.D.T. — s'élèvent ainsi contre le report de 10 heures à 17 heures de la réunion prévue lundi du groupe de travail qui a été constitué en vue d'étudier les problèmes propres aux salariés de l'Electricité et du Gaz de France.

Afin de rendre compte à la population de l'état des « négociations en cours », l'Union des syndicats C.G.T. de Paris organise lundi à 17 heures douze rassemblements dans la capitale.

De son côté le C.N.P.F., après avoir consulté les fédérations patronales, s'est réuni lundi après-midi pour prendre une décision.

D'autre part, on signale en province une dizaine d'usines où le travail a repris : dans la Charente, en Alsace et dans le Puy-de-Dôme notamment.

● *LES PRINCIPAUX CHAPITRES DU PROTOCOLE sur lequel les négociateurs s'étaient mis d'accord lundi à 7 h. 30 sont les suivants : la revalorisation du S.M.I.G., l'augmentation générale des salaires, la durée du travail, l'âge de la retraite, l'aménagement des allocations familiales, l'allocation versée aux personnes âgées, l'exercice des droits syndicaux dans les entreprises, l'emploi, les conventions collectives, les ordonnances sur la Sécurité sociale, l'imposition des revenus salariaux, l'indemnisation des journées de grève et leur « récupération ».*

M. Pompidou a reçu en fin de matinée les dirigeants des organisations agricoles nationales qui n'étaient représentées au ministère des affaires sociales que par un observateur. Les milieux paysans — qui dans la majorité des cas sont restés très passifs ces derniers jours — rappellent leur volonté d'obtenir rapidement des satisfactions comparables à celles qui ont été promises aux salariés. M. Edgar Faure est parti lundi pour Bruxelles où il participera pendant trois jours à une session du conseil des ministres des Six sur le lait et la viande qui en d'autres temps aurait été considérée comme importante. L'incertitude la plus complète règne sur les chances de succès de cette négociation et sur les conséquences que le mouvement populaire français peut avoir sur l'avenir de la construction européenne.

● *UNE NOUVELLE « JOURNEE DE MANIFESTATION » est organisée par l'Union nationale des étudiants de France, ce lundi, à Paris et en province. A Paris, elle a notamment appelé les étudiants à participer, à 17 heures, à un défilé partant du carrefour des Gobelins, suivi d'un meeting au stade Charléty. Ces manifestations ont reçu le soutien du Syndicat national de l'enseignement supérieur, de la Fédération de l'éducation nationale, de la C.F.D.T. et du P.S.U. En revanche, le parti communiste, la C.G.T., ainsi que plusieurs associations d'étudiants, en général modérées ou dominées par le parti communiste, ont refusé d'y participer.*

Des manifestations ont eu lieu ce lundi à Nantes et à Toulon, où vingt-cinq mille personnes ont défilé dans la ville.

En fin de matinée, le ministère de l'intérieur a déclaré savoir, dans un communiqué, que des dépôts d'armes ont été constitués clandestinement et qu'un certain nombre d'extrémistes ont prévu de faire usage de ces armes au cours des manifestations de ce lundi soir.

● *LE CONSEIL DES MINISTRES, réuni lundi, à 15 heures, à l'Elysée, examinera les accords passés avec les syndicats, l'état des pourparlers en cours dans le secteur public et nationalisé et l'ensemble de la situation sociale, économique et politique sous ses divers aspects. Il devrait approuver, d'autre part, le texte du projet de loi-cadre qui sera soumis, le 16 juin en principe, au référendum, ainsi que le libellé de la question qui sera posée aux électeurs.*

Le contenu de ce texte avait dans la matinée été porté à la connaissance des présidents de chambres de commerce et de métiers et des organisations agricoles par M. Pompidou. A leur sortie de l'Hôtel Matignon, ces derniers ont précisé que les têtes de chapitre du projet de loi-cadre concernaient la réforme de l'Université, la réforme économique et sociale et l'organisation des régions.

● *A L'ETRANGER, le déroulement des événements de la France continue de fournir aux journaux le sujet de leurs gros titres. C'est le cas notamment en Chine, où des manifestations de soutien aux étudiants et aux ouvriers français ont été organisées dans de nombreuses villes, groupant, selon « Chine nouvelle », dix-sept millions de soldats, de gardes rouges et de révolutionnaires. Les journalistes de Pékin s'abstiennent d'attaquer le général de Gaulle, mais traînent naturellement dans la boue le parti communiste français.*

LA FRANCE ET LA CONCURRENCE INTERNATIONALE

Les charges supplémentaires qui vont peser sur l'économie française vont-elles incliner le gouvernement français à demander de reporter *à plus tard la suppression des* derniers droits de douane avec nos partenaires du Marché commun ? Une analyse, même très serrée, des conséquences qu'auront les hausses de salaires et les autres mesures adoptées cette nuit ne permettrait *pas à elle seule de répondre* à cette question qu'on ne va pas tarder à se poser.

M. Edgar Faure, ministre de l'agriculture, participe lundi à Bruxelles à un conseil des ministres au cours duquel doit être examinée à nouveau la question du prix des produits laitiers. Plus que jamais la France liera son accord pour la formation d'un Marché commun industriel à l'obtention de larges satisfactions dans le domaine agricole.

Sans préjuger le résultat des négociations de Bruxelles, il paraît possible qu'un accord soit à nouveau conclu entre les Six. Mais on serait tenté de dire que là n'est plus l'essentiel. La réponse à la question posée dépend avant tout de facteurs politiques et de l'issue du référendum projeté. Il y a dix ans, le général de Gaulle inaugurait son règne en lançant un plan de rigueur financière et économique et en décidant du même coup de remplir les obligations souscrites par les signataires du traité de Rome : le 1er janvier 1959 avait lieu le premier abaissement de notre tarif douanier. Aujourd'hui le général est contraint d'abandonner cette politique de rigueur ; mais cela ne l'amènera sans doute pas, s'il reste au pouvoir, à remettre en cause l'échéance du 1er juillet. Ce parti risquerait fort d'entraîner l'écroulement de toute une diplomatie : après le deuxième refus de faire entrer la Grande-Bretagne dans le Marché commun, il serait absolument nécessaire pour la France qu'elle puisse montrer que, quelles que soient les circonstances, la solidarité des Six pays est préservée. La preuve la plus tangible serait évidemment l'achèvement de l'union douanière à la date prévue. La France pourrait refuser en revanche toute accélération du désarmement tarifaire à l'égard des Etats-Unis.

Quant à l'attitude qu'adopterait un autre gouvernement français, au cas où les Français se prononceraient contre le général de Gaulle, il est impossible de la déterminer puisqu'on ne sait pas de quel gouvernement il s'agirait. Un cabinet de gauche aurait beau jeu toutefois de présenter la suppression des derniers droits de douane *comme une mesure d'inspiration* purement libérale dont on pourrait sans trop d'inconvénients retarder l'application. Mais en définitive la politique européenne de la France restera ou non orientée vers l'Europe, selon que le pouvoir politique, quel qu'il soit, sera ou non un pouvoir incontesté, capable de faire cesser les troubles sociaux et de faire en sorte que les mesures *en principe* arrêtées ce matin ne se traduisent pas par une hausse supplémentaire des prix de beaucoup supérieure à 2 % : compte tenu de l'évolution constatée dans plusieurs pays étrangers (depuis quelques années les prix ont monté plus qu'en France), une telle hausse ne compromettrait pas définitivement nos capacités de concurrence. Déjà dans certains milieux patronaux on parle ouvertement d'en revenir à l'instabilité monétaire et de dévaluer *le franc pour* affronter la concurrence étrangère. Nos 6 milliards de réserves d'or et de devises nous permettent dans l'immédiat de repousser une pareille solution, ils nous permettent en tout cas d'attendre le moment, sans doute pas très lointain, où non seulement la France, mais les plus grands pays du monde, et notamment les *Etats-Unis, s'interrogeront* concrètement sur l'opportunité de maintenir coûte que coûte la parité actuelle de leurs monnaies.

Les données de la bataille politique

Les mesures de maintien de l'ordre, puis la brutale répression des manifestations du quartier Latin, émaillée de déclarations officielles tantôt conciliantes, tantôt menaçantes et souvent maladroites, n'ont pas réussi jusqu'à présent à enrayer le cycle de la violence, qui n'a cessé de s'étendre à Paris comme en province et risque chaque soir de franchir une nouvelle étape. L'annonce du référendum n'a pas réussi jusqu'à présent à faire dériver la bataille politique vers la campagne du « oui » et du « non » et à fixer ainsi le débat sur un terrain connu, dans un cadre classique. Si la conclusion des négociations entre le gouvernement, le patronat et les syndicats ouvriers ne réussit pas à résoudre le conflit social et n'est pas admise par la « base », alors la France risque de passer, dans un climat de violence et de trouble, d'une grave crise nationale à une situation révolutionnaire. Ce qui va survenir dans les trois premiers jours de la semaine qui commence en décidera.

Il existe en effet aujourd'hui dans toutes les formations politiques et syndicales de gauche des éléments numériquement minoritaires — sauf peut-être au P.S.U., — mais ardents, décidés et désormais fractionnellement organisés, qui assignent pour objectif à leur lutte la prise du pouvoir.

PIERRE VIANSSON-PONTÉ.

(Lire la suite page 4, 1re col.)

VINGT-CINQ HEURES DE NÉGOCIATIONS « TOUS AZIMUTS »

Les vingt-cinq heures des discussions ardues qui ont abouti au compromis, dont M. Pompidou a donné la lecture, ce lundi vers 7 h. 30, ont été fertiles en rebondissements.

Samedi à 15 heures, les pourparlers s'ouvrirent rue de Grenelle, dans un climat détendu, contrastant avec la fièvre qu'avait vécue la capitale la nuit précédente et, en dépit de la pression plus ou moins lointaine de millions de grévistes, qui, dans les chantiers occupés ou dans leurs foyers, suivaient au « transistor » le déroulement de la formidable partie engagée.

Assez vite, les délégués prirent l'habitude de courtes sorties de la salle de conférence pour délivrer de brefs bulletins de santé de la négociation, provoquant chaque fois la ruée des reporters et photographes qui avaient investi le vaste hall de l'Hôtel du Châtelet.

M. Frachon, président de la C.G.T., portant gaillardement ses soixante-treize ans, exerce un puissant attrait sur les caméras et les micros, avides de le photographier et lui faire évoquer les célèbres accords Matignon, dont voici trente-deux ans il fut l'un des signataires avec Léon Jouhaux.

Bientôt les visages des négociateurs ouvriers s'éclairent : presque d'emblée, le gouvernement vient d'accepter de majorer le S.M.I.G. de plus d'un tiers, d'un seul coup. L'augmentation générale des salaires est plus difficile à obtenir, mais il ne semble pas que le patronat fasse obstacle à la C.G.T. et à la C.G.C. quand elles en demandent la répercussion sur toute la hiérarchie des rémunérations.

Après cela, les autres revendications vont être continuellement reprises, abandonnées, remises sur le tapis vert. Cette discussion « tous azimuts » semble même s'élargir sans cesse.

JOANINE ROY.

(Lire la suite page 4, 2e col.)

LE FIL DU RASOIR

Par PIERRE DROUIN

En soulignant, après une nouvelle nuit de pourparlers rue de Grenelle, « le caractère très fécond » du protocole d'accord qui venait de s'achever avec les organisations syndicales et patronales, M. Georges Pompidou enchaîna : « Puisse-t-il être fécond pour les travailleurs, puisse-t-il être fécond pour la France ! » Qui ne formulerait, en effet, ce vœu, mais qui pourrait croire sincèrement à sa réalisation ?

Lorsque M. Benoît Frachon s'assit samedi à la table de conférence du ministère des affaires sociales, il est probable qu'il eut une pensée pour le secrétaire adjoint de la C.G.T. qu'il était en 1936, lorsqu'il vint participer à l'élaboration des « accords Matignon ». Représentants des salariés, des patrons, du gouvernement avaient pour tâche alors, comme aujourd'hui, de faire repartir l'économie paralysée par des grèves généralisées accompagnées d'occupations d'usines. Après une quinzaine de jours de troubles (du 24 mai au 7 juin 1936), la nécessité d'un arrangement global était apparue également aux deux parties. L'histoire ne se décalque pas, mais les mêmes causes produisent hélas ! les mêmes effets. A l'origine du Front populaire, il y avait un profond marasme économique, né de la grande crise américaine et des mesures déflationnistes du gouvernement Laval. Or c'est à l'heure d'une reprise très nette des affaires que l'exaspération populaire est apparue en 1968. Aucune allusion n'était faite dans les programmes du Front populaire aux possibilités d'élargir les droits syndicaux afin de regarder d'un peu plus près la manière dont était gérée l'entreprise. La « participation » figure aujourd'hui en bonne place dans les revendications de nombreux travailleurs comme des étudiants.

Mais ce qu'il y a de commun entre ces deux négociations historiques, c'est que, d'un seul coup, sous la pression populaire, des concessions très importantes sont faites qui vont libérer un important « pouvoir d'achat » qui ne peut être compensé dans l'immédiat par une augmentation de la production. Trois mois et demi après la conclusion des « accords Matignon », la France était contrainte à la dévaluation. En sera-t-il de même cette fois-ci ?

Dans son Histoire économique de la France entre les deux guerres, Alfred Sauvy estime que la hausse des salaires directs et indirects provoquée par les réformes de 1936 pouvait être évaluée à 43,5 % se décomposant ainsi : accords Matignon proprement dits, 15 % ; congés payés, 4 % ; semaine de quarante heures, 20 %. Nous n'atteindrons tout de même pas ces sommets après les accords de lundi. Il a été frappant de constater à quel point l'accord sur la hausse du S.M.I.G. a été facile entre les partenaires sociaux et le gouvernement. Que des Français puissent encore être payés 400 francs par mois en toute légalité était un constant objet de scandale.

(Lire la suite page 4, 3e col.)

LE PARI DE L'U.N.E.F.

« *Les travailleurs et les étudiants doivent rester unis* », déclarait dimanche le vice-président de l'Union nationale des étudiants de France, M. Sauvageot. Ce contact avec le monde du travail, l'U.N.E.F. le recherche depuis la libération. Au cours de leur premier congrès d'après guerre, voulant solennellement mettre fin au corporatisme des mouvements d'étudiants, les participants avaient approuvé la charte de Grenoble, où il est écrit : « *L'étudiant est un jeune travailleur intellectuel... Il a le devoir de s'intégrer à l'ensemble de la jeunesse mondiale et nationale.* »

La liaison de ces jeunes travailleurs intellectuels avec les travailleurs tout court, sous les formes les plus diverses — offres d'actions communes aux centrales ouvrières, réunions à la base, etc., — fut tentée sans succès par les militants des différentes tendances de gauche, qui *ont été constamment au pouvoir sauf* pendant la période 1951-1956, où le courant corporatiste redevint majoritaire.

Dans leur livre publié en 1957, deux anciens dirigeants de l'U.N.E.F. constataient avec amertume : « *L'U.N.E.F. a jusqu'ici très peu collaboré avec les syndicats ouvriers... Le syndicalisme étudiant n'est pas plus prêt à faire grève pour la réduction des abattements de zone ou l'augmentation du S.M.I.G. que le syndicalisme ouvrier pour les restaurants universitaires.* » (1)

B. GIROD DE L'AIN.

(Lire la suite page 10, 3e col.)

(1) *Le Syndicalisme étudiant*, par Michel de la Fournière et François Borella. Editions du Seuil.

La manifestation organisée par l'U.N.E.F. et « tolérée » par le gouvernement doit se dérouler dans l'ordre.

Deux conditions sont nécessaires :

— Que les forces de l'ordre soient tenues en réserve mais n'apparaissent à aucun moment;

— Que le service d'ordre étudiant assure non seulement la discipline de la manifestation, mais aussi sa dispersion. Mais, pour ne pas commettre la même erreur que vendredi à la gare de Lyon, il faut que la police permette après la manifestation que plusieurs cortèges se rendent à des points de dispersion fixés d'avance et suffisamment éloignés de la manifestation.

L'heure n'est plus à la provocation, à l'improvisation ou à l'imprudence, d'un côté comme de l'autre. — J. F.

A NOS LECTEURS

Les marchands et kiosquaires parisiens ont repris la vente des quotidiens après trois jours de grève, pendant lesquels la diffusion du « Monde » a été assurée par des moyens de fortune.

Les lecteurs qui n'ont pas pu se procurer la semaine dernière certains numéros pourront les acquérir à nos bureaux.

L'échéance des abonnements sera reculée pour tenir compte de l'interruption du service postal, mais les abonnés recevront cependant, après la reprise du trafic, les numéros conservés à leur intention depuis le 16 mai.

AU JOUR LE JOUR
Grève du cœur

S'il faut savoir, comme l'a dit Maurice Thorez, terminer une grève, c'est qu'une grève peut parfois se terminer toute seule, catastrophiquement. Réussie l'opération, il faut encore que le corps social malade ne refuse pas soudain le remède et, par le phénomène de rejet bien connu, ne compromette la guérison.

Autrement dit, le danger d'une grève est moins dans l'opération elle-même que dans les accidents postopératoires, et l'échec menace au moment où l'on se détend en croyant entrevoir le succès. On peut tout espérer quand on se lance dans l'aventure, on peut tout craindre si par malheur le cœur n'y est plus.

ROBERT ESCARPIT.

VINGT-CINQUIÈME ANNÉE — N° 7342

16 PAGES ★ ★

JEUDI 22 AOUT 1968

Le Monde

Rédaction, Administration: 5, r. des Italiens, Paris-IXe. — Directeur: Hubert BEUVE-MÉRY

0,50 F

Algérie, 0,50 DA; Maroc, 0,60 dir.; Tunisie, 50 m.; Allemagne, 0,70 DM; Autriche, 5 sch.; Belgique, 5 fr.; Danemark, 1,75 kr.; Espagne, 8 pes.; Gde-Bretagne, 1,3 sh.; Grèce, 8 dr.; Italie, 100 L; Luxembourg, 5 fr.; Norvège, 1,50 kr.; Pays-Bas, 0,60 fl.; Portugal, 7,5 esc.; Suède, 1,25 kr.; Suisse, 0,50 fr.; USA, 50 cts; Yougoslavie, 3 din.

Tarif des abonnements page 8

C.C.P. PARIS N° 4207-23
TELEXPARIS N° 65572
Ad. télégr. : JOURMONDE-PARIS
Tél. : PRO. (770) 91-29

AU COURS DE LA NUIT DE MARDI A MERCREDI

Les troupes de l'Union soviétique et de ses alliés orthodoxes ont occupé la totalité du territoire tchécoslovaque

« La vérité vaincra »

par SIRIUS

Combien de fois depuis 1948 n'avons-nous pas eu l'occasion d'écrire ici-même ou d'exposer à *des auditeurs américains surpris* ou scandalisés que le fameux « coup de Prague » ne s'était pas produit à la date qu'on lui attribue communément. En ces jours anniversaires de la *libération de Paris*, chacun peut imaginer quels auraient été nos lendemains si le général Patton, stoppé à Chartres sur ordre supérieur, avait patiemment attendu pendant plus d'une semaine — avant de repartir vers l'Ouest — que l'allié soviétique vienne seul à bout des troupes nazies, avec le concours *évidemment privilégié des forces* françaises qui se réclamaient du communisme. En revanche, ce qu'on n'a guère le droit d'imaginer, c'est que trois ans plus tard des élections de mode occidental comme celles que la Tchécoslovaquie avait connues de 1918 à 1938 auraient pu avoir lieu, au risque de modifier les frontières du nouvel empire.

Pour ne parler que d'eux, bon nombre de pays communistes d'Europe centrale et orientale ainsi occupés et pris en tutelle ne devaient pas tarder à mesurer le poids du régime moscovite et à revendiquer un minimum de libertés politiques et économiques : *révolte des ouvriers à Berlin-Est en juin 1953, Octobre* polonais en 1956, insurrection de Budapest en novembre 1956. Fort diverses dans leur conception et leur origine, ces manifestations n'étaient certainement pas imputables à l' « impérialisme » américain. Depuis, on avait vu la Roumanie prendre de plus en plus de champ vis-à-vis de Moscou. Et voici que les Tchécoslovaques manifestaient à leur tour, avec cette obstination n'excluant pas toute prudence dont ils ont maintes fois fait preuve au cours de *leur histoire, leur volonté de* reprendre en main leur propre destin.

Ni la *modération et la force de conviction des dirigeants de* Prague, ni l'adhésion massive et joyeuse de la population, ni les *mises en garde des partis communistes* italien et français, justement *inquiets des répercussions sur leurs propres troupes*, ni enfin *l'abstention des puissances occidentales estimant* avec raison que toute immixtion de leur part paraîtrait légitimer l'intervention russe, n'ont suffi à empêcher l'issue que chacun redoutait dans son cœur. Nul doute qu'on ait longuement pesé au Kremlin le pour et le contre. Sans doute a-t-il paru finalement que le nouveau cours de la politique tchécoslovaque était d'autant plus dangereux que dans la forme il prêtait moins à critique. Sur le *fond, ne serait-ce pas le début d'une dislocation générale, la fin* d'un empire si laborieusement et si durement construit ? Avec une logique toute stalinienne, l'idée a finalement prévalu que mieux valait confier à des armées d'occupation le soin de mettre un terme brutal au « printemps de Prague ».

La France, qui, il y a cinquante ans, a parrainé la nouvelle République tchécoslovaque, qui, il y a trente ans, n'a pas su la protéger, dispose moins encore aujourd'hui de moyens d'action vraiment efficaces. Que, sans rien négliger de ce qui peut dépendre d'elle, elle témoigne du moins son attachement profond au peuple tchécoslovaque, une fois de plus si durement frappé. Tôt ou tard, comme l'enseignait Thomas Masaryk à son peuple : « Pravda vitězi » (« La vérité vaincra »).

La déclaration « autorisée » de l'agence Tass

Moscou, 21 août *(A.F.P.)*. — L'agence Tass annonce qu'elle est autorisée à faire la déclaration suivante :

« *Des hommes d'État* et du parti communiste tchécoslovaque ont demandé à l'U.R.S.S. et aux autres Etats alliés de venir en aide au peuple tchécoslovaque frère en lui apportant une aide militaire.

» Cet appel a été suscité par la menace de la part des forces contre-révolutionnaires agissant en accord avec des forces ennemies du socialisme contre le régime socialiste existant en Tchécoslovaquie, *instauré* par la Constitution.

» *Les événements de Tchécoslovaquie ont donné lieu à plusieurs reprises à des échanges de vues des dirigeants des pays socialistes frères, y compris les dirigeants tchécoslovaques. Ces pays sont unanimes à considérer que le soutien, le renforcement et la défense des acquisitions du socialisme sont un devoir international de tous les pays socialistes. Cette position commune des pays socialistes a été solennellement proclamée dans la déclaration de Bratislava.*

» La recrudescence de la tension en Tchécoslovaquie concerne les intérêts vitaux de l'U.R.S.S. et des autres pays de la communauté socialiste, les intérêts de la sécurité de la communauté socialiste. La menace au régime socialiste en Tchécoslovaquie représente en même temps une menace contre les fondations mêmes de la paix en Europe.

» *Le gouvernement soviétique et les gouvernements des pays alliés (République populaire de Bulgarie, République populaire de Hongrie, République démocratique allemande et République populaire de Pologne), conformément au principe de l'amitié inébranlable et de la coopération ainsi qu'aux obligations découlant des traités établis, ont décidé d'accéder à la demande d'aide urgente au peuple tchécoslovaque.*

» *Cette décision est pleinement conforme au droit des Etats à la défense individuelle et collective préconisée dans les traités d'alliance conclus entre pays frères socialistes. Elle répond aussi aux intérêts vitaux de nos pays pour la défense de la paix en Europe contre les forces du militarisme, de l'agression et de la revanche, qui ont plus d'une fois provoqué les guerres entre les peuples.*

» Des unités militaires soviétiques accompagnées d'unités des pays alliés cités sont entrées le 21 août en territoire tchécoslovaque. Elles le quitteront aussitôt que seront écartées les menaces dirigées contre les acquisitions du socialisme en Tchécoslovaquie, contre la sécurité de la communauté socialiste, et quand les pouvoirs légaux considéreront que la présence de ces troupes n'y est plus nécessaire.

» *Cette action n'est pas dirigée contre un Etat quelconque et ne sape d'aucune façon les intérêts d'Etat de qui que ce soit. Elle sert la cause de la paix et est dictée par le souci du renforcement de cette paix. Les pays frères se dressent fermement et énergiquement contre toute menace de l'extérieur. Il ne sera jamais permis à qui que ce soit d'arracher un chaînon de la communauté socialiste.* »

Le comité central tchécoslovaque délibère dans un bâtiment cerné par les chars russes

Le général de Gaulle dénonce la « politique des blocs » de Moscou

Le parti communiste français exprime sa réprobation

Les troupes soviétiques et celles des quatre autres gouvernements signataires de la lettre de Varsovie ont occupé cette nuit le territoire tchécoslovaque. Il n'y a pas eu jusqu'à présent de combats, mais un certain nombre d'incidents, notamment à Prague, en dépit des appels au calme des autorités, et les soldats russes ont tiré en plusieurs endroits. Des chars ont été incendiés et des barricades dressées.

L'agence tchèque C.T.K. parle de cinq morts au moins et de vingt-cinq blessés. Mais Radio-Gottwaldova, seul poste émetteur dont les Soviétiques apparemment n'ont pas encore pris le contrôle, affirme qu'une vingtaine d'écoliers slovaques ont été tués par des soldats russes, sur lesquels ils auraient jeté des pierres.

Les Soviétiques ont occupé plusieurs bâtiments publics, notamment le ministère de la défense, Radio-Prague et les bureaux du journal du parti, « Rude Pravo », dont ils ont emmené les rédacteurs. Aux passants qui les interrogeaient sur les raisons de leur présence, les jeunes soldats russes répondaient qu'ils étaient venus libérer le pays des Allemands, comme en 1945.

Le comité central tchécoslovaque siège depuis l'aube dans un bâtiment cerné par les troupes soviétiques. Selon Radio-Gottwaldova, qui demande à la population de s'abstenir de toute provocation, « six dirigeants tchécoslovaques négocient depuis onze heures avec l'ambassadeur soviétique à Prague ». On avait appris auparavant que celui-ci aurait reçu une délégation du Parlement conduite par M. Fierlinger qui joua un grand rôle dans la préparation du coup de Prague en 1948. M. Cisar, l'un des principaux leaders de la « révolution tranquille », a été arrêté. Quant au président Svoboda, il est virtuellement prisonnier dans sa résidence du Hradcany.

Les nouvelles de Tchécoslovaquie ont provoqué une vive émotion dans le monde. Le maréchal Tito et M. Ceausescu, qui avaient pris l'un et l'autre vigoureusement position en faveur des Tchèques, ont réuni leurs collaborateurs immédiats. Ils vont sans doute faire des déclarations dans la journée.

Le gouvernement soviétique, qui a fait publier par l'agence Tass une déclaration d'ailleurs fort vague pour justifier son intervention en Tchécoslovaquie, a fait remettre par ses ambassadeurs à Washington, Londres et Paris des messages verbaux au président Johnson, à M. Wilson et au général de Gaulle pour les informer de la situation. Le premier nommé a convoqué le conseil national de sécurité des Etats-Unis ; le premier ministre britannique est rentré de toute urgence de vacances ; quant au président de la République, il a demandé à MM. Couve de Murville et Debré de venir le voir à Colombey.

Au début de l'après-midi, il a fait publier une déclaration (voir page 16) *déplorant que l'U.R.S.S. ne se soit pas « dégagée de la politique de blocs » et déplorant des événements qui, « outre qu'ils constituent une atteinte aux droits et au destin d'une nation amie », sont de nature à contrarier la détente en cours.*

Le parti communiste français a exprimé sa surprise et sa réprobation, tandis que la C.G.T. affirmait que les travailleurs ne pouvaient que désapprouver cette intervention. Le P.S.U., la Convention des institutions républicaines, l'Union des groupes et clubs socialistes, l'Union des clubs pour le renouveau de la gauche, la Ligue des droits de l'homme et de nombreuses personnalités du centre, ainsi que la C.F.D.T. et Force ouvrière, ont réagi avec non moins de vigueur. A Rome enfin, le bureau politique du parti communiste italien a déclaré « injustifiée l'intervention militaire en Tchécoslovaquie » et a réaffirmé sa solidarité avec le gouvernement de Prague.

Radio-Prague s'était fait, en fin de matinée, l'écho du bruit que M. Kossyguine et le général Gretchko, commandant en chef des troupes du pacte de Varsovie, auraient démissionné, mais cette nouvelle a été catégoriquement démentie à Moscou, où on la qualifie « d'absurdité et de provocation ».

(Lire nos informations pages 2 à 6.)

Retour au protectorat

Par ANDRÉ FONTAINE

C'est d'abord une impression de découragement qui a dû saisir des dizaines de millions d'hommes et de femmes, de par le monde, en *apprenant les nouvelles* de Prague. Il y a quinze jours, à Bratislava, les dirigeants de l'orthodoxie communiste avaient paru prendre leur parti, *en échange* de promesses qui ont été respectées, de l'évolution du régime tchécoslovaque vers un minimum de démocratie et d'indépendance nationale. Les *embrassades* avaient succédé aux bruits de bottes. On pouvait croire que, sur un point de la carte au moins, ces deux grandes aspirations de l'humanité, hélas *jusqu'à* présent contradictoires, que sont le socialisme et la liberté avaient enfin pu être conciliées.

L'entrée en Tchécoslovaquie de troupes soviétiques, accompagnées de contingents *alliés parmi lesquels* les Allemands de l'Est, ce qui ne manquera pas de faire particulièrement plaisir aux populations ainsi prises en charge, met fin à cet espoir, on voudrait ne pas être obligé de dire à cette illusion. Sur les raisons immédiates qui l'ont déterminée, *on en est réduit aux* hypothèses ; la déclaration de l'agence Tass qui annonce l'intervention se garde bien, en effet, de préciser la nature des menaces qui pesaient, selon elle, sur le régime.

Elle s'abstient aussi de préciser l'identité des dirigeants tchécoslovaques qui auraient, à l'en croire, fait appel au Kremlin : sans doute celui-ci en *est-il encore à chercher* quelqu'un qui veuille bien jouer dans cette affaire le rôle peu reluisant assumé par M. Kadar en 1956. De toute façon, quelles que soient les décisions que pourrait prendre en fin de compte le comité central tchécoslovaque, on saura pour l'histoire qu'il a délibéré *dans un bâtiment* cerné par des troupes étrangères. La situation n'est peut-être pas exactement la même qu'en mars 1939 lorsque l'infortuné président Hacha avait été convoqué à Berchtesgaden pour s'y voir imposer le protectorat allemand sur son pays ; mais le résultat est analogue : pour la deuxième fois de son histoire, la Tchécoslovaquie se voit imposer le protectorat d'une puissance étrangère. En 1948, l'action de l'U.R.S.S. avait été fort discrète, et ce sont les communistes tchécoslovaques qui, à la suite d'une série de fausses manœuvres de leurs adversaires, s'étaient emparés du pouvoir.

(Lire la suite page 3, 1re col.)

LA PRISE DE POSITION DU P.C.F.

Les événements de la nuit de mardi à mercredi ont conduit le parti communiste français à réagir avec une rapidité inhabituelle et à se désolidariser, pour la première fois dans son histoire, de l'action des dirigeants soviétiques.

Réuni en présence de M. Waldeck Rochet, revenu précipitamment à Paris, le bureau politique a rendu public, mercredi en fin de *matinée*, le commentaire suivant :

« *De très graves événements se déroulent en Tchécoslovaquie. Des troupes soviétiques, bulgares, polonaises, hongroises et de la République démocratique allemande ont pénétré cette nuit sur l'ensemble du territoire tchécoslovaque.*

RAYMOND BARRILLON.

(Lire la suite page 5, 3e col.)

Le message de Prague avait été reçu et compris par des centaines de milliers de Soviétiques

Par HENRI PIERRE

Il aura donc suffi qu'à Prague, *un leader communiste parle de* donner au socialisme « un visage humain », de s'engager dans une expérience de « libéralisation », d'élaborer un type nouveau du socialisme s'écartant du modèle soviétique, pour que l'Union soviétique recoure à la pression d'abord, à « l'intimidation » ensuite et finalement à l'intervention armée dans la meilleure tradition des grandes puissances du dix-neuvième siècle. *C'est sans doute* que le révisionnisme tchécoslovaque, s'ajoutant au « nationalisme » roumain, à la « troisième voie » du « guevarisme », pour ne pas parler du « maoïsme » dont l'influence ne se limite plus à l'Asie et à l'Afrique, avait trop accéléré la montée des *hérésies*. Il en *résultait* pour le Kremlin une perte de terrain et de prestige qui a certainement joué son rôle dans sa décision. *Mais il y avait* peut-être plus grave encore pour une direction qui avait paru de plus en plus réduite ces temps derniers à la défensive : le message des « dirigeants » de Prague avait été parfaitement reçu et compris par des centaines de milliers de Soviétiques qui n'ont rien de « contre-révolutionnaires », mais qui, sans remettre en cause la construction socialiste elle-même, aspirent à l'exercice sans restriction des libertés fondamentales, *au relâchement des censures, bref,* à une véritable démocratie socialiste, alors que celle-ci est aujourd'hui plus « formelle » que dans la plupart des démocraties « bourgeoises ».

Le *désir* d'un renouveau, d'une « démocratisation », existe en U.R.S.S. et se manifeste dans de larges secteurs de l'opinion. Bien sûr, les masses, dont le niveau de vie *continue lentement, mais sûrement,* de s'améliorer, n'ont pas ces préoccupations : elles sont dociles et délibérément maintenues dans l'ignorance de ce qui se passe à l'étranger. Il s'agit donc d'une minorité, mais qui compte. Car elle groupe non pas seulement l'*intelligentsia* — écrivains, artistes, compositeurs — depuis longtemps en lutte contre l'absurde direction administrative des arts et lettres, mais des techniciens, *des savants, des directeurs d'entreprise*, des « cadres », bref, les « *nouvelles classes* », qui s'accommodent *mal* de l'étroit dogmatisme du parti, et ont la claire conscience d'être indispensables au pays, en tout cas beaucoup plus que les « *apparatchiki* » locaux ou régionaux.

Ces éléments représentent l'avenir, dans la mesure où ils sont plus jeunes, mieux instruits, que les fonctionnaires de l'appareil. Leurs contacts professionnels avec l'étranger leur ont donné du reste du monde une image plus exacte que *celle de la propagande officielle*. Ce n'est pas un hasard non plus si les physiciens de Doubna, les « atomistes » de Novosibirsk, encouragent les beaux-arts et se font les mécènes de la peinture « clandestine » non figurative... Faut-il rappeler que, récemment le professeur Weldïtch, président de l'Académie des sciences, rappelait aux savants qu' « *ils n'étaient pas seulement des hommes de science, mais des communistes* ». Et cela pour corriger un certain relâchement, l'absence de convictions, voire même un cynisme détaché à l'*égard* de la construction socialiste.

Pourtant, ils se considèrent comme bons communistes, ceux qui, comme le jeune physicien Sakharov, font campagne pour les libertés de création et d'expression, *rejettent* le néo-stalinisme et appuient entièrement l'expérience tchécoslovaque.

A l'écoute des « ondes empoisonnées »

En fait, la contestation existe en Union soviétique. Elle ne s'exprime pas par l'agitation et le bruit, mais par un silence très éloquent. Plus les clairons de la propagande sonnent fort, plus s'étale l'indifférence d'un peuple vaquant tranquillement à ses occupations, détaché des affaires publiques parce qu'en fin de compte c'est d'en haut que viennent les décisions. La politique tient peu de place dans la vie de tous les jours, et ce n'est pas un mince travail, réservé à l' « *agit-prop* », que de *préparer* les meetings « spontanés » des masses, d'organiser les manifestations d' « indignation ». Les aspirations à une plus grande démocratie existent *cependant*, à en *juger* par les diverses mesures prises ces dernières années pour élargir la compétence *des soviets locaux*, assurer une participation plus grande des masses à la vie publique. Mais au moment où les dirigeants de Prague rétablissaient la liberté de la presse, encourageaient *la discussion*, la confrontation des idées, les récentes décisions visant à faciliter l'acheminement des lettres de réclamations des citoyens ne pouvaient pas ne pas paraître dérisoires.

(Lire la suite page 2, 4e col.)

24

VINGT-SIXIÈME ANNÉE — N° 7596

32 PAGES ★ ★ ★

MARDI 17 JUIN 1969

Le Monde

Rédaction, Administration : 5, r. des Italiens, Paris-IX°. — Directeur : Hubert BEUVE-MÉRY

0,50 F

Algérie, 0,50 DA; Maroc, 0,60 dir.; Tunisie, 50 m.; Allemagne, 0,70 DM; Autriche, 5 sch.; Belgique, 6 fr.; Danemark, 1,75 kr.; Espagne, 8 pes.; Gde-Bretagne, 1,3 sh.; Grèce, 8 dr.; Italie, 100 l.; Luxembourg, 5 fr.; Norvège, 1,50 kr.; Pays-Bas, 0,65 fl.; Portugal, 7,5 esc.; Suède, 1,25 kr.; Suisse, 0,60 fr.; USA, 60 cts; Yougoslavie, 3 din.

Tarif des abonnements page 12

C.C.P. PARIS N° 4207-23
TELEXPARIS N° 65572
Ad. télégr. : JOURMONDE-PARIS
Tél. : PRO. (770) 91-29

ÉLU AVEC 57,58 % DES SUFFRAGES EXPRIMÉS EN MÉTROPOLE

M. Georges Pompidou prendra vendredi ses fonctions de président de la République

30,94 % des électeurs se sont abstenus contre 21,80 % au premier tour

Un million de plus de bulletins blancs et nuls (4,5 %)

Elu président de la République, M. Georges Pompidou prendra officiellement ses fonctions vendredi à l'Elysée. C'est jeudi soir, en effet, que le Conseil constitutionnel proclamera les résultats de son élection.

Le nouveau chef de l'Etat recevra alors la démission du gouvernement Couve de Murville et nommera aussitôt le nouveau premier ministre, qui, croit-on, sera M. Jacques Chaban-Delmas. Celui entreprendra sur-le-champ de constituer son ministère, qui pourrait se présenter le mardi 24 juin devant l'Assemblée nationale. Les députés devront auparavant élire un nouveau président.

Le président de la République pourrait tenir à la fin de juin ou dans les tout premiers jours de juillet une conférence de presse.

C'est avec 57,58 % des suffrages exprimés en métropole, soit les voix de 37,17 % des électeurs inscrits, que M. Pompidou l'a emporté sur M. Poher, qui recueille donc 42,41 % des suffrages exprimés, soit 27,37 % des voix des inscrits. Il y a eu 30,94 % d'abstentions (contre 21,80 % au premier tour) et on a dénombré 4,50 % de bulletins blancs ou nuls par rapport aux inscrits (contre 1 % le 1er juin).

Le général de Gaulle a télégraphié d'Irlande ses « bien cordiales félicitations » à son successeur, qui a également reçu un télégramme de M. Poher, souhaitant que s'ouvre « une ère nouvelle de dialogue ». Dans sa première déclaration officielle, le président élu a promis d'exercer ses fonctions « dans l'intérêt et au nom de tous les Français, qu'ils aient voté pour moi, ou pour mon adversaire, ou qu'ils se soient abstenus ».

M. Alain Poher s'est déclaré satisfait d'avoir réuni huit millions de suffrages et s'est dit prêt à constituer, s'il en est besoin demain, « une force de recours », *la formation nouvelle qui devrait réunir, assure son comité national de soutien, tous ceux qui ont voté pour lui. Ses amis estiment qu'il* « n'a pas perdu la partie, car il a préparé l'avenir », *comme l'a dit M. Abelin, et ils s'accordent avec les partisans de M. Pompidou pour admettre que le nouveau chef de l'Etat est bien* « le président de tous les Français ».

Les communistes ne sont pas de cet avis et ils assurent que l'élu est « un président au rabais ». *Leurs consignes d'abstention ont été plus suivies dans les villes que dans les campagnes et paraissent avoir été respectées dans l'ensemble par 60 à 70 % de leurs électeurs. A noter qu'aucun incident, même dans les villes administrées par les communistes, notamment dans la banlieue parisienne, n'a été signalé.*

● A L'ETRANGER, *le succès partout attendu de M. Pompidou prive les réactions de leur spontanéité et parfois de leur intérêt ; outre les messages de félicitations qui commencent à affluer, dont celui de M. Nixon et un télégramme particulièrement chaleureux de M. Saragat, on relève le ton satisfait des capitales où, comme à Bruxelles, à Bonn et à Washington, on se félicite de la stabilité française et l'on renonce sans marquer de dépit aux espoirs mis parfois en M. Poher. La Grande-Bretagne entend juger le nouveau président sur son attitude à l'égard de sa candidature au Marché commun, pierre de touche de la sincérité de son désir d'*« ouverture » *européenne. En Union soviétique, l'agence Tass accuse le parti socialiste d'avoir interdit une candidature unique de la gauche et relève le* « large écho » *trouvé par la campagne communiste pour l'abstention. D'autre part, les Polonais semblent craindre que M. Pompidou ne se laisse séduire par les sirènes américaines. Belgrade estime que les choix fondamentaux du gaullisme seront maintenus.*

A Ottawa et à Tel-Aviv, capitales où la politique du général de Gaulle avait soulevé de violentes réactions, on estime que son successeur usera d'un style moins brutal. Le Canada espère, en outre, que M. Pompidou s'intéressera davantage aux aspects économiques de la coopération entre la France et le Québec. Dans les capitales d'Afrique francophone, la satisfaction est à la mesure des craintes éprouvées quant à la poursuite des rapports privilégiés avec Paris. Nulle part les capacités d'homme d'Etat de M. Pompidou ne sont mises en doute, mais on lui promet des difficultés économiques et financières.

L'examen des résultats détaillés de la consultation en métropole conduit à formuler un certain nombre de remarques :

1) *M. Georges Pompidou obtient un meilleur pourcentage des suffrages exprimés (57,58 %) que le général de Gaulle au second tour de l'élection présidentielle de 1965 (54,49 %), mais une moindre proportion des voix des électeurs inscrits (37,17 % contre 44,77 %). En effet,* il recueille près de deux millions de voix de moins que son prédécesseur, qui n'avait pas, il est vrai, de candidat centriste contre lui au second tour.

Par rapport au premier tour, le président élu progresse, en pourcentage des suffrages exprimés, de 13,6 points, mais il ne gagne en fait qu'à peine un million de voix. C'est, bien entendu, l'augmentation des abstentions qui explique cette double évolution. Il bénéficiait du désistement d'un seul de ses adversaires, M. Ducatel, qui n'avait trouvé que 284 000 partisans. Le gain de suffrages qu'il enregistre ne peut donc venir que de transferts variés.

PIERRE VIANSSON-PONTÉ.

(Lire la suite page 3, 1re col.)

Les résultats complets de la métropole

	15 JUIN 1969	1er JUIN 1969	19 DÉCEMBRE 1965
Inscrits	28 747 988	28 775 876	28 223 198
Votants	19 851 728	22 500 844	23 862 653
Abstentions	8 896 260 (30,94 %)	6 275 232 (21,80 %)	4 360 545 (15,45 %)
Blancs ou nuls	1 294 629 (4,50 %)	289 922 (1 %)	665 141 (2,35 %)
Suffrages exprimés	18 557 099 (64,55 %)	22 210 722 (77,18 %)	23 197 512 (82,19 %)

	15 juin 1969 Voix obtenues	% suf. ex.	% ins.	1er juin 1969 Voix obtenues	% suf. ex.	% ins.	19 déc. 1965 Voix obtenues	% suf. ex.	% ins.
MM. G. POMPIDOU	10 686 498	57.58	37,17	9 763 428	43,95	33.92	De Gaulle 12 643 527	54,50	44,79
A. POHER	7 870 601	42,41	27,37	5 202 271	23,42	18,07	Mitterrand 10 553 985	45,49	37,39
DUCLOS	—	—	—	4 781 838	21,52	16,61	—	—	—
DEFFERRE	—	—	—	1 128 049	5.07	3,92	—	—	—
ROCARD	—	—	—	814 053	3,66	2,82	—	—	—
DUCATEL	—	—	—	284 820	1,28	0,98	—	—	—
KRIVINE	—	—	—	236 263	1,06	0,82	—	—	—

APRÈS LA BATAILLE

PAR SIRIUS

POUR quiconque entend ne pas s'exclure de la communauté nationale, la décision du peuple français d'élire M. Georges Pompidou à la présidence de la République a force de loi. L'élu — faut-il dire l'heureux élu ? — cesse d'être l'homme d'une formation politique pour devenir, suivant la formule adoptée par les deux candidats au cours de leur campagne, « le président de tous les Français ».

Les états-majors des partis et les experts en science politique vont maintenant tirer les leçons du scrutin, peser le nombre et la nature des votes et des abstentions, analyser leur signification. Sans doute parce qu'il était trop évident, un premier fait semble n'avoir pas été assez mis en relief. La bataille, plutôt molle jusqu'au premier tour de scrutin et ensuite chaque jour plus acharnée, n'a donné lieu à aucun de ces incidents graves qu'entraîne parfois en période électorale le déchaînement des passions politiques. Des promesses, voire des engagements souvent entachés de démagogie, ont certes été prodigués, des horions çà et là échangés, mais quelques coups bas se sont aussitôt retournés contre leurs auteurs. Sagesse des Français ? Influence croissante des débats radiophoniques ou télévisés, des prises de position dans la presse, des sondages ? Lassitude après de si fréquents retours aux urnes ? Les dangereux affrontements que pouvait faire craindre le départ brusqué du général de Gaulle ne se sont en tout cas pas produits. Que le camp gaulliste se soit senti suffisamment assuré de sa victoire, que le camp communiste soit réellement convaincu, comme ses chefs l'ont maintes fois proclamé depuis peu, que la révolution ne peut désormais triompher en France que par des voies démocratiques, l'important est que la consultation se soit poursuivie dans le calme. De part et d'autre, les troupes de choc ont été tenues en main.

***

Quel peut être maintenant le jeu des diverses formations politiques ? Aucune d'elles n'échappe à l'ambiguïté et parfois à la confusion. La majorité parlementaire appelée à soutenir le gouvernement que nommera M. Pompidou sera un peu plus écrasante encore que la précédente. Toutefois, les « ralliés » ou « alliés » venus du centre vont avoir, il faut l'espérer, leurs exigences, les indépendants de M. Giscard d'Estaing auront sans doute tendance à accroître les leurs, et il faudra selon toute vraisemblance compter plus qu'hier avec les « gaullistes de gauche » et à l'occasion avec le général de Gaulle lui-même.

Tout au long de sa campagne, M. Pompidou n'a pu se dégager nettement d'une situation équivoque. Il ne pouvait sans indigner l'électorat gaulliste se montrer trop réservé à l'égard de l'homme et de la politique qu'il avait servis pendant vingt-cinq ans. Il ne pouvait davantage dresser, comme l'eût voulu M. Michelet, cette « citadelle de la fidélité » dans laquelle il eût été étroitement prisonnier.

Sans exclure une certaine continuité, le vote du 27 avril impliquait aussi et surtout le changement. C'est d'abord aux plus graves injustices sociales qu'il faut remédier tout en posant les bases d'une saine expansion économique plus soucieuse d'efficacité que de prestige. C'est décider que l'information sera au service de l'intérêt général et non l'instrument privilégié de la propagande officielle, que les pouvoirs législatif et judiciaire s'exerceront sans contrainte dans le cadre des lois constitutionnelles, et si possible, un jour pas trop éloigné, sous le contrôle effectif d'une Cour suprême dotée des compétences appropriées. C'est aussi poursuivre obstinément l'édification d'une Europe d'autant plus apte à servir la paix et aider les déshérités du « tiers monde » que, sans chercher querelle aux empires, elle échappera à leur vassalisation. C'est enfin comprendre le sens profond de certaines révoltes de la jeunesse (révoltes qui ne sont d'ailleurs pas propres à la France) et faire en sorte que, dans tous les domaines, les hommes et les femmes de ce pays acceptent d'autant mieux les disciplines du citoyen qu'ils auront moins à craindre d'être traités en sujets.

M. Pompidou veut-il et, s'il le veut, peut-il être l'artisan de cette politique ? Son intelligence, son habileté, ne sont guère discutées, mais comment allier avec bonheur, dans une situation aussi difficile, le libéralisme et la fermeté dont il s'est flatté au cours de la campagne ? Les Français — et ceux dans le monde qui attendent beaucoup de la France — jugeront sur actes.

***

S'il est heureux que le parti qui se réclame du gaullisme ne soit plus aussi monolithique, aussi passivement soumis à la volonté d'un homme, le centre et la gauche libérale laissent l'impression d'un puzzle de circonstance aux morceaux mal et provisoirement ajustés. Puisqu'il manquait dès le premier tour au tandem Defferre-Mendès la moitié et à M. Poher plus du quart des voix qu'ils pouvaient escompter, puisque sans les candidatures Rocard et Krivine M. Jacques Duclos avait de sérieuses chances de devancer le concurrent centriste qu'il talonnait de près, la question pouvait se poser de savoir s'il ne valait pas mieux obliger les Français à prendre conscience de cette troublante réalité et à opter pour ou contre un communisme dont ils devaient bien se douter que le jovial M. Duclos le parait de fallacieux coloris.

Parmi [illegible] animateurs de la campagne de M. Poher, plusieurs et non des [illegible]ndres inclinaient vers cette solution. « Breton têtu », M. Poher, [illegible]formément à son analyse de la situation politique et à l'idée qu'il se faisait de son devoir national, refusa de les entendre et préféra poursuivre la lutte. On vit alors les centristes des deux bords se poser fièrement comme le « fer de lance » du combat.

Tout romantisme du « point d'honneur » mis à part, la persévérance de M. Poher n'est pas restée sans fruits. Elle a permis notamment de mettre en lumière, avec moins de violence verbale que ne l'auraient fait les communistes, mais beaucoup plus de crédibilité, les carences ou les abus du règne précédent. Au second tour de scrutin, elle lui a finalement valu le suffrage de bon nombre de ceux qui n'étaient pas sûrs de ses qualités d'homme d'Etat, mais estimaient préférable que M. Pompidou ne se fît pas au départ trop d'illusions sur l'étendue de la confiance qui lui était accordée.

(Lire la suite page 3.)

La première déclaration du président élu

« Une consécration de la réforme de 1962 »

Voici le texte de la déclaration qu'a faite M. Georges Pompidou, dimanche soir, vers 22 h. 30, devant les journalistes au siège de sa permanence électorale, boulevard de Latour-Maubourg :

« Voici moins de sept années que le peuple français décidait par référendum de choisir désormais le président de la République directement au suffrage universel.

» Le scrutin d'aujourd'hui me paraît d'abord constituer une consolidation, et je dirai même une consécration, de cette grande réforme que nous devons, comme beaucoup d'autres, au général de Gaulle, et grâce à laquelle est conciliée la nécessaire autorité avec le libre exercice de la démocratie.

» En ce sens, cette journée du 15 juin est une victoire de la Ve République.

» Au moment où je parle, nous ne connaissons pas encore les résultats définitifs, mais, d'ores et déjà, on peut affirmer qu'une large majorité de suffrages s'est portée sur mon nom.

» Je me dois donc de remercier toutes celles et tous ceux qui m'ont apporté si largement leur concours pendant la campagne, toutes celles et tous ceux qui, aujourd'hui, m'ont donné leur voix et, avec leurs voix, leur confiance. Cette confiance, elle m'honore et elle m'engage.

» Mais il va de soi qu'à partir du moment où je serai élu président de la République, j'exercerai mes fonctions dans l'intérêt et au nom de tous les Français et de toutes les Françaises, qu'ils aient aujourd'hui voté pour moi ou pour mon concurrent, ou qu'ils se soient abstenus.

» Dois-je ajouter que cette journée, si elle est importante pour la France, est émouvante pour moi. Françaises et Français, je vous demande que, tous ensemble, nous unissions nos efforts pour que vive la République et que vive la France. »

LES FÉLICITATIONS DU GÉNÉRAL DE GAULLE

Le général de Gaulle a adressé, dimanche peu après 23 heures, à M. Georges Pompidou le message suivant :

« Pour toutes raisons nationales et personnelles, je vous adresse mes cordiales félicitations. » Signé : Charles de Gaulle.

AU JOUR LE JOUR

La vache et la colombe

En voilà donc pour sept ans. On ne manquera pas d'évoquer les sept vaches de Pharaon qui sont tantôt maigres, tantôt grasses, selon l'heur ou le malheur des temps.

Mais pourquoi toujours des vaches ? Ce goût du bovidé rappelle fâcheusement la France qui vacharde et les Français qu'on accuse d'être des veaux. La galère dulcipompienne où pour sept ans nous sommes embarqués n'est pas un transport de bétail.

Tout au plus est-ce une arche de Noé, et s'il faut un animal biblique, autant prendre l'oiseau de l'espoir. Le septennat de M. Pompidou sera-t-il celui des sept colombes grasses ou celui des sept pigeons maigres ?

ROBERT ESCARPIT.

VINGT-SIXIÈME ANNÉE — Nº 7626 — 24 PAGES ★ ★ ★ — MARDI 22 JUILLET 1969

Le Monde

0,50 F

Algérie, 0,50 DA; Maroc, 0,60 dir.; Tunisie, 50 m.; Allemagne, 0,70 DM; Autriche, 5 sch.; Belgique, 5 fr.; Danemark, 1,75 kr.; Espagne, 8 pes.; Gde-Bretagne, 1,3 sh.; Grèce, 8 dr.; Italie, 100 L; Luxembourg, 5 fr.; Norvège, 1,50 kr.; Pays-Bas, 0,65 fl.; Portugal, 7,5 esc.; Suède, 1,25 kr.; Suisse, 0,50 fr.; USA, 50 cts; Yougoslavie, 3 din.

Tarif des abonnements page 8

C.C.P. PARIS Nº 4207-23
TELEXPARIS Nº 65572
Ad. télégr. : JOURMONDE-PARIS
Tél. : PRO. (770) 91-29

Rédaction, Administration : 5, r. des Italiens, Paris-IXe. — Directeur : Hubert BEUVE-MÉRY

Une étape dans l'histoire de l'humanité

DEUX HOMMES ONT FOULÉ LE SOL DE LA LUNE devant des centaines de millions de téléspectateurs

Oui, mais pourquoi ?

par SIRIUS

IL est bien des explications au prodigieux effort des Américains et des Russes pour aborder la Lune et bientôt sans doute d'autres planètes : la recherche scientifique, le développement économique, la volonté de puissance, peut-être, quoi qu'on en dise, la stratégie. Ce sont là des constantes de l'histoire humaine qui ne suffisent pas par elles-mêmes à lui donner un véritable sens. Ce sens de l'histoire, au niveau proprement humain, n'est-ce pas, depuis le fond des âges, par l'exigence d'une finalité instinctive : la lente domestication de la nature, la conquête, pas à pas, d'un univers toujours plus proche et toujours plus lointain ?

* * *

A mesure que se développe cette gigantesque entreprise, contradictions et distorsions vont se multipliant. La Terre se rétrécit et s'uniformise à défaut de s'unifier. L'écart au contraire ne cesse de grandir entre les peuples qui disposent de moyens de domination et les masses dites sous-développées qui continuent de végéter. Même l'Europe, qui fut si longtemps la mère des arts et des sciences, reste prisonnière d'ancestrales rivalités et se voit chaque jour un peu plus reléguée hors de course.

La puissance n'en va pas moins avec d'étranges faiblesses. Ce qu'on nomme le progrès ne vient à bout des limites et des maux dont nous souffrons qu'en en créant de nouveaux. L'air, l'eau, les aliments, se trouvent peu à peu, au sens exact du mot, dénaturés. Maîtriser la nature, c'est aussi la détruire avec obligation de la reconstituer artificiellement. D'où ces êtres bardés d'étranges appareils que nous voyons évoluer lentement sur l'astre où avec une stupéfiante précision ils viennent de se poser. Ils nous tiennent des propos familiers, nous les entendons comme s'ils étaient à nos côtés et non pas à près de quatre cent mille kilomètres. N'y a-t-il pas toutefois quelque ironie à savoir qu'en cas de chute ils seraient aussi en peine de se relever que nos chevaliers du Moyen Age dans leur gangue de fer ?

Dominateurs, les hommes ne peuvent étendre leur domination qu'en devenant esclaves de leurs découvertes. Ils tendent à ne plus être que les millions ou les milliards de molécules d'un immense être collectif, regardant les mêmes images, répétant les mêmes gestes, écoutant les mêmes voix, suivant les mêmes migrations, partageant les mêmes craintes et les mêmes espoirs. Bien peu sans doute de nos contestataires savent à quelle profondeur sourd leur révolte. Révolte vite dérisoire, puisqu'elle ne tarde pas à s'inventer de nouveaux rites, de nouvelles contraintes pour de nouvelles masses. Ainsi, paradoxalement, les hommes peuvent-ils paraître d'autant plus libres qu'ils sont plus solitaires : l'ermite dans son désert, le navigateur dans sa coque de noix, l'alpiniste accroché à sa paroi et, si l'on veut, Diogène avec son tonneau. Jusqu'à quand ? Autour d'eux aussi les mailles du tissu collectif se resserrent un peu plus chaque jour.

* * *

Féru de solitude ou largement collectivisé, adonné à la conquête de l'espace, à celle des énergies de la matière ou à la recherche des sources de la vie, plongé dans l'infiniment grand ou l'infiniment petit, l'individu n'est, jusqu'à nouvel ordre, qu'un condamné à mort. Seule l'espèce survit en reculant un peu plus chaque jour les bornes de sa puissance. De génération en génération, Sisyphe, joyeux, inquiet ou torturé, accomplit inlassablement son destin. Au lendemain de chaque triomphe, son propre mystère demeure pour lui, de tous, le plus immédiat et le plus impénétrable. Pourra-t-il jamais cesser d'interroger son intelligence ou sa foi et de leur demander : « Oui, mais pourquoi ? »

• Avec une apparente facilité, Armstrong et Aldrin ont rempli pendant plus de deux heures toutes les tâches prévues

• A bord du L.M., les astronautes américains décollent lundi soir pour rejoindre la cabine que pilote Collins

A 3 h. 56 du matin, heure française, ce lundi, l'astronaute américain Neil A. Armstrong, chef de la mission Apollo-11, a posé le pied sur le sol lunaire : le premier pas depuis l'origine des temps qu'un homme ait accompli sur un objet céleste autre que celui où il vit.

Armstrong et son coéquipier Edwin E. Aldrin, qui l'avait rejoint peu après, plantèrent tout d'abord le drapeau américain parmi les roches de la mer de la Tranquillité, où leur engin les avait déposés dimanche à 21 h. 17. Ils effectuèrent ensuite devant une caméra de télévision toutes les tâches qui leur avaient été imparties et, après avoir démontré avec quelle apparente facilité il est possible à l'homme de se déplacer et de travailler sur le sol lunaire, ils regagnèrent leur habitacle. Après s'être restaurés et reposés, ils décolleront dans la soirée pour rejoindre la cabine que pilote Collins et qui tourne autour de la Lune.

Cette sortie historique, qui s'est prolongée deux heures trente-deux minutes entre le moment où l'écoutille de l'engin spatial américain fut ouverte et celui où elle fut fermée, est un triomphe pour les Etats-Unis. Elle traduit d'une manière définitive la victoire américaine dans la course à la Lune et établit la supériorité technologique des Etats-Unis. Mais, ainsi que le montre l'accueil dont il a bénéficié dans tous les pays — à l'exception de l'U.R.S.S., qui a minimisé l'événement, et de la Chine, qui l'a jusqu'à présent passé sous silence, — le haut fait que viennent d'accomplir les deux astronautes américains et, derrière eux, tous les techniciens qui ont collaboré à la réalisation du programme Apollo concerne tous les occupants de la Terre. Il démontre en outre jusqu'où peuvent être poussées les limites du courage, de l'intelligence et de la science.

La Lune, que l'on disait imprenable et sur la voie de laquelle se dressaient des obstacles dont chacun soulignait le caractère redoutable, vient d'être conquise avec ce qui peut apparaître comme une déconcertante facilité. Lancés mercredi dernier, les astronautes américains de la mission Apollo-11 ont en effet réussi à s'y poser en suivant à la lettre le plan de vol qui leur avait été imparti, et, débarquant ensuite sur notre satellite naturel, ils ont effectué point par point le programme de travail qui leur avait été fixé. Seule entorse à ce qui avait été prévu : les premiers hommes à parvenir sur la Lune n'acceptèrent pas, comme on pouvait le prévoir, d'y commencer leur séjour par un repos. C'est avec une très sensible avance sur l'horaire — cinq heures, — qu'ils sortirent de leur engin et effectuèrent sous l'œil d'une caméra de télévision leurs premiers pas sur la mer de la Tranquillité.

39 secondes de retard...

C'est dimanche, à 21 h. 17, heure française, que leur module lunaire, le L.M., qui s'était détaché du vaisseau Apollo, s'est posé sur la Lune non loin de la zone d'atterrissage prévue. Comme il avait été calculé — mais il ne pouvait en être autrement sans risque de catastrophe, — la descente proprement dite vers le sol lunaire a duré pendant douze minutes. Commencée à 21 h. 5, elle s'achevait seulement avec un retard de trente-neuf secondes : arrivant à proximité immédiate du sol lunaire, Armstrong, qui avait pris les commandes du L.M., dut éviter un terrain défavorable. « *La conduite automatique nous menait droit dans un cratère des dimension d'un terrain de football avec de nombreux cratères et beaucoup de rochers*, raconta ultérieurement le chef de la mission. *Il nous a fallu évoluer au-dessus du champ de rochers pour trouver une zone qui soit raisonnablement acceptable.* »

L'atterrissage lui-même — sans doute la partie la plus délicate de toute la mission lunaire — s'est déroulé sans difficulté. Tout au plus, durant les derniers mètres de la descente, le L.M. a-t-il soulevé, comme on s'y attendait, un nuage de poussière. Puis vinrent les quelques mots qu'à la salle de contrôle de Houston on attendait avec une impatience fébrile : « *Ici, base de la Tranquillité, l'Aigle* — nom donné au L.M., en souvenir de l'aigle des montagnes Rocheuses qui figure sur le blason officiel des Etats-Unis — *a atterri.* »

Durant toute la descente, les deux astronautes ne s'étaient pas départis de leur flegme habituel, et c'est d'une voix inchangée qu'Aldrin ne cessa de communiquer aux stations terrestres des indications sur son altitude, ainsi que l'attitude du L.M. Tout au plus nota-t-on une sensible accélération du pouls des deux hommes.

Mais Armstrong et Aldrin eurent tôt fait de reprendre tout leur calme si tant est qu'ils l'aient perdu, et, sitôt au sol, et après avoir procédé à une vérification rapide des instruments de leur tableau de bord, ils donnèrent une première description du paysage environnant. — N. V.

(Lire la suite page 2, 1re col.)

LE TEMPS DU MONDE INFINI

Par ANDRÉ FONTAINE

Le 12 octobre 1492, après une traversée de cinq semaines au cours de laquelle ils avaient été près de désespérer, Christophe Colomb et ses quatre-vingt-huit compagnons mettaient enfin le pied sur une île d'Amérique. Le Moyen Age était bien fini. Une nouvelle ère s'ouvrait pour l'humanité, qui lui permettrait de découvrir toute la Terre, jusqu'au jour où Paul Valéry pourrait s'écrier : « *Le temps du monde fini commence.* » Moins de cinq cents ans plus tard, voici que deux citoyens de cette même Amérique, fille ô combien émancipée de l'Europe, mettent le pied sur la Lune, première étape vers la découverte d'un univers dont il paraît également inconcevable qu'il ait des limites et qu'il n'en ait pas. Nous voilà dans le temps du monde infini, que la fission de l'atome avait déjà plus qu'annoncé. Est-ce à dire que débute pour l'espèce une période de transformations aussi radicales que celles qu'a entraînées la découverte du Nouveau Monde ?

A première vue, il n'y a pas grand-chose de commun entre l'Eldorado où aborda le Génois — il crut en débarquant, plus tard, dans le delta de l'Orénoque être arrivé au paradis terrestre — et la bille chauve qui nous nargue dans l'espace depuis l'aube des siècles. Colomb et ses trois caravelles étaient partis un peu à l'aventure, pensant atteindre le Japon, alors baptisé Cipango, dans l'idée bien arrêtée d'en ramener or et épices. Leur butin fut modeste et le fier amiral de la mer océane finit misérablement. Mais ses successeurs furent, si l'on ose dire, plus heureux. Traitant les Indiens, au témoignage de Barthélémy de Las Casas, le Helder Camara de l'époque, « *avec une cruauté digne des loups, des tigres et des lions affamés* », ils firent main basse sur l'or du Mexique et sur l'argent du Pérou. On sait ce qui s'en ensuivit et comment, les mêmes effets n'étant pas toujours dus aux mêmes causes, la soudaine abondance de métal précieux provoqua en Europe une crise inflationniste comparable à celle que devait entraîner, beaucoup plus tard, sa pénurie.

Les astronautes, dont la Terre entière a suivi minute par minute l'odyssée, connaissaient fort bien l'endroit où ils allaient. Ils se sont posés sur un astre qui avait été déjà photographié sur toutes les coutures, et dont les paysages désolés, sans un arbre, sans une goutte d'eau à boire, sans la moindre bouffée d'air à respirer, évoquent plutôt les lendemains d'un effroyable cataclysme que les promesses d'un riant avenir.

(Lire la suite page 4, 1re col.)

AU JOUR LE JOUR — Jour de l'espèce

N'en déplaise à Miguel Angel Asturias, l'exploit d'Apollo-11 me semble éclipser celui de Christophe Colomb, précisément parce que la découverte de l'Amérique fut l'œuvre d'une volonté, d'une foi individuelle, réalisée au milieu d'incertitudes et de périls probablement plus graves que ceux qu'ont affrontés les cosmonautes.

C'est la preuve d'une mutation dans l'espèce humaine qu'elle ait maintenant les moyens de jouer d'autres enjeux que des vies d'hommes, et que ces exploits soient ceux d'un effort collectif organisé. Sans doute y aura-t-il encore des champions solitaires, mais ce qui est né sur la Lune c'est un autre type de héros dont l'audace est servie, portée, guidée, protégée par le long effort de toute une civilisation, de toute une époque. Notre émotion, c'est qu'il n'est pas un seul de nos contemporains qui ne soit directement ou indirectement impliqué.

Les pays hispaniques ont fait du 12 octobre, jour où Christophe Colomb fit son premier pas sur le Nouveau Monde, un Jour de la race qu'ils observent tous par-delà leurs dissensions. Pourquoi ne point faire du 20 juillet un Jour de l'espèce, où, pour une fois, tous les peuples du monde célébreraient le destin commun dont ils viennent d'avoir le plus éclatant symbole ?

ROBERT ESCARPIT.

REGAIN DE TENSION AU MOYEN-ORIENT

Violent duel d'artillerie à Suez

Un nouvel échelon dans l'escalade des opérations militaires a été franchi dimanche dans la région du canal de Suez après une semaine de relative accalmie. Cette fois, ce sont les Israéliens qui ont pris l'initiative des combats avec l'attaque d'une position fortifiée égyptienne à quelques kilomètres au sud de l'entrée méridionale du canal, ripostant ainsi selon toute vraisemblance au raid de commando égyptien du 10 juillet contre une position israélienne dans la région de Port-Tewfik.

Lundi, à midi, un violent duel d'artillerie avait repris sur le canal, et l'on annonçait de source officielle égyptienne que la ville se trouvait sous un feu intense.

La veille, dans l'après-midi, Egyptiens et Israéliens s'étaient livrés pendant près de six heures à des duels d'artillerie et à des raids aériens d'une intensité sans précédent depuis la fin de la guerre de six jours. C'est la première fois que la chasse israélienne pilonne les positions égyptiennes sur le canal de Suez, et surtout la première fois que la chasse égyptienne renonce à rester sur la défensive pour attaquer les positions israéliennes dans le Sinaï.

Dimanche soir, le porte-parole du gouvernement égyptien, M. Hassan El Zayyat, qualifiait les raids israéliens de « *véritable acte de guerre* » et déclarait qu'ils constituaient « *une escalade très grave des combats* ». Le ministre de l'orientation, M. Mohamed Fayek, déclarait pour sa part à l'issue d'un conseil des ministres réuni sous la présidence du président Nasser que le gouvernement avait étudié les conséquences de la nouvelle politique israélienne d'escalade militaire et pris « *les décisions appropriées* ».

Pour les spécialistes militaires israéliens, il s'agit « *d'une journée critique dont les résultats seront déterminants* ». Ces spécialistes considèrent que les développements de cette journée ne peuvent constituer une surprise pour personne, car les Egyptiens avaient été mis en garde à plusieurs reprises au cours des dernières semaines contre l'aggravation de la situation provoquée par les ruptures répétées du cessez-le-feu. En effet, les duels d'artillerie étaient devenus plus intenses vendredi et avaient fait pour cette seule journée trois tués et cinq blessés parmi les forces israéliennes.

(Lire la suite page 11, 1re col.)

26
VINGT-SEPTIÈME ANNÉE — N° 8033 — 38 PAGES — DERNIÈRE ÉDITION — MERCREDI [illegible] — 0,70 F

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry — 5, rue des Italiens, Paris-IXe — Directeur : Jacques Fauvet

[illegible]
Tarif des abonnements page 27
C.C.P. PARIS N° 4207-23
TELEXPARIS N° 65572
Ad. télégr. : JOURMONDE-PARIS
Tél. : PRO. (770) 91-29

LE GÉNÉRAL DE GAULLE EST MORT

L'ancien président de la République, qui sera inhumé jeudi à Colombey avait refusé dès 1952, dans son testament, les obsèques nationales

L'homme du refus

De Gaulle, pour l'Histoire, c'est et ce sera à jamais l'homme du 18 juin 1940. Ce qu'en expert et en prophète il avait dans l'ombre tenté jusque-là d'empêcher, la défaite des armes, pourra être ignoré ; ce qu'il aura fait pour défendre, pendant quatre ans, l'honneur et l'intérêt de la France, et souvent plus face à ses alliés que face à ses ennemis, pourra même être oublié ; ce que, dans l'exil intérieur, comme chef de parti, il aura entrepris pour miner puis abattre le régime en place pourra être réhabilité ; ce qu'il aura accompli au pouvoir, par deux fois saisi et deux fois perdu, pourra être contesté ; il restera l'homme qui, seul, contre le vieux bon sens qui fait commettre tant d'erreurs aux sages, contre le sentiment populaire si souvent abusé, contre l'apparente logique de la force, aura dit « non » à la défaite de la France.

« L'homme de caractère », c'était bien lui tel qu'il se décrivait dès son premier livre, et tel qu'il allait être tout au long de sa vie, celui qui se barricade de refus et s'entoure de mystère. Et de tous ses refus, l'un des plus grands, peut-être parce que le plus risqué, fut celui qu'il opposa aux alliés qui voulaient abandonner Strasbourg. Ceux que retiendra davantage l'histoire politique ont été plus calculés. « Non » au pouvoir qu'il délaisse le 20 janvier 1946, avec l'espoir sans doute que l'appel du vide l'y ramènerait bien vite ; « non » à la Constitution de la IVe République qu'il croit mort-née et combat jusqu'au jour où « la faillite des illusions » lui fera dire « non » à son propre mouvement, le R.P.F., le 6 mai 1953 ; et le temps du « recours », alors prophétisé, survenant enfin cinq ans plus tard, ce sont les refus opposés à ceux qui veulent chicaner les conditions de son retour, puis discuter l'exercice envahissant de son pouvoir personnel ; ce sont les grandes et cruelles heures de la guerre d'Algérie, où il atteint au zénith de sa popularité d'un côté de la Méditerranée et à l'abime de l'impopularité de l'autre, et qui lui font dire, dans le plus pur style gaullien, « non » aux officiers des barricades de 1960, aux généraux de la fronde de 1961. Qui ne se souvient du visage qui apparut alors souverain sur le petit écran, comme, plus tard, de sa voix impérieuse, le 30 mai 1968 : « Eh bien ! Non, la République n'abdiquera pas, le peuple se ressaisira... » Il se ressaisit en effet, mais l'ordre retrouvé... et le charme rompu, il devait, à son tour, un an plus tard, dire « non » au président de la République.

« L'ambitieux de premier rang », tel qu'il le décrivait aussi il y a quarante ans, c'était bien [illegible] qui souffrait tant que la [illegible] ne fût pas un plus grand pays dictant sa loi au monde, à défaut de quoi il donnait à tout vent, d'ouest et d'est, des leçons aux Grands. On l'écoutait autant, mais comme on le fait d'un acteur, d'un artiste du verbe ; on le suivait de moins en moins, alors même que son seul tort était souvent d'avoir raison trop tôt ou de parler trop haut. Qu'il ait été ou non joué à la « roulette russe », le dernier acte du référendum était, lui aussi, un refus et une ambition, le refus d'en rester aux mauvais souvenirs et au verdict incertain de mai, l'ambition de rénover en profondeur les structures du pays et les rapports sociaux. Mais il était bien tard, trop tard.

Peu d'hommes ont voulu plus que lui, de sa jeunesse à sa mort, s'identifier autant à la France. Puisse Plutarque avoir menti au moins une fois, et l'ingratitude envers les grands hommes n'être pas la marque des peuples forts !

J. F.

AU JOUR LE JOUR
L'espoir

Jusque dans sa mort, de Gaulle aura reçu du destin des marques particulières. Le plus connu des soldats s'en va l'avant-veille du jour où l'on célèbre le souvenir du Soldat inconnu. Avec l'orgueilleuse humilité qui fut toujours la sienne, il rentre dans le rang des héros exemplaires.

Il ne reste de lui que ce qui fut son dernier mot et qui est sans doute le meilleur : l'espoir.

Lui qui nous voulut plus grands peut-être que nous ne l'étions, puisse-t-il nous enseigner par son exemple à être moins petits !

ROBERT ESCARPIT.

« Il a donné à la France actuelle ses institutions son indépendance, sa place dans le monde »

DÉCLARE M. GEORGES POMPIDOU

A 9 h. 40, mardi matin, un « flash » des agences de presse annonce : « Le général de Gaulle est mort. » On apprenait alors que l'ancien chef de l'Etat était décédé subitement, à la suite d'une rupture d'anévrisme, lundi soir à 19 h. 30, dans sa propriété de la Boisserie, à Colombey.

Les obsèques de Charles de Gaulle, qui disparait ainsi quelques jours avant son quatre-vingtième anniversaire — il était né le 22 novembre 1890, — y seront célébrées jeudi matin à 11 heures, dans l'intimité et en dehors de toute représentation officielle, conformément au testament que l'ancien président de la République avait rédigé le 16 janvier 1952 et dont M. Georges Pompidou était depuis lors le dépositaire.

Nous publions ci-dessous le texte intégral de ce document diffusé mardi en fin de matinée par le service de presse de l'Elysée :

« Je veux que mes obsèques aient lieu à Colombey-les-Deux-Eglises. Si je meurs ailleurs, il faudra transporter mon corps chez moi sans la moindre cérémonie publique. Ma tombe sera celle où repose déjà ma fille Anne et où, un jour, reposera ma femme. Inscription : Charles de Gaulle (1890-...), rien d'autre.

» La cérémonie sera réglée par mon fils ma fille, mon gendre, ma belle-fille, aidés par mon cabinet, de telle sorte qu'elle soit extrêmement simple. Je ne veux pas d'obsèques nationales. Ni présidents, ni ministres, ni bureaux d'assemblées, ni corps constitués, seules les armées françaises pourront participer officiellement en tant que telles, mais leur participation devra être de dimensions très modestes, sans musique, ni fanfare, ni sonnerie. Aucun discours ne devra être prononcé, ni à l'église ni ailleurs.

» Pas d'oraison funèbre au Parlement, aucun emplacement réservé pendant la cérémonie sinon à ma famille, à mes compagnons membres de l'ordre de la Libération, et au conseil municipal de Colombey-les-Deux-Eglises.

» Les hommes et les femmes de France et d'autres pays du monde pourront, s'ils le désirent, faire à ma mémoire l'honneur d'accompagner mon corps jusqu'à sa dernière demeure. Mais c'est dans le silence que je souhaite qu'il soit conduit. Je déclare refuser d'avance toute distinction, promotion, dignité, citation, déclaration, qu'elle soit française ou étrangère. Si l'une quelconque m'était décernée, ce serait en violation de mes dernières volontés. »

Deuil national

Telles étant les volontés du disparu, M. Georges Pompidou, qui n'a été informé du décès que mardi matin, et M. Jacques Chaban-Delmas, premier ministre, ont toutefois décidé de se rendre mercredi à Colombey-les-Deux-Eglises pour s'incliner devant la dépouille mortelle du général.

A l'Elysée, où les drapeaux ont été mis en berne, tous les ministres et tous les secrétaires d'Etat ont assisté, à 12 h. 30, à un conseil extraordinaire, au cours duquel M. Georges Pompidou a donné lecture du testament de Charles de Gaulle. Puis les dispositions suivantes ont été annoncées :

● Le jeudi 12 novembre sera journée de deuil national. Les administrations publiques et les écoles seront fermées ;

● Un office religieux sera célébré jeudi matin à Notre-Dame en présence de M. Pompidou, des membres du gouvernement et des compagnons de la Libération.

Aucune oraison funèbre ne sera prononcée au cours de cette cérémonie, à laquelle se proposent d'assister, a indiqué M. Léo Hamon, plusieurs chefs d'Etat étrangers ;

● Le conseil des ministres, qui devait siéger jeudi matin, est repoussé de vingt-quatre heures.

A l'issue des délibérations, M. Georges Pompidou s'est adressé au pays, à 13 heures, sur les ondes de la radio et de la télévision dans les termes suivants :

» Françaises, Français,

» Le général de Gaulle est mort. La France est veuve.

» En 1940, de Gaulle a sauvé l'honneur. En 1944, il nous a conduits à la libération et à la victoire. En 1958, il nous a épargné la guerre civile. Il a donné à la France actuelle ses institutions, son indépendance, sa place dans le monde.

» En cette heure de deuil pour la patrie, inclinons-nous devant la douleur de Mme de Gaulle, de ses enfants, de ses petits-enfants. Mesurons les devoirs que nous impose la reconnaissance. Promettons à la France de ne pas être indignes des leçons qui nous ont été dispensées et que, dans l'âme nationale, de Gaulle vive éternellement. »

A l'Assemblée nationale, où les drapeaux avaient également été mis en berne, et où les députés ont suspendu jusqu'à vendredi matin, en signe de deuil, l'examen des fascicules budgétaires.

Dès l'annonce de la mort de l'ancien président de la République, les stations de radio françaises ont interrompu leurs programmes réguliers pour diffuser de la musique classique et commenter les principales étapes de la carrière du disparu.

La télévision diffuse ce mardi à partir de 19 heures, un programme spécial commun aux deux chaînes.

DERNIÈRE MINUTE

M. Nixon à Paris

La Maison Blanche a annoncé que le président Nixon assistera jeudi matin, à Paris, à la cérémonie qui se déroulera à Notre-Dame à la mémoire du général de Gaulle.

Le président des Etats-Unis, à l'annonce de la mort de l'ancien chef de l'Etat français, a fait publier une déclaration qui dit notamment que « sa disparition n'est pas seulement une perte pour la France mais pour toute l'humanité ».

Un façonneur de l'Histoire

Par JEAN LACOUTURE

Pendant les années essentielles il ne fut qu'une ombre éloquente, une voix qui venait, fabuleuse et brouillée, avec la nuit.

Etrange voix issue des profondeurs, poussée comme la note d'un cor de chasse, avec des inflexions hachées, irrationnelles, qui captaient l'attention, un ton de grand d'Espagne qui aurait des souvenirs de corps de garde, une éloquence où se mêlent le cardinal, le procureur, le latiniste et le cuirassier. On écoutait ce chant nocturne exorcisant la défaite. Mais l'homme, qui était-il ?

Mis à part Paul Reynaud et quelques dizaines d'hommes politiques, le maréchal Pétain et quelques centaines de militaires, Daniel-Rops et un quarteron d'écrivains et de journalistes, qui donc connaissait le flamboyant insurgé de Londres ? Qui avait su prêter attention à la haute silhouette dressée derrière la cohorte des ministres descendant, le 5 juin 1940, les marches de l'escalier de l'Elysée, visage morose, regard brûlant, gants blancs ? Et rares encore étaient ceux qui avaient aperçu le fantôme sarcastique et fiévreux hantant, « d'un château l'autre », les conseils de guerre de la défaite, le personnage hérissé, l'activiste impénitent que Churchill qualifiait déjà d'« homme du destin ».

Une image allait faire surface, celle que publiaient de temps à autre les feuilles de la Résistance, *Combat* ou *Franc-Tireur*, un visage aux lignes lourdes, au regard éteint sous le képi aux feuilles de chêne, effigie à coup sûr moins exaltante que la voix du crépuscule. Où les services de Londres avaient-ils donc trouvé ce cliché caricatural qui faisait si fâcheusement confondre l'homme des divisions cuirassées avec les lugubres généraux de la débâcle ?

Au hasard de rencontres ou de lectures plus ou moins clandestines, on apprenait qu'il avait été, hautain et déférent, l'aide de camp de Philippe Pétain ; qu'il avait publié des livres en forme de proue, visiblement écrits par un familier de Tacite et de Vauvenargues ; qu'il avait commandé, en gants blancs, un régiment de chars à Metz, s'y heurtant à un gouverneur militaire nommé Giraud ; qu'il avait laissé partout, de Varsovie à Trèves, de l'Ecole de guerre à Beyrouth, du camp de prisonniers d'Ingolstadt à l'état-major de la Ve armée, le souvenir d'un personnage encombrant et fascinant, d'un esprit supérieur au ton plus supérieur encore, d'une imagination brillante et d'un courage affirmé, et que la plupart de ceux qui l'avaient approché lui promettaient un grand destin — non sans parfois le vouer au diable.

Bref, dans l'ombre d'où il clamait ses certitudes, le solitaire de Londres n'apparaissait pas comme un miraculé soudain promu par un destin aveugle, mais plutôt comme un faiseur d'Histoire porté par l'événement fabuleux à une altitude et investi de responsabilités que sa personnalité appelait confusément.

Dès les premières semaines de l'exil londonien, le personnage prend sa stature, son style, et, pour employer une image de bijoutier, son « eau ». Simple général de brigade à titre temporaire qui a emporté la légitimité française à la semelle de ses souliers, il s'impose à Churchill comme aux émissaires de la Résistance par un recours constant à l'intransigeance la plus altière, à une rigueur qui sera souvent jugée inhumaine. Où est l'aimable aide de camp de Pétain, le séduisant officier des salons de Beyrouth, le brillant causeur des réunions chez Daniel-Rops ? Il se braque, se crête, brandit sa taille et son intransigeance, à la fois sublime et intolérable, n'épargne pas même des visiteurs héroïques venus à Londres découvrir l'homme au nom duquel ils se battent, son humour en forme de pince de crabe. A un agent de renseignements qui repart pour le continent et lui dit au revoir, il lance : « Dans ce métier-là, on se fait toujours poisser. »

Mais il ne s'affirme pas qu'en écrasant. Plus l'événement grandit, plus la catastrophe s'amplifie, plus sa lucidité s'affine et ses élans s'assurent. Dès Mers-el-Kébir Churchill a vérifié que cet allié rétif, que cet hôte indigné est le seul à sa taille, et le seul à la taille de la France à refaire. Comme lui, ce n'est pas sur des cartes qu'il travaille, mais sur la mappemonde. Ils se battent parfois corps à corps, le plus souvent au coude à coude. Ainsi, de Gaulle finit-il par jeter la France dans le camp des vainqueurs.

(Lire la suite page 2, 1re col.)

L'ALLIÉ DIFFICILE

Par ANDRÉ FONTAINE

Avec le général de Gaulle disparait le dernier de ceux qu'on avait pu appeler les géants de la dernière guerre : hommes exceptionnels, promus par des circonstances exceptionnelles, plus à l'aise au milieu des tempêtes que dans la banalité de la paix. Civils ou soldats, on attendait d'eux avant tout le courage physique et moral, la détermination implacable, les nerfs d'acier, l'imagination et l'audace stratégiques, la capacité de dissimuler ; nul peut-être, dans ce siècle, n'a possédé plus que lui, au sens romain du terme, ces vertus. C'est qu'il était entièrement dominé depuis sa plus tendre jeunesse, par une passion jalouse et romantique, de la France et qu'il n'était pas de sacrifice dont elle ne lui parût digne.

D'un tel jouteur, dont Churchill disait qu'il n'avait jamais vu homme aussi occupé de sa propre aventure, personne, ami ou adversaire de la France, ne pouvait attendre qu'il fût un partenaire facile. Les Anglais le découvrirent vite, en un temps où il n'aurait pu exister sans leurs crédits et le micro de la B.B.C. L'histoire de la France libre, ce n'est pas seulement celle d'une poignée d'acharnés qui refusaient la défaite et voulaient quoi qu'il leur en pût coûter que leur pays figure, à l'heure de la paix, dans le camp des vainqueurs ; c'est aussi la lutte constante menée par Charles de Gaulle contre ses alliés pour que la France retrouve le statut de grande puissance qu'après juin 1940 elle semblait avoir définitivement perdu.

La présence de la France à la capitulation du Reich et du Japon, un siège permanent au Conseil de sécurité, l'attribution de zones d'occupation en Allemagne et en Autriche récompensèrent son obstination. Mais c'est sans lui que les trois Grands avaient essayé à Yalta et à Potsdam de jeter les fondements de la paix.

(Lire la suite page 6, 1re col.)

VINGT-HUITIEME ANNEE — N° 8270

18 PAGES DERNIÈRE ÉDITION

MARDI 17 AOUT 1971

PAGE 17 :

« Le Monde de l'économie »

● Les prix à Paris et dans les autres villes européennes ;

● De 1950 à 1969, l'achat des terres agricoles est resté l'une des meilleures formes de placement.



Fondateur : Hubert Beuve-Méry — 5, rue des Italiens, Paris-IXe — Directeur : Jacques Fauvet

0,70 F

Algérie, 0,70 DA; Maroc, 0,70 dir.; Tunisie, 70 m.; Allemagne, 0,80 DM; Autriche, 6 sch.; Belgique, 7 fr.; Canada, 40 c. cts; Danemark, 1,80 kr.; Espagne, 16 pes.; Grande-Bretagne, 8 p.; Grèce, 10 dr.; Iran, 30 rls; Italie, 120 L.; Liban, 85 ptres; Luxembourg, 7 fr.; Norvège, 2 kr.; Pays-Bas, 0,75 fl.; Portugal, 7,5 esc.; Suède, 1,50 kr.; Suisse, 0,70 fr.; U.S.A., 60 cts; Yougoslavie, 4,20 din.

Tarif des abonnements page 11

C.C.P. PARIS N° 4207-23
TELEXPARIS N° 65572
Ad. télégr. : JOURMONDE-PARIS
Tél. : PRO. (770) 91-29

Suppression de la convertibilité en or — Blocage des prix et des salaires

Les dirigeants américains paraissent résignés à la dévaluation du dollar

La décision du président Nixon de suspendre la convertibilité en or du dollar, annoncée dimanche soir dans une allocution télévisée au terme des conversations de Camp-David, a surpris toutes les grandes capitales. Elle porte un coup décisif au système du Gold Exchange Standard, déjà mal en point depuis la disparition en 1968 du « pool » de l'or international.

● Dès lundi ont commencé à l'ambassade américaine à Londres des conversations entre les représentants des autorités monétaires *de plusieurs grands pays, en particulier des Etats-Unis, dont la délégation est présidée par M. Volcker, sous-secrétaire au Trésor, de la France, de l'Allemagne fédérale et de l'Italie (la Belgique et les Pays-Bas n'ont pas été invités). M. Nixon a fait allusion à la réunion d'une conférence destinée à réformer le système monétaire, mais aucune date n'a été jusqu'à présent avancée pour de telles négociations. Le comité monétaire des Six se réunit de son côté mardi.*

● Tous les grands marchés de l'or et des changes restent fermés ce lundi, *dans l'attente de précisions sur les intentions des divers gouvernements. A Tokyo, où le marché des changes était ouvert lorsque furent connues les décisions du président Nixon, les valeurs ont baissé en Bourse de 8 % et le dollar est tombé à son cours le plus bas. La Banque du Japon a dû acheter 700 millions de dollars. A Londres, les mines d'or ont vivement monté.*

● L'effet de la taxe américaine de 10 % sur les importations *est dès à présent supputé dans les diverses capitales. La France, qui ne destine aux Etats-Unis que 5,8 % de ses ventes, ne sera probablement pas la plus touchée. En revanche, les autorités japonaises ont tendance à interpréter cette mesure protectionniste comme destinée à leur faire accepter la réévaluation du yen, qu'elles ont refusée jusqu'ici. En Angleterre comme en Allemagne, on incline à penser que ce taux de 10 % préfigure celui de l'éventuelle dévaluation du dollar, mesure que semblent admettre les dirigeants américains mais dont M. Volcker s'est défendu à son arrivée à Londres, parlant simplement d'un « dollar flottant ».*

● A Paris, un conseil restreint a été convoqué *pour mercredi prochain. Il sera présidé par M. Pompidou, qui interrompra pour la circonstance ses vacances à Brégançon ; le président de la République a reçu de M. Nixon une lettre dans laquelle celui-ci l'informe des décisions américaines. Les banques françaises — à l'instar des nombreux établissements étrangers — ont commencé à limiter le montant des sommes qu'elles changent pour les particuliers : 100 dollars par personne seulement en fin de matinée lundi. Sur la Côte d'Azur comme à Zurich, des changes parallèles s'organisent, avec un abattement sur le dollar d'environ 10 %.*

● Aux Etats-Unis, le blocage pour trois mois des prix et des salaires *est assez bien accueilli par la plupart des économistes, bien que vivement critiqué par les dirigeants démocrates. Le sénateur McGovern (démocrate) a qualifié le programme présidentiel de « folie économique ». Le gouvernement compte sur l'encouragement fiscal à l'investissement et sur l'allègement de l'impôt sur le revenu pour relancer la production et lutter contre le chômage.*

L'AVEU

La fiction selon laquelle rien de *fondamental* n'était changé dans le système international des paiements s'est évanouie avec le discours du président Nixon, qui marque la fin d'une période de l'histoire monétaire.

Au-delà de l'embargo sur les exportations d'or par les Etats-Unis, l'imposition d'une surtaxe de 10 % sur les importations industrielles apparaîtra comme l'équivalent, ou peu s'en faut, d'une dévaluation du dollar.

Sur le terrain proprement monétaire on imaginait mal les Etats-Unis assister impuissants au lent mais sûr épuisement de leurs réserves métalliques. L'embargo *sur le métal* précieux est la suite logique de la décision, prise sur l'initiative de Washington le 17 mars 1968, de cesser de soutenir, au moyen des réserves officielles, le cours de l'or sur le marché libre ouvert aux personnes privées. L'or stocké à Fort-Knox est désormais inaccessible également aux banques centrales. Il s'agit d'une décision capitale, puisque la libre convertibilité du dollar en or *était la pierre angulaire* des accords de Bretton-Woods, gran*diose tentative pour rétablir, au* lendemain de *la deuxième* guerre mondiale, un système multilatéral des paiements, lui-même condition de la restauration du libre-échange entre les nations.

Ce régime était menacé de mort dès sa naissance par une série de déséquilibres économiques, financiers et politiques. La faiblesse du dollar apparut au grand jour dès octobre 1960, avec la brusque montée du prix de l'or sur le marché de Londres.

Les difficultés de la devise américaine s'expliquaient d'abord par le fait que sa valeur avait été fixée en 1934, alors que, depuis cette époque, les principales monnaies des pays concurrents avaient été dévalorisées au moins une fois et souvent d'un pourcentage considérable. Simultanément, *les Américains* supportaient à l'extérieur le poids de charges énormes, qu'ils ont cherché, par des moyens indirects, à faire partager aux pays alliés. Pour arriver à ce résultat, on abandonna peu à peu les règles de Bretton-Woods applicables aux Etats-Unis.

Comme on l'a relevé maintes fois, l'accumulation de dollars dans les caisses des banques centrales ne pouvait qu'engendrer une méfiance croissante à l'égard de la devise américaine. Depuis trois ans environ, on assiste à l'agonie du Gold Exchange Standard. La libre fluctuation du deutschemark, du florin et du dollar canadien traduit la volonté de l'Allemagne, des Pays-Bas et du Canada de ne plus acheter de dollars. En 1931, la condamnation du Gold Exchange Standard était intervenue de la même manière : dix pays, cette année-là, *laissèrent fluctuer* librement leurs monnaies. Parmi elles, se trouvait la livre sterling.

Autre analogie avec les événements de cette époque : l'embargo sur l'or, décrété le 6 mars *1933, devait* amener la dévaluation de 40,9 % du dollar en janvier 1934. La crise n'a pas pris cette fois des proportions aussi catastrophiques. Mais comment appeler autrement les événements qui se sont produits au printemps de *1970* avec *la faillite* de la compagnie de chemins de fer Penn Central ? Pour empêcher un effondrement plus général, les autorités monétaires américaines ont dû lâcher les vannes *du crédit* : ce fut le commencement de la fin. L'institution d'une surtaxe sur les importations ne peut-elle pas être considérée comme le prélude à une dévaluation en bonne et due *forme*, à l'issue de la négociation qui commence dès ce lundi à Londres ?

Un dispositif protectionniste et anti-inflationniste

De notre correspondant JACQUES AMALRIC

Washington. — *Après trois jours de consultations intenses avec ses principaux collaborateurs en matière économique et monétaire, le président Nixon est revenu dimanche de sa retraite de Camp-David (Maryland) pour annoncer solennellement à ses compatriotes qu'il s'était résolu à lancer une* « nouvelle politique économique pour les Etats-Unis ». *Cette nouvelle politique se divise en trois chapitres : lutte contre le chômage ; lutte contre l'inflation ; défense du dollar. Elle a été rendue inévitable pour deux raisons, a dit en substance le chef de la Maison Blanche dans son allocution télévisée : le désengagement des Etats-Unis du Vietnam et l'action des spéculateurs internationaux.*

Bien qu'il n'ait consacré qu'un court passage de son discours à la défense du dollar, qui doit demeurer un « pilier de la stabilité monétaire mondiale », *c'est manifestement la décision de laisser flotter le dollar qui a coûté le plus à M. Nixon. Cette mesure est « temporaire », a dit le président, et a été rendue nécessaire par les attaques des spéculateurs. Qu'entend M. Nixon par* « temporaire » ? *Le chef de la Maison Blanche n'a pas été explicite mais il s'est engagé à favoriser* « les réformes nécessaires pour la mise en place d'un nouveau système monétaire international dont on a tant besoin ». *M. Nixon n'a fourni aucune précision sur ce que pourrait être le nouveau système monétaire ; peu après son discours, certains de ses proches collaborateurs étaient aussi vagues, affirmant seulement que le processus de réforme devrait d'abord se discuter au cours de conversations bilatérales. La première de ces conversations devrait avoir lieu à Londres, où va se rendre incessamment M. Paul Volcker, sous-secrétaire du Trésor. Mais il est probable que des discussions auront lieu dès ce lundi matin dans les coulisses du Fonds monétaire international, qui se réunit pour étudier la portée des décisions américaines et leur compatibilité avec les accords de Bretton-Woods.*

Le taux de 10 %

M. Nixon n'a pas directement évoqué dans son discours une révision des prix de l'or. Les dirigeants américains sont pourtant résignés à une dévaluation du dollar. M. Connally, le secrétaire au Trésor, l'a reconnu au cours d'une réunion des journalistes à la Maison Blanche. Refusant de préciser une date pour la réunion d'une conférence sur la réforme du système monétaire, il n'a pas non plus voulu dire si le taux de la surtaxe imposée à partir de dimanche sur les produits importés aux Etats-Unis (10 %) pouvait être considéré comme un éventuel taux de dévaluation.

Dans l'immédiat, cette surtaxe va sans doute constituer à l'étranger la mesure la plus impopulaire parmi toutes les décisions annoncées par M. Nixon. Bien que le président ne l'ait pas précisé, elle ne s'applique qu'à environ la moitié du volume des importations ; elle ne frappe pas en effet les importations soumises à quotas comme le pétrole, la viande, le sucre, les produits laitiers, etc., et les importations qui ne sont pas frappées de droits de douane, comme le poisson, le café et les matières premières.

Avertissement aux Japonais

Un point important n'avait pas pu être clairement établi dimanche soir : qui supportera cette surtaxe ? Le consommateur américain ou l'importateur ? Il semble en fait que ce doive être l'importateur, puisque M. Nixon a également annoncé le « gel » des salaires et des prix pour une période de trois mois. Si telle était bien la mesure, elle ne manquerait pas de décourager de très nombreux importateurs.

Comme beaucoup d'autres mesures annoncées par M. Nixon, cette surtaxe est « temporaire ». Elle a été rendue nécessaire, a dit le président, en raison de certains taux de change « injustes ». « Lorsque ce traitement injuste prendra fin, la taxe sur les importations prendra fin aussi », *a-t-il ajouté. Voici les Japonais dûment avertis, sans toutefois être cités : une réévaluation du yen constitue une condition à coup sûr nécessaire mais peut-être pas suffisante à l'abrogation de cette barrière.*

De l'avis général, ce sont les importateurs étrangers de voitures qui souffriront le plus du train de mesures annoncé par le président ; non seulement, en effet, les automobiles étrangères sont dorénavant soumises à la surtaxe, mais les voitures américaines se trouvent exonérées de la taxe spéciale sur les automobiles ; cette taxe était de 7 %, ce qui représente en moyenne une diminution de 200 dollars par voiture.

(Lire la suite page 2, 3e col.)

Conseil restreint à l'Élysée mercredi

Interrompant ses vacances au fort de Brégançon, où il se repose depuis le 4 août au soir, M. Georges Pompidou regagnera Paris pour présider mercredi 18 août, à 15 heures, à l'Elysée, un conseil restreint consacré à l'examen des problèmes monétaires internationaux. M. Chaban-Delmas y assistera, ainsi que MM. Giscard d'Estaing, ministre de l'économie et des finances ; Schumann, ministre des affaires étrangères, et Wormser, gouverneur de la Banque de France.

Le président de la République, apprend-on de bonne source, a reçu dans les premières heures de la matinée de lundi une lettre du président Nixon l'informant personnellement des mesures monétaires qui viennent d'être prises par le gouvernement américain et de l'esprit dans lequel ces mesures ont été adoptées.

Les premières conversations monétaires ont commencé lundi à Londres

Par PHILIPPE SIMONNOT

En décidant de suspendre « temporairement » la convertibilité du dollar en or et autres instruments de réserve (notamment les droits de tirage spéciaux), le président Nixon n'a fait qu'officialiser une situation de fait. *A partir du moment* où le stock d'or des Etats-Unis était descendu au-dessous du seuil fatidique de 10 milliards de dollars, et alors que le montant des dollars détenus à l'étranger lui était quelque six fois supérieur, le dollar n'était plus réellement convertible.

En outre, depuis la création du double marché de l'or en 1968, les banques centrales étaient obligées en quelque sorte de demander la permission à Washington pour échanger leurs dollars contre de l'or, ce qui posait les problèmes politiques que l'on devine. Certes, depuis, les « balances dollars » s'accumulant à un rythme accéléré, nombre de banques centrales européennes, notamment la Banque de France, avaient *acheté de l'or*. Mais de tels achats étaient fort mal vus à la Maison Blanche.

Tandis que M. Paul Volcker, sous-secrétaire au Trésor aux Etats-Unis, gagne Londres pour tenter de convaincre les pays à devises fortes de réévaluer leur monnaie par rapport au dollar, que les marchés des changes et de l'or sont tous fermés, le conseil du Fonds monétaire international se réunit ce lundi pour examiner une situation qui est fort embrouillée. De même, les responsables des banques centrales s'interrogent pour savoir quelle attitude prendre sur les marchés des changes quand ceux-ci s'ouvriront.

A s'en tenir au texte même des accords de Bretton-Woods, qui, on l'oublie trop souvent, *n'imposait* pas explicitement aux Etats membres de vendre ou d'acheter de l'or (ce n'est que par la suite que les Etats-Unis, par une lettre du secrétaire du Trésor, M. John W. Snyder, s'engagèrent à *assurer la convertibilité or du dollar*, ce qui d'ailleurs était dans l'esprit du système de Bretton-Woods), la décision prise par M. Nixon ne délivre en principe pas les banques centrales de l'obligation d'acheter ou de vendre des dollars au cours officiel, avec une marge de fluctuation de plus ou moins 1 %. Certes, trois pays, le Canada, l'Allemagne fédérale et les Pays-Bas ont pris *la* liberté de laisser flotter le taux de change de leur devise. Mais cela ne préjuge pas de ce que pourront ou voudront faire les autres. Bref, contrairement à ce que l'on pouvait croire, les accords de Bretton-Woods ne sont pas rendus juridiquement caducs par les décisions de M. Nixon. Toutefois, l'esprit de ces accords est violé, et il est probable que les banques centrales se sentiront, *ipso facto*, relevées de l'obligation de soutenir le dollar.

(Lire la suite page 3, 1re col.)

Les médecins malades de la société

Au-delà de ses incidences économiques, le projet de convention médicale nationale qu'ont adopté en juin, en première lecture, la Chambre et le Sénat, ouvre une ère nouvelle dans l'histoire de la pratique médicale, et des rapports entre les pouvoirs publics et les médecins. La déclaration que le gouvernement a *faite à ce sujet*, le 19 mai dernier, vise essentiellement des engagements moraux ou financiers, liés à l'affirmation solennelle que « l'exercice libéral » doit être sauvegardé. Cette sauvegarde implique cependant une évolution des attitudes et des structures qui dépasse — et de loin — la simple prise de conscience économique et l'instauration d'un « profil médical ».

Dans la série d'articles dont nous commençons aujourd'hui la publication, le professeur Claude Béraud analyse les défauts et l'émiettement de la société médicale actuelle, et énonce les règles auxquelles devrait obéir l'éthique nouvelle susceptible de régir, dans l'avenir, l'insertion du médecin dans une communauté dont il est solidaire, et souvent responsable.

I. — La politique des ghettos

Par Claude BÉRAUD (*)

Dans un monde en bouleversement la société française se désagrège, la concertation des groupes devient de plus en plus difficile, et *dans la* promiscuité de la vie quotidienne grandit la solitude des hommes. Notre société, loin de former un ensemble harmonieux et cohérent, est constituée de sous-ensembles entre lesquels les intersections sont rares. Ainsi naissent des « groupes de pression » dont les contours sont clos. Cette situation conduit à un fonctionnement anarchique, sauvage et au blocage des institutions. Les minorités économiques, géographiques, *raciales*, professionnelles, culturelles sont de *plus* en plus agissantes. La fragmentation de la société aboutit au développement des sectes religieuses, à la multiplication des groupuscules politiques et des associations professionnelles, culturelles ou *caritatives*.

Vus de l'extérieur, les groupes sont cohérents : la bourgeoisie apparaît homogène à un ouvrier ; pour un avocat, le monde médical est uniforme. Ces ensembles sont en réalité *hétérogènes, formés de mondes entre* lesquels les liens, qui sont rares, formels et corporatifs, ne sont souvent que de brèves alliances instituées pour défendre un butin difficilement acquis. La vision communautaire des *hommes d'aujourd'hui diffère-t-elle* beaucoup de celle des peuplades pri*mitives protégeant par la guerre leurs* territoires de chasse ? Cette défense des biens corporatifs a pour effet de sécuriser ceux dont les privilèges sont menacés, mais aboutit parfois, à long terme, à l'élimination du groupe que la majorité refoule dans un *ghetto* malgré *l'importance des* fonctions sociales qu'il remplit.

Mal dans leur peau

Si tant d'hommes sont aujourd'hui « *mal dans leur peau* », *n'est-ce pas* parce que leur isolement, leur déracinement, la rupture de leurs liens naturels les plus fondamentaux, notamment socio-culturels, les conduisent à vivre une série d'impossibilités contradictoires. Refusant ou acceptant en bloc les modèles qui leur sont proposés, ils ne peuvent ni s'identifier *ni* affirmer leur singularité.

Asservis à une idéologie, ils perdent leur caractère de personne *vivante. Ignorant leurs déterminismes* biologiques, économiques et sociologiques, ils ne peuvent réaliser l'unité de leur nature individuelle et sociale. Leur solitude les conduit à la médiocrité et limite leur activité, car l'intel*ligence* naît de la relation comme l'indépendance de la communication.

Ainsi augmente le nombre des marginaux et des inadaptés anxieux, déprimés et agressifs qui s'anéantissent ou cherchent dans la drogue, l'alcool, la vitesse ou la pornographie un sens à leur vie. Parfois, leur raison de vivre devient la destruction de cette société qui les rejette, tandis que d'autres forment de petites communautés qui refusent de s'y intégrer.

Cette analyse confirmera les craintes de ceux qui redoutent l'avenir, vivent dans un conformisme nostalgique et refusent l'évolution spirituelle d'une société dont ils sont souvent les privilégiés car ils acceptent matériellement sa modernité. Cette attitude n'est-elle pas souvent, notamment dans la bourgeoisie française traditionnelle dont sont issus de nombreux médecins, une réaction passionnelle, douloureuse, émouvante et *respectable*, liée aux *difficultés* qu'éprouve ce groupe social, pour comprendre la culture des temps présents : ce qui explique son immobilisme social, sa fidélité aux apparences et son ignorance des difficultés qui attendent dans la vie quotidienne les hommes, et plus particulièrement les jeunes, à l'encontre desquels est ouverte, depuis mai 1968, « l'ère du soupçon ».

(Lire la suite page 10, 1re col.)

(*) Médecin des hôpitaux, professeur à l'université de Bordeaux-II.

AU JOUR LE JOUR

Espèce en péril

Le temps n'est plus où au cœur de l'été l'actualité partait en vacances et où les journaux publiaient des informations farfelues ou extraordinaires destinées à occuper les imaginations estivales.

L'actualité ne prend plus de vacances. Les prix n'attendent pas la rentrée pour flamber, les monnaies pour chanceler, les scandales pour couver, les astronautes pour débarquer sur la Lune, les guerres pour menacer, les négociations pour s'activer et les barricades pour se dresser.

Le serpent de mer est une espèce quasi disparue. Dommage ! Il faudra songer à sa protection. A tout prendre, il était plutôt plus sympathique que nos monstres actuels.

ROBERT ESCARPIT.

VINGT-NEUVIÈME ANNÉE — N° 8598 — 30 PAGES — MERCREDI 6 SEPTEMBRE 1972

LIRE PAGE 9 :

Avant le voyage de M. Messmer

MULHOUSE

dans la « bataille des frontières »



Fondateur : Hubert Beuve-Méry — 5, rue des Italiens, Paris-IXe — Directeur : Jacques Fauvet

0,80 F

Algérie, 0,80 DA; Maroc, 0,90 dir.; Tunisie, 80 m.; Allemagne, 0,80 DM; Autriche, 6 sch.; Belgique, 7 fr.; Canada, 40 c. cts; Danemark, 2,25 kr.; Espagne, 12 pes.; Grande-Bretagne, 8 p.; Grèce, 10 dr.; Iran, 35 ris; Italie, 150 l.; Liban, 100 p.; Luxembourg, 7 fr.; Norvège, 2 kr.; Pays-Bas, 0,75 fl.; Portugal, 8 esc.; Suède, 1,50 kr.; Suisse, 0,70 fr.; U.S.A., 50 cts; Yougoslavie, 6 din.

Tarif des abonnements page 18

C.C.P. PARIS N° 4207-23
TELEXPARIS N° 65572
Ad. télégr. : JOURMONDE-PARIS
Tél. : PRO. (770) 91-29

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Coalition centre-gauche en Finlande

La constitution par M. Kalevi Sorsa, secrétaire du parti social-démocrate finlandais, d'un cabinet majoritaire de centre-gauche met un terme à la crise ouverte, il y a un mois et demi, par la démission du gouvernement, celui-là minoritaire, de M. Rafael Paasio, président de ce même parti. M. Paasio ne voulait pas avoir à signer seul, trois jours plus tard à Bruxelles, l'accord commercial entre la Finlande et la C.E.E.

En fait, la crise est plus ancienne. Il y a dix mois, le président Kekkonen, soucieux d'obtenir une clarification de la vie politique, provoquait la démission du cabinet Karjalainen, constitué comme aujourd'hui celui de M. Sorsa de sociaux-démocrates, de centristes, de suédois et de libéraux, et organisait des élections anticipées. Le chef de l'Etat souhaitait obtenir le retour au gouvernement des communistes, qui s'en étaient retirés en 1971. Leurs divisions internes les empêcheront d'y participer à nouveau tant que ne sera pas levée l'hypothèque du Marché commun.

La seule originalité de la nouvelle coalition tient dans le fait qu'elle est présidée par un social-démocrate, et non plus par un centriste, en raison du succès du parti du premier ministre aux élections anticipées du début de janvier, qui, pour le reste, n'avaient guère changé le rapport des forces parlementaires.

Les longues négociations pour la formation du gouvernement ont été marquées par un duel entre centristes et sociaux-démocrates. Il ne s'agissait pas, comme à l'automne et à l'hiver derniers, de l'épineux problème des subventions agricoles, mais de celui du financement des retraites. La ferme position du parti du centre semblait surprenante, car ce parti-charnière, en perte de vitesse mais sans lequel aucune majorité à gauche ou à droite n'est possible, avait provoqué la crise pour pouvoir revenir au gouvernement. Il ne voulait pas laisser les sociaux-démocrates prendre un trop grand avantage dans la perspective de la prochaine succession du président Kekkonen.

En effet, les cinq mois de gestion minoritaire social-démocrate sont considérés comme positifs par l'opinion, et l'accord avec la C.E.E. paraît généralement acceptable. L'intransigeance du parti du centre s'explique sans doute par la proximité des élections municipales au début du mois d'octobre. En tout cas, il est curieux de constater la présence au sein du gouvernement Sorsa des chefs de file des deux ailes rivales du parti du centre, MM. Karjalainen et Virolainen, tous deux anciens premiers ministres.

On souhaite en Finlande que ce gouvernement reste en place au moins jusqu'à l'élection présidentielle de 1974. Dans l'immédiat, les tâches délicates ne manquent pas, notamment l'organisation pratique des rapports entre le Marché commun et la Finlande, dans le cas où le pays signerait effectivement l'accord qu'il n'a fait que parapher le 22 juillet, tout en rassurant Moscou par la négociation d'un accord avec le Comecon. En ce qui concerne la C.E.E., les quatre partis se sont entendus sur un train de mesures destinées à pallier les éventuels effets négatifs d'un accord de libre-échange. Il s'agit notamment d'un contrôle permanent des prix et d'une politique permanente de « stabilisation » par la taxation.

Le nouveau gouvernement souhaite aussi mener à bien la normalisation de ses rapports avec les deux Etats allemands. Des négociations sont en cours avec la R.D.A., mais Bonn, qui les juge « prématurées », n'a pas encore donné suite aux propositions finlandaises. L'enjeu pour Helsinki est la pleine reconnaissance de son statut de « neutralité ». Enfin, la diplomatie finlandaise pourra se consacrer plus activement à la conférence sur la sécurité européenne, qui doit se tenir à Helsinki, et dont elle attend évidemment les résultats les plus bénéfiques.

(Lire nos informations page 3.)

DRAME A MUNICH

Un commando palestinien s'empare de délégués israéliens et menace de les exécuter

UN ENTRAINEUR EST TUÉ EN TENTANT DE S'ENFUIR

Jérusalem demande l'interruption des Jeux olympiques

Une fois de plus, des extrémistes palestiniens ont perpétré un attentat qui ne peut que nuire à leur cause. Aux premières heures de la matinée de ce mardi 5 septembre, un commando de cinq hommes a pénétré sans coup férir dans l'immeuble occupé par la délégation israélienne au village olympique et retenu en otage ses membres présents : treize, selon les premières informations, vingt et un, voire vingt-sept, selon d'autres indications. Un Israélien — un entraîneur — qui tentait de s'enfuir a été tué. L'organisation Septembre noir, la même qui avait organisé en mai dernier le détournement d'un appareil de la Sabena sur l'aéroport de Lod, a revendiqué la responsabilité de cet attentat. Dans un communiqué diffusé au Caire par l'agence d'informations du Moyen-Orient, elle réclame en échange de la libération des otages la remise en liberté d' « un certain nombre de Palestiniens prisonniers en Israël et d'autres personnes » *— deux cent cinquante, selon certaines informations — et la mise à la disposition du commando d'un avion pour les transporter dans toute capitale arabe, sauf Amman et Beyrouth. Si ces conditions n'étaient pas remplies, l'organisation palestinienne menaçait d'exécuter ses otages avant midi, avertissant en outre le gouvernement allemand qu'* « il porterait l'entière responsabilité des conséquences » *(de cet acte) et que* « ses intérêts seraient à l'avenir pour nous une cible prioritaire ». *A midi, toutefois, le commando palestinien acceptait de repousser l'heure d'expiration de son ultimatum à 17 heures.*

Des négociations se sont aussitôt engagées entre les terroristes et les autorités allemandes, tandis que le gouvernement israélien se réunissait en session extraordinaire. Un communiqué devait être publié dans l'après-midi à Jérusalem, mais l'on considérait comme très peu probable qu'Israël accepte de se plier aux conditions des Palestiniens. Une proposition allemande de libérer les otages en échange d'une somme d'argent « illimitée » ou d'otages volontaires allemands a été rejetée par les fedayin, a révélé M. Schreiber, président de la police de Munich.

On croit savoir d'autre part que le gouvernement israélien a demandé aux autorités olympiques d'interrompre les Jeux. M. Ben Horin, ambassadeur d'Israël à Bonn, s'est rendu mardi matin à Munich, porteur d'une requête en ce sens. Les responsables du C.I.O. semblent toutefois décidés à poursuivre les compétitions. C'est ce qu'ont notamment déclaré MM. Avery Brundage, président en exercice du C.I.O., et Jean de Beaumont, premier vice-président. Ce dernier a ajouté : « Aucun mot ne peut exprimer l'horreur d'un tel geste, qui n'est justifiable par aucune passion, quelle qu'elle soit. » *Des compétitions, peu importantes il est vrai, se sont en tout cas poursuivies mardi matin, mais le programme de la matinée ne prévoyait aucune rencontre spectaculaire. Des mesures spéciales de protection ont été prises pour mettre à l'abri d'un attentat le nageur phénomène américain Spitz, qui est d'origine israélite.*

En fin de matinée, mardi, on apprenait que tous les chefs de délégations nationales ont été convoqués pour une réunion qui doit décider de continuer ou non les Jeux olympiques.

Quant au chancelier Brandt, il a annulé le voyage qu'il devait faire à Kiel — pour y rencontrer notamment M. Heath, chef du gouvernement britannique — afin de présider une session extraordinaire du cabinet fédéral. Enfin, les fedayin auraient fait savoir qu'après 17 heures ils tueraient chaque heure deux de leurs otages si leur ultimatum n'est pas accepté.

L'indignation est générale. M. Walter Scheel, ministre des affaires étrangères de la République fédérale, s'est déclaré « horrifié et indigné » par cet attentat, qui, selon lui, « ne peut que desservir ceux qui recourent à de tels moyens pour leur cause politique ». De son côté, M. Tewfik Helmi, secrétaire général du comité olympique égyptien, a dit de l'attentat que « c'était très mauvais pour les Jeux olympiques ». « L'ensemble de l'opinion arabe au village olympique sera généralement contre l'incident », a dit de son côté un autre officiel égyptien, ajoutant : « C'est absurde ; cela n'a rien à voir avec les Jeux. »

Enfin, M. Willi Daume, président du comité d'organisation des Jeux, confirmant que ceux-ci se poursuivraient, a ajouté : « Les participants et organisateurs des Jeux olympiques fourniront la preuve que l'esprit olympique de paix est plus fort que le fanatisme politique d'assassins cyniques. »

Une fantastique caisse de résonance

De notre envoyé spécial JEAN LACOUTURE

Munich. — Les Jeux olympiques paient la rançon de leur gonflement monstrueux, de leur transformation en gigantesque caisse de résonance. Le groupe terroriste Septembre noir a saisi l'occasion de la plus forte concentration de *mass media* de ces dernières années pour frapper. Le malheureux Moshe Weinberg paie le prix du dévoiement des Jeux en une foire publicitaire qui est en fait le meilleur support de toute opération athlétique, politique ou commerciale.

Dans la conférence de presse qu'il vient de tenir pour nous au centre de presse des Jeux, M. Schreiber, président de la police de Munich (dont le comportement va être cruellement critiqué), a souligné l'extrême difficulté qu'il y a encore à réunir des informations sûres et le souci qui l'anime de ne pas faire de révélations qui nuiraient à la poursuite des négociations pour sauver la vie des otages israéliens en danger. On peut s'étonner tout de même que sept heures après l'attentat on ne puisse préciser si les otages sont neuf ou vingt-six, alors que l'effectif de la délégation israélienne est de vingt-neuf et que l'on sait que trois d'entre eux se sont évadés, que l'un est certainement mort et un autre grièvement blessé et encore aux mains des terroristes. Un entraîneur israélien, parlant à l'instant devant la télévision allemande, a cité le chiffre de seize otages.

Le commando est composé de cinq personnes, qui seraient bien, cette fois, des Palestiniens. Ces hommes sont entrés dans le village vers 4 heures, comme nous le disait un membre de la délégation de Hongkong, qui partage avec les Uruguayens le bâtiment où résident les Israéliens.

(Lire la suite page 2, 1re col.)

AU JOUR LE JOUR

L'argent et l'ennui

Un récent sondage sur les jeunes et l'argent montre qu'une majorité des jeunes gens interrogés préfèrent un travail intéressant à un travail rémunérateur.

En un sens, la découverte est réconfortante. On a tant avancé que notre société est fondée sur l'esprit de lucre !

Cela dit, on ne peut s'empêcher d'éprouver une certaine inquiétude devant l'exigence juvénile de ne point s'ennuyer. La vie est ainsi faite qu'il y a des tâches à la fois indispensables et assommantes. Qui donc s'en chargera ? Ceux qui choisissent l'argent ont mille moyens d'y échapper, et les machines ne peuvent pas tout faire. Faudra-t-il réinventer l'esclavage ?

ROBERT ESCARPIT.

Sous l'égide de la délégation à l'informatique et le patronage du SICOB, « le Monde » publiera demain (numéro daté 7 septembre) un questionnaire sur :

L'ORDINATEUR DANS NOTRE SOCIÉTÉ

L'ISLANDE, OUBLIÉE DE LA CARTE

L'Islande a soudain défrayé la chronique. Outre le championnat du monde d'échecs, une reprise des hostilités dans la « guerre de la morue » attire, en effet, l'attention sur ce pays. Les autorités de Reykjavik ont appliqué, le 1er septembre, leur décision d'étendre leurs limites de pêche. Aucun incident n'a encore eu lieu depuis cette date, bien que de nombreux navires, dont une cinquantaine de chalutiers britanniques, relèvent toujours leurs filets dans les zones interdites. Le gouvernement islandais vient de se féliciter que les chalutiers ouest-allemands, soviétiques, français, polonais et norvégiens n'aient pas transgressé la nouvelle réglementation.

A Londres, on estime généralement que les négociations avec l'Islande pourraient reprendre dans le courant du mois de septembre. Bonn se déclare disposé à dédommager les navires de pêche ouest-allemands, qui auraient à pâtir de l'action des garde-côtes. Enfin, une délégation belge est à Reykjavik pour demander des dérogations.

I. — Une histoire de poissons

De notre envoyé spécial PATRICK SERY

Reykjavik. — Les livres sont des souvenirs obsédants. Qui n'a en mémoire les pages sur cette « *sombre terre de glace perdue dans la brume* » ? Mais Pierre Loti n'avait jamais mis les pieds en Islande. Tout juste débarqué à l'aéroport de Keflavik, plus petit encore que celui de Toulon-Hyères, les étonnements commencent. D'abord un soleil d'une brillance extraordinaire, un ciel d'une luminosité jamais vue. La température moyenne de l'Islande, baignée par un affluent du Gulf Stream, est proche de celle de New-York. Sur la route qui conduit à Reykjavik, le chauffeur de taxi nous rassure avec ce sourire que gardent encore les peuples marginaux : c'est bien le nom de son pays qui est le plus froid (Islande signifie terre de glace) et il n'y a aucune raison de grelotter en le prononçant. Volubile, il distrait vite l'attention d'un décor fantasmatique comme celui qu'on imagine aux premiers jours du monde : une terre noire, remuée, basaltique, lunaire, vierge d'arbres et de verdure. Tous les continents, pense-t-il, doivent avoir le regard tourné en ce moment vers l'Islande. « *Nous vivons deux grands matches. L'un qui vient de se terminer, entre Fischer et Spassky, l'autre qui commence, entre la Grande-Bretagne et nous. Vous vous rappelez la « guerre de la morue », en 1958. Eh bien, ça va repartir !* »

Le mois d'août 1972 n'aura pas été pour les Islandais de tout repos. Beaucoup ont sacrifié leurs vacances pour suivre le fabuleux combat qui agitait les soixante-quatre cases d'un échiquier de marbre. D'autres, les pêcheurs, un quart de la population, préparaient anxieusement et fermement la « date historique » du 1er septembre. Lieu et enjeu de la lutte : la mer et ses poissons.

La mer coffre-fort

En février dernier, l'Althing, le plus vieux Parlement du monde, a voté une proposition gouvernementale engageant l'avenir de ce pays, qui vit surtout de la pêche. L'Islande dénonçait le contrat passé avec les autres Etats en 1961, et portait sa zone de pêche de 12 milles marins à 50 milles. Pour la première fois d'une histoire millénaire, le vote fut acquis à l'unanimité ! Les deux cent mille habitants de la « terre de glace », cinq fois plus petite que la France et deux cent cinquante fois moins peuplée, se retrouvaient unis, soudés sur une « affaire de harengs ». On comprend mieux l'excitation des Islandais quand on sait que les exportations de poissons représentent 82 % de l'ensemble des ventes à l'étranger et assurent seules la prospérité d'un pays dont le niveau de vie par habitant est un des plus élevés d'Europe. La mer est le coffre-fort de l'Islande. Qu'il se vide, et elle périt.

(Lire la suite page 4, 4e col.)

AU CONSEIL DES MINISTRES

Les pensions de deux millions de personnes âgées vont être relevées

M. Pierre Messmer, entouré de M. Edgar Faure et de cinq autres ministres, présentera mercredi 6 septembre à 15 heures les mesures sociales arrêtées le matin même par le conseil des ministres. Le président de la République a notamment confirmé lundi, en recevant le bureau de l'association de la presse présidentielle, qu'un effort particulier serait fait pour les quelque deux millions de personnes âgées les plus démunies : les pensions minimales pourraient passer rapidement — en une ou deux étapes — de 304 à 375 F par mois.

Recevant lundi après-midi, à l'Elysée, le nouveau bureau de l'association de la presse présidentielle, M. Georges Pompidou, qui venait de présider un déjeuner de travail consacré aux affaires sociales, a évoqué dans une conversation à bâtons rompus l'esprit et les grandes lignes des décisions qui seront soumises au conseil des ministres le 6 septembre, et pour lesquelles il préfère qu'on ne parle pas de « plan ». Pour le chef de l'Etat, il convient essentiellement d'aider ceux qui souffrent le plus des hausses de prix — et surtout des prix alimentaires, — c'est-à-dire les personnes âgées et les familles.

En ce qui concerne les bas salaires, M. Pompidou ne souhaite pas que l'on se fixe à un chiffre rond schématique et fallacieux. Il préfère que le gouvernement incite les industriels à se montrer attentifs à l'évolution des bas salaires. Mais les pouvoirs publics doivent aussi tenir compte de la situation propre de chaque secteur industriel et de chaque région, pour éviter de pousser à la faillite certaines entreprises. Le président de la République regrette enfin que l'on ne dispose pas d'instrument statistique suffisamment précis sur le montant réel des revenus des salariés, car il lui semble que la dissimulation d'une part des gains est plus importante qu'on ne le pense généralement.

Sans préjuger, évidemment, les décisions du conseil des ministres du 6 septembre, ces propos du président de la République paraissent confirmer les intentions du gouvernement sur plusieurs points du programme social qui devrait être rendu public mercredi.

● SALAIRE MINIMUM INTERPROFESSIONNEL DE CROISSANCE. — Sa revalorisation périodique sera supérieure non seulement à l'augmentation des prix mais aussi à l'évolution moyenne des salaires. Toutefois cette doctrine, qui recevrait une application dès octobre (le salaire minimum étant porté de 4,30 à 4,50 F de l'heure), ne précise pas dans quel délai sera atteint le niveau de l'actuel pouvoir d'achat d'un SMIC à 1 000 F. En outre, le gouvernement incitera le patronat à engager des discussions par branches sur les bas salaires.

(Lire la suite page 27, 2e col.)

TRENTIÈME ANNÉE — Nº 8916

38 PAGES DERNIÈRE ÉDITION

JEUDI 13 SEPTEMBRE 1973

Le président Mao a reçu M. Pompidou

LIRE PAGE 8



Fondateur : Hubert Beuve-Méry 5, rue des Italiens, Paris-IXe Directeur : Jacques Fauvet

0,80 F

Algérie, 0,80 DA; Maroc, 0,90 dir.; Tunisie, 80 m.; Allemagne, 0,80 DM; Autriche, 6 sch.; Belgique, 7 fr.; Canada, 50 c. cts; Danemark, 2,25 kr.; Espagne, 15 pes.; Grande-Bretagne, 12 p.; Grèce, 14 dr.; Iran, 35 ris; Italie, 200 l.; Liban, 100 p.; Luxembourg, 7 fr.; Norvège, 2 kr.; Pays-Bas, 0,75 fl; Portugal, 8 esc.; Suède, 1,60 kr.; Suisse, 0,70 fr.; U.S.A., 60 cts; Yougoslavie, 8 n. din.

Tarif des abonnements page 23

C.C.P. PARIS Nº 4207-23

TELEXPARIS Nº 65572

Ad. télégr. : JOURMONDE-PARIS

Tél. : PRO. (770) 91-29

LE PUTSCH MILITAIRE AU CHILI

Une heure sombre pour l'Amérique latine

Le Chili avait au départ bien des atouts pour réussir un pari qui n'intéressait *pas* seulement une Amérique latine déchirée en permanence entre le réformisme lénifiant et le révolutionnarisme verbal, mais l'ensemble des nations dites par euphémisme en voie de développement et, au-delà, les chantres *européens d'un* socialisme à visage humain.

Il avait — il convient malheureusement d'employer déjà l'imparfait — une longue et solide tradition démocratique, le sens aigu de la coexistence pacifique *entre citoyens de* tendances diverses, une opinion publique d'un haut niveau culturel et politique, des cadres nombreux et compétents, le goût du dialogue. Il avait aussi un parti communiste d'une rigoureuse fidélité à l'Union soviétique *et d'une modération* rarement prise en défaut au cours des quelque quarante années de son histoire difficile.

Le gouvernement d'unité populaire de Salvador Allende a certes commis depuis novembre 1970 un nombre appréciable d'erreurs et de bévues. Les règles économiques ont été trop souvent ignorées ou tournées par des technocrates plus soucieux de brûler les étapes politiques que d'assurer le fonctionnement harmonieux d'un système déjà *fortement* handicapé par *les* brutales accélérations auxquelles il était soumis.

Après une première année faste, grâce à une relance du pouvoir d'achat des secteurs les plus défavorisés, l'inflation a commencé à échapper à tout contrôle, la monnaie s'est effondrée, la pénurie s'est installée avec un marché noir florissant. La faillite économique a été accélérée par des mesures, visibles ou invisibles, adoptées par les groupes étrangers *directement* lésés par les réformes de l'Unité populaire. La coupure des lignes de crédit accordées jusqu'alors par des organismes internationaux de financement du développement, la mauvaise grâce de *Washington* à faciliter la négociation d'un moratoire, la déjà très lourde dette extérieure, ont encore réduit la marge de manœuvre du gouvernement. Mais la question de savoir si l'Unité populaire a été étranglée de l'extérieur *ou* asphyxiée de l'intérieur ne sera sans doute jamais tranchée. La réponse est et restera longtemps passionnelle.

Un point au moins est acquis : le gouvernement de Salvador Allende était arrivé au pouvoir à l'issue d'élections libres et démocratiques. Il était légal. Il ne disposait pas de la majorité au Congrès, mais c'est un inconvénient qu'avaient dû affronter avant lui d'autres équipes dirigeantes, à commencer par celle de son *prédécesseur*, le démocrate-chrétien Eduardo Frei. Le caractère minoritaire de l'Unité populaire n'était pas un vice de forme. Harcelé de plus en plus durement par une droite résolument conservatrice et par des dirigeants démocrates-chrétiens qui ont sciemment joué dans les derniers mois la carte du pire, le gouvernement s'est épuisé dans d'incessantes batailles de procédure, tandis que l'extrême gauche révolutionnaire dénonçait son laxisme. La conjugaison des extrêmes, la multiplication des manœuvres, l'entrée des *militaires* dans l'arène politique et la révolte désespérée des classes moyennes ont emporté le régime.

C'est une heure particulièrement sombre pour les libéraux et pour les démocrates d'Amérique latine. La personnalité, *contestée* mais noble du président Allende, avait contribué à donner au Chili une représentativité internationale bien supérieure à ses véritables dimensions. Et la mort de la démocratie dans le pays le plus démocratique de *l'Amérique du* Sud intervient avec une ironie amère au moment où le nouveau secrétaire d'État américain, M. Henry Kissinger, parle de normaliser les relations avec *Cuba* et d'engager un dialogue constructif avec une Amérique latine trop souvent ignorée, méprisée ou exploitée.

• La mort du président Allende paraît confirmée
• La junte va nommer de nouveaux ministres
• Le Parlement est mis en vacance
• Les relations diplomatiques sont rompues avec Cuba

Aucun communiqué n'avait encore confirmé mercredi 12 septembre en début d'après-midi, le suicide de M. Allende, annoncé par la radio chilienne, mais la fin tragique de l'ancien chef de l'État semble ne plus faire de doute.

Bien que les informations en provenance du Chili soient rares et fragmentaires, la junte qui a destitué mardi le président Allende paraît avoir réussi à s'emparer du pouvoir sans rencontrer une grande résistance. Selon la radio officielle, des affrontements entre l'armée et les partisans de l'ancien président ont fait plusieurs morts. Un communiqué assurait mercredi matin que « le calme le plus absolu règne sur tout le territoire ». *Cependant, dans l'après-midi, une station de radio contrôlée par la junte indiquait dans une émission captée en Argentine que « des groupes extrémistes continuent de résister à l'action des forces armées dans le centre de Santiago ».*

Les putschistes ont annoncé que le Parlement était mis en vacance, que de nouveaux ministres allaient être « désignés » et que de « nouvelles autorités administratives assumeront le pouvoir dans toutes les provinces ».

La junte, qui est composée du commandant en chef de l'armée de terre, le général Augusto Pinochet ; de l'amiral Toribio Merino, du général d'aviation Gustavo Leigh Guzman et du général de la police militaire (carabiniers), Cesar Mendoza, a insisté, pour justifier le putsch, sur le caractère « marxiste » *de la politique du précédent régime.* « L'incapacité du gouvernement à adopter des mesures susceptibles d'empêcher le chaos » *est à l'origine de l'intervention de l'armée, assure un communiqué.*

Les militaires au pouvoir ont rompu les relations diplomatiques avec Cuba, et annoncé leur intention d'agir de même avec « les autres États communistes ».

● *A L'ÉTRANGER, le renversement du régime chilien et la mort du président Allende ont provoqué partout une profonde émotion. Tandis que la plupart des gouvernements s'abstiennent de prendre position, la presse, à l'Est comme l'Ouest, condamne dans sa quasi-unanimité l'entreprise factieuse. A Washington, les milieux officieux ne cachent pas leur satisfaction, mêlée cependant d'un certain embarras. En Amérique latine, l'indignation a pris diverses formes, notamment celle de manifestations populaires.*

● *EN FRANCE, les organisations de gauche ont réagi immédiatement en appelant à une manifestation de solidarité avec le peuple chilien. M. F. Mitterrand a condamné le putsch militaire,* « ultime argument de ceux qui veulent l'écrasement du peuple et qui refusent le progrès et la justice ». *M. Georges Marchais observe que c'est la droite qui refuse l'alternance au pouvoir. L'éditorialiste du journal gaulliste* la Nation *invite les Français à méditer* « le triste exemple de l'expérience chilienne ».

Drames

UN président élu au suffrage universel, qui paie volontairement de sa vie le parjure de ses généraux, c'est un drame peu commun qui n'est pas seulement celui d'un homme et d'un peuple. C'est aussi celui, d'une portée plus universelle, d'une expérience, de la « révolution par la loi » ou du « socialisme dans la légalité ».

Drame d'un homme qui a sans doute commis beaucoup d'erreurs et entretenu bien des illusions, mais qui, par idéal, a voulu, jusqu'à la dernière minute, faire confiance tout à la fois à son armée et à son peuple.

Drame d'un peuple à qui la force vient d'enlever la liberté de disposer de lui-même, si minoritaire qu'ait été le sacre originel du suffrage universel, et l'espérance, si déçue qu'elle ait été au long de trois brèves années.

Drame d'une expérience, d'une morale politique, d'un principe : peut-on instaurer une nouvelle société en respectant l'ancienne, ses pouvoirs et ses lois ? Peut-on couler le socialisme dans le « cadre bourgeois » sans le briser d'abord par la force ?

Sans aller jusqu'à promettre à M. Mitterrand le sort du président Allende, « la Nation » *le renvoie à ce « brutal et tragique* aboutissement de cette fameuse expérience socialo-communiste qu'il nous proposait comme modèle... ». Le journal gaulliste prend-il date ? Ou se souvient-il, sans le dire, de 1958 ?

Avoir le gouvernement n'est pas nécessairement avoir le pouvoir. En 1958, M. Pflimlin était à la tête du gouvernement légal ; le pouvoir réel était avec l'armée à Alger. Si ce fut un putsch en dentelles, c'en fut un quand même.

Drame du socialisme qui, lorsqu'il est établi par des voies légales et pacifiques, se heurte à la résistance passive ou active, ou même, hélas ! armée, de ses adversaires et, lorsqu'il est instauré par la dictature du prolétariat, refuse de restaurer les libertés dont ils pourraient se servir contre lui.

Santiago 1973 c'est, d'une certaine façon, Prague 1968. La force, armée ici, étrangère là, vient briser brutalement une espérance, une expérience, celle du « socialisme à visage humain ». Librement exprimée comme au Chili ou se manifestant spontanément comme en Tchécoslovaquie, la volonté d'un peuple a été bafouée. Allende était peut-être aussi naïf que Dubcek. A considérer les succès et les crimes de tant de réalistes, on préfère encore cette naïveté-là et cette noblesse.

J. F.

En finir à tout prix...

Par MARCEL NIEDERGANG

Il aura, jusqu'à la fin amère, conservé un optimisme apparemment inaltérable. Quelques heures seulement avant le soulèvement militaire de mardi, il déclarait, en souriant aux journalistes qui l'interrogeaient dans les couloirs de la Moneda : « Nous allons bientôt surmonter la crise. Nous allons en sortir. » Aux chefs des partis politiques appartenant à la coalition gouvernementale de l'Unité populaire, il affirmait avec force : « Nous devons rechercher le dialogue avec les forces de l'opposition... C'est la seule solution. » Mais seuls quelques radicaux et les [illegible], sachant trop bien ce [illegible] avec l'instauration d'un pouvoir militaire, même provisoire, le soutenaient dans cette offre désespérée *et dérisoire* d'un dialogue impliquant de telles concessions que sa réussite éventuelle aurait condamné à mort l'expérience commencée en novembre 1970. Comment Salvador Allende pouvait-il ignorer, d'autre part, que le véritable *chef de l'opposition acharnée à sa* perte, M. Edouardo Frei, ancien chef de l'État, devenu président du Sénat, ne dissimulait presque plus que le seul recours, à ses yeux, était maintenant celui des armes ?

« Certains disent et pensent, affirmait *encore* la semaine dernière Salvador Allende, *qu'un coup d'État est nécessaire pour éviter la guerre civile. Je vous dis, moi, qu'il n'y aura pas de coup d'État et que nous éviterons la guerre civile. »*

Il aura fallu que des bombes, pour *la première fois dans l'histoire du* Chili, tombent sur le palais de la Moneda pour que Salvador Allende se rende enfin à l'évidence. « *Jamais,* nous disait-il en décembre 1972, *les forces armées chiliennes ne se prêteront à une intervention déshonorante contre le pouvoir civil. Le Chili n'est pas une république bananière.* » Pour la première fois aussi dans l'histoire d'un pays modeste, mais qui avait jusqu'à présent donné l'exemple du civisme et du respect des traditions démocratiques aux autres nations du continent, les forces armées ont franchi le Rubicon. Le coup du 11 septembre est un *pronunciamiento* classique, qui rabaisse effectivement le Chili au niveau des nations latino-américaines, régulièrement soumises à la loi des centurions

Elu le plus régulièrement du monde à la présidence de la République par le congrès de Santiago, le 4 novembre 1970, n'ayant jamais personnellement transgressé la légalité, qu'il respectait scrupuleusement, vainqueur des élections législatives de mars 1973 avec près de 44 % des suffrages, alors que son score personnel à l'élection présidentielle de septembre 1970 n'avait été que de 36,3 %, Salvador Allende a été abattu comme un banal président d'une république caraïbe ayant cessé de plaire à des militaires bien en cour à l'ambassade des États-Unis.

(Lire la suite page 4, 1re col.)

AU JOUR LE JOUR

De l'espoir et de la liberté

Il faudra bien pourtant qu'un jour on réponde aux questions que les gouvernements successifs du président Allende ont eu le courage de se poser. Ce ne sont ni les avions ni les mitrailleuses de l'armée jusqu'alors la plus respectueuse de la légalité civique en Amérique du Sud qui résoudront le problème.

On peut même se demander si ce coup d'État ne le rendra pas insoluble. Il n'y a pas de naissance d'un ordre social nouveau sans souffrances ni sacrifices. Le président Allende avait voulu prouver qu'on peut au moins éviter l'oppression et le viol de la liberté républicaine tout en faisant l'équivalent légal d'une révolution.

Quelles que soient les intentions des militaires qui se sont soulevés contre lui, et il en est peut-être parmi eux qui croient en avoir de bonnes, est-il bien sage d'avoir démontré que son espoir était chimérique et qu'il n'est d'autre voie pour libérer les hommes que d'abord les asservir ?

ROBERT ESCARPIT.

ACCORD A TOKYO

Les États-Unis et les Neuf s'entendent sur un texte liant la préparation de la réforme monétaire au « Nixon round »

Le jour même de l'ouverture de la session de Tokyo inaugurant les discussions du « Nixon round », un accord a été trouvé entre les Neuf et les Américains sur la façon d'exprimer le lien à établir entre la préparation de la réforme monétaire et les négociations commerciales qui commencent. « La politique de libération du commerce mondial ne peut être poursuivie avec succès en l'absence d'efforts parallèles visant à la mise sur pied d'un système monétaire qui mette l'économie mondiale à l'abri des secousses et des déséquilibres qui se sont manifestés ces derniers temps », *déclare le texte adopté.* « Ce qui va être entrepris dans le domaine commercial suppose des efforts continus pour maintenir des conditions ordonnées [en matière de change] et pour établir un système monétaire stable et équitable. » *Ce texte de synthèse, mis au point par les Neuf mardi, a reçu l'accord de M. Shulz, secrétaire américain au Trésor, après que celui-ci se soit entretenu avec M. Giscard d'Estaing. Le ministre français a cependant précisé qu'au cas où une nouvelle crise surviendrait sur les marchés des changes, sans que les banques centrales essayent de la conjurer par une action concertée, la France reconsidérerait l'opportunité pour la C.E.E. de continuer à participer à la négociation commerciale. Le ministre a ajouté que si un accord monétaire n'était pas conclu avant la fin de l'année où les résultats de la négociation du G.A.T.T. devront être approuvés par les gouvernements, celui de la France se réservait le droit « de ne pas conclure ».*

De notre envoyé spécial PAUL FABRA

Tokyo. — Quelques heures après l'ouverture officielle de la conférence de *Tokyo donnant le coup* d'envoi aux négociations commerciales multilatérales du GATT, un accord était virtuellement conclu entre M. Valéry Giscard d'Estaing et M. George Shulz, secrétaire américain au Trésor, sur le seul point qui séparait les Européens (et parmi *eux plus particulièrement* les Français) des Américains au sujet de la rédaction finale de la déclaration qui sera adoptée vendredi, lorsque les représentants de quelque 70 pays (sur les 98 ou 99 présents) auront eu le temps de prendre la parole à la tribune. Cette question litigieuse portait sur le lien à établir entre la négociation commerciale et la réforme monétaire dont il se confirme qu'elle ne sera pas encore prête pour l'assemblée du Fonds monétaire qui se tiendra à Nairobi à partir du 24 septembre.

Au début de l'après-midi, ce mercredi, M. Valéry Giscard d'Estaing devait avoir un entretien d'un peu plus d'une demi-heure avec le secrétaire américain au Trésor, M. George Shulz, dans un salon du Tokyo Prince Hôtel où se tient la conférence ouverte depuis ce matin à 9 h. 45 (1 h. 45 du matin à Paris). Le texte final de la déclaration sur lequel se sont entendus le ministre français de l'économie et des finances (dont la position était la plus dure — tout est relatif — parmi les Européens) et son interlocuteur américain avait été préparé par des contacts qui eurent lieu dès 7 h. 30 du matin, autour d'un petit déjeuner, entre d'une part les membres de la délégation américaine, MM. Shulz, Eberle et Malmgren, d'autre part Sir Christopher Soames, vice-président de la Commission européenne, accompagné de MM. Gundelach, membre danois de la Commission et ancien directeur général adjoint du GATT, et Wellenstein, haut fonctionnaire (hollandais de la Commission.

(Lire la suite page 35, 2e col.)

LIP :

- Compromis sur les structures
- Désaccord sur la réembauche

(Lire page 34.)

TRENTE ET UNIÈME ANNÉE — N° 9107 | 44 PAGES DERNIÈRE ÉDITION 4 | VENDREDI 26 AVRIL 1974

Supérieure aux prévisions officielles

La hausse des prix aurait été de 1,2 % en mars

LIRE NOS INFORMATIONS PAGE 42



Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : Jacques Fauvet

0,90 F

Algérie, 0,90 DA; Maroc, 0,90 dir.; Tunisie, 90 m.; Allemagne, 0,90 DM; Autriche, 7 sch.; Belgique, 8 fr.; Canada, 60 c. cts; Danemark, 2,50 kr.; Espagne, 15 pes.; Grande-Bretagne, 14 p.; Grèce, 14 dr.; Iran, 33 rls; Italie, 200 L.; Liban, 125 p.; Luxembourg, 8 fr.; Norvège, 2,50 kr.; Pays-Bas, 0,75 fl.; Portugal, 10 esc.; Suède, 1,75 kr.; Suisse, 0,80 fr.; U.S.A., 60 cts; Yougoslavie, 8 n. din.

Tarif des abonnements page 30

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 Paris
Télex Paris n° 65572
Tél. : 770-91-29

ACCLAMÉE PAR LA FOULE A LISBONNE

Une junte militaire s'empare du pouvoir au Portugal

LE RUBICON

Un mois après une répétition générale fort inquiétante pour le régime de M. Caetano, l'armée portugaise semblait bien près, ce jeudi 25 avril, d'avoir réussi à s'emparer du pouvoir. Le mécontentement qu'exprimaient, dans des tracts vigoureux, les « jeunes capitaines » se réclamant du chef d'état-major et de son adjoint a été en tout cas assez puissant pour décider un nombre suffisant d'unités des trois armes à passer le Rubicon. Les généraux Costa Gomes et Spinola, privés de leur commandement il y a un mois, feraient partie de la junte qui assurait, jeudi en fin de matinée, avoir obtenu la reddition du gouvernement.

Même si, par quelque artifice, le régime défait parvenait à sauver la face, le Mouvement des forces armées a d'ores et déjà assuré la victoire de ses principales revendications. En dénonçant le « régime », en parlant de rendre au peuple la parole par des élections générales, il s'appuie, pour lutter contre les ultras, sur les aspirations d'une population enserrée depuis un demi-siècle dans une dictature que des « consultations » préfabriquées n'ont jamais réussi à ébranler. Enfin, la thèse du général Spinola, soutenant que la guerre outre-mer ne pouvait être gagnée par des moyens militaires, ne peut qu'inspirer la politique du nouveau pouvoir.

Il y a loin des militaires exaspérés par l'aveuglement des ultras aux artisans d'un retour de la démocratie. Il n'en sera pas moins difficile à la nouvelle équipe de maintenir la censure tatillonne et l'impitoyable police politique qui caractérisaient le régime portugais. Tout en se refusant à « brader » l'empire, ils ne pourront pas davantage s'en tenir au « fédéralisme » imprécis que le général Spinola préconisait pour l'outre-mer dans le livre qui mit le feu aux poudres.

C'est en Afrique, fardeau devenu intolérable pour une nation de dimensions et de moyens modestes, que le coup d'État aura ses conséquences les plus importantes. Au Mozambique, où la situation ne cesse de se détériorer, en Guinée-Bissau et, dans une moindre mesure, en Angola, une négociation n'est plus absolument inconcevable à terme avec des « rebelles » dont Lisbonne n'a pas cessé de nier la représentativité et même parfois l'existence. Les bastions portugais de l'« Afrique blanche » peuvent entrevoir, dans un avenir difficile à déterminer, une autonomie, voire une indépendance, qui mettra dans une situation délicate et depuis longtemps redoutée le régime rhodésien ou sud-africain.

En Europe, c'est sur l'Espagne qu'un régime plus « libéral » à Lisbonne aurait, bien évidemment, le plus grand impact. Le « mauvais exemple » donné par une armée ibérique pourrait peser lourd au moment où la succession de Franco sera effectivement ouverte. Toutefois, il convient de ne pas se faire trop d'illusions sur les aspirations « démocratiques » des militaires espagnols, bien qu'ils se soient tenus à l'écart du gouvernement actuel, et sur l'évolution d'un régime qui, n'ayant pas à subir une guerre ruineuse, est infiniment plus assuré de sa survie que le pouvoir portugais.

Une fois de plus, en effet, les centurions ont pris les armes pour relever, dans une grave crise nationale, des politiciens débordés ou impuissants. Mais, par un paradoxe remarquable, ce n'est pas le « péril de gauche » qui fait, comme naguère en Grèce et au Chili, sortir l'armée des casernes. Choyée et encouragée par le gouvernement, qui ruine la nation pour lui permettre de guerroyer dans les « provinces » africaines, elle a constaté elle-même l'inanité de sa tâche. Clairvoyante au moins sur ce point, elle sera peut-être amenée, en s'opposant aux ultras de la guerre coloniale, à proposer quelques-uns des remèdes qui pourraient mettre fin à l'arriération politique, à la faillite économique et à la détresse morale d'un régime conçu pour se passer du peuple.

Les « droits civils et démocratiques » seront restaurés, assure le « Mouvement des forces armées »

Une partie importante de l'armée portugaise s'est soulevée dans les premières heures du jeudi 25 avril. Plusieurs unités, auxquelles se seraient ralliés des bâtiments de la flotte, participent à l'opération que revendique un Mouvement des forces armées, dont la principale base semble se trouver à Santarem. Dans cette ville, les rebelles ont annoncé la constitution d'un « gouvernement provisoire » jusqu'à l'organisation d'« élections libres ». Ils affirment « contrôler presque entièrement la situation ». D'autres informations font état de la création d'une junte de sept membres. Les généraux Costa Gomes et Spinola, récemment relevés de leurs commandements, auraient été appelés à faire partie de cet organisme. Une foule considérable s'est massée dans les rues de Lisbonne, et notamment sur la célèbre place du Commerce, acclamantlesmilitairesaux cris de « Victoire ! Victoire ! » A quinze heures, les forces rebelles mettaient des canons en batterie devant la caserne de la garde républicaine, fidèle au gouvernement. On apprenait peu après que le président de la République, l'amiral Americo Thomas, et le président du conseil, M. Marcelo Caetano, s'étaient réfugiés dans cette caserne. Un ultimatum était lancé par les militaires révoltés au commandant de la garde républicaine. Au même moment, un porte-parole du gouvernement Caetano annonçait que celui-ci demeurait en fonction et s'efforçait de contrôler la situation.

Le premier signe du soulèvement militaire portugais a été la diffusion, aux premières heures de la matinée de jeudi, 25 avril, de communiqués transmis par l'émetteur de « *Radio-Clube* » et émanant d'un organisme s'intitulant « *Mouvement des forces armées* ». Ces communiqués invitent la police et l'armée à demeurer dans leurs cantonnements.

A aucun moment, toutefois, des combats ne sont signalés à Lisbonne. Le Mouvement des forces armées, dans de nouveaux communiqués, invite d'ailleurs toutes les forces de l'ordre — notamment la garde républicaine, qui ne s'est pas manifestée — à « *éviter l'effusion de sang* ».

Assez rapidement, en outre, la rebellion semble gagner en ampleur. De bonne source, on apprenait successivement, vers 10 heures, que l'émetteur gouvernemental de Monte-Santo, aux mains de la marine, diffusait à son tour des communiqués du Mouvement des forces armées ; que les ministres de l'intérieur, de la défense et de l'armée avaient été arrêtés, que vingt-neuf unités avaient donné leur adhésion au mouvement. Confirmant notamment le ralliement de la marine, des bâtiments de guerre remontaient le Tage.

En fin de matinée, la radio des rebelles diffusait des chansons interdites par le régime, telles que *C'est le temps de faire ses valises*.

La plupart des magasins et des banques sont restés fermés. L'aéroport de la capitale portugaise, occupé par les troupes rebelles, a également été fermé au trafic commercial, mais la frontière avec l'Espagne demeurait ouverte.

Selon les dernières nouvelles, le centre de la rebellion se trouvait à Santarem — d'où des unités avaient fait marche dès l'aube vers Lisbonne, et où se trouve une caserne de cavalerie motorisée, arme à laquelle appartient le général Spinola. A Santarem également, une proclamation rédigée par le commandant du « mouvement » annonce l'établissement d'un gouvernement provisoire.

En début d'après-midi, la junte militaire de sept membres qui confirmait s'être emparée du pouvoir se qualifiait de « junte nationale de salut » et s'engageait à restaurer les droits civiques et démocratiques et à maintenir la paix dans les provinces africaines. Des élections générales devraient désigner une assemblée chargée de rédiger une nouvelle Constitution. Aucune nouvelle ne pouvait être obtenue du général Spinola. M. Caetano aurait cherché refuge dans une base militaire.

Au Mozambique la situation était calme jeudi matin mais les Européens semblent craindre une recrudescence de la guérilla, indique-t-on en Rhodésie et en République Sud-Africaine.

La seconde manche

Par MARCEL NIEDERGANG

Les capitaines contre les généraux. Les jeunes officiers honnêtes, frustrés, amers et désespérés contre les hiérarques des états-majors, couverts de décorations, préparant les plans de campagne dans les bureaux des ministères de Lisbonne et accrochés au *statu quo*. L'armée portugaise, malade d'une guerre africaine qui n'en finit pas et qui ronge les forces vives de la nation, éclate. En 1926, elle s'était révoltée contre le désordre économique et social, et avait permis l'installation au pouvoir d'un modeste professeur d'économie politique, Antonio de Oliveira Salazar. Touchée dans ses profondeurs par le drame d'une décolonisation refusée, elle intervient brutalement aujourd'hui pour tenter de dénouer le nœud gordien.

Ce qu'on hésite à appeler l'opinion publique, tant le régime Salazar a contribué à façonner un peuple anesthésié, dépolitisé, indifférent en apparence à tout ce qui n'est pas survie matérielle, n'a pour le moment pas de part dans ce conflit. Mais les passions couvent derrière cette façade faussement tranquille. Il n'est pas une famille portugaise qui ne soit pas touchée par la guerre. Par milliers, de jeunes Portugais de toutes classes sociales désertent pour échapper à un service militaire de quatre années, qui peut signifier à tout moment l'envol sur l'un des théâtres d'opération : Guinée-Bissau, Angola ou Mozambique.

Le nombre de morts ne cesse de grandir. Dans la presse de Lisbonne et de Porto, les annonces de « soldats morts en Afrique » se multiplient. Quelques lignes dérisoires, une photo, une croix noire et la précision officielle, à l'occasion, qu'il s'est agi d'un « accident de transport ».

Les jeunes officiers ont mal supporté ce qu'ils appellent l'« affreuse humiliation de Goa », lorsque l'armée a dû quitter son ancienne possession indienne. « Plus jamais Goa » : c'est l'un des cris de ralliement des rebelles — qui seront peut-être les dirigeants de demain — exaspérés à la perspective de devoir, dans un avenir plus ou moins proche, abandonner la Guinée-Bissau, dont une portion importante est déjà en partie contrôlée par les guérilleros du P.A.I.G.C. Ainsi, à la certitude de mener une guerre dont l'issue victorieuse, en termes militaires, semble hautement improbable, se mêle chez les jeunes officiers le sentiment de courir à une nouvelle humiliation injustifiée, et qu'ils ne sauraient accepter. En outre, ils estiment faire de plus en plus les frais de ce qu'on appelle à Lisbonne la rotation : leur « tour de garde » dans les territoires affectés par la guerre, revient, de leur point de vue, trop fréquemment, alors que la grande majorité des officiers généraux des états-majors ne quittent pratiquement pas la métropole.

Tel n'est pas le cas bien entendu du général Spinola, ancien commandant en chef des forces portugaises en Guinée-Bissau. Ce baroudeur, dont les « exploits » sur le terrain emportent l'adhésion des militaires eux-mêmes engagés dans une guerre soumoise mais difficile, n'est pas un « planqué ». Les faits d'armes de ce centurion, moitié Bigeard, moitié Stroheim, lui valent une réputation flatteuse dans les popotes de la brousse africaine comme d'ailleurs dans les états-majors compassés de Lisbonne. Le général se pique, en outre, d'avoir la tête politique. Pendant les quatre années de son proconsulat à Bissau, capitale de la Guinée-Bissau, il a multiplié les contacts discrets avec des leaders africains, comme le président Senghor, et même, assure-t-on, avec Amilcar Cabral, le très intelligent dirigeant du parti indépendantiste P.A.I.G.C., assassiné l'an dernier. Car le chef de l'armée portugaise de Bissau est intimement convaincu que la guerre ne peut pas être gagnée militairement. Seule une solution politique peut, de son point de vue, permettre de sauver sur place ce qui peut encore être sauvé. Mais il continue, bien sûr, à tout faire sur le terrain pour limiter la progression inexorable des forces des nationalistes. La guerre africaine n'a peut-être jamais été aussi cruelle qu'en Guinée-Bissau : mitraillages, bombardements au napalm, regroupements des populations civiles dans les « aldeamentos », opérations coups de poing avec troupes d'élite aéroportées qui font le vide et tirent sur tout ce qui bouge dans la zone choisie.

(Lire la suite page 13, 3e col.)

UNE BRETAGNE MOINS LOINTAINE

« Le Monde » de samedi (daté du 28-29 avril) publiera un supplément de quatorze pages consacré à la Bretagne.

LA CAMPAGNE PRÉSIDENTIELLE

• M. Chaban-Delmas durcit ses attaques contre M. Giscard d'Estaing
• M. Jean Royer dément qu'il songe à se retirer

Des sondages concordants émanant de l'IFOP et de la SOFRES font apparaître qu'au cas où l'élection présidentielle donnerait lieu à deux tours de scrutin, M. Giscard d'Estaing serait un peu mieux placé que M. Chaban-Delmas pour l'emporter sur M. Mitterrand.

Ce renversement de tendance contribue à durcir l'affrontement entre l'ancien premier ministre et le ministre de l'économie et des finances, M. Chaban-Delmas attaquant vivement la gestion économique et financière de M. Giscard d'Estaing.

De son côté, M. Jean Royer, troisième candidat de la majorité sortante, a démenti les rumeurs qui commençaient à courir dans certains secteurs de la classe politique au sujet d'un éventuel retrait, et s'est déclaré, mercredi, « plus que jamais résolu à persévérer dans une campagne vigoureuse ».

Ils avaient été quarante-trois députés « majoritaires » et membres du gouvernement pour faire, le 13 avril, une ultime tentative en vue d'une candidature unique de la majorité. On n'en avait plus dénombré que trente-six, quatre jours plus tard, pour préconiser, après avoir renoncé à leur ambition première, la liberté de mouvement au premier tour de l'élection présidentielle et « *le regroupement au deuxième tour sur le candidat de la majorité le mieux placé* ». Ils sont désormais théoriquement cinquante-cinq à adhérer à une telle tactique, du fait de quelques ralliements, dont ceux d'un ministre, M. Hubert Germain, et deux secrétaires d'État, MM. Henri Torre et André Bord, tous trois U.D.R.

Les causes de cette inflation n'ont rien de mystérieux et il est assez normal qu'au fur et à mesure que l'on se rapproche de l'échéance du 5 mai le nombre augmente de ceux qui ne veulent ni se compromettre ni compromettre leur avenir.

RAYMOND BARRILLON.

(Lire la suite page 2, 3e col.)

Les raisons de la confiance

Par PIERRE MAUROY (*)

Comment ne pas voir le changement d'éclairage de la vie politique nationale qui est en train de se produire ? Une conviction nouvelle gagne les esprits. L'aspiration au changement devient décision de changer. Le doute fait place à la confiance. Confiance dans le succès du candidat de la gauche, confiance en François Mitterrand qui porte une espérance raisonnée et authentique de renouveau. Ce mouvement décisif n'est pas circonstanciel. Il traduit un choix profondément justifié.

Le courant qui entraîne l'opinion publique exprime tout d'abord le désaveu d'une politique de promesses jamais tenues. C'est le refus de la gestion inéquitable et inefficace d'hommes qui prétendent continuer à diriger le pays alors qu'en seize ans ils n'ont réussi qu'à accroître l'inégalité et à isoler la France.

MM. Chaban-Delmas, Giscard d'Estaing et Royer sont si conscients du handicap que leurs responsabilités gouvernementales actuelles ou passées font peser sur leurs candidatures qu'ils cherchent avant tout à faire oublier la politique qui fut la leur. Ils ne cessent de répéter qu'ils vont bâtir une société plus égale, plus forte, plus humaine, ou même une nouvelle société ! Mais que n'ont-ils mis à profit les années passées ? Pour qualifier de telles palinodies, il existe un mot ancien : « démagogie ». Mais aujourd'hui les démagogues, avant même le verdict du peuple, se démasquent les uns les autres.

Toutefois, la confiance qu'inspire le projet de la gauche trouve son origine bien au-delà d'une simple réaction de rejet. La première raison de cette confiance repose dans la reconnaissance de la valeur de l'homme. La constance et la rectitude de sa ligne politique ont donné aux idées que défend François Mitterrand un poids incomparable et ont assuré son autorité. Celle-ci lui a permis d'exercer depuis bientôt dix ans un véritable magistère moral au sein de la gauche française.

Le rôle de fédérateur et d'animateur l'a progressivement élevé au-dessus des limites partisanes. Désigné par un vote unanime du parti socialiste, il est aussitôt devenu le candidat de l'ensemble des forces de gauche à la présidence de la République. Ses adversaires, comme tous les observateurs, reconnaissent sa stature d'homme d'État. Aussi leur principal thème électoral consiste-t-il à s'opposer à la victoire probable du candidat de la gauche, et le plus grand mérite que chacun d'eux croit pouvoir s'attribuer est d'être le mieux placé pour essayer de le battre !

(Lire la suite page 4, 3e col.)

(*) Secrétaire national du parti socialiste, assurant l'intérim de M. Mitterrand.

Tribune du 5 mai

POUR JEAN ROYER
JACQUES ISORNI

(Lire page 7.)

AU JOUR LE JOUR

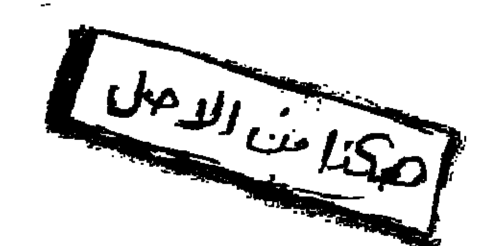
Les héros sont fatigués

Lorsque M. Chaban-Delmas interroge André Malraux à la télévision, il doit se contenter du rôle d'annonceur. Et le dialogue fait place à un monologue inspiré qui rappelle assez bien les traditions gaulliennes.

La voix de l'antique aventurier semblait brouillée par le temps et l'espace, comme issue d'une autre histoire. Et le côte-à-côte du chantre du gaullisme et du chantre de la nouvelle société faisait penser au rapprochement malicieux d'un objet d'art et d'un objet de consommation courante. A tel point qu'on lisait dans le regard du candidat U.D.R. l'angoisse d'un Espagnol de l'armée en déroute.

Le maire de Bordeaux nous a entrouvert les portes de son musée imaginaire, ce qui donna lieu à un spectacle. Mais peut-être aurait-il été mieux inspiré devant les caméras en y conviant un vrai fantôme.

BERNARD CHAPUIS.



TRENTE ET UNIÈME ANNÉE — N° 9197 — 22 PAGES — DERNIÈRE ÉDITION — SAMEDI 10 AOUT 1974

Tandis que les manifestations continuent

M. Giscard d'Estaing a reçu les dirigeants agricoles

PAGE 22



Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : Jacques Fauvet

1 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1 dir. ; Tunisie, 100 m. ; Allemagne, 1 DM ; Autriche, 7 sch. ; Belgique, 8 fr. ; Canada, 60 c. cts ; Danemark, 2,50 kr. ; Espagne, 18 pes. ; Grande-Bretagne, 14 p. ; Grèce, 15 dr. ; Iran, 45 ris ; Italie, 250 l. ; Liban, 125 p. ; Luxembourg, 8 fr. ; Norvège, 3,60 kr. ; Pays-Bas, 0,75 fl. ; Portugal, 10 esc. ; Suède, 1,75 kr. ; Suisse, 0,90 fr. ; U.S.A., 75 cts ; Yougoslavie, 8 n. din.

Tarif des abonnements page 15

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 Paris
Télex Paris n° 65578
Tél. : 770-91-29

PREMIER PRÉSIDENT AMÉRICAIN A N'AVOIR PAS ÉTÉ DÉSIGNÉ PAR LE SUFFRAGE UNIVERSEL

M. Gerald Ford s'engage à poursuivre la politique de paix des Etats-Unis et maintient à son poste M. Henry Kissinger

M. Nixon justifie sa démission par l'« effondrement » de sa base parlementaire

M. Gerald Ford prend ce vendredi 9 août à midi, heure locale, ses fonctions de trente-huitième président des Etats-Unis et prête aussitôt serment devant le président de la Cour suprême, M. Warren Burger. M. Nixon, pour sa part, avait quitté la Maison Blanche dans le courant de la matinée et était attendu dans l'après-midi, en simple citoyen, à sa maison de San-Clemente, en Californie.

Le nouveau président a fait connaître quelques-unes de ses premières décisions, et en particulier celle de maintenir M. Henry Kissinger à la tête du département d'Etat. Il n'a pas perdu de temps pour promettre qu'il poursuivrait la « politique de paix des Etats-Unis ». Le secrétaire de presse de la présidence, M. Ronald Ziegler, quitte en revanche ses fonctions et sera remplacé par M. Terhorst, chef du bureau de Washington du Detroit News. *On prête à M. Ford — qui doit en principe prononcer vendredi soir une allocution télévisée et qui s'adressera lundi aux deux Chambres réunies du Congrès — l'intention de ne modifier que progressivement la composition du cabinet et de faciliter ainsi la transition du pouvoir. Le nom de M. Melvin Laird, ancien secrétaire à la défense, est toutefois fréquemment cité parmi ceux des personnalités qui seraient prochainement appelées à des fonctions ministérielles.*

La question des poursuites judiciaires auxquelles pourrait être exposé M. Nixon ne semble pas avoir encore été tranchée. Le procureur spécial dans l'affaire du Watergate, M. Léon Jaworski, a affirmé, pour sa part, qu'aucun « marché » n'avait été conclu sur ce point avec le président démissionnaire.

Dans la plupart des capitales on insiste surtout sur la continuité dont est assurée la politique étrangère des Etats-Unis, grâce notamment au maintien de M. Kissinger au département d'Etat. A Londres, M. Harold Wilson a fait publier, tout de suite après l'allocution de M. Nixon, un communiqué évoquant les « liens spéciaux » entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis. A Moscou, l'agence Tass rappelle que « M. Gerald Ford s'est prononcé pour le soutien de la politique de normalisation des relations soviéto-américaines et a apprécié positivement les résultats des conversations soviéto-américaines au sommet ». *A Jérusalem, on relève que le successeur de M. Nixon est un ami d'Israël.*

Aucune effervescence particulière n'était signalée vendredi matin sur les marchés des changes européens. Le fait accompli a, semble-t-il, joué, et le dollar, qui avait fortement monté ces derniers jours dans la perspective du départ de M. Nixon, a eu, au contraire, plutôt tendance à baisser.

SOULAGEMENT

« L'Amérique est aujourd'hui en difficulté non parce que son peuple a failli, mais parce que ses chefs ont failli », proclamait Richard Nixon il y a six ans en acceptant sa désignation comme candidat aux fonctions qu'il vient d'abandonner. Le procureur devenu inculpé *quitte le pouvoir* sur un discours où son échec se réclame du courage sportif et se maquille « de la poussière, de la sueur et du sang » qui marquent le visage des lutteurs malheureux.

L'estocade lui a été portée par ses derniers partisans républicains : l'« effondrement » de sa base parlementaire lui a fait comprendre que les « intérêts nationaux » exigeaient une démission. Un invalide politique ne pouvait plus, sans amis ni soutiens, diriger la plus grande puissance du monde. On lui donnera acte de ce qu'il se retire, quitte à mêler la grandiloquence et l'émotion, sans insulter ses adversaires ni hypothéquer l'avenir.

Spectacle « triste et réconfortant » — comme l'écrit le « Washington Post » qui en fut le metteur en scène. — la chute de Richard Nixon suscite un peu partout dans le monde le soulagement d'une opinion et de responsables qui s'alarmaient de voir les Etats-Unis dirigés à mi-temps et enlisés dans d'interminables et *antiques procédures.*

Sans toujours voir l'enracinement profond de l'événement dans l'esprit public américain et sa tradition historique, on s'étonne souvent de la disproportion entre l'effet et la cause. Radio-Moscou en vient même à se demander si l'affaire du Watergate est la « vraie raison » de cette éviction, manifestant le même effarement que le quotidien conservateur allemand « Die Welt », pour qui « un pilote expérimenté a été privé de sa licence parce qu'il a volé un coquetier au supermarché ».

Nixon s'en va, mais Kissinger demeure. Beaucoup plus que l'accession à la magistrature suprême d'un « honnête homme » un peu trop passe-partout, c'est cette constatation qui nourrit les commentaires. Le testament politique exposé avec un rien de complaisance aux téléspectateurs américains devrait donc être appliqué : bonnes relations avec l'U.R.S.S. et la Chine, tentatives de limitation des armements nucléaires, primat de la politique étrangère qui a donné son style et ses succès au mandat interrompu du président américain. Encore faudrait-il savoir si l'une des diplomaties les plus imaginatives et les plus actives de l'après-guerre pourra être, après l'effacement du *chef* de l'Etat, intégralement maintenue.

En *effet*, derrière les talents du meilleur des ministres, c'est toujours la volonté politique incarnée par le vrai détenteur du pouvoir qui s'impose ou s'efface. Bien que le précédent de M. Truman incite à la prudence, on voit *mal* se dessiner en M. Ford l'homme d'Etat résolu qu'il sera peut-être. La politique étrangère inaugurée en 1969 risque d'en être affectée. Dans les rapports avec le monde communiste, la détente, grande pensée du règne, est plus facile à engager qu'à poursuivre dès lors qu'on parle chiffres et commerce à un Congrès réticent. Le ton des commentaires en provenance de l'Est montre que les partenaires de l'Amérique redoutent que cette évolution ne se confirme.

Sans excessif accablement, l'Europe voit partir un homme qui l'avait parfois rudoyée. Israël veut seulement retenir que le nouveau président lui est plus favorable que son prédécesseur, ce dont les pays arabes ne peuvent bien évidemment que s'alarmer. Mais, au-delà des *spéculations* sur l'avenir, le sentiment dominant est cette vague appréhension que l'on éprouve à voir les responsabilités les plus lourdes du monde échapper à un homme auquel on ne contestera pas, en dehors *de tout ce qu'on* peut et qu'on doit lui reprocher, l'expérience et le caractère.

Devant des dizaines de millions de téléspectateurs

De notre envoyé spécial

Washington. — Il aura au moins su partir avec une dignité retrouvée. La voix grave et lente, parfois voilée par l'émotion, le président Nixon a répété à ses compatriotes, à la télévision, que par tempérament il n'était pas un « *lâcheur* » et qu'il aurait voulu affronter jusqu'au bout la procédure de mise en accusation constitutionnelle. *Mais les événements* des derniers jours lui ont montré qu'il *n'avait plus « une base politique assez forte au Congrès »* pour poursuivre efficacement sa tâche. Il démissionne donc pour que le pays puisse travailler à résoudre ses problèmes intérieurs et extérieurs avec un « *président à plein temps* ».

L'affaire du Watergate n'a été mentionnée officiellement qu'une fois. M. Nixon veut donner l'impression qu'il ne quitte pas la Maison Blanche à cause de celle-ci, mais par souci d'efficacité politique. Il fait tout de même amende honorable. Il « *regrette profondément toutes les blessures infligées par les événements* » et admet que « *plusieurs de ses jugements étaient mauvais* ». Selon lui, pourtant, il n'a jamais agi que dans ce qu'il croyait être l'intérêt supérieur de la nation.

Assis à son bureau, entre deux drapeaux américains, M. Nixon jetait de temps à autre un coup d'œil aux feuillets qu'il tenait entre les mains, et le plus souvent fixait la caméra avec détermination. Infime détail dans ce moment d'histoire, c'est les yeux baissés qu'il a prononcé la phrase fatidique : « *Je démissionnerai.* » Environ cent trente millions d'Américains regardaient à ce moment la télévision chez eux. Dans les lieux publics, des cris de joie ont éclaté parmi les spectateurs rassemblés, mais ils étaient peu nombreux. Aucune des personnes interviewées par les journalistes des diverses chaînes de télévision, après l'allocution du président, ne s'est montrée tout à fait hostile. Le plus souvent l'homme de la rue avait visiblement ressenti de manière aiguë que M. Nixon vivait une épreuve dramatique, plus dure encore pour lui que pour le pays, qui pouvait maintenant espérer une vie politique normale.

Après avoir rendu hommage à ses amis, à ses collaborateurs et à sa famille, qui lui ont tous demandé, a-t-il dit, de ne pas démissionner, M. Nixon a affirmé qu'il partait « *sans amertume envers ceux qui se sont opposés à moi* ».

A.-M. C.

(Lire la suite page 2.)

L'INCONNU DU MICHIGAN

Par ALAIN-MARIE CARRON

Le 12 octobre 1973, dans la soirée, M. Gerald Ford se trouve dans le salon de sa maison d'Alexandria lorsque retentit la sonnerie du téléphone placé au premier étage. Susan, sa fille, qui a maintenant dix-sept ans, monte les escaliers quatre à quatre. Son *père songe, avec une pointe d'ir*ritation, qu'elle a dû donner à l'un de ses petits amis le numéro de cette ligne, qui ne figure pas sur l'annuaire. Deux minutes plus tard, visiblement déçue, Susan redescend et dit à son père : « C'est le président. » M. Nixon voulait demander à M. Gerald Ford, chef du groupe républicain à la Chambre des représentants, de remplacer son vice-président, M. Spiro Agnew, qui venait de démissionner après avoir été convaincu de corruption.

Il est d'usage, aux Etats-Unis, qu'un orateur commence son discours par une histoire amusante, une « *opening joke* ». Depuis sa nomination, le 6 décembre 1973, M. Ford a raconté des centaines de fois cette histoire de téléphone, simple jusqu'à la naïveté. Personne ne saurait prédire comment il fera face aux responsabilités exceptionnelles dont il est maintenu investi. On peut seulement assurer qu'il n'est pas ce qu'on appelle un homme d'esprit.

Nos confrères Robert Novak et Rowland Evans ont récemment révélé que M. Nixon aurait préféré voir M. John Connally remplacer M. Agnew. L'ancien secrétaire au Trésor avait, à ses yeux, l'esprit « présidentiel », et il aurait défendu jusqu'au bout le « privilège de l'exécutif » et la séparation des pouvoirs.

(Lire la suite page 3.)



(Dessin de CHENEZ.)

LE SACRILÈGE

Par ANDRÉ FONTAINE

On ne le savait plus, on ne voulait plus le croire. Mais il y a encore au moins une nation sur cette terre où la loi, décidément, est plus forte que les hommes, où, à peine nommés par un président, des juges sont capables de lancer des réquisitions contre lui, où un parti peut préférer la manifestation de la justice au maintien d'un des siens au pouvoir.

Bien sûr, il y a toujours quelque chose d'atroce dans l'hallali, et beaucoup de ceux qui y ont participé ont pensé se sauver en sacrifiant celui auquel ils devaient leur fortune. Il n'en reste pas moins que, sans le grand besoin de vérité et de pureté qui le remue actuellement dans son tréfonds, le peuple américain n'aurait pas chassé de la Maison Blanche l'homme qui lui a menti avec tant de constance depuis des années. Car il n'a pas menti seulement dans l'affaire du Watergate, le rusé Richard, il a constamment, sciemment, égaré ses compatriotes, et notamment sur la guerre secrète que ses aviateurs et ses agents ont longtemps menée au Cambodge et au Laos. Un de ses plus illustres prédécesseurs, Abraham Lincoln, a dit que l'on pouvait tromper tout le temps une personne ou tout le monde une fois, mais pas tout le monde tout le temps. Richard Nixon tombe pour avoir oublié ce sage précepte.

* *

Les Français ont peine à croire que la politique puisse être innocente, et ils ont entendu trop de mensonges chez eux et hors de chez eux pour n'en avoir pas pris quelque peu l'habitude. Aussi l'idée que le président des Etats-Unis doive de perdre sa place aux libertés qu'il a prises avec la vérité ne laisse-t-elle pas de les étonner. Quant au scandale du Watergate, on a beau dire que l'affaire des écoutes du Canard enchaîné *n'en est que la modeste réplique, le fait est que la douce France en a connu d'autres.*

Nos vieilles nations catholiques, à force de le fréquenter, sont devenues bien indulgentes au péché. Mais les Américains, malgré les débordements de la contestation et de la contre-culture, malgré un prodigieux défoulement sexuel, rançon de décennies d'hypocrisie, n'ont pas encore vraiment dénoué le cocon de moralisme dans lequel les puritains ont enserré leur vie politique. Les représentants peuvent être véreux, les sénateurs corrompus : pas le président. Le suffrage universel, expression de la volonté divine — vox populi, vox Dei, — *lui confère une onction de nature quasi sacrale. De l'homme revêtu de la « cape présidentielle », on attend qu'il soit désormais autre : c'est le fondement de son autorité et du respect qu'il est en droit d'exiger de tous ses concitoyens. Avant Nixon, Johnson déjà avait porté un rude coup à la « crédibilité » de la Maison Blanche. Si on avait laissé son successeur poursuivre sur cette voie sacrilège, c'est l'institution présidentielle elle-même qui aurait risqué de faire quelque jour les frais de la colère d'un peuple abusé.*

(Lire la suite page 2.)

La chute de l'homme de nulle part

Par ALAIN CLEMENT

Le 30 janvier 1974 s'éteignait, dans l'inattention générale, un certain Murray Chotiner. Petit avocat d'affaires à Washington, il avait occupé diverses fonctions secondaires à la Maison Blanche, qui s'en était finalement séparée. Il en concevait de l'aigreur, mais la gardait pour lui : son heure ne revenait-elle pas périodiquement ? Car Murray Chotiner n'était pas seulement un « conseiller » intermittent de M. Nixon. Il était inextricablement mêlé à son ascension depuis près de trente ans. La persévérance et la ténacité dont on crédite M. Nixon n'étaient pas des qualités de naissance. Il lui fallut pour les forger le concours de tempéraments intrépides l'encourageant à chaque étape difficile : un Chotiner, un Kissinger (le rapprochement peut paraître audacieux; il n'est pas téméraire), non un Rogers, son premier secrétaire d'Etat, ou un Finch, à qui échurent, en 1968, l'éducation et les affaires sociales, tous deux connaissances de longue date de Richard Nixon, mais trop bienveillants pour durcir son énergie.

Peut-être les rochers sur lesquels s'appuya M. Nixon n'étaient-ils que les contreforts cachés de la roche Tarpéienne : cela reste à prouver dans le cas de M. Kissinger, qui donna à l'administration Nixon sa seule vedette de classe internationale. Voire dans le cas de M. Chotiner, qui, tout en initiant de bonne heure son patron-protégé à l'art de la perfidie meurtrière, lui enjoignit, un jour d'énervement — ils ne manquèrent pas dans leurs relations — de « faire des discours et de laisser les autres se salir les mains ».

Faute, jusqu'à ce jour, du témoignage posthume de celui qui fut le besogneux Méphisto de M. Nixon, et qui s'était même fait le visage de l'emploi, force est, *pour tenter de saisir la complexité* du « plus solitaire » des présidents américains, de scruter sa généalogie. Homme de nulle part, M. Nixon n'est pas parti de rien. Au dix-septième siècle, des Nixon auraient fait partie des « colons » implantés par Cromwell dans une Irlande écrasée. Sur le sol américain, une *ascendance* à peu près continue peut être reconstituée tant du côté paternel que du côté maternel, les Milhous, qui allaient donner son double prénom à Richard M. (Milhous) Nixon.

Le premier rameau nixonien, signalé au Delaware autour de 1700, ne réussit pas à s'enraciner. Ce qui, de génération en génération, caractérisa, en effet, la famille Nixon, c'est l'endurance au travail, mais aussi la pérégrination en quête d'une stabilité sociale qui la fuit. A quatre-vingts ans, un George Nixon transfère ses pénates de Pennsylvanie à la pointe sud-ouest de l'Ohio. Le propre père de « RMN », Francis Anthony (Frank) fait un peu tous les métiers : après un essai malheureux dans la pomme de terre, il élève des moutons au Colorado, puis est embauché comme poseur de câbles par une des premières compagnies d'électricité de la région.

(Lire la suite page 4.)

AU JOUR LE JOUR — Sans rancune

Si l'on a bien compris le message d'adieu de Richard Nixon, l'ex-président des Etats-Unis a démissionné de ses fonctions parce qu'il n'avait plus le soutien des parlementaires de son pays.

Si l'on a bien entendu ce message d'adieu, on peut alors se demander pourquoi un homme qui a tendu la main à la Chine, établi la paix au Vietnam et apaisé le conflit au Proche-Orient, se trouve dans l'obligation de partir.

C'est sans doute qu'on nous a caché quelque chose et que, dans la dignité, le président a préféré se sacrifier, afin d'éviter un scandale mystérieux qui salirait l'image des Etats-Unis.

En somme, M. Nixon a pardonné au passé et donné sa caution au futur. C'est heureux pour M. Gerald Ford, son successeur, dont la tâche aurait sans cela été insurmontable.

BERNARD CHAPUIS.

★ TRENTE-DEUXIÈME ANNÉE — N° 9421 32 PAGES DERNIÈRE ÉDITION VENDREDI 2 MAI 1975

A LUANDA

Nouveaux affrontements entre nationalistes angolais

LIRE PAGE 8



Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : Jacques Fauvet

1,20 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,30 dh ; Tunisie, 100 m. ; Allemagne, 1 DM ; Autriche, 8 sch. ; Belgique, 10 fr. ; Canada, 60 c. cts ; Danemark, 2,75 kr. ; Espagne, 20 pes. ; Grande-Bretagne, 14 p. ; Grèce, 15 dr. ; Iran, 45 ris. ; Italie, 250 l. ; Liban, 125 p. ; Luxembourg, 10 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas, 0,85 fl. ; Portugal, 11 esc. ; Suède, 2 kr. ; Suisse, 0,90 fr. ; U.S.A., 65 cts ; Yougoslavie, 10 n. din.

Tarif des abonnements page 7

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 Paris
Télex Paris no 65572
Tél. : 770-91-29

LA FIN DU CONFLIT DU VIETNAM

Les forces révolutionnaires ont pris le contrôle de Saigon qui devient « Ville-Ho-Chi-Minh »

La guerre du Vietnam est terminée. Le gouvernement révolutionnaire provisoire contrôle tout le Sud depuis que, mercredi matin 30 avril, ses chars sont entrés dans Saigon, dans l'ordre, sous les acclamations d'une partie de la population. Deux heures plus tôt, à l'issue d'entrevues à l'aérodrome de Tan-Son-Nhut entre le vice-président Huyen et une délégation du G.R.P., le président Minh avait annoncé la reddition de ses troupes en débandade. Ce dernier a été emmené par les vainqueurs vers une destination inconnue.

Saigon avait vécu une folle nuit : la tension était grande, et des pillards ont mis à sac tous les bâtiments anciennement occupés par les Américains. L'arrivée des hélicoptères à bord de l'armada américaine croisant au large du Sud a aussi donné lieu à des scènes hallucinantes. Parmi les passagers figuraient, outre les derniers Américains qui ont quitté le Sud, un certain nombre de Vietnamiens, dont le général Nguyen Cao Ky.

A Hanoï, la réunification est considérée comme une réalité, même si l'on sait qu'il faudra encore des étapes avant que l'unité formelle, juridique du pays soit restaurée. La capitale du Nord sera aussi la capitale de l'ensemble du Vietnam.

● A WASHINGTON, *le gouvernement a tiré la leçon de ce que le président Ford a appelé, dans un message à la nation, « la fin d'un chapitre de l'expérience américaine ». M. Kissinger a indiqué, au cours d'une conférence de presse, que les Etats-Unis avaient cru jusqu'au dernier moment pouvoir négocier avec le G.R.P. l'évacuation de leurs ressortissants et amis, mais que, devant la pression croissante des révolutionnaires, il avait fallu précipiter l'opération.*

● A PHNOM-PENH, *l'évacuation des centaines de personnes réfugiées à l'ambassade de France est en cours. Un premier contingent est arrivé, par la route, non loin de la frontière thaïlandaise.*

● A PARIS, *le gouvernement, qui avait vivement critiqué, mardi, la méthode retenue pour cette évacuation, a envoyé un haut fonctionnaire en Thaïlande pour accueillir les Français du Cambodge, a annoncé, mercredi, à l'issue du conseil des ministres, M. André Rossi. Le gouvernement a décidé de désigner un fonctionnaire auprès du premier ministre pour l'accueil et le reclassement des fonctionnaires français, tant du Cambodge que du Vietnam, qui reviendraient en France prochainement.*

Le porte-parole du gouvernement a déclaré que le conseil des ministres s'était préoccupé du côté humanitaire de la situation, mais qu'il n'avait pas fait de commentaires sur la situation actuelle après la prise du pouvoir par le G.R.P. au Vietnam du Sud. En réponse à une question, M. Rossi a déclaré que les éléments en possession du gouvernement français « laissent penser que la situation à Saigon n'est pas comparable à celle qui a prévalu à Phnom-Penh ».

Une tâche gigantesque

La paix est revenue au Vietnam. Les deux syllabes vietnamiennes qui la désignent — « hoa-binh » — n'avaient, pour l'immense majorité du peuple du Nord et du Sud, aucune signification précise avant ce mercredi 30 avril 1975. Elles servaient seulement à formuler un espoir tant de fois assassiné pendant la guerre française, puis au lendemain des accords de Genève — en 1954 — et, enfin, après la signature de l'accord de Paris — en 1973.

Les deux camps donnaient de la paix des définitions si contradictoires que la fin de la guerre passait nécessairement par l'écrasement de l'un par l'autre. Saigon voulait exterminer les communistes et tout ce qui, de près ou de loin, remettait en question le régime pro-américain. C'était d'ailleurs mettre sous le boisseau la question essentielle de la réunification. Or, l'objectif de l'unité du Vietnam était réaffirmé dans tous les documents internationaux. En dépit des différences régionales, il n'a été nié par aucun Vietnamien — pas même par le général Thieu !

L'autre camp — celui des révolutionnaires du Sud comme du Nord — n'a jamais caché sa détermination d'éliminer toutes les forces politiques et militaires qui, d'une façon ou d'une autre, représentaient les intérêts de l'étranger. La conquête de l'indépendance, proclamée par Ho Chi Minh, est devenue le premier des mots d'ordre du G.R.P. et de Hanoï. Il s'appliquait d'abord aux Américains et à leurs alliés saigonnais, mais aussi aux pays frères : l'aide était acceptée et même demandée avec empressement. Sans elle, sans ces milliers de camions, ces centaines de chars, ces fusées, ce carburant, ces fusils et ces canons, la guerre n'aurait pas été ce qu'elle a été. Mais, a-t-on toujours dit à Hanoï, il était normal qu'une telle assistance fût accordée, et elle ne pouvait s'accompagner de pressions politiques.

Ce camp-là a donc éliminé l'autre. Le pire a même été évité. Le président Minh a eu la sagesse de ne pas se battre jusqu'au dernier soldat et d'ouvrir Saigon — « Ville-Ho-Chi-Minh », disent déjà les communistes — aux troupes de l'armée du G.R.P. et du Nord. En deux mois, les forces saigonnaises, qui, en 1973, tenaient les quarante-quatre capitales provinciales sans exception, ont perdu ville après ville, province après province. Si l'on met à part la courte bataille de Ban-Me-Thuot, puis celle de Xuan-Loc, la prise du pouvoir du G.R.P. s'est faite sans pertes notables. Cette ultime phase de la guerre d'Indochine aura aussi été la moins meurtrière. Rien qui ressemble dans les événements de mars et d'avril 1975 aux boucheries de 1968 et de 1972. C'est que, cette fois, il n'y a pas eu, en fait, d'offensive nord-vietnamienne, mais débâcle de l'adversaire, écroulement soudain d'un régime, d'un système à bout de souffle, sans soutien populaire et lâché par l'allié américain.

Le nouveau régime dispose ainsi d'une formidable armée de soldats et de commissaires politiques. Ceux-ci vont quadriller le pays, et d'abord Saigon, ce monstre gonflé de centaines de milliers de réfugiés, d'enfants souvent délinquants et drogués, de commerces parasitaires nés de la guerre. Une tâche gigantesque attend le G.R.P. Il va lui falloir administrer vingt millions d'habitants, les nourrir, les vêtir, les éduquer. Sans doute va-t-il choisir comme priorité le renvoi dans les campagnes des paysans réfugiés. Si tout se passe à Saigon comme cela s'est passé à Da-Nang, ils n'auront pas à se faire prier. Pour ce peuple de riziculteurs, le mot paix va trouver un sens immédiat : le retour au terroir, ce nouvel enracinement charnel dont ni les Américains ni leurs protégés locaux n'avaient jamais saisi la portée et sans la compréhension duquel la victoire communiste sur la plus grande puissance du monde demeure un mystère.

Une entrée en bon ordre

C'est dans une ville épuisée par la guerre et la grande tension nerveuse de l'ultime nuit que sont entrées, mercredi 30 avril, les forces armées de libération du Vietnam du Sud. Le général Minh a lu son ordre de cessez-le-feu à la radio, à 10 h. 15, heure de Paris. Deux heures plus tard, les forces du G.R.P. quadrillaient méthodiquement les rues de Saigon, désormais « Ville Ho-Chi-Minh ».

Après avoir lu son dernier message, le général Minh s'est rendu au palais présidentiel où, entouré de quelques collaborateurs, il attendait l'arrivée de représentants du G.R.P. Les soldats chargés de garder le palais se retiraient dans l'ordre, laissant le bâtiment ouvert à quiconque se présentait. Le général disait alors à un journaliste de l'A.F.P. : « *Aujourd'hui ou demain, je les attends. Oui, il fallait le faire. Il fallait sauver des vies humaines, des vies vietnamiennes et des vies françaises aussi. Racontez à l'ambassadeur de France que vous m'avez vu ici.* »

Les premiers chars de l'armée communiste sont entrés dans la ville aux alentours de midi.

(Lire la suite page 3.)

M. Kissinger : une très pénible expérience

De notre correspondant

Washington. — Le jugement de l'histoire peut attendre. Pour le moment, cessons de nous plaindre les uns des autres, pansons nos blessures et tournons-nous vers l'avenir, a dit en substance M. Kissinger, dans une conférence de presse radio-télévisée, donnée immédiatement après la publication du message du président Ford. Pour le secrétaire d'Etat, ce dernier requiem pour le Vietnam a été pénible.

Très sombre, renonçant au moindre sourire, il a reconnu que le Vietnam avait été « *une très pénible expérience* » et même ajouté qu'il saurait « *en tirer les conséquences, si l'expérience établissait que je ne peux plus remplir la mission que le président m'a confiée* ».

HENRI PIERRE.

(Lire la suite page 4.)

La guerre de trente ans

La guerre d'Indochine a commencé il y a trente ans au Tonkin. Née dans l'indifférence, et même dans l'ignorance des faits, poursuivie dans l'aveuglement, achevée dans la précipitation en faisant la part du feu, elle a été pendant sept ans la guerre de la France. Parce que moins moderne, elle a été moins cruelle que la guerre suivante, la guerre américaine qui s'achève. Mais les erreurs et les mensonges qui l'ont jalonnée, du début à la fin, devraient nous inciter à plus de modestie et à plus de discrétion à l'égard des Etats-Unis.

Faut-il rappeler que, proclamée dès le 11 mars 1945 à l'instigation des Japonais, l'indépendance du Vietnam, purgée de cette hypothèque, aurait pu être consacrée à la conférence de Fontainebleau, en août 1946 ? Mais les nationalistes indochinois, communistes ou non, tenaient autant à l'unité qu'à l'indépendance, et le gouvernement français croyait pouvoir ruser encore, refusant la première revendication et marchandant la seconde. Deux erreurs, qui sont à l'origine des deux guerres. Le conflit commençait six mois plus tard à l'insu même du gouvernement. Une troisième erreur s'ajoutait qui, elle aussi, devait durer trente ans : à la solution politique, le gouvernement français posait un préalable militaire. Or c'était la démarche contraire qui était la seule possible : la paix passait par un règlement politique. Les Américains ne l'ont pas plus compris que les Français.

A la myopie indochinoise s'ajoutait une myopie mondiale. L'Inde était indépendante depuis 1947 et l'Indonésie depuis 1949. La même année, Mao était à Pékin. Et, perdant une à une ses raisons d'être, la guerre se poursuivait en Indochine. L'armée française y sacrifiait en vain une promotion de saint-cyriens par an ; les finances s'y épuisaient, relayées bientôt par le Trésor américain...

J. F.

(Lire la suite page 5.)

AU JOUR LE JOUR

L'entracte

Après une génération, voici la paix revenue sur le Vietnam. Demain, l'Histoire gardera le souvenir de ce moment qui libère un pays du pire des esclavages : celui des armes, de la violence, de la haine. On n'entendra que la clameur de joie, on ne verra que les drapeaux neufs claquant au vent.

De près, ces événements ont moins de beauté. Ils ont leur cortège de pillage, de panique et de répression. C'est peut-être pour cela qu'un rideau impénétrable s'est abaissé sur Phnom-Penh et, sans doute demain, tombera sur Saigon.

Tout ce qu'on peut espérer est que l'entracte ne dure pas trop longtemps et que le rideau se relève bientôt sur un épisode nouveau plus serein, plus heureux, plus libre de l'histoire d'un peuple.

ROBERT ESCARPIT.

Quelle Indochine ?

par MICHEL TATU

L'Histoire s'écrit une fois de plus dans le sang et les larmes. Ce que nous voyons s'achever en Indochine n'était pas seulement une guerre, mais une révolution. La population de Saigon et du Vietnam du Sud ne connaîtra plus les combats mais il lui reste à être façonnée selon la ligne « correcte » de ses nouveaux dirigeants avec tout ce que cela entraîne d'épuration et de mise au pas. Sans doute peut-on espérer que le communisme plus orthodoxe — et plus ancien — que celui des Khmers rouges va leur éviter les fautes d'improvisation qu'ont visiblement commises leurs alliés cambodgiens ; déjà l'expérience de Da-Nang, où les étrangers restés sur place ont pu assister sans être inquiétés au changement de pouvoir, plaide en ce sens. Mais, par-delà la « lutte de classes » qui va succéder à l'affrontement des armées, quelle Indochine est en train de naître sur la scène internationale ?

Le premier trait qui semble devoir devenir commun aux nouveaux régimes de la région est une tendance au repli sur soi, à la fermeture vis-à-vis de l'étranger. L'hermétisme propre aux régimes communistes, leur goût pour l'information monolithique et canalisée, expliquent pour la plus grande part ce phénomène, mais de nouveaux motifs vont probablement s'y ajouter. Après des guerres prolongées qui étaient elles-mêmes des séquelles de la colonisation, les nouveaux pouvoirs éprouvent une méfiance compréhensible, mais exacerbée, *devant la moindre menace* d'intervention étrangère, sur n'importe quel plan : militaire, bien entendu, mais aussi politique et psychologique. Même la presse occidentale va faire les frais de cette méfiance. Elle a certes, aux yeux des révolutionnaires, joué un rôle utile en dénonçant les horreurs de la guerre et en attirant l'attention sur les faiblesses du camp adverse, mais ce rôle n'a plus de raison d'être maintenant que ce camp a disparu et que les journalistes pourraient être les témoins gênants des « contradictions » et « bavures » de la révolution à accomplir. C'est du moins ce que l'on peut redouter, surtout si l'exemple du Cambodge devait devenir la règle.

L'ostracisme vise davantage encore les gouvernements occidentaux. Après les Etats-Unis, bien entendu, qui ne sont sans doute pas près de se remettre du double Dunkerque qu'ils ont connu à Phnom-Penh et à Saigon, la France est ici sur la sellette. Déjà les avertissements du G.R.P. invitant les pays étrangers à n'imposer « *aucune tendance politique ni aucune personnalité* » visaient à l'évidence les efforts un peu voyants déployés par M. Mérillon, ambassadeur de France à Saigon, pour trouver un successeur « acceptable » au président Thieu. On prend moins de gants à Phnom-Penh, puisque les rares proclamations des nouvelles autorités n'hésitent pas à mettre sur le même plan « *les anciens et les néo-colonialistes* », voire « *les sauvages ennemis impérialistes français et américains* ».

(Lire la suite page 4.)

Le Monde à 1,30 F

A partir du 2 mai, le prix de vente des quotidiens sera augmenté. Celui du « Monde » passera de 1,20 F à 1,30 F.

(Lire page 21.)

A L'OCCASION DE LA FÊTE DU 1er MAI

« LE MONDE » comme tous les autres quotidiens ne paraîtra pas demain

DANS NOTRE PROCHAIN NUMERO :

LE MONDE DES LIVRES et LE MONDE DU TOURISME ET DES LOISIRS

FUSSLI AU PETIT PALAIS

Le parti du diable

CONÇUE avec une clarté dans l'analyse et un soin exemplaire, l'exposition Füssli devrait être une révélation pour le public parisien. En effet, à l'exception d'un grand tableau conservé au Louvre, *Lady Macbeth*, Füssli n'est pas représenté dans nos collections publiques, et sa bibliographie, où l'on ne peut guère citer qu'un essai publié en 1942 par Edmond Jaloux, montre à quel point il a été négligé par l'érudition et le goût français.

C'est sans doute que le peintre parut inégal dans un pays où l'on a très tôt pensé en termes de peinture pure, et il est bien vrai que l'exécution ne correspond pas toujours chez lui à la puissance de l'image. Certains de ses tableaux inspirés de Shakespeare, d'Homère ou de Milton n'en témoignent pas moins d'un bonheur exceptionnel dans la résurrection des mythes que le Siècle des Lumières avait relégués parmi les accessoires de la superstition. Et le choix de dessins présentés au Petit Palais montre bien que Füssli est un de ces princes des ténèbres qui ont su choisir dès leur jeunesse le parti du diable et dont les cauchemars, l'humour cruel, les obsessions érotiques, correspondent parfaitement au goût de notre temps.

Ce prince des ténèbres fut aussi, sur le plan intellectuel, une des figures les plus singulières de l'Europe de 1800. Issu du « Sturm und Drang », admiré aussi bien de Lawrence que de Goethe, disciple apostat de Rousseau, traducteur de Winckelmann mais découvrant à Rome une Antiquité et une Italie infiniment plus violentes que celles des théoriciens allemands, visionnaire et sceptique, Füssli touche à la raison comme à la folie, appartient à deux mondes, le monde de la Germanie nocturne et celui des légendes méditerranéennes. Il est une des personnalités-clefs de l'ère néo-classique, le symbole même de ses contradictions culturelles, on pourrait presque dire idéologiques, et si le terme de « préromantisme » a un sens, c'est bien à son propos qu'il faut l'employer.

ANDRÉ FERMIGIER.

(Lire la suite page 15.)

TRENTE-TROISIÈME ANNÉE — N° 9838

32 PAGES DERNIÈRE ÉDITION

VENDREDI 10 SEPTEMBRE 1976

En Grande-Bretagne

LE SYNDICAT DES GENS DE MER LANCE UN ORDRE DE GRÈVE alors que le congrès des Trade Unions entérine le « contrat social »

LIRE PAGE 10

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,40 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,50 dir. ; Tunisie, 100 m. ; Allemagne, 1 DM ; Autriche, 10 sch. ; Belgique, 12 fr. ; Canada, $ 0,65 ; Danemark, 3 kr. ; Espagne, 25 pes. ; Grande-Bretagne, 20 p. ; Grèce, 18 dr. ; Iran, 45 ris. ; Italie, 300 L ; Liban, 125 p. ; Luxembourg, 12 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas, 1 fl. ; Portugal, 12,50 esc. ; Suède, 2,25 kr. ; Suisse, 1 fr. ; U.S.A., 65 cts ; Yougoslavie, 10 n. din.

Tarif des abonnements page 21

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 Paris
Télex Paris n° 650572
Tél. : 246-72-23

MAO TSE-TOUNG EST MORT

UN VIDE ÉNORME

Il est difficile de définir ce qui suscite la plus grande émotion quand disparaissent les monstres sacrés d'une époque et les bâtisseurs d'histoire : conscience de la fragilité d'un destin humain égal pour tous ; affliction des disciples et de tous ceux à qui l'œuvre accomplie a apporté une vie meilleure ou qu'un intense « culte du chef » transforme désormais en orphelins ; enfin, le sentiment du vide soudainement créé à la tête d'une nation.

Si de très grands personnages du dernier tiers de siècle, Churchill, de Gaulle, Adenauer, sont morts après avoir quitté leurs fonctions, Mao rejoint le groupe des Roosevelt, Staline, Kennedy, Franco, qui ont disparu comme lui au faîte des honneurs.

Les historiens commenteront sans doute longtemps l'extraordinaire prestige acquis par Mao tant chez lui qu'à l'extérieur, au point que le rêve de tout homme d'Etat étranger était d'être reçu dans le célèbre bureau chargé de livres de la Cité interdite. Comme pour Tito — ultime grand survivant de la dernière guerre mondiale encore en vie, — sa gloire était d'abord celle du succès atteint à l'issue d'un très long combat, celle aussi du défi lancé contre plus fort que lui, maintenu dans l'incrédulité générale et finalement victorieux. Les Etats-Unis et Tchiang Kaï-chek d'abord, l'U.R.S.S. ensuite, en firent l'expérience.

Le triomphe d'une révolution plus complète et radicale que tout ce qui avait été vu précédemment dans l'histoire, même en Russie, puis l'unification et la restauration de l'indépendance de la plus vieille et grande nation de la terre, voilà ce que personne ne pourra enlever à Mao.

Les méthodes seront bien entendu contestées, et pas seulement sur le plan de la morale et du droit dit « bourgeois ». Comme tout révolutionnaire, Mao Tse-toung a brisé sans ménagement les obstacles et même les vies, toutes les fois qu'il l'a jugé nécessaire, sans approcher pourtant, et même de loin, ce qu'a fait dans le genre son ancien allié Staline. Il a eu aussi le grand mérite, à la différence de ce dernier, de prévoir très tôt les dangers de la « déviation bureaucratique » dans un régime socialiste, et de s'y opposer avec une rare constance.

Y est-il vraiment parvenu ? De la « campagne des cent fleurs » dans les années 50 à la « lutte contre la bourgeoisie au sein du parti », dont l'affaire Teng Hsiao-ping, ces derniers mois, n'a été que le dernier rebondissement, Mao Tse-toung n'a cessé depuis près de vingt ans de secouer l'« appareil » qu'il voyait s'organiser à divers niveaux de la machine d'Etat et du parti. « Feu sur le quartier général ! ». Il fallait beaucoup d'audace et d'originalité de la part d'un chef de parti pour lancer un tel mot d'ordre, déclenchant une révolution culturelle dont les débordements faillirent mettre en péril toute autorité dans le pays.

Cela dit, Mao a surtout gouverné, du moins dans les dernières années de sa vie, par le verbe, sans toujours bien voir que les détenteurs du pouvoir réel, les fonctionnaires du gouvernement, de l'armée et du parti, férus d'ordre et tout naturellement attachés à leurs privilèges, ne se laissaient pas impressionner. Leur autorité d'ailleurs n'était-elle pas nécessaire à la bonne marche des affaires, surtout dans le système très hiérarchisé qu'est resté malgré tout celui du socialisme, même chinois ? Encore maintenant ses plus ardents zélateurs semblent se recruter beaucoup plus parmi les hommes de plume que parmi les hommes de gouvernement, fatigués des campagnes incessantes contre les « déviations ».

Aujourd'hui, pourtant, les uns et les autres ont intérêt à serrer les rangs. C'est à cette seule condition qu'ils parviendront un jour, s'il est possible, à combler l'énorme vide qui s'est créé à la tête de la Chine.

Le comité central du P.C. chinois rend hommage au « grand maître du prolétariat international, des nations et des peuples opprimés »

Mao Tse-toung est mort, le jeudi 9 septembre, à Pékin, à 0 h. 10 (heure locale, soit 18 h. 10 mercredi à Paris). La nouvelle a été annoncée par Chine nouvelle à 10 heures (heure de Paris). L'agence a diffusé un long communiqué rédigé par le comité central du P.C., le gouvernement, l'Assemblée et la commission militaire du comité central. Mao, qui aurait eu quatre-vingt-trois ans le 26 décembre, est décédé « à la suite de l'aggravation de sa maladie et en dépit des soins intensifs qui lui ont été prodigués par tous les moyens ». Le président souffrait depuis longtemps de la maladie de Parkinson.

La population chinoise s'attendait à la disparition de Mao. Le communiqué diffusé par la radio a néanmoins fait l'« effet d'une bombe ». Les drapeaux ont immédiatement été mis en berne et dans les rues de la capitale les haut-parleurs diffusent successivement des marches funèbres et « l'Internationale ». Beaucoup d'hommes et de femmes pleurent, rapporte l'A.F.P., qui signale également quelques bousculades sans gravité.

Le communiqué publié à Pékin insiste à la fois sur le rôle joué par Mao au service de la révolution chinoise, et sur l'apport de sa pensée au plan international : lutte contre le « révisionnisme » qui est « animé par la clique renégate soviétique », et combat pour la libération des peuples. Mao est qualifié de « grand maître du prolétariat international, des nations et des peuples opprimés ».

Aucune précision n'est donnée sur les obsèques, mais un communiqué officiel annonce qu'une cérémonie solennelle d'hommage aura lieu le 18 septembre, à 15 heures locales, à Pékin. Toutes les distractions sont suspendues jusqu'à cette date et la population sera invitée à rendre hommage au défunt à partir du 11 septembre. Aucune délégation étrangère ne sera invitée aux cérémonies.

Mao Tse-toung ne laisse pas de successeur désigné à la présidence du parti communiste et le vide provoqué en janvier par la mort du premier ministre Chou En-lai n'a pas été comblé. M. Hua Kuo-feng est certes désormais le numéro un du régime depuis l'élimination de M. Teng Hsiao-ping des organes dirigeants, mais il détient le pouvoir depuis trop peu de temps pour être en mesure de s'imposer comme le chef incontesté.

● A MOSCOU, la nouvelle du décès a été annoncée sans commentaire par l'agence Tass quelques minutes seulement après la diffusion du communiqué de Chine nouvelle.

Un choc auquel les autorités avaient préparé la population

De notre correspondant ALAIN JACOB

Pékin. — La mort du président Mao Tse-toung a été annoncée simultanément par la radio et par l'agence Chine nouvelle à 16 heures, heure de Pékin. Le bruit courait depuis le début de l'après-midi qu'une communication importante était imminente, et, à l'heure dite, des groupes de Chinois, le visage grave, étaient réunis autour des postes de radio. Beaucoup ne purent retenir leurs larmes lorsqu'ils comprirent le deuil qui frappait la nation. Dans les heures qui suivirent, des groupes se formaient sur les trottoirs pour commenter la nouvelle. Aucun service d'ordre particulier cependant n'avait été mis en place. Devant la résidence du président, deux sentinelles montaient la garde, en début d'après-midi, comme à l'accoutumée.

La relative rapidité avec laquelle la nouvelle a été annoncée — beaucoup plus tôt par rapport à l'heure du décès que pour Chou En-lai le 8 janvier — laisse supposer, d'une part, que l'aggravation de l'état de santé du président Mao permettait de prévoir sa fin imminente, d'autre part que toutes les dispositions ont été prises depuis plusieurs jours pour faire face à l'événement.

Dans la population, le choc est inévitable. Sans doute les esprits ont-ils été, en partie, préparés de plusieurs façons. D'abord, par les images montrant le président de plus en plus affaibli. Ensuite, par l'annonce en juin que son état de santé ne lui permettait plus de recevoir de visiteurs étrangers.

(Lire la suite page 7.)

L'homme qui a refait la Chine

par ALAIN BOUC et ROBERT GUILLAIN

Dans le raccourci d'une vie, l'aventure de Mao Tse-toung déroule le film prodigieux des révolutions de la Chine contemporaine. Par sa naissance en 1893, il plonge encore dans la vieille Chine impérialiste. Sa prime jeunesse en voit l'ébranlement avec la guerre sino-japonaise (1895), la révolte des Boxers (1900) et le partage du pays par les Occidentaux. A dix-neuf ans, il acclame la république de Sun Yat-sen. A trente-quatre ans, il commence son long combat contre la dictature de Tchiang Kaï-chek. A cinquante-six ans, enfin, le voilà à la tête d'une Chine qu'il a conquise au communisme.

« Le petit paysan qui voulait être instituteur », tel pourrait être le premier chapitre de sa biographie. Mao naquit le 26 décembre 1893 à Chaochan, petit village au milieu des rizières du Hounan, province de la Chine centrale. Son père était un ancien soldat redevenu paysan. Il voulait faire de son garçon un paysan comme lui-même et ses deux autres fils, et le rossait en citant Confucius. Mao répliquait en citant un autre passage sur les devoirs d'un bon père. Comme il devait le dire plus tard avec humour, il se rebellait déjà contre le gouvernement.

A l'école du village il avait pris le goût de préférer les livres à la charrue. Il entra à l'école secondaire de Changsha, capitale de la province, où soufflaient alors les vents de la modernisation et du « savoir occidental ». Mao désertait la classe pour la bibliothèque municipale, où il lisait en traduction de passionnants auteurs : Darwin, Rousseau, Spencer, Stuart Mill et d'autres encore. Il a conté plus tard, toujours avec autant d'humour, comment il hésita, pour faire carrière, entre l'académie de police, la savonnerie et l'institut du commerce, avant de se présenter enfin à l'école normale de Changsha, où il fut reçu brillamment : on afficha sa copie d'examen.

Il y passa cinq années, de 1913 à 1918 ; il acheva sa mutation de paysan en intellectuel. Il partageait ses études entre la vieille culture chinoise et les idées occidentales qui agitaient profondément la Chine : libéralisme, socialisme, nationalisme. Déjà épris d'action, il fonda parmi ses camarades un petit groupe d'avant-garde, comme il en naissait beaucoup à l'époque, sous l'égide d'une revue progressiste de Pékin, la Jeunesse. « J'étais alors un idéaliste », dira-t-il du personnage qu'il était avant d'avoir découvert Karl Marx.

La découverte du marxisme, c'est le chapitre deuxième de sa vie. La scène avait changé. A vingt-cinq ans, diplômé de son école normale, le jeune provincial, avec d'autres Hounanais, était « monté » à Pékin. La capitale en cette année 1918 bouillonnait d'idées neuves et entendait les échos des bouleversements européens : révolution russe, paix de Versailles. Plusieurs amis de Mao décidèrent de partir pour la France, qui offrait des bourses aux étudiants chinois. Mao alla jusqu'à Changhaï pour les mettre au bateau des Messageries maritimes, mais, fait remarquable, il préféra rester lui-même au pays. Plus tard, il ne devait presque jamais quitter la Chine.

De retour à Pékin, il eut de nouveau une bibliothèque comme lieu d'élection, mais cette fois-ci il en était le bibliothécaire adjoint — adjoint d'un homme qui allait être l'un des fondateurs du parti communiste chinois, Li Ta-chao. Une deuxième influence s'exerça sur lui, celle de Chen Tu-hsiu, directeur de la revue la Jeunesse, et bientôt, lui aussi, un des fondateurs du P.C.

La naissance du parti eut lieu en 1921, à Changhaï, en juillet : Mao, qui avait vingt-huit ans et s'était converti au marxisme l'année d'avant, était parmi la douzaine d'hommes qui créaient en secret le nouveau parti. Ce fut bientôt l'époque où celui-ci, dans ses débuts incertains, pratiquait, avec la bénédiction des conseillers soviétiques qui arrivaient de Moscou, une politique de collaboration avec le Kouomintang (Parti du peuple et du pays), dont la vedette allait être un général ambitieux, nommé Tchiang Kaï-chek.

(Lire la suite page 2.)

AU JOUR LE JOUR

LES DIEUX DU SIÈCLE

Quand un chef sacré meurt de vieillesse en ce monde, les peuples désemparés considèrent toujours cette mort comme une mort violente.

Lorsque les écoliers de l'an 3000 ouvriront leur livre d'histoire à la page du vingtième siècle, ils liront peut-être : « U.R.S.S. : Staline ; Yougoslavie : Tito ; Grande-Bretagne : Churchill ; France : de Gaulle ; Chine : Mao. » Ils demanderont alors : « C'était le nom des capitales ? », et l'instituteur répondra : « Non, c'était le nom des dieux de ce siècle. »

Et les enfants des écoles se gratteront la tête, pensant qu'il devait être difficile pour les hommes de vivre en un temps où les dieux mouraient.

BERNARD CHAPUIS.

L'HOMMAGE DE M. GISCARD D'ESTAING : « Un phare de la pensée mondiale »

M. Valéry Giscard d'Estaing a rendu publique, jeudi 9 septembre en début d'après-midi, la déclaration suivante :

« Avec le président Mao Tse-toung s'éteint un phare de la pensée mondiale. Venu de la profondeur populaire de la Chine, l'ayant arraché à son humiliation passée, il a réussi par la seule vigueur de son action et par l'audace de sa réflexion, à lui rendre la place centrale que lui reconnaissait l'histoire. Par la voix de son président, le peuple français adresse à l'immense peuple chinois l'expression de ses profondes condoléances pour la perte de celui qu'il appelait son Grand Timonier. »

LA V[e] RÉPUBLIQUE AUJOURD'HUI

L'ÉTAT BLOQUÉ

par ROGER-GÉRARD SCHWARTZENBERG

On parlait naguère de « société bloquée ». A présent, ce que risque de démontrer le gouvernement Barre, deux semaines après sa formation, c'est la manière dont la V[e] République est devenue un Etat bloqué. Un appareil figé. Avec des mécanismes grippés, qui entravent son fonctionnement, qui le mettent pratiquement hors d'usage. Hors service. En tout cas pour servir l'ensemble de la collectivité nationale.

Pourtant, la science politique « systématique » ou fonctionnaliste le souligne volontiers : la vertu principale d'un système politique, c'est sa « capacité d'innovation », d'évolution. C'est son aptitude à convertir les attentes sociales en décisions politiques. En demeurant flexible et maniable. Pour s'adapter souplement aux développements politiques et sociaux. Pour réagir fidèlement aux influences de son « environnement ».

Or, aujourd'hui, l'appareil du pouvoir paraît incapable d'organiser ou de canaliser le changement véritable. Tant il est devenu rigide. Tant il s'installe dans l'impasse politique et constitutionnelle. Tous freins serrés, la machine de l'Etat tourne sur elle-même. Sans enclencher réellement aucun des mécanismes du renouvellement. Ni le changement de gouvernement à l'initiative de l'exécutif. Ni la crise ministérielle ouverte au Parlement. Ni la perspective de l'alternance. Aucun de ces amortisseurs de la démocratie ne paraît véritablement en état de marche.

Parler d'impossible changement de gouvernement peut sembler étrange quinze jours après que M. Barre a remplacé M. Chirac. Certes, vu de l'Elysée, ou des clans U.D.R., l'événement est considérable. Mais un changement de premier ministre n'est pas un changement de gouvernement. Pour le reste, la « nouvelle » équipe se compose aux trois quarts de membres de l'ancienne.

(Lire la suite page 13.)

D'un grand prince poète

Parmi les contradictions qui, selon Mao, tissent l'histoire nécessaire des hommes et des sociétés, les socialistes comprises, j'en distingue une éclatante, glorieuse, qui n'a pas tout à fait échappé à celui qui en est le lieu : savoir celle qui oppose aux directives de Yenan, à tout ce qui s'imprime en Chine désormais sous le nom de poésie — et dont Michelle Loi vient de proposer en version française un volumineux dossier — les poèmes de langue classique élaborés par Mao en personne. Depuis la « grande révolution culturelle » en particulier, ce décapage du passé — un passé de près de quatre millénaires, — les quelques poèmes publiés par celui qui fut le maître de la Chine font figure, dans les lettres chinoises arasées, de ces pitons qui émergent d'une zone géographique érodée : les cheminées des fées.

Cheminées des fées, en vérité : quel plus bel et juste éloge leur administrer, puisque l'écrivain a ce double rôle de mainteneur et de chambouleur : mainteneur d'une langue qu'il s'agit de transmettre intelligible à ses fils et arrière-neveux, chambouleur de tout ce qui dans cette langue est vermoulu, de tout ce qui dans quelque société qu'il vive, féodale, capitaliste, socialiste, fasciste, doit être changé, rénové ou détruit.

Or, Lou Siun, le seul prosateur chinois du XX[e] siècle qui doit à sa mort en temps pour lui utile de trouver grâce devant le maoïsme officiel (encore qu'on l'ait oblitéré durant la frénésie « culturelle » et qu'on s'occupe activement à le remettre au goût du jour, lequel ne sera peut-être pas celui des lendemains de Mao), Lou Siun, donc, écrivit d'excellents Contes anciens à notre manière, où les fables de l'Antiquité deviennent autant de leçon d'exempla politiques pour la Chine de la première moitié du XX[e] siècle.

ETIEMBLE.

(Lire la suite page 3.)

TRENTE-QUATRIÈME ANNÉE — N° 10 206 — 48 PAGES — MARDI 22 NOVEMBRE 1977

EN MOINS DE 48 HEURES

Une vingtaine d'attentats commis en France

LIRE PAGE 16



Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : Jacques Fauvet

1,60 F

Algérie, 1,30 DA; Maroc, 1,60 dir.; Tunisie, 1,30 m.; Allemagne, 1 DM; Autriche, 11 sch.; Belgique, 13 fr.; Canada, $ 0,75; Danemark, 3,50 kr; Espagne, 35 pes.; Grande-Bretagne, 20 p.; Grèce, 20 dr.; Iran, 45 rls; Italie, 350 l.; Liban, 175 p.; Luxembourg, 13 fr.; Norvège, 3 kr.; Pays-Bas, 1,25 fl.; Portugal, 17 esc.; Suède, 2,80 kr.; Suisse, 1 fr.; U.S.A., 65 cts; Yougoslavie, 10 n. din.

Tarif des abonnements page 43

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 Paris
Télex Paris n° 650572
Tél. : 246-72-23

LA « MISSION DE PAIX » DU PRÉSIDENT ÉGYPTIEN A JÉRUSALEM

Les deux clés du royaume

De la fantastique tribune universelle que lui offraient, au-delà des murs de la Knesset, les satellites mondiaux de télécommunications, le président Sadate a adressé à ses adversaires un discours d'une rare hauteur de vues, où les accents de ferveur religieuse venaient renforcer la rigueur de l'argumentation et la noblesse de l'inspiration. Il a reconnu avec éclat l'existence de l'Etat d'Israël, accepté à l'avance toutes les garanties qu'il pourrait souhaiter, balayé d'un souffle par instants prophétique les haines et les rancœurs d'une guerre de trente ans en prenant de tels risques personnels que le voici, comme l'écrit par boutade un quotidien britannique, à la fois candidat à la balle d'un terroriste et au prix Nobel de la paix.

Dans sa réplique, le premier ministre israélien, tout en prenant acte d'un courage hors du commun, n'a pas voulu traiter au fond le problème posé par l'incroyable démarche de son hôte. Le vieux survivant du massacre de son peuple, marqué par trop de haines et d'épreuves et animé par une inébranlable certitude de son bon droit, a lui aussi parlé de la paix. Il l'a fait en termes émouvants, mais sans rien dire des deux conditions que le monde arabe met à un règlement : l'évacuation des territoires conquis en 1967 et la prise en considération des droits du peuple palestinien.

Les deux hommes ne semblaient même pas ébaucher un rapprochement sur la procédure du règlement. M. Begin s'est sans doute référé, comme le président égyptien, aux résolutions de l'ONU et à la conférence de Genève. Mais il a tant insisté sur les vertus des accords bilatéraux avec ses voisins qu'il a donné l'impression de souhaiter des « paix séparées » avec les belligérants et de vouloir exploiter des contradictions exacerbées par l'initiative du principal d'entre eux. En outre, s'il a dit que « tout est négociable » — conformément à la position officielle de son pays, — cette concession paraît bien formelle dès lors que, pour l'essentiel : renonciation à la Cisjordanie où il ne veut voir que la Judée et la Samarie israélienne par définition, et reconnaissance des droits palestiniens, rien n'est venu indiquer que le chef du Likoud soit prêt au compromis qu'il a toujours frappé d'anathème.

En fait, ce n'est ni de la même paix ni de la même justice que l'on a parlé dimanche sous la coupole de la Knesset. Pour les Arabes, dont M. Sadate était — si vilipendée que soit ici et là sa démarche — le fidèle et éloquent porte-parole, la « juste paix » passe par la reconnaissance des « réalités » qu'a sanctionnées la communauté internationale. Pour M. Begin, justice ne sera rendue à Israël que s'il conserve, face à ses voisins, l'intégralité d'un patrimoine biblique reconquis de haute lutte. A ses yeux, il n'existe hautte lutte.

Par une ironie de l'histoire, c'est de tous les dirigeants israéliens l'homme le moins porté à la comprendre qui a reçu l'offre du président égyptien. Habile à l'éluder, il n'y a pas répondu. Son inébranlable fermeté, précieuse en des temps de querelle et de colère, n'était pas la vertu qu'exigent les grands moments de conciliation. Les clés du royaume de la paix et de la coopération heureuse où il veut mener son peuple n'étaient pas celles que proposait son hôte.

Aux yeux de l'opinion mondiale, des Israéliens eux-mêmes et de la Diaspora, le président Sadate a acquis, au soir de son discours à la Knesset, plus de stature et de crédit. Son voyage ne peut, quoi qu'en disent ses adversaires arabes, être réduit à l'équipée d'un Don Quichotte oriental pourfendant des moulins.

• M. Sadate adjure Israël de prendre des « décisions radicales » pour éviter une nouvelle guerre
• M. Begin annonce un accord sur la représentation palestinienne à la conférence de Genève

M. Menahem Begin, premier ministre israélien, qui donnait ce lundi matin une conférence de presse commune avec M. Sadate, a annoncé qu'il s'était mis d'accord avec le président égyptien pour que les Palestiniens « soient dûment représentés à Genève ». « Quant à la poursuite du dialogue entre Israël et l'Egypte, *a-t-il ajouté,* c'est une question de lieu géographique. » *M. Begin a également annoncé que, sur la demande de M. Sadate, il avait remis à plus tard le voyage qu'il envisageait de faire au Caire.*

Le président Anouar el Sadate, à qui Le Caire a préparé un accueil triomphal, devait quitter Israël ce lundi, dans l'après-midi, au terme d'une visite historique de deux jours.

Cette visite, malgré les espoirs qu'elle a suscités tant en Israël que dans de nombreuses capitales, n'a guère apporté d'éléments nouveaux quant au fond du dossier. M. Sadate lui-même l'a reconnu indirectement ce lundi matin. Prenant une deuxième fois la parole devant la Knesset (le Parlement israélien), il a déclaré, en effet : « C'est à Israël, maintenant, de prendre des décisions radicales, fondées sur deux points : la sécurité et plus jamais de guerre. La plupart de ces décisions, *a poursuivi le président égyptien,* seront dures pour vous, mais vous devez les prendre. Que Dieu vous guide ! »

M. Menahem Begin, de son côté, à la suite de son entretien de lundi matin avec le président égyptien, a fait preuve d'optimisme. Il a affirmé devant les journalistes : « Je ne prétendrai pas que nous avons résolu tous nos problèmes, mais je peux réellement dire qu'il y a un progrès. Le président Sadate retournera en Egypte en homme satisfait et, nous, nous sommes assurément satisfaits. » *M. Begin a qualifié de* « très bon » *le communiqué qui a été publié à la fin des entretiens.*

Ces déclarations de M. Begin ont contribué à un certain regain d'optimisme en Israël, après la déception relative qui avait suivi le discours jugé intransigeant du premier ministre, qui répondait au président égyptien. Dans les pays arabes, en revanche, la déception, voire la colère, l'emporte largement ce lundi.

A Paris, M. Raymond Barre a confirmé, dimanche, que la France s'était opposé à une démarche commune des « Neuf », *qui saluait* « l'initiative courageuse et constructive du président Sadate ». *A Moscou, en revanche, la presse et la télévision ont largement fait écho, depuis samedi, aux manifestations hostiles à M. Sadate, qui se sont déroulées dans de nombreux pays arabes.*

Un dialogue pathétique

De notre envoyé spécial

Jérusalem. — Sadate a perdu son pari, il rentre au Caire bredouille. Tel est, en substance, le commentaire que l'on recueillait lundi matin dans l'entourage du raïs. « *Le rêve se transforme en cauchemar,* y entendait-on. *Begin n'a pas modifié d'un iota ses positions.* »

Le discours prononcé dimanche soir par le premier ministre israélien a profondément déçu, provoquant l'amertume et souvent l'indignation, des Egyptiens. L'un d'eux nous disait : « *Nous aurions mieux fait de rester chez nous, car la situation est sans doute aujourd'hui beaucoup plus grave qu'elle ne l'était avant notre arrivée en Israël.* »

Le président égyptien avait pourtant fait trois concessions de taille : la reconnaissance préalable de l'Etat juif et de sa capitale, concrétisée par son séjour en Israël, l'offre qu'il fit dans sa propre allocution de conclure une paix totale et l'attitude qu'il adopta à l'égard de l'O.L.P., dont il s'abstint de prononcer le nom.

ÉRIC ROULEAU.

(Lire la suite page 3.)

Ce lundi matin, avant de se rendre à la Knesset, le président Sadate a accordé une audience à trois personnalités de Cisjordanie, M. Elias Freij, maire de Beth éem ; M. Anouar Al-Khatib, ancien gouverneur de Jérusalem, et M. Hismet Al-Masri, ancien président de la Chambre jordanienne et notable important de Naplouse. Les trois hommes ont exprimé leur « profonde satisfaction » au terme de leur entrevue.

En fin de matinée, le chef de l'Etat égyptien s'est à nouveau rendu à la Knesset, où deux heures d'entretien avec les parlementaires israéliens étaient prévues.

Dans les discours prononcés dimanche après-midi devant la Knesset, et dont on trouvera les textes dans les pages 4 à 6, le président Sadate avait notamment déclaré : « *J'ai décidé de venir vers vous pour que nous puissions établir une paix permanente fondée sur la justice.* » Il avait rappelé les cinq conditions mises à cette paix : la fin de l'occupation des territoires arabes, la satisfaction des droits fondamentaux du peuple palestinien, le droit pour tous les pays de la région de vivre dans des frontières sûres et garanties, l'établissement entre eux de relations conformes à la Charte des Nations unies et la fin de l'état de belligérance. Dans sa réponse, le chef du gouvernement israélien avait rappelé que « *le peuple juif a toujours voulu la paix* » et proposé à tous les voisins d'Israël de négocier et de signer au plus tôt une « *paix véritable ouvrant une nouvelle ère de prospérité, de croissance, de développement et de grandeur* ».

Une semaine avec la région PROVENCE — ALPES — COTE D'AZUR

« Le Monde » passe cette semaine avec la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Chaque jour, sur plusieurs pages, paraîtront les [illegible] qui la composent.

Et pour conclure, nous poserons la question : comment ces six départements si divers, si opposés parfois, sentent-ils et organisent-ils leur solidarité ? Comment s'y efforce le conseil régional présidé par une personnalité nationale, M. Gaston Defferre ?

(Lire pages 21 à 28.)

AU JOUR LE JOUR
RHÉTORIQUE

Quoi qu'on en dise, M. Begin a, par deux fois, nommé les Palestiniens dans son discours : une fois par périphrase, en parlant des anciens habitants de l'Eretz Israël, puis une autre fois par prétérition, lorsqu'il a dit qu'il était prêt à négocier « non seulement » avec les Etats arabes qu'il a énumérés et a laissé le « mais encore... » en suspens.

Il ne faut pas mépriser les figures de la rhétorique. Elles permettent de tourner les intransigeances doctrinales, de transformer en échange de vues un apparent dialogue de sourds et de négocier même sur ce qui n'est pas négociable.

Si la recherche de la paix au Proche-Orient laissait au président Sadate et à M. Begin le loisir de s'occuper d'autres affaires, je suggérerais bien à certaines personnes de les inviter en France avant les prochaines élections.

Serait-ce pour cette raison que notre gouvernement n'a pas cru devoir souhaiter bon voyage au président égyptien ?

ROBERT ESCARPIT.

LES GRILLES DU TEMPS

Entretien avec Jean Elleinstein

Universitaire, professeur agrégé d'histoire, Jean Elleinstein, que « le Monde » la Résistance au P.C.F., occupe une position à la fois originale et controversée parmi les intellectuels communistes. Directeur adjoint du Centre d'études et de recherches marxistes, candidat de son parti dans plusieurs élections, et notamment, en 1978 comme en 1973 d'ailleurs, au quartier Latin, à Paris, il a consacré de nombreux ouvrages et études à l'analyse et à la condamnation du stalinisme, du culte de la personnalité et à la critique de certains aspects du régime soviétique.

Ces prises de position, et notamment son « Histoire de l'U.R.S.S. » et son « Sur Staline », lui ont valu de rudes attaques à l'intérieur même du mouvement et du parti communiste. Sa récente « Lettre ouverte aux Français sur la République du Programme commun » (Albin Michel) suscite également de vifs commentaires en sens divers.

Après Jacques Delors, praticien et théoricien socialiste du changement social, qui traitait, ici même, il y a une semaine de « la chape de plomb dont l'Etat couvre la société » et prônait pour la détruire « la démocratie directe », c'est à un écrivain et historien communiste, Jean Elleinstein, que « le Monde » a demandé ses « grilles du temps » sur la crise de la société et de l'Etat, ses remèdes et ses prévisions.

I. — Inventer une nouvelle société socialiste

« C'est peu dire qu'il existe une crise de la civilisation occidentale. Comment vous apparaît aujourd'hui cette crise ?

— D'abord, elle n'est pas nouvelle : la crise est une véritable constante de notre siècle et la conséquence du grand cataclysme qui a commencé en 1914 avec la première guerre mondiale. Les conflits entre les grands pays européens ont amené la ruine d'une partie de l'Europe, qui a précipité le déclin, voire la décadence, de l'Occident, dont parlait déjà Spengler. Economiquement, l'Europe occidentale, qui dominait le monde jusqu'à la guerre de 1914 perd de son influence dans le commerce, dans l'économie, dans les techniques, et c'est l'époque où les Etats-Unis deviennent les premiers dans le monde. Ensuite il y a eu la crise de 1929, qui touche très profondément les Etats-Unis, puis tous les pays européens.

» Dès le début des années 70, les signes avant-coureurs d'une nouvelle crise économique se sont fait jour. En 1974, la crise a frappé très fortement un certain nombre de pays occidentaux. C'est une crise de type nouveau qu'il est beaucoup plus difficile de combattre que ce ne fut le cas pour la crise de 1929. La maladie semble moins grave, mais, à mon sens, elle est plus profonde, même si les manifestations extérieures n'en sont pas aussi impressionnantes.

— Je vous dis « crise de civilisation », vous me répondez « crise économique ».

— Vous avez tout à fait raison. Mais la crise économique est une composante décisive de la crise de civilisation. Une société qui, économiquement et socialement, ne se sent pas sûre d'elle-même et a les problèmes que nous connaissons, en particulier celui du chômage, est évidemment une société dont la crise est grave. De plus, à la crise économique s'ajoute naturellement la crise sociale.

Propos recueillis par PIERRE VIANSSON-PONTÉ.

(Lire la suite page 2.)

STRAVINSKI VU PAR LOUIS ERLO

Bas les masques !

« Je commence par la technique et achève par l'inspiration » : *cette curieuse déclaration faite par Igor Stravinski lors de la création du* Rake's Progress *en 1951 à Venise est l'exact résumé d'une œuvre paradoxale qui n'a pas fini d'étonner et d'agacer, venant d'un homme de si puissant génie que le compositeur du* Sacre du printemps. *Cet opéra suscité par une suite de huit gravures de Hogarth retraçant la « carrière d'un libertin », fabriqué dans le moule du dix-huitième siècle avec arias, duos, trios, chœurs, etc., sur un livret de Wystan Auden* « aussi bon sinon meilleur » *que celui de Da Ponte pour* Don Giovanni, *Stravinski affecte de le considérer comme son triomphe « poétique »,* « une création dans la domination totale et absolue de la technique sur la matière ».

Aussi vivant que les statues de cire du musée Grévin, aussi proche du Mozart que les Faux-Monnayeurs *de Gide le sont de Balzac, cet opéra pourtant ne cesse de fasciner les meilleurs en scène (le Monde du 6 février 1977), et Louis Erlo en donne actuellement, avec les jeunes de l'Opéra-Studio, un spectacle admirable et émouvant, attestant qu'en définitive, au bout de tant de faux a priori, il y a bien l'inspiration...*

La merveille de ce spectacle (chanté en français) est que la musique, avec ses décalques d'une habileté diabolique, ses « plagiats » de toutes les époques (Mozart, mais aussi Monteverdi, Haendel, Glück, Rossini, Bellini, Tchaïkovski, etc.) qui restent obstinément stravinskistes, n'empêche pas les personnages de nous toucher et parfois même les y oblige. Car Louis Erlo, ignorant superbement les travestissements de cette musique sans âge enracine au contraire l'action dans son époque (celle de Hogarth) et dans son sujet (cette « moralité » à la manière de Faust *et de* Don Giovanni).

JACQUES LONCHAMPT.

(Lire la suite page 31.)

TRENTE-CINQUIÈME ANNÉE -- N° 10 404 — 32 PAGES — DERNIÈRE ÉDITION — JEUDI 13 JUILLET 1978

Explosion dans un camping espagnol

Cent quinze morts plus de deux cents blessés

LIRE PAGE 32

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : Jacques Fauvet

1,80 F

Algérie, 1,30 DA; Maroc, 1,80 dir.; Tunisie, 130 m.; Allemagne, 1,20 DM; Autriche, 12 sch.; Belgique 13 fr.; Canada, $ 0,75; Danemark, 3,75 kr.; Espagne, 40 pes.; Grande-Bretagne, 25 p.; Grèce, 22 dr.; Iran, 50 ris.; Italie, 400 l.; Liban, 200 p.; Luxembourg, 13 fr.; Norvège, 3 kr.; Pays-Bas, 1,25 fl.; Portugal, 22 esc.; Suède, 2,80 kr.; Suisse, 1,10 fr.; U.S.A., 85 cts; Yougoslavie, 13 din.

Tarif des abonnements page 11

5, RUE DES ITALIENS 75427 PARIS -- CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 Paris
Télex Paris n° 650572
Tél. : 246-72-23

LA PRÉPARATION DU SOMMET OCCIDENTAL DE BONN

Tâche difficile pour MM. Vance et Gromyko

Rarement rencontre soviéto-américaine se sera ouverte dans une atmosphère aussi lourde que celle de MM. Vance et Gromyko, à partir de ce mercredi, à Genève. En acceptant de recevoir personnellement, à peine terminés ses entretiens avec son collègue soviétique, Mme Chtcharansky, épouse d'un homme que son interlocuteur considère officiellement comme un « traître », en laissant entendre que celle-ci sera également reçue à Washington par le vice-président Mondale, le secrétaire d'État s'écarte des usages diplomatiques d'une manière qui pourrait être considérée comme une « provocation » à Moscou. Par là même, il répond à l'autre provocation qu'a été la décision soviétique d'organiser une spectaculaire série de procès de dissidents à la veille même de cette rencontre.

Du côté soviétique, le but poursuivi est triple : en contraignant M. Vance à venir renouer le dialogue au beau milieu d'une vague de répression en U.R.S.S., *le Kremlin entend démontrer* aux dissidents comme à ses autres sujets que les protestations occidentales en général et américaines en particulier ont leurs limites. Il veut aussi dissuader M. Carter de pousser trop loin à l'avenir sa campagne pour les droits de l'homme, en lui montrant notamment que ses engagements publics dans des cas concrets conduisent à une escalade dangereuse pour son prestige et en fin de compte à une impasse. Peut-être aussi Moscou a-t-il cherché à « punir » le gouvernement américain pour le mauvais accueil réservé à M. Gromyko en mai dernier à Washington. Le ministre soviétique avait été vivement pris à partie alors pour la politique de son gouvernement en Afrique, et une nouvelle proposition de l'U.R.S.S. sur les SALT — à propos du remplacement des missiles existants — avait été rejetée après un examen sommaire.

M. Carter a du mal, dans ces conditions, à justifier la politique contradictoire et changeante qu'il mène à l'égard de l'U.R.S.S. depuis dix-huit mois. Même sa décision d'envoyer M. Vance à Genève est sévèrement critiquée au Congrès. Pour M. Dole, l'un des espoirs du parti républicain, elle équivaut à « participer à la boucherie qui se déroule aujourd'hui en Union soviétique » ; d'autres personnalités du camp des « durs » plaident pour une suspension pure et simple des conversations sur les armements stratégiques (SALT), arguant non sans raison qu'un éventuel traité les concernant n'aurait aucune chance de trouver aujourd'hui au Sénat la majorité des deux tiers nécessaire à sa ratification. Le gouvernement, soutenu par plusieurs journaux influents, fait valoir que la recherche d'un accord SALT est déjà suffisamment difficile, et le sujet trop important pour les intérêts américains, pour que d'autres considérations y soient attachées.

M. Gromyko aurait tort cependant de voir dans sa « démonstration » une victoire. Sans doute est-il de l'avantage de tous que les problèmes d'armements soient discutés selon leurs propres mérites ; en dehors même des SALT, de bons progrès ont été faits entre Soviétiques, Américains et Britanniques sur la voie d'un accord interdisant tous les essais nucléaires, et M. Vance a salué encore tout récemment *le « sérieux »* des nouvelles propositions faites par Moscou sur la réduction des forces en Europe. Mais les procès en cours ne facilitent les concessions sur aucun sujet.

Même si le courant d'échanges Est-Ouest dans les domaines économiques, technologiques et culturels n'est pas à la hauteur des espoirs suscités il y a quelques années par la « détente », l'annulation récente de deux visites de scientifiques américains en U.R.S.S. montre que ce courant peut encore être réduit et que Moscou n'a rien à y gagner.

Un entretien avec M. Giscard d'Estaing

« La réduction des importations américaines de pétrole et celle de l'excédent commercial japonais conditionnent le redressement de l'économie mondiale »

A la veille de la rencontre au sommet des sept pays les plus industrialisés (Etats-Unis, Japon, République fédérale d'Allemagne, France, Grande-Bretagne, Italie et Canada), qui se déroulera à Bonn les 16 et 17 juillet, M. Giscard d'Estaing a bien voulu accorder au Monde, comme il l'avait fait avant le dernier sommet de cette nature, à Londres, en mai 1977, la longue interview qu'on lira ci-dessous.

Le président de la République constate que la crise économique mondiale résulte essentiellement du mauvais équilibre des échanges enre les sept pôles qu'il montre dans un dessin de sa main. Il estime que chacun doit apporter sa contribution à la solution de la crise, mais que deux éléments conditionnent tout espoir de redressement : la diminution du déficit pétrolier américain et celle de l'excédent commercial japonais. Il expose ce que sont à son avis les avantages de la zone de stabilité monétaire européenne, dont la création vient d'être décidée par le conseil européen de Brême, et se déclare partisan d'« organiser l'Europe dans les frontières de sa civilisation et de son histoire ». *Ce qui implique l'entrée de l'Espagne dans la C.E.E. Cela dit, il y a un problème pour le Sud-Ouest, et c'est l'occasion de le traiter* « avec les transitions et les garanties nécessaires ».

M. Giscard d'Estaing considère une majoration de 1 à 1,5 % des taux de croissance de l'économie des pays industrialisés comme un objectif souhaitable. Il préconise un transfert de ressources vers les pays en développement pour leur permettre de se doter de « moyens autonomes » *de production. Enfin, il exprime le vœu que la France ne se présente pas* « en miettes » *aux élections européennes et se déclare déterminé à empêcher que l'Assemblée européenne, une fois élue, ne déborde des compétences définies par les traités.*

« Les dirigeants des sept principaux pays industrialisés vont se retrouver à Bonn. Qu'attendez-vous de cette rencontre ?

— Elle a pour objet, comme vous le savez, de procéder à une analyse de la situation économique internationale et de définir une action concertée visant à accroître l'activité économique et à améliorer l'emploi. Constatons d'abord que la crise dure depuis quatre ans, mais que ce n'est pas une crise uniforme ; elle s'est accompagnée d'un certain nombre de transformations qui font que le monde en crise de 1978 n'est pas tout à fait le monde en crise de 1974.

» Je citerai deux exemples : la crise actuelle, à la différence de celle des années 1930, a été marquée par une période de croissance, mais de croissance variable suivant les pays concernés. Au cour des trois années 1975-1976-1977, la production intérieure brute du Japon a progressé en volume de 14,4 % et celle des Etats-Unis de 9,5 %. Les chiffres sont de 9,1 % pour la France, de 5,7 % pour l'Allemagne fédérale, de 4, 1 % pour l'Italie et de 1,2 % pour le Royaume-Uni. La crise s'accompagne donc d'une modification des rapports ou des structures.

» Deuxième exemple : alors qu'on espérait que le chômage se résorberait avec une certaine rapidité, on s'aperçoit que, dans la totalité des pays d'Europe, les chiffres de 1978 seront plus mauvais que ceux de 1975. En revanche, la situation de l'emploi s'améliore aux Etats-Unis et le taux de chômage est resté très bas au Japon. Concluons qu'on ne peut avoir une vision uniforme de la crise économique internationale : il y a un problème européen à côté des problèmes américain et japonais.

— Il y a aussi une très grande différence dans les taux d'inflation d'un pays à l'autre...

— Oui, à cette nuance près que, au cours de cette période, les écarts de taux d'inflation ont tendu à se réduire, les plus élevés, notamment ceux de la Grande-Bretagne et de l'Italie, ayant diminué.

— En revanche, on s'attend pour la France à un taux d'inflation supérieur à celui de l'année dernière alors que celui de la République fédérale ne sera pas supérieur. N'y a-t-il pas là facteur de déséquilibre relativement sérieux ?

— Pas nécessairement. Mais ce que je veux dire, et je m'accompagnerai pour le faire d'un dessin, c'est que, pour bien analyser ce qui se passe dans le monde à l'heure actuelle, il faut voir que les relations économiques sont nombreuses et complexes. Il faut donc analyser les relations entre les divers pôles d'activité pour voir comment on peut revenir à une situation d'équilibre et éliminer les situations déflationnistes qui freinent l'activité économique et l'emploi.

— Mais quels sont ces pôles?

— Il y a d'abord quatre pôles industrialisés, tous situés dans le Nord. L'Amérique du Nord, l'Europe de l'Ouest, le Japon et les pays industrialisés socialistes.

— C'est la quadrilatérale...

— C'est, si vous voulez la quadrilatérale. Il y a deux pôles dans le Sud : d'une part les pays en voie de développement non producteurs de pétrole et d'autre part ceux qui en produisent.

» Il existe enfin un pôle à cheval entre le Nord et le Sud : les pays en voie d'industrialisation, catégorie dont on commence à tenir compte, et qui comprend le Mexique, le Brésil, certains pays de l'Asie du Sud-Est, etc. Les relations entre ces sept pôles portent à la fois sur les échanges commerciaux, sur les paiements courants, sur les transferts de capitaux ou d'aides ; elles impliquent à la fois des situations d'équilibre et des situations de très profond déséquilibre.

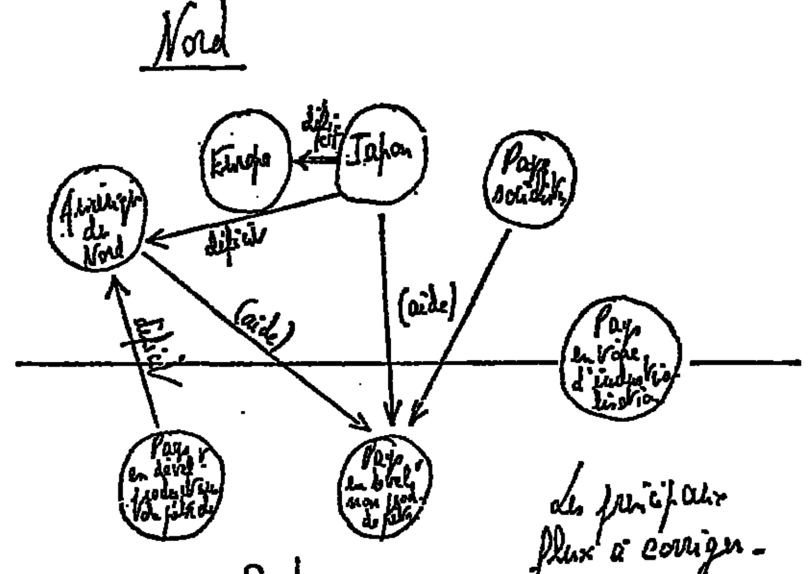
» On doit encore tenir pour ainsi dire en réserve un huitième pôle : la Chine, du fait de ses dimensions ; mais, comme actuellement ses relations sont sensiblement équilibrées avec le reste de l'économie mondiale, elle ne se présente pas — au regard de notre analyse — comme un pôle particulier.

» Il nous faut donc, en résumé, à Bonn, analyser ces différentes situations de déséquilibre, et voir comment s'y prendre pour les corriger.

Propos recueillis par ANDRÉ FONTAINE et MAURICE DELARUE.

(Lire la suite page 26.)

LE CROQUIS DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE



LIRE PAGE 7

La France en sommeil

VACANCES...

par Philippe de Saint-Robert

Tokyo n'attend rien de concret de la rencontre

Les Japonais, qui se préparent à faire face aux critiques de leurs partenaires lors du sommet de Bonn, n'attendent « rien de concret » *de cette rencontre, selon la propre déclaration de leur premier ministre, qu'on lira ci-dessous. Par ailleurs, le gouvernement nippon craint que les résultats — satisfaisants, à ses yeux — du conseil européen de Brême n'accentuent l'isolement du yen.*

De notre correspondant

Tokyo. — *« Il n'y a pas de « miracle » à attendre du sommet de Bonn. Si nous pouvons réaffirmer notre unité et notre volonté d'œuvrer ensemble, nous accomplirons un grand pas. L'essentiel est de faire prévaloir un esprit de coopération et d'harmonie, mais rien de concret ne peut sortir d'une réunion de deux jours. »* C'est en ces termes que, recevant les correspondants de quatre journaux européens, dont *le Monde*, le premier ministre japonais, M. Fukuda, a évoqué le prochain sommet de Bonn.

M. Fukuda ne pouvait être à la fois plus vague et plus clair. Les propos pour le moins abstraits du premier ministre reflètent toutefois avec franchise la conception japonaise du sommet de Bonn : une occasion d'échange de vues afin de parvenir à une idée commune de l'économie mondiale. Cette position est éloignée de celle de M. Giscard d'Estaing. Dans le contexte d'une confrontation larvée, le sommet de Bonn sera pour Tokyo un *« succès »* si tous les participants veulent qu'il ne soit pas un échec, ce qui nuirait à leur popularité respective. Tel est le sentiment des Japonais, qui n'envisagent apparemment aucune concession majeure.

La délégation nippone se rend à Bonn avec la double idée qu'elle sera en butte aux critiques de ses partenaires, mais aussi que son dossier est solide. En matière de croissance, M. Fukuda est très à l'aise : l'objectif de 7 % pour l'année fiscale en cours (avril 1978-mars 1979) est le plus élevé des pays de l'O.C.D.E. Et le premier ministre nous affirme que cet objectif *« sera atteint »*, ce qui n'est cependant l'avis ni des milieux d'affaires ni des instituts spécialisés. Ainsi, le Centre de recherche économique, qui fait autorité, estime que le taux de croissance ne dépassera pas 5,2 %, même dans l'hypothèse d'un budget supplémentaire de 1 200 milliards de yens, qui interviendrait si l'activité économique se développait à un rythme insuffisant cet automne.

En revanche, les Japonais s'attendent à être mis sur la sellette à propos du dialogue Nord-Sud. M. Fukuda nous réaffirme que son pays à un *« plan très concret »* pour augmenter son aide au tiers-monde.

PHILIPPE PONS.

(Lire la suite page 27.)

AU JOUR LE JOUR

LA FEMME DE CÉSAR

Certes, un procès peut être régulier sans être forcément public. Cela dépend des juges. Mais on comprend mal ce qui pousse les juges soviétiques à remettre périodiquement Huis clos *à l'affiche. L'enfer sartrien fascine-t-il à ce point l'imagination des dirigeants du Kremlin ?*

Il est vrai qu'il est difficile de changer un répertoire quand la troupe le connaît par cœur. Mais il n'est pas moins vrai que le public se lasse et demande à voir s'il y a du nouveau en coulisse. Il serait sage de le lui montrer pour apaiser ses soupçons.

Si la femme de César ne devait pas être soupçonnée, que dire de la justice soviétique, qui est fille de Staline.

ROBERT ESCARPIT.

ÉVANGILE ET RÉVOLUTION

Un théologien aux mains nues

« Les idées justes ne tombent pas du Ciel » : tel est le titre provocant, inspiré de Mao Tse-toung, du dernier livre de Georges Casalis. Mais, sous sa forme apparemment modeste, *le sous-titre du* même livre — « Eléments de « théologie inductive » — n'est pas pour rien, lui non plus, dans l'émoi qui s'est emparé de certains milieux bien-pensants. Pour le coup, devant cette sorte de manifeste de ce que l'auteur nomme lui-même une « contre-théologie », un touchant œcuménisme s'esquisse qui ne draine pas seulement les intégristes.

Tel que je le connais, Georges Casalis a donc apparemment de quoi être satisfait. Voulant provoquer des réactions, il désirait mettre à l'épreuve ses amis protestants et catholiques beaucoup plus que ses adversaires. Reste à savoir si cette épreuve de vérité lucidement recherchée ne va pas être couverte par des vociférations au lieu de permettre d'estimer jusqu'où peut aller trop loin l'ouverture de chrétiens dignes de ce nom.

Car enfin — et je tiens à le reconnaître en commençant plutôt que d'amadouer tout à l'heure le lecteur sur une conclusion apaisante — Casalis reste dans ce livre ce qu'il a toujours été : un de ces hommes de foi inébranlables qui ne jouent pas, comme tant le font aujourd'hui, avec le message de Jésus-Christ.

ANDRÉ MANDOUZE.

(Lire la suite page 11.)

TRENTE-HUITIÈME ANNÉE — N° 11 284 — MARDI 12 MAI 1981

La crise s'amplifie entre Israël et la Syrie

LIRE PAGE 34

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : Jacques Fauvet

2,80 F

Algérie, 2 DA ; Maroc, 2,30 dir. ; Tunisie, 220 m. ; Allemagne, 1,40 DM ; Autriche, 14 sch. ; Belgique, 20 fr. ; Canada, $ 1,10 ; Côte-d'Ivoire, 265 F CFA ; Danemark, 6 kr ; Espagne, 70 pes. ; G.-B., 35 p. ; Grèce, 40 dr. ; Iran, 125 rls. ; Irlande, 55 p. ; Italie, 800 L. ; Liban, 325 p. ; Luxembourg, 20 f. ; Norvège, 4,25 kr. ; Pays-Bas, 1,50 fl. ; Portugal, 40 esc. ; Sénégal, 240 F CFA ; Suède, 4,30 kr. ; Suisse, 1,30 F ; E.-U., 85 cents ; Yougoslavie, 38 din.

Tarif des abonnements page 34

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
C. C. P. 4207-23 PARIS
Telex Paris n° 654572
Tél. : 246-72-23

La très nette victoire de M. François Mitterrand va au-delà du rassemblement de toute la gauche et aggrave les divisions de la majorité sortante

- *M. Chirac veut regrouper les défenseurs de la Ve République mais M. Barre dénonce « ceux qui l'ont jouée à quitte ou double »*
- *Le premier ministre remettra sa démission « avant la fin du septennat »*
- *Le franc tombe près de son cours plancher au sein du S.M.E.*
- *Des manifestations d'enthousiasme ont eu lieu à Paris et en province*

Distancé d'une très courte tête le 19 mai 1974 (49,19 % des suffrages exprimés contre 50,81 %) M. François Mitterrand l'a nettement emporté, dimanche 10 mai 1981, sur le président sortant (51,82 % contre 48,17 %). Il a bénéficié tout à la fois de la parfaite discipline de l'électorat communiste, du report massif des voix écologistes et de l'appoint, non négligeable, de ceux qui avaient, le 26 avril, voté pour M. Chirac.

Aussi, le succès du candidat socialiste a-t-il aggravé les divisions de la majorité sortante. M. Barre a mis sévèrement en cause, sans le nommer, M. Chirac, en dénonçant « ceux qui avaient joué à quitte ou double le sort de la Ve République ». Le leader du R.P.R. appelle tous ceux qui veulent défendre les principes institutionnels du général de Gaulle à se rassembler.

M. Giscard d'Estaing a étudié, lundi avec ses collaborateurs, les modalités de la passation des pouvoirs en envisageant d'anticiper, éventuellement, sur les échéances prévues. Le premier ministre a annoncé qu'il démissionnerait avant la fin du septennat.

L'annonce de la victoire du candidat socialiste avait déclenché dans de nombreuses villes des manifestations d'enthousiasme dont aucune n'a dégénéré.

Dans les milieux boursiers, on prévoyait une forte baisse des cours, en particulier des actions des « groupes nationalisables ». Sur les marchés des changes le franc français a fléchi assez sensiblement à Zurich et à Tokyo.

UN NOUVEAU STYLE

A l'incrédulité succède la perplexité. Avant le premier tour de l'élection présidentielle, peu de gouvernements croyaient possible que le pouvoir change de mains en France ; après le second, tous se demandent ce que le scrutin du 10 mai signifie. C'est essentiellement sur son programme économique et social que le président élu a fait campagne, et même le débat télévisé n'a pas fait apparaître de divergences fondamentales sur la politique étrangère des deux candidats. Pourtant, toute politique est une, et ses aspects intérieurs et extérieurs sont indissociables.

Aussi ce sont les socialistes d'Europe occidentale au pouvoir ou dans l'opposition qui accueillent le plus favorablement M. Mitterrand. Ces derniers temps, ils n'avaient pas été gâtés par le suffrage universel, et beaucoup espèrent que la victoire socialiste en France marquera un renversement de tendance.

Le cas de l'Allemagne fédérale, principale partenaire de la France, où les socialistes, malgré de récents déboires, sont toujours bien implantés, est particulier. Si le chancelier Schmidt avait noué d'étroites relations avec le président sortant, M. Brandt, un des piliers du S.P.D., est un vieil ami de son successeur. S'il en était besoin, M. Schmidt, qui félicita M. Mitterrand avec un empressement significatif, userait de son entremise pour que l'entente franco-allemande, pierre angulaire de la construction européenne, reste prioritaire pour les deux pays.

Pour ce qui est des relations avec Moscou, et plus généralement des relations Est-Ouest, beaucoup dépendra de la nature du nouveau pouvoir : quel rôle joueront les communistes dans le gouvernement et la majorité ? Les superpuissances, toutes deux conservatrices, avaient manifestement souhaité le maintien du président en place, et redouteraient que le changement intervenu modifie l'équilibre européen.

M. Mitterrand a toujours souligné l'importance du tiers-monde et des problèmes du développement. Peut-être renoncera-t-il à quelques-uns des « gadgets » dont M. Giscard d'Estaing était friand : le « trilogue » afro-arabo-européen n'est sans doute pas indispensable. Très certainement, le nouveau président tentera de réduire les aspects les moins ragoûtants du commerce français, comme les ventes d'armes, et ne prendra pas de gants avec l'Afrique du Sud.

Il reste que la France, puissance moyenne, économiquement fragile, engagée dans un combat mondial, devra compter demain comme hier avec les réalités économiques et politiques. Toute coopération avec le tiers-monde coûte cher au départ, même si l'investissement est rentable à terme. Le conflit israélo-arabe dresse sur la voie de la coopération avec le monde arabe, et même avec tout le tiers-monde, un obstacle que l'enthousiasme qui a salué à Jérusalem la victoire de M. Mitterrand n'est pas de nature à effacer.

La géographie pour l'essentiel, l'histoire pour le reste, dictent la politique étrangère des Etats. La diplomatie est affaire de style, de volonté et de ténacité, d'où résulte l'efficacité. Le style de M. Mitterrand est très différent de celui de M. Giscard d'Estaing. Il a dans sa manière une générosité et une émotion que son prédécesseur a trop négligées. Quant à la volonté et à la ténacité, on peut faire confiance à un homme qui a mis seize ans à atteindre son but.

Le besoin de changement

Les Français ont élu leur nouveau président de la République sans le savoir et sans le dire. Ils ne l'ont pas su faute de connaître les sondages sur leurs intentions de vote, qui, dans la semaine précédant le second tour de scrutin et alors que la publication en était interdite, annonçaient inéluctablement la victoire de M. Mitterrand. Ils n'ont pas exprimé, sinon au dernier moment, dans les urnes, la formidable envie de changement qui les tenaillait.

Cette longue campagne qui a précédé l'élection, ils l'avaient suivie avec attention, mais sans passion. Sans élan, en tout cas, par comparaison à la vague qui avait porté M. Giscard d'Estaing en 1974 et à la mobilisation comparable de l'union de la gauche derrière M. Mitterrand. Pourtant, malgré la lassitude à l'égard de la politique qu'avaient provoquée les rivalités et les dissensions internes de la majorité et de l'opposition de gauche, depuis trois ans, malgré un discours officiel anesthésiant et efficacement relayé, quelque chose était en train de [illegible] le tréfonds national.

ANDRÉ LAURENS.

(Lire la suite page 3.)

Les raisons de l'échec

Un homme jusque-là protégé du destin a trébuché dimanche. Après avoir parcouru à grandes enjambées la [illegible] des [illegible], [illegible] à [illegible] concours scolaires à la magistrature suprême — tous les titres de la République, après avoir paru toujours gagner sans jamais souffrir, M. Valéry Giscard d'Estaing a connu une défaite douloureuse.

Le voici, son premier échec. Il est à la mesure de ses réussites antérieures : d'une certaine manière, disgrâce. La victoire de 1974 avait été acquise de justesse. C'est aujourd'hui la déroute. Celui qui avait, pendant des années, accumulé les « sans faute » décisifs se trouve soudain terrassé au terme d'une partie apparemment jouée correctement mais dont on devine maintenant les erreurs.

Mais comment savoir que l'on est en train de perdre, qu'il s'agisse du déroulement d'un septennat ou de celui d'une campagne électorale ?

En ce qui concerne le septennat, le doute n'était apparu que fort tard, et, encore, furtivement. C'était en décembre dernier, après des élections législatives partielles qui avaient marqué la fragilité de l'électorat giscardien.

NOËL-JEAN BERGEROUX.

(Lire la suite page 2.)

AU JOUR LE JOUR

C'est arrivé demain

J'ai sous les yeux un journal daté du lundi 11 mai. Un titre le barre : « Le parti socialiste revendique la direction du gouvernement. » Il tire les conséquences de la victoire électorale que vient de remporter la gauche.

Ce journal est jaune et poussiéreux, car si le jour est bien le lundi 11 mai, l'année est 1936.

Cet exemplaire est tombé sous ma main hier, dans le carton où je garde quelques souvenirs précieux.

J'y ai vu un signe. Ce que j'attendais depuis quarante-cinq ans est arrivé. Comme dans le film de René Clair, C'est arrivé demain.

ROBERT ESCARPIT.

Le succès et l'avenir

L'ELECTION de M. François Mitterrand à la présidence de la République, c'est d'abord la victoire de l'alternance, c'est-à-dire de la démocratie. Depuis vingt ans et plus, une même famille d'esprit était, sans partage, au pouvoir : une autre va lui succéder. Une grande partie du pays, et en première ligne les classes les moins favorisées et sa jeunesse vont enfin, souhaitons-le, se sentir mieux aimées, mieux comprises, mieux représentées, mieux défendues.

L'élection de M. François Mitterrand, c'est aussi le succès personnel d'un homme qui avait échoué de justesse en 1974, mais n'a jamais renoncé et l'a emporté grâce à son courage, à son intelligence, à son talent. Malgré une *campagne effrénée et, pour finir, mensongère* de son adversaire.

La victoire de M. François Mitterrand, c'est encore et tout naturellement, celle d'un parti nouveau qu'il a bâti avec foi, mais aussi celle de toute la gauche, qu'il a *finalement* rassemblée et, *au-delà d'elle*, de tous ceux qui, las d'un pouvoir à court d'idées, aspiraient au changement.

Cette victoire, c'est enfin celle du respect sur le dédain, du réalisme sur l'illusion, de la franchise sur l'artifice, bref, celle d'une certaine morale.

La défaite, c'est d'abord l'échec personnel de M. Valéry Giscard d'Estaing.

JACQUES FAUVET.

(Lire la suite page 3.)

	MÉTROPOLE			OUTRE-MER ET FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER			TOTAL		
Inscrits	35 462 661			809 876			36 272 537		
Votants	30 648 982			509 540			31 158 522		
Abstentions	4 813 679 (13,57 %)			300 336 (37,08 %)			5 114 015 (14,09 %)		
Blancs ou nuls	876 258 (2,47 %)			9 312 (1,14 %)			885 570 (2,44 %)		
Exprimés	29 772 724			500 228			30 272 952		
CANDIDATS	Nbre de voix obtenues	% suffr. expr.	% inscrits	Nbre de voix obtenues	% suffr. expr.	% inscrits	Nbre de voix obtenues	% suffr. expr.	% inscrits
MITTERRAND	15 548 270	52,22	43,84	140 660	28,11	17,36	15 688 930	51,82	43,25
GISCARD D'ESTAING	14 224 454	47,77	40,11	359 568	71,88	44,39	14 584 022	48,17	40,20

Les résultats ci-dessus, communiqués par le ministre de l'Intérieur, ne tiennent pas compte du vote exprimé par 39 548 électeurs inscrits en Polynésie française et par 80 161 Français inscrits hors de France.

DANS LA GRANDE TRADITION

Un écrivain-né

En France, vocations politiques et vocations littéraires se touchent souvent. Sous beaucoup d'hommes d'Etat veillent des écrivains rentrés, secrètement résolus à consolider leur gloire sur le tard, par un second destin d'artiste.

Chez François Mitterrand, le lien avec la littérature est moins frivole. Fût-ce pour mieux le congédier politiquement, ses adversaires lui ont toujours reconnu un tempérament d'écrivain-né. En le traitant de « ministre de la parole », son concurrent cachait mal le dépit d'avoir affaire à un ministre de l'écriture, plus proche que lui des Blum et des de Gaulle. Chaque phrase de Mitterrand, même dite, porte la marque de quelqu'un qui ne cesse de lire les grands auteurs, de griffonner, de raturer, bref, de rêver autour des mots, ces étranges machines à éclairer le réel, à fabriquer du sens. Un peu comme chez le Sartre des *Mots*, la chose écrite a pris chez le nouveau président la place laissée vacante par la transcendance chrétienne. C'est en quelque sorte sa dimension mystique. « *La littérature est toujours pour moi un paradis privilégié* », a-t-il redit aux *Nouvelles littéraires* à la veille du second tour. Il pourrait écrire, comme Hugo dans ses *Cahiers* : « *Je suis un homme qui pense à tout autre chose.* »

BERTRAND POIROT-DELPECH.

(Lire la suite page 6.)

Dans nos pages consacrées à l'élection présidentielle :

TRENTE-HUITIÈME ANNÉE Nº 11 470 — DERNIÈRE ÉDITION 3 — MARDI 15 DÉCEMBRE 1981

Selon la radio israélienne

JÉRUSALEM S'APPRÊTE A ANNEXER LE GOLAN

LIRE PAGE 38



Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : Jacques Fauvet

3 F

Algérie 2 DA ; Maroc, 2,50 dir ; Tunisie, 250 m. ; Allemagne 1,40 DM ; Autriche, 14 sch. ; Belgique, 20 fr. ; Canada, 1,10 $; Côte-d'Ivoire 265 F CFA ; Danemark, 6,50 kr ; Espagne, 70 pes. ; G.-B., 40 p. ; Grèce, 45 dr. ; Iran, 125 ris ; Irlande, 70 p. ; Italie, 900 l. ; Liban, 325 P ; Luxembourg, 20 f. ; Norvège, 4,75 kr ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 45 esc. ; Sénégal, 275 F CFA ; Suède, 4,30 kr ; Suisse, 1,30 f ; E.-U., 95 cents ; Yougoslavie, 36 d.

Tarif des abonnements page 16

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Télex Paris nº 650572
C.C.P. 4207 23 PARIS

Tél. : 246-72-23

La Pologne sous le contrôle des militaires

L'irréalisme socialiste

Alors que l'état de guerre n'était pas encore décrété en Pologne, le directeur de l'Institut du marxisme-léninisme demandait au parti de renoncer au monopole du pouvoir. Il a été entendu, sans doute au-delà de ses vœux. Le parti n'a plus le monopole, et on peut même se demander si, dans la situation actuelle, il participe réellement au pouvoir. Quelles que soient les précautions de langage prises pour justifier l'événement, ce qui s'est passé à Varsovie est un véritable coup d'État, et le nouvel organisme que les militaires qualifient de « Conseil de salut national » est plus simplement appelé « junte » sous d'autres latitudes.

Le général Jaruzelski n'a certes pas tort quand il dit que « le pays est au bord de l'abîme », que « le chaos et la démoralisation ont atteint le niveau d'une débâcle ». Le premier ministre est moins convaincant quand il attribue la responsabilité de cette « catastrophe nationale » aux militants de Solidarité, à ceux du moins qu'il qualifie d'« extrémistes ».

Mais à qui donc imputer cet état de choses, sinon à ceux qui ont imposé un régime auquel la plus grande partie de la population reste, de toute évidence, allergique et qui connaît ces temps-ci une retentissante faillite ? Une fois encore, on dit que les murs sont bons, mais que les équipes qui se sont succédé dans le bâtiment ont commis des erreurs impardonnables. Cette fois-ci, c'est M. Gierek *et ses plus proches* collaborateurs qui sont visés. Voilà donc jetés en prison, et bientôt traduits en justice, les chefs qui ont conduit le pays dans les années 70. Que reste-t-il dans la version officielle de l'histoire des hommes qui se sont suivis à la tête du parti ? Une galerie d'incapables ou de coquins. Étrange système que celui qui se trompe aussi constamment dans le choix des cadres supérieurs.

La Pologne souffre d'être obligée de cultiver la fiction. Elle aspire à une souveraineté totale que la raison d'État interdit de revendiquer. Chacun affirme à Varsovie qu'aucune puissance étrangère ne se mêle des affaires du pays, mais personne n'en croit mot. Jusqu'au grand ébranlement d'août 1980, les services officiels répétaient que l'État appartenait aux ouvriers. Qui osait encore le prétendre après l'éclosion de Solidarité ? La doctrine exige que l'armée soit l'instrument du parti. Or voici que le serviteur doit prendre la place du maître défaillant.

Le général Jaruzelski est probablement sincère quand il affirme que le pouvoir ne reviendra pas sur ce qui a été décidé en août 1980. Faut-il penser qu'après une période de remise en ordre le syndicat Solidarité sera autorisé à reprendre ses activités ? Que le droit *de grève* n'est que momentanément suspendu ? Que le chef du gouvernement va chercher à mettre en œuvre la politique d'entente nationale qu'il appelait de ses vœux ?

Si telle est son intention, force est de constater qu'il ne prend pas le meilleur moyen pour arriver à ses fins. Il traite en adversaires ses interlocuteurs éventuels, et dans le meilleur des cas, celui de M. Walesa. Il semble lui donner le choix entre la coresponsabilité et la prison. Comment, dans ces conditions, envisager un dialogue libre et fructueux avec les diverses composantes de la société ? D'entrée de jeu, ce pouvoir militaire s'inscrit dans la tradition de l'irréalisme socialiste qui a si fortement marqué l'histoire polonaise depuis trois décennies.

• Un comité clandestin lance un mot d'ordre de grève
• Le primat de l'Église catholique fait « appel à la raison »
• M. Mauroy a consulté M. Fiterman avant sa déclaration
• Le P.C.F. et la C.G.T. se tiennent à l'écart de la manifestation de Paris

Un calme apparent régnait, ce lundi matin 14 décembre, à Varsovie, après la déclaration de l'état de siège, dans la nuit de samedi à dimanche : les transports municipaux fonctionnaient à un niveau réduit et les rues de la capitale ne connaissaient qu'une maigre animation, comme si de nombreux Polonais *étaient restés chez eux*. Ce *lundi* matin, un comité national clandestin, composé de cinq dirigeants de Solidarité ayant échappé à l'arrestation, a lancé un mot d'ordre de grève générale.

Alors que l'armée semblait avoir allégé son dispositif dans les rues de la capitale, des tracts appelant à la grève générale étaient distribués dans certains quartiers. « Trybuna Ludu » — l'un des deux journaux autorisés — écrivait ce lundi : « Une décision difficile a été prise, mais c'était la seule décision possible dans la situation présente. » L'organe du parti ajoutait : « Plus que jamais, nous avons besoin de calme, d'ordre, de discipline sociale et d'une opposition radicale à l'irresponsabilité, à la malhonnêteté, à la démagogie et à l'illégalité. » Ce lundi, l'agence polonaise PAP a fait implicitement état d'insoumissions à l'état de siège en écrivant que « la grande majorité » des travailleurs avaient repris le travail.

Dimanche soir, Mgr Glemp, dans une homélie à Varsovie, a constaté que « l'autorité a cessé de représenter le dialogue pour les citoyens » et lancé un appel à la « raison ».

● DANS LES CAPITALES OCCIDENTALES, les derniers développements de la crise polonaise ont été accueillis avec inquiétude, mais les réactions sont restées prudentes. M. Haig, secrétaire d'État américain, a dit avoir reçu l'assurance des autorités de Varsovie que la Pologne ne reviendra pas à la situation qui prévalait avant août 1980 et a précisé qu'aucun mouvement de troupes soviétiques *n'a été décelé*.

● A PARIS, M. Mauroy a évoqué les « graves répercussions » qui se produiraient « si le mouvement de renouveau devait être brisé ». Le gouvernement français souhaite que la Pologne, « hors de toute ingérence étrangère, trouve dans l'entente nationale les voies de son redressement et de ses libertés ». Le premier ministre a précisé, ce lundi, qu'il s'était exprimé au nom de tout le gouvernement et après avoir pris contact avec M. Fiterman, ministre communiste des transports. « Il n'y a pas de différence de sensibilité entre les membres du gouvernement », a-t-il déclaré.

Tandis que M. Jobert, ministre du commerce extérieur, poursuivait en U.R.S.S. la visite commencée samedi, M. Cheysson, ministre des relations extérieures, affirmait : « Bien entendu, nous n'allons rien faire. »

M. Vauzelle, porte-parole de l'Élysée, a indiqué que M. Mitterrand suit la situation avec « grande attention et grande préoccupation ».

Les milieux politiques français ont réagi également avec prudence. Les appréciations du comité directeur du P.S. traduisent autant l'indignation des socialistes que leur sentiment d'impuissance. Comme la C.G.T., le parti communiste se tient à l'écart des manifestations organisées par les syndicats et soutenues par les autres partis de gauche. Le P.C.F., qui insiste sur les « excès » de Solidarité pour expliquer la crise, souhaite que celle-ci trouve une issue pacifique sans intervention extérieure.

Les confédérations C.F.D.T., F.O., C.G.C., C.F.T.C. et FEN — après une réunion exceptionnelle, dimanche, de leurs dirigeants — ont en effet décidé d'organiser, en commun, une « manifestation nationale », à Paris, ce lundi 14 décembre, à 17 h. 30, de Montparnasse aux Invalides.

Le R.P.R. a décidé, lundi, « d'appeler la population de la région parisienne à manifester de Montparnasse aux Invalides, à 17 heures, soit une demi-heure avant la manifestation syndicale.

L'U.D.F. appelle ses sympathisants à se joindre à la manifestation.

L'Assemblée nationale a décidé, à l'unanimité — *communistes exceptés* — de suspendre ses travaux à l'heure de la manifestation.

● LES MARCHÉS DES CHANGES ont été vivement perturbés : le dollar a commencé par monter de près de 3 %, atteignant 2,33 deutschemarks à Francfort et 5,90 francs à Paris, pour revenir, en fin de matinée, à son niveau de la veille du week-end, soit 5,78 francs et 2,90 deutschemarks. Sur les marchés de l'or, le cours de l'once est passé de 409 dollars à 419 dollars.

Parfaitement conscientes de leur coup de force, les autorités polonaises s'emploient déjà à en donner une version bien tempérée. *Ce langage, à la fois feutré et cynique*, s'adresse tout autant aux Occidentaux, dont il s'agit d'encourager le « lâche soulagement » manifesté pendant toute la journée de dimanche (on craignait l'armée rouge et l'on n'a affaire qu'à une explication entre « Polonais »), qu'à l'opinion publique polonaise dont on cherche à éviter toute réaction de désespoir.

Dès dimanche soir, M. Jerzy Urban, porte-parole du gouvernement, a reçu les correspondants étrangers en poste à Varsovie pour leur présenter la version officielle des événements.

JACQUES AMALRIC.

(Lire la suite page 3.)

Le 18 brumaire du général Jaruzelski

« Si jamais événement a projeté devant lui son ombre longtemps avant de se produire, ce fut bien le coup d'État de Bonaparte. »

KARL MARX
Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte.

par ANDRÉ FONTAINE

M. Mauroy sait maintenant pourquoi on ne voulait pas de lui, ces jours-ci, à Varsovie. Le linge sale se lave en famille, et, bien que socialiste, il n'appartient pas à la famille qui a le bonheur d'avoir à sa tête le grand frère soviétique. Car il faut quelque hypocrisie pour affecter de croire que *les Polonais sont en train de* régler leurs affaires tout seuls, « sans ingérence étrangère ». Qu'a fait le général Jaruzelski, sinon d'obtempérer à une mise en demeure de Moscou ? Celle-ci a pris la forme d'une dépêche on ne peut plus nette de l'agence Tass, en date du 10 décembre. Après avoir accusé Solidarité « *d'inscrire à l'ordre du jour la question du renversement du pouvoir tant législatif qu'exécutif* », relevé « *l'intensification des attaques contre les alliances de la Pologne* » et fait état de la « *légitime indignation* » des Soviétiques, elle invitait « *les autorités à prendre les mesures appropriées pour défendre les fondements constitutionnels de l'État* ».

Cette « invitation », bien peu *conforme, on l'admettra, aux dispositions* de l'Acte final d'Helsinki sur la non-ingérence dans les affaires des autres, faisait suite à la visite à Varsovie d'une délégation soviétique venue enquêter sur la situation. Que ses conclusions aient été extrêmement sombres, il est difficile d'en douter.

(Lire la suite page 2.)

AU JOUR LE JOUR

ENFIN !

Nous avons trop pris l'habitude, dans les démocraties, de ces indignations automatiques qui, chaque fois qu'un pays tombait sous la botte, enflammaient les esprits libres. Pour le Chili de Pinochet, la Grèce des colonels et tant d'autres.

Laissons aujourd'hui les Polonais s'arranger entre eux et résistons à nos désirs de solidarité — pardon d'ingérence, — comme le demande l'Humanité, *pour une fois d'accord avec M. Cheysson.*

Enfin un coup d'État militaire globalement supportable !

BRUNO FRAPPAT.

Page 18 :

UN ENTRETIEN AVEC M. SENGHOR SUR L'AVENIR DE LA FRANCOPHONIE

Solidarité et responsabilité

Solidarité ou responsabilité ? Les deux préoccupations ne sont pas incompatibles, mais on peut être tenté de privilégier l'une ou l'autre. A l'évidence, les organisations syndicales françaises ont choisi la solidarité avec le mouvement du même nom des travailleurs polonais. Les formations politiques ont le souci des responsabilités gouvernementales et diplomatiques et réagissent avec moins de spontanéité ou plus de réalisme.

Ces différences de sensibilité n'en laissent pas moins paraître, avec des nuances, un clivage qui passe à l'intérieur de la gauche et donc de la majorité au pouvoir : la C.G.T. se trouve isolée par rapport aux autres organisations syndicales, et le P.C.F. par rapport à ses partenaires naturels. La cassure est éclatante dans le monde syndical dans la mesure où les événements de Pologne ont provoqué les retrouvailles extraordinaires de la C.F.D.T. et de la FEN avec F.O., la C.F.T.C. et la C.G.C. En ne participant pas aux manifestations de solidarité organisées lundi, la C.G.T. a pris le risque — bien qu'elle ait adopté une position plus sévère que celle du P.C.F. — d'affronter de graves remous internes, qui ont commencé à se manifester.

Le parti communiste met en cause les excès du mouvement Solidarité en Pologne et souhaite une issue nationale à la crise sans intervention extérieure. Il se tient, lui aussi, à l'écart des manifestations de solidarité.

Le premier ministre, qui, de son côté, a trouvé le juste ton, et le parti socialiste peuvent s'en contenter dans l'immédiat si les choses ne s'aggravent pas en Pologne, encore que, comme le note M. Maire, les citoyens qui ont voté pour le changement attendent que « ceux qui gouvernent ensemble manifestent ensemble leur attachement à la solidarité et à la liberté ». *Déjà, l'opposition, par la voix de M. Lecanuet, s'interroge sur le maintien de l'alliance socialo-communiste au pouvoir, tandis que M. Chirac préfère se référer aux accords d'Helsinki sur le respect des libertés fondamentales.*

Le concours des monuments historiques de 1893 à 1979

Le bataillon sacré

Un récent numéro de la revue des Monuments historiques était consacré à la profession d'architecte en chef, aux origines du service, à sa *nécessaire évolution, aux problèmes* qu'il doit aujourd'hui affronter. Problèmes liés au nombre et à la difficulté technique des chantiers, difficulté aggravée par la disparition progressive des métiers traditionnels. Problèmes de statut : l'architecte est à la fois fonctionnaire et « profession libérale ». Problèmes de doctrine et de tempéraments : il n'y a pas de restauration objective.

Problèmes enfin, et ce ne sont pas les moindres, des rapports avec les propriétaires qui incriminent souvent le perfectionnisme des architectes en chef des monuments historiques, leurs oukases, la lenteur et le coût élevé de leurs travaux.

En somme un dossier très complet, sans doute un peu optimiste, mais qui permettait de s'y retrouver (à peu près) dans le labyrinthe des services, des textes et des hommes dont dépend la survie du patrimoine. Une partie de ce dossier est actuellement illustrée par une exposition présentée à l'hôtel de Sully et qui s'intitule : « Le concours des monuments historiques de 1893 à 1979. »

ANDRÉ FERMIGIER.

(Lire la suite page 17.)

Chronique du changement à l'école

Le changement opéré dans tous les domaines depuis l'élection présidentielle passe aussi par l'école. Non seulement par l'institution scolaire dont les évolutions sont nécessairement lentes, mais par les établissements.

Comment ce changement y est-il ressenti, comment s'y exprime-t-il ? Pour le savoir, cinq établissements dans cinq *régions différentes* nous ont servi de test, *une école*, un collège, un lycée, un lycée d'enseignement professionnel et un institut universitaire de technologie dont nous commençons aujourd'hui la « photographie » établie par nos envoyés spéciaux.

● *Lire page 16, l'article de Charles Vial : « La lente fermentation d'un groupe scolaire de Saint-Émilion ».*

QUARANTIÈME ANNÉE – Nº 12104

DERNIÈRE ÉDITION

MARDI 27 DÉCEMBRE 1983

AU JAPON

M. Nakasone a été réélu premier ministre

LIRE PAGE 5



Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,80 F

[illegible]

Tarif des abonnements page 6

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

Washington contre l'UNESCO

La polémique s'envenime entre Washington et l'UNESCO. Selon un responsable du département d'Etat, les Etats-Unis devraient en effet officiellement annoncer d'ici au 31 décembre leur décision de se retirer de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture – la plus connue, sous son sigle d'UNESCO, des agences de l'ONU. Mais, conformément aux statuts de l'Organisation, cette décision ne prendrait effet qu'à la fin de 1984 ; il restera donc douze mois avant que la rupture ne soit consommée.

C'est en fait une épreuve de force qui s'engage car le but de Washington, qui contribue pour un quart au budget de l'UNESCO, est de faire pression sur elle pour l'amener durant ce délai à infléchir une politique jugée systématiquement « hostile aux forces de la liberté, et certainement aux Etats-Unis ».

La crise qui s'ouvre couvait depuis neuf ans, depuis que l'Organisation avait exclu en 1974 l'Etat d'Israël de son groupe européen et l'avait privé de son aide culturelle sous l'accusation d'avoir altéré par des fouilles la « physionomie historique de Jérusalem ». Cette mesure avait été levée au bout de deux ans, mais avait fait scandale, car elle était ressentie aux Etats-Unis comme le signe du ralliement de l'Organisation aux thèses politiques des pays du tiers-monde les plus radicaux, et du bloc soviétique.

Ce sentiment s'était ensuite trouvé conforté par les efforts entrepris par l'UNESCO pour définir les règles d'un « nouvel ordre mondial de l'information » tendant à contrebalancer l'influence prédominante des grandes agences de presse occidentales. Cette volonté d'ordre, à l'échelle mondiale, soutenue par des Etats où la liberté de la presse n'existe pas, avait valu à l'UNESCO de nouvelles critiques sur sa conception de la culture.

A l'exaspération de l'administration Reagan s'était ajoutée l'indignation des milieux libéraux, aussi hostiles à l'actuel président qu'à la définition, par des Etats rarement démocratiques, de la fonction et des devoirs des journalistes. Fin juin, le département d'Etat avait entrepris un « examen approfondi » de l'appartenance des Etats-Unis à l'UNESCO. Le débat avait essentiellement porté, au bout du compte, sur le meilleur moyen – maintien ou retrait – de peser sur une évolution jugée néfaste.

Il semble que, après une période d'incertitude de l'administration, un éditorial en faveur du retrait, publié par le « New York Times », le 16 décembre dernier, ait définitivement convaincu M. Shultz de recommander le retrait à M. Reagan, qui, selon la Maison Blanche, l'aurait entériné à la veille du week-end de Noël.

Sa décision est d'autant moins surprenante qu'elle exprime un agacement plus général des milieux conservateurs américains envers l'ONU et ses différentes organisations, auxquelles ils reprochent à la fois de lourdes dépenses, dont les Etats-Unis supportent largement le poids, et des votes souvent contraires à la politique de Washington. L'ambassadeur à l'ONU, Mme Kirkpatrick, avait, début octobre, résumé d'une phrase ce sentiment en déclarant : « Les pays qui ont les votes ne paient pas la note, et ceux qui paient la note n'ont pas les votes. »

Noël de guerre à Beyrouth

Des affrontements et des bombardements ont éprouvé la capitale libanaise avant qu'un nouveau cessez-le-feu n'intervienne

De notre correspondant

Beyrouth. – *Il a suffi que deux* postes français soient évacués pour que Noël se déroule à Beyrouth au son du canon. Ce repli, face à la banlieue sud (chiite) de la capitale, opéré dans le cadre d'un regroupement du contingent français et suivi de l'évacuation d'une autre position le lendemain, à Beyrouth-Ouest, rue le Verdun, a pu paraître intempestif, la veille de Noël, aux Libanais, particulièrement aux chrétiens.

Personne ne conteste ici, pour autant, que la France, malgré le harcèlement dont ses soldats sont l'objet, est des quatre pays membres de la force multinationale le seul qui ne donne pas l'impression d'avoir des troupes en instance de départ. L'effet et la cause se confondant, c'est sans doute la raison pour laquelle son contingent est plus visé que les autres. C'est également parce qu'il est le seul présent dans la ville, à la fois aux côtés de l'armée libanaise, à certains de ses barrages et dans de nombreux postes qui, bien que protégés par des murs de terre, restent vulnérables aux camions suicides, ainsi que l'a montré l'attentat de mercredi dernier.

Le ministre de la défense, M. Charles Hernu, venu avec le chef d'état-major, le général Lacaze, partager le Noël des troupes françaises au Liban, et leur manifester, selon ses propres termes, la solidarité de la nation, a personnellement supervisé la mise en place du nouveau dispositif de sécurité ; ce qui explique, sans la justifier, qu'elle ait été entreprise aussi vite ou, du moins pour les Libanais, à contretemps.

La population est d'ailleurs tiraillée entre des sentiments contradictoires, s'inquiétant de tout repli de la force multinationale, mais craignant tout autant les effets ravageurs des attentats qu'elle suscite pour le voisinage de ses postes, surtout en ville, les charges explosives augmentant en proportion des fortifications protégeant les contingents.

Commentant ce point, M. Hernu a déclaré : « *Je ne sais pas si les troupes françaises font peur, mais je sais que les terroristes voudraient que les civils aient peur de nos soldats. Ce n'est pas encore le cas, mais c'est certainement un objectif recherché* (...) *Que serait-il advenu au Liban si le contingent français n'était pas là ?* »

LUCIEN GEORGE.

(Lire la suite page 3.)

La mort du peintre Joan Miro

Fabuliste de notre temps, il avait créé un monde à lui une sorte d'histoire imaginaire de l'infiniment petit



Femme devant le Soleil, 1974

Le peintre espagnol Joan Miro est mort le dimanche 25 décembre, à Palma-de-Majorque, à l'âge de quatre-vingt-dix ans.

par ANDRÉ FERMIGIER

Avec Miro disparaît le dernier grand peintre de l'entre-deux-guerres et le dernier de ces artistes infatigables, fous de peinture, féconds jusqu'en leurs derniers jours, dont le premier demi-siècle a été prodigue. Inattendue, délicieuse d'incongruité, très voulue et parfois animée d'ambitions un peu trop grandes pour lui, mais toujours originale et d'une désarmante fraîcheur, l'œuvre de Miro occupe une place à part, unique dans l'art contemporain.

Miro a inventé la peinture poétique, branché son pinceau sur l'inconscient, créé un monde à lui, le « miromonde », comme on a dit, où les rêves des premiers âges donnent la main aux cauchemars d'Œdipe, un monde qui est une sorte d'histoire imaginaire de l'infiniment petit, de l'atome primordial, de la nature, de la vie antérieure, à l'usage de ceux qui refusent les apparences et l'ordre de la création. Miro n'a pas laissé de mythes, bien que toute son œuvre allât dans ce sens, mais il a été le fabuliste de notre temps.

Il a exprimé ce qui restait en nous tous d'enfance, dit, avec souvent beaucoup de force, nos tumultes et nos peurs, et, s'il lui est arrivé de regarder de façon un peu indiscrète la peinture de ses contemporains, c'est moins par défaut d'inspiration que par malice de bon ouvrier qui prend son bien où il le trouve et sait toujours se remettre en question. La plus étonnante réussite de Miro est peut-être de ne pas s'être laissé dévorer par le grand méchant loup qu'était le plus illustre de ses compatriotes, et l'on a pu écrire qu'il était « *le seul artiste qui a réussi à prendre autant qu'il le voulait à Picasso sans tomber dans l'imitation ou le plagiat* ».

Miro était catalan. Comme Picasso (né à Malaga, mais formé dans la Catalogne de 1900). Comme Dali. Comme Gaudi, auquel son œuvre sculpté doit beaucoup et dont les incroyables folies architecturales ont fait de Barcelone la seule ville où l'imagination ait jamais pris le pouvoir. *Il est né en 1893, il arrive à* Paris en 1917, s'intéresse au cubisme, fait la connaissance de Picasso. Comme l'on voudrait qu'un récit nous ait été laissé de cette première rencontre ! Miro débarquant chez Picasso, cela fait penser à une souris pénétrant dans la cage aux fauves et pas très rassurée sur son sort. Car *rien n'était moins* impressionnant, plus fragile en apparence, que la personnalité physique de Miro.

(Lire la suite page 14.)

AU JOUR LE JOUR

Droit de réponse

Le professeur Tryphon Tournesol, de Moulinsart (Belgique), nous adresse la mise au point suivante :

« Le porte-parole du gouvernement français, *M.* Max Gallo, a cru bon de mêler le nom de Tintin, donc le mien, à l'affaire des avions renifleurs. Je vous prie de faire savoir à l'opinion française que je n'ai jamais, ni de près ni de loin, trempé dans cette ridicule histoire.

» Mes recherches, connues dans le monde entier, ont depuis des décennies été couronnées de succès. Les appétits qu'elles ont suscités l'attestent amplement. J'indique que je poursuivrai, dans l'heure qui suivra, toute personne *qui* tentera de contribuer à l'abaissement de mes inventions. »

p.c.c. BRUNO FRAPPAT.

LES ACTIONS DE COMMANDOS ESPAGNOLS DANS LES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

La traque des réfugiés basques

De notre envoyé spécial

Bayonne. – Impossible de se méprendre sur la nature de la menace qui inquiète le Pays basque français. L'agression est des plus explicites, d'une précision déjà vérifiée au moins une fois.

En libérant, le 14 décembre, le fils d'un réfugié espagnol, M. Alfonso Segundo Marey, enlevé dix jours plus tôt, le mystérieux Groupe anti-terroriste de libération (GAL) avait clairement annoncé ses intentions. Des mots terribles concluaient son communiqué de revendication : « *Vous aurez bientôt des nouvelles du GAL.* »

Moins d'une semaine plus tard, le 19 décembre, le serveur d'un café bayonnais, Juan Ramon Oniedera, membre présumé de l'organisation séparatiste ETA, était assassiné par plusieurs tueurs qui parvenaient à prendre la fuite. Le communiqué tombait peu après. Le GAL se rendait responsable de cet autre crime, et comme s'il voulait forger, de messages en actions, une chaîne de représailles, il ponctuait à nouveau sa revendication : « ... *bientôt des nouvelles du GAL* ».

Un enlèvement, une menace, un meurtre, une autre menace, le Pays basque français prend très au sérieux ces annonces et redoute une nouvelle victime parmi les Espagnols réfugiés dans les Pyrénées-Atlantiques. « *Tout peut arriver,* estime le sous-préfet de Bayonne, M. Alain Jézéquiel, *tout est possible. Ils peuvent frapper n'importe où.* » « *Ils* », ce sont les « commandos de la mort » venus d'Espagne.

En cette fin d'année, l'Euskadi-nord retrouve le climat particulier de tension frontalière qu'elle avait connu par vagues successives, par exemple de 1975 à 1978 et de 1978 à 1981, quand les gouvernements successifs de Madrid avaient choisi de faire payer, au nord, les opérations terroristes déclenchées au sud des Pyrénées.

Droit de suite

« *Nous sommes en présence d'un procédé à la fois radical et simpliste* », répètent policiers et magistrats français. Simpliste, en effet : en vertu d'un droit de suite non inscrit dans les règlements internationaux, la police madrilène fait poursuivre, au-delà de la frontière, par des commandos, les *Abertzale* (patriotes) qu'elle ne sait pas arrêter entre Bilbao et Saint-Sebastien, sous la seule justification que les Pyrénées-Atlantiques constituent à ses yeux un « sanctuaire » pour les Etarras (membres de l'ETA). « *Nous sommes sans doute en présence d'un tel phénomène* », note le sous-préfet de Bayonne.

Inutile d'attendre de savoir quels hommes se cachent derrière le Groupe anti-terroriste de libération. La facture rappelle trop les opérations menées les années précédentes sous des noms variés, Justice pieds-noirs, Le bataillon basque espagnol, les commandos DELTA et qu'on avait pu rattacher, de près ou de loin, à la police anti-terroriste espagnole.

Après deux années d'une trêve relative, appliquée plus que décrétée par l'ETA, à la suite de la tentative de coup d'Etat militaire à Madrid, en septembre 1981, les attentats ont repris ces derniers mois au Pays basque espagnol. Les négociations entreprises par le gouvernement de M. Felipe Gonzalez se sont soldées par un échec, et seuls quelques dizaines de « repentis » ont accepté de déposer les armes. Aussi, comme par réflexe, les « contre-terroristes » se manifestent à nouveau. A Bayonne, dans les milieux de réfugiés comme du côté des autorités, on fixe avec précision la date de cette nouvelle campagne de représailles : le 19 octobre, jour où a été retrouvé *au Pays basque espagnol, le* corps d'un policier, le capitaine Martin Barrios. Ce jour-là, l'ETA avait poussé le bouchon trop loin.

La semaine suivante, deux réfugiés basques installés à Bayonne, José Antonio Lasa, âgé de vingt et un ans, et José Ignacio Zabala, âgé de vingt ans, disparaissaient sans *laisser de trace, manifestement* « transportés » de force de l'autre côté de la frontière.

PHILIPPE BOGGIO.

(Lire la suite page 7.)

L'activité économique en 1983

Reprise soutenue aux Etats-Unis et au Japon plus faible dans les autres pays industrialisés

L'année se termine mieux qu'elle n'avait commencé pour la plupart des nations industrialisées. Les experts de l'O.C.D.E. ne se demandent plus si la reprise est là : ils s'interrogent sur les moyens de la consolider.

LIRE PAGES 9 A 12 « LE MONDE DE L'ÉCONOMIE »

L'affaire des « avions renifleurs »

Un groupe pétrolier bien embarrassé

Alors que M. Jospin, premier secrétaire du P.S., demande que soit rendu public le rapport de la Cour des comptes, les dirigeants d'Elf s'inquiètent d'un déballage susceptible de nuire à l'image de leur société

LIRE PAGE 19



DERNIÈRE ÉDITION

Le Monde

QUARANTE ET UNIÈME ANNÉE – N° 12295 4 F · Fondateur : Hubert Beuve-Méry · Directeur : André Laurens · MARDI 7 AOUT 1984

Les embûches de l'union nationale en Israël

Dans la partie d'échecs que se livrent MM. Shimon Pérès et Itzhak Shamir depuis la publication des résultats des élections du 23 juillet, le dirigeant travailliste dispose désormais d'un indéniable avantage, consacré, dimanche 5 août, par la décision du président Herzog de charger M. Pérès de former le prochain gouvernement. Le chef de l'Etat a souhaité des « décisions urgentes » et une « procédure rapide ».

Le vœu du président de voir un cabinet d'union nationale mis sur pied dans les plus brefs délais a peu de chances d'être exaucé. Le choix de M. Pérès n'a pas modifié, en effet, les données du problème posé par le scrutin du 23 juillet. Les dirigeants du Likoud poursuivent officieusement leurs négociations avec les petits partis, car ils estiment que les chances de M. Shamir restent intactes. La situation est d'autant plus embrouillée que les travaillistes continuent, parallèlement, d'essayer d'atteindre deux objectifs : une majorité restreinte de soixante et un sièges ou un gouvernement d'union nationale.

En principe, le Parti national religieux, avec ses quatre députés, constitue la force d'appoint indispensable aux travaillistes pour essayer de former une coalition de soixante et un sièges. Mais ce parti refuse de siéger dans un cabinet dont la majorité parlementaire serait tributaire du soutien passif des six sièges des deux partis de gauche « non sionistes ». Si M. Pérès parvenait néanmoins à se rallier le Parti national religieux, au prix de concessions en matière de « législation cléricale », il risquerait alors de perdre le soutien des formations du centre gauche.

L'autre issue – l'union nationale – pose également aux travaillistes des problèmes apparemment insolubles. M. Shimon Pérès penche sans doute personnellement de plus en plus pour cette solution, et les divergences entre les deux partis sur les questions économiques et sur le Liban ne paraissent pas insurmontables. Les embûches sont d'un tout autre ordre. L'aile gauche du Front travailliste, le Mapam, refuse de souscrire à l'idée d'une alliance « contre nature » avec le Likoud. Et le parti de M. Shamir mise beaucoup sur ce refus pour déjouer les espoirs de M. Pérès.

Le problème le plus urgent pour les travaillistes reste toutefois de convaincre d'abord le Likoud de siéger dans un gouvernement dirigé par M. Pérès. Certes, M. Shamir a accepté de poursuivre les discussions avec les travaillistes. Cependant, le Likoud ne se résigne pas au choix du président Herzog. Les prises de position de ses dirigeants sont même considérées par les travaillistes comme une « atteinte aux prérogatives du chef de l'Etat ». Il ressort, en tout cas, de ces prises de position que le Likoud entend aborder les discussions en position de force.

Bref, le Likoud ne fera rien pour faciliter la tâche de M. Pérès. En vertu de la loi, le dirigeant travailliste dispose de vingt et un jours pour obtenir l'investiture. S'il ne parvient pas à mener à bien cette mission, il pourra demander au président Herzog un second et dernier mandat. Pendant quarante-deux jours, donc, M. Pérès disposera de l'avantage que lui a conféré le chef de l'Etat en le chargeant officiellement d'essayer de former un gouvernement. Ensuite, la balle reviendra inévitablement dans le camp du Likoud.

(Lire nos informations page 4.)

La majorité sénatoriale maintient son refus

Malgré l'accord donné par M. Mitterrand à un éventuel référendum sur l'école l'opposition rejette le projet de révision de la Constitution

A la veille du débat au Sénat sur le projet de révision constitutionnelle tendant à permettre l'organisation de référendums sur les libertés publiques, les porte-parole de la majorité sénatoriale maintiennent leur refus du projet, en dépit de l'annonce, le dimanche 5 août, par M. Laurent Fabius, d'un éventuel référendum sur l'enseignement privé, réclamé par l'opposition.

« *Les revirements de l'opposition sont difficiles à comprendre* », écrit M. Laurent Fabius. Il va de soi que l'affirmation, par le premier ministre, de l'accord du président de la République pour l'organisation d'un référendum sur l'école – une fois la Constitution dûment modifiée – n'a d'autre but que celui-là : montrer à l'opinion que la frustration que celle-ci pourra ressentir de n'être point, *in fine*, consultée, incombe exclusivement à l'opposition. Celle-ci, non seulement bloque le processus référendaire, mais ajoute à ce blocage un comportement « *purement partisan* », qui lui fait demander un jour un référendum pour le refuser le lendemain.

L'opposition, à son tour, parle d'« *écran de fumée* » (M. Charles Pasqua) et explique que son souhait de référendum est devenu caduc avec le retrait, par le chef de l'Etat, du texte Savary sur l'école privée (M. Etienne Dailly). M. Jacques Chaban-Delmas, par une déclaration plus mesurée, est le seul qui préserve la possibilité d'une certaine ouverture ou, du moins, d'une décrispation.

Ce nouvel épisode de la bataille du référendum illustre, certes, comme le souhaite le pouvoir, l'embarras d'une opposition qui, *alors même qu'elle reproche à ce dernier de craindre le verdict populaire*, prend l'initiative de le refuser. Il illustre aussi, une nouvelle fois, l'habileté tactique du président. Celui-ci a toujours agi de la sorte, *quel que soit l'adversaire* (M. Michel Rocard en sait quelque chose).

Le jeu est simple, mais demande beaucoup de sang-froid. Il consiste à pousser l'adversaire à sortir du bois le premier, donc à s'exposer. Pour ce faire, M. Mitterrand laisse s'installer un certain désordre, voire le favorise, entretient le doute sur ses intentions, au point de paraître à la merci de son adversaire. La sortie du bois et la faute de l'opposition ce fut la demande d'un référendum sur l'école, qui permit au président de contre-attaquer avec un référendum sur le référendum, désormais suivi d'un hypothétique référendum tout court (« *dès lors que se poserait un grave problème de conscience* »).

Du même coup, M. Mitterrand a aussi poussé M. Chirac à la faute : tout l'effort du pouvoir actuel (comme du précédent) est de contenir le président du RPR dans son *image dure, dangereuse, car celle-ci* ne convient qu'à une partie minoritaire de l'électorat. Tout l'effort de M. Chirac est d'en sortir, de se recentrer. Et voilà qu'il prône la dissolution de l'Assemblée nationale, quitte à heurter la fraction légitimiste de son propre électorat ! C'est un point de plus pour M. Mitterrand.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

(Lire la suite page 6.)

Démographie et développement

Réunis à Mexico, 156 pays examinent les effets de la croissance de la population mondiale sur l'économie

De notre envoyé spécial

Mexico. – Le thème ambigu de la maîtrise de la croissance démographique, qui a nourri les discussions de la première conférence internationale sur la population, réunie à Bucarest en 1974, par les Nations unies, et la définition du « plan d'action » mondial adopté à cette occasion, vont encore alimenter les débats de la deuxième conférence internationale, réunie à Mexico jusqu'au 13 août, et à laquelle participent des délégations de cent cinquante-six pays.

Thème ambigu, en effet. De quoi s'inquiète-t-on ? De la croissance elle-même, ou des conditions de vie de la population en expansion ? Certes la population mondiale s'est accrue à un rythme rapide au cours des dernières décennies, puisqu'elle a augmenté de 93 % entre 1950 et 1980, *atteignant 4,75 milliards* d'hommes en 1983, après avoir doublé au cours des cinquante années précédentes.

Mais en quoi cet accroissement est-il « explosif » ? Un pays comme le Gabon n'estimait-il pas, en 1982, sa population (moins de 600 000 habitants) nettement insuffisante pour son développement économique ? Le thème même d'« explosion démographique » charrie des images de pullulement et évoque des fantasmes malthusiens.

Or tous les pays n'atteignent pas le niveau de population ou de densité du Bangladesh (600 habitants au kilomètre carré et une population de 93 millions, peut-être 230 millions en 2050), de l'Inde (227 habitants au kilomètre carré, soit un total de 747 millions aujourd'hui et peut-être 1,4 milliard dans soixante-dix ans) ou de la Chine (avec un milliard d'hommes). Les densités de l'Afrique ou de l'Amérique du Sud (moins de 16 habitants au kilomètre carré) et même de l'Asie dans son ensemble (97), sont très éloignées de celle de l'Europe des Dix (164)

GUY HERZLICH.

(Lire la suite page 22.)

AU JOUR LE JOUR

Question

Un référendum, deux référendums, pas de référendum ? La question hante les nuits des estivants.

Si l'on veut en sortir, il faut organiser le référendum que les Français, de gauche et de droite, appellent, à l'évidence, de leurs vœux. Une consultation, comme dit M. Fabius, portant sur un sujet qui pose un « grave problème de conscience ».

Un sujet éclipse tous les autres. Il faut demander aux Français s'ils sont partisans de prolonger leurs vacances d'été jusqu'à Noël. Un oui franc et massif referait l'unité nationale.

BRUNO FRAPPAT.

LEWIS ET MOSES VAINQUEURS A LOS ANGELES

Le diable et le bon Dieu

De notre envoyé spécial PIERRE GEORGES

Los Angeles. – Sulfureux Carl. Saint homme d'Edwin. Le diable et le bon Dieu. Quand nous serons bien vieux, le soir à la chandelle olympique, il restera ce souvenir-là d'un week-end sans égal, deux extraordinaires champions dans la douceur sans mélange des soirées californiennes. Il restera, aux absents ou aux boycotteurs, leurs yeux pour pleurer ce grand moment privilégié vécu sur un stade hollywoodien, dans la folie douce d'une mise en scène réglée comme livret d'opéra.

Un 100 mètres olympique ne sera jamais qu'un instant d'éternité, un coup de dague fulgurant dans le temps. Aussitôt dit, aussitôt fait. A peine parti, déjà fini. Mais que c'est beau, ce rapt de chronomètre, pas vu pas pris, cet incendie humain qui embrase un stade et court le revêtement comme flamme en pinède.

Carl Lewis est champion olympique du 100 mètres. Et même cela il faut plus de temps pour l'écrire qu'à lui pour le faire. Insensé, 100 mètres en 9s99, pieds au plancher, compteur bloqué, et la piste qui fume presque. A l'instant de l'exploit, un peu éberlué, l'état probablement de celui qui rencontre E.T. Par une curieuse association d'idées, on pensait à ce confrère japonais qui fait notre joie au centre de presse.

Dans ce grand hall qui ressemble vaguement à la gare Montparnasse – l'accueil aux Bretonnes en moins – et a, à peu près, la longueur d'un 100 mètres olympique, le cher collègue *ne se promène qu'à vélo*. Soit qu'il s'économise, soit que l'information prime tout, l'envoyé spécial d'une agence de presse nippone ne conçoit d'autre mode de transmission que le grand braquet.

Et on s'est dit, ce samedi, que ce n'était pas possible, qu'il avait dû s'offrir une gamelle monumentale le confrère, ou un bris de dérailleur comme la pauvre Longo ; mais en tout cas être en retard sur cette affaire-là ! Carl Lewis, l'homme qui va plus vite que l'information japonaise !

Mais ne rigolons pas d'un aussi somptueux drame, car c'en est un, et des mieux ficelés, qu'un *100* mètres olympique, une histoire complète en moins de dix secondes. L'histoire, cette fois, avait d'ailleurs commencé avant même le départ. Il aurait fallu être aveugle, ou de courte mémoire, pour ne pas constater l'évidence : huit finalistes, huit coureurs noirs, un clin d'œil justement de l'histoire à l'histoire, le 100 mètres de Los Angeles comme celui de Mexico. Comme en 1968, aux temps annonciateurs du *black power*, du « *black is beautiful* ».

Pouvoir noir en effet : trois Américains, deux Britanniques, deux Canadiens, un Jamaïcain, somptueuse symphonie en noir. Et n'allez pas en demander la raison. On ne saurait en trouver une sérieuse, sans errement pseudo-scientifique, sans considérations fumeusement raciales. Ou alors contentons-nous de ce superbe mot de Jean-Claude Perrin, l'entraîneur du saut à la perche, notre voisin : « *Pourquoi ? Eh bien peut-être parce qu'ils n'ont plus de temps à perdre dans la vie.* »

(Lire la suite page 8 ainsi que, pages 8 à 10, les articles de nos envoyés spéciaux à Los Angeles.)

Dans « le Monde de l'économie »

LIRE PAGE 13

Le marché du gaz bloqué
PAR VÉRONIQUE MAURUS

Les causes communes du chômage en Europe
PAR ALAIN LEBAUBE

Le modèle du MITI japonais
PAR ROLAND-PIERRE PARINGAUX

LA MORT DE RICHARD BURTON

Une carrière inachevée

***L'acteur gallois Richard* Burton est mort d'une hémorragie cérébrale, le 5 août, à Genève, où il résidait. Il était âgé de cinquante-huit ans.**

Que serait Hollywood sans cette longue lignée d'acteurs britanniques qui ont fait sa gloire et y ont trouvé la consécration internationale ? Il y eut en tout premier lieu Ronald Colman, dès le muet, Cary Grant (né Archibald Leach), et aussi Charles Chaplin.

Richard Burton aurait dû normalement s'inscrire dans cette tradition. Sa célébrité, il la dut pour une bonne part à ses amours tempétueuses avec Elizabeth Taylor, qu'il épousa et dont il se sépara à deux reprises.

Il ne réussit pas davantage à s'imposer au théâtre de façon durable, comme devaient le faire ses aînés, John Gielgud et Laurence Olivier, malgré ses débuts éblouissants à Piccadilly et à Broadway. Son *Hamlet*, avec l'Old Vic au Festival d'Edimbourg, en 1953, annonçait un très grand acteur shakespearien.

La gloire, l'argent, l'alcool, et pour une bonne part les médias, ont joué un rôle plus ou moins considérable dans l'inachèvement d'une carrière promise aux sommets. Richard Burton compensa cet échec tout relatif par une extraordinaire présence sur scène et à l'écran, mais aussi dans la vie, et par une sincérité totale qui lui valut l'affection de ses compatriotes.

Toujours prêt à s'engager pour les causes généreuses – encore récemment il affirmait son soutien pour les mineurs en grève, – il ne pouvait oublier ses origines modestes, la solidarité avec ceux de sa race et la misère vécue en commun. S'expliquant à la BBC sur sa carrière, il parlait de son goût de l'autodestruction, d'éléments obscurs qui vous poussent parfois au-delà de vous-même. Il revenait toujours à ses origines galloises.

La vie et la carrière de Richard Burton pourraient fournir une suite au *Kean* de Jean-Paul Sartre.

L'ultime rôle de Richard Burton, celui du tortionnaire O'Brien dans l'adaptation de *1984* de George Orwell, s'il semble lui avoir été attribué au tout dernier moment par le producteur Simon Perry et le réalisateur Michael Radford, n'en constitue pas moins un test intéressant pour le comédien. Il joue du George Orwell, qui peut éveiller en lui quelque écho : il est dirigé par un des deux ou trois cinéastes de la toute nouvelle vague anglaise, très remarqué la saison passée avec *Cœurs captifs*. Richard Burton devrait finir en beauté.

LOUIS MARCORELLES.

(Lire nos informations page 15.)

LA TÉLÉMATIQUE GRAND PUBLIC : un supplément de 12 pages

DERNIÈRE ÉDITION

Le Monde

QUARANTE-TROISIÈME ANNÉE — Nº 12952 — 4,50 F — Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : André Fontaine — VENDREDI 19 SEPTEMBRE 1986

La violence au Proche-Orient et la vague terroriste à Paris

La guerre contre qui ?

Qui veut chasser toute influence française du Proche-Orient ? Telle est la question qu'il faut bien se poser aujourd'hui, face non seulement à la vague de terrorisme sans précédent qui déferle sur Paris mais aux multiples attaques lancées contre le contingent français de la FINUL, à l'interminable détention de nos sept otages au Liban et à l'assassinat, ce jeudi matin à Beyrouth-Est, de l'attaché militaire français.

Certes, tous ces faits ne sont sans doute pas l'œuvre du même chef d'orchestre. Mais ils visent tous au même but : l'élimination de la France de la région et son humiliation. Et il est clair que le clan Ibrahim Abdallah, si bien organisé puisse-t-il être, bénéficie au moins du soutien logistique de réseaux terroristes bien plus vastes. C'est en tout cas l'avis qui commence à prévaloir chez plusieurs responsables politiques français, même si cette opinion n'est pas partagée dans les milieux policiers, où l'on privilégie toujours la piste qui mène au village de Kobayat.

Aucun responsable ne veut à ce stade citer publiquement le nom d'un pays particulier. Et peut-être d'ailleurs sont-ils plusieurs Etats à soutenir les tueurs par services secrets interposés ; la France ne manque pas d'adversaires au Proche-Orient dont les intérêts peuvent converger ponctuellement. Tout le monde pense bien sûr en premier lieu à la Syrie, qui n'a jamais fait mystère de sa volonté d'établir durablement son protectorat sur le Liban. Elle n'a pas hésité naguère, dans l'espoir de parvenir à ses fins, à organiser l'assassinat de notre ambassadeur à Beyrouth Louis Delamarre. Et il est établi que le clan Ibrahim Abdallah lui a été, au moins à une période, inféodé ; il continue d'ailleurs de jouir de sa liberté de mouvement dans le nord du Liban, sous contrôle syrien.

En dépit de tous ces indices, certains experts voient mal cependant quel intérêt aurait aujourd'hui la Syrie à humilier la France à outrance. Voilà longtemps déjà, après tout, que Paris a révisé à la baisse ses ambitions libanaises, et il n'est pas dans la manière du président Assad de briser un adversaire. Adepte du jeu de la balance, il préfère l'affaiblir pour mieux l'utiliser ensuite. Qu'il s'agisse d'un pays étranger ou d'une des multiples communautés libanaises. Cela est d'autant plus vrai que Damas connaît depuis quelque temps de nombreux déboires au Liban, que l'Iran ne cache plus vouloir transformer en une véritable république islamique par extrémistes chiites interposés.

Les interrogations concernant l'Iran seraient moindres si les négociations visant à normaliser nos relations avec ce pays étaient plus positives et si Téhéran n'avait pas encouragé les hezbollahs du sud du Liban à multiplier leurs attaques contre la FINUL. Mais force est de constater que les sept otages français détenus par des groupes réputés ne pas être insensibles à l'influence iranienne moisissent toujours dans leurs geôles. On a aussi quelques raisons de se demander si, après le règlement du contentieux financier opposant Paris à Téhéran, il ne sera pas exigé de la France qu'elle révise radicalement sa politique à l'égard de l'Irak.

Nous sommes-nous énormément éloignés de la rue de Rennes ? Certains responsables français le pensent et le disent. D'autres, tout aussi responsables, le pensent et ne le disent pas. C'est une chose d'affirmer que nous sommes en guerre. Encore faudrait-il savoir contre qui ?

La police aurait identifié les auteurs de l'attentat de la rue de Rennes

L'attaché militaire français à Beyrouth assassiné

Les policiers de la brigade criminelle ont identifié les deux terroristes qui, depuis une BMW noire, ont lancé, mercredi 17 septembre, un engin explosif contre le magasin Tati de la rue de Rennes à Paris (cinq morts, cinquante et un blessés dont cinq graves). Deux témoins ont reconnu, parmi cent trente photos, Emile Ibrahim Abdallah, frère de Georges, le chef des Fractions armées révolutionnaires libanaises (FARL), détenu en France, et Salim El Khoury, l'un des membres des FARL recherché depuis 1985 par la justice française. Leur signalement va être diffusé dans tous les services de police.

Cette conclusion de la police judiciaire, confortée par des confrontations avec les témoins d'autres attentats, lui permet d'affirmer que les auteurs des quinze attentats (dont trois manqués), qui depuis décembre 1985 ensanglantent la capitale sont bien les amis et parents de Georges Abdallah, qui se cachent derrière le sigle CSPPA.

A Beyrouth, le colonel Christian Goutierre, attaché militaire français, a été assassiné ce jeudi 18 septembre devant le siège de l'ambassade de France, dans le secteur est (à majorité chrétienne) de la capitale libanaise. Un homme armé d'un pistolet lui a tiré trois balles dans la tête à bout portant, alors qu'il arrivait à l'ambassade. Aucune revendication n'avait été formulée en fin de matinée. Au Liban-Sud, des « casques bleus » français ont été blessés par des tirs contre leur poste.

Le premier ministre et le ministre de l'intérieur ont décidé d'informer de la lutte contre le terrorisme les dirigeants des partis politiques. M. Chirac, qui a annulé une visite à Vienne, pourrait s'adresser au pays ce jeudi. Le président de la République a hésité à écourter son voyage en Indonésie, mais a modifié le programme. Il s'est longuement entretenu au téléphone après l'attentat avec M. Chirac.

LIRE

- L'état de l'enquête, par Georges Marion et Edwy Plenel.
- 17 h 25, rue de Rennes, par Laurent Greilsamer, Agathe Logeart et D Schneidermann.
- Kobayat, le village des Abdallah, par Jean-Pierre Péroncel-Hugoz.

(Pages 6 à 10.)

L'accord nécessaire

par ANDRÉ FONTAINE

BIEN sûr, il faudrait toujours essayer de se mettre à la place des autres, de les comprendre. Comment, cependant, y parvenir lorsqu'il s'agit de gens qui, apparemment pour obtenir la libération d'un des leurs, condamné en application de la loi, n'hésitent pas à soumettre une nation entière au chantage de la terreur ? Qui choisissent le congé scolaire du mercredi pour attaquer un magasin particulièrement fréquenté ce jour-là par des mères et des enfants ? La première réaction ne peut être que de consternation devant un pareil dévoiement de cette nature humaine que la Bible nous dit façonnée à l'image de Dieu, et Rousseau au départ fondamentalement innocente.

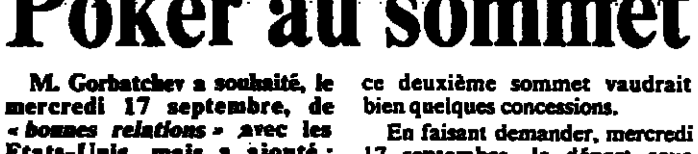
Tant que cette violence restait limitée, on voulait croire qu'il ne s'agissait que de l'action de quelques fous : il y en a toujours, et le fantastique désordre intellectuel, spirituel, économique de ce temps ne peut que les encourager. Mais il faut se rendre à l'évidence : la France a affaire, pour reprendre les termes dont se sert l'éditorialiste de *l'Humanité*, à un *« groupe puissant, bien organisé, horriblement déterminé »*. En un mot à des gens qui, hélas ! savent ce qu'ils font.

Céder à leur chantage serait se préparer à en subir un nouveau : rien d'étonnant à ce que personne ne le propose. S'imaginer que, pour en venir à bout, « il n'y a qu'à » faire ceci ou cela, relève de l'infantilisme.

La France, où entrent chaque année des millions d'étrangers, peut renforcer la surveillance de ses frontières : elle ne peut les fermer. Et rien ne serait plus dramatique que de faire retomber sur les « basanés » en général la responsabilité de crimes qui ne sont le fait que d'une toute petite minorité, sans doute soutenue par tel ou tel gouvernement étranger, alors qu'au sein de la communauté maghrébine se dessine le courageux mouvement de distanciation par rapport à ces agissements dont *le Monde* a fait état hier.

(Lire la suite page 7.)

L'expulsion de diplomates soviétiques des Etats-Unis



Poker au sommet

M. Gorbatchev a souhaité, le mercredi 17 septembre, de *« bonnes relations »* avec les Etats-Unis, mais a ajouté : *« Nous n'allons pas quémander, nous n'allons pas désarmer unilatéralement. »*

WASHINGTON
de notre correspondant

Acculé depuis deux semaines par M. Gorbatchev à montrer qu'il se résignerait mal à ne pouvoir l'accueillir cette année aux Etats-Unis, M. Reagan vient de contre-attaquer en essayant de forcer son interlocuteur soviétique à reconnaître que, pour lui aussi, ce deuxième sommet vaudrait bien quelques concessions.

En faisant demander, mercredi 17 septembre, le départ sous treize jours de vingt-cinq diplomates de la mission soviétique auprès des Nations unies, la Maison Blanche a, en effet, placé le Kremlin dans la même situation que celle où il l'avait mise avec l'affaire Daniloff. Tout comme M. Reagan depuis l'arrestation du correspondant à Moscou d'*US News & World Report*, M. Gorbatchev doit désormais choisir entre deux décisions déplaisantes.

BERNARD GUETTA.

(Lire la suite page 2.)

«Justice», un roman policier goguenard et inquiétant

La visite à Friedrich Dürrenmatt

« *COMMENT va Max Frisch ?* » C'est tentant d'aborder Friedrich Dürrenmatt en lui demandant des nouvelles de son vieil ami et rival, « l'autre » grand écrivain suisse. Depuis le temps qu'on les confond, qu'à l'étranger souvent on les prend pour des Allemands, ils s'en amusent. De fait, Dürrenmatt et Frisch sont des écrivains internationaux. Leurs livres sont immédiatement traduits dans le monde entier. *Justice*, le dernier roman de Dürrenmatt, qui paraît à présent en traduction française, a déjà été traduit en vingt langues depuis sa parution l'année dernière en allemand, et *Der Auftrag (la Mission)*, qui sort ces jours-ci chez Diogenes Verlag à Zurich, connaîtra sans doute rapidement la même fortune.

Frisch et Dürrenmatt sont des classiques, étudiés dans les universités et les lycées depuis les années 60. Deux possibles Nobel. Le fait qu'ils ont autant de titres au prix de littérature et qu'ils sont suisses tous les deux bloque probablement le jury, soucieux de ne vexer ni l'un ni l'autre.

En France, ils sont plus connus comme dramaturges que comme romanciers. On ne les confond pas moins. *La Visite de la vieille dame*, d'accord, c'est Dürrenmatt. Et *Monsieur Bonhomme et les incendiaires*, Frisch. Mais *le Mariage de Mr. Mississippi*, du Bernois ou du Zurichois ? Faites le test autour de vous. Et puis demandez qu'on les distingue. Dürrenmatt est « absurdiste », Frisch « brechtien », répondra la *doxa* littéraire. Vieille histoire.

Pour Dürrenmatt, la parution en français, l'année dernière, de *la Mise en œuvres* (1) est venue remettre les montres à l'heure. Les lecteurs ont pu découvrir un écrivain attentif à ses propres matériaux imaginaires, un entrecroisement inédit d'autobiographie réflexive et de création narrative, une sorte de Kafka commentant ses récits en philosophe.

Quant aux téléspectateurs, ils ont vu, lors d'un mémorable « Apostrophes », une sorte d'Orson Welles alémanique observer d'un œil narquois ou simplement incrédule ces deux numéros que sont Philippe Sollers et Alain Robbe-Grillet, et emporter le morceau par des silences bourrés de sens. Si vous lui rappelez cette émission, il dit placidement : « *Le premier, comment l'appelez-vous, était ridicule avec ses vantardises à propos des femmes. Robbe-Grillet est plus malin. Si français ! Mais qui donc voudrait perdre son temps à regarder une telle émission ?* »

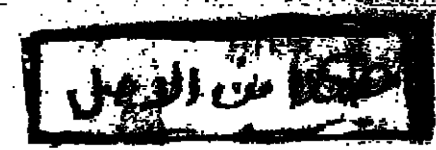
Et voilà vingt mille exemplaires de moins pour *Justice*. Qui pourraient être facilement regagnés grâce au bouche à oreille. Quiconque, en effet, aura lu ce roman apparemment policier, et hilarant de la plus inquiétante manière, n'aura de cesse qu'il l'ait fait lire autour de soi. S'il faut comparer, seul Kafka vient à l'esprit. La virulence du comique, l'originalité de l'imagination, les grimaces du grotesque et les vertiges de pensée signalent à la hauteur qui convient le Bernois célèbre quand on les place en regard des mêmes qualités chez l'illustre Pragois.

MICHEL CONTAT.

(Lire la suite page 20.)

(1) « L'Age d'homme », Julliard. Voir « le Monde des livres » du 25 janvier 1985.

Dans « le Monde des livres »



DERNIÈRE ÉDITION

Le Monde

QUARANTE-QUATR ÈME ANNÉE — Nº 13289 – 4,50 F — Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : André Fontaine — MERCREDI 21 OCTOBRE 1987

Coup de semonce dans le Golfe

L'Amérique, comme prévu, a donc frappé dans le Golfe. Sauf à ruiner leur crédit, les Etats-Unis ne pouvaient en effet laisser impunie l'attaque par un missile iranien, trois jours plus tôt, dans les eaux koweïtiennes, d'un pétrolier battant leur pavillon. Mais de toutes les ripostes imaginées par le Pentagone, M. Reagan a choisi la plus timide. Quatre destroyers de l'US Navy ont embrasé de leurs mille obus deux plates-formes pétrolières iraniennes reconverties en une base militaire flottante.

Commenté presque en direct par le secrétaire à la défense, M. Weinberger, le spectacle a eu le double avantage de frapper les esprits sans provoquer mort d'homme. Et le président américain a eu beau jeu de présenter presque aussitôt l'opération navale comme une réplique « sage » et « mesurée », entreprise, comme à regret, au nom du droit légitime d'autodéfense. Pour Washington, « l'incident est clos ». Pourtant, la sérénité de M. Reagan relève largement de la méthode Coué, car – c'est l'évidence – le « carton » réussi par la marine américaine marque un tournant inquiétant dans l'affrontement qui oppose depuis bientôt dix ans la République islamique au « Grand Satan ».

Certes, l'Amérique a surpris par sa « modération » en s'abstenant d'attaquer les batteries de missiles « Silkworm » installées sur la péninsule de Fao. Ce faisant, elle a évité de franchir un pas trop périlleux dans l'escalade militaire. Mais, en anéantissant un objectif iranien, elle ajoute à l'affrontement irano-irakien une dimension supplémentaire, celle d'un duel direct, aux conséquences imprévisibles, avec le régime des ayatollahs.

M. George Bush, le vice-président américain, espère que le « message » de l'US Navy a bien été reçu à Téhéran. Mais comment croire que le régime khomeiniste, engagé depuis sept ans dans une guerre sans merci avec son voisin, se laissera intimider par un simple coup de semonce, fût-il américain ? Comment espérer que l'affaire en restera là, quand Téhéran crie vengeance et promet à son puissant ennemi une « riposte foudroyante » ?

Tout porte à croire au contraire que les dirigeants iraniens, soucieux de ne pas perdre la face à l'égard de leur propre opinion, répliqueront à leur manière à cette nouvelle humiliation. L'Iran pourrait, par exemple, lancer l'un de ses missiles restés intacts contre le vulnérable Koweït, maillon faible des Etats modérés du Golfe. Paradoxalement, les plus sûrs partenaires de Washington dans la région risquent, au bout du compte, de faire les frais d'une opération initialement destinée à réaffirmer avec éclat à leur profit la protection américaine.

Surtout, l'administration Reagan, qu'elle l'admette ou non, s'est rangée un peu plus, lundi, aux côtés de l'Irak, son allié « de facto ». Il sera désormais de plus en plus difficile aux Américains de prétendre dans la guerre du Golfe, à la neutralité dont ils se réclamaient jusqu'ici, notamment pour parrainer l'initiative diplomatique du secrétaire général des Nations unies, visant à obtenir un cessez-le-feu des deux belligérants.

Cette évolution de la position américaine n'est pas passée inaperçue à Moscou, où la presse a promptement dénoncé l'« aventurisme » de Washington. Et l'attaque de lundi a été jugée assez grave par l'URSS pour que M. Gorbatchev quitte au bout d'une demi-heure une séance du Soviet suprême. Les entretiens de M. Shultz à Moscou, à partir de jeudi, pourraient bien manquer de la sérénité affichée à Washington.

(Lire nos informations page 2.)

L'effondrement du marché de New-York

La Bourse de Paris a baissé de 7,8 % mardi matin

Espoir de stabilisation du dollar après les consultations Bonn-Washington

Après la chute record de Wall Street, qui les a pris par surprise, les marchés financiers mondiaux cherchaient à reprendre leur souffle le mardi 20 octobre dans la matinée. A la suite de la rencontre entre M. Baker, secrétaire au Trésor des Etats-Unis, et M. Stoltenberg, ministre des finances allemand, qui ont réaffirmé leur attachement aux accords du Louvre de février dernier, le dollar s'est raffermi, passant, à Paris, de 5,94 F à 5,99 F. De son côté, la Bundesbank a légèrement diminué ses taux d'intervention (de 3,85 à 3,80 %) laissant percer un espoir de stabilisation pour les prochains jours. Le fait le plus notable a été le reflux des investisseurs vers les valeurs à revenu fixe, bons du Trésor et obligations. La Bourse de Paris a baissé de 7,8 % mardi matin, celle de Londres perdant encore 10 %.



La fin des illusions

Un souvenir historique, fût-il ressassé comme celui des journées noires d'octobre 1929, n'aide pas à prévenir un événement comme celui qui vient de se produire sur les marchés financiers. Car on oublie toujours l'essentiel, ce dont on a honte et dont on ne veut pas croire la répétition possible : la peur. Lundi, à New-York, il n'y avait plus qu'un seul mot pour décrire l'incroyable désordre : la panique.

Mais il est plus grave que l'amnésie de l'affolement. Il y eut d'abord – c'était le début des années 70, – l'illusion que le retour d'un chômage massif était impossible. Il y eut ensuite l'illusion que l'inflation ne prendrait jamais fin et que, en conséquence, il était sans danger de s'endetter. Cette illusion fut balayée à son tour par la vague de désinflation, qui prit de court maints chefs d'entreprise et maints financiers réputés experts. Il y eut, jusqu'à une période récente, l'illusion que la hausse quasi indéfinie des actions était le reflet de la santé retrouvée des sociétés.

PAUL FABRA.

(Lire la suite page 39.)

La résistance des Tigres à Sri-Lanka

A Jaffna, derrière les lignes indiennes...

Les combats continuent de faire rage autour de Jaffna, où les troupes indiennes sont entrées au cours du week-end. Les renforts indiens affluent vers cette ville désertée par ses habitants et devenue le symbole de la résistance des Tigres tamouls. Avant que Jaffna ne tombe, Laurent Zecchini s'est rendu derrière les lignes indiennes, dans une zone sous contrôle des Tigres.

CHAVAKACHCHERI (péninsule de Jaffna) de notre envoyé spécial

La route serpente entre deux bras de mer, dans un paysage resplendissant. L'orage vient de cesser, et la lumière fait miroiter la lagune. Nous laissons derrière nous une foule de réfugiés, qui fuient Jaffna. Ils se sont entassés dans des grandes barques de bois propulsées par un moteur Diesel poussif, dans un enchevêtrement humain de femmes et d'enfants, de vélos, de valises cerclées de bouts de ficelle, de sacs de nourriture, toute leur fortune.

La traversée fut brève, mais à les voir ainsi, ils faisaient penser, l'espace d'un instant, à des « boat people ».

La rumeur court que les hélicoptères indiens font parfois un « carton » sur ces radeaux pour dissuader les Tigres tamouls de quitter la nasse dans laquelle les troupes indiennes croient les avoir enfermés.

Sur la péninsule, une Peugeot envoyée par les Tigres nous attend. La voiture fonce sur la route, klaxon hurlant, plus par enthousiasme que par nécessité. Nous croisons d'autres véhicules des années 40, arborant un drapeau blanc. Les combattants sans uniforme de cette drôle de « *résistance* » ont les pieds nus dans des sandales de caoutchouc, le fusil d'assaut Kalachnikov en bandoulière, le sourire aux lèvres et les certitudes bien ancrées.

A les entendre, il faudrait partager leur exaltation pour ce combat « *historique* » en quête d'une patrie mythique, l'Eelam tamoul.

LAURENT ZECCHINI.

(Lire la suite page 4.)

Les conséquences d'un ouragan dévastateur

La Bretagne en état de choc

Plusieurs jours après l'ouragan qui a frappé les côtes ouest de l'Europe, dans la nuit du 15 au 16 octobre, les Bretons, qui étaient aux avant-postes de la tempête, sont encore en état de choc. Ils constatent que les dégâts subis constituent non seulement une perte économique considérable, mais un véritable désastre écologique.

Dans les campagnes on croirait être revenu un demi-siècle en arrière. Plus d'électricité, plus de télévision, plus de téléphone, plus d'essence et, souvent, plus d'eau : voilà dans quelles conditions vivent des centaines de milliers de ruraux.

Dans certaines communes où l'on transporte les groupes électrogènes d'un boulanger à l'autre, le pain est rationné : une seule boule par famille. Lundi, on comptait encore, dans l'ensemble des départements bretons, cent dix mille foyers sans courant. Au mieux, l'électricité reviendra jeudi, et dans certains hameaux samedi.

Les fermiers se trouvent soudain devant des problèmes invraisemblables, raconte Jean Le Naour, notre correspondant à Quimper. Comment traire trente, quarante, quatre-vingts vaches sans courant ? Alors, on s'y met, à la main, toute la nuit, à la lanterne, comme autrefois. Mais comment conserver le lait alors que les bacs de réfrigération ne fonctionnent plus ?

Chez les éleveurs, les porcelets meurent de froid à peine nés et les veaux accoutumés au lait tiède ne veulent plus s'alimenter. Sans parler des hangars abattus par centaines, des bâtiments sans toit, des animaux errant à présent à l'air libre, nuit et jour.

L'agriculture bretonne, parce qu'elle a voulu devenir l'une des plus performantes, est aussi extrêmement fragile. Dans toute l'Armorique, l'autarcie n'est plus qu'un souvenir.

Heureusement, la solidarité des campagnes a joué. Les congélateurs pleins de victuailles ont été transportés dans les bourgades disposant d'électricité. Des groupes électrogènes passent d'une ferme à l'autre et ronflent sans cesse de l'aube à minuit.

Aucun de ceux qui l'ont vécue n'oublieront cette nuit d'épouvante, raconte Jean Le Naour. Le vent soufflait à l'intérieur des terres, à plus de 200 kilomètres-heure.

(Lire la suite page 10.)

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,50 dir. ; Tunisie, 526 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 $; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 9 kr. ; Espagne, 145 pes. ; G.-B., 55 p. ; Grèce, 140 dr. ; Irlande, 8C p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 10,50 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 110 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 11,50 cs. ; Suisse, 1,60 f. ; USA, 1,50 $. USA (West Coast), 1,75 $.

SUPPLÉMENT LIVRES D'ÉTRENNES

DERNIÈRE ÉDITION

Le Monde

QUARANTE-QUATRIÈME ANNÉE – Nº 13332 – 4,50 F Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : André Fontaine – JEUDI 10 DÉCEMBRE 1987

Une page d'histoire au sommet de Washington

M. Ronald Reagan et M. Mikhaïl Gorbatchev ont signé le premier accord de désarmement de l'ère nucléaire

Après avoir signé, le mardi 8 décembre, le traité sur le démantèlement des missiles intermédiaires – le premier accord de véritable désarmement de l'ère nucléaire, – M. Reagan et M. Gorbatchev devaient discuter, mercredi et jeudi, notamment de la réduction des armements stratégiques et des conflits régionaux. Le secrétaire général du PC soviétique est attendu vendredi à Berlin-Est, pour une réunion au sommet des pays du pacte de Varsovie.

WASHINGTON
de nos envoyés spéciaux

La première des trois journées du sommet a tenu ses promesses : pour M. Reagan comme pour M. Gorbatchev, il s'agissait d'écrire une page d'histoire en signant le premier traité de véritable désarmement de l'ère nucléaire; et aussi de prendre publiquement leurs marques avant d'entrer dans le vif des conversations, sans témoins autres que les interprètes. L'un et l'autre l'ont fait à peu près de la même manière, avec un mélange assez équilibré d'optimisme et de prudence comme s'ils voulaient montrer leur détermination à aller de l'avant, mais sans lâcher la rampe, sans oublier ce qui les oppose.

Dès le matin, M. Reagan avait donné le ton pendant la cérémonie d'accueil sur la pelouse de la Maison Blanche : *« J'ai accueilli ici bon nombre de dirigeants étrangers au cours de ces sept dernières années (...), mais cette visite est peut-être plus marquante que beaucoup d'autres, car elle représente la rencontre, non pas d'alliés, mais d'adversaires ».*

JACQUES AMALRIC et JAN KRAUZE.

(Lire la suite page 2 et nos informations pages 2 et 3.)

L'Europe cobaye

M. Reagan l'a rappelé à juste titre, mardi, à la Maison Blanche : rares étaient ceux qui auraient misé quoi que ce soit il y a six ans sur la possibilité de conclure un traité éliminant toutes les fusées intermédiaires.

Le président américain était-il sérieux lorsqu'il a repris à son compte, en 1981, cette idée de M. Helmut Schmidt ? Pensait-il plutôt que le risque de la voir accepter par le Kremlin était pratiquement nul ? Le fait est qu'à l'époque l'imagination n'était pas précisément au pouvoir à Moscou, où régnait encore un Leonid Brejnev épuisé.

M. Reagan n'a pas, bien sûr, répondu formellement à ces questions. Mais il l'a fait de manière implicite en se posant en prophète inspiré d'un monde débarrassé de l'armement nucléaire. C'est la même motivation, ne l'oublions pas, qui l'avait poussé à préconiser la mise en place au-dessus des Etats-Unis d'un bouclier spatial : l'initiative de défense stratégique.

L'accord du 8 décembre – qui doit encore être soumis à la ratification d'un Sénat extrêmement méfiant – ouvre-t-il la voie à cette paix que le numéro un soviétique n'a pas hésité à promettre « à nos enfants et à nos petits-enfants, ainsi qu'aux enfants de nos petits-enfants » ? Non, bien sûr. Il n'est question pour le moment de détruire que 3 ou 4 % des armes nucléaires existantes et le traité risque toujours d'être remis en cause à la première reprise de tension Est-Ouest.

Il n'empêche que c'est bien la première fois, depuis que l'homme a fait sortir le diable nucléaire de sa boîte, qu'il tente de l'y faire rentrer. On s'en voudrait de ne pas saluer l'aube de cette philosophie nouvelle. Mais il va de soi qu'elle devra s'appliquer à bien d'autres catégories d'armes avant qu'on puisse lui donner une adhésion sans réserve.

L'Europe a été totalement absente de cette négociation qui aboutit à faire d'elle le cobaye de l'accord des superpuissances. S'ils ne veulent pas être soupçonnés plus longtemps de réserver leur tentative de dénucléarisation au Vieux Continent – ce qui ferait bien l'affaire de l'URSS, – MM. Gorbatchev et Reagan auraient avantage à se préoccuper aussi non seulement de la réduction substantielle de leurs arsenaux stratégiques, mais du rééquilibrage des armements classiques en Europe et de la liquidation des armes chimiques. Si tel n'était pas le cas, la tentation pourrait être forte, pour l'Union soviétique, de soumettre le moment venu l'Europe occidentale à des opérations de déstabilisation.

Le président des Etats-Unis ne devrait pas dans ce cas être tenu pour le seul responsable. Faut-il dénoncer pour le millième fois la pusillanimité et l'aveuglement des Européens dans cette affaire ? Incapables de prendre la mesure des véritables enjeux, ils n'ont su jusqu'à présent que geindre sur leurs malheurs, compter leurs maigres sous et consacrer leur énergie à de médiocres marathons communautaires. Puisse le sommet de Washington les convaincre que douze harpagons n'ont jamais fait un Européen, et qu'il est temps d'oser enfin exister.

MM. Mitterrand, Chirac et Barre en campagne

Un jeu à deux contre un

« Ça nous rajeunit, hein ! » : M. Mitterrand ne consent que ce bref commentaire en forme de pirouette lorsqu'on lui fait remarquer que les propos qu'il a tenus, le mardi 8 décembre, au Creusot et à Montceau-les-Mines, avivent quelques souvenirs de campagne présidentielle. La région – industrie lourde et ses légions de salariés frappés de plein fouet par la crise – se prêtait il est vrai à ces évocations de la *« longue lutte »* d'une *« classe ouvrière »* dont la vie est *« dure et même insupportable »*. Elle permettait le rappel des combats anciens pour le droit *« à l'éducation, au salaire, à la protection sociale, à l'arbitrage »* ; pour le *« droit des enfants et des femmes »* ; la fresque (plus lyrique naguère, au plus fort des meetings) sur ces enfants dont on exigeait qu'ils travaillent *« quatorze heures par jour pour la bonne conduite de notre économie et parce qu'ils pouvaient plus aisément se glisser dans les galeries étroites et travailler plus profond »*.

La région, de surcroît, est symbolique des aller-retour de l'« état de grâce » : on y avait barré les voies de chemin de fer, fin 1984, lorsque Creusot-Loire a déposé son bilan, et l'on avait hurlé sa colère contre les turpitudes socialistes ; on demande aujourd'hui au « traître » d'hier qu'il en reprenne pour sept ans.

C'est tentant, malgré l'âge, parce qu'il y a beaucoup à faire et que la relève socialiste, incarnée par M. Rocard (auquel M. Mitterrand accorde aujourd'hui nombre de qualités) serait moins assurée que lui – il le dit, en privé, à ses amis – d'affronter victorieusement un second tour d'élection présidentielle. Les tentateurs affluent au passage des cortèges présidentiels en province et pleines pages dans les journaux (*« Tonton, laisse pas béton »*, exige Renaud dans *le Matin*.

JEAN-YVES LHOMEAU.

(Lire la suite page 10.)

Les maths en péril

Mal connues du grand public, les mathématiques sont très appréciées des industriels et des financiers, qui font de plus en plus fréquemment appel à elles. Pour le faire savoir, les mathématiciens ont invité, les mardi 8 et mercredi 9 décembre, à l'Ecole polytechnique, à Palaiseau, un millier de personnes. Mais ils tiennent aussi à dire haut et fort à leurs interlocuteurs – notamment aux pouvoirs publics – qu'ils souffrent de gros problèmes de recrutement, aggravés par une crise de vocation chez les jeunes et une fuite à l'étranger d'une partie des meilleurs chercheurs.

Page 14

La lutte contre le dopage

La lutte contre le dopage sportif est une priorité de l'action de M. Christian Bergelin. La loi de 1965 s'étant révélée difficilement applicable, le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports devait présenter, le mercredi 9 décembre, au conseil des ministres un projet qui étend le champ des contrôles, aggrave les peines encourues par les pourvoyeurs et charge une commission nationale composée de sportifs, de médecins et de fonctionnaires d'harmoniser les règles des fédérations sportives et de contrôler leur application.

Page 23

L'ENQUÊTE : l'élection présidentielle du 16 décembre

Corée du Sud : le vertige de la démocratie

La campagne pour l'élection présidentielle du 16 décembre – le premier scrutin libre depuis seize ans – est dominée par la rivalité entre les deux principaux candidats de l'opposition, MM. Kim Dae Jung et Kim Young Sam, qui font face au candidat officiel, M. Roh Tae Woo.

SÉOUL
de notre envoyé spécial

Dans cette famille d'un membre du gouvernement, qui fit toute sa carrière dans les services secrets (KCIA), la sœur aînée votera, comme son frère, pour le candidat du pouvoir, M. Roh Tae Woo, la deuxième pour le candidat de l'opposition modérée, M. Kim Young Sam, parce que son mari est de la même région (Pusan), et la benjamine, encore à l'université, pour M. Kim Dae Jung, autre candidat de l'opposition : *« le seul qui soit vraiment porteur de changement »*, dit-elle.

L'élection présidentielle du 16 décembre, la première organisée librement depuis 1971, divise les Coréens du Sud. Elle est perçue par tous comme un tournant dans l'histoire nationale moderne. *« Une page est en train de se tourner,* commente le rédacteur en chef d'un grand quotidien. *Quel que soit le résultat, il sera difficile de revenir en arrière sans provoquer une opposition populaire massive. Si la Corée veut faire partie des pays avancés, elle doit avoir un système politique qui corresponde à son développement économique. »*

Pour beaucoup est en jeu un nouveau contrat social. Mais l'évolution en cours suscite aussi de vives inquiétudes pour la stabilité du pays qui, en septembre 1988, doit être l'hôte des Jeux olympiques : on ne passe pas sans tiraillements d'un autoritarisme qui repose aussi sur une culture politique absolutiste confucéenne à un système plus ouvert.

Les mentalités et les rapports sociaux évoluent lentement, même si la modernisation a été d'une rapidité étonnante, et si les progrès matériels accomplis en l'espace d'une génération forcent l'admiration.

La Corée du Sud d'aujourd'hui n'est certes plus celle de 1971, année où M. Kim Dae Jung faillit l'emporter sur le général-président Park Chun Hee. Elle a plus confiance en elle-même, tant du point de vue militaire qu'économique : ayant encaissé avec succès la vague de revendications ouvrières de l'été, l'année 1987 aura été marquée par une consolidation des résultats de 1986. La croissance économique a fait naître, en outre, une classe moyenne importante, qui n'aspire plus seulement aux satisfactions matérielles, mais souhaite aussi participer davantage à la vie politique. Enfin, près de six électeurs sur dix ont moins de trente ans. Cependant le pays n'a pratiquement jamais connu d'expérience démocratique. Les frustrations accumulées sont telles qu'une démocratisation soudaine risque de créer un appel d'air difficilement contrôlable.

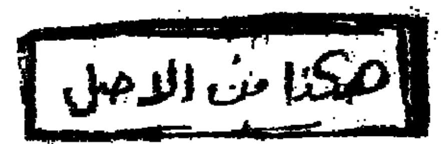
PHILIPPE PONS.

(Lire la suite page 5.)



M 0147 - 1210 0- 4,50 F
3790147004500 12100

A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,50 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM : Autriche, 18 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 AS ; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 155 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 150 dr. ; Irlande, 90 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 130 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 cs. ; Suisse, 1,60 f. ; USA, 1,50 $; USA (West Coast), 1,75 $.



Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-CINQUIÈME ANNÉE — N° 13458 — 4,50 F — Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : André Fontaine — VENDREDI 6 MAI 1988

Double dénouement trois jours avant le second tour de l'élection présidentielle

Après le retour des otages, M. Chirac annonce la normalisation des relations avec l'Iran

A quel prix ?

Libérer des otages, cela fait partie des tâches de tout gouvernement. Mission accomplie au Liban et en Nouvelle-Calédonie, par une extraordinaire conjonction du temps. A trois jours du second tour de l'élection présidentielle, ces succès du gouvernement ont provoqué un choc émotionnel dans tout le pays. Mais l'émotion n'est pas de même nature selon qu'il s'agit de Beyrouth ou d'Ouvéa. Pour Marcel Carton, Marcel Fontaine et Jean-Paul Kauffmann, la joie, profonde, l'emporte.

Pour les vingt-deux gendarmes et le magistrat détenus par les indépendantistes canaques, l'effroi devant le prix payé le dispute au soulagement. A Beyrouth, le gouvernement a négocié : il faut dire qu'il pouvait difficilement faire autrement. On n'imagine pas un escadron de gendarmerie français prenant d'assaut un appartement-prison au Liban.

Les preneurs d'otages d'Ouvéa, en qui le ministre de la défense ne veut voir que des « rebelles », et dont on ne peut évidemment oublier qu'ils ont assassiné quatre gendarmes il y a près de deux semaines, ont été tués. Le contraste des méthodes est significatif.

Cependant, l'affrontement d'Ouvéa et les suites dramatiques qu'il risque de provoquer sur le territoire néo-calédonien sont submergés aujourd'hui par l'allégresse légitime qui accompagne la libération des otages au Liban. Jeudi matin, la classe politique a mis sous le boisseau les luttes électorales pour n'exprimer qu'un sentiment unanime. Les doutes, les interrogations, les accusations, ne viendront que plus tard. Ils sont réservés à l'après-8 mai. Celui qui, dans la classe politique, tenterait d'exploiter à son profit la libération des otages du Liban à des fins électorales serait immédiatement perdu, remarquait M. Mitterrand il y a quelques semaines.

L'impact électoral des événements de mercredi et de jeudi n'est pas mesurable, tant la réaction des électeurs relève plus de l'affectif, en un tel domaine, que du rationnel. Les prises de position de M. Le Pen témoignent de cet état d'esprit. Il hurle à la trahison parce que la France a négocié avec les preneurs d'otages de Beyrouth ; il exige des gouvernants la seule utilisation de la force, comme à Ouvéa, contre le « terrorisme ». M. Chirac, à l'évidence, ne pouvait pas le suivre sur le premier point. Il l'a écouté sur le second.

Le premier ministre-candidat rassemble momentanément sur son nom la joie venue de Beyrouth et la force assenée en Nouvelle-Calédonie. La manifestation organisée par ses amis vendredi, place de la Concorde, à Paris, tombe à point nommé pour y ajouter le symbole du sauveur de la Ve République et de la patrie en danger. Ce jour-là, à vingt ans de distance, les néo-gaullistes et libéraux tenteront de rééditer la démonstration du 30 mai 1968 sur les Champs-Elysées.

Le moins qu'on puisse dire est que le parallèle ne s'impose guère. Ce qui trouble aujourd'hui la paix de l'Hexagone, ce ne sont pas des barricades, c'est l'écho *de l'intolérance* qui fait couler le sang au Proche-Orient et en Nouvelle-Calédonie, et qui empoisonne si facilement le climat politique. Il appartiendra à celui qui l'emportera dimanche de tout mettre en œuvre pour la faire reculer.

Les gendarmes d'Ouvéa ont été libérés, quinze Canaques et deux militaires tués

Libérés mercredi 4 mai à Beyrouth, Marcel Carton, Marcel Fontaine et Jean-Paul Kauffmann, les trois otages français au Liban, ont été accueillis jeudi matin à l'aérodrome militaire de Villacoublay par le premier ministre, ainsi que par Mme Danielle Mitterrand. Dans une brève allocution, M. Chirac a remercié nommément pour leurs efforts Damas et Téhéran ainsi qu'un « ami de la France et de l'Iran », qu'il n'a pas nommé. Il a annoncé que « le rétablissement de relations normales entre la France et l'Iran pouvait être envisagé », saluant l'intervention directe du gouvernement iranien auprès des ravisseurs en faveur de la libération des otages (lire page 44). Ceux-ci ont été conduits jeudi en fin de matinée à l'hôpital du Val-de-Grâce.

En Nouvelle-Calédonie, vingt-trois otages qui étaient détenus par un « commando » du FLNKS, sur l'île d'Ouvéa, ont été libérés jeudi matin 5 mai, au cours d'un assaut donné par les forces de l'ordre. Quinze indépendantistes canaques ont été tués, ainsi que deux agents de la DGSE qui participaient à l'opération. Le bureau du FLNKS a appelé ses militants à « relever ce nouveau défi du colonialisme français ».

Interrogations et démentis

Le premier moment d'émotion passé, la libération des trois *otages français pose de nombreuses* questions, dont la plupart risquent de rester longtemps sans réponse. En voici quelques-unes : comment la négociation, qui avait capoté la veille du scrutin du premier tour de l'élection présidentielle, a-t-elle pu aboutir mercredi soir ? Quelles contre-parties M. Chirac s'est-il engagé à fournir ou a-t-il déjà fourni aux autorités iraniennes, syriennes et aux dirigeants du Hezbollah ? Quel rôle *les Algériens ont-ils joué dans la* négociation ? Pourquoi les dirigeants iraniens — et les chiites libanais qui leur sont inféodés — ont-ils accordé à M. Chirac ce qu'ils avaient refusé au gouvernement Fabius et à M. Mitterrand il y a *deux ans* ?

Personne n'est prêt à Matignon ou au ministère de l'intérieur à répondre précisément à de telles interrogations. Dans l'entourage de M. Chirac, on nie cependant que la date de la libération des otages ait été programmée en fonction de celles de l'élection présidentielle. *« On l'attendait beaucoup plus tôt »*, nous a déclaré un proche collaborateur *du premier ministre*.

JACQUES AMALRIC.

(Lire la suite page 4.)

L'assaut

Une opération de huit heures, de nuit, minutieusement préparée par le général de brigade Jacques Vidal, commandant les forces armées en Nouvelle-Calédonie, et exécutée par des unités militaires mobilisées — comme le veulent les textes qui régissent l'emploi des armées dites « forces de troisième catégorie » en maintien de l'ordre — sur la réquisition du haut-commissaire.

Des unités de professionnels venus de plusieurs horizons : *éléments du GIGN, gendarmes parachutistes, commandos* « marine » Hubert, « marsouins » de l'infanterie de marine, déployés sur l'ensemble de l'île, et spécialistes du 11e régiment de choc, qui sert de réserve au service « action » de la DGSE à Paris. Telle se présente, ponctuellement, la récupération, par la force, des otages sur l'île d'Ouvéa, qui a fait dix-sept morts, quinze Mélanésiens et deux militaires.

Mais l'opération, décidée en son principe dès le mardi 3 mai, est, en *réalité*, plus compliquée. Elle a été montée en parallèle avec les tentatives de négociation, et le capitaine Philippe Legorjus a joué le cheval de Troie : prisonnier professionnel, sinon volontaire, en tout cas actif, à la fois négociateur face à ses geôliers du FLNKS, pour le compte du pouvoir civil, et conseiller, par les renseignements qu'il a pu transmettre au début, de l'autorité militaire chargée de l'opération.

JACQUES [illegible].

(Lire la suite page 13.)



Intervention à Nowa-Huta et siège des chantiers Lénine à Gdansk

Coup de force contre les grévistes polonais

Les forces de l'ordre polonaise sont intervenues, le jeudi 5 mai, à 4 heures du matin, aux forges Lénine de Nowa-Huta, près de Cracovie, paralysées par la grève et occupées depuis dix jours. Selon la radio nationale, les seize membres du comité de grève ont été arrêtés. A Gdansk, les chantiers Lénine étaient encerclés par la police.

Les liaisons téléphoniques entre Varsovie et Nowa-Huta ayant été coupées, on igorait encore dans la matinée de jeudi les circonstances exactes de l'intervention policière.

A Gdansk, autre pôle de la vague de mécontentement qui a déferlé sur la Pologne à la suite de la hausse de prix, la direction des chantiers navals Lénine, également en grève, a annoncé que l'activité de l'entreprise était suspendue pour une durée indéterminée, en raison de *« la situation qui l'empêche de fonctionner normalement »*.

Elle a mis en *« congé payé »* les non-grévistes et a demandé aux ouvriers *« de la première et de la deuxième équipe de ne pas se rendre au travail à partir du jeudi 5 mai »*.

Les forces de l'ordre ont remis en place leur dispositif d'encerclement des chantiers dans la nuit. Lesch Walesa et quelques trois mille ouvriers se trouvent à l'intérieur.

Le téléphone au domicile des opposants connus encore en liberté a été coupé. Le porte-parole de Solidarité, M. Janusz Onyskiewicz, a été arrêté à 7 heures à Varsovie, selon son épouse.

Depuis le début du conflit, Solidarité avait averti qu'un appel à la grève générale serait lancé en cas de coup de force contre les grévistes.

La décision des autorités de recourir à la force est intervenue au lendemain d'une tentative de médiation de l'épiscopat polonais, qui avait suscité un certain espoir.

S. K.

(Lire la suite page 12.)

Le sommaire complet se trouve en page 44


M 0147 - 0506 0 - 4,50 F
3790147004500 05060

A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,50 dir. ; Tunisie, 800 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 18 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 $; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 155 pes. ; G.-B., 80 p. ; Grèce, 150 dr. ; Irlande, 90 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 130 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 cs. ; Suisse, 1,60 f. ; USA, 1,50 $. USA (West Coast) 1,75 $

2e cahier : SUPPLÉMENT ÉCONOMIE

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION
BOURSE

QUARANTE-SIXIÈME ANNÉE – N° 13796 – 4,50 F — Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : André Fontaine — MARDI 6 JUIN 1989

L'armée chinoise poursuit une répression sanglante à Pékin sous le harcèlement de la population

Deux jours après l'intervention de l'armée dans Pékin, les affrontements se poursuivaient, lundi 5 juin, entre manifestants et soldats, tandis que certaines informations faisaient état de premiers incidents entre unités militaires. Les étudiants, retranchés dans leurs campus, s'attendaient à une attaque des forces de l'ordre. L'agitation s'est étendue à plusieurs villes de province. En l'absence de bilan précis, il semble que le nombre des morts dépasse le millier.

La violence de la répression d'une foule désarmée a suscité la réprobation dans le monde entier, sauf à Berlin-Est. Pour sa part, M. François Mitterrand a déclaré qu'un régime qui, pour survivre, tire sur sa jeunesse « n'a pas d'avenir ».

Une porte qui se referme

Jamais le canonnade n'avait fait rage dans Pékin depuis l'expédition occidentale contre les Boxers en 1900. Certes, tous les régimes qui se sont succédé en Chine avaient tiré sur leurs opposants – les étudiants ayant payé le plus lourd tribut, – mais, même au cours de la révolution culturelle, le Grand Timonier n'avait pas eu recours aux armes lourdes dans sa capitale. C'est paradoxalement l'homme de la démaoïsation, de la réforme et de l'ouverture, M. Deng Xiaoping, qui aura franchi ce pas supplémentaire dans la répression.

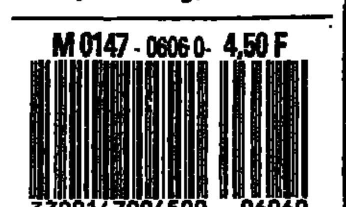
Sanglante manière de fêter dix années de réformes et quarante ans de république « populaire » que de tirer sur une foule désarmée. La langue de plomb des communiqués officiels reprend cette logorrhée révolutionnaire que l'on croyait passée de mode depuis la révolution culturelle. Le régime est revenu à son point de départ. Ayant perdu sa feuille de vigne moderniste – qui n'était pour lui qu'un moyen et non une fin, – il est désormais nu. Nu et bien malade de n'avoir trouvé de salut que dans la force la plus brutale.

Hier réformiste, aujourd'hui vieil autocrate sanguinaire, M. Deng a montré à ceux qui en avaient douté que le maintien de l'ordre primait sur tous les autres objectifs et que la porte entrouverte pouvait aussi bien se refermer. Pendant une décennie, pour des raisons diplomatiques, politiques et commerciales, bien des Occidentaux ont pris pour argent comptant le mythe de l'« irréversibilité » des réformes chinoises, refusant de voir les signes de durcissement qui se multipliaient.

Ces illusions ont été balayées par les salves de l'armée. Croire que la Chine abandonnait le socialisme pour se tourner vers la démocratie et le capitalisme afin de mieux l'opposer à l'URSS apparaît désormais comme une vue de l'esprit. Rêver d'un marché chinois capable d'absorber les surplus de toutes nos industries et de faire fructifier nos investissements, également.

La réaction pour le moins prudente de Washington et de Tokyo s'explique sans doute par l'espoir que les dirigeants chinois ne se tourneront pas vers Moscou et s'arrêteront en chemin, conscients des dégâts déjà causés. Est-ce encore possible ? Comment convaincre une population traumatisée d'aider un régime à développer son économie alors qu'il lui tire dessus ? Comment convaincre ces Chinois d'outre-mer et de Hongkong, qui vivent à l'unisson le drame de leurs compatriotes et dont l'argent représentait plus des trois quarts de l'aide étrangère, de soutenir encore Pékin ?

Isolés, les dirigeants chinois risquent de se durcir et de se refermer plus encore. Mais tout n'est pas joué : le régime est tellement divisé qu'on ne peut exclure qu'il explose demain en rivalités intestines. Il faudra, de toute manière, des années pour rétablir la confiance, tant en Chine qu'à l'étranger.



Un pouvoir disloqué

PÉKIN
de notre correspondant

Deux jours après l'entrée de trois corps d'armée à Pékin, où des scènes d'une violence inouïe se sont déroulées au cours du week-end, aucune issue n'est plus en vue. La situation est bien loin d'être stabilisée sur le terrain, et reste totalement confuse sur le plan politique. Un pouvoir sans visage, avare de sa parole, fait semblant de régner sur le pays le plus peuplé du monde au nom d'une politique de reprise en main décrétée par M. Deng Xiaoping il y a plus de cinq semaines, afin de mater un *« complot contre-révolutionnaire et réactionnaire »* fomenté dans le but de *« renverser le système socialiste »*.

Officiellement, l'Etat existe toujours : le président de l'Assemblée nationale populaire, M. Wan Li, et le premier ministre, M. Li Peng, auraient envoyé des messages de félicitations au nouveau chef du gouvernement japonais, selon le bulletin d'informations de la radio diffusé lundi matin. Une déclaration du chef de la municipalité de Pékin, M. Chen Xitong, a également été citée, dans laquelle il insiste sur la nécessité de se livrer à cette opération en raison de la gravité de la situation.

FRANCIS DERON.

(Lire la suite page 3.)

La logique du despotisme

par ANDRÉ FONTAINE

COMMUNISTES ou pas, *chinois ou pas*, on ne compte pas les gouvernements qui ont fait tirer sur une foule désarmée. Mais, à Pékin, à la différence de Budapest 1956 ou de Prague 1968, nul pouvoir étranger ne s'en est mêlé : les étudiants et le peuple de la capitale ont été massacrés par une armée qui, jusque dans son nom, « armée populaire de libération », se prétend leur émanation. Et, surtout, la démonstration était trop pacifique, elle coïncidait trop avec les printemps de Moscou, de Budapest et de Varsovie pour ne pas nourrir dans le monde un immense espoir.

On se prenait à croire que rien ne pourrait désormais arrêter, deux cents ans après la prise de la Bastille, le déferlement de la liberté. Ceux qui avaient voulu voir dans la révolution culturelle, monument d'abrutissement et d'asservissement, le *nec plus ultra* de l'émancipation de l'homme n'étaient pas les derniers à célébrer une explosion qui amplifiait, en quelque sorte, leurs illusions. D'où le parallèle si souvent évoqué, ces derniers temps, entre le mai de Paris et celui de Pékin. Les masses, sans un geste de violence, allaient convaincre le pouvoir de se réformer.

Deng, hélas ! n'est pas de Gaulle. Plus les despotes vieillissent, moins, d'une manière générale, ils supportent la contestation. Surtout lorsque celle-ci s'accompagne d'une humiliation durement subie sous les yeux de ce Gorbatchev qu'on se flattait d'avoir amené à Canossa.

(Lire la suite page 4.)

- Le récit d'une nuit de massacre.
- Les réactions en France et à l'étranger : M. George Bush déplore le recours à la force ; silence embarrassé à Moscou ; Tokyo se dit préoccupé.
- Panique à la Bourse de Hongkong.

Lire pages 2 à 4

Ali Khamenei, nouveau guide de la révolution iranienne

L'incertaine succession de l'imam Khomeiny

Sans attendre les réformes constitutionnelles, dont la mise en chantier avait été ordonnée par l'imam Khomeiny avant sa mort, l'Assemblée des experts a désigné, dimanche 4 juin, M. Ali Khamenei, le chef de l'Etat, pour succéder au Guide de la révolution, mort samedi à minuit, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans, des suites de l'opération qu'il avait subie le 23 mai.

Ce choix, anticonstitutionnel, apparemment imposé par la nécessité de resserrer les rangs au sein du sérail islamique, pourrait ne constituer qu'une étape de transition dans la guerre de succession entre le président du Parlement, M. Hachemi Rafsandjani, et M. Ahmed Khomeiny, le fils de l'imam défunt.

L'imam Khomeiny n'aura en définitive survécu que dix mois au « poison » qu'il avait absorbé en juillet 1988 en acceptant la résolution 598 des Nations unies, qui mit fin à la guerre du Golfe. Certains affirment même qu'ayant accepté le cessez-le-feu avec l'Irak, il était désormais mort politiquement. Une chose est sûre : la fin de son beau rêve, qui était, depuis près de huit ans, de vaincre militairement le régime de Saddam Hussein, l'avait beaucoup affecté sur le double plan moral et physique.

En janvier 1988, répondant à une requête des grands ayatollahs Golpayagani et Nadjafi-Marachi, qui lui proposaient leurs services *« en vue de négocier une paix honorable »*, il avait affirmé, sur un ton jugé sarcastique : *« Priez pour que Khomeiny meure. »* Cela signifiait que, tant qu'il serait en vie, il ne ferait pas la paix avec l'Irak, à moins de l'avoir battu sur le terrain.

Il est maintenant certain que l'échec de son armée a pesé lourdement sur le moral de l'imam et contribué à miner davantage un état de santé déclinant. Depuis le cessez-le-feu, l'imam s'était enfermé dans sa tour d'ivoire et semblait bouder ceux qui l'avaient poussé à accepter une paix que, dans son for intérieur, il jugeait déshonorante. Au début du mois saint de Moharram de 1988, il s'était abstenu d'adresser son message traditionnel aux fidèles.

Durant les fêtes marquant le dixième anniversaire de la révolution en février 1989, il avait fait sombre figure et il était demeuré étrangement à l'écart des festivités qui célébraient pourtant son retour triomphal en Iran.

JEAN GUEYRAS.

(Lire la suite page 8.)

- Khomeiny, Savonarole de l'islam.
- Dix ans de révolution islamique.
- Ali Khamenei, un « martyr vivant ».
- L'Occident espère un retour de Téhéran dans la communauté internationale.

Lire pages 6 à 9

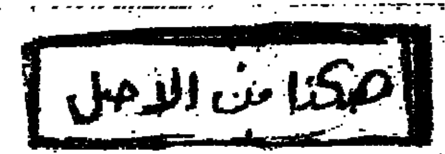
Un entretien avec M. Roger Fauroux

L'Etat doit soutenir l'effort du secteur public, affirme M. Roger Fauroux, dans l'entretien qu'il a accordé au *Monde*. Le ministre de l'industrie et de l'aménagement du territoire déclare qu'il serait *« désastreux pour la France de laisser les grandes entreprises nationales se marginaliser, faute de capitaux propres »*. Il n'y aura pas de *« valse de présidents »* à la tête des entreprises nationalisées, affirme-t-il, déclarant même cette expression périmée.

Le ministre entend accorder la plus grande liberté d'action aux entreprises qui sont, pour lui, le fer de lance du développement. Il faut penser aux entreprises et non aux secteurs ou filières, insiste-t-il, en opposition avec les tendances antérieures. M. Fauroux se prononce également pour l'accueil des investisseurs étrangers et pour la poursuite de la collaboration franco-allemande dans le nucléaire civil.

(Lire page 26)

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 5 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 $; Antilles/Réunion, 7,20 F ; Côte-d'Ivoire, 425 F CFA ; Danemark, 11 kr. ; Espagne, 160 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 150 dr. ; Irlande, 90 p. ; Italie, 1 800 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 cr. ; Suisse, 1,60 f. ; USA (NY), 1,50 $; USA (others), 2 $.



DERNIÈRE ÉDITION
BOURSE

Le Monde

7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

QUARANTE-SIXIÈME ANNÉE N° 13931 – 4,50 F

SAMEDI 11 NOVEMBRE 1989

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

L'ouverture de la frontière quarante ans après la création des deux Etats

Les Allemands se déplacent désormais librement de l'Est à l'Ouest

Quarante ans après la création des deux Etats issus du IIIe Reich, les autorités de la RDA ont décidé l'ouverture de la frontière, et les Allemands se déplacent désormais librement de l'Est à l'Ouest. Les points de passage du mur de Berlin restaient ouverts sans formalités vendredi 10 novembre, les bureaux chargés de délivrer les visas théoriquement exigibles à partir de 8 heures étant débordés.

A Berlin-Est, quatre dirigeants du Parti communiste ont été limogés vendredi, un membre du bureau politique et trois membres suppléants. M. Kohl a interrompu sa visite officielle en Pologne afin d'assister vendredi à un conseil des ministres extraordinaire à Bonn. Il se rendra, via Hambourg, à Berlin-Ouest. Il devrait néanmoins regagner Varsovie dimanche matin.



Effondrement

ET maintenant ? Une fois passé l'émotion, à voir les brèches ouvertes dans le mur de Berlin et dans cette frontière interallemande aux allures de château fort, la question demeure. Où en est-on ? Où va-t-on ? Les réponses ne sont pas aisées, ce qui explique sans nul doute la prudence des réactions occidentales, à commencer par celle du président Bush, devant une histoire en train de se faire à grande vitesse mais dont on ignore encore l'aboutissement.

Pour confuse et déroutante qu'elle soit, la situation n'en comporte pas moins quelques très sérieuses probabilités. La première, c'est qu'on va assister rapidement à la réunification économique des deux Etats allemands. L'engrenage est en place ; il ne va pas tarder à se mettre en marche : la RDA ayant promis à ses citoyens la libre circulation et des élections libres, le chancelier Kohl n'aura pas d'autre solution à brève échéance que de tenir sa promesse d'aide massive à l'économie est-allemande.

SI elle veut éviter l'irruption désordonnée de centaines de milliers, voire de millions d'Allemands de l'Est sur le marché du travail ouest-allemand avec toutes les conséquences politiques que cela entraînerait, il faut que la RFA contribue à améliorer les conditions de vie des habitants de l'Est.

Deuxième constatation : les concessions consenties par M. Krenz donnent une idée de sa faiblesse. Le régime pourra-t-il survivre à des élections vraiment libres ? Et s'il tourne à la social-démocratie, quelle légitimité pourra-t-il bien conserver ? La réunification politique « de facto » ne se profile-t-elle pas à l'horizon, avec une entité économique allemande superpuissante, ce qui ne manquera pas de poser quelques problèmes aux partenaires de Bonn dans la CEE ? Car la RFA, si elle n'y prend pas garde, et si d'autres n'y prennent pas garde avec elle, risque, les années qui viennent, de se concentrer de plus en plus sur cette reconstruction d'une RDA en train de changer de nature, au détriment de la construction européenne et de l'aide à la Pologne et à la Hongrie.

LES Allemands, cependant, ne sont pas seuls au monde, et l'aménagement de nouveaux rapports entre eux est une chose trop sérieuse pour qu'elle leur soit entièrement abandonnée. L'ordre européen et allemand qui est en train de s'écrouler à la suite du formidable échec économique des pays socialistes avait des garants. Ne serait-il pas temps qu'ils se concertent, se manifestent au grand jour et reprennent quelque emprise sur les événements ?

Les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France seraient, en particulier, bien inspirés d'agir de concert avec Bonn avant de se faire surprendre par quelque initiative de M. Gorbatchev. M. Guerassimov, le porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères, a montré, jeudi, le bout de l'oreille. Interrogé à propos du prochain « non-sommet » Bush-Gorbatchev, qui doit avoir lieu les 2 et 3 décembre au large de Malte, il a simplement affirmé que cette rencontre pourrait s'intituler « de Yalta à Malte »...

M 0147 - 1111 0- 4,50 F



3790147004500 11110

89 bis

par André Fontaine

SEULS les imbéciles ne changent pas d'avis. Egon Krenz, il n'y a pas si longtemps, se félicitait de l'écrasement du printemps de Pékin. Il offre aujourd'hui à ses compatriotes le printemps en novembre. Sans avoir esquissé le moindre geste de résistance, il s'incline devant le déferlement du peuple est-allemand et lui ouvre toutes grandes, deux cents ans après la chute de la Bastille, les portes de celle où il était enfermé.

Le sinistre mur derrière lequel s'était retranché l'empire du froid n'a plus de raison d'être. Quitte à en garder un morceau comme souvenir de ce à quoi peut conduire la folie des hommes, il faudra se dépêcher de le démolir. Tant qu'il sera debout, en effet, la tentation subsistera d'en reboucher les issues.

Sans doute le nouveau chef du parti et de l'Etat est-allemands ne pouvait-il faire autrement. L'ampleur de l'exode en direction de l'Ouest, via Budapest et Prague, aurait ouvert les yeux du plus aveugle. Et surtout, Gorbatchev, lors de sa visite à Berlin-Est il y a un mois pour le quarantième anniversaire de la RDA, avait clairement prévenu ses interlocuteurs qu'il ne leur fallait pas compter, en cas de troubles, sur le soutien de l'armée rouge. Il en avait même à toutes fins utiles informé le gouvernement de Bonn. Krenz a vite compris que, dans ces conditions, sa seule chance consistait, s'il voulait décourager ses administrés de prendre le large, à essayer de désarmer leur méfiance. Et donc d'aller au-devant de leurs revendications en les laissant se déplacer à leur guise.

LA population est-allemande lui a beaucoup facilité les choses. Les sages démonstrations qui, parties des églises protestantes, ont jeté dans les rues des centaines de milliers de citoyens n'ont jamais connu le moindre débordement.

Lire la suite page 5

Nuit d'allégresse à Berlin

BERLIN
de notre envoyé spécial

Un morceau du mur de Berlin est tombé cette nuit. Des milliers de Berlinois et d'Allemands de l'Est ont franchi, aux premières heures du vendredi 10 novembre, les divers points de passage entre les deux parties de la ville pour se rendre quelques heures à Berlin-Ouest, où leur arrivée a suscité une gigantesque fête dans le centre-ville et aux abords du mur.

Le conseil des ministres est-allemand avait annoncé, jeudi soir, que tout citoyen de RDA pourrait dorénavant emprunter les points de passage le long de la frontière interallemande et, à Berlin, sur simple présentation d'un visa délivré à la demande dans les commissariats de police.

En attendant l'ouverture des bureaux, le 10 novembre à 8 heures du matin, la police avait reçu l'ordre de laisser passer à partir de minuit toutes les personnes munies d'une carte d'identité à tous les points de passage entre les deux Berlins.

Annoncée en début de soirée, presque en incidente, à l'issue d'une conférence de presse sur les travaux en cours du comité central du Parti communiste est-allemand, la nouvelle s'était répandue comme une traînée de poudre des deux côtés du mur. Vers 23 heures, des petits groupes, beaucoup de jeunes surtout, ont commencé, côté Est, à converger vers les points de passage, histoire de tâter le terrain.

Les grilles étaient encore fermées, mais les policiers de faction, avec une bonhomie qu'on ne leur connaissait pas, confirmaient que la frontière serait ouverte après minuit...

HENRI DE BRESSON

Lire la suite page 3

De la Réforme à la révolution

par Daniel Vernet

« La question allemande reste ouverte aussi longtemps que la porte de Brandebourg est fermée », disait il y a quelques mois M. Richard von Weizsäcker, président de la République fédérale. La porte de Brandebourg vient d'être ouverte sous la pression d'une foule calme et déterminée qui, depuis des jours, demandait inlassablement la possibilité de voyager librement, de faire trois petits tours à l'Ouest et de rentrer chez elle.

Ouverte aussi sur une décision de la direction est-allemande, prise de vitesse par un mouvement qu'elle a tenté d'abord de canaliser et auquel elle a été obligée de céder, pas à pas, pour s'être, pendant quatre décennies, figée sur la certitude qu'en socialisme comme en tout les Allemands étaient les meilleurs.

La porte de Brandebourg est ouverte, la question allemande *n'est pas réglée pour* autant, mais les données en ont été fondamentalement changées dans cette nuit du 9 au 10 novembre. Il était douteux que l'ébranlement provoqué en Europe de l'Est par la perestroïka de Mikhaïl Gorbatchev épargne la RDA.

Mais, il y a quelques semaines encore, les dirigeants ouest-allemands se demandaient comment soutenir les forces réformatrices au sein du Parti communiste est-allemand, permettant une évolution progressive à Berlin-Est et un approfondissement des relations interallemandes sans effaroucher Moscou.

Lire la suite page 5

Amérique latine : la tentation néolibérale

Pour tenter de sortir de leur terrible crise des années 80, nombre de pays d'Amérique latine découvrent discrètement l'économie de marché

L'Amérique latine vit depuis le début des années 80 la pire crise économique qu'elle ait connue, exception faite de 1929. Seuls échappent à ce marasme la Colombie et le Chili. Certains pays sont davantage frappés : le Pérou, le Panama et le Nicaragua, Haïti et l'Argentine.

Partout, l'heure est aux restrictions des importations, obérant *les capacités de développement* futures, aux contractions année après année des PNB (7 % désormais pour l'ensemble de la région par rapport à 1980, plus de 10 % pour la même période dans treize des *« vingt Amériques latines »*), à la diminution draconienne de la consommation privée comme corollaire de la baisse des revenus des particuliers, salariaux notamment, à la chute des investissements des entreprises et du secteur public, à l'augmentation vertigineuse des chiffres du chômage.

Le déficit abyssal des budgets nationaux est l'une des principales causes d'une inflation dont la moyenne régionale, pour 1988, aura été de 472 %, et qui galope littéralement dans quatre pays : l'Argentine, le Brésil, le Pérou et le Nicaragua. Quant à la vie quotidienne des quatre cent vingt millions de Latino-Américains, elle frise l'intolérable pour 40 % d'entre eux, selon des statistiques concordantes. Seuls deux éléments tempèrent la rigueur de cette situation : l'emploi dit *« souterrain »* (28 % de la population active du Mexique, selon une enquête récente, travaille ainsi « au noir ») ; et les subventions publiques à la consommation alimentaire et aux transports – qui, il est vrai, ne bénéficient qu'aux citadins et représentent, de fait, un fardeau pour les quelque cent cinquante millions de paysans du sous-continent.

JEAN-PIERRE CLERC

Lire la suite page 32 – section C

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 5 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,85 $; Antilles/Réunion, 7,20 F ; Côte-d'Ivoire, 425 F CFA ; Danemark, 11 kr. ; Espagne, 160 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 150 dr. ; Irlande, 90 p. ; Italie, 1 800 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 cs. ; Suisse, 1,60 f. ; USA (NY), 1,50 $; USA (others), 2 $.

Le Monde

ÉDITION DE NUIT

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14301 - 5 F — VENDREDI 18 JANVIER 1991 — FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

Vagues successives de bombardements sur Bagdad et les sites stratégiques

Le potentiel militaire irakien serait fortement atteint

La rançon de l'entêtement

LA guerre du Golfe n'est certes pas finie – en particulier sa composante terrestre, qui sera sans doute plus meurtrière, – mais on peut d'ores et déjà affirmer que le maître de Bagdad vient d'encaisser un coup très douloureux. Celui-ci ne laisse guère de doute sur l'issue finale de l'affrontement : en quelques heures à peine de raids aériens d'une ampleur et d'une précision sans précédents, il a perdu pratiquement la totalité de son aviation et de la protection radar du territoire irakien, la plupart de ses missiles à moyenne portée dont il avait menacé à maintes reprises l'Arabie saoudite et Israël, plusieurs unités de sa garde prétorienne, paradoxalement qualifiée de républicaine, bon nombre de ses industries militaires « non conventionnelles », c'est-à-dire consacrées à la fabrication des armes chimiques et nucléaires.

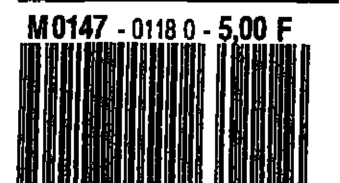
C'EST là le premier prix que doit payer Saddam Hussein pour son entêtement à défier la communauté internationale. Ce résultat était prévisible, et c'est bien pourquoi beaucoup pensaient – et espéraient – que le dictateur finirait par céder, soit quelques heures avant l'expiration de l'ultimatum du Conseil de sécurité de l'ONU, soit quelques heures après.

Nombre d'issues honorables lui ont été indiquées depuis des semaines, notamment par la France et, mardi encore, par M. Perez de Cuellar. Plutôt que de jouer cette carte et d'empocher les dividendes territoriaux, pétroliers et financiers qu'il n'aurait eu aucun mal à arracher au Koweït, il a préféré camper sur des positions intransigeantes, qui ne peuvent maintenant que voler en éclats.

LE calcul, si on peut qualifier ainsi un tel comportement, est difficilement compréhensible. Il est vrai que ce n'est pas la première fois que Saddam Hussein se trompe lourdement : en attaquant l'Iran, en 1980, il a cru renverser d'une pichenette le régime des ayatollahs ; en août dernier, il a pensé que le kidnapping d'un Etat souverain passerait inaperçu et que l'URSS se ferait, comme dans le passé, son complice ; il a ensuite mis beaucoup de temps à comprendre que la prise en otage de milliers de ressortissants étrangers interdisait même à ses amis de voler à son secours ; il a pensé pouvoir se faire le porte-drapeau des miséreux et des laissés-pour-compte de la planète, alors qu'il bénéficie d'une rente pétrolière considérable ; jetant sa laïcité d'hier aux orties, il a aussi tenté, avec des résultats infiniment plus modestes que ceux qu'il escomptait, de se présenter en pur défenseur de l'islam contre un occidentalisme corrompu au service d'un sionisme honni ; il n'a pas compris, enfin et surtout, qu'en défiant une planète encore à la recherche d'un nouvel ordre il lançait par la même occasion un défi personnel au président de la dernière super-puissance, lequel ne pouvait que dégainer s'il ne voulait pas perdre la face... et les prochaines élections.

La crise du Golfe n'est certainement pas close, et Saddam Hussein peut très bien encore brouiller les cartes, allumer ici et là de graves incendies. Il serait surprenant cependant qu'il puisse un jour, comme il en rêvait hier, dominer ce Proche-Orient dont il voulait faire son domaine.

M 0147 - 0118 0 - 5,00 F



L'aviation française est entrée en action au Koweït

Le président américain, M. George Bush, s'est déclaré, jeudi après-midi 17 janvier à Washington, « très satisfait » des opérations militaires contre l'Irak, qui, a-t-il dit, se sont jusqu'à présent déroulées avec « grand succès » et « comme prévu ». Le potentiel militaire irakien aurait été fortement atteint par les vagues successives de bombardements.

L'offensive aérienne alliée baptisée « Tempête du désert » avait commencé jeudi, peu après minuit, heure française. Elle visait des objectifs irakiens – tant en Irak qu'au Koweït. Bagdad a été la cible d'intenses bombardements et de tirs de missiles qui se poursuivaient en milieu de journée. Le secrétaire américain à la défense, M. Richard Cheney, a indiqué que les Etats-Unis avaient perdu un bombardier F-18 au cours de la première phase des combats. Un Tornado britannique était également porté disparu.

Le ministre français de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, a indiqué que douze avions Jaguar stationnés en Arabie saoudite avaient attaqué les installations militaires de l'aéroport Al-Jaber de Koweït. Quatre appareils ont été touchés mais ont pu finalement regagner leurs bases. L'Union de l'Europe occidentale (UEO) souligne dans un communiqué, publié jeudi après-midi à l'issue de sa réunion à Paris, que « les pays membres étudient d'ores et déjà le rôle qu'ils pourront jouer après la guerre. Ils souhaitent que les pays de la région puissent alors développer sans attendre des relations de sécurité assurant la paix et la stabilité à long terme ».

Jeudi, les prix du pétrole se sont effondrés, retrouvant des niveaux inférieurs à ceux d'août dernier. Partout, les marchés boursiers ont connu de spectaculaires envolées (+ 4,4 % à Tokyo, + 7,6 % à Francfort et + 7 % à Paris).



« Tempête » sur Bagdad

La nuit recouvrait la capitale depuis déjà longtemps lorsque le ciel s'est soudain illuminé dans le crépitement des batteries antiaériennes ponctué de sourdes explosions. Il était 2 h 40 (23 h 40 GMT), jeudi 17 janvier. Le sol s'est mis à trembler sous les coups. Un véritable feu d'artifice éclairait la ville, dont une partie de l'électricité a été coupée. A des milliers de kilomètres de là, à Washington, la Maison Blanche annonçait, quelques minutes plus tard, que la guerre de libération du Koweït venait de commencer. « Bouclier du désert » s'est fait « Tempête du désert » pour frapper le potentiel militaire irakien, en Irak comme au Koweït. Des centaines d'avions américains, britanniques, saoudiens et koweïtiens, a-t-on précisé à Washington, se sont lancés à l'assaut d'installations chimiques et nucléaires, des défenses antiaériennes et des postes de contrôle et de commandement des forces irakiennes (douze Jaguar français interviendront jeudi matin contre une base irakienne au Koweït ; tous rentreront, quatre d'entre eux étant touchés ; mais M. Jean-Pierre Chevènement annoncera que *« tous les pilotes sont en vie »*). Bien plus tard, après plus de cinq heures de silence, le commandement général irakien affirmera, dans un « communiqué numéro un », que les appareils *« ennemis »* ont touché des installations militaires et civiles. L'attaque de la nuit aura, toujours selon l'armée irakienne, atteint *« des régions densément peuplées de Bagdad ainsi que certaines bases aériennes »*.

Vague après vague, se succédant tous les quarts d'heure, les appareils américains ou britanniques ont occupé le ciel de la capitale, visant des objectifs précis. Les habitants ont pu voir s'allumer des incendies et monter d'épaisses colonnes de fumée noire à la périphérie de Bagdad. En outre, des bases de missiles, notamment dans l'ouest du pays – de celles qui menaçaient directement Israël, dont M. Saddam Hussein a répété qu'il serait le premier objectif des Irakiens, – ont également été la cible des raids américains, ont assuré des sources militaires israéliennes. Le « matraquage » allié – dans lequel une centaine de missiles de croisière américains de type Tomahawk, tirés à partir de navires, ont joué un rôle important – s'est étendu à l'ensemble du territoire irakien, les Iraniens signalant d'importants raids dans la région de Bassorah, dans le sud de l'Irak.

YVES HELLER

Lire la suite page 4

Une guerre tant annoncée...

par Jean-Pierre Langellier

La chronique de cette « guerre annoncée » – tant annoncée – s'ouvre, il y a cinq mois et demi, par une étouffante nuit d'Orient. Le 2 août 1990, à une 1 h 30 du matin, le téléphone sonne dans le palais du jovial prince héritier Saad Abdallah, premier ministre du Koweït. Au bout du fil, son ministre de la défense lui annonce, d'une voix angoissée, que des centaines de chars lourds irakiens sont en train de franchir la frontière et foncent vers la capitale. Trois heures plus tard, cheikh Jaber, chef de la famille régnante des Al-Sabah, s'envole vers l'exil à bord d'un hélicoptère américain. Pour la première fois, l'armée d'un pays arabe vient d'en envahir un autre. La crise du Golfe éclate.

Cette crise couvait depuis des mois, longtemps inaperçue des diplomates occidentaux et de leurs gouvernements, trop absorbés par le grand remue-ménage européen. A plusieurs reprises, en ce premier semestre de 1990, Saddam Hussein – au pouvoir depuis juillet 1979 – lance des mises en garde dont la violence de ton stupéfie et alarme ses pairs arabes. Ce sont autant de menaces, à peine voilées, envers les riches – trop riches, selon Bagdad – pétromonarchies du Golfe, tenues pour de simples suppôts de l' *« impérialisme américain. »* Le 23 février, à Amman, lors d'un sommet diplomatique régional, le président irakien traite le Koweït et l'Arabie saoudite en accusés. Il leur enjoint d'annuler la dette – 30 milliards de dollars – contractée auprès d'eux par l'Irak pendant sa guerre contre l'Iran et leur réclame, de surcroît un don équivalent. Faute de quoi il promet des représailles...

Le 28 mai, Saddam Hussein enfonce le clou à l'occasion d'une réunion de la Ligue arabe, qu'il accueille à Bagdad. Il reproche aux Etats du Golfe d'extraire trop de pétrole, ce qui contribue, selon lui, à déprécier les cours du brut. *« Chaque baisse de 1 dollar par baril,* calcule-t-il, *fait perdre à l'Irak 1 milliard de dollars par an ».* Il accuse certains de ses *« frères arabes »* – en premier lieu le Koweït – de lui livrer une *« guerre économique ».*

Lire la suite page 2

L'Amérique aux écrans

WASHINGTON

de notre correspondant

« Je regarde vers l'Ouest et le ciel est illuminé d'éclairs de feu. » Il est 18 h 35, le journal télévisé d'ABC, la principale chaîne américaine, est commencé depuis cinq minutes, et son correspondant à Bagdad intervient soudain à l'antenne. Quelques instants plus tôt, on l'avait entendu dire que la capitale irakienne était parfaitement silencieuse, que la visibilité était bonne et qu'on voyait même les étoiles. A présent, Gary Shepard voit des fusées éclairantes, des balles traçantes, *« des avions qui se dirigent vers l'hôtel où nous sommes »*, au milieu des explosions. *« De toute évidence,* conclut le journaliste, *il y a une attaque aérienne en cours. »* Et puis il y a une sorte de rémission, d'accalmie, un moment de doute. Est-ce vraiment la guerre, ou bien une fausse alerte, ou encore un raid d'avertissement, une opération psychologique ?

Quelques minutes encore, et un raid succède à l'autre. Désormais, c'est sûr, l'attaque est lancée. C'est la guerre en direct, à l'heure du « prime time », de la plus grande écoute, mais aussi dans l'obscurité, l'ignorance de ce qui se passe vraiment, sinon qu'il y a toujours ces éclairs dans le ciel, ces explosions. Il n'y a pas d'images, seulement la voix du journaliste d'ABC, des trois envoyés spéciaux de CNN, et puis des autres chaînes, NBC, CBS, et, à l'écran, une carte de Bagdad, la ville qui va être frappée, qui apparemment est frappée, mais où ? John Hollimann, de CNN, s'extasie : *« On dirait un feu d'artifice du 4 juillet* (la fête nationale américaine). *Ouahhh, celle-là était grosse. Elle a liquidé le centre de transmissions ! »*

Pas si sûr. A leur propre étonnement, et malgré quelques coupures occasionnelles, les journalistes peuvent continuer à communiquer avec New-York et Atlanta, même si souvent ils n'entendent rien en retour : *« J'espère que quelqu'un m'entend. Je vais continuer aussi longtemps que possible. »* Quelques heures plus tôt, agissant sur consigne directe de M. Bush, le secrétaire à la Défense avait une nouvelle fois encouragé, sur le ton le plus ferme, les directions des télévisions à évacuer leurs journalistes de Bagdad.

JAN KRAUZE

Lire la suite page 4

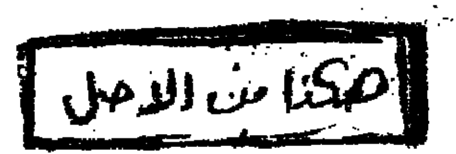
Lire également

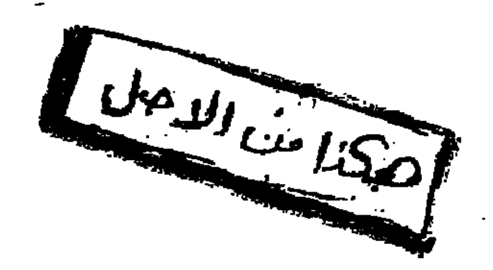
URSS

- M. Gorbatchev s'en prend à la presse réformatrice
- Des renforts militaires sont envoyés à Vilnius

Lire page 14 les articles de SOPHIE SHIHAB et MICHEL TATU

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 7 DH ; Tunisie, 650 m. ; Allemagne, 2,20 DM ; Autriche, 22 SCH ; Belgique, 33 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Antilles-Réunion, 8 F ; Côte-d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 12 KRD ; Espagne, 175 PTA ; G.-B., 70 p. ; Grèce, 180 DR ; Irlande, 90 p. ; Italie, 2 000 L ; Luxembourg, 33 FL ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,50 FL ; Portugal, 150 ESC ; Sénégal, 375 F CFA ; Suède, 14 KRS ; Suisse, 1,70 FS ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.





Supplément Arts et Spectacles

Le Monde

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

BOURSE ★

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE – N° 14579 – 6 F

JEUDI 12 DÉCEMBRE 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

La construction européenne relancée à Maastricht

La victoire du réalisme

LA nouvelle Union européenne n'est pas née dans l'euphorie à Maastricht. Si tout va comme prévu, elle devrait entre autres, avant l'an 2000, avoir doté l'Europe d'une monnaie unique ainsi que des moyens politiques, voire militaires, de se faire entendre puissamment sur la scène internationale. Ce succès, pourtant, n'est pas un triomphe ; c'est celui du réalisme et de la persévérance, c'est le fruit d'une nouvelle bataille qu'a dû mener l'Europe contre le thatchérisme, et dont on veut espérer qu'elle sera la dernière.

Les chefs d'Etat et de gouvernement avaient apparemment sous-estimé, chez M. John Major, la force de la filiation ou celle des intérêts électoraux. Il a fait preuve d'une compétence, d'un talent, dignes de la « Dame de fer », mais aussi de la même obstination et d'une capacité analogue à mêler les préoccupations étroitement comptables à des arguments de nature purement idéologique. Il aura livré son combat principal à propos d'un des chapitres les plus squelettiques du traité sur l'union politique – celui de la politique sociale –, un combat sans merci et excessif qui faillit bien faire s'effondrer l'ensemble de l'édifice.

POUR sauver un accord majeur sur l'Union monétaire, les partenaires de M. Major auront dû beaucoup en rabattre sur l'Union politique. Alors que la première, à l'issue du sommet de Maastricht, a la force d'un engagement irréversible et daté, la seconde n'apparaît encore que comme un projet en gestation aux contours beaucoup moins précis. Mais faut-il en être déçu, faut-il en rejeter l'entière responsabilité sur le premier ministre britannique ? A maints égards, il faut le reconnaître, l'Europe, trop tôt sollicitée par les événements internationaux, n'était pas prête à aller plus avant tout de suite.

MM. Kohl et Mitterrand avaient initialement fixé la barre plus haut, par exemple en matière de politique étrangère commune. Les événements de ces derniers mois, la crise du Golfe, celle de la Yougoslavie, leur ont ensuite montré que la politique étrangère commune ne s'imposait pas d'elle-même à l'Europe et qu'elle ne résultait encore que d'un patient volontarisme. Les initiatives du type de celles qu'a prises le président de la République en proposant à Maastricht l'élaboration d'une « doctrine européenne » qui serve de référence face à l'apparition de nouveaux Etats, participent de ce volontarisme. Elles renforcent sans doute plus efficacement que des procédures dans un traité l'identité de l'Europe.

De même, il eût été prématuré d'aller beaucoup plus avant dans le renforcement des institutions communautaires, alors que chacun sent bien que ces institutions devront être profondément réformées pour tenir compte des élargissements probables de la Communauté.

L'ESSENTIEL n'est donc pas que les Douze aient dû modérer leurs ambitions à Maastricht, mais qu'ils l'aient fait dans la plupart des cas pour de vraies raisons. L'essentiel, comme le soulignait M. Mitterrand, c'est qu'ait été confirmée à onze une très forte volonté d'aller de l'avant progressivement et une alliance franco-allemande qui, à aucune étape de la négociation, n'a failli.

- *Le sommet des Douze a débouché sur une union économique et monétaire et a marqué des progrès sur l'union politique*
- *La Grande-Bretagne restera à l'écart de l'Europe sociale*

Le 46e sommet européen, qui s'est tenu à Maastricht (Pays-Bas), les 9 et 10 décembre, a débouché sur une union économique et monétaire que le président de la République, M. François Mitterrand, a saluée comme un « réel succès », affirmant que les Douze « ont décidé de former une Union européenne ». En revanche, le traité d'union politique a suscité des commentaires moins enthousiastes de la part des Européens les plus fervents, même s'il marque des progrès dans certains domaines comme la citoyenneté européenne, la défense commune ou le social. La Grande-Bretagne a freiné les avancées communautaires : l'Europe sociale se fera sans elle, et Londres bénéficie, en matière de monnaie unique, d'une clause d'exemption.

La percée après compromis

MAASTRICHT

de notre envoyé spécial

Les chefs d'Etat et de gouvernement des Douze réunis à Maastricht (Pays-Bas) les 9 et 10 décembre sont parvenus à conclure un nouveau traité qui couvre tant l'union économique et monétaire (UEM) que l'union politique. L'opération, lancée il y a un an lorsqu'ont été engagées à Rome les deux conférences intergouvernementales (l'une sur l'UEM, l'autre sur l'union politique) s'est donc achevée de façon satisfaisante, même si les solutions retenues sont souvent loin de correspondre aux espoirs de ses promoteurs. C'est qu'en effet il a fallu composer tout au long de cette année, et encore lundi et mardi à Maastricht, avec les réticences qu'a éprouvées d'entrée de jeu le Royaume-Uni à l'égard de ce formidable programme de relance de la construction européenne. A la veille de Maastricht, les Français, faisant ainsi la part du feu face aux rigidités britanniques, proclamaient un objectif des plus raisonnables : la priorité devenait pour eux d'aboutir à un accord pour préserver les acquis d'une longue négociation et éviter par là même une rupture inopportune alors que les sentiments des Anglais vis-à-vis de la Communauté semblaient en pleine évolution.

PHILIPPE LEMAITRE

Lire la suite page 4



Lire aussi

Citoyenneté

par Bruno Frappat

Le compromis est la seule manière civilisée de faire l'Europe. L'autre méthode est la manière forte, celle qu'utilisèrent, chacun en son siècle, Napoléon et Hitler. On sait ce qu'il en advint.

Il ne faudrait jamais s'étonner que la disparate famille nombreuse qu'est cette union en constante construction depuis quatre décennies se livre, à chacune de ses tumultueuses retrouvailles, à des marchandages, à des menaces de rupture. Et il faudrait toujours se réjouir qu'elle franchisse finalement, comme elle l'a fait à Maastricht, ces caps dangereux.

La négociation met en jeu un équilibre toujours à réinventer entre des intérêts nationaux à défendre et des desseins communs à présenter aux peuples qui composent cette communauté. Peut-être, grâce à Maastricht, les habitants du Vieux Continent – expression qu'il faudra bien un jour proscrire... – auront-ils désormais le sentiment que l'Europe officielle tend à rejoindre celle des gens.

Lire la suite page 5

Belgrade à l'heure de la guerre

A moins de 150 kilomètres du front croate, la capitale yougoslave a pris des airs de base arrière

BELGRADE

de notre correspondante

Pour la plus grande des Républiques yougoslaves, le conflit pourrait se résumer à 1,5 million d'hommes mobilisés, à l'afflux de 150 000 réfugiés provenant des zones de combats, à quelques milliers de jeunes qui se cachent ou qui ont quitté le pays pour échapper à la mobilisation, à une baisse de la production industrielle de 20 %, à une croissance du chômage de 20 %, à une paupérisation et à des sanctions économiques et commerciales de la Communauté européenne dont les répercussions ne sont pas encore visibles. Mais l'image ne serait pas complète si l'on omettait l'angoisse face à un avenir incertain, la « déprime » générale d'une population qui, en dépit de la propagande guerrière et nationaliste, aspire à la paix (plus de 60 % des personnes interrogées, selon des sondages fiables de début novembre), la morosité d'une vie figée qui ne bat plus qu'au rythme des avis de décès et des spectacles de massacres diffusés par la télévision et, enfin, le regain de violence provoqué par la proximité du front et la crise économique.

A première vue, Belgrade, la capitale de la Serbie, semble continuer à vivre comme avant. La circulation est dense, la grande rue piétonne est animée et les vitrines des magasins sont joliment décorées. Rien à voir, donc, avec Zagreb, la capitale croate, qui vit au rythme des alertes aériennes et des descentes aux abris. Pourtant, celui qui connaît Belgrade s'aperçoit que la ville est transformée. Il y a un an, Belgrade avait un avenir. Avec la réforme économique yougoslave, elle était devenue l'un des lieux de prédilection des investisseurs étrangers.

FLORENCE HARTMANN

Lire la suite et nos informations page 6

La bataille pour la présidence du Sénat

Le 19 décembre, le Sénat sera saisi du projet de loi modifiant le mode d'élection des sénateurs. La majorité de droite du Palais du Luxembourg est mobilisée, mais déjà la lutte s'est ouverte en son sein pour la succession, en octobre prochain, de M. Alain Poher, président centriste du Sénat, âgé aujourd'hui de quatre-vingt-deux ans.

La candidature de M. Charles Pasqua ne fait plus aucun doute et soulève, à gauche comme à droite, beaucoup d'inquiétudes.

Lire page 12 l'article de DANIEL CARTON et GILLES PARIS

Le sort de M. Gorbatchev

Les dirigeants russes cherchent à offrir une sortie honorable au président soviétique

Lire page 6 l'article de JAN KRAUZE

La remise des Nobel

Les cérémonies ont eu lieu en l'absence de Mme Aung San Suu Kyi, en résidence surveillée en Birmanie

Lire page 14 l'article d'YVONNE REBEYROL

POINT

Le Japon, nouvelle puissance militaire

page 8

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent en page 32

« Le Monde des carrières » page 25
« Le Monde immobilier » pages 26 et 27

ÉDUCATION ◆ CAMPUS

Les « prépas » intouchables

On ne touche pas aux classes préparatoires, ces couveuses de l'élite, antichambres convoitées et terriblement efficaces des grandes écoles ! L'offensive lancée par le gouvernement, il y a six mois, pour réformer les prépas et les formations d'ingénieurs, a soulevé un vent de fronde dans les écoles et les associations d'anciens élèves. La réaction a été instinctive, virulente, déclenchant une avalanche de mises en garde : un véritable pilonnage organisé à grande échelle par toute la corporation des ingénieurs. Et le gouvernement a dû rempocher son projet. Ce dernier consistait, essentiellement, à réduire à un an, au lieu de deux, la durée des préparations scientifiques. Cela aurait permis de ramener à quatre ans la durée minimum de formation des ingénieurs.

Mais l'enjeu véritable, c'est la mutation devenue nécessaire de la formation des élites. Rigidifiée autour d'un critère unique d'excellence – les mathématiques, – au détriment de disciplines plus expérimentales ou intuitives, façonnée dans un moule unique symbolisé par l'Ecole polytechnique, elle ne répond plus aux besoins de l'industrie. Et elle ne parvient pas, non plus, à répondre à la diversité croissante des élèves qui se pressent, de plus en plus nombreux, aux portes des prépas.

Lire pages 15 à 18 les articles de MICHÈLE AULAGNON, GÉRARD COURTOIS et CHRISTINE GARIN



A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Antilles-Réunion, 8 F ; Côte-d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 190 PTA ; G.-B., 85 p. ; Grèce, 220 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.

Supplément Arts et Spectacles

Le Monde

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE – Nº 14591 – 6 F

JEUDI 26 DÉCEMBRE 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Où sont les prophètes ?

NOËL perplexe pour fin de siècle incertaine. Il y a deux ans, l'Occident ébahi avait vu dans la chute du Mur la victoire de ses valeurs sur celles d'un monde finissant : la banquise communiste cédait sous les coups de la liberté conquérante. L'avenir radieux avait changé de camp.

L'Histoire – décidément sans «fin» – avait pris au mot celui qui dirigeait encore cette Union soviétique aujourd'hui défunte. Mikhaïl Gorbatchev, qui, un an avant, saluait la prééminence des «valeurs universelles» sur celles du marxisme-léninisme. Cet empire qui avait prétendu englober la Terre entière dans son projet s'est englouti dans ses propres contradictions, plus insolubles que celles du système qu'il prétendait détruire.

ET pourtant, après le temps de la stupéfaction devant la rapidité de cette décomposition, est venu le temps des interrogations, et même de l'inquiétude. Dans les pays qu'on qualifiait naguère de «démocraties populaires», l'absence de repères idéologiques, les aléas de la «transition» à la démocratie et au marché fragilisent, à peine goûtées, les libertés retrouvées ou trouvées. Il y a déjà des déçus du non-socialisme. Non qu'ils regrettent l'ordre ancien, mais l'ordre nouveau leur paraît bien lent à faire fructifier ses promesses. On voit réémerger le refoulé des décennies totalitaires : xénophobie, racisme, exaspération des différences ethniques.

L'Est s'éparpille, en quête d'une recomposition dont la Yougoslavie montre tragiquement de quelles haines elle peut s'accompagner. L'Ouest s'empêtre dans une crise économique, sociale et culturelle, qui ne peut pas tomber plus mal pour le «modèle» servi aux peuples libérés. La Russie de Boris Eltsine inquiète déjà ceux qui observent les manières de son chef et n'excluent pas une tentation autoritaire que la situation économique pourrait légitimer aux yeux de son peuple.

Quelle «espérance» offrir aux habitants d'une planète déstabilisée politiquement, rongée par la pollution, gangrenée par le chômage, meurtrie par l'incessante faim ? Quelle assurance donner que les trouvailles de la science, tout en améliorant le sort des gens, n'iront pas jusqu'à pervertir le vivant?

TOUT n'est pas noir dans les «signes du temps» et l'on pourrait faire une longue liste des progrès de la paix, d'un processus – sûrement long – engagé au Proche-Orient à la mutation de l'Afrique du Sud en passant par le désarmement. Il n'empêche : au terme de cette année qui commença par une guerre et s'achève par les obsèques d'une «super-puissance», les «valeurs» sont à réinventer. Beaucoup trouvent dans leur foi religieuse les aliments d'une foi en l'avenir. Ils remarquent que ce qui s'est passé à l'Est a commencé dans la Pologne de Lech Walesa et de Jean-Paul II. La religion, confirmant Malraux avec un peu d'avance, a ébranlé le monde.

Ce n'est pas pour autant aux religions de redéfinir les projets de société : leur prophétisme, à trop s'enraciner, conduit aux dérives du fanatisme. La déroute des prophètes du collectivisme est avérée. La nativité qu'on escompte aujourd'hui est celle des prophètes d'un humanisme renouvelé et barrant la route au flot montant du chacun pour soi.

M 0147 - 1226 0 - 6,00 F



La démission de M. Mikhaïl Gorbatchev

● M. Eltsine hérite de la responsabilité nucléaire
● Les troupes soviétiques vont quitter la Géorgie

Six ans et neuf mois après son élection au poste de secrétaire général du PC soviétique, M. Mikhaïl Gorbatchev, devait annoncer sa démission à la télévision le mercredi 25 décembre, à 18 heures heure de Paris. M. Boris Eltsine, le président de la Russie, devait, quant à lui, accorder ensuite une interview à la chaîne américaine CNN. M. Elstine a indiqué que «le bouton nucléaire [lui] sera remis lorsque le président de l'Union soviétique aura annoncé sa démission. Il n'y aura qu'un seul bouton nucléaire (...) et pour appuyer dessus, il faudra l'accord des autres puissances nucléaires» de la CEI, la Communauté des Etats indépendants qui regroupe onze des quinze anciennes Républiques soviétiques. M. Gorbatchev s'est entretenu mardi par téléphone avec plusieurs dirigeants occidentaux, dont M. Mitterrand, et leur a demandé de soutenir la nouvelle CEI «et surtout la Russie qui joue un rôle prépondérant de locomotive des réformes». Le président géorgien, M. Zviad Gamsakhourdia, a demandé aux Nations unies d'envoyer des observateurs à Tbilissi, où des combats font rage depuis trois jours. M. Eltsine a décidé, mercredi, de retirer toutes les troupes des anciennes forces de sécurité soviétiques de cette République.

MOSCOU

de notre envoyée spéciale

M. Gorbatchev a évité jusqu'au dernier moment le mot *«démission»*, mais il fut bien le seul. La *«décision»* qu'il devait annoncer lors d'une allocution télévisée mercredi 25 décembre était *«inévitable»*, mais elle ne signifie pas qu'il quitte l'arène politique, a-t-il précisé à l'agence Interfax.

Son entourage et, bien sûr, son rival victorieux, Boris Eltsine, se sont en revanche chargés de mettre les points sur les i. Le président de l'ex-URSS n'aura même pas droit, semble-t-il, à une vraie cérémonie de transmission des pouvoirs. Ce qui en avait tenu lieu, a annoncé son porte-parole, Andreï Gratchev, ce fut l'entretien de huit heures lundi au Kremlin entre MM. Gorbatchev et Eltsine. *«La procédure de transmission du pouvoir n'y a pratiquement pas été travaillée, même s'il reste un peu de temps pour improviser peut-être quelques formes civilisées»*, a avoué mardi M. Gratchev devant la télévision russe.

De quoi donc avaient parlé MM. Gorbatchev et Eltsine? Ce dernier, avec ses habituelles brutalité et franchise, a exposé mardi sa version devant des journalistes russes : *«M. Gorbatchev voulait deux cents gardes du corps, nous avons divisé par dix et lui en laisserons vingt.»*

L'ex-président aura une retraite de quatre mille roubles par mois (30 dollars au taux «touristique» du jour).

SOPHIE SHIHAB

Lire la suite page 3



Lire aussi

Les quatre vies de Mikhaïl Sergueievitch

par Michel Tatu

La sortie n'est pas glorieuse, mais, au fond, il fallait cela pour parachever l'œuvre accomplie. Car si Mikhaïl Gorbatchev restera dans l'histoire comme le révolutionnaire, grâce à qui la Russie et ses anciennes dépendances rejoindront en fin de compte la civilisation mondiale et le XXIe siècle, il n'aura pas été l'accoucheur de la société à venir, et il ne pouvait pas l'être.

Son mérite est d'avoir détruit le système ancien, et c'est déjà beaucoup. Autant et mieux que Lénine, qui, s'il avait détruit le régime des tsars et laissé lui aussi son pays en piteux état, n'aura jamais été que l'accoucheur du totalitarisme. En attendant une éventuelle «cinquième vie» de Cassandre, d'«opposant» plus ou moins amer et de conférencier international, Mikhaïl Gorbatchev a déjà l'occasion de méditer sur une carrière bien remplie, ascendante puis descendante, que l'on peut diviser en quatre parties de longueur très inégale.

La première vie, c'est celle de l'iconographie officielle d'«avant», celle du sage komsomol, de l'étudiant méritant et de l'apparatchik modèle qui va se hisser en trente ans de son village natal de Privolnoe, près de Stavropol, jusqu'au faîte du pouvoir à Moscou. Même en cherchant bien, on ne trouve pas grand-chose à dire de cette période : encore aujourd'hui, la glasnost n'est pas passée par là, et d'ailleurs Stavropol et sa région sont toujours, apparemment, le «trou» où il ne se passe rien. Cela dit, la jeunesse de «Micha» sera marquée par trois événements majeurs : l'occupation allemande de sa région, pendant six mois en 1942 ; la mort de Staline en 1953 notre homme est alors déjà communiste depuis une petite année ; enfin le 22e congrès du PC en 1961, une grand-messe anti-stalinienne organisée par Khrouchtchev.

Si le père de la perestroïka n'a toujours rien dit du premier événement et peu du second, il est plus bavard à propos du dernier, qui fut sa première grande manifestation politique à Moscou (en tant que chef des Jeunesses communistes de sa région, il y participe comme délégué).

Lire la suite page 4

Jésus aux Francs-Moisins

Messe de minuit dans les cités de Saint-Denis et aux «4 000» de La Courneuve

par Henri Tincq

«Bien sûr, Jésus est né aux Francs-Moisins. Ici il y a des Arabes et des juifs, des Africains et des Asiatiques. Il y a des pauvres et des illettrés.» Simone n'est pas une illuminée, au contraire, c'est une «nature», sortie d'un roman de Zola. Une enfance malheureuse au pays de Germinal, puis onze ans de trottoir à Paris. A l'entendre, c'est le Christ qui est venu l'en sortir. Aux Francs-Moisins, à Saint-Denis, malgré les cages d'escalier éventrées, les voitures volées, les vitres cassées et les pneus brûlés, elle choisit de rester. *«J'ai besoin de leurs couleurs pour vivre»*, dit-elle en parlant de ses amis immigrés. Simone a horreur de la *«charité»* et milite à la CFDT et dans son église, dont elle est devenue un pilier.

Près du fameux «Carrefour des Six-Routes», des terrains vagues servent de *no man's land* entre la cité des Francs-Moisins – huit mille habitants dont un tiers de moins de vingt-cinq ans – et les «4 000» de La Courneuve, sa compagne d'infortune, qui abrite pas loin de quinze mille personnes. C'est là que, parfois, les bandes rivales des deux quartiers règlent leurs comptes. Mais, en cette nuit de Noël, une rumeur de prière domine, pour une fois, le fracas des rodéos motos, le tapage des insultes et des bagarres, quand ce n'est pas le bruit d'une fusillade.

Lire la suite page 14

La célébration de Noël dans le monde

Lire page 14 les articles de nos correspondants à Lima et à Pékin, ainsi que nos informations sur Bethléem et la Croatie.

Le sort de la Cinq

Les neuf membres du CSA doivent décider du sort de la chaîne de télévision contrôlée par le groupe Hachette, qui est en situation de quasi-dépôt de bilan. Trois scénarios sont possibles, mais chacun présente de graves inconvénients.

Lire page 16 l'article d'ARIANE CHEMIN et YVES MAMOU

ARTS ♦ SPECTACLES

Spéculations berlinoises

Berlin, à nouveau capitale de l'Allemagne, est devenu l'objet de toutes les convoitises. La réunion de ce qui fut «vitrine de l'Ouest» et «vitrine de l'Est» pose aux architectes des problèmes complexes, qui tiennent à la façon dont, de part et d'autre, on assimile l'Histoire à la spéculation financière. Et qui, finalement stimulent la spéculation artistique.

pages 7 à 13

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Antilles-Réunion, 9 F ; Côte-d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 190 PTA ; G.-B., 85 p. ; Grèce, 220 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,80 FS ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.

Compte à rebours pour l'agriculture européenne — page 29

Le Monde

BOURSE

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

CINQUANTIÈME ANNÉE – N° 15123 – 7 F — SAMEDI 11 SEPTEMBRE 1993 — FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Israël et l'OLP se sont mutuellement reconnus

Le «nerf de la paix»

AU Proche-Orient, la paix se gagnera largement, au bout du compte, «par le haut». Au fil des prochaines années, Israéliens et Palestiniens mèneront à bien leur rapprochement s'ils savent d'abord partager leurs ressources économiques et utiliser au mieux – en privilégiant l'«avantage commun» – le pactole que devrait leur valoir, selon un scénario optimiste, l'attention bienveillante de la communauté internationale.

L'argent étant, ici comme ailleurs, le «nerf de la paix», il est plutôt de bon augure que la promesse, fût-elle encore lointaine, d'une réconciliation durable entre les frères ennemis d'hier, rencontre d'emblée l'intérêt bien compris – empreint parfois d'enthousiasme – de tous ceux dont dépend amplement la future prospérité de cette région du monde : hommes d'affaires, banquiers, experts en tout genre. Venant d'hommes peu enclins à prendre des risques, c'est la meilleure preuve que le Proche-Orient s'engage enfin sur la bonne voie.

COMME s'ils s'étaient sentis frustrés d'avoir trop attendu le signal décisif, investisseurs et techniciens redoublent soudain d'initiatives. Ils ressortent de leurs tiroirs des projets ficelés de longue date, renouent des contacts, préparent des rencontres, souvent israélo-arabes. Les financiers, qui ne s'y trompent pas, emboîtent le pas. Ainsi la Bourse de Tel-Aviv a-t-elle grimpé de 10 % en une semaine.

Tous ont du pain sur la planche. Depuis près d'un demi-siècle, les guerres entre Israël et ses voisins ont, cela tombe sous le sens, entravé le développement régional et retardé l'indispensable modernisation des infrastructures. Sans attendre l'épilogue politique du processus en cours, la paix israélo-palestinienne qui s'esquisse permet d'entrevoir, à terme, l'avènement, jusqu'alors utopique, d'un marché commun proche-oriental où les frontières seraient ouvertes aux hommes, aux marchandises et aux capitaux.

CE projet, cher au ministre israélien des affaires étrangères Shimon Pérès, donne l'espoir à l'Etat juif non seulement de sortir enfin de sa longue solitude, mais de prétendre jouer le rôle d'un leader régional. En paix avec ses voisins, et délesté, grâce à cela, d'une partie de son fardeau militaire, Israël pourrait alors consacrer toute son énergie à l'essor d'une région encore largement sous-développée.

On n'en est pas là. Dans l'immédiat, il faut aider en priorité les habitants des territoires occupés – à Gaza, Jéricho et ailleurs – à améliorer leur existence quotidienne. En proie à la pauvreté et au chômage, nombre de Palestiniens attendent de la paix des bienfaits concrets. Ce serait une grave erreur politique de les décevoir. Leur apporter rapidement une aide matérielle constituerait, en revanche, la réponse la plus efficace à la propagande des islamistes. Puisque là comme ailleurs la misère et le désespoir sont les plus sûrs levains de la haine et du fanatisme.

M 0147 - 0911 0 - 7,00 F



- *L'organisation de M. Arafat est qualifiée de «représentant du peuple palestinien»*
- *L'accord sur l'autonomie de Gaza et Jéricho sera signé lundi à Washington*

L'étape capitale que connaît la paix au Proche-Orient est marquée par trois actes majeurs. Jeudi soir 9 septembre, à Tunis, Yasser Arafat a signé la reconnaissance de l'Etat d'Israël et son renoncement au terrorisme. Vendredi matin, à Jérusalem, Itzhak Rabin, le premier ministre de l'Etat juif, a, pour sa part, signé la reconnaissance de l'OLP comme «représentant du peuple palestinien». Lundi 13 septembre, à Washington, en présence de Bill Clinton, les deux parties doivent parapher la déclaration de principes sur l'autonomie de Gaza et de Jéricho. Si ces accords, secrètement négociés et approuvés à l'arraché, ont suscité la satisfaction, voire l'enthousiasme dans de nombreux pays occidentaux, ils ont été accueillis avec retenue en Israël et avec une certaine amertume dans les milieux palestiniens.

Sans passion

JÉRUSALEM

de notre correspondant

De toute évidence, ni les Israéliens ni les Palestiniens qui vaquaient tranquillement, jeudi soir 9 septembre, à leurs occupations comme si de rien n'était, n'avaient encore réalisé l'étape capitale pour la paix qui venait d'être franchie.

Quand on leur pose la question, quand on insiste : *«Alors? Qu'en pensez-vous? La reconnaissance mutuelle, l'échange de lettres entre Rabin et Arafat... Incroyable, non?»* Alors oui, ils répondent. Ils disent leurs espoirs ou leurs craintes, du bout des lèvres : *«C'est une bonne chose»*, ou bien : *«C'est une grave erreur, lourde de conséquences pour notre peuple.»* Rien de plus. Pas d'excitation, pas d'emphase, pas de réjouissance particulière, aucune oreille collée aux transistors, pas d'affluence notable devant les récepteurs de télévision.

Sur le réseau câblé, les médias internationaux font du direct à tout va, les présentateurs parlent d'un des *«plus importants événements de cette fin du siècle»*, s'emmêlent le verbe dans les sigles palestiniens, posent des questions parfois ridicules à leurs invités.

PATRICE CLAUDE

Lire la suite page 3

Avec amertume

TUNIS

de notre envoyée spéciale

Une immense amertume était perceptible, jeudi soir, à Tunis, alors que le comité exécutif de l'OLP venait d'approuver à la fois l'accord israélo-palestinien sur l'autonomie des territoires occupés et la lettre de reconnaissance de l'Etat d'Israël. Cette double approbation – formelle, puisque les jeux étaient faits après cinq heures d'une réunion *«houleuse»* selon un participant – n'a toutefois été acquise que par huit voix contre quatre et une abstention, sur les seize membres que compte le comité exécutif.

Ce n'est qu'à l'issue de cette réunion, à 23 heures locales, que Yasser Arafat a signé officiellement, et à l'écart des caméras, devant le ministre norvégien des affaires étrangères, Johan Joergen Holst, arrivé en fin d'après-midi à Tunis, le texte de sa lettre portant reconnaissance d'Israël par l'OLP. Intermédiaire actif de toute la négociation, le chef de la diplomatie norvégienne, qui avait dîné avec son homologue tunisien en attendant la fin des débats palestiniens, paraissait bien le seul satisfait à son retour, vers minuit, dans un grand hôtel de Tunis, porteur *«dans son attaché-case»* de la précieuse missive, qu'il refusait de montrer.

FRANÇOISE CHIPAUX

Lire la suite page 2

Inverser la fatalité

par Bruno Frappat

L'imprévisible est advenu. Les représentants de deux peuples dont le combat se justifiait, aux yeux de chacun, par le déni de l'autre, se sont reconnus. Le réel rejoint le souhaitable. C'est le premier partage : celui de l'existence. Yasser Arafat, Itzhak Rabin et Shimon Pérès offrent à notre incrédulité la perspective – encore fragile – d'une inversion de la fatalité, en bousculant l'Histoire. A eux d'abord, on doit reconnaissance.

Quarante-cinq années de conflit, de haine, de tueries. Cela pouvait continuer. L'abcès pouvait très bien suppurer jusqu'à la fin de ce siècle, et au-delà. Cette région mythologique, lieu de rencontre des trois religions monothéistes, entretient avec le temps – et donc le passé – des liens tels que la durée y légitime les affrontements, les identités rivales, et sanctifie, en quelque sorte, les fanatismes et la violence.

Il fallait rompre, faire céder les verrous, lever des tabous. Mais surtout choisir le moment. Tout, au fond, tournait, du point de vue d'Israël, autour de l'appréciation que l'on portait sur l'état des forces chez l'adversaire.

Lire la suite page 2

Du rêve au destin

par Jean-Pierre Langellier

«Nous ne pouvons pas interdire à nos adversaires leurs rêves dangereux», constatait naguère Yehoshafat Harkabi, un ancien général israélien devenu «colombe». Quelques années plus tard, un écrivain de Jérusalem, David Grossman, observait pareillement : *«Les Palestiniens ferment les yeux à la dure réalité. Ils s'inventent leur Terre promise. Et c'est toujours la même exigence absolue : tout.»*

Entre les *«rêves dangereux»* et la *«dure réalité»*, il y a place pour le destin. Jeudi 9 septembre, les Palestiniens ont enfin saisi le leur. Ce destin, qu'après tant de chimères et de drames, ils envisagent dorénavant dans les limites du réel. Finie, l'*«exigence du tout»*. En renonçant à leur *«part du rêve»*, ils renaissent du coup à la politique, cet art du possible. Ils *«entrent»* en géographie par crainte, à force d'attendre, d'être exilés une fois pour toutes de l'Histoire. Voilà bien une date-clé de cette fin de siècle dans l'interminable affrontement en Palestine.

Cette mue existentielle du peuple palestinien, initiée par une minorité, il y a une quinzaine d'années, et poursuivie par la direction de l'OLP il y a cinq ans à Alger, est d'autant plus douloureuse aujourd'hui pour certains qu'elle les a pris à froid, en s'accélérant brutalement. Yasser Arafat et ses amis l'ont imposée «à la hussarde» par l'entremise d'un exécutif largement à leur dévotion. En témoigne le trouble de certains intellectuels palestiniens, la démission du poète Mahmoud Darwiche ou l'inquiétude exprimée par l'écrivain Edouard Saïd.

Pour beaucoup, c'est même sans doute un déchirement. Plusieurs générations de Palestiniens n'ont-elles pas baigné dans cette «culture du refus», le refus de l'autre, le juif sioniste, d'autant plus perçu comme un usurpateur qu'il était, pour sa part, si sûr de son *«bon droit»*?

Lire la suite page 2

A L'ÉTRANGER : Maroc, 8 DH ; Tunisie, 850 m ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Antilles-Réunion, 9 F ; Côte-d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 190 PTA ; G.-B., 85 p. ; Grèce, 250 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 400 L ; Luxembourg, 46 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal Cont., 190 PTE ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,80 FS ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.

Le Monde des livres : regards sur Duras

Le Monde

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

CINQUANTIÈME ANNÉE – N° 15253 7 F — VENDREDI 11 FÉVRIER 1994 — FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Nouveau pas entre Israël et l'OLP

APRÈS de longues semaines de tractations qui ont parfois frisé la rupture, la négociation israélo-palestinienne paraît enfin débloquée. En vertu de l'accord conclu mercredi 9 février au Caire entre MM. Pérès et Arafat, deux des principaux verrous ont sauté : sur les dispositions de sécurité à Gaza et le contrôle des points de passage vers la Jordanie et l'Egypte.

Il reste pourtant beaucoup à faire avant qu'Israël commence à retirer ses troupes de la bande de Gaza et de la région de Jéricho, conformément à la déclaration de principes signée le 13 septembre dernier à Washington. Une fois que la délimitation de la superficie du secteur de Jéricho aura été acceptée, la question du transfert des pouvoirs civils aux Palestiniens ne devrait pas poser de graves difficultés. Mais la lecture que font l'OLP et Israël du document de Washington s'est révélée si problématique jusqu'à maintenant que de nouveaux obstacles ne sont pas à exclure.

« NOUS sommes venus avec le sentiment d'être des sphinx et partons avec le sentiment d'être des pyramides », a déclaré le ministre israélien des affaires étrangères, Shimon Pérès, qui a signé l'accord avec Yasser Arafat. « Je peux dire que la Palestine et le nom de la Palestine sont de retour sur la carte du Proche-Orient », a renchéri le chef de l'OLP. Mais le premier ministre israélien, Itzhak Rabin, s'est empressé de tempérer cet optimisme en précisant qu'il faudrait encore au moins un mois de négociation pour conclure.

L'euphorie avec laquelle avait été accueillie la déclaration historique de Washington a fait oublier qu'il ne s'agissait que de l'énoncé de principes généraux, auxquels il fallait donner un contenu. Ce qui explique les ratés et surtout les retards des pourparlers. Dans la dernière ligne droite des négociations du Caire, les négociateurs ont même discuté « mot par mot ». L'accord n'en devrait être que mieux articulé. Il n'en aura pas moins des détracteurs des deux côtés.

ET c'est en grande partie à cause de ces forces de refus que le temps presse. Il faut raviver dans les deux camps la flamme d'un espoir que les longueurs de la négociation et la détérioration de la situation sur le terrain avaient sérieusement affaiblie. Car le retrait de Tsahal aurait dû, en vertu de la déclaration de Washington, commencer le 13 décembre dernier. Depuis, la colère n'a pas cessé de gronder dans les territoires occupés, notamment dans la « poudrière » de Gaza, devenue de surcroît un véritable arsenal.

Ce sera là le principal test pour l'OLP, qui devra donner la preuve de sa capacité à faire respecter l'ordre dans les zones qu'elle contrôlera. Mais, pour le moment, l'essentiel est que l'accord du Caire semble avoir remis sur les rails le processus de paix.

Lire nos informations page 7

L'ultimatum de l'OTAN aux Serbes de Bosnie

• *Des frappes aériennes auraient lieu immédiatement en cas d'attaques contre des civils*
• *La Russie dénie à l'Alliance atlantique le droit de décider des raids*

Le conseil de l'Alliance atlantique a adopté jeudi 10 février une série de mesures destinées à faire cesser les bombardements serbes sur Sarajevo. Les armes lourdes des Serbes de Bosnie situées à moins de 20 kilomètres du centre de la ville devront être retirées dans un délai maximum de dix jours à compter de vendredi 11 février à 0 heure GMT (1 heure àSarajevo). A défaut, l'ONU pourra ordonner des frappes aériennes sur les batteries demeurées en position. Les forces des Nations unies sont, de plus, autorisées à riposter dès maintenant en cas de tirs visant des civils dans la capitale bosniaque.

Sur place, Serbes, Bosniaques et Musulmans ont conclu une trêve sous les auspices du commandement de la FORPRONU, prévoyant la mise sous contrôle des armes lourdes de toutes les parties aux alentours de Sarajevo. Le chef des Serbes de Bosnie a menacé jeudi de boycotter la nouvelle session de négociations prévue à Genève si une commission internationale n'était pas mise sur pied pour enquêter sur le massacre de samedi à Sarajevo.

A Moscou, un vice-ministre des affaires étrangères a dénié à l'OTAN le droit de décider des raids aériens contre les Serbes de Bosnie. La Russie a demandé jeudi une réunion d'urgence du Conseil de sécurité de l'ONU.





Un double revirement

Rien n'est évidemment réglé, mais chacun sent bien que la configuration du problème bosniaque — en tout cas du problème que pose la Bosnie aux Occidentaux – s'est modifiée mercredi. Les Américains sont entrés dans le jeu et la donne a changé. C'est la France qui les y a fait entrer, après des mois de vains efforts, qui se soldaient, il y a quinze jours encore, par un échange d'invectives d'une rive à l'autre de l'Atlantique sur le thème de la « morale ». L'Alliance franco-américaine s'est refaite mercredi, et c'est à elle qu'est dû l'ultimatum adressé par l'OTAN aux Serbes.

Le massacre de la semaine dernière au marché de Sarajevo y est naturellement pour quelque chose. Il rendait l'attentisme moins justifiable que jamais aux yeux des opinions scandalisées et offrait, si l'on ose dire, une occasion à ceux qui voulaient en sortir. La France l'a saisie. Par indignation, comme tout le monde, mais aussi pour échapper au piège dans lequel elle était enfermée, avec tous les autres pays participant à la FORPRONU, et plus encore qu'eux, parce qu'elle a sur place le plus gros contingent de « casques bleus » et parce qu'elle a largement dicté la politique dans laquelle les Européens se sont embourbés en Bosnie.

CLAIRE TRÉAN

Lire la suite page 4

Imaginer la paix

Comme toute chose humaine, chaque guerre a une fin. *« Il y a un temps pour tuer, un temps pour guérir... un temps pour la guerre, un temps pour la paix »*, constatait déjà l'Ecclésiaste. On le voit au Proche-Orient. Le cessez-le-feu à Sarajevo, la mise en demeure de l'OTAN aux Serbes permettent-ils d'espérer qu'en Bosnie aussi une petite lueur se dessine ?

A supposer même que l'on parviennne, ce qui serait un petit miracle, à s'entendre sur un retrait de l'artillerie lourde des hauteurs qui dominent la capitale, ses habitants en éprouveraient, certes, un énorme soulagement, mais ce ne serait pas assez pour ramener la paix. N'est-ce pas pourtant à cet objectif-là que tout devrait être subordonné ?

S'il existait une solution qui fût à la fois simple et applicable, on peut penser, sauf à désespérer de tout, qu'elle se serait imposée depuis longtemps. Mais la vérité est qu'au fil des mois la situation n'a cessé de se compliquer.

Quand ce ne serait que parce que les pouvoirs des seigneurs de la guerre locaux se sont largement développés aux dépens de ceux des gouvernements de Belgrade, de Zagreb et de Sarajevo qui les ont mis en orbite.

ANDRÉ FONTAINE

Lire la suite page 6

Un entretien avec le professeur Gros

Dans un entretien accordé au *Monde*, le professeur François Gros, qui fut en 1985 conseiller auprès de Laurent Fabius, alors premier ministre, explique son rôle dans la partie de l'affaire du sang contaminé relative à la mise en place du dépistage systématique de l'infection par le virus du sida dans les dons de sang. Analysant quel fut le fonctionnement du cabinet du premier ministre dans cette affaire, il affirme que toutes ses notes ont été transmises à Laurent Fabius par le directeur de son cabinet, Louis Schweitzer.

page 9

Accord sur la retraite complémentaire des cadres

Entreprises, salariés et retraités participeront au rétablissement de l'équilibre financier des régimes de retraite complémentaire des cadres. L'accord, conclu mercredi 9 février, planifie une hausse des cotisations et prévoit le « gel » des pensions en 1994, la création d'une contribution exceptionnelle des retraités pour financer les droits des chômeurs, ainsi que la révision des conditions d'attribution des pensions de reversion et des avantages familiaux.

page 15

La mue des « prépas »

L'accès aux grandes écoles ne devrait plus dépendre de la suprématie des mathématiques

Le verrou finira-t-il par sauter? Sur la voie royale du recrutement et de la formation des « élites », les mathématiques étaient, jusqu'à présent, le passage obligé, instrument privilégié de sélection pour accéder aux établissements prestigieux de l'enseignement supérieur que sont Normale-Sup, Polytechnique, Centrale, les Mines, HEC et autres grandes écoles. Dans ce système figé, une brèche a été ouverte par la réforme des lycées, initiée sous Jack Lang, puis confirmée dans ses grandes lignes par son successeur François Bayrou. Le coup de grâce risque bien d'être porté avec la « rénovation » des « prépas », qui s'inscrit dans la logique et la continuité des filières diversifiées du nouveau baccalauréat.

Elargissement des débouchés pour les « khâgneux » littéraires notamment vers les écoles de commerce, allongement de la scolarité en deux ans des prépas HEC, réorganisation de la filière scientifique : par bien des aspects, la réforme, applicable dès 1995 pour les concours de 1997, qui devait être présentée, jeudi 10 février, conjointement par le ministre de l'éducation nationale et François Fillon, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, s'apparente à une « révolution ». Mais une révolution tranquille, tant ce chantier ouvert à diverses reprises – pour être aussitôt refermé, – était appelé de leurs vœux par les principaux intéressés.

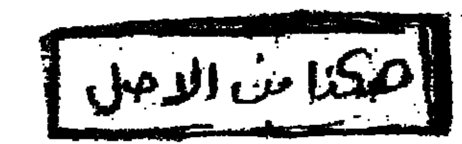
Depuis la réforme précédente de 1973, les velléités de changement n'ont cessé d'agiter ce monde fermé, régi par une féroce concurrence et réglé par l'hypersélectivité des concours d'entrée. De 1983 à 1992, des groupes de travail successifs n'ont cessé de se pencher sur d'inévitables évolutions imposées à la fois par la croissance des effectifs et suggérées par les grandes écoles de commerce ou d'ingénieurs soucieuses de diversifier le recrutement et le profil des candidats pour l'adapter aux demandes du monde économique et industriel.

« Le poids des mathématiques dans les concours aux écoles de commerce est disproportionné à leur utilisation réelle. Nous avons besoin d'élèves dotés d'un bon potentiel humain, quel que soit leur origine », souligne ainsi M. Boisivon, directeur de l'ESSEC qui, depuis quelques années, a ouvert ses portes aux admissibles à l'oral de Normale-Sup. De leur côté, de très traditionnelles écoles d'ingénieurs, bousculées par les formations parallèles, n'ont pas hésité à puiser dans le vivier des universités ou à créer des prépas intégrées.

MICHEL DELBERGHE

Lire la suite page 10


M 0147 - 0211 - 7,00 F





15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

CINQUANTIÈME ANNÉE – N° 15297 7 F

– DIMANCHE 3 – LUNDI 4 AVRIL 1994

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

Alors que M. Balladur se rend à Pékin à partir du 7 avril

L'arrestation du dissident Wei Jingsheng complique les relations franco-chinoises

Cynisme

LA gérontocratie régnant à Pékin semble s'être mise en tête de prouver, une fois de plus, aux Occidentaux que la Chine peut à la fois frapper aux portes du monde moderne pour en retirer des avantages économiques et se soustraire à ses règles lorsqu'elles dérangent sa conception du pouvoir.

Ainsi ne peut-on manquer de noter le trouble jeu de ce pays dans la crise engendrée par les ambitions nucléaires prêtées à son allié nord-coréen. Tout en jurant qu'il ne veut pas d'une péninsule coréenne nucléarisée, le régime communiste est parvenu, *à ce stade, à contrecarrer* les pressions américaines. Washington veut en effet amener l'ONU à signifier de façon énergique à Pyongyang l'opposition que suscite son chantage à la bombe. Pékin s'est bien, de facto, rangé du côté du maître chanteur.

On est aussi surpris d'apprendre, selon des informations parvenues depuis peu à Pékin, que des unités navales chinoises se livrent, en toute impunité, à la *piraterie dans* les eaux internationales proches du continent. Est-elle impuissante ou complice, cette bureaucratie léguée par le *communisme, dont le* bras armé arraisonne des bâtiments étrangers pour en piller la cargaison ? Et verra-t-on, demain, une expédition pour récupérer le contrôle de la mer de Chine méridionale jusqu'aux rivages philippins et indonésiens, au nom d'une souveraineté que Pékin a inscrite dans ses lois ?

Et que dire, encore, du cynisme que reflète l'arrestation, le 1er avril, du célèbre dissident Wei Jingsheng, pourtant redevenu, en théorie, un citoyen libre depuis la récente expiration de sa peine de quinze ans de prison ? A quelques jours de son arrivée à Pékin, puis à Shanghaï, quelles réflexions, Edouard Balladur, peut-il tirer de cette *série d'événements* ? Celle-ci, au moins : ce n'est pas pour de simples raisons de morale que le combat des dissidents pour une *modernisation du système* politique chinois est important. L'absence, dans l'ancien Empire du Milieu, de liberté de la presse, de contre-pouvoirs et de réelle possibilité de critique, signifie que ce pays, engagé dans un développement économique effréné, est livré sans contrôle aux agissements désordonnés de chapelles et féodalités ne retenant du patriotisme que les avantages matériels qu'elles peuvent en tirer au mépris des droits de l'homme les plus élémentaires.

Il ne s'agit pas seulement de l'indispensable démocratisation du régime chinois. *Il faudrait* aussi montrer aux maîtres de Pékin que le respect du droit international fait partie des usages auxquels ils doivent se plier s'ils veulent contribuer réellement à la tranquillité de cette partie du monde et justifier leur statut de grande puissance.

Wei Jingsheng, le plus célèbre des dissidents chinois, qui avait été libéré en septembre après plus de quatorze années en prison, a été interpellé, vendredi 1er avril et placé en garde à vue. Cette mesure pourrait compliquer les rapports entre Paris et Pékin alors que M. Balladur doit commencer le 7 avril une visite de quatre jours en Chine. Le procès du dissident, en 1979, avait déjà terni les relations entre les deux pays.

PÉKIN

de notre correspondant

Wei Jingsheng, le plus célèbre des dissidents chinois, a été interpellé par la police, vendredi 1er avril, dans les environs de Pékin. Libéré sur parole à la mi-septembre, Wei Jingsheng pouvait s'estimer autorisé à revenir dans la capitale. La police l'en avait écarté il y a un mois comme plusieurs autres dissidents afin d'éviter que ceux-ci ne jettent une ombre sur les travaux de l'Assemblée nationale et sur divers événements diplomatiques en cours. La peine que Deng Xiaoping avait fait infliger au dissident, qui l'avait traité de *« despote »*, expirait le 29 mars, jour de son arrestation en 1979. Arrêté à une vingtaine de kilomètres de Pékin alors qu'il revenait de Tianjin, il a été placé en garde à vue en un lieu inconnu.

Selon des proches, il se serait aussi vu signifier récemment qu'il lui était interdit de rencontrer des journalistes étrangers durant les trois ans à venir – les autorités n'ont pas réussi à expliquer sur quels fondements légaux cette mesure reposait. La seule disposition juridique qui frappe encore Wei est la privation, pour trois ans supplémentaires, de ses droits politiques (vote, candidature à une élection et demande d'inscription à un parti politique).

L'incident survient moins d'une semaine avant l'arrivée à Pékin d'Edouard Balladur.

FRANCIS DERON

Lire la suite page 5

Tractations difficiles pour la formation du gouvernement italien

M. Berlusconi n'a toujours pas réussi à surmonter les réticences de ses alliés

Silvio Berlusconi a de nouveau rencontré, vendredi 1er avril, les dirigeants de la Ligue du Nord pour parvenir à la formation d'un gouvernement de coalition en Italie. Umberto Bossi, l'animateur de la Ligue, n'a cependant pas assisté à cette rencontre. Il a déclaré au journal L'Independente *qu'il était partisan d'une présidence « tournante » entre son parti et celui de M. Berlusconi. Gianfranco Fini, le dirigeant de l'Alliance nationale (MSI, néo-fasciste), a affirmé que Mussolini « a été le plus grand homme d'Etat de ce siècle ». Dans l'entretien qu'il nous a accordé, Nanni Moretti, cinéaste italien engagé à gauche, estime que M. Berlusconi est « le représentant du passé ».*

Un entretien avec le cinéaste Nanni Moretti

« La salle que vous possédez à Rome programme ces jours-ci le film d'Abbas Kiarostami,* La vie continue. *Elle continue aussi pour la gauche italienne ?

– On ne peut pas dire que ce qui nous arrive soit tout à fait une surprise. Depuis quelques semaines, il devenait assez clair que la droite était en train d'aller vers un consensus. Le choc vient donc davantage de ce qui s'est passé ces derniers mois que de ce qui s'est confirmé le soir des résultats. La civilisation, pour moi, c'est le respect des règles ; en Italie, ces dernières années, les règles n'ont pas été respectées. Et toutes ces années j'ai eu du mal à penser à l'Italie comme à une démocratie occidentale telle que l'Allemagne, la Grande-Bretagne, la France. Chez nous, une véritable bourgeoisie (comprise comme *classe sociale, comme droits,* devoirs, valeurs) n'a jamais existé. Aussi je pense que c'était à la gauche d'assumer cette révolution démocratico-bourgeoise (pacifique, la révolution !) encore à venir en Italie.

» *C'est sur ce terrain* que Berlusconi a prospéré, grâce au vide de l'appareil législatif, et c'est à l'aide de ses télévisions et de ses journaux, qu'il a imposé sa propre loi. Pendant la campagne électorale, on n'a parlé que d'une chose. Des sondages. Et de façon peu vérifiable. A peine Berlusconi entrait-il en politique qu'il déclarait, faisait déclarer, publiait, diffusait la nouvelle, avérée puisque déclarée : *« Les sondages donnent Forza Italia gagnante »*. Les électeurs de Berlusconi oublient peut-être quelque chose, c'est qu'un Etat ne se gouverne pas comme une entreprise avec la logique du profit.

Propos recueillis par
DANIÈLE HEYMANN

Lire la suite page 3
et notre rubrique « Marché international des capitaux »
page 19

Robert Doisneau, le braconnier de l'éphémère

Le plus célèbre photographe français est mort, le 1er avril à Paris. Il était âgé de quatre-vingt-un ans

Ce n'est pas un photographe qui vient de disparaître, mais un phénomène de société. Jamais une star de l'image fixe n'avait atteint une telle notoriété, en faisant entrer la rue dans les chaumières. Combien sont-ils à avoir punaisé un poster de Doisneau dans leur chambre ou au bureau ? A avoir envoyé une de ses cartes postales ? Quelques photos sont dans toute les mémoires : « Le baiser de l'Hôtel de Ville » – sans doute la photo la plus vendue au monde ; « Mademoiselle Anita », à La Boule-Rouge ; ou ces garnements tirant une sonnette avant de prendre la poudre d'escampette.

« C'est du Doisneau », dit-on en identifiant immédiatement ces images, comme celles de Cartier-Bresson ou de Lartigue. Et quand la photo n'est pas de lui, elle le devient : Doisneau a fait école. Il a été catalogué « humaniste », terme rassurant pour les amateurs d'étiquettes. C'est d'abord un vrai photographe populaire – Aragon le jugeait *« populiste »* –, qui a porté très haut le charme de l'instantané. C'est aussi un ethnologue dont le champ d'action (*« mon petit théâtre »*) était plus limité par ses goûts que par ses méthodes : *« J'aurais donné tout le placard des empereurs romains pour le marchand de marrons de la place d'Italie. »*

Son périmètre est étroit : le Paris des faubourgs et la banlieue qui tutoie la ville. Un carré de vie foisonnante où il aime déambuler, trainer, prendre son temps, comme un cancre qui sèche un cours. Un univers *« où la monnaie ne déforme pas les poches »*. Toujours il restera émerveillé par la lumière naturelle dont il cherche sans cesse la complicité. C'est un reporter aux antipodes du grand reportage. *« Un grand correspondant de paix »*, disait Prévert de Boubat. La formule va comme un gant à Doisneau, qui a confié à Jean-François Chevrier, son biographe : *« L'Histoire avec un grand H, je ne sais pas ce que c'est »* (1).



Travaux pratiques (1956).

Hors de ce champ, point de salut. Il a *délaissé le nu*, les natures mortes, le paysage. Tout comme il s'est détourné des notables, du luxe, du pouvoir et des femmes du monde.

Doisneau n'a jamais forcé une porte et a toujours appuyé sur l'obturateur quand il se sentait « autorisé ». *« Je ne suis pas un chasseur d'images, mais un pêcheur d'images »*, répétait-il. Même pas un sociologue, lui qui a photographié un monde rêvé et non le monde tel qu'il est : *« Ce que je cherche à prouver, grâce à ce que l'on croit être la qualité primordiale de la photographie, le constat d'huissier, c'est que le monde dans lequel je voudrais vivre existe un peu, c'est qu'il existe vraiment. »*

Robert Doisneau n'a jamais fait d'autoportrait. A quoi bon, ses photos lui ressemblent tant... Il était étonnamment humain et drôle, avec un sens vertigineux de la formule. Il l'a souvent répété : *« Je ne photographie bien que les gens qui me ressemblent. »* Aussi a-t-il toujours habité sur son terrain de prédilection, en banlieue, d'abord à Gentilly puis à Montrouge, changeant chaque jour de chemin pour fixer de nouvelles scènes. *« J'ai mis quatre-vingts ans pour faire 1 400 mètres, c'est une bonne moyenne »*, confiait-il en nous recevant, il y a un an, dans son appartement-atelier bourré de bibelots, de livres. Aux murs, des peintures et des photos. *« Je vis ici depuis 1937. Je suis le plus vieil objet de cette maison. »*

Doisneau incarne le changement radical du statut du photographe. Le saltimbanque infréquentable est aujourd'hui *adulé* ; le « gagne-pain » est devenu un art à part entière. Il le reconnaissait à sa manière : *« Le photographe mangeait à la cuisine ; maintenant, il est invité à la table du maître. »* L'homme du « Baiser de l'Hôtel de Ville » appartient pourtant à cette génération d'« opérateurs » pour qui la photographie est d'abord un métier. Une conviction ancrée dans ses années de formation. Il est né le 14 avril 1912 à Gentilly (Val-de-Marne).

Issu d'une famille modeste, Robert Doisneau grandira au milieu des becs de gaz (sa première photo) et des terrains vagues. D'où cette hantise, selon Jean-François Chevrier, d'*« inscrire des décors »* ; ceux de son enfance, dans ses images. Son père le voyait ingénieur. Mais il suit, de 1925 à 1929, les cours de l'école Estienne et obtient un diplôme de graveur lithographe.

MICHEL GUERRIN

Lire la suite page 15

(1) *Doisneau*, de Jean-François Chevrier, Belfond, coll. « Les grands photographes », 1983 (épuisé).

« Bipolarisation » dans les départements

L'élection des présidents des conseils généraux, vendredi 1er avril, révèle un rapport de forces inchangé à l'avantage de la droite, qui détient toujours soixante-dix-sept départements (plus Paris) en métropole et outre-mer. La gauche en compte vingt-quatre. Les votes ont été marqués par une forte bipolarisation.

Pages 6 à 8

Plus de 650 000 emplois créés aux Etats-Unis depuis janvier

456 000 emplois ont été créés en mars aux États-Unis, selon les chiffres publiés, vendredi 1er avril, par le département du travail. Depuis le 1er janvier, l'économie américaine a mis en place 650 000 postes de travail nouveaux.

Pages 17 et 19

Incident de séance au procès Touvier

Au procès de Paul Touvier, Pierre Arpaillange, ancien directeur des affaires criminelles et des grâces, a témoigné, vendredi 1er avril, revenant sur les circonstances de la grâce de Paul Touvier en 1971. Un premier *incident d'audience* a éclaté, Me Arno Klarsfeld estimant que Paul Touvier, jugé pour complicité de crime contre l'humanité avec l'Allemagne, avait agi de son propre chef dans les représailles de Rillieux-la-Pape.

Page 10

Michel Giraud au « Grand Jury RTL-*le Monde* »

Michel Giraud, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, est l'invité du « Grand Jury RTL-*le Monde* », dimanche 3 avril, à partir de 18 h 30. « Le Grand Jury RTL-*le Monde* » est aussi diffusé sur la chaîne câblée Paris-Première, le même jour, de 20 heures à 21 heures.

M 0146 - 0403 - 7,00 F

A L'ÉTRANGER : Maroc, 8 DH; Tunisie, 850 m ; Allemagne, 3 DM ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB; Canada, 2,25 $ CAN; Antilles/Réunion, 9 F; Côte-d'Ivoire, 580 F CFA; Danemark, 14 KRD; Espagne, 190 PTA; G.-B., 95 p.; Grèce, 280 DR; Irlande, 1,30 £ ; Italie, 2 400 L; Luxembourg, 46 FL; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 3 FL; Portugal Cont., 190 PTE; Sénégal, 550 F CFA; Suède, 15 KRS; Suisse, 2 FS; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,60 $.

Le Monde s'est construit dans une bataille incessante contre deux pouvoirs : la suprématie de l'argent, dans sa prétention à devenir la seule jauge de la réussite humaine, et c'est le combat pour l'indépendance ; l'obsession du temps, dans sa propension à imposer l'immédiateté, et c'est la lutte pour la distance.

Cette bataille n'est pas seulement celle du *Monde* et de ceux qui le font. Elle est d'abord l'exigence de ceux qui le lisent. L'enjeu est civique. Faire vivre une presse libre et responsable, rigoureuse et audacieuse, ce n'est pas un défi de journalistes, mais un défi de citoyens.

Voilà pourquoi, en tant qu'entreprises-partenaires « officiels », nous avons décidé de soutenir l'ensemble des initiatives du cinquantième anniversaire du *Monde :* exposition itinérante dans toute la France, débats et colloques, regards sur le demi-siècle écoulé, nouvelle formule.

Nous voulons ainsi témoigner de notre engagement aux côtés d'un journal qui, à l'approche du changement de siècle, a toujours l'ambition d'informer et d'éclairer sur un monde de plus en plus complexe. *Le Monde* est un acteur essentiel de la démocratie française.

Bon anniversaire !

















Le Monde – Commission paritaire des journaux et publications n° 57437 – ISSN 0395-2037 – Printed in France. Imprimerie du *Monde*.